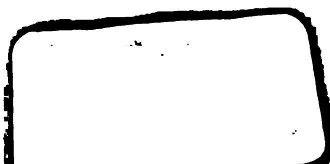




HISTOIRE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

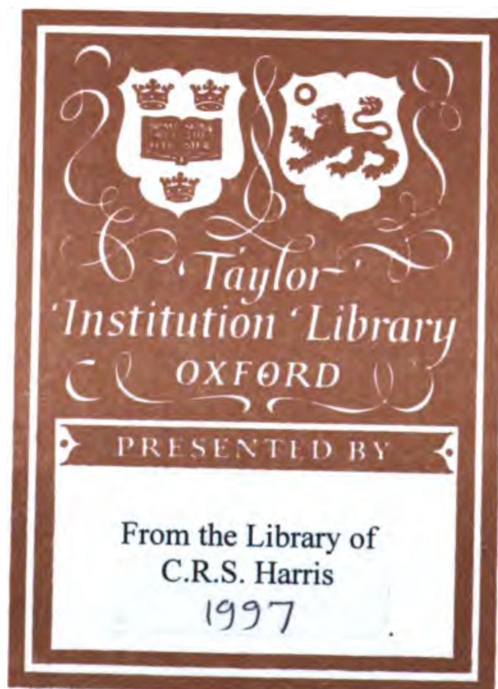
1870-71

TOME DEUXIÈME

2

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE ROUGE, DUNON ET FRESNÉ

43, rue du Four-Saint-Germain, 43.



HISTOIRE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

1870-71

ILLUSTRÉE DE TRENTE-QUATRE CARTES ET PLANS, DE PORTRAITS, VUES,
ÉPISODES DE BATAILLES, ETC.

PAR

AMÉDÉE LE FAURE

TOME DEUXIÈME.

PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

1875

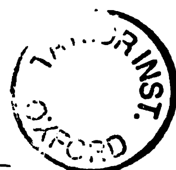

TAYLOR INST.
OXFORD

HISTOIRE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

1870-71



CHAPITRE PREMIER

La délégation en province. — M. Crémieux. — M. Glais-Bizoin. — L'amiral Fourichon. — Organisation de nouvelles forces. — Le général Lefort. — 15e corps. — Premiers combats. — Artenay (27 septembre). — Toury (5 octobre). Formation d'un corps d'observation allemand sous les ordres du général de Tann. — 2e combat d'Artenay. — Évacuation d'Orléans. — Marche de la 22e division prussienne sur Chartres. — Défense de Châteaudun. — Chartres. — Dreux. — Première armée de l'Est, sous le commandement du général Cambriels. — Le 14e corps prussien. — Général Werder. — Opérations dans les Vosges. — Combat de la Bourgonce. Entrée des Allemands à Épinal. — Marche sur l'Ognon. — Combats d'Etuz, Cussey, Châtillon-le-Duc. — Siége de Schelestadt. — Siége de Neuf-Brisach.

1

Le gouvernement de Paris avait commis l'immense faute, reconnue et avouée aujourd'hui, de rester dans la capitale investie, et de n'envoyer en province qu'une délégation insuffisante. Le 13 septembre, M. Crémieux se rendit à Tours, investi par décret de tous les pouvoirs qu'il concentra entre ses mains. Le 18, M. Glais-Bizoin et l'amiral Fourichon furent adjoints au délégué. L'amiral, appelé du Havre, où il venait de débarquer, était chargé spécialement de remplir les fonctions de ministre de la guerre et de la marine.

Cette organisation était doublement défectueuse : elle supprimait toute entente entre Paris et la province, et introduisait forcément deux actions divergentes, là où l'unité était une condition indispensable de succès.

Les pouvoirs des trois délégués n'étant pas exactement délimités, il fallait s'attendre à

des conflits. Dès le premier jour, le désaccord apparaît. L'amiral Fourichon n'a dans la défense qu'une confiance médiocre. M. Glais-Bizoin et M. Crémieux apportent des idées préconçues, incomplètes, en opposition directe avec celles que le ministre de la guerre cherche à faire triompher. De là, des discussions dans le détail desquelles il est inutile d'entrer. M. Crémieux, qui regrette sans doute ce portefeuille de la guerre, qu'il a tenu, — comme tous les autres, — du 13 au 18 septembre, revendique pour les préfets le droit de donner des ordres aux généraux. L'amiral Fourichon s'oppose, à juste titre, à cette prétention, donne sa démission, consent à la reprendre, puis se retire de nouveau.

Au milieu de ces incidents, presque chaque jour renouvelés, l'organisation de nouvelles forces militaires se poursuit.

Le général Lefort, nommé secrétaire-général de la guerre, avait commencé, dès le 16, à réunir les éléments d'une armée. Malheureusement, le général ne paraît pas avoir eu une idée suffisamment exacte de ce que réclamait la situation, du moins si nous en jugeons par cet extrait de sa déposition devant la commission d'enquête :

« Je dois vous dire qu'en commençant l'organisation de ce 15ᵉ corps, *je ne prévoyais guère qu'il serait appelé à prendre part aux opérations militaires.* C'est dans cette pensée que je disais au ministre de la guerre : *Cette armée n'est peut-être pas destinée à agir efficacement;* mais, je regarde son organisation comme indispensable : *elle aura un effet moral* considérable non-seulement sur les défenseurs de Paris, mais encore sur les populations du Midi et du Centre qui sentiront qu'il y a une armée française entre elles et les Prussiens. J'ignore quel en sera le chiffre, mais nous la ferons aussi forte qu'il nous sera possible; *et si, comme nous l'espérons tous, Paris doit être délivré dans quelques mois,* eh bien alors, nous aurons au moins une armée (j'espérais pouvoir la porter à 200,000 hommes), qui pourra, *lors même qu'elle n'aurait pas tiré un coup de fusil,* peser dans la balance, si nous devions être appelés à traiter de la paix.

« Voilà le langage que je tenais au ministre de la guerre, et voilà la pensée qui m'avait fait agir en poussant cette organisation. »

Sans en avoir conscience, on le voit, le général Lefort arrivait à Tours aux mêmes conclusions que le maréchal Bazaine à Metz : avoir une armée *pour peser dans la balance* au moment de la signature de la paix.

Comment, et par qui, Paris pouvait-il être délivré, si l'armée de 200,000 hommes, que le secrétaire de la guerre espérait organiser *en quelques mois,* « ne tirait pas un coup de fusil? »

Fort heureusement, il restait encore en France quelques éléments de résistance.

Dès le 16 septembre, il fut reconnu possible de former une compagnie dans chaque dépôt. Les mobiles les mieux organisés furent enrégimentés et encadrés dans les brigades; en outre, trois régiments d'infanterie de ligne étaient rappelés d'Afrique. A la fin de septembre, chaque régiment avait ses compagnies à 200 hommes; chaque brigade comptait deux régiments d'infanterie et un de mobiles. La division comprenait 20,000 hommes environ. Trois divisions formaient le 15ᵉ corps, dont le commandement était confié au général de La Motte-rouge (1).

(1) Nous nous bornons à indiquer ici très sommairement l'organisation première du 15ᵉ corps, de même que celle du 16ᵉ corps. Nous aurons à revenir, plus loin, et à insister, sur ce sujet.

Dans ces trois divisions du 15e corps, il s'en trouvait une en formation à Vierzon (général Peytavin), une à Nevers (général Martin des Pallières), une enfin à Bourges (général Martineau des Chenez). Vers la fin de septembre, les hommes étaient réunis et à peu près armés; mais il suffit de se reporter au livre du général des Pallières (1) pour voir qu'il n'y avait pas là une force vraiment organisée : « A mon arrivée à Nevers, le 28 septembre, je trouvai les troupes dans le plus misérable état. »

En dehors du 15e corps, tous les mobiles du midi et du centre avaient reçu l'ordre de se transporter sur la rive droite de la Loire. « Ces mobiles, dit le général Lefort, étaient destinés à former un réseau, commençant aux Vosges, et devant s'étendre jusqu'à la Manche. » Ils avaient pour instructions de faire une guerre de partisans, et d'éviter les engagements sérieux. Les bataillons avaient été répartis entre les diverses subdivisions menacées par la cavalerie ennemie que nous avons vue, au lendemain de l'investissement de Paris, lancée au nord, à l'ouest et au sud de la capitale. A Rouen, le général Gudin, remplacé plus tard par le général Briand, disposait de deux régiments de cavalerie, deux bataillons de marche, onze bataillons de mobiles, soit 13 à 14,000 hommes. En outre, M. Estancelin avait reçu du gouvernement le commandement supérieur des gardes nationales dans les départements de la Seine-Inférieure, du Calvados, et de la Manche. En cas d'échec grave, le général Gudin avait l'ordre de se retirer sur le Havre que fortifiait en toute hâte le colonel Massu, remplacé bientôt par le capitaine de vaisseau Mouchez.

Sur la rive gauche de la Seine, à Évreux, le général Delarue, commandant la subdivision territoriale, disposait du 39e régiment de mobiles (Eure) et du 1er régiment des éclaireurs de la Seine : 4,000 hommes environ.

A Chartres, le général Boyer, commandant de la subdivision militaire, n'avait que quelques bataillons de mobiles, avec lesquels il se retira dans l'Orne à l'approche de l'ennemi (2).

A Amiens, le général Paulze d'Ivroy n'avait pas de troupes suffisantes pour opposer une résistance sérieuse aux incursions des Allemands.

Le général de Polhès, commandant la subdivision de Bourges, était à Orléans avec quelques régiments du 15e corps, et des mobiles appelés des départements voisins.

Au Mans, le général d'Aurelle de Paladines, désigné pour le commandement supérieur régional de l'ouest, comptait sous ses ordres 20,000 mobiles environ que le général Fiereck allait s'efforcer d'organiser, après le départ du général d'Aurelle.

Dans l'Est, divers bataillons de la garde mobile (Vosges, Saône-et-Loire) se réunissaient vers le 20 septembre, pour former le noyau de la 1re armée de l'Est sous les ordres du général Cambriels.

Enfin, et pour terminer ce rapide exposé, dans les premiers jours d'octobre, le 16e corps s'organisait sous la direction du général de Paladines. (1re division, général Pourcet, à Blois : 2e division : Barry, à Tours; division de cavalerie; Ressayre, à Tours).

En résumé, vers la fin de septembre, un seul corps, le 15e avait son organisation, non pas

(1) Le général Martin des Pallières. *Orléans.*

(2) Une enquête fut ouverte, par ordre de l'amiral Fourichon, sur cette retraite précipitée : « Elle prouva que le général Boyer avait un ramollissement du cerveau. » *Déposition de M. Glais-Bizoin devant la commission d'enquête.)*

complète, mais ébauchée : pour l'achever, il allait falloir recourir à toute l'énergie du général d'Aurelle. Partout ailleurs, des mobiles mal armés, à peine vêtus, incapables d'opposer une résistance sérieuse aux uhlans allemands, suivant l'expression déjà citée du général Lefort « un réseau de mobiles commençant aux Vosges, et devant s'étendre jusqu'à la Manche. »

Un plan général de défense avait été discuté et adopté à Paris, avant l'investissement. Les renseignements que nous fournit à cet égard le général Le Flô (1) sont malheureusement bien incomplets :

« Le général de La Motterouge, qui, à Paris, avait rempli les fonctions de commandant de la garde nationale, et avait perdu cette position, était naturellement désigné pour prendre le commandement de la 1re armée, qui devait se former à Orléans et à Tours. Je lui donnai, en conséquence, des instructions très-détaillées sur la formation, la composition de cette armée, sur les officiers généraux que nous savions exister en France et qui pouvaient l'aider. Je lui donnai des instructions générales sur la conduite qu'il devait tenir. Je les lui ai lues, la carte sous les yeux, en présence du chef d'état-major général, le colonel Borel. Après, j'ai demandé à ces messieurs s'ils jugeaient que ces instructions étaient suffisantes, s'ils pensaient que je devais y ajouter quelque chose, disant que j'étais prêt à y faire toutes les adjonctions possibles. Ils déclarèrent qu'elles étaient suffisantes, et nous nous séparâmes.

« Quelques jours après, la veille même de l'arrivée des Prussiens devant Paris, je fis partir le général Cambriels, avec des instructions spéciales rédigées pour lui. Je l'envoyai dans l'Est prendre le commandement des forces réunies en Alsace, dans Belfort et autour de Belfort, et j'obtins un arrêté qui lui donnait la haute main sur les fonctionnaires civils de ces départements. Je lui donnai, non-seulement pour l'organisation de l'armée, mais pour la conduite des opérations militaires, des instructions qu'il trouva fort bonnes, et dans lesquelles le Gouvernement n'intervint en aucune façon. »

Ces indications un peu vagues ne permettent pas de préciser les opérations qui devaient être entreprises.

Pour l'armée de l'Est du général Cambriels, la déposition du général Le Flô contient encore ces mots : « Le général... devait non pas constituer une grande armée, mais de petites armées destinées à manœuvrer sur les flancs et les derrières de l'ennemi, de manière à menacer et à gêner ses communications. » Mais, quant à ces instructions si précises données au général de La Motterouge « lues sur la carte, en présence du colonel Borel » aucune explication n'est fournie à leur égard par les dépositions des généraux Le Flô, La Motterouge et Borel. L'ennemi, d'ailleurs, ne devait pas laisser le temps au commandant du 15e corps de suivre les instructions qu'il avait reçues du ministre.

Nous devons, maintenant, étudier les opérations des deux troupes qui, dès le début de leur formation, se trouvèrent en contact sérieux avec l'ennemi : le 15e corps aux environs d'Orléans, et la première armée de l'Est, sous le général Cambriels.

(1) Déposition devant la Commission d'enquête.

II

La 4e division de cavalerie allemande, détachée au sud de Paris, s'était, comme nous l'avons dit précédemment, avancée sur Orléans. Le 24 septembre, elle se heurte à 2 kilomètres environ d'Artenay à quelques escadrons du 6e hussards et du 6e dragons soutenus



M. GLAIS-BIZOIN.

par une section d'artillerie. A la suite de cet engagement sans importance, l'ennemi s'arrête à Toury, et le général de Polhès qui commande à Orléans appelle à lui des troupes du 15e corps, pour résister à une attaque qu'il croit imminente. Le 27 septembre, à la suite d'une panique, le général télégraphie à Tours « qu'il est obligé d'évacuer Orléans, devant les

forces supérieures de l'ennemi, dont l'infanterie s'est massée dans les bois pendant la nuit, et qui dispose de 24 escadrons et de 15 à 18 canons. Nos troupes se replient sur Blois, Vierzon et Gien. » (1) Le général Borel, chef d'état-major du 15e corps, part aussitôt et trouve le général Polhès rentré à Orléans. Afin d'éviter le retour de semblables paniques occasionnées par les incursions de l'ennemi, le général Borel réunit les neuf régiments de cavalerie du 15e corps, dans le but de chasser de la plaine les coureurs allemands.

Le 5 octobre, le général de Longuerue part de Chevilly, à 3 heures du matin, avec le 29e de marche, quelques compagnies de chasseurs à pied, le 9e dragons, le 6e hussards et une demi batterie. L'ennemi est rencontré en avant de Toury, sur le chemin qui mène de Janville à la route de Paris. A la même heure, le général Ressayre avec une brigade de cuirassiers, un bataillon de turcos et une demi batterie, passe par Tivernon, et attaque les Prussiens, qui sont parvenus à contenir et à repousser le général de Longuerue.

Le général Michel, enfin, avec trois régiments de cavalerie se porte en avant et menace également les Allemands. (2) Devant cette triple attaque, les Prussiens se retirent sur Angerville, abandonnant un convoi de vivres; le 7 octobre, le gros de leurs forces est, comme nous l'avons dit dans un chapitre précédent, à Étampes, avec une brigade à Authon.

A la suite du combat de Toury, le général de Moltke ordonne la formation d'un corps spécial d'observation (*Armée-Abtheilung*) (3), composé du 1er corps bavarois de la 22e division d'infanterie (11e corps) et des 2e et 4e divisions de cavalerie.

Le 8 octobre, le général de Tann, placé à la tête de cette armée, s'avance jusqu'à Étampes, atteint Angerville le 9, et poursuit sur Orléans. Le 10, il rencontre à Artenay une vigoureuse résistance.

Le 5 octobre, le général de La Motterouge avait reçu de la délégation l'ordre de se rendre à Orléans, et d'y prendre la direction des opérations, en remplacement du général de Polhès nommé commandant de l'arrondissement du centre (siége, Bourges).

Les deux divisions du 15e corps qui se trouvaient à Vierzon et à Bourges étaient acheminées sur Orléans : le général des Pallières demeurait à Nevers avec ses troupes.

A son arrivée dans le chef-lieu du Loiret, le général de La Motterouge apprit que toute la cavalerie avait été envoyée par le général de Polhès en expédition du côté de Pithiviers. Cette reconnaissance ne fut pas d'ailleurs de longue durée, le mouvement en avant des Allemands obligeant nos escadrons à la retraite. Mandé à Tours par l'amiral Fourichon, le général de La Motterouge ne connut que le 9, par voie indirecte, le danger dont il était menacé.

Il prescrit aussitôt au général Reyau de se porter sur Artenay, afin de défendre la route d'Orléans avec sept régiments de cavalerie, soutenus par un régiment de mobiles de la Nièvre, un bataillon de turcos, des chasseurs à pied et deux bataillons, l'un de marche, l'autre de mobiles du Cher : 10 pièces de 8 prennent position à 3 kilomètres en avant d'Artenay : quatre sont à cheval sur la route d'Orléans, les six autres sont établies plus à gauche.

Le premier coup de canon est tiré le 10 octobre à onze heures; nous avons en ligne 10 à 12,000 hommes, les Prussiens comptent environ 40,000 soldats : le 1er corps bavarois est au centre, les 2e et 4e divisions de cavalerie sur les ailes. Vers trois heures, après une violente

(1) Dépêche de l'amiral Fourichon au gouverneur de Paris.

(2) Général de Blois. *L'artillerie du 15e corps.*

(3) Gœtze. *Opérations du corps du génie allemand.*

canonnade, l'ennem prononce sur notre gauche un mouvement tournant, et la retraite est ordonnée. Elle s'opère lentement, sous la protection de l'artillerie qui est vivement pressée et n'a pour soutien qu'un peloton de dragons. Trois de nos pièces demeurent entre les mains des Bavarois. Le général Reyau se retire vers le sud, près de Chevilly; la forêt d'Orléans arrête la poursuite des Allemands.

Aussitôt informé du combat, le général La Motterouge se porte à la rencontre des troupes, et prend ses préparatifs pour une vigoureuse résistance. Malheureusement, le temps manque. Quelques détachements seulement des 2e et 3e divisions du 15e corps sont arrivés (une brigade de la division Peytavin a été envoyée au général Cambriels dans les Vosges).

Le 11 au matin, les Allemands poursuivent leur marche en trois colonnes. A la droite, la 22e division d'infanterie s'avance sur les Ormes par Sougy, Huêtre, Bricy et Boulay; le 1er corps bavarois est au centre (la 2e division en première ligne, la 1re en réserve); la 2e division de cavalerie forme l'aile gauche, et a pour mission de fouiller la forêt d'Orléans. A l'extrême droite enfin, la 4e division de cavalerie pousse vers la Loire.

L'action s'engage à la fois sur la gauche (française) et au centre. Le 32e régiment prussien, de la 22e division, se heurte, à 7 kilomètres d'Orléans, aux Ormes, à des troupes françaises. Il est promptement soutenu, et l'artillerie allemande s'établit entre Bricy et Gidy. Le général Peytavin, qui commande de ce côté, se porte deux fois en avant; mais il est repoussé, et le général allemand de Wittich fait aborder nos positions par les 83e, 32e et 95e régiments allemands, qui ne tardent pas à s'emparer du village : il est à ce moment une heure. L'ennemi n'avance cependant que pas à pas. D'Ormes à Orléans, le terrain est coupé de vignes, la route bordée de murs et de villages qui se prêtent fort bien à la défensive.

D'ailleurs, la fusillade indique que les Bavarois rencontrent une vive résistance. La 4e brigade a suivi la route d'Artenay à Orléans par Chevilly, la 1re brigade en réserve, tandis que la 3e marche sur Saint-Lyé. Aux environs de Cercottes, les Bavarois sont vivement attaqués par la légion étrangère, les zouaves pontificaux et quelques turcos, qui luttent héroïquement, en reculant sur les Aubrais. Le général La Motterouge se porte à la gare avec trois bataillons qui viennent d'arriver par le chemin de fer. Le 39e de ligne, les mobiles de la Nièvre et l'artillerie, sous les ordres du commandant Tricoche, tiennent longtemps l'ennemi en respect. Mais, la supériorité des Allemands leur assure la victoire : la 1re brigade bavaroise, qui s'est avancée, nous tourne à l'ouest, et rejoint le 32e régiment prussien de la 22e division. En même temps, l'artillerie s'établit à Ingré, et tire sur la ville. La porte du faubourg Saint-Jean est enfoncée à coups de canon; le faubourg est bientôt envahi. Un seul pont reste sur la Loire, les autres ayant été précédemment coupés (1). Tandis que les employés du chemin de fer se multiplient pour évacuer le matériel, et pour faire retourner les trains de troupes qui arrivent trop tard pour prendre part à l'action, le général La Motterouge traverse la Loire, sous la protection de son artillerie, et se replie sur la Ferté Saint-Aubin, où il reçoit une lettre de Tours, lui retirant le commandement, confié désormais au général d'Aurelle de Paladines.

Les deux journées du 10 et du 11 avaient coûté aux Allemands 1,250 hommes hors de combat. Nos pertes étaient plus considérables, surtout à cause des prisonniers : 2,000 hommes environ étaient restés entre les mains de l'ennemi.

(1) Déposition du général de La Motterouge.

En dehors des forces engagées aux Ormes et à Cercottes, le général de La Motterouge avait placé dans la forêt d'Orléans 4 à 5,000 hommes, gardes nationaux et mobiles, sous les ordres du général Maurandy, qui s'était établi à Loury. Durant les deux jours de combat, le général Maurandy, qui avait été chargé de protéger la droite de nos positions, demeura immobile, sans songer à défendre les routes qui traversent la forêt. Au dernier moment, le commandant en chef négligea de donner l'ordre de battre en retraite au général Maurandy, qui se « retira comme il put (1). »

A la suite de leur facile victoire, les Allemands entrèrent dans Orléans. Le général de Tann, ne jugeant pas prudent de pousser plus avant, et de s'avancer soit sur Tours, soit sur Bourges, demanda à Versailles et obtint l'autorisation de se borner à éclairer les environs. Le 1er corps bavarois et la 2e division de cavalerie paraissant suffisants pour remplir cette mission, la 22e division d'infanterie et la 4e de cavalerie durent quitter Orléans et rallier l'armée de blocus, en rayonnant dans les directions de Châteaudun, Chartres et Dreux. Il importait, en effet, aux Allemands de maintenir libres leurs communications, et de venir à bout des francs-tireurs, qui tenaient campagne dans cette région. Le 10 octobre et le 14, plusieurs uhlans avaient été tués à Varize et à Civry, et il avait fallu envoyer de Patay un détachement de 6 à 700 hommes pour s'emparer de ces deux villages, qui furent presque entièrement brûlés. En outre, Châteaudun donnait, depuis la fin de septembre, asile aux francs-tireurs de Lipowski, les héros d'Ablis. Ancien lieutenant de chasseurs à pied, Lipowski devait, durant cette campagne, donner des preuves nombreuses de hardiesse et d'intelligence militaire.

A la suite de la prise d'Orléans, les troupes françaises qui occupaient Châteaudun (des hussards et des mobiles) reconnaissant la défense impossible, se retirèrent, et la garde nationale fut convoquée pour rendre ses armes le 12 octobre. Le 13, une nouvelle décision du préfet d'Eure-et-Loir fit restituer aux gardes nationaux leurs fusils. Les francs-tireurs de Paris qui s'étaient dirigés sur Courtalain revinrent aussitôt, et l'on s'occupa de mettre la ville en état de résister. Sur tous les points, des barricades furent construites : « Elles présentaient l'aspect de forts murs à parements inclinés, dit un témoin oculaire (2) hauts d'environ 1^m 66, épais de 2 mètres, et crénelés au moyen de sacs pleins de terre. » Malheureusement, le service des avant-postes laissait à désirer. Privés de cavalerie, réduits à un nombre évidemment insuffisant (1,300 hommes dont 700 francs-tireurs de Paris, 115 de Nantes, 50 de Cannes et des gardes nationaux) les défenseurs de Châteaudun ne se préoccupaient que de la ville, et n'avaient placé aucune vedette en avant.

Le 18 octobre vers midi, quelques habitants se précipitent dans les rues, en poussant ce cri : les *Prussiens*; au même instant, le canon tonne du côté de la gare. La gare est, en réalité, la clef de Châteaudun. Elle est située au point où le plateau de la Beauce se relie à

(1) Il est permis de croire que cet oubli du général La Motterouge a été la cause de sa révocation subite. Nous savons, en effet, par la déposition du général Lefort, que c'est sur le reçu d'une dépêche venue d'Orléans et annonçant que 20,000 mobiles avaient été oubliés dans la forêt, que la destitution du général a été résolue et signifiée aussitôt. Quant à la part de responsabilité qui incombe à cet égard au commandant du 15e corps, il faut, pour l'apprécier, se reporter à la déposition du général Borel : « M. PERROT. Le général de La Motterouge est-il responsable de l'abandon du général Maurandy ? M. LE GÉNÉRAL BOREL. Le général Maurandy était, sans doute, sous les ordres du général de La Motterouge, cela est incontestable.... »

(2) Coudray. *Défense de Châteaudun.*

CARTE GÉNÉRALE des opérations des Armées de la LOIRE.



Echelle de $\frac{1}{1,200,000}$

0 5 10 25 30 Kil.

l'escarpement sur lequel est bâtie la ville haute, dominant, de l'autre côté, la ville basse et la vallée du Loir.

L'ennemi est divisé en deux corps : l'un s'avance par la route d'Orléans, l'autre par le chemin de Meung. En quelques instants, la ville est presque entièrement entourée : du nord-est, les Prussiens sont descendus au sud, puis remontés à l'ouest : de ce côté, le Loir les arrête et les empêche d'avancer. Un seul passage reste libre, et assure une retraite aux défenseurs de Châteaudun : la route de Nogent-le-Rotrou, au nord-ouest.

Maître de la gare, le général de Wittich ne pense pas rencontrer une bien sérieuse résistance : il a avec lui 12 à 15,000 hommes environ (22e division, d'infanterie, 4e division cavalerie, une batterie bavaroise, en outre de l'artillerie divisionnaire) et il sait qu'une poignée de francs-tireurs, quelques centaines d'hommes, occupent seuls Châteaudun. Sur son ordre, la 43e brigade s'avance pour attaquer la ville; mais elle est rudement reçue, et réclame bientôt des renforts. Après deux ou trois attaques infructueuses, il faut faire donner les trois brigades, et mettre en batterie toutes les pièces. Etablis sur six points différents, à moins de 500 mètres de la ville, les 30 canons prussiens tirent sans relâche. Au bout d'une heure, ils ont partout allumé l'incendie, sans parvenir à vaincre la résistance héroïque des francs-tireurs bien secondés par les habitants. Chaque rue est défendue par une barricade, derrière laquelle vingt hommes résolus arrêtent une compagnie. Il faut faire le siége de chaque maison, sous une fusillade incessante qui couche à terre des files entières d'Allemands. Le combat est particulièrement acharné sur deux points : au sud où l'assaillant s'est emparé d'une maison isolée qui porte le nom de *Mondoucet*. Les francs-tireurs tiennent un couvent qui fait face, et la lutte se poursuit jusqu'au moment ou un obus effondre le toit de Mondoucet. Au nord et à l'est, les deux principales rues de la ville (*rue de Chartres et rue d'Orléans*) sont l'objet des tentatives de l'ennemi. Maître de ce double passage, en effet, il peut gagner la place, et dès lors la résistance devient impossible. Le 95e prussien attaque le premier; il est successivement soutenu par le 32e, le 94e et le 83e (1). A 8 heures, après une défense héroïque, pied à pied, les francs-tireurs sont refoulés de 8 à 900 mètres environ; ils atteignent la place, et les Prussiens sont sur leurs pas, lorsqu'une violente fusillade se fait entendre. En même temps, les réserves des francs-tireurs se jettent à la baïonnette sur les assaillants et les repoussent. Mais, ce succès ne peut que protéger la retraite : épuisés par une lutte de près de sept heures, les francs-tireurs, sûrs de ne pas être soutenus, gagnent la route de Nogent le Rotrou, sans que l'ennemi ose les poursuivre. Il a d'ailleurs bien autre chose à faire que de combattre : il faut piller, brûler au pétrole cette ville qui vient de donner l'exemple de la résistance. Toute la nuit, la besogne lugubre s'accomplit. Favorisé par un ouragan terrible, l'incendie gagne et se propage : 235 maisons sont détruites.

Au milieu des décombres, des femmes, des enfants, à demi écrasés sont atteints par les flammes : on ne peut leur porter secours. Ce n'est qu'au bout de douze heures, que le général Wittich permet aux pompiers de se réunir. Ce n'est pas la pitié qui décide le commandant de la 22e division, mais l'intérêt; il a, durant la nuit, réfléchi que l'on pourrait obtenir quelque chose de cette ville ruinée, et tandis que les habitants épouvantés retirent

(1) Lettre du duc de Saxe Meiningen, en date du 24 octobre, publiée dans l'*Allemagne* du 4 novembre, et reproduite dans le *Journal de l'invasion de Chateaudun*, de P. Montarlot.

des ruines les cadavres calcinés, il rassemble le conseil municipal, et réclame 200,000 francs. 52,000 francs sont versés sur l'heure, et les Prussiens s'éloignent le 19.

Après cet exploit, la 22e division poursuivit sa route sur Chartres : le 20 octobre, elle entra dans la ville, sans coup-férir, « par suite d'une convention conclue avec les autorités civiles » (1). La journée avait, cependant, commencé par un engagement à Thivart, vers neuf heures du matin, plusieurs maisons avaient été bombardées ; la garnison, composée de fusiliers-marins et de mobiles, demandait à se défendre, mais sur les instances de la municipalité, le capitaine de vaisseau Duval, commandant militaire de Chartres, abandonna la ville.

La prise de Chartres était pour Dreux une sérieuse menace. Construite au fond d'une vallée, cette ville pouvait d'autant plus difficilement résister, que l'on ne disposait que de trois pièces de 4.

Depuis plusieurs jours, déjà, on s'attendait à une attaque. Le 8 octobre, quelques hussards de la cavalerie Rheinbaben s'étaient présentés à Cherisy, et avaient poussé jusqu'à Dreux. Aux environs de la ville, ils avaient été surpris par les gardes nationaux. Le lendemain, quelques compagnies bavaroises (2e régiment, *Prince-Royal*) s'étaient avancés pour enlever des réquisitions ; elles avaient été repoussées par des mobiles de l'Orne (2).

Le lendemain, Chérisy était brûlé par le général de Bredow, qui renouvelait ses exploits de Mézières. La ville de Dreux semblait donc sérieusement menacée dès le 11 octobre. Aussi le colonel de Beaurepaire, des mobiles du Calvados, avait-il demandé des renforts, et était-il arrivé à former un corps de 5 à 6,000 hommes. Cet officier se tua malheureusement, en montant à un observatoire, et sa mort désorganisa la défense. Dans la nuit du 21 au 22, la ville de Dreux fut évacuée, mais elle fut réoccupée le lendemain par un corps de 7,000 hommes, sous les ordres du capitaine de frégate du Temple. Nos troupes allaient être attaquées de deux côtés à la fois : sur la route de Paris (à gauche), par le général de Rheinbaben, et sur la route de Chartres par le général de Wittich. Dès le 23, plusieurs escarmouches eurent lieu. Le capitaine du Temple eut la malheureuse idée de vouloir surprendre l'ennemi de nuit ; mais, ses dispositions furent prises de telle sorte que no mobiles se fusillèrent et s'entretuèrent. Fort heureusement, les Prussiens ne jugèrent pas à propos d'intervenir, et se bornèrent à demeurer spectateurs de ce combat, *dans lequel il y eut plusieurs charges à la baïonnette*. A la suite de cette malencontreuse affaire, la retraite fut résolue et accomplie.

Le 25 octobre, la ville de Dreux fut occupée par le 95e régiment d'infanterie allemande, deux batteries d'artillerie et plusieurs régiments de cavalerie, sous les ordres du général Schmidt.

Le 28, la ville fut évacuée, et, à partir de ce moment jusqu'au milieu de novembre, elle reçut alternativement la visite des patrouilles ennemies et des corps français.

(1) Wittich. *Aus meinem Tagebuche*, 1870-71. Cassel.
(2) Coynart. *La guerre à Dreux.*

III

Le ministre de la guerre avait, disions-nous, prescrit à la délégation de Tours des opérations simultanées autour d'Orléans et dans les Vosges. Nous venons d'exposer les premières, il nous faut maintenant nous occuper des secondes.

Durant le siége de Strasbourg, les troupes allemandes du général de Werder avaient été fréquemment inquiétées par des détachements de francs-tireurs. L'un d'eux avait franchi le Rhin le 31 août, et s'était momentanément emparé de la station badoise de Bellingen. Cette audacieuse tentative obligeait les Allemands à appeler quelques troupes de la garnison de Rastadt, et à les échelonner le long de la rive droite du Rhin. Le 11 septembre, le corps de siége envoyait vers la Haute-Alsace, par Colmar, une brigade qui entrait, le 16 septembre, à Mulhouse, où elle restait deux jours. Le 20, les Français occupaient de nouveau la ville et continuaient leurs incursions. Les francs-tireurs se montraient également dans les Vosges, et, les 21 et 22 septembre, une colonne de la landwehr de la garde (1 bataillon, 2 pelotons de hussards, 2 canons) avait à soutenir divers engagements au sud de Blamont et se voyait obligée de se replier, après avoir voulu pousser, le 27, jusqu'à Raon-l'Étape, occupé par 1,200 gardes mobiles. Renforcé par de l'infanterie badoise et de la cavalerie saxonne, ce détachement se trouvait, le 4 octobre, à l'est de Lunéville, à Marainviller et Manonviller.

Cette situation obligeait l'état-major allemand à agrandir le champ de ses opérations. Une nouvelle division de réserve (4e) était rassemblée à Fribourg dans les derniers jours de septembre, et placée sous le commandement du général de Schmeling. Elle avait pour mission de cerner Schelestadt et Neuf-Brisach, d'observer Belfort, et de se tenir en communication avec le général Werder. Dès le 1er octobre, le général Schmeling commençait son mouvement sur le Rhin, et arrivait, le 4, aux environs de Mulhouse, après avoir détruit le chemin de fer de Belfort.

Le 4 octobre, le général Werder recevait du grand quartier général des instructions définitives : la 1re division de réserve, renforcée du 27e régiment d'infanterie, demeurait à Strasbourg, pour former la garnison de la place; la landwehr de la garde allait à Paris. Un nouveau corps d'armée, enfin, était formé avec les divers éléments réunis devant Strasbourg; il était placé sous les ordres du général Werder (1) et avait pour mission de marcher vers la

(1) **ORDRE DE BATAILLE DU 14e CORPS**

COMMANDANT EN CHEF : GÉNÉRAL WERDER.

Chef d'état-major : Lieutenant-colonel LESZCZYNSKI

DIVISION BADOISE.

Commandants successifs
- Le général Keller, jusqu'au 13 octobre.
- Le général De Beyer, du 13 octobre au 10 décembre.
- Le général De Glumer, à partir du 10 décembre.

vallée de la haute Seine, dans la direction de Troyes et de Châtillon-sur-Seine, et de s'opposer à des rassemblements de troupes françaises dans les départements des Vosges, de la Haute-Marne et de l'Aube.

Quelques jours avant déjà, dans la nuit même de la chute de Strasbourg (29 septembre), le général Werder avait sollicité et obtenu du général de Moltke l'autorisation d'agir avec une brigade dans la direction de Raon-l'Étape.

Le 30 septembre, les troupes expéditionnaires placées sous le commandement du général Degenfeld commencèrent leur mouvement : elles comprenaient 6 bataillons, 2 esca-

Première brigade d'infanterie.

Commandants successifs { Colonel Bayer, jusqu'au 13 octobre. Prince Guillaume De Bade, du 13 octobre au 18 décembre. Colonel de Weehmar.

1er régiment de grenadiers.
2e régiment de grenadiers.

2e brigade d'infanterie.

Commandant : Général Degenfeld.

3e régiment d'infanterie.
4 régiment d'infanterie.

3e brigade d'infanterie.

Commandants successifs { Colonel Sachs, jusqu'au 13 octobre. Général Keller.

5e régiment d'infanterie.
6e regiment d'infanterie.
3e régiment de dragons.

Brigade de cavalerie

Commandants successifs { Général De la Roche Starkenfels dit Bultée, jusqu'au 11 novembre. Colonel Wirtch, jusqu'au 13 décembre. Colonel Willisen.

1er régiment de dragons.
2e dragons.
ARTILLERIE : 9 batteries.

TOTAL : 17 bataillons (à 869 hommes). 12 escadrons (à 152 hommes).

TROUPES COMBINÉES.

Commandants successifs { Général Krug von Nidda, jusqu'au 8 novembre. Colonel Walhert, jusqu'au 18 novembre. Général De Goltz.

Brigade combinée d'infanterie

Commandants successifs { Général Boswell, jusqu'au 10 octobre. Colonel Walhert.

Régiment d'infanterie, N° 30.
Régiment de fusiliers, N° 34.

Brigade combinée de cavalerie.

Commandants successifs { Général Krug von Nidda, jusqu'au 10 octobre. Lieutenant-colonel Walther, jusqu'au 26 janvier. Lieutenant-colonel Graf zu Dohna.

2e régiment de dragons de réserve.
2e régiment de hussards de réserve.

TOTAL : 6 bataillons, 8 escadrons, 3 batteries.

drons 1/2, 2 batteries divisées en deux colonnes qui devaient s'avancer sur Barr et Mützig.

La colonne du nord avait l'itinéraire suivant : Schirmeck (2 octobre); Raon-sur-Plaine (le 3); Celles (le 4). Le détachement du sud devait atteindre Ville et Belmont (2 octobre); Saint-Blaise et Saales (le 3); le Petit Raon et Senones (le 4). Le 5, la jonction devait se faire entre Raon-l'Étape et Étival (1).

4e DIVISION DE RÉSERVE.

Commandant : Général Von Schmeling.

Brigade combinée d'infanterie.

Commandant : Colonel Knappe De Knappstadt.

Régiment d'infanterie N° 25. — 2e régiment de landwher. (Prusse Orientale.)

Brigade de landwher.

Commandant : Colonel Zimmermann.

1er régiment de landwher (Prusse-Orientale. — 3e régiment de landwehr Prusse-Orientale.

Brigade de cavalerie de réserve.

Commandant : Général de Treskow II.

1er régiment uhlans de réserve. — 3e uhlans de réserve.

TOTAL : 15 bataillons (portés au milieu de décembre à 1,001), 8 escadrons, 6 batteries.

1re DIVISION DE RÉSERVE.

Commandant : Général de Treskow I.

1re brigade de landwehr (Poméranie).

Commandant : Colonel Von Buddenbrock.

2e régiment de landwehr (Poméranie). — 1er régiment de landwher (Poméranie).
Régiment d'infanterie N° 67.

2e brigade de landwehr (Poméranie).

4e régiment de landwehr (Poméranie). — 3e régiment de landwehr (Poméranie).

2e régiment de uhlans, réserves.

TOTAL : 15 bataillons (1,000), 4 escadrons, 3 batteries.

Pionniers de siége.

Cinq compagnies.

Artillerie de siége.

Cinq abtheilung (19 compagnies).

DÉTACHEMENT DEBSCHETS.

2 bataillons de landwehr. (Rég. n° 7.)
2 bataillons — (Rég. n° 47.)
1 bataillon — (Rég. n° 10.)
2 bataillons — (Rég. n° 50.)
1 bataillon — (Rég. n° 84.)
2 escadrons du 6e uhlans de réserve.
2 batteries.

En plus : 2 bataillons, 1 régiment de cavalerie, 2 batteries (troupes d'étapes).

TOTAL des troupes formant le 14e corps (ou agissant de concert avec lui) :

63 bataillons, 37 escadrens, 25, batteries, environ 75,000 hommes avec les pionniers, l'artillerie et les divers services.

(1) Löhlein. *Operationen des Gen. v. Werder.*

La marche s'opéra sans obstacles sérieux : le 5, les deux colonnes allemandes se trouvaient Raon-l'Étape.

Ce même jour, le 14e corps se mettait en mouvement se dirigeant vers Épinal.

Il était divisé en quatre colonnes :

1° Le détachement Degenfeld ;

2° La colonne du général Keller (ou plus exactement du colonel Sachs) 4 bataillons, 3 escadrons, 3 batteries ;

3° La colonne du général La Roche 5 bataillons, 5 trois quarts escadrons, 4 batteries ;

4° Le détachement du général Krug von Nidda : 6 bataillons, 8 escadrons, 3 batteries.

Ces quatre colonnes, divisées pour trouver une subsistance plus facile (et aussi sans doute à cause de l'affaiblissement du commandement, le général Glümer, le général La Roche et le général Boswell tombèrent malades au début des opérations), devaient marcher dans la direction Raon-l'Étape-Étival-Saint-Dié.

Le général Degenfeld se trouvait donc former l'avant-garde du 14e corps : il reçut l'ordre de pousser dans la direction de Saint-Dié, où tous les renseignements allemands indiquaient des concentrations de troupes françaises.

Nous savons déjà que ces troupes faisaient partie de la *Première armée de l'Est* (nous lui conservons le titre un peu ambitieux, peut-être, qui lui a été donné) sous les ordres du général Cambriels.

Blessé à la tête à Sedan, le général Cambriels avait pu s'échapper, et se mettre à la disposition du gouvernement de la défense qui l'avait envoyé à Belfort, comme commandant la région de l'est. Sa mission devait consister à inquiéter et à couper les communications de l'ennemi. Malheureusement, c'était là une tâche difficile à remplir, d'autant qu'aucune force sérieuse n'était organisée dans l'est : quelques bataillons de mobiles et des francs-tireurs permettaient d'autant moins d'agir que les nouvelles faisaient croire à un immense déplacement de troupes de la part des Allemands : « Le général Cambriels télégraphie hier, écrivait le 27 septembre l'amiral Fourichon, que l'avant-garde d'une armée prussienne serait arrivée à Fribourg en Brisgau le 25. Cette armée, *forte de* 100,000 *hommes*, éviterait Belfort par le Sungdau, et se dirigerait sur Dijon et Lyon. » Nous savons qu'il ne s'agissait, en réalité, que de l'avant-garde de la 4e division de réserve.

Dans ces conditions, il sembla prudent de se borner à quelques coups de main : on s'arrêta à l'idée de faire sauter le tunnel de Lutzelbourg, et le bataillon des mobiles de la Meurthe fut désigné pour cette expédition (1), mais on ne tarda pas à renoncer à ce projet reconnu inpraticable. Au moment où le général Cambriels semblait condamné à l'inaction, le gouvernement de Tours lui adressa de Vierzon la brigade Dupré de la division Peytavin (15e corps). Cette brigade comprenait le 32e de marche, le régiment de mobiles des Deux-Sèvres, et une batterie de 4.

Arrivé à Épinal le 4 octobre, le général Dupré se dirigea aussitôt dans la direction de l'ennemi : le 6 au matin, il rejoignit entre la Bourgonce et Nompatelize le 2e bataillon de mobiles de la Meurthe, un bataillon et demi des Vosges, et quelques compagnies de francs-tireurs.

Ces diverses troupes étaient à peine réunies, que les Allemands furent signalés, c'était la

(1) *Journal de marche du 2e bataillon de la garde mobile de la Meurthe.*



brigade Degenfeld qui opérait sur Dié le mouvement qui lui avait été prescrit. Les Badois marchaient sur deux colonnes : 2 bataillons, 1 escadron, 10 pièces par la route de la Voivre; 2 bataillons, un demi escadron et 2 pièces vers Nompatelize, un bataillon en soutien à Etival.

Sur la rive gauche de la Meurthe (1), les hautes montagnes qui à Saint-Dié s'abaissent jusqu'à la rivière, s'éloignent d'elle deux ou trois kilomètres plus bas, entre Saint-Dié et Saint-Michel, et après avoir décrit vers l'ouest une courbe qui se creuse au sud, en arrière des pitons des Jumeaux, elles reviennent à l'est, et suivent de nouveau la Meurthe, depuis Étival jusqu'à Raon. L'espace renfermé dans cette courbe constitue un vaste plateau ondulé, élevé d'environ 60 mètres au-dessus du niveau de la Meurthe, et qu'on gravit d'Étival et de Saint-Michel par des pentes douces. Les plis du terrain sont généralement perpendiculaires à la rivière, et les crêtes qui les séparent offrent d'excellentes positions à l'artillerie. Le village de la Bourgonce est situé au fond de cet amphithéâtre.

Au premier coup de feu de nos tirailleurs, éparpillés de Nompatelize à La Salle et à Saint-Remy, l'artillerie ennemie s'établit sur les hauteurs à l'ouest de Biarville et tire sur Nompatelize. Bientôt les Allemands attaquent de front ce village, mais ils sont repoussés par les compagnies du 32[e] de marche qui l'occupent, et se portent sur le hameau des Feignes dont ils s'emparent. De là, ils prennent de flanc les défenseurs de Nompatelize et les forcent à la retraite. Ce succès des Badois a été vivement disputé, le général Degenfeld a été obligé de faire soutenir sa droite, et le colonel Müller, commandant le 3[e] régiment, a été grièvement atteint en enlevant les Feignes.

Notre artillerie postée au sud-ouest de Nompatelize est accablée de projectiles, et se recule de quelques centaines de mètres.

A notre gauche, les francs-tireurs de Neuilly, et les mobiles des Deux Sèvres qui tiennent Saint-Rémy sont pressés par deux bataillons de grenadiers qui gagnent du terrain.

A une heure, le général Dupré ordonne de reprendre l'offensive sur toute la ligne. « C'est à peine, écrit le capitaine Löhlein, si nous pûmes nous maintenir, en déployant toute l'intrépidité dont nous étions capables. A l'aile droite, la ferme en feu de Lehau retomba au pouvoir de l'ennemi.... La position du général Degenfeld était alors critique, la défaite de son détachement isolé eût amené un désastre, à cause de la supériorité numérique des Français, et de la disposition du terrain. »

Malheureusement, vers deux heures, quelques renforts arrivent aux Allemands de Raon-l'Étape : nous faiblissons à la fois sur tous les points, après nous être longtemps maintenus, et après un combat de sept heures, la retraite est ordonnée dans la direction de Bruyères.

L'ennemi ne poursuit pas nos troupes, il a 22 officiers et 318 hommes hors de combat (2).

De notre côté, les pertes atteignent environ 1,000 hommes : le général Dupré est parmi les blessés.

A la suite de cette rencontre, dans laquelle nos soldats improvisés avaient fait preuve d'une solidité reconnue par l'adversaire lui-même, le général Cambriels, averti des mouvements des différentes colonnes allemandes, ne crut pas possible de défendre le massif des Vosges, et il donna l'ordre de se retirer. La marche s'opéra par Remiremont et Melisey. Vers le

(1) *Journal de marche du 2[e] bataillon de la Meurthe.*

(2) Löhlein.

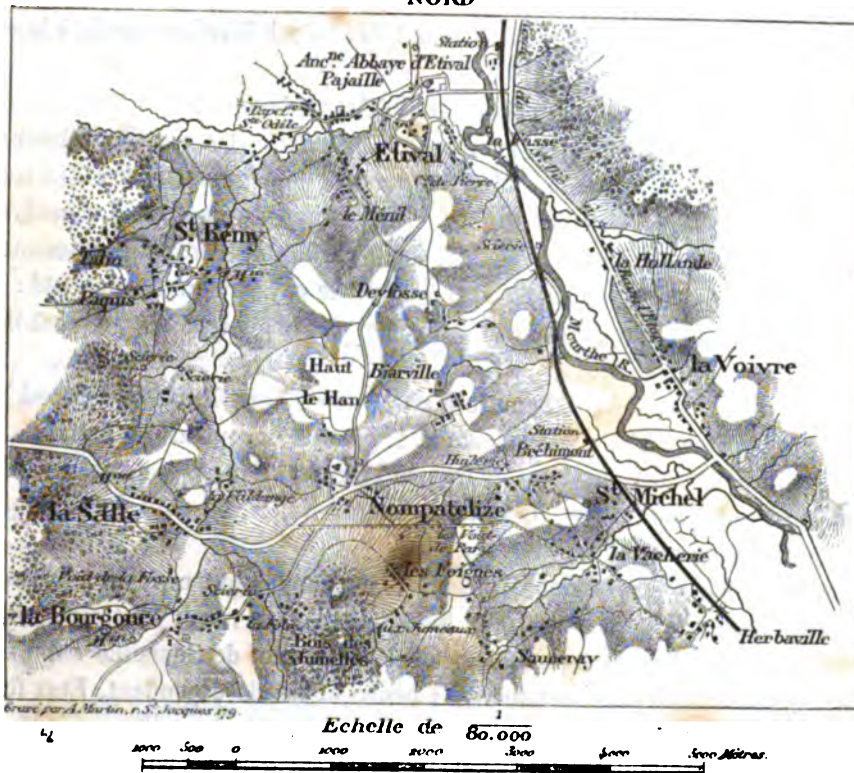
15 octobre, les divers bataillons avaient dépassé Lure, et se dirigeaient sur Besançon.

Cette retraite n'était-elle pas un peu précipitée? Sans doute, les colonnes du 14e corps étaient en marche : à cette date du 6 octobre, le détachement du colonel Sachs était à Schirmeck, le général de la Roche à Saint-Martin, le général Werder enfin se trouvait à Molsheim.

Tout annonçait donc une attaque prochaine et impossible à soutenir de notre part, mais

COMBAT DE LA BOURGONCE

NORD



il fallait deux ou trois jours pour que ce mouvement pût s'effectuer, et la situation du général Degenfeld n'était, en attendant, rien moins qu'assurée. Nous voyons, en effet, dans l'ouvrage semi-officiel allemand déjà cité, que malgré la retraite du général Cambriels « les communications du général Degenfeld à travers les montagnes étaient complétement interceptées. » Pour transmettre de ses nouvelles au commandant en chef, le général fut obligé d'envoyer un « fusilier déguisé en franc-tireur » qui atteignit le quartier général à Schirmeck. Le mouvement en avant fut aussitôt continué : le 9, la division badoise était établie sur la ligne Saint-Dié, Étival, Raon-l'Étape. Ce jour même, le général Werder détacha une compagnie de 30e régiment prussien et un peloton de hussards sur Ramber-

villers, mais les Allemands durent battre en retraite, devant l'attitude des habitants bien résolus à se défendre. Des renforts furent aussitôt envoyés « pour châtier cet essai de résistance » et après une lutte de trois heures, dans laquelle le chef du détachement allemand et trente hommes furent mis hors de combat, la ville fut prise d'assaut et pillée : vingt-six habitants furent fusillés dans la nuit (1). Deux jours plus tard, les Prussiens devaient procéder à un nouvel exploit, en incendiant le village de Laval.

Le 12, le général Werder atteignit Epinal, et le 18, il prit la direction de Besançon : le lendemain, il était à Vesoul.

Le général Cambriels avait mis le temps à profit : sa petite armée, forte de moins de 10,000 hommes au début s'était rapidement accrue sous Besançon : vers le 20 octobre, elle comptait environ 25,000 hommes.

Sur l'ordre du grand quartier-général allemand, le général Werder marcha à la rencontre des troupes françaises.

Le 22 octobre, les Allemands occupaient les positions suivantes :

Le prince Guillaume de Bade (4 bataillons trois quarts, 1 escadron, 1 batterie deux tiers) à Autoreille, avec avant-garde à Pin et à Marnay ; le général Degenfeld (4 bataillons, 2 escadrons, 2 batteries) à Velloreille lès Choye, avant-garde vers Etuz. Le général Keller (3 bataillons, 2 escadrons, 2 batteries) à Rioz, avant-garde vers Voray, le lieutenant-colonel Osten-Sacken était à Port-sur-Saône, d'où il éclairait le pays à l'ouest et au sud : enfin le quartier-général était à Oiselay, où se trouvait également le général Krug avec 3 bataillons et demi, 4 escadrons, 3 batteries.

L'avant-garde ennemie s'étant heurtée à nos troupes vers Etuz, le général Werder arrêta, aussitôt, son plan de bataille : au centre, le général Degenfeld combattrait sur place, tandis que le prince de Bade, après avoir franchi l'Ognon à Pin, prendrait les Français en flanc, dans la direction de Cussey. Quant au général Keller, on était informé qu'il était vigoureusement attaqué au sud de Rioz.

Le général Degenfeld engagea donc l'action, pour donner le temps au prince de Bade d'opérer son mouvement, mais peu à peu, les Allemands se virent contraints, devant la vigoureuse offensive des Français qui s'avançaient d'Auxon et de Geneuille sur Cussey, de jeter au feu jusqu'à leur dernier homme. A 1 heure et demie cependant, Etuz fut enlevé aux troupes du général Cambriels qui repassèrent l'Ognon. A 3 heures, l'ennemi (3e régiment badois) s'empara de Cussey, et nos tirailleurs se replièrent dans les bois épais au sud de ce village. Mais, les Allemands durent borner là leur succès de ce côté. Plusieurs pièces établies au château de Châtillon-le-Duc, arrêtèrent leurs efforts. Sur la droite, nous avions également été obligés de céder du terrain, et de nous retirer de Voray sur les hauteurs de Châtillon-le-Duc.

A cinq heures, le combat avait cessé.

Le prince de Bade n'y avait nullement contribué ; « il n'avait rien entendu de la bataille à cause du vent contraire, et avait pris la fumée qui s'élevait au-dessus du village d'Étuz pour la fumée des fabriques (2). »

A huit heures du soir, un détachement badois se heurta dans le village d'Auxon à un

(1) Ernouf. *Histoire des chemins de fer français pendant la guerre.*

(2) Löhlein. *Operationen des gen. v. Werder.*

bataillon du 3e zouaves de marche qui, après un vif engagement, dut céder à la supériorité de l'ennemi.

Sur la gauche (allemande), le général Keller était parvenu à avancer; mais il avait dû, n'étant pas soutenu, se borner à occuper la rive de l'Ognon.

Les pertes étaient peu sensibles de part et d'autre, et le général Werder, renonçant à pousser plus loin, à cause de Besançon, dont il ne pouvait songer à s'emparer, dut se contentér de ce succès, que le manque d'ensemble de ses lieutenants avait rendu stérile.

Des reconnaissances envoyées vers Dôle lui apprirent la formation d'un corps de volontaires, sous les ordres de Garibaldi. Nous aurons plus tard à parler de ces opérations.

A la suite de ces combats malheureux, le général Cambriels abandonna son commandement. Il s'était formé à Besançon un parti qui demandait que Garibaldi fût placé à la tête de l'armée de l'Est; mais, vivement soutenu par M. Albert Grévy, commissaire de la défense, le général Cambriels fut maintenu par M. Gambetta, de passage à Besançon.

« J'insiste sur ce fait, dit M. Keller (1), que le général n'a demandé à être relevé de son commandement que par suite d'une rechute qui menaçait ses jours. »

Avec le général Cambriels, disparut la 1re *Armée de l'Est,* forte alors de deux divisions, sous les ordres des généraux Crouzat et Thornton.

Le général de cavalerie Michel succéda, pendant quelques jours, au général Cambriels; mais, le 5 novembre, les troupes formèrent le 20e corps commandé par le général Crouzat. Nous le retrouverons à l'armée de la Loire.

IV

Nous avons dit que la 4e division de réserve s'était, dès la fin de septembre, formée sous le commandement du général de Schmeling, dans le but d'assiéger Schelestadt, Neuf-Brisach et Belfort. Après avoir passé le Rhin à Neuenbourg du 1er au 3 octobre, et envoyé un détachement vers Mulhouse, le général Schmeling marcha sur Neuf-Brisach, et somma la ville de se rendre, le 7 octobre. Sur le refus du commandant français, le bombardement commença à la nuit, pour durer jusqu'à onze heures du soir. Le lendemain matin, un parlementaire ennemi renouvela, sans succès, la demande de la veille. Dans ces conditions, il sembla plus rationnel au général Schmeling de ne laisser devant la place qu'un détachement, et de commencer ses opérations par Schelestadt. La proximité de Strasbourg lui assurait, en effet, de puissants moyens d'action.

Le 10 octobre, le premier coup de canon fut tiré contre Schelestadt.

Située sur la limite des deux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, en avant de la plaine qui s'étend du nord au sud, entre les Vosges et le fleuve, la place est défendue par une

(1) Déposition devant la Commission d'enquête sur le 4 septembre.

série d'ouvrages avancés, que la faiblesse de la garnison n'avait pas permis d'occuper, et qui avaient été à peu près détruits par ordre du commandant. L'enceinte est un octogone bastionné. Trois cavaliers protégent les bastions. Enfin, l'inondation produite par le barrage de l'Ill couvre au sud un espace d'environ 2 kilomètres.

La garnison se composait de 280 lanciers des 2e et 6e régiments, d'un bataillon de mobiles du Bas-Rhin, fort de 1,200 hommes, d'une demi-batterie d'artillerie de ligne et de 4 batteries d'artillerie de la garde mobile. 122 pièces se trouvaient dans la place; mais la plupart étaient des canons lisses.

Avant de tenter l'attaque, le général de Schmeling détache un parlementaire, pour demander la reddition de la ville. Déjà, le 4 septembre, un officier allemand a tenté une démarche analogue auprès du commandant français de Reinach, en la motivant sur la défaite du maréchal Mac-Mahon « complétement battu à *Épernay* (1). »

Sur le refus des défenseurs, le parlementaire se retire, et l'ennemi lance quelques obus qui produisent peu d'effet. Jusqu'au 19 octobre, les Allemands travaillent activement à des épaulements pour leurs pièces. A cette date enfin, ils ouvrent le feu du village de Kintzheim; plusieurs incendies se déclarent dans la place qui répond vivement. Le 20 et le 21, le bombardement continue; de nouvelles batteries prennent position à 900 mètres des ouvrages, au nord, au nord-ouest et à l'est. Dans la nuit du 22 au 23, la première parallèle est ouverte, et 6 batteries sont construites pour 36 pièces de siége (28 obusiers et 8 mortiers), qui commencent à tirer le 23 au matin. A deux heures de l'après-midi, 20 canons de la défense sont démontés; à trois heures, la partie sud-ouest de la ville est en feu. De sept à neuf heures du soir, le bombardement se ralentit; mais il ne tarde pas à reprendre, et continue jusqu'au matin. Le 24, à sept heures et demie du matin, le drapeau blanc flotte sur la cathédrale.

Maître de Schelestadt, le général Schmeling laisse dans la place un régiment de landwher venu de Strasbourg, dès le début des opérations, et il se dirige sur Neuf-Brisach.

Située à 3,200 mètres du Rhin, cette place a la forme d'un octogone régulier; elle a été fortifiée par Vauban, les bastions sont casematés, ainsi que les courtines qui les relient. Chaque bastion est couvert par une contre-garde ; entre ces contre-gardes, se trouvent des tenailles, en avant desquelles sont établies des demi-lunes avec fossé. La place de Neuf-Brisach est protégée à l'est par le fort Mortier, dominé entièrement d'ailleurs par Vieux-Brisach.

La garnison, sous les ordres du lieutenant-colonel de Kerhor, comprenait un total de 5,000 hommes, mais 1,000 hommes, seulement, appartenaient à l'armée régulière (2 bataillons du 74e de ligne); 2 bataillons de la garde mobile du Haut-Rhin, 1 bataillon de mobiles du Rhône envoyé de Belfort, 2 compagnies de francs-tireurs, 2 batteries d'artillerie de la mobile, 1 batterie d'artillerie de l'armée complétaient l'effectif (2). L'armement consistait en 38 canons rayés, dont 7 de 24, et en pièces lisses.

(1) La lettre de l'officier allemand se trouve dans une *Notice sur le siége de Schelestadt*, par A. de Cambolas.

(2) Notons, dans une brochure sur le siége de Neuf-Brisach, par MM. Risler et Laurent Athalin, ce détail singulier : « Le 28 octobre, ordre de la place qui donne le tarif des services mortuaires : « A l'avenir,

Le 2 novembre, le bombardement commença : les batteries ennemies étaient établies à 2,200 mètres de la place, à la gauche des villages de Biesheim et de Volgantzen. Sur la rive droite du Rhin, à Vieux-Brisach, trois batteries badoises ouvrirent, le lendemain, le feu contre le fort Mortier qui n'avait que 6 canons. Le commandant de Neuf-Brisach tenta de soutenir le fort: dans ce but, une pièce de 24 fut pointée dans la direction de Vieux-Brisach, mais l'ordre fut bientôt donné de cesser le feu de ce côté, le général de Schmeling ayant écrit au commandant français pour le rendre responsable du bombardement d'une ville ouverte. Et la principale batterie ennemie était établie sur les hauteurs de Vieux-Brisach! Le 8 novembre, le capitaine Castelli, du 74e de ligne, commandant le fort Mortier, capitula avec 200 hommes; le 10 novembre, le lieutenant-colonel de Kerhor arbora le drapeau blanc, après avoir noyé les poudres, et mis hors de service les pièces de 24 qui armaient le corps de place.

« quand un militaire mourra, sa compagnie, si elle veut lui faire faire un service religieux, devra payer ce « service au conseil de fabrique. Le tarif en est fixé à dix francs, somme qui sera remise directement à « M. le curé de Neuf-Brisach! » Cette communication, au moins étrange, méritait d'être signalée! »

CHAPITRE II

Arrivée à Tours de M. Gambetta. — La situation en province. — Les ligues séparatistes. — Elections. — Conseils généraux. — Organisation nouvelle des 15e et 16e corps. — Leur ordre de bataille. — Dispositions adoptées par le ministre de la guerre : avancement dans l'armée, armée auxiliaire, départements en état de guerre, comité de défense, batteries départementales, mobilisation, corps francs, etc. — Plan de campagne : conférence de Salbris. — Projet du général Trochu. — La marche sur Orléans est ajournée.

I

Le 9 octobre, M. Gambetta, parti de Paris en ballon, arrive à Tours muni d'un décret qui lui confère « le pouvoir de s'occuper de tout ce qui concerne la défense nationale. » Le ministre de l'intérieur trouve la délégation singulièrement affaiblie : l'amiral Fourichon vient d'abandonner une fois encore le portefeuille de la guerre que convoitent également M. Crémieux et M. Glais-Bizoin. Un vote des membres de la délégation met fin à ce conflit : la voix de l'amiral Fourichon fait pencher la balance en faveur de M. Gambetta qui se trouve ainsi investi, à partir du 10 octobre, des doubles fonctions de ministre de l'intérieur et de ministre de la guerre. Avant d'accepter toutefois, il offre le pouvoir militaire au général Lefort qui décline cette écrasante responsabilité.

Quelle est la situation à ce moment? Elle n'est, à vrai dire, rien moins que brillante; rappelons-la en deux mots :

Paris est investi : quatre divisions de cavalerie allemande rayonnent autour de la capitale, menaçant Amiens et Rouen.

A Metz, le maréchal Bazaine est bloqué : on n'a de lui aucune nouvelle précise, mais de vagues rumeurs donnent à penser que le commandant de l'armée du Rhin ne songe pas à employer la force pour se dégager.

Sur les bords de la Loire, douze à quinze mille hommes, battus à Artenay et à Cercottes vont se mettre en retraite.

Dans l'est, le général Cambriels, vaincu à la Bourgonce, cherche un refuge sous le canon de Besançon.

Dans l'ouest, 30,000 mobiles s'étendent de Chartres à Evreux.

Plus de fusils, plus de canons, plus de munitions. Les chevaux manquent, les généraux ne peuvent se procurer des cartes : toutes les ressources sont épuisées.

Voilà pour la situation militaire,

Et peut-être n'est-ce pas là, cependant, le côté le plus triste.

Le manque d'énergie de la délégation a eu, dans les grandes villes, les conséquences les plus funestes : des ligues séparatistes s'organisent; encore quelques jours, et l'unité nationale de la France sera rompue. Il s'agit bien, en apparence, de pourvoir à la défense, d'organiser plus activement la résistance contre l'étranger; mais, pour quelques chefs convaincus, combien de meneurs ne cherchant qu'à instituer en province la Commune qu'ils établiront plus tard à Paris, combien d'agents de la Prusse, payés pour travailler à la ruine de la France!

Ainsi, l'ennemi poussant ses armées victorieuses en avant, menaçant à la fois le nord, l'ouest et le centre, la défense paralysée, énervée, des dissentiments constants au sein du conseil de gouvernement, nos troupes battues dans les Vosges et sur la Loire, les ressources épuisées, le découragement, la défiance partout, la guerre civile sur le point d'éclater peut-être avec Cluseret : en deux mots, voilà la situation exacte, fidèle, indiscutable.

Le premier soin de M. Gambetta fut de mettre fin à cette organisation bruyante et dangereuse des ligues séparatistes. Quelques jours suffirent. Il s'occupa ensuite des affaires, au double point de vue de la politique et de la guerre.

Nous devons résumer ici les dispositions prises.

La délégation de Tours était à la veille de faire les élections; elles furent aussitôt arrêtées, et les conseils généraux ne tardèrent pas à être dissous.

C'était là une double faute. Par elle, le gouvernement risquait de se trouver isolé au milieu de la nation, alors qu'il eût fallu rallier toutes les forces éparses, appeler à l'aide tous les courages, tous les dévouements.

Empêcher les élections, c'était en outre priver la République de la consécration du suffrage universel. Il n'y avait, en ce moment, en présence que deux partis : les bonapartistes, voulant la paix; les républicains, la guerre. Orléanistes et légitimistes étaient, de par la situation même, obligés de voter pour la République qui défendait l'honneur national et les intérêts du pays.

Sans doute il était difficile de convoquer les électeurs en un tel moment; — nous avons précédemment insisté sur cette idée; — mais il fallait ne s'arrêter que devant une impossibilité bien constatée.

Dans une lettre adressée le 24 octobre à M. Jules Favre, M. Gambetta résumait ainsi la question :

« Il est juste de convenir que la constitution d'une Assemblée représentant librement et complétement la France, et *siégeant à Paris*, serait d'une véritable puissance sur l'opinion... C'est à ce point de vue seulement qu'il faut se placer pour juger la proposition d'armistice qui nous est faite. Si l'armistice, par sa durée et ses conditions, permet à la fois le ravitaillement de toutes les places assiégées et la convocation de tous les électeurs, l'opinion démocratique pourra y souscrire, sous la réserve formelle d'exclure de l'éligibilité à l'Assemblée tous les anciens ministres de Napoléon III, depuis la fondation de l'Empire, les sénateurs, les conseillers d'État, et tous ceux qui ont été candidats officiels depuis 1852. Il faudrait une loi d'État qui déclarât nulle et de nul effet toute opération électorale portant sur des individus compris dans les catégories sus-indiquées. Une semblable disposition est commandée à la fois par la justice et par la politique. Il est juste, en effet, que tous les complices et tous les complaisants du régime qui a perdu la France soient frappés momenta-

nément de la même déchéance que la dynastie dont ils ont été les coupables instruments. C'est une sanction nécessaire de la Révolution du 4 septembre. Il est politique aussi, alors que nous avons depuis deux mois tout sacrifié à l'intérêt suprême de la défense, de ne pas livrer notre œuvre aux mains de nos plus cruels ennemis, et d'exclure de la première Assemblée de la République tous ceux qui, par leur passé même, sont intéressés à conspirer sa chute. J'ose affirmer que, *sans ce correctif, les élections générales seront répudiées par le parti républicain;* et je dois dire que, pour mon compte, je serais dans l'impossibilité de les admettre, et d'y faire procéder. »

M. Jules Favre s'opposa, et avec raison, à l'adoption de semblables mesures. Il n'eut pas de peine à démontrer que c'était là le rétablissement de la candidature officielle par voie d'exclusion. Pourquoi, d'ailleurs, cette défiance à l'égard du suffrage universel? Était-il présumable qu'au lendemain de nos désastres, de Sedan, il se prononçât en faveur des auteurs de la guerre?...

Les élections n'eurent pas lieu.

Au point de vue militaire, l'action de M. Gambetta fut plus heureuse. Son énergie, son activité, son patriotique dévouement, donnèrent à la défense une impulsion puissante. Rien n'était organisé lorsqu'il prit en main le double portefeuille de l'intérieur et de la guerre : moins d'un mois après, l'armée de la Loire était victorieuse à Coulmiers. Et ce résultat était dû incontestablement aux efforts surhumains du ministre, de son délégué à la guerre, M. de Freycinet (1), et du général d'Aurelle de Paladines. Malheureusement, l'esprit de parti a, depuis la fin de la guerre, dominé nos jugements. A côté de fautes très-réelles, que nous signalerons, nous nous sommes refusé à admettre la vérité, à rendre à cette œuvre immense la justice qui lui est due. L'ennemi, l'Allemand, a disparu ; le gouvernement de la République est resté seul en butte aux attaques passionnées des partis. On a oublié les villages détruits, incendiés, les francs-tireurs fusillés : toute la haine a été réservée pour ce gouvernement, qui avait tenté de sauver la France. Les uns ont reproché à M. Gambetta de s'être sauvé de Paris « *par lâcheté;* » les autres ont soutenu que l'armée qui avait vaincu à Coulmiers était due entièrement au général Lefort. Nous avons exposé plus loin quelles étaient les idées du secrétaire général du ministre de la guerre; on reconnaîtra qu'elles pouvaient difficilement procurer une victoire. Les dates sont d'ailleurs suffisamment précises : le 15e corps, *organisé* par le général Lefort, a à son actif la défense d'Orléans par le général de La Motterouge, rien de plus. Il suffit d'ouvrir les ouvrages des généraux d'Aurelle, des Pallières, Chanzy, Pourcet, de Blois, pour voir que ces troupes n'étaient pas, au 10 octobre, en état de paraître en ligne. L'armement, la discipline, tout laissait à désirer. Il fallut des efforts incessants pour créer une armée. Si l'on voulait s'engager sur ce terrain délicat, serait-il bien difficile de prouver que la première délégation de Tours avait à sa disposition des éléments qui manquèrent à la seconde? Nous avons vu comment le 15e corps fut organisé : on réunit les compagnies de dépôts en régiment; on fit venir les troupes qui restaient en Afrique; on donna des chassepots aux mobiles déjà enrégimentés. Mais le jour où il n'y eut plus de dépôts, plus de troupes en Afrique, plus de chassepots, la difficulté commença. A ce moment cependant, l'armement continua. Après le 15e corps, le 16e, le 17e, le 18e, le 20e, le 21e furent successivement créés.

(1) M. de Freycinet entra en fonctions le 11 octobre. M. Détroyat avait, d'abord, été désigné pour ce poste.



M. GAMBETTA.

En quelques jours, un bureau spécial fut créé par M. de Freycinet, et nos généraux furent pourvus de toutes les cartes qui leur étaient nécessaires (1).

Nous n'insisterons pas sur ce sujet : les faits que nous aurons à rappeler suffiront, d'ailleurs, à donner une idée sinon complète, du moins suffisante et impartiale, des efforts de M. Gambetta et de ses collaborateurs.

Chose triste à dire, tandis qu'en France, l'esprit de parti nous rend ainsi injustes, l'Allemagne apprécie la valeur de cette résistance imprévue; aussi, n'est-on pas peu étonné, humilié même, lorsque l'on a lu les ouvrages français, de rencontrer dans les livres des Blume, des Wartensleben, des Lohlein, des Goltz, une impartialité qui nous fait si souvent défaut.

Nous ne connaissons qu'un seul exemple de justice rendue par un des hommes qui ont pris part à cette guerre, et nous le citons ici, car il est un honneur pour celui qui a été l'objet de ce témoignage, comme pour celui qui l'a rendu :

« M. LE COMTE DE RESSÉGUIER. — A cette occasion, je vous demanderai, quelle était, dans votre pensée, l'action de l'élément civil dans les opérations militaires (2)?

« M. LE GÉNÉRAL BOREL. — On s'est beaucoup exagéré cette action. Il y a eu un fait dont j'ai parlé tout à l'heure, et sur lequel je ne crois pas devoir insister, pour lequel je vous renvoie aux correspondances échangées entre le général d'Aurelle et le ministre. L'élément civil donnait d'excellents renseignements, et quelquefois fort utiles; seulement, quelquefois aussi, ces messieurs, quoique fort intelligents, étaient tout à fait dans le faux. Ainsi, quand ils nous donnaient 25,000 hommes, ils nous disaient : vous avez 25,000 soldats. Il faut rendre justice à l'administration de la guerre du 10 octobre, elle a rendu de très-grands services, et a fait tout ce qu'il était matériellement possible de faire.

« Elle a été souvent pour nous sévère et même injuste, mais ce n'est pas une raison pour que nous ne lui rendions pas justice; je doute, je le répète, qu'aucune administration ait pu faire plus que ce qu'elle a fait. Tout ce qui était matériellement possible de faire, elle l'a fait; mais, il y avait un côté sur lequel elle ne pouvait rien. Il y a eu un homme qui, sous le titre modeste de délégué à la guerre, a rendu d'immenses services dont on ne lui est point reconnaissant, parce qu'il n'a pas réussi. Depuis, cet homme s'est effacé : c'est à lui que nous devons l'improvisation de nos armées, auxquelles manquaient la force morale, la discipline, l'instruction militaire, la confiance en soi et l'organisation que la tradition seule peut nous donner.

« M. LE PRÉSIDENT. — Quel est le nom de celui que vous voulez désigner?

« M. LE GÉNÉRAL BOREL. — M. de Freycinet.

« M. LE COMTE DE RESSÉGUIER. — Général, comment expliquez-vous l'éloge que vous venez de faire de l'administration civile, avec les accusations si graves qu'elle portait, au risque de déshonorer un chef de corps?

« M. LE GÉNÉRAL BOREL. — Je vous dis que cette administration a été très-dure pour nous, même injuste, ce n'est pas une raison pour être à notre tour injuste envers elle. Comme

(1) Il ne sera pas inutile de rappeler ce fait : que les cuivres du dépôt de la guerre avaient été transportés à Brest où ils demeurèrent ignorés jusqu'à la fin de la guerre.

(2) *Commission d'enquête sur le 4 septembre.* Tomo III. Déposition du général Borel.

improvisation d'armées, comme création, je doute qu'une administration quelconque pût faire autant qu'elle a fait. »

. . . .

Le 12 octobre, le général d'Aurelle de Paladines prit possession du commandement du 16ᵉ corps à la Ferté Saint-Aubin. Cette position paraissant trop rapprochée d'Orléans, l'ordre de départ fut donné le 14 ; les troupes se mirent en route pour la Motte-Beuvron ; le 17 octobre, les trois divisions occupaient les emplacements suivants :

1ʳᵉ division (des Pallières) à Argent.
2ᵉ — (Martineau des Chenez) à Pierrefite.
3ᵉ — (Peytavin) à Salbris.

Les troupes demeurèrent dix jours à Salbris, à se reformer sous l'active et énergique surveillance de leur chef (1).

En même temps qu'il s'efforçait de réorganiser le 15ᵉ corps, le général d'Aurelle avait à

(1) Nous donnerons successivement, au fur et à mesure de leur création, l'*ordre de bataille* des différents corps d'armée, indispensable pour suivre les opérations militaires. Malheureusement, la rapidité des changements dans le commandement, et le manque de documents précis ne nous permettront pas toujours d'arriver à une rigoureuse exactitude.

ORDRE DE BATAILLE DU 15ᵉ CORPS

Commandants successifs { Général de La Motterouge, jusqu'au 11 octobre.
Général d'Aurelle de Paladines, jusqu'au 6 décembre.
Général Des Pallières, du 6 août au 10 décembre.
Général Martineau des Chenez.

Chefs d'état-major successifs { Général Borel.
Colonel Des Plas.

Commandant l'artillerie : Général De Blois.

1ʳᵉ DIVISION.

Commandants successifs { Général Martin des Pallières.
Général De Chabron, à partir du 16 novembre.

1ʳᵉ *Brigade.*

Commandant : De Chabron.

5ᵉ bataillon d'infanterie de marine de marche (*à dater du* 16 *novembre*. Régiment de marche d'infanterie de marine.)
38ᵉ régiment de ligne.
1ᵉʳ zouaves de marche.
12ᵉ mobiles (Nièvre).
Bataillon de mobiles de la Savoie.

2ᵉ *brigade.*

Commandant : Général Bertrand.

4ᵉ bataillon de chasseurs à pied de marche.
29ᵉ régiment de marche.
Régiment de tirailleurs algériens.
18ᵉ régiment de mobiles (Charente).

ARTILLERIE : quatre batteries de 4, une de mitrailleuses.

2ᵉ DIVISION.

Commandant : Martineau des Chenez.

surveiller le 16ᵉ corps également placé sous sa direction. Une lettre du ministre de la guerre, en date du 13 octobre, offrait au général les pouvoirs les plus étendus : Le général d'Aurelle répondait aussitôt « qu'il convenait de réduire sa tâche au commandement des 15ᵉ et 16ᵉ corps. »

Nous verrons si souvent reprocher à M. Gambetta d'empiéter sur les fonctions de ses généraux qu'il n'est pas inutile de constater que son premier acte, en arrivant au ministère, fut de se dessaisir d'une partie de ses attributions en faveur du général d'Aurelle.

L'organisation du 16ᵉ corps était également poussée avec la plus grande activité : Primi-

1ʳᵉ brigade.

Commandant : Général Dariès.

5ᵉ bataillon de chasseurs à pied.
39ᵉ de ligne.
Légion étrangère.
25ᵉ régiment de mobiles (Gironde).

2ᵉ brigade,

Commandant : Rébillard.

2ᵉ zouaves.
30ᵉ de marche.
29ᵉ mobiles (Maine-et-Loire).

ARTILLERIE : trois batteries d'artillerie.

3ᵉ DIVISION.

Commandant : Général Peytavin.

1ʳᵉ brigade.

Commandants successifs { Général Peytavin. Général Bressolles. (Reçut une autre destination.)

6ᵉ bataillon de marche de chasseurs.
16ᵉ de ligne.
33ᵉ de marche.
32ᵉ mobiles (Puy-de-Dôme).

2ᵉ brigade.

Commandant : Général Martinez.

27ᵉ de marche.
34ᵉ de marche.
69ᵉ mobiles (Ariége).

ARTILLERIE : trois batteries.

Une section de génie était attachée à chaque division.

DIVISION DE CAVALERIE.

Commandants successifs { Général Reyau. Général de Longuerue.

1ʳᵉ brigade.

Commandants successifs { De Longuerue. Dastugue.

Première organisation :	Deuxième organisation :
6ᵉ dragons.	6ᵉ hussards.
5ᵉ hussards.	11ᵉ chasseurs.
	6ᵉ dragons.

tivement formé de deux divisions, ce corps était considérablement renforcé et n'allait pas tarder à présenter une force respectable (1).

Le 16 octobre, le général Pourcet prit le commandement du 16e corps, sous la direction stratégique du général d'Aurelle.

Le général de Tann ayant envoyé d'Orléans une division de cavalerie dans la direction de l'ouest, le général Pourcet détacha sur Saint-Dié et sur Mer quelques escadrons, en

2e brigade.

Commandants successifs { Général Michel. / Général de Bœrio.

2e lanciers.
5e lanciers.
3e dragons de marche.

3e brigade.

Commandants successifs { Bremond d'Ars. / Général Tillion.

Première organisation :	Deuxième organisation :
9e cuirassiers.	1er chasseurs de marche.
1er régiment de marche de cuirassiers.	9e cuirassiers.
	1er cuirassiers de marche.

Au début, une 4e brigade était sous le commandement du colonel d'Astugue. Elle comprenait le 1er régiment de marche de chasseurs et le 11e régiment de chasseurs.

Artillerie attachée à la division de cavalerie :

2 batteries.

Réserve : 8 batteries.

En outre, le train d'artillerie comptait cinq compagnies. Le parc comprenait un détachement de l'artillerie de marine, et un détachement d'ouvriers d'artillerie.

Réserve du génie : une section et un détachement de sapeurs conducteurs.

Au début, le 15e corps comprenait en outre une division mixte, ainsi composée :

Brigade d'infanterie.

Commandant : Général Maurice.

2 compagnies de chasseurs.
31e de marche.
22e gardes mobiles (Dordogne).

Brigade de cavalerie.

Commandant : Général Tripart.

1er régiment de marche de hussards.
2e régiment de marche mixte.

(1) **ORDRE DE BATAILLE DU 16e CORPS**

Commandants successifs { Général d'Aurelle de Paladines. / Général Pourcet, jusqu'au 2 novembre. / Général Chanzy, du 2 novembre au 6 décembre. / Amiral Jauréguiberry.

Chefs d'état-major successifs { Général Renault, jusqu'au 25 octobre. / Général Lallemant, jusqu'au 1er novembre. / Colonel Vuillemot.

Commandant l'artillerie : Colonel Robinet-Marcy.

Commandant du génie : Colonel Javain.

même temps qu'il organisait la défense du bois et du château de Ménars, sur la rive droite, et du château de Chambord, sur la rive gauche. Après la prise de Châteaudun, la brigade Deplanque fut dirigée du côté de la forêt de Marchenoir, avec l'ordre de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité. A Vendôme, le général Barry s'occupa de choisir et de préparer des positions défensives.

Le 23 octobre, les troupes du 16e corps étaient ainsi réparties :

A Vendôme, général Barry, 17,000 hommes et 28 canons.

A la droite de Vendôme, la brigade Deplanque, 9,000 hommes, 6 canons.

1re DIVISION D'INFANTERIE.

Commandants successifs { N., Général de division.
Amiral Jauréguiberry, à partir du 7 novembre.
Général Deplanque.

1re *brigade.*

Commandants successifs { Maurandy, général de brigade.
Lieutenant-colonel Pereira.

8e bataillon de marche de chasseurs à pied.
36e régiment de marche d'infanterie.
8e régiment de la garde mobile (Charente-Inférieure).

2e *brigade.*

Commandants successifs { Deplanque, général de brigade.
Colonel Ribell.

37e régiment de marche d'infanterie.
33e régiment de la garde mobile (Sarthe).

ARTILLERIE : trois batteries.

GÉNIE : 1re section de la 20e compagnie du 3e régiment.

2e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant : Barry, général de brigade.

1re *brigade.*

Commandants successifs { Gaulard, général de brigade.
Général Desmaisons.

7e bataillon de marche de chasseurs à pied.
31e régiment de marche d'infanterie.
22e régiment de la garde mobile (Dordogne).

2e *brigade.*

Commandants successifs { Barry, général de brigade.
Colonel Bérard.

38e régiment de marche d'infanterie.
66e régiment de la garde mobile (Mayenne).

ARTILLERIE : trois batteries.

GÉNIE : 2e section de la 20e compagnie du 3e régiment.

3e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandants successifs { Chanzy, général de brigade.
Général Maurandy.

A Mer, général Tripart, 5,000 hommes, 14 canons.

Le commandant Cathelineau au château de Chambord.

Les autres troupes du 16ᵉ corps autour de Blois.

Plusieurs petits combats sans importance eurent lieu à Lailly, à Binas et à Ourcelles. Ces deux derniers villages furent défendus par les habitants, et incendiés par l'ennemi.

1ʳᵉ brigade.

Commandant : Bourdillon, général de brigade.

3ᵉ bataillon de marche de chasseurs à pied.
39ᵉ régiment de marche d'infanterie.
67ᵉ régiment de la garde mobile (Haute-Loire).

2ᵉ brigade.

Commandant : Séatelli, général de brigade.

40ᵉ régiment de marche d'infanterie.
71ᵉ régiment de la garde mobile (Haute-Vienne).

ARTILLERIE : trois batteries.
GÉNIE : 1ʳᵉ section de la 18ᵉ compagnie du 1ᵉʳ régiment.

DIVISION DE CAVALERIE.

Commandants successifs { Ressayre, général de division.
Général Michel (après Coulmiers).

1ʳᵉ brigade.

Commandant : Tripart, général de brigade.

1ᵉʳ régiment de marche de hussards.
2ᵉ régiment de marche mixte (cavalerie légère).

2ᵉ brigade.

Commandants successifs { Le général Briand (jusqu'au 19 octobre).
Le général de Sonis.
Le général Digard.

6ᵉ lanciers.
3ᵉ régiment de marche mixte (cavalerie légère).

3ᵉ brigade.

Commandants successifs { Abdelal, général de brigade.
Général de Tucé.

3ᵉ régiment de marche de cuirassiers.
4ᵉ régiment de marche de dragons.

RÉSERVE D'ARTILLERIE.

Sept, puis onze batteries.

PARC.

Trois compagnies et deux détachements d'ouvriers.

RÉSERVE DU GÉNIE.

2ᵉ section de la 18ᵉ compagnie du 1ᵉʳ régiment du génie.
Détachement de sapeurs-conducteurs du 3ᵉ régiment du génie.

TROUPES D'ADMINISTRATION.

14ᵉ et 20ᵉ compagnies du 3ᵉ régiment du train des équipages militaires.
Une compagnie légère du train des équipages militaires.

Tandis que les 15ᵉ et 16ᵉ corps s'organisaient en toute hâte, le ministre de la guerre adoptait un certain nombre de dispositions spéciales.

Le 13 octobre, il suspendait, pour la durée de la guerre, les lois relatives à l'avancement dans l'armée, et disposait que des avancements extraordinaires pourraient être accordés à raison des services rendus ou des capacités. Des grades militaires pouvaient, en outre, être accordés à des personnes n'appartenant pas à l'armée. Ils ne devenaient, cependant, définitifs qu'après une action d'éclat : un décret en date du 3 novembre, complétant celui du 13 octobre, spécifiait que des commissions seraient délivrées à titre provisoire « toutes les fois que le titulaire ne se trouverait pas dans les conditions requises pour l'avancement. »

Le 14 octobre, à côté de l'armée de ligne, une armée auxiliaire était levée. Elle comprenait les gardes nationales mobiles, les gardes nationaux mobilisés, les corps-francs ; l'assimilation entre les deux armées devait, d'ailleurs, être complète, les troupes pouvaient à tout instant être fusionnées.

A la même date, tous les départements situés à moins de cent kilomètres de l'ennemi, étaient déclarés en état de *guerre*. Dans chacun d'eux, devait être réuni un comité présidé par le chef militaire, et se composant d'un officier du génie ou d'artillerie, d'un officier d'état-major, d'un ingénieur des ponts et chaussées, et d'un ingénieur des mines. Ce comité devait avoir pour mission de fortifier à l'avance dans le département; les positions qui paraîtraient de nature à être défendues. Tous les gardes nationaux demeuraient soumis à l'état de guerre.

Le 3 novembre, les départements étaient tenus de mettre sur pied, dans le délai de deux mois, autant de batteries de campagne que la population comptait de fois cent mille âmes. Cette mesure devait amener une regrettable concurrence avec la commission d'armement chargée d'acheter des armes à l'étranger.

Les corps francs étaient attachés d'office aux corps d'armée, ou aux divisions militaires « dans le territoire desquels ils opéraient. »

Tous les hommes valides de 21 à 40 ans étaient mobilisés :

Des camps étaient créés « pour l'instruction et la concentration des mobilisés. »

En même temps le ministère, avec une indiscutable activité, créait un bureau de renseignements militaires, organisait les divers services, constituait un corps de génie civil, une intendance civile, recrutait des chevaux, préparait la défense sur tous les points du territoire.

Certes, dans ces divers arrêtés qui se succédaient sans interruption, tout n'était pas à l'abri de la critique; mais la plupart des mesures avaient une raison d'être, et prouvaient la ferme volonté de lutter jusqu'à la dernière heure.

Les résultats ne tardèrent pas, d'ailleurs, à frapper les plus incrédules : dès le 22 ou 23 octobre, nos troupes du 15ᵉ et du 16ᵉ corps étaient prêtes à entrer sérieusement en ligne.

Il devenait nécessaire de combiner un plan de campagne, et de ne pas marcher à la légère : le 23 octobre, les divers chefs de corps furent mandés à Salbris.

II

La conférence de Salbris a une importance toute spéciale, c'est le point de départ de la nouvelle campagne; nous nous y arrêterons donc, et nous nous efforcerons de rechercher dans les narrations, malheureusement fort peu explicites des divers témoins, quelles furent les résolutions adoptées, et les arguments présentés (1).



LE GÉNÉRAL POURCET.

Deux récits absolument contradictoires ont été faits de cette entrevue, l'un par le général d'Aurelle de Paladines, l'autre par M. de Freycinet.

(1) Général Pourcet. *Campagne sur la Loire.* — Général d'Aurelle. *La 1re armée de la Loire.* — Général Des Pallières. *Orléans.* — Freycinet. *La Guerre en province.* — Déposition du général Borel.

D'après le commandant en chef des 15ᵉ et 16ᵉ corps, dans la conférence de Salbris, il ne fut question que de la marche de l'armée sur Orléans : « on ne discuta pas la possibilité de marcher sur Paris. »

M. de Freycinet affirme, au contraire, dans son ouvrage, que la situation fut minutieusement exposée au conseil, et qu'Orléans ne devait être considéré que comme la première étape de l'armée de la Loire vers la capitale.

Entre deux affirmations aussi nettement opposées, il serait impossible de se prononcer, si nous n'avions les récits des autres témoins : ce sont eux qu'il faut consulter.

Le général Pourcet ne consacre que quelques lignes à la conférence de Salbris : restent donc le général des Pallières, et le général Borel.

« Après diverses observations sur la valeur des troupes qu'il avait entre les mains, écrit le général des Pallières, et la nécessité de ne commencer des opérations *qu'on ne pourrait plus interrompre* qu'avec des éléments mieux pourvus, mieux organisés et plus nombreux, le général d'Aurelle dut céder devant les raisons péremptoires de M. le délégué.

« Comme action isolée sur Orléans, certes, le plan était très-réalisable, mais le revers de la médaille était la direction irrévocable qu'on donnait aux opérations, et le terrain qu'on choisissait pour les entreprendre. »

Dans sa déposition devant la commission d'enquête, le général des Pallières, après avoir rappelé que sa division ne put prendre part à la bataille de Coulmiers, et couper la retraite aux Bavarois du général von der Tann, ajoute :

« Nous comprîmes que le succès de Coulmiers n'était pas pour nous un succès complet, que l'ennemi ne se sentant pas en forces s'était retiré devant nous, en manœuvrant pour se rapprocher de ses renforts et que cette bataille était en réalité un demi succès. *C'est pour cela qu'on n'a pas pris d'assurance, et qu'à l'offensive on a préféré se retrancher dans les lignes d'Orléans.* C'était ce qu'il y avait de mieux à faire. »

Le général Borel est plus explicite :

« Le gouvernement a cru, dans ce moment, — du moins c'est mon opinion, — que le général de Tann était à Orléans, avec des forces peu considérables, et qu'avec les moyens dont on disposait on pouvait chasser l'ennemi, obtenir un succès, *et se rapprocher de Paris ;* c'est pour ces motifs, qu'on a exécuté le mouvement dont nous venons de parler. »

Ce langage est bien clair, mais à défaut même de l'autorité des généraux des Pallières et Borel, ne suffirait-il pas de consulter le simple bon sens. Comment, Paris est investi ; l'armée de la Loire en est à moins de quarante lieues, et lorsqu'il s'agit de discuter un plan de campagne, on ne prononce même pas le nom de la capitale ! Et cependant, à ce moment, le gouvernement de Tours croit, d'après les dépêches qu'il a reçues, que Paris n'a de vivres que pour deux mois : et nous sommes au 25 octobre; il y a donc un mois et demi que le siége est commencé. Cette considération suprême, de nature à imposer silence à toutes les objections, n'est-ce pas la raison péremptoire, dont parle le général des Pallières?

Le plan de campagne est donc définitivement adopté. Cependant, à cette heure, le gouvernement de Tours est informé que le général Trochu a conçu un projet d'opération tout opposé.

C'est là l'un des griefs le plus souvent soulevés contre le gouvernement de Tours : nous devons donc nous arrêter à cette question qu'il est, d'ailleurs, facile de résoudre, car ici les documents précis ne manquent pas.

M. Gambetta part de Paris le 8 octobre, le général Trochu ne lui donne pas d'instructions, il ne lui dit pas un mot du plan qu'il a conçu : quelques jours après, M. Ranc quitte la capitale à son tour, le gouverneur de Paris fait connaître alors sa conception, non par écrit, d'une façon précise, il se borne à quelques indications sommaires. Ce n'est que plus tard, le 29 octobre, que le général Trochu confiera à un ingénieur envoyé à Tours, M. Cézanne, tous les détails de son projet. Mais, au moment où M. Cézanne arrivera auprès de la délégation, les opérations sur Orléans seront en voie d'exécution.

La question à résoudre est donc double :

1° Les instructions transmises à Tours par M. Ranc devaient-elles, fatalement, être suivies par les armées de province?

2° L'arrivée de M. Cézanne obligeait-elle le ministre à modifier le projet de campagne?

Mais d'abord, il convient d'exposer le plan du général Trochu, et nous ne pouvons mieux faire que de transcrire textuellement la note transmise à M. Cézanne, et récemment publiée dans le rapport de la commission du 4 septembre :

« Le gouvernement de la Défense nationale, d'accord avec la volonté unanimement manifestée en toute occasion par les citoyens enfermés dans Paris, est résolu à défendre la capitale de la France, jusqu'à la dernière extrémité. Il a dû se préoccuper des moyens de ravitailler Paris, soit que nos efforts *triomphent définitivement de l'invasion prussienne, comme nous l'espérons fermement, soit que la fortune nous soit contraire.*

« On ne pourrait, dans tous les cas, tirer des vivres de la zone qui entoure Paris, cette zone étant elle-même épuisée par l'ennemi. Il faut, d'ailleurs, considérer que, par suite de l'interruption sur beaucoup de points des chemins de fer et des voies ordinaires, les transports réguliers ne pourraient être effectués qu'après plusieurs jours de réparations.

« La haute Seine, dans de certaines conditions que le gouvernement *étudie, la basse Seine surtout*, fourniront le moyen le plus sûr de ravitailler Paris. En conséquence, le gouvernement de la Défense nationale a décidé que les mesures suivantes seraient prises avec toute la rapidité et *tout le secret possible.*

« 1° Réunir dans quelques ports de la basse Seine, aussi voisins de Paris qu'il sera prudent et possible, des vivres en quantités suffisantes pour alimenter Paris pendant quinze jours au moins, à raison de quinze cent mille kilos par jour de denrées diverses (biscuits, farines, riz, légumes secs, conserves de viandes et de poissons, huile, beurre, etc...

« 2° Préparation d'une flottille capable de transporter rapidement ces approvisionnements à Paris.

« Au sujet de cette flottille, diverses propositions ont été faites au gouvernement. L'une d'elles avait particulièrement pour objet la création d'un ensemble de bateaux partiellement cuirassés et armés, capables de passer sous le canon, de se défendre par eux-mêmes, et par suite de forcer le blocus.

« Le gouvernement n'a pas jugé que ces vues fussent réalisables, en raison de l'urgence des circonstances, et du temps dont il dispose pour y faire face. En conséquence, M. Cézanne, ingénieur des ponts et chaussées, et porteur des présentes, reçoit du gouvernement la *mission de réunir sur la basse Seine* un convoi de vivres destiné à ravitailler Paris, et d'assurer, en se concertant avec les ingénieurs chargés de la navigation de la Seine, le voyage de ce convoi *d'approvisionnements jusqu'à Paris*, AU MOMENT DE LA LEVÉE DU BLOCUS.

« Ce convoi, pour répondre à toutes les éventualités, devra être prêt à partir le 1er décembre, au plus tard. »

Le général Trochu a longuement développé son projet à la tribune, mais les explications qui précèdent suffisent à le faire connaître.

Nous n'avons pas à discuter la valeur de cette conception, non plus qu'à rechercher si elle était préférable au projet d'opérations par Orléans, mais nous devons faire connaître les jugements des généraux qui ont écrit sur ce sujet. Nous ne mentionnons que pour mémoire l'opinion absolument hostile du général Vinoy, nous nous en tiendrons au sentiment des généraux Bourbaki et d'Aurelle de Paladines. Le premier s'est, à diverses reprises, prononcé contre cette opération. Quant au général de Paladines, il a longuement exposé dans son ouvrage, et devant la commission, les raisons qui rendaient à ses yeux inexécutable le plan du général Trochu.

« ..... Je suppose, pour un instant, que l'opération militaire à travers l'armée prussienne ait réussi, et que l'armée chargée du ravitaillement soit heureusement arrivée sur le point qui lui sert d'objectif. Vous le voyez, ma concession est grande ! En arrivant, il faut trouver concentrés sur ce point les vivres et les moyens de transport suffisants pour enlever ces approvisionnements. Quels sont ces moyens de transport ? Je vais vous les indiquer par un calcul très-simple, pratique, à la portée de tout le monde ; pour cela, examinons ce que doivent être les approvisionnements de Paris pour un seul jour.

« La ration d'un soldat est par jour :

Pain	750	grammes.
Viande (ration réglementaire) 350 grammes en campagne, jamais moins de	300	—
Légumes secs	60	—
Sel (1/60e de kilog.) soit	16	—
Sucre	21	—
Café	16	—
	1,163	grammes.

« En multipliant 1,163 grammes par 2,000,000, nous avons en kilogrammes la quantité de vivres nécessaires pour alimenter, pendant un jour, 2,000,000 d'habitants, soit 2,326,000 kil. ou 23,260 quintaux métriques.

« Pour le transport d'une telle quantité de denrées, il aurait fallu une flottille cuirassée prête à remonter la Seine, en supposant que la navigation du fleuve eût été libre.

« A défaut de cette flottille, il fallait avoir sous la main 3,600 voitures requises à l'avance. Tous ceux qui ont été dans la nécessité de requérir des moyens de transports savent si c'est une opération facile, et si elle se peut faire avec promptitude !

« Remarquez que si le ravitaillement de Paris se faisait en farine, au lieu de se faire en pain fabriqué, chaque quintal de farine donnant 38 rations de plus, sur 23,260 quintaux, ce serait une différence de 884 rations, quantité relativement inappréciable quant aux moyens de transport.

« Il est bien entendu qu'il n'est pas question de faire un ravitaillement de fourrages, ce qui compliquerait bien autrement l'opération.

« Acheminer sur Paris ce convoi d'un seul jour de vivres n'eût pas occupé moins de 30 kilomètres, — 6 à 7 lieues d'étendue. — Comment, le gouvernement de Paris, avec son expérience qu'il nous a quelquefois vantée, avait-il pu concevoir l'espérance de ravitailler Paris pour quinze jours? (348,900 quintaux métriques, — 54,000 voitures!)

« Comment supposer que l'armée prussienne aurait laissé passer un tel convoi sans l'attaquer, sans le couper et s'en emparer? Et n'est-on pas fondé à croire, qu'au lieu de ravitailler Paris, ces denrées si péniblement ramassées n'eussent servi au ravitaillement de l'armée allemande?

« Je conclus en disant que le fameux plan qui devait sauver Paris était un plan chimérique. »

L'opinion du général d'Aurelle était donc bien nette. On a si souvent reproché au ministre de la guerre de ne pas avoir suivi l'avis de ses généraux, qu'il y a, croyons-nous, quelque injustice à lui faire ici un crime d'avoir agi de concert avec eux.

On objecte, il est vrai, que le général Trochu étant président du conseil, il n'y avait pas à discuter ses arrêts; mais c'est là évidemment une opinion un peu fantaisiste. Napoléon Ier n'a-t-il pas dit : « ... Tout général en chef qui se charge d'exécuter un plan qu'il trouve mauvais est coupable... Il doit refuser d'obéir, parce qu'un ordre militaire n'exige une obéissance passive que lorsqu'il est donné par un supérieur qui se trouve présent sur le théâtre de la guerre, au moment où il le donne... »

Le désir de prendre M. Gambetta en faute ne devant pas aller sans doute jusqu'à nier la compétence de Napoléon Ier en semblable matière, nous ne nous arrêterons plus qu'à une seule objection, fréquemment présentée par le général Trochu dans ses discours. En se refusant à adopter le plan de campagne qui lui venait de Paris, le ministre de Tours a obligé le gouverneur à modifier brusquement tous ses projets, et, par suite, a certainement compromis le succès des opérations.

Il ne sera pas inutile de constater, tout d'abord, que le projet de marcher sur Orléans n'était nullement l'œuvre de la délégation de Tours : il venait de Paris. N'avons-nous pas dit précédemment que, à la veille de l'investissement, le général Le Flô, ministre de la guerre, avait longuement et minutieusement exposé au général de La Motterouge les opérations qu'il devait entreprendre *autour d'Orléans?* L'échec du 11 octobre n'avait pas fait renoncer à ces opérations : il avait simplement amené un retard.

Ainsi, tandis que le général Le Flô, ministre de la guerre, a un plan de campagne, et donne des instructions dans un sens, le gouverneur de Paris a un autre plan, et envoie des ordres opposés.

Si les faits ne suffisaient pas à établir ce que nous avançons, il conviendrait de se reporter à la déposition du général Le Flô, que nous avons précédemment citée : « ... Je lui donnai non-seulement pour l'organisation de l'armée, mais pour la conduite des opérations militaires, des instructions qu'il trouva fort bornées, *et dans lesquelles le gouvernement n'intervint en aucune façon...* » *Le gouvernement,* cela ne signifie-t-il pas le gouverneur?

D'ailleurs, si la marche sur Orléans dérangeait tous les projets du général Trochu, et l'obligeait à apporter des modifications profondes à son plan primitif, l'argument ne peut-il être retourné, et ne peut-on dire que l'adoption du plan de campagne apporté à Tours par MM. Ranc et Cézanne eut rendu nécessaires des changements importants, et fait naître des difficultés presque insurmontables?

Tout était préparé à Paris pour agir dans la direction de Rouen.

Mais, à Salbris, toutes les disposions étaient prises pour marcher sur Orléans.

Si le général Trochu a rencontré des obstacles, lorsqu'il lui a fallu changer sa base d'opérations qui, de l'ouest de Paris (Gennevilliers), était transportée à l'est (Joinville), la difficulté ne devenait-elle pas plus grande, alors qu'il s'agissait, pour l'armée de Salbris de faire une longue et dangereuse marche de flanc en présence de l'ennemi?

Enfin, dans la situation où se trouvait la défense, appartenait-il au gouverneur de Paris, quelles que fussent, d'ailleurs sa valeur et sa supériorité militaires, de diriger les troupes, de donner des ordres, d'imposer un plan de campagne, alors qu'il restait quelquefois huit ou quinze jours sans nouvelles, qu'il ne pouvait prévoir les modifications survenues, qu'il ignorait les mouvements et les forces des Allemands? Combiner des opérations dans ces conditions, c'était faire de la théorie, rien de plus.

La direction suprême appartenait fatalement au gouvernement de Tours : il recevait d'abord plus souvent des nouvelles de Paris, puis, ces nouvelles lui étaient moins nécessaires pour arrêter un plan d'ensemble. En quelques jours, en effet, la situation ne pouvait être changée sous les murs de Paris : la preuve en est, qu'à part quelques villages pris et repris, Bobigny, le Drancy, etc., les armées allemandes occupaient le 28 Janvier, autour de la capitale, les mêmes positions que le 20 septembre. En province, au contraire, une journée modifiait, bouleversait tous les projets conçus à Paris.

La question ne supporte pas la discussion : d'ailleurs, en déclarant que le gouvernement a commis une faute grave en ne se rendant pas à Tours, le général Trochu a implicitement reconnu que c'est de la province, et non de Paris, que la direction suprême des opérations devait venir.

. . . .

A la suite de la conférence de Salbris, et d'un conseil de guerre tenu le 25 à Tours, le mouvement des troupes commença aussitôt.

Ces troupes se composaient :

1° De la division des Pallières; elle était à cheval sur la route d'Argent ;

2° De la division Martineau, établie à Pierrefite, et sur la route de Vierzon, avec un effectif de 17,000 hommes ;

3° D'une brigade de la division Peytavin, dirigée sur Blois, pour renforcer les troupes du général Pourcet.

« La 2e brigade de la division Peytavin, restée à Salbris et la division Martineau, devaient être transportées en chemin de fer. Les convois devaient se diriger par terre par Romorantin. La division des Pallières devait quitter ses bivouacs d'Argent, remonter par Gien, y prendre les troupes que le général Maurandy tenait disponibles, se diriger sur le canal d'Orléans, et venir se mettre à cheval sur la route d'Orléans à Paris. »

Voici comment les mouvements devaient être exécutés :

26 octobre, préparatifs.

27 et 28 octobre, transport des troupes sur Vendôme et sur Mer.

Le 28 au soir, les positions suivantes devaient être occupées :

Division Peytavin, du 15e corps (provisoirement sous les ordres du général Pourcet), à Marchenoir, Saint-Léonard, Oucques et Viévy-le-Rayé.

16e corps, concentré entre Plessis-l'Echelle, Roche, Concriers. La 2e division du 15e corps (Martineau des Chenez), à Mer.

Le 29, les troupes devaient se trouver entre Ouzouer-le-Marché et Beaugency.

Le 30, entre les Barres, sur la route de Châteaudun et La Chapelle.

Le 31, attaque d'Orléans, en menaçant la ligne de retraite de l'armée Allemande, par la route de Paris (1).

Le transport ne s'effectua pas aussi rapidement qu'on l'avait espéré, et le mauvais temps vint encore retarder le mouvement.

Le 28, une dépêche du général d'Aurelle de Paladines fut adressée au ministre de la guerre, pour demander un temps d'arrêt. Le texte de cette dépêche n'a malheureusement pas été publié. Dans son ouvrage, le commandant de l'armée de la Loire s'exprime ainsi : « Le ministre fut informé par dépêche télégraphique de ces contre-temps qui obligeaient le général en chef *à retarder d'un jour* le départ de l'armée. Il répondit, par la même voie, d'ajourner le mouvement commencé sur Orléans. » Et le lendemain le général d'Aurelle reçut une lettre qui débute par ces mots : «... Nous avons dû, en présence de votre dépêche d'hier au soir, *renoncer* à la magnifique partie... »

Comment, un simple délai de 24 heures pouvait faire renoncer à l'opération ? Il est permis de croire que la dépêche du général d'Aurelle demandait autre chose qu'un délai de 24 heures. Nous en trouvons la preuve dans une lettre, qui ne se trouve pas non plus dans le livre du général d'Aurelle et qui fut adressée le 30 au ministre par le commandant en chef. Elle contient ces mots : « ... Le projet qui avait été adopté était prématuré, en raison du degré d'organisation des troupes qui devaient prendre part à son exécution. » Ce n'était pas là l'avis du général des Pallières qui a écrit : «... Vraiment, la vue de ces troupes, animées du meilleur esprit, était bien faite pour inspirer la confiance au chef. Telles qu'elles étaient déjà, avec quatre semaines à peine de formation et d'instruction, soutenues par une rigoureuse discipline, j'étais assuré de pouvoir manœuvrer avec elles en présence de l'ennemi. »

M. de Freycinet indique, comme motif de la résolution imprévue du général d'Aurelle de Paladines, la venue de M. Thiers qui traversait l'armée de la Loire pour venir à Versailles et à Paris, demander un armistice.

Quoi qu'il en soit, l'opération fut ajournée.

En attendant la reprise du mouvement, il nous faut retourner en arrière, et nous occuper des graves événements qui se sont accomplis, et des conséquences qui vont suivre :

Metz a capitulé, et M. Thiers, ainsi que nous le disions plus haut, se rend à Versailles pour solliciter un armistice.

(1) Deux plans d'opérations avaient été discutés à Salbris et à Tours. D'après le premier, défendu par les généraux d'Aurelle et des Pallières, « il s'agissait de prendre par Gien, ou par Sully, et de gagner la forêt d'Orléans par le canal de l'Orléanais. » M. de Freycinet soutenait, au contraire, qu'il était préférable que l'opération se fît par la rive droite de la Loire, par Laval, c'est-à-dire Blois, Beaugency et Meung. Ce plan permettait de compléter les troupes du 15e corps par celles du 16e; il faisait, en outre, espérer un résultat plus complet, en menaçant la ligne de retraite de l'ennemi.

Le général Borel accepta le premier le projet du ministre, et dans la seconde entrevue qui eut lieu le 25 à Tours, le général d'Aurelle, persuadé à son tour par son chef d'état-major, ne souleva plus d'objections

CHAPITRE III

La nouvelle de Sedan parvient à Metz. — Tentative de bombardement. — Rapport de M. Debains. — Communiqué de l'*Indépendant Rémois*. — Communications avec l'ennemi, lettre du prince Frédéric-Charles. — Coups de main sur la ferme de Lauvallier, sur Vany et Chieulles. — Arrivée de Régnier à Metz. — Entrevues avec le maréchal. — Départ du général Bourbaki. — Proposition de M. de Bismarck pour la reddition de l'armée. — Expédition de Peltre. — Fourrage de Colombey. — Chalet Billaudel. — Château de Ladonchamp. — Travaux des Prussiens autour de Metz. — Réunion du 4 octobre. — Projet de sortie. — Combat de Ladonchamp et des Tapes. — Le dernier combat de l'armée du Rhin.

I

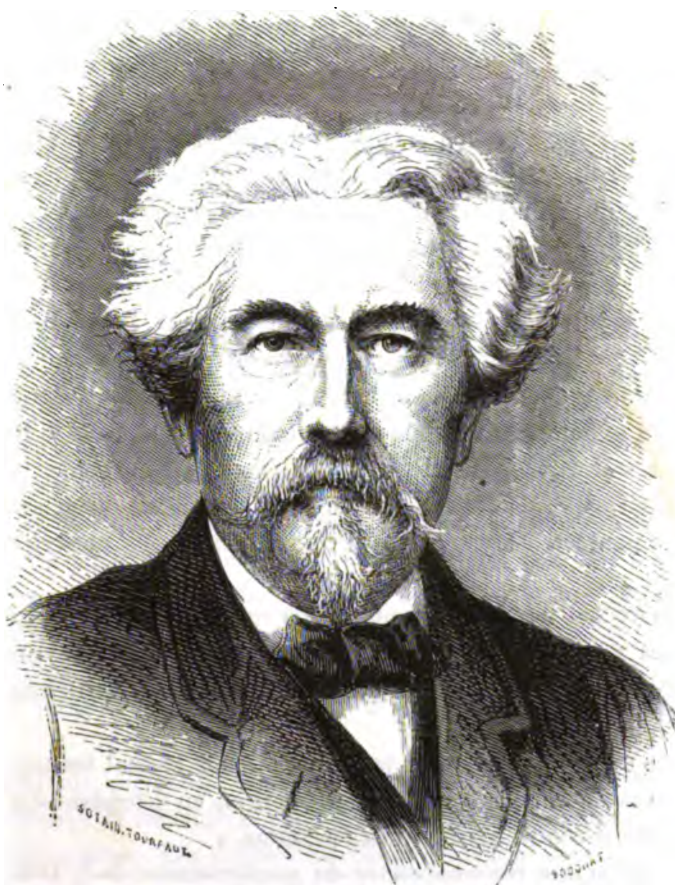
La bataille de Noisseville avait rejeté l'armée française sous les murs de Metz. Les jours qui suivirent s'écoulèrent dans la plus pénible anxiété. Quel était le sort des troupes du maréchal Mac-Mahon ? Avaient-elles réussi dans leur périlleuse mission ? Le 4 septembre, enfin, le maréchal eut connaissance des événements accomplis sous les murs de Sedan par le commandant d'état-major Samuel, envoyé en parlementaire auprès de l'ennemi, pour traiter de l'échange des blessés. Quelques jours après, les Allemands nous rendirent 6 à 700 prisonniers qu'ils eurent soin de choisir parmi ceux de Beaumont et de Sedan.

La nouvelle du désastre se répandit promptement dans l'armée; mais elle ne produisit pas les résultats sur lesquels l'ennemi avait compté. Il pensait que le découragement ne tarderait pas à livrer à sa merci ces troupes, dont il avait appris à connaître la valeur. Dans le but de hâter la reddition de la ville, les Allemands eurent recours au bombardement. Cinq compagnies d'artillerie de place étaient arrivées devant Metz avec 50 canons de 12 centimètres.

Le quartier général prussien avait songé, d'abord, à établir ses batteries sur le plateau de Woippy, au nord, et sur celui de Saint-Privat, au sud; mais, pour occuper ces positions, il eût fallu livrer bataille. Les Allemands se bornèrent donc à répartir leurs pièces sur tout le pourtour de la place. Le 9 septembre au soir, l'ennemi bombarda le camp français, mais sans résultat. Le feu fut arrêté au bout d'une heure. La division Kamecke, du 7e corps, prononça, en même temps, un mouvement contre nos avant-postes; mais cette tentative échoua devant l'attitude du corps Frossard.

Le 10 septembre, le maréchal Bazaine eut, enfin, des nouvelles certaines et précises de

l'intérieur : un officier, le capitaine Lejoindre, blessé à Rézonville, avait été recueilli dans le village d'Ars, sur la Moselle. Cet officier parvint à gagner Metz, en passant par la conduite d'eau de Gorze. Il apportait des journaux annonçant la proclamation de la République, et faisant connaître la composition du nouveau gouvernement. En outre, — et ce n'était pas là le moins important, — il donnait au maréchal ce renseignement, que l'on pouvait communiquer avec l'intérieur par le souterrain de Gorze.



RÉGNIER.

Cet avertissement salutaire fut négligé. A diverses reprises cependant, des émissaires envoyés par le maire d'Ars utilisèrent cette route.

Le 12 septembre, le maréchal convoqua tous les chefs de corps à son quartier général, au Ban-Saint-Martin, et leur fit connaître les nouvelles qu'il venait de recevoir. Il termina en déclarant « qu'en présence du désastre de l'armée de Sedan, il fallait renoncer aux grandes luttes, se contenter, pour tenir les troupes en éveil, de petites opérations de détail, dont les commandants de corps auraient à prendre l'initiative. »

Ce même jour, un secrétaire d'ambassade, attaché au quartier général, sollicita et obtint du maréchal l'autorisation de sortir de Metz. Arrêté à Ars-sur-Moselle, il passa la journée en compagnie d'officiers hessois, qui lui représentèrent la situation de la France comme des plus tristes, et lui annoncèrent la nouvelle *prématurée* de la capitulation de Strasbourg. La permission de franchir les lignes ayant été refusée, M. Debains rentra à Metz, et adressa au maréchal un rapport sur ce qu'il avait vu et entendu (1).

Le maréchal prescrivit aussitôt au général Jarras de faire copier ce document, et d'en adresser un exemplaire à chacun des commandants de corps d'armée. Les officiers chargés de ce travail, jugeant que la lecture d'un tel rapport était de nature à faire naître le découragement, protestèrent auprès du général Jarras, et obtinrent que le résumé ne fût pas communiqué.

M. Debains s'était, de son côté, rendu auprès du maréchal, pour lui exprimer son étonnement de voir divulguer un écrit essentiellement confidentiel. Quel était le but du commandant de l'armée du Rhin, en répandant les tristes nouvelles qui venaient de lui être apportées? Le doute n'est pas possible. Décidé à ne rien tenter pour sortir de cette situation, il voulait faire partager ses hésitations à l'armée. Le même jour, en effet, dans une visite au fort Saint-Privat, il communiquait ses pensées à un officier, M. Leroy-Beaulieu, qu'il voyait pour la première fois : « La partie est perdue pour cette fois, disait-il; il faudrait conclure la paix pour se refaire et recommencer dans deux ans. » Et le maréchal ajoutait que, « dans le bombardement du 9 septembre, des obus étaient tombés jusque dans le Ban-Saint-Martin; qu'il venait de recevoir la nouvelle de la capitulation de Strasbourg; que l'artillerie de gros calibre qui avait servi à faire le siége de cette place était dirigée sur Metz. »

Étrange manière pour un commandant en chef de suivre les prescriptions si sages du règlement (2)!

Cependant, le maréchal Bazaine, à la suite de la réception des journaux transmis d'Ars-sur-Moselle, adressa à ses troupes un ordre du jour qui, après avoir enregistré sans commentaires la nouvelle de l'établissement du gouvernement de la Défense, contenait ces lignes :

« Nos obligations militaires envers la patrie en danger restent les mêmes. Continuons donc à la servir avec dévouement et la même énergie, en défendant son territoire contre l'étranger, l'ordre social contre les mauvaises passions. »

Convenait-il de voir là une reconnaissance du gouvernement de la Défense nationale? Il

(1) Voici quelle était la conclusion de ce document :

« En résumé, 600,000 Allemands sur le territoire français. Plus d'armée régulièrement organisée en France, si ce n'est celle de Metz ; pas d'enthousiasme vigoureux pour la cause nationale dans les provinces envahies, — union complète des Allemands pour le triomphe de la cause, — toute discussion sur la forme de l'État allemand remise après la fin de la guerre ; — pas de chances d'intervention armée de l'Autriche, — L'Autriche et la Russie travaillant à la paix, sans avoir encore signfié à la Prusse les bases à accepter; — grands efforts de l'armée ennemie sur Paris; — Metz, laissé à l'arrière-plan ; siége prochain, dans six à huit jours, quand la grosse artillerie sera arrivée. »

(2) L'article 255 du décret du 14 octobre 1863, dit expressement :

« Le commandant d'une place de guerre doit rester sourd aux bruits répandus par la malveillance, et aux nouvelles que l'ennemi lui fait parvenir, résister à toutes insinuations, et ne pas souffrir que son courage ni celui de la garnison soient ébranlés par les événements. »

était d'autant moins permis de douter de cette résolution, que la veille même (15 septembre) le maréchal avait prescrit de supprimer sur les lettres de nomination d'officiers, et sur les brevets de la Légion d'honneur les fleurons aux armes impériales et l'en-tête au nom de l'empereur.

Ces sentiments durèrent peu. Quelques jours après, ordre était donné de rétablir les emblèmes impériaux, et le commandant de l'armée de Metz ne paraissait plus disposé à reconnaître le gouvernement de la Défense nationale, avec lequel il s'était cependant efforcé de communiquer le 15 septembre (1).

Deux faits d'une égale importance avaient modifié les idées du maréchal.

L'*Indépendant rémois* avait, sur l'ordre du gouverneur allemand de la ville de Reims, publié le communiqué suivant, en date du 11 septembre :

« Les journaux qui paraissent à Reims ont reproduit la proclamation de la République et les décrets qui émanent du nouveau pouvoir institué à Paris.

« La ville étant occupée par les troupes allemandes, l'attitude des feuilles publiques pourrait faire penser qu'elles expriment une opinion inspirée ou autorisée par les gouvernements allemands : cela n'est nullement le cas.

« En leur accordant l'autorisation de publier leurs opinions, les gouvernements allemands ne font que respecter la liberté de la presse, comme ils la respectent chez eux. Mais ils n'ont pas reconnu, jusqu'à présent, d'autre gouvernement que celui de l'empereur Napoléon, et, à leurs yeux, le gouvernement impérial est le seul, jusqu'à nouvel ordre, qui soit autorisé à entrer dans des négociations d'un caractère international.

« Il convient d'ajouter qu'à Paris on fait courir le bruit d'une médiation entreprise par presque chacune des puissances étrangères. Ce bruit n'est pas fondé. Aucune puissance n'a essayé d'intervenir jusqu'à présent, et il n'est pas probable qu'une médiation soit tentée, car elle n'aurait aucune chance d'aboutir, aussi longtemps que les bases d'un arrangement n'auront pas été discutées avec l'Allemagne, et qu'il n'y aura pas en France un gouvernement reconnu par le pays, et qui puisse être considéré comme agissant en son nom.

« Les gouvernements allemands, dont le but n'est pas la guerre, ne repousseraient pas un désir sérieux du pays de conclure la paix. Il s'agit seulement, dans ce cas, de savoir avec qui elle pourrait être conclue. Les gouvernements allemands pourraient entrer en négociations avec l'empereur Napoléon, dont le gouvernement est le seul reconnu jusqu'à présent, et avec la régence instituée par lui. Ils pourraient entrer en communication avec le maréchal Bazaine, qui tient son commandement de l'empereur.

« Mais, il est impossible de comprendre à quel titre les gouvernements allemands pour-

(1) Plusieurs dépêches furent, à cette date, expédiées par le maréchal Bazaine au ministre de la guerre. L'une d'elles fut portée à Bruxelles par la femme d'un musicien de l'armée. Elle était ainsi conçue :

« Metz, 15 septembre 1870.

« Il est urgent pour l'armée de savoir ce qui se passe à Paris et en France. Nous n'avons aucune communication avec l'extérieur, et les bruits les plus étranges sont répandus par des prisonniers que nous a rendus l'ennemi, qui en propage également de nature alarmante. Il est important pour moi de recevoir des instructions et des nouvelles. Nous sommes entourés par des forces considérables, que nous avons vainements essayé de percer, après deux combats infructueux, le 31 août et le 1er septembre.

« BAZAINE. »

raient traiter avec un pouvoir qui, jusqu'à présent, ne représente qu'une partie de la gauche de l'ancien Corps législatif à Paris. »

Il est assez difficile de préciser à quelle date ce document parvint à Metz : le maréchal dit le 21, M. Debains affirme que c'est le 16 septembre. Cette dernière indication semble plus probable, car elle expliquerait la démarche que le maréchal Bazaine crut devoir faire, ce jour, auprès du prince Frédéric-Charles, commandant en chef l'armée d'investissement.

Le général Boyer, aide de camp du maréchal, se rendit au camp ennemi, porteur d'une lettre dont le texte n'a pu être retrouvé. La réponse du prince prussien était conçue en ces termes :

« *Au maréchal Bazaine.*

« Quartier général devant Metz, le 16 septembre 1870.

« Je regrette de ne pouvoir répondre qu'en ce moment, par suite d'une excursion, à la lettre de Votre Excellence. Les renseignements que vous désirez avoir sur le développement des événements en France, je vous les communique volontiers, ainsi qu'il suit :

« Lorsque, après la capitulation de l'armée du maréchal de Mac-Mahon, près Sedan, S. M. l'empereur Napoléon se fut rendue personnellement à S. M. mon Seigneur et Roi, l'empereur a déclaré ne pouvoir entrer en négociations politiques, parce qu'il avait laissé la direction politique de la régence à Paris.

« L'empereur se rendit ensuite, comme prisonnier de guerre, en Prusse, et choisit le château de Wilhelmshœhe, près de Cassel, pour son séjour.

« Deux jours après la capitulation, survint hélas ! à Paris, un bouleversement, qui établit, sans répandre de sang, la République à la place de la régence.

« Cette République ne prit pas son origine au Corps législatif, mais à l'Hôtel-de-Ville, et n'est pas, d'ailleurs, reconnue partout en France. Les puissances monarchiques ne l'ont pas reconnue non plus.

« S. M. le roi a continué sa marche de Sedan à Paris, sans rencontrer de forces militaires françaises devant elle.

« Nos armées sont arrivées aujourd'hui devant cette ville.

Quant à la composition et aux tendances du nouveau gouvernement installé à Paris, l'extrait d'un journal ci-joint vous en donnera les détails.

« Du reste, Votre Excellence me trouvera prêt et autorisé à lui faire toutes communications qu'elle désirera.

« FRÉDÉRIC-CHARLES. »

Le prince Charles ne se trompait pas à la demande du maréchal : il comprenait qu'il s'agissait de tout autre chose que de renseignements. Il voyait là le désir d'entrer en négociations, et il terminait sa lettre par ces mots bien significatifs : « Votre Excellence me trouvera prêt *et autorisé* à lui faire toutes communications qu'elle désirera. »

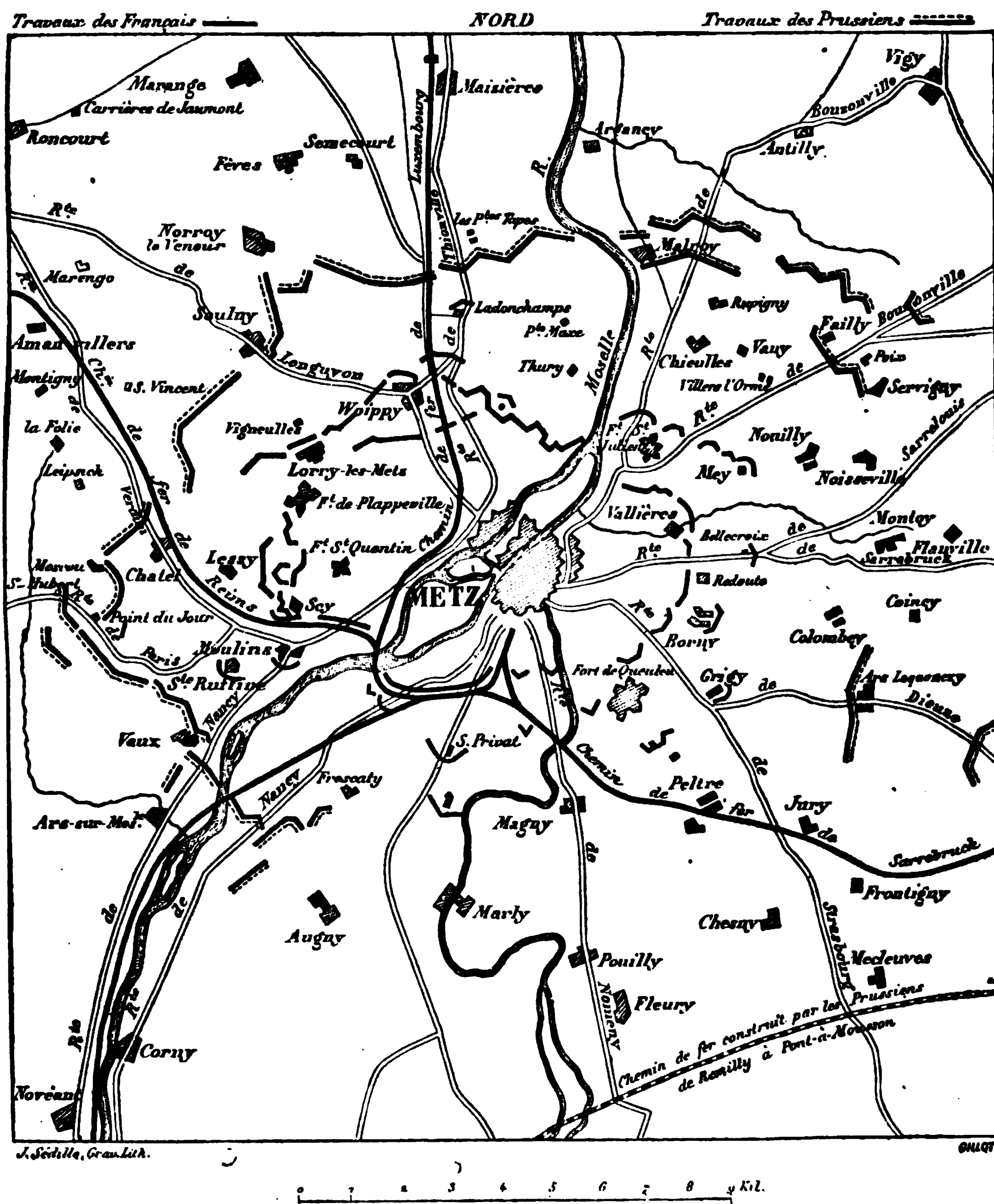
Comment croire, en effet, qu'il s'agissait d'autre chose que de négocier, alors que, depuis plus de quinze jours, cette vaillante armée de Metz n'avait pas risqué une sortie?

Et cette conviction d'une entente prochaine avec le maréchal Bazaine était si bien réelle que, dans la conférence tenue à Ferrières, le 19 septembre, M. de Bismarck faisait à M. Jules Favre la déclaration suivante : « Puisque je parle de Metz, il n'est pas hors de propos de vous faire observer que Bazaine ne vous appartient pas. J'ai de fortes raisons de

« croire qu'il demeure fidèle à l'empereur, et par-là même qu'il refuserait de vous obéir. »

Cependant, à la suite de cette communication avec le prince Charles, le maréchal Bazaine,

INVESTISSEMENT DE METZ EN 1870.



ordonna deux expéditions d'une minime importance d'ailleurs, afin de faire rentrer quelques vivres dans la place. Les approvisionnements diminuaient, en effet, rapidement : le 13 sep-

tembre, il avait fallu réduire la ration de pain à 500 grammes, en portant à 400 celle de viande de cheval. Le riz et le sel allaient manquer complétement.

Le 21 septembre, le maréchal Lebœuf reçut l'avis d'avoir à tenter, dans la nuit, une opération sur la ferme de Lauvallier, avec quelques compagnies, afin de s'emparer de 25,000 gerbes que l'on savait ne pas avoir été enlevées par l'ennemi. Le bruit des voitures fit supposer aux Allemands qu'il s'agissait de quelque mouvement important, et ils arrivèrent en force ; les soldats du 3e corps furent obligés de se replier. Le maréchal Lebœuf rendit compte de cet insuccès au commandant en chef qui prescrivit de renouveler aussitôt l'opération. A une heure de l'après-midi, les troupes furent donc portées en avant de la ferme Bellecroix, elles occupèrent les villages de Nouilly et de la Grange-aux-Bois et enlevèrent d'importants approvisionnements.

Dans la matinée du 23, l'ordre fut donné de tenter un second coup de main sur Vany et Chieulles. Mais l'éveil avait été donné. Après un combat assez vif, dans lequel l'ennemi déploya 12 batteries qui concentrèrent leurs feux sur Vany, les détachements de la division Aymard qui avaient été chargés de l'expédition durent se replier.

Ces deux fourrages nous coûtèrent 106 hommes hors de combat.

II

« Le 23 septembre dans l'après-midi, — a déposé M. Arnous-Rivière, qui commandait la grand'garde de Moulins, un parlementaire se présenta aux avant-postes : il était porteur d'une lettre du prince Frédéric-Charles pour le maréchal Bazaine. A vingt pas en arrière, était un homme à pied, un mouchoir blanc au bout d'un bâton. Au moment où, après avoir remis le pli, l'officier parlementaire se disposait à partir, je lui demandai quelle était la personne qui l'accompagnait. « Je ne sais pas, » répondit-il, et il s'éloigna. Me retournant, alors, vers cette personne, je lui dis : qui êtes-vous ? J'ai une mission pour le maréchal Bazaine, et je veux lui parler de suite. »

C'est ainsi qu'entra dans Metz, Régnier, ce singulier personnage qui allait exercer sur le cours des événements une si déplorable influence.

D'où sortait cet homme ? Que voulait-il ? Il nous faut répondre à ces deux questions, avant de nous rendre au Ban Saint-Martin, à la suite de l'émissaire.

Le 12 septembre, l'impératrice reçut une longue lettre signée Régnier, on y trouvait le passage suivant :

« La régente ne doit pas quitter le territoire français ; la flotte impériale est territoire français ; la flotte, qui a reçu l'impératrice régente avec tant d'enthousiasme, à son départ pour la Baltique, ou du moins une partie de la flotte, quelque minime qu'elle soit, sera prise par la régente pour siége de son gouvernement ; elle pourra se rendre, ainsi, dans les différents ports français où elle compte le plus d'adhérents, et faire, de la sorte, preuve de gouvernement de droit et de fait ; l'impératrice régente datera de la flotte quatre procla-

mations : 1° aux gouvernements étrangers ; 2° à la flotte ; 3° à l'armée ; 4° au peuple français. »

Le 14 septembre, Régnier se rendit à Hastings, où se trouvait l'impératrice, et sollicita une audience qui lui fut refusée. Mais, il put voir divers officiers attachés au prince Impérial et son précepteur, M. Filon. Il obtint de ce dernier une vue d'Hastings, avec deux lignes écrites et signées par le prince.

Muni de cette photographie, dont il va se servir comme d'un laisser-passer, Régnier quitte aussitôt l'Angleterre, débarque en France, et se fait conduire en toute hâte à Ferrières : il arrive au moment même où M. de Bismarck se rend à l'entrevue qui lui a été demandée par M. Jules Favre. A force d'insistance, Régnier obtient d'être reçu sans retard, il présente la photographie au grand chancelier, et développe ses projets, auxquels M. de Bismarck se prête si bien, qu'il accorde un laisser-passer à ce personnage, discute avec lui les questions qu'il lui plaît de soulever. Enfin, il fait adresser un télégramme au comité luxembourgeois pour l'instruire que, s'il lui convient de réclamer les médecins qui se trouvent dans la place de Metz, il n'a qu'à écrire dans ce sens au quartier du prince Frédéric-Charles, la lettre devant être transmise sans retard à Metz.

Le 21 septembre, Régnier quitte M. de Bismarck, le 23 il traverse les avant-postes à Moulins.

Nous venons de résumer les faits, d'après les brochures mêmes de Régnier, mais l'étrange conduite de cet homme autorise largement le soupçon : il est permis de se demander si toute la vérité est bien connue à ce sujet.

Deux versions ont été présentées :

D'après la première, celle même que nous venons d'exposer, Régnier n'obéit qu'à ses propres inspirations.

D'après la seconde, ce serait là un agent de M. de Bismarck, destiné à une double mission : créer des embarras au gouvernement de la Défense nationale, en établissant des rapports entre la régente et le quartier prussien ; poursuivre, enfin, auprès du maréchal Bazaine l'œuvre commencée par la lettre du prince Frédéric-Charles, et amener à un arrangement, à une *convention*, le commandant en chef de l'armée de Metz, dont les hésitations sont bien connues à Ferrières.

Une troisième hypothèse a été présentée, au sein de la commission d'enquête législative par M. le comte de Sugny, et elle n'est pas la moins vraisemblable : Régnier est un agent, non de l'impératrice, mais du personnel bonapartiste réfugié à Londres, et très-désireux d'opposer l'Empire à la République. Comment, en effet, expliquer le rôle étrange du précepteur du prince se prêtant à toutes les demandes de cet homme dont il connaît les projets ? Il faut bien admettre que les idées de Régnier ont été approuvées à Hastings, pourquoi donc ne supposerait-on pas que c'est là, dans l'entourage de l'impératrice, que ce plan a été conçu, afin d'arriver à un arrangement favorable à l'empire ?

En résumé, il n'y a là qu'une question de nuances assez secondaire : que Régnier ait suivi ses propres inspirations, ou qu'il ait été un agent bonapartiste, il n'en est pas moins avéré que ces projets ont été discutés, et approuvés à Hastings, en dehors de l'impératrice (1).

(1) Peut-être ne sera-t il pas inutile de citer cet extrait du compte rendu du procès intenté en police correctionnelle (7e chambre) à M. Hugelmann (audience du 24 ou 25 mars 1874) :

« M. le président insiste sur le rôle étrange qu'a joué Hugelmann à Londres, où il arrive avec 80 fr. et

Quoi qu'il en soit de ces diverses hypothèses, Régnier, arrivé le 23 à Metz, est conduit aussitôt auprès du maréchal Bazaine au Ban-Saint-Martin, et se présente comme venant de la part de l'impératrice, avec le consentement de M. de Bismarck. Après ce préambule, il expose longuement au maréchal ses projets; le commandant en chef l'écoute, l'approuve, consent à tout ce qu'il demande

Ainsi, voilà un soldat qui a pour unique mission de combattre : il doit, de par la loi militaire, se tenir soigneusement à l'écart de toute combinaison, de toute négociation politique, et il traite d'égal à égal avec un tel messager.

Au moment, cependant, où il reçoit cet homme, le maréchal Bazaine sait que la République existe, qu'elle a été proclamée sans effusion de sang, bien plus, qu'elle lutte contre l'étranger. Si donc, la mission vient à réussir, la première conséquence sera de faire servir l'armée de Metz, la glorieuse armée de Rezonville et de Saint-Privat, à combattre le gouvernement de fait. Ainsi, la guerre civile, voilà ce que propose Régnier, et le maréchal l'écoute, et l'approuve! A l'heure où ces étranges propositions lui sont faites, il ne se dit pas : Ou c'est là un espion prussien, ou c'est vraiment un agent de l'impératrice qui vient proposer à un général français de tourner contre la France les armes de ses soldats. Dans l'un et l'autre cas, le sieur Régnier mérite la corde.

Mais non, le commandant de l'armée de Metz accepte si bien tout ce qui lui est demandé que, dans sa déposition, le général Bourbaki nous fait connaître le fait suivant : « Le maréchal nous fit voir des lettres du prince Frédéric-Charles qui n'avaient pas grande signification, et dit au sieur Régnier de faire savoir au prince qu'il demandait que l'armée sortît avec les honneurs de la guerre, sans traiter pour Metz qui resterait indépendant de l'armée; que le maréchal Bazaine se retirerait avec son armée, pour prendre en France une position neutre jusqu'à la paix. »

Tout est convenu et réglé, tout jusqu'à la reddition de l'armée.

A la suite de cet entretien, Régnier éprouve une telle hâte d'avertir l'état-major prussien de la victoire qu'il vient de remporter à son profit, qu'il demande à se rendre auprès du prince Frédéric-Charles, à Corny; il reviendra le lendemain au Ban-Saint-Martin.

Cet empressement n'inspire aucun soupçon, et Régnier obtient l'autorisation demandée.

Le lendemain, le maréchal Bazaine fait successivement appeler le maréchal Canrobert et le général Bourbaki, et leur propose d'entreprendre avec Régnier le voyage d'Hastings pour s'entendre avec l'impératrice. Le commandant du 6e corps refuse, le général Bourbaki accepte, et pose cette unique condition que la garde ne sera pas sérieusement engagée jusqu'à son retour. Condition étrange, disons-le, car, en cas d'une bataille que l'on ne peut prévoir, elle ne tend rien moins qu'à priver l'armée de sa réserve naturelle.

On ne s'explique pas, d'ailleurs, que le général Bourbaki ait pu croire à sa rentrée dans la place Pour s'éloigner de Metz, il était obligé d'user de subterfuge, de revêtir un costume

fonde cependant un journal. On le trouve alors en relation avec M. de Bernstorff, ambassadeur de Prusse à Londres.

« Le prévenu soutient n'avoir pas reçu un centime de l'impératrice. Quant à ses relations avec l'ambassadeur de Prusse, il les explique, en disant que M. de Bernstorff avait voulu le complimenter sur l'attitude du journal la *Situation*, qui demandait la paix, et qu'il aurait ajouté : — Pourquoi l'impératrice ne nous fait-elle pas des propositions?

« *C'était l'époque où Régnier se trouvait à Londres.* »

civil, et de se présenter comme l'un des médecins luxembourgeois qui avaient obtenu du quartier-général allemand l'autorisation de regagner leur pays. Était-il présumable que ce stratagème pût servir pour la rentrée du général ? La question ne fut même pas posée.

En s'éloignant de Metz, Régnier emportait un renseignement bien précieux, il savait que l'armée n'avait de vivres que jusqu'au 18 octobre. Devant le conseil de guerre de Trianon, le maréchal Bazaine s'est, il est vrai, énergiquement défendu d'avoir fourni cette indication : mais, il a pu être constaté qu'au moment même où avait lieu l'entrevue du Ban-



LE GÉNÉRAL JARRAS.

Saint-Martin, le commandant en chef venait de recevoir, de l'intendance, un rapport constatant que la place ne pouvait tenir que jusqu'au 18 octobre. Or, cette date a été fixée par Régnier au commandant Lamy, à Londres ; elle est relatée dans les brochures que ce triste émissaire a publiées ; enfin, le général Pourcet déclare, sans pouvoir le prouver, il est vrai, que l'ennemi a eu connaissance, dès la fin de septembre, du renseignement si imprudemment confié à un inconnu, pour ne pas dire un espion.

Après leur sortie de Metz, le général Bourbaki et Régnier poursuivirent leur route : le premier gagna Londres, et le second rejoignit M. de Bismarck à Ferrières.

Aux premiers mots de l'impératrice, le général Bourbaki vit qu'il n'était pas attendu, et

comprit qu'il avait été trompé. Il demanda l'autorisation de rentrer à Metz; mais elle lui fut refusée. Le général, cédant alors aux instances de notre chargé d'affaires à Bruxelles, M. Tachard, se rendit à Tours, et offrit ses loyaux services au gouvernement de la Défense nationale.

Quant à Régnier, il raconta au chancelier allemand ce qu'il avait vu, lui fournit les indications qu'il avait pu recueillir, et disparut. On retrouve bien encore cet étrange personnage à Londres, cherchant à nouer de nouvelles intrigues; mais son rôle est fini.

Cependant, M. de Bismarck, bien renseigné sur les intentions du maréchal Bazaine, fit transmettre de Ferrières au Ban-Saint-Martin la dépêche suivante, non signée, en date du 29 septembre :

« Le maréchal Bazaine acceptera-t-il pour la reddition de l'armée qui se trouve devant Metz, les conventions que stipulera M. Régnier, restant dans les instructions qu'il tiendra de M. le maréchal? »

A cette proposition, le maréchal Bazaine fit la réponse suivante :

« Metz, 29 septembre 1870.

« Monsieur le général,

« Je m'empresse de vous faire savoir, en réponse à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer ce matin, que je ne saurais répondre d'une manière absolument affirmative à la question qui est posée par S. Exc. M. le comte de Bismarck. Je ne connais nullement M. Régnier qui s'est présenté à moi comme muni d'un laissez-passer de M. de Bismarck, et qui s'est dit l'envoyé de Sa Majesté l'impératrice, sans pouvoirs écrits. M. Régnier m'a fait savoir que j'étais autorisé à envoyer auprès de l'impératrice soit S. Exc. M. le maréchal Canrobert, soit le général Bourbaki. Il me demandait, en même temps, s'il pouvait exposer les conditions dans lesquelles il me serait possible d'entrer en négociations avec le commandant en chef de l'armée allemande devant Metz, pour capituler.

« Je lui ai répondu que la seule chose que je pusse faire serait d'accepter une capitulation avec les honneurs de la guerre; mais que je ne pouvais comprendre la place de Metz dans la convention à intervenir. Ce sont, en effet, les seules conditions que l'honneur militaire me permette d'accepter, et ce sont les seules que M. Régnier ait pu exposer.

«Dans le cas où S. A. R. le prince Frédéric-Charles désirerait de plus complets renseignements sur ce qui s'est passé, à ce propos, entre moi et M. Régnier, M. le général Boyer, mon premier aide de camp, aura l'honneur de se rendre à son quartier général, au jour et à l'heure qu'il lui plaira d'indiquer. »

Ainsi, cette proposition de faire déposer les armes à ses troupes ne semblait pas inadmissible au maréchal Bazaine. Il se bornait à dire « que la place de Metz ne pouvait être comprise dans la convention à intervenir. » Il sollicitait enfin, pour son premier aide de camp, le général Boyer, une entrevue pour pouvoir débattre les conditions d'une convention.

A l'heure même où le grand chancelier allemand lui prouvait si rudement qu'il s'était joué de lui, le maréchal ne songeait qu'à entamer de nouvelles négociations.

Le sentiment de son armée lui était cependant bien connu : il savait, à n'en pas douter, que, du général au soldat, tous voulaient combattre, et il avait eu une preuve bien concluante de ces dispositions, au moment où il avait été nécessaire d'annoncer que le général

Desvaux était appelé au commandement provisoire de la garde, en remplacement du général Bourbaki, *envoyé en mission.*

Cette nouvelle avait causé une agitation profonde. Les uns se révoltaient à l'idée que l'on voulait traiter avec l'ennemi, alors que l'armée de Metz, bien pourvue de munitions, comptait environ 120,000 hommes. D'autres poussant plus loin la défiance envers le commandant en chef, affirmaient que le général Bourbaki n'était nullement en mission, mais qu'il s'était opposé à une capitulation, et avait été, pour ce motif, emprisonné dans un fort.

Le sentiment public s'était, dès le premier moment, si énergiquement prononcé contre toute idée de reddition, l'agitation était si vive, que le maréchal, jugeant utile de faire une diversion, avait ordonné une opération pour le 26 septembre. En détournant les préoccupations, cette sortie avait, d'ailleurs, l'avantage de promettre quelques vivres.

L'initiative de cette expédition appartient au général Lapasset. Le 26 septembre, le maréchal donna avis en ces termes au général Frossard : « Le général Lapasset m'a communiqué le projet arrêté, pour exécuter le coup de main sur Peltre, et au delà s'il est possible. Il l'exécutera sans retard. »

L'expédition avait pour but d'enlever la position de Mercy et le village de Peltre, qui était solidement occupé par les Allemands. On devait, en même temps, tenter de porter des troupes par le chemin de fer jusqu'à Courcelles, où le maréchal Bazaine savait depuis longtemps que l'ennemi rassemblait ses approvisionnements.

Peltre est distant de 3 kilomètres de Metz, sur la ligne du chemin de fer de Metz à Sarrebrück; 5 kilomètres plus loin, se trouve la station de Courcelles. Au nord de Peltre, et au-dessus d'un petit bois qui s'étend jusqu'auprès de Courcelles, est le village de Mercy, que domine le château de Mercy-le-Haut, construit sur un monticule qui commande les abords de la place.

Le général Lapasset, avec quelques bataillons de sa brigade, renforcés par le 90e de ligne, du 3e corps, devait attaquer par les hauteurs la position de Mercy, l'enlever, tandis que deux trains de chemin de fer s'avanceraient sur les deux voies parallèles, l'un précédant l'autre de peu d'instants.

Le premier de ces trains déposerait à Peltre le bataillon de chasseurs chargé d'attaquer le village ; l'autre train, formé seulement d'un wagon blindé avec vingt-cinq hommes énergiques, devait marcher à toute vapeur jusqu'à Courcelles, accrocher des wagons de vivres, et revenir sur Metz avec la même vitesse. Un ingénieur des chemins de fer de l'est, M. Dietz, s'était chargé de cette difficile mission.

Le 27 septembre, à neuf heures du matin, le 90e de ligne marche sur le château de Mercy dont les abords sont couverts par des tranchées. Un bataillon attaque de front ; tandis que les autres, énergiquement enlevés par le colonel de Courcy, tournent la position par les ailes. Les portes sont barricadées, les fenêtres garnies d'épaisses palissades, les murs percés de créneaux.

A coups de hache, les portes sont enfoncées : la position est à nous.

Pendant ce temps, la brigade Lapasset s'est avancée sur Peltre : cinq bataillons se postent au-dessus du village, que l'artillerie canonne vigoureusement. Les deux trains partent de Montigny, mais aux abords de la station, à la hauteur du hameau de Crépy, les locomotives s'arrêtent : la voie est coupée, le secret de l'opération a été livré à l'ennemi par un espion

qui, saisi dans le village même, fut plus tard traduit devant un conseil de guerre, jugé et fusillé.

Le train est accueilli par la fusillade : nos chasseurs sautent à terre, délogent les Allemands et concourent à l'attaque du général Lapasset. Les Prussiens fuient en désordre, laissant entre nos mains 150 prisonniers dont 30 officiers, du bétail et des approvisionnements. Avant d'évacuer ces positions, le 90e de ligne incendie le château de Mercy-le-Haut : le lendemain, les Prussiens se vengèrent sur les malheureux habitants de Peltre de l'échec qu'ils avaient essuyé : le village fut brûlé.

Deux divisions opérèrent le même jour : à l'est, la division Montaudon du 3e corps fit un fourrage, après avoir enlevé la ferme et le bois de Colombey : l'opération réussit : au nord, le maréchal Canrobert porta la division Tixier sur les Maxes, et la division Levassor Sorval sur Saint-Agathe. Les avant-postes ennemis furent refoulés sans grande résistance, et les positions occupées. De ce côté encore, les Prussiens incendièrent les maisons aussitôt après notre retraite.

La journée nous coûtait 383 hommes hors de combat.

Ces petites opérations n'avaient par elles-mêmes aucune importance, puisque nous ne conservions même pas les positions enlevées à l'ennemi : mais, elles relevaient le moral des troupes, en leur faisant croire à une action sérieuse et prochaine.

Le 1er octobre au matin, une fraction de la 2e division du 4e corps, général Ladmirault, pousse une reconnaissance sur le plateau de Plappeville, s'avance sur Lessy, s'en empare, et après une faible résistance, occupe le chalet Billaudel, fortifié depuis quelques jours par les Allemands.

Dans la nuit du 2 octobre, deux bataillons du corps Canrobert se dirigent vers les bois de Woippy. Quelques compagnies du 28e de ligne se rabattent sur le château de Ladonchamps, s'en emparent, et détruisent les ouvrages ennemis. Les ordres du maréchal prescrivant de se maintenir dans ces positions, les troupes du 6e corps s'efforcent de tout préparer pour une vigoureuse défensive. Le lendemain, vers trois heures, les Prussiens s'avancent pour reprendre Ladonchamps, ils sont repoussés ; deux heures après, ils renouvellent cette tentative avec le même insuccès. Nos soldats se jettent sur eux à la baïonnette. Quatre pièces de 12 sont amenées, pour contre-battre les batteries de Fèves, de Sémécourt et de Malroy.

Cependant, le moment de prendre une résolution décisive approchait : les négociations avaient échoué, les vivres s'épuisaient rapidement, et l'on pouvait calculer le terme prochain de la résistance. Fallait-il donc capituler, avec cette vigoureuse armée de 130,000 hommes maintenue dans l'inaction depuis plus d'un mois, et qui ne demandait qu'à combattre ! Du soldat au général, chacun accusait hautement le commandant en chef, et le maréchal Bazaine pouvait d'autant moins ignorer ces sentiments, qu'il en avait été instruit dans des conditions assez étranges. Le général Coffinières, sentant peut-être la responsabilité qui pesait sur lui, et désirant s'y soustraire, avait envoyé par ballon une longue lettre, pour demander des instructions. Cette lettre portait cette souscription : *à M. le préfet du département dans lequel tombera le ballon*. Le maréchal Bazaine n'était pas ménagé dans cette épître qui fut recueillie par l'ennemi. Le prince Frédéric-Charles s'empressa de communiquer ce document au maréchal Bazaine, avec lequel il n'avait pas cessé de correspondre, à diverses reprises.

Dans la ville, la surexcitation était extrême; cette population, profondément dévouée à la France, comprenait bien que l'inaction allait fatalement amener une capitulation. De là des plaintes trop justifiées, des clameurs auxquelles le maréchal répondait par des



M. MARÉCHAL, Maire de Metz.

proclamations et des discours. Le patriotisme éclairé du maire et des membres du conseil municipal s'efforçait d'apaiser ces colères trop justifiées. Le commandant en chef pensant que quelques promesses feraient disparaître cette agitation, manda un jour auprès de lui les chefs de bataillons de la garde nationale de Metz et, c'est le *Blocus de Metz*, publication officielle du conseil municipal, qui reproduit ces lignes; il exposa « qu'il ne pensait pas à servir le

pouvoir impérial tombé par sa propre faute, mais à servir la France; que dans les conseils de généraux, *il n'avait jamais été question d'entrer en arrangement pour la reddition de l'armée; que les relations avec le prince Charles consistaient dans l'échange des prisonniers, lorsqué le cas se présentait, et* RIEN DE PLUS! »

Déclaration tout au moins étrange après la négociation de Régnier.

Une grande sortie, une suprême tentative était commandée pour échapper à la capitulation. Mais, le succès était-il possible, c'est ce que nous allons étudier, en nous bornant à indiquer quelles étaient les forces ennemies rassemblées autour de Metz, et à décrire les travaux d'investissement exécutés autour de la place par les Allemands.

III

Au début des opérations autour de Metz, deux armées allemandes avaient réuni leurs efforts contre les troupes du maréchal Bazaine : mais, à la suite des grandes batailles des 16 et 18 août, une notable partie des forces allemandes avait reçu d'autres directions. Nous avons vu le 19 août, la garde, le 4ᵉ corps et les Saxons du 12ᵉ corps, plus trois divisions de cavalerie, former l'armée de la Meuse. La division Kummer et le 13ᵉ corps vinrent successivement renforcer l'armée chargée de l'investissement; mais dès les premiers jours de septembre, le 13ᵉ corps fut dirigé sur Reims. En résumé donc, au commencement d'octobre, les Allemands avaient devant la place :

Iʳᵉ ARMÉE : 1ᵉʳ, 7ᵉ et 8ᵉ corps; 3ᵉ division de réserve; 3ᵉ division de cavalerie.

IIᵉ ARMÉE : 2ᵉ, 3ᵉ, 9ᵉ, 10ᵉ corps et 1ʳᵉ division de cavalerie.

Soit : sept corps d'armée, une division de landwehr et deux divisions de cavalerie.

Nous n'avons pu trouver dans les publications allemandes émanant du grand état-major les effectifs au 1ᵉʳ octobre; mais le major Blume publie ceux du 1ᵉʳ mars 1871, en faisant observer qu'ils ont, depuis peu, été considérablement augmentés, et la moyenne est de 22 à 23,000 hommes par corps d'armée.

Il est donc permis de supposer, qu'à l'époque qui nous occupe, les divers corps allemands ne comptaient pas plus de 20,000 hommes. Ce chiffre paraît d'autant plus admissible, qu'il est supérieur à celui des troupes portées devant Paris (garde, 14,000; 4ᵉ corps, 19,000; 5ᵉ corps, 16,000, etc.), ce qu'explique d'ailleurs la proximité de la frontière. La force totale des deux armées allemandes ne dépassait donc pas 160 ou 170,000 hommes (1). *Nous pouvions donc combattre à égalité.*

Les Allemands avaient, il est vrai, fortifié leurs positions; mais la faculté de choisir notre point d'attaque, et de porter la presque totalité de nos troupes sur un même point, compensait ce désavantage.

(1) Voici, d'après le capitaine Gœtze, quelle était la composition de l'armée de blocus vers le 15 octobre :
186 bataillons d'infanterie;
96 escadrons de cavalerie;
692 bouches à feu (dont 50 pièces de siége);
23 compagnies de pionniers,

Quels étaient, en réalité, les travaux de l'ennemi? C'est ce que nous allons rapidement examiner, d'après l'ouvrage officiel du capitaine Gœtze. Et d'abord, voici quels emplacements avaient été indiqués aux troupes par le prince Charles, dès les premiers jours de septembre :

1° Sur le demi-cercle sud de la ligne d'investissement :

(*a*) Sur la rive gauche de la Moselle : le 3e et le 9e corps d'armée;

(*b*) Sur la rive droite : les 8e, 7e, la 1re et la 3e division de cavalerie.

2° Sur le demi-cercle nord, et se reliant à droite aux troupes précédentes :

(*a*) Sur la rive droite de la Moselle : le 1er corps et la 3e division de réserve.

(*b*) Sur la rive gauche : le 10e corps.

Le 2e corps était en réserve sur la rive gauche, partie dans la vallée de la Moselle, à Novéant, partie à Saint-Marcel et à Rézonville.

Le 13 septembre, le général Steinmetz ayant été appelé à exercer les fonctions de gouverneur général du duché de Posen, les corps de la 1re armée se trouvèrent placés sous les ordres directs du prince Frédéric-Charles.

Les instructions du grand quartier général allemand, pour l'établissement des travaux de défense, peuvent se résumer en ces termes :

1° On n'aura recours aux ouvrages fermés que dans des cas tout spéciaux. — Usage fréquent de tranchées-abris et d'épaulements de campagne;

2° Barrer les vallées et les routes par des abatis;

3° Les lisières de bois dont la direction est parallèle à celle de la ligne seront garnies d'abatis;

4° Quand la ligne coupera une forêt, on pratiquera des percées d'une largeur de 35 à 70 mètres. Les lisières seront protégées par des abatis, assez serrés pour que l'accès en soit interdit, même à des tirailleurs;

5° Les différentes positions devront être soigneusement reliées entre elles; au besoin, on ouvrira de nouvelles voies de communication.

Nous avons dit précédemment que le principe fondamental qui avait guidé les Prussiens lors de l'investissement était celui-ci : établir une ligne d'avant-postes assez sérieusement défendue pour permettre aux troupes de soutien de se porter en arrière sur la position dite de combat, étudiée, choisie et fortifiée à l'avance.

D'après ces principes, les travaux avaient été exécutés comme suit :

1er CORPS. *Ligne d'avant-postes.* — (3 kilomètres de développement.) — Du nord de Villers-l'Orme à la route de Sarrelouis, à l'est du village de Lauvallier.

Position de combat. — (4 kilomètres de développement.) — Les villages de Failly, Poixe, Servigny, Noisseville, étaient mis en état de défense. Des batteries et des tranchées-abris occupaient les abords ou les intervalles de ces villages.

7e CORPS. *Ligne d'avant-postes.* — (Développement, 4,500 mètres). — La droite au moulin, au nord de la Planchette, et la gauche sur la hauteur, à l'ouest d'Ars-Laquenexy, en passant par Colombey et la Grange-aux-Bois.

Position de combat. — Ligne de 4 kilomètres par Montoy, Coincy, Aubigny et Ars-Laquenexy. Organisés défensivement, ces villages étaient en partie reliés par des tranchées-abris. — Deux grands ouvrages étaient construits à Coincy et à Aubigny. — Le village de Flanville avait été fortifié, de façon à former le flanc droit de la ligne. Des travaux

de campagne d'un grand développement avaient été faits des deux côtés de la route de Courcelles.

8e CORPS. *Ligne d'avant-postes.* — (Développement, 7,500 mètres.) — Du bois, à l'ouest d'Ars-Laquenexy, jusqu'aux taillis en aval de Marly, sur la rive droite de la Seille, en passant par Mercy-le-Haut, lisière du bois de l'Hôpital, ferme Saint-Thiébault.

Position de combat. — (7,500 mètres). — Villages retranchés de Chesny et Pouilly. — Tranchées-abris sur la lisière des bois. — Batteries en avant de Frontigny et du Cheval-Rouge (cette dernière pour dix pièces de siége).

2e CORPS. *Ligne d'avant-postes.* — (7 kilomètres). — De Marly à Vaux, par terrain en avant d'Augny, bois au sud de Frescaty, Frescaty.

Position de combat. — (7,500 mètres.) — A droite, le village de Marly mis en état de défense. — Des batteries étaient établies sur la rive gauche de la Seille, flanquant le front du 8e corps. Près d'Augny, avait été construit un ouvrage à l'abri de l'escalade. Le village d'Augny était fortifié; une batterie pour dix pièces de siége se trouvait au sud de la ferme d'Orly, et un ouvrage fermé à la gorge devant Orly. Sur la rive gauche, de solides travaux de défense avaient été faits en avant de Vaux.

9e CORPS. — *Ligne d'avant-postes* (Développement : près de 4 kilomètres) Jussy, Rozérieulles et Châtel. Ce dernier village protégé par des retranchements.

Position de combat (Développement : 4,500 mètres), Plateau de Jussy et de Rozérieulles jusqu'au ravin de Châtel : ces trois villages mis en état de défense. Deux batteries : la première au-dessus de Jussy (2 pièces de siége), la seconde, 750 mètres plus à l'ouest (8 pièces).

3e CORPS. *Ligne d'avant-postes* (6 kilomètres). — Lisière est du bois de Châtel, plateau de Plappeville, bois de Vigneulles, Saulny, Villers-les-Plesnois, Point-du-Jour.

Position de combat (Développement : 4 kilomètres). Redoute à Amanvillers (10 pièces de siége). « La position de combat, dans le cas d'une attaque sérieuse, se trouvait sur le plateau, et passait par Montigny-la-Grange, Amanvillers et Saint-Privat la Montagne. »

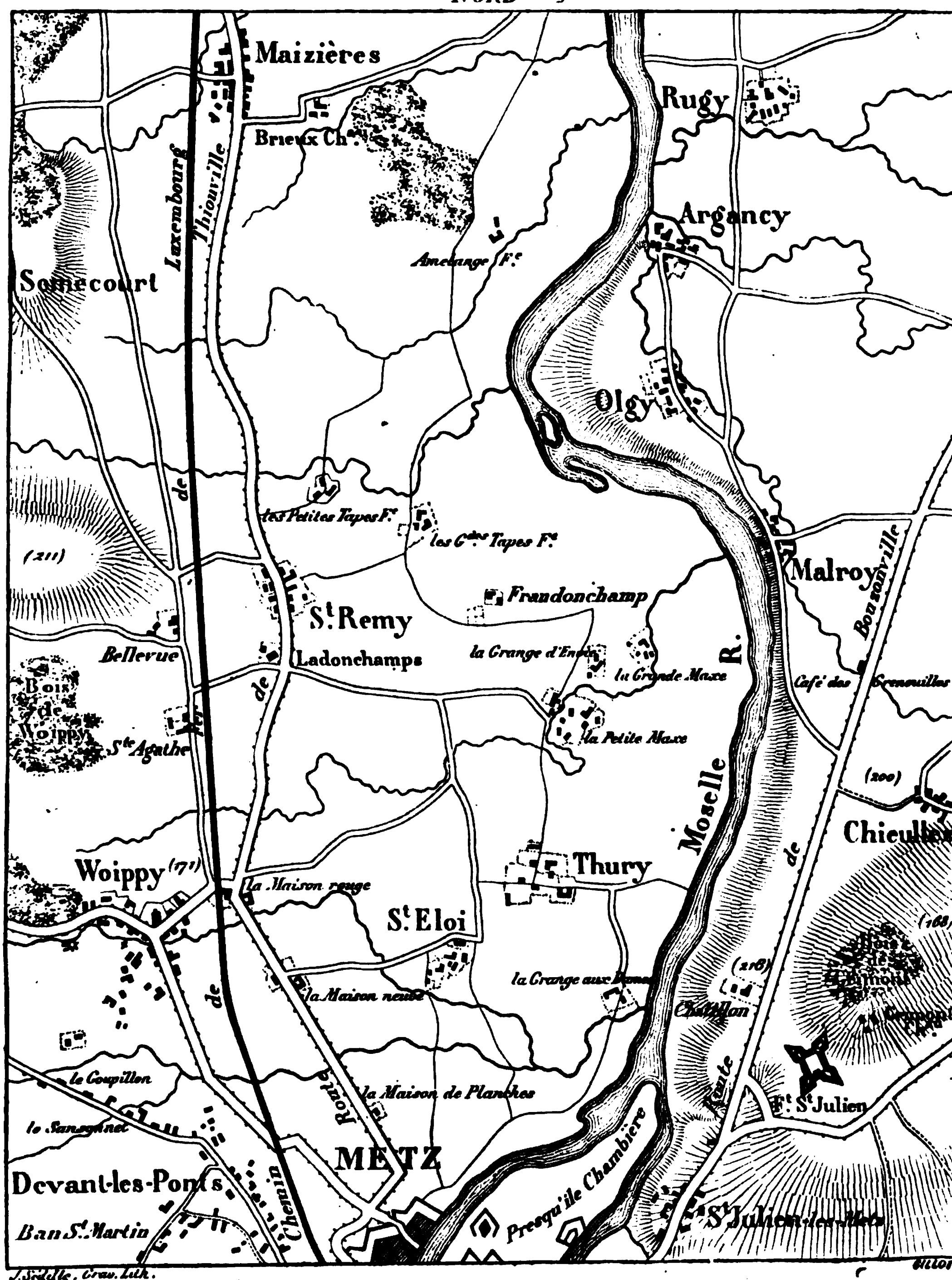
1er CORPS et 3e DIVISION DE RÉSERVE. *Ligne d'avant-postes* (Développement 8,500 mètres). — Point-du-jour, petit bois au nord du bois de Woippy, Sainte-Catherine, Belle-Vue, Saint-Rémy, les Grandes-Tapes, Malroy, Rupigny, Vany (Villers-l'Orme).

Position de combat (Développement : 8,500 mètres). — Fèves, Semécourt, Maizières, Amelange ; trois ouvrages : l'un à l'est d'Amelange, les deux autres en avant de Maizières. Quatre ponts (un à Argancy, deux à Hauconcourt, et un à Talange) permettaient les communications d'une rive à l'autre. De l'autre côté de la Moselle, « la position de combat était garnie de nombreuses batteries et s'appuyait aux villages retranchés de Malroy, de Charly et au bois de Failly (1). »

(1) Nous n'avons pas à discuter ici cette opinion si souvent controversée : le maréchal Bazaine pouvait-il percer les lignes ennemies? Mais, sans aborder ce sujet, nous croyons utile de citer l'opinion très-concluante exprimée par « un général prussien » dans sa brochure : *La guerre autour de Metz* :

« Bazaine ne pouvait ignorer, ne le sût-il que vaguement, que le nouveau gouvernement était décidé à continuer la guerre à outrance; que Paris était en état de se défendre, et qu'il se défendait; que, de tous côtés, et particulièrement sur la Loire il s'était formé de nouvelles armées. N'étant pas un apprenti dans le métier des armes, il devait savoir aussi que de bons cadres sont, avant tout, nécessaires à des troupes en

LADONCHAMPS et LES TAPES (2 et 7 Octobre 1870)



Le 4 octobre, on put croire qu'une résolution énergique allait être adoptée : le maréchal Bazaine réunit les divers chefs de corps, et leur exposa un projet de sortie sur Thionville par les deux rives de la Moselle. Un pont devait descendre le cours de la rivière, de façon à tenir les fractions de l'armée en communication. Les 2e et 3e corps, placés sous les ordres du maréchal Lebœuf, devaient prendre par la rive droite; les 4e et 6e corps, dirigés par le maréchal Canrobert, avaient leur itinéraire tracé par les hauteurs de la rive gauche; enfin, le

voie de formation, spécialement lorsqu'elles se recrutent parmi des conscrits, ou même des soldats précédemment congédiés.

« Nous devons donc avouer qu'il eût été du devoir du maréchal de donner à son pays ces cadres qui lui faisaient défaut. Dans tous les corps; autant que possible, dans tous les régiments, il fallait choisir des sous-officiers et des hommes n'ayant pas trop souffert, ayant conservé leur vigueur presque intacte, et capables, en marchant par files, de faire une traite de dix à douze lieues. Il fallait leur adjoindre un bon nombre d'officiers et d'artilleurs, ces derniers sans canons, mais munis de leurs armes individuelles. On eût pu réunir ainsi 2,000 officiers, 2,000 artilleurs, 6,000 fantassins, et, pour compléter le détachement, 1,000 cavaliers, de ceux qui étaient encore bien montés. Ce détachement eût été divisé en trois ou quatre fractions, auxquelles on aurait donné des guides connaissant parfaitement la contrée; puis, chacune d'elles évitant le combat, prenant à travers bois, profitant de la nuit, aurait dû s'échapper, en traversant rapidement la région occupée par l'ennemi.

« Chaque fraction aurait suivi une direction différente, mais en marchant de manière à ce que toutes fussent à même de se prêter appui mutuellement; il leur aurait suffi de quatre journées de marches forcées pour se trouver hors du territoire envahi par l'ennemi, et être à l'abri de ses atteintes. Les militaires faisant partie du détachement auraient, naturellement, emporté des vivres pour quatre ou cinq jours; mais ils n'auraient emmené aucune voiture, et n'auraient pris que des bagages peu considérables.

« Si on a douté qu'une telle entreprise pût aboutir, on a eu tort; car il suffit d'envisager la situation générale de la guerre, situation qui, sans contredit, était à peu près connue du maréchal, pour être d'une toute autre opinion.

« Vers la fin de septembre, les armées allemandes étaient partagées en trois grands groupes : la plus forte armée était devant Paris; une autre grande armée était autour de Metz; enfin, cinquante mille hommes faisaient le siége de Strasbourg, et le vaste pays compris entre Paris, Metz et Strasbourg était occupé par cinquante mille hommes, qui forcément étaient tellement disséminés, qu'il était à peu près impossible de réunir, sur un seul point, des forces de quelque importance. A cette époque, les Allemands n'avaient aucun corps qui ne fût employé à quelque opération. Si les fractions indiquées ci-dessus avaient été formées, si elles avaient quitté Metz, si elles étaient parvenues à avoir, tout d'abord, une petite avance sur les troupes d'investissement, si elles avaient marché ensuite, en faisant douze ou quatorze lieues, ayant recours tantôt à la force, tantôt à la ruse, elles avaient tout lieu de compter parvenir en lieu de sûreté. La direction à suivre de préférence, c'était, au sortir de Metz, de prendre entre Nancy et Sarreguemines, gagner la ligne des Vosges, et couper sur Besançon, qu'on aurait pris comme centre d'un rendez-vous général...

« Le combat du 31 août a prouvé qu'il n'était nullement impossible de percer, sur un point, la ligne d'investissement, surtout si on avait seulement en vue de conserver, pendant quelque temps, le point où la percée aurait été faite. Pour atteindre ce résultat, il suffisait au maréchal de concentrer sur une position quelconque de l'ennemi, les efforts de toutes les troupes destinées à rester à Metz; mais il n'eût pas fallu perdre autant de temps que le 31 août. L'attaque, commencée deux ou trois heures avant la tombée de la nuit, aurait dû être poussée avec une extrême vigueur. Le trou fait, au crépuscule, les troupes destinées à passer et qui n'auraient, jusqu'alors, pris aucune part au combat, se seraient mises en marche, pendant qu'au prix des plus grands sacrifices, au risque même de se voir faire un grand nombre de prisonniers, les autres troupes auraient empêché les détachements qui s'éloignaient d'être poursuivis immédiatement, la meilleure chance, pour eux, étant de passer sans être vus, et par suite, de n'avoir pas à lutter contre des poursuivants. Le détachement parti, le maréchal eût conservé encore assez de monde pour retenir sous Metz toute l'armée d'investissement qui l'avait entouré jusqu'alors, enfin non-seulement la pensée d'un tel détachement eût constitué un énorme avantage matériel pour la France, mais encore il eût produit sur le pays un plus grand effet moral que toutes les proclamations de Gambetta. Dans tous les cas, il n'y avait pas à hésiter un instant à prendre le parti que nous venons d'indiquer. »

maréchal Bazaine avec la garde et la réserve générale, devait prendre par la vallée. Plusieurs chefs de corps, le maréchal Lebœuf notamment, présentèrent diverses objections à ce projet : néanmoins, à l'issue de la réunion, il était entendu que l'opération aurait lieu, et ordre était donné de tout préparer pour le combat.

Le 6, les résolutions du maréchal Bazaine n'étaient plus les mêmes : il prescrivait, en effet, au maréchal Lebœuf de faire un mouvement sur Courcelles-sur-Nied. L'expédition devait être appuyée par les voltigeurs de la garde.

Le 7 au matin, enfin, nouveau projet. Le maréchal Canrobert était chargé d'enlever les grandes et les petites Tapes où, disait-on, des approvisionnements considérables étaient rassemblés.

D'une sortie générale, on en était arrivé à un simple fourrage : le premier plan se concevait d'autant mieux que l'on savait que le gouvernement de la Défense nationale avait réuni à Thionville de grands approvisionnements, pour permettre à l'armée de se ravitailler (1); mais l'expédition adoptée en dernier lieu ne pouvait amener aucun résultat. Quel que fut le succès, l'armée n'en demeurait pas moins bloquée : le fatal dénoûment pouvait être retardé de quelques jours, rien de plus.

En exécution des ordres reçus, le maréchal Canrobert prend rapidement ses dispositions : à une heure, le 7 octobre, il engage l'action.

Les troupes du 6e corps auxquelles ont été adjoints les voltigeurs de la garde, s'étendent de la Moselle au bois de Woippy, à hauteur des Maxes, de Ladonchamps, et de Sainte-Agathe. Les voltigeurs tiennent le milieu de la plaine; la division est sur trois lignes espacées de 500 mètres. A droite du général Deligny, le 9e bataillon de chasseurs de la division Tixier longe la Moselle, prêt à soutenir une attaque qui se prononcerait de Malroy. A gauche, les chasseurs de la garde sont massés derrière la ferme de Sainte-Agathe, plus à gauche encore la brigade Gibon de la division Levassor-Sorval, et les partisans des 3e et 4e divisions du 6e corps occupent le bois de Woippy.

Au signal donné, toutes les troupes s'élancent : la 1re brigade des voltigeurs dépasse les Maxes, chasse les tirailleurs de la division Kummer, enlève Franclochamps, et pousse jusqu'aux grandes Tapes. Pendant ce temps, la 2e brigade s'empare de Saint-Rémy, après une énergique résistance.

L'ennemi se hâte d'envoyer des renforts : la 38e brigade du 10e corps passe la Moselle, et le 3e corps dirige sur le champ de bataille la 9e brigade et 12 pièces.

En même temps, les batteries fixes établies par les Allemands sur les deux rives ouvrent leur feu, et criblent d'obus les voltigeurs de la garde. Ces batteries se trouvent dans le rentrant Norroy-Fèves-Semécourt (6 pièces), à 500 pas au sud de Semécourt, au nord-est du village (10 canons rayés de 12), à Silvange, au château de Brieux, à la ferme d'Amelange, entre le chemin de fer et le cimetière de Maizières, à l'extrême gauche (allemande) près de la Moselle.

Sur l'autre rive de la Moselle : 48 pièces sur les crêtes au nord de la ligne Malroy-Charly

(1) Le maréchal Bazaine a déclaré, il est vrai, dans le procès de Trianon, qu'il n'avait pas été informé de ces approvisionnements; mais les débats ont prouvé qu'il y avait là une erreur, et que le maréchal avait été exactement renseigné par l'arrivée à Metz d'un émissaire de Thionville, Risse, chargé d'une dépêche pour le commandant en chef.

et perpendiculairement à la route de Bouzonville; au sud d'Argancy, une batterie, a Charly, 18 pièces (1) : au *minimum* donc (il est impossible de préciser le chiffre) 130 canons de fort calibre joignent leur feu aux batteries de campagne. En outre, dans cette plaine de la Moselle, unie et découverte sur un espace de 1,500 mètres, les Allemands ont creusé des tranchées, construit des abris pour l'infanterie qui peut en toute sécurité tirer sur nos soldats.

Malgré cette véritable pluie de fer qui tombe de tous côtés, les voltigeurs de la garde ne se laissent pas arrêter : les grandes Tapes sont enlevées par la 1re brigade, les petites Tapes tombent au pouvoir de la 2e brigade dont le chef, le général Garnier, est blessé.

Sur la gauche, les chasseurs de la garde se sont élancés sur le hameau de Bellevue, ont délogé l'ennemi, et se sont emparés de 6 pièces, que le défaut d'attelage ne permet malheureusement pas d'emmener.

A l'extrême gauche enfin la brigade Gibon a traversé le bois de Woippy, s'est jetée sur Sainte-Anne, et s'en est emparé, après un violent combat dans lequel le général Gibon a été mortellement frappé.

A trois heures, nos troupes se sont donc avancées jusqu'à hauteur du ruisseau des Tapes; le commandant en chef appelle la 1re brigade des grenadiers de la garde, place les zouaves entre le bois de Woippy et Sainte-Agathe, le 1er grenadiers à la Maison-Rouge avec deux batteries.

Le terrain sur lequel se livre ce combat étant bordé de hauteurs que l'ennemi tient avec ses batteries, le maréchal Bazaine a ordonné deux diversions : le général Ladmirault opère sur la gauche, avec la division Grenier et occupe Lorry, Vigneulles et son bois, le bois de Woippy et le vallon de Saulny. Sur la droite, et de l'autre côté de la Moselle, le maréchal Le Bœuf dirige 4,000 hommes de la division Aymard sur Vany et Chieulles. L'artillerie allemande, établie au sud d'Argancy, est contrebattue, mais sans grand succès, par les pièces du fort Saint-Julien qui sont obligées de tirer à près de 6,000 mètres.

Vers 3 heures, le maréchal Le Bœuf fait entrer en ligne la division Metman pour couvrir sa droite.

« En présence de l'intensité du feu de l'ennemi, dit le maréchal Bazaine dans son rapport, il n'était pas possible de réaliser l'opération de fourrage que j'avais voulu faire; nos voitures n'auraient pu traverser un terrain sillonné en tous sens par les obus, et force fut de les faire rentrer au camp (2). Je maintins, néanmoins, les troupes sur les positions conquises, afin de bien affirmer notre succès, et je ne donnai qu'à cinq heures et demie l'ordre de se replier dans l'intérieur de nos lignes. La retraite se fit dans le meilleur ordre.....»

Ce succès était chèrement acheté : 1,200 soldats, 60 officiers dont 3 généraux (Gibon, de Chanaleilles et Garnier) étaient hors de combat : l'ennemi avait perdu 1,730 hommes, et nous avait laissé 6 à 700 prisonniers.

(1) Ces chiffres sont extraits de l'ouvrage déjà cité du capitaine Gœtze.

(2) Les voitures n'auraient pu être, d'ailleurs, d'aucune utilité. « J'ai su le soir même, dit le maréchal Canrobert, qu'il ne restait plus rien dans ces positions, et que depuis longtemps, l'ennemi s'était emparé de tout ce qui s'y trouvait.... »

« On n'a pas trouvé là les grands approvisionnements qu'on espérait y rencontrer, dépose de son côté le général Desvaux, il n'y avait que de la vieille paille, sur laquelle les Prussiens couchaient depuis quinze jours. »

Le combat des Tapes prouvait, du moins, que nos soldats n'avaient rien perdu de leur ardeur, et que l'on pouvait réclamer d'eux un vigoureux effort pour cette sortie décisive que tout le monde éspérait. « En ordonnant cette opération, écrit le maréchal, j'avais eu pour but de réveiller dans l'armée le sentiment agressif. »



LE GÉNÉRAL BOYER.

Précaution bien inutile, car ce combat était le dernier.

« Les troupes de l'armée du Rhin, dit justement le général Deligny, ne franchiront plus désormais en armes, les limites de leur camp respectif; elles sont ensevelies vivantes, et bien vivantes. »

CHAPITRE IV

Le maréchal Bazaine demande aux chefs de corps leur avis sur la situation. — Conseil de guerre du 10 octobre. — Envoi du général Boyer à Versailles. — Note du maréchal Bazaine. — Le général Boyer et M. de Bismarck. — Conditions imposées par le chancelier. — Retour du général Boyer. — Conseil de guerre du 18 octobre. — Départ du général Boyer pour Hastings — Télégramme de M. de Bismarck. — Nouveau conseil de guerre. — Envoi du général Changarnier, du général de Cissey au quartier général ennemi. — Conseil de guerre du 26 octobre. — Mission du général Jarras. — Discussion de la capitulation : les honneurs de la guerre. — Les drapeaux. — Ordre du jour du maréchal à l'armée du Rhin. — Capitulation. — La journée du 28 octobre.

I

Le 7 octobre, le jour même où l'armée du Rhin livrait son dernier combat, le maréchal Bazaine adressait à tous les chefs de corps une lettre confidentielle, pour leur demander leur avis sur la situation. Les termes de cette lettre ont une importance assez grande pour qu'il soit nécessaire d'en citer quelques extraits :

« Le moment approche où l'armée du Rhin se trouvera dans la situation la plus difficile peut-être qu'ait jamais dû subir une armée française.

« Les graves événements militaires et politiques qui se sont accomplis loin de nous, et dont nous ressentons le douloureux contre-coup, n'ont ébranlé ni notre force morale, ni notre valeur comme armée ; mais vous n'ignorez pas que des complications d'un autre ordre s'ajoutent journellement à celles que créent pour nous les faits extérieurs... » Après avoir signalé la triste situation des approvisionnements, le maréchal ajoutait cette phrase : « Le devoir d'un général en chef est de ne laisser rien ignorer en pareille occurrence aux commandants des corps sous ses ordres, et de s'éclairer de leurs avis et de leurs conseils... »

Devant cette affirmation, les chefs de corps pouvaient croire qu'ils avaient tous les éléments nécessaires pour juger la grave question qui leur était soumise, et cependant, pas un mot n'était dit de Régnier, du général Bourbaki, des négociations antérieures, relatives à une *convention* qui permettait à l'armée de s'éloigner de Metz. Le même silence était observé à l'égard des approvisionnements, dont l'existence à Thionville et à Longwy avait été révélée au maréchal par la dépêche du messager Risse.

Pour les chefs de corps, la situation ne se présentait donc pas sous son véritable aspect ;

ils ignoraient qu'un effort suprême sur Thionville pouvait sauver l'armée, puisqu'on devait trouver là des vivres suffisants (1).

Ils pouvaient croire, enfin, que l'ennemi serait disposé à accorder à nos soldats des clauses relativement favorables. Aussi, à l'unanimité, les généraux consultés déclarent-ils « que dans le cas où les conditions imposées seraient de nature à porter atteinte à l'honneur de 'armée, le devoir commande de les repousser, et de chercher à se faire jour en combattant. »

Le 10 octobre, le maréchal réunit ses lieutenants dans un conseil de guerre, dont le procès-verbal a été conservé, c'est le seul qui ait une valeur officielle. Après le résumé de la situation et la discussion, le procès-verbal se continue par l'énoncé des questions posées aux chefs de corps :

« 1° L'armée doit-elle tenir sous les murs de Metz, jusqu'à l'entier épuisement des ressources alimentaires ?

« 2° Doit-on continuer à faire des opérations autour de la place, pour essayer de se procurer des vivres et des fourrages?

« 3° Peut-on entrer en pourparlers avec l'ennemi, pour traiter des conditions d'une convention militaire?

« 4° Doit-on tenter le sort des armes, et chercher à percer les lignes ennemies?

« La *première question* est résolue affirmativement à l'unanimité, par cette raison que la présence de l'armée, sous les murs de Metz, y retient une armée ennemie de 200,000 hommes, dont il n'est point possible de disposer ailleurs, et que, dans les conditions où elle se trouve, le plus grand service que l'armée du Rhin puisse rendre au pays est de gagner du temps, et de lui permettre d'organiser la défense dans l'intérieur.

« La *deuxième question* est résolue négativement à l'unanimité, en raison du peu de probabilité qu'il y a de trouver des ressources suffisantes pour vivre quelques jours de plus, à cause des pertes que ces opérations occasionneraient, et de l'effet dissolvant que leur insuccès pourrait exercer sur le moral de la troupe.

« La *troisième question* est résolue affirmativement à l'unanimité, à la condition, toutefois, d'entamer ces ouvertures dans un délai qui ne dépassera pas quarante-huit heures, afin de ne pas permettre à l'ennemi de retarder le moment de la conclusion de la convention jusqu'au jour, et peut-être au-delà du jour, de l'épuisement de nos ressources.

« Tous les membres du conseil de guerre déclarent énergiquement que les clauses de la convention devraient être honorables pour nos armes et pour nous-mêmes.

« La quatrième question en amène une cinquième. M. le général Coffinières demande s'il ne serait pas préférable de tenter le sort des armes, avant d'entamer des négociations, le succès de cette tentative pouvant rendre les pourparlers inutiles, ou bien le résultat infructueux de notre effort pouvant peser dans la balance du poids des pertes que nous aurions fait subir à l'ennemi.

(1) Cette considération a une extrême importance, et il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à la déposition faite par le maréchal Le Bœuf devant le conseil de guerre de Trianon. Le commandant du 3e corps a déclaré, en effet, que, dans la réunion du 4 octobre, il s'est prononcé en faveur d'un mouvement par Briey, c'est-à-dire du côté de Verdun, parce qu'il savait que des approvisionnements étaient réunis dans cette place. La nouvelle apportée à Metz par Risse était donc de nature à modifier l'opinion des chefs de corps, en leur démontrant l'utilité d'un mouvement sur Thionville, inexplicable sans ce renseignement.

« Cette question est écartée à la majorité, et il est décidé, à l'unanimité, que, si les conditions de l'ennemi portent atteinte à l'honneur des armes et du drapeau, on essayera de se frayer un chemin par la force, avant d'être épuisé par la famine, et tandis qu'il reste la possibilité d'atteler quelques batteries.

« Il est donc convenu et arrêté :

« 1° Que l'on tiendra sous Metz le plus longtemps possible ;

« 2° Que l'on ne fera pas d'opérations autour de la place, le but à atteindre étant presque improbable ;

« 3° Que des pourparlers seront engagés avec l'ennemi, dans un délai qui ne dépassera pas quarante-huit heures, afin de conclure une convention militaire honorable et acceptable pour tous ;

« 4° Que dans le cas où l'ennemi voudrait imposer des conditions incompatibles avec notre honneur et le sentiment du devoir militaire, on tentera de se frayer un passage, les armes à la main. »

Le procès-verbal du conseil de guerre du 10 octobre n'est pas complet : les souvenirs des témoins appelés à déposer dans le procès de Trianon ont permis de combler une lacune importante. Le général Coffinières notamment, a déclaré qne le maréchal avait fait savoir : « que le prince Frédéric-Charles ne repoussait pas l'idée d'une négociation, mais que ses pouvoirs n'étaient pas assez étendus, et qu'il fallait en référer au roi de Prusse et à M. de Bismarck : enfin, que les puissances allemandes ne reconnaissaient pas d'autre gouvernement en France que celui de la Régence. »

Sans rechercher si cette communication prouve que les négociations avaient été continuées par le maréchal avec le quartier général ennemi, il faut voir là la raison du voyage du général Boyer à Versailles, les pouvoirs du prince Frédéric-Charles étant insuffisants.

L'aide-de-camp du maréchal Bazaine partit le 12 octobre. Il emportait à l'adresse de M. de Bismarck une note, assez étrange pour que le texte en soit reproduit :

« Au moment où la société est menacée par l'attitude qu'a prise un parti violent, et dont les tendances ne sauraient aboutir à une solution que cherchent les bons esprits, le maréchal commandant l'armée du Rhin, s'inspirant du désir qu'il a de sauver son pays, et de le sauver de ses propres excès, interroge sa conscience, et se demande si l'armée placée sous ses ordres n'est pas destinée à devenir le palladium de la société.

« La question militaire est jugée ; les armées allemandes sont victorieuses, et Sa Majesté le roi de Prusse ne saurait attacher un grand prix au stérile triomphe qu'il obtiendrait en dissolvant la seule force qui puisse aujourd'hui maîtriser l'anarchie dans notre malheureux pays, et assurer à la France et à l'Europe un calme devenu si nécessaire après les violentes commotions qui viennent de les agiter.

« L'intervention d'une armée étrangère, même victorieuse, dans les affaires d'un pays aussi impressionnable que la France, dans une capitale aussi nerveuse que Paris, pourrait manquer le but, surexciter outre mesure les esprits, et amener des malheurs incalculables.

« L'action d'une armée française encore toute constituée, ayant bon moral, et qui, après avoir loyalement combattu l'armée allemande, a la conscience d'avoir su conquérir l'estime de ses adversaires, pèserait d'un poids immense dans les circonstances actuelles. Elle rétablirait l'ordre et protégerait la société, dont les intérêts sont communs avec ceux de l'Europe. Elle donnerait à la Prusse, par l'effet de cette même action, une garantie des gages

qu'elle pourrait avoir à réclamer dans le présent, et enfin, elle contribuerait à l'avénement d'un pouvoir régulier et légal, avec lequel les relations de toute nature pourraient être reprises sans secousse, et légalement. »



LE GÉNÉRAL DE CISSEY.

En lisant attentivement ce document, on est frappé du rôle que le maréchal Bazaine veut faire jouer à l'armée placée sous ses ordres.

La société est menacée par l'attitude d'un parti violent..... l'armée n'est-elle pas destinée à devenir le palladium de la société..... maîtriser l'anarchie.....

L'intervention d'une armée étrangère est impossible..., l'action de l'armée française est seule possible pour rétablir l'ordre, et protéger la société...

Ce langage n'est-il vraiment pas clair, alors qu'on le rapproche de la circulaire de Reims et des communications de Régnier? Ne signifie-t-il pas : Le gouvernement qui s'est emparé du pouvoir est un gouvernement révolutionnaire, qu'il faut renverser pour rétablir l'Empire. Et cette mission, proposée déjà par Régnier, et acceptée alors, le maréchal la réclame aujourd'hui.

Dans le procès de Trianon, le général rapporteur et le commissaire du gouvernement ont affirmé que le général Boyer avait dû emporter d'autres instructions. Et pourquoi? Celles-ci ne suffisaient-elles pas? La preuve qu'elles étaient bien claires, c'est que M. de Bismarck va se placer et se maintenir sur le terrain politique qui lui a été indiqué. A cet ennemi de la France, on propose la *guerre civile :* n'est-ce pas l'offre qui peut le mieux lui convenir?

Le 14 octobre, le général Boyer arrive à Versailles. Il est aussitôt reçu par le grand-chancelier qui lui expose, — à sa manière bien entendu, — la situation de la France. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire un court passage de la déposition du général Boyer :

« Passant à la situation intérieure de la France, tant au point de vue politique que militaire, M. de Bismarck m'exposa que, d'après les renseignements qu'il recueillait, et les données que lui fournissaient les prisonniers, certaines villes du département du Nord ne feraient aucune résistance aux troupes allemandes; que, dans certaines places de commerce, où l'égoïsme était le sentiment dominant, on ne serait peut-être pas éloigné de recevoir des troupes allemandes; que, du reste, on était entré sans coup férir à Rouen; qu'un moment, il avait eu l'espoir qu'il en serait de même du Havre; mais que là, il s'était trompé : les gens qui, sous le nom de francs-tireurs, faisaient autant de mal à leurs compatriotes qu'aux Allemands, étaient, sur certains points, pourchassés aussi bien par les populations françaises que par les troupes allemandes. Me parlant des départements de l'Ouest, il me les dépeignit comme prêts à se déchirer, sous l'influence des idées religieuses.

« Les départements du Midi étaient livrés à l'anarchie la plus absolue; enfin l'armée de la Loire venait d'être battue à Orléans. »

Presque tous ces renseignements étaient matériellement inexacts. La défense nationale s'organisait de toutes parts; l'ennemi n'était pas entré à Rouen, dont il ne devait se rendre maître que le 5 décembre.

Après cet exposé, M. de Bismarck invite le général Boyer à faire connaître le but de sa mission. Aux premières paroles relatives « non pas à une capitulation, mais à une convention militaire, accordant à l'armée les honneurs de la guerre, c'est-à-dire la faculté de se retirer en emportant ses armes, son matériel et ses aigles, » le négociateur est vivement interrompu par ces mots : « Votre mission étant de demander une convention militaire sur ces bases, je dois vous dire à l'avance que le conseil du roi ne vous accordera pas d'autres conditions que celles qui ont été stipulées à Sedan. »

« Mais, continue aussitôt M. de Bismarck, je puis, moi, faire valoir au roi des considérations politiques, et je pense obtenir pour l'armée française des conditions que je vous ferai connaître demain, car je verrai le roi ce soir, et j'obtiendrai une solution de Sa Majesté. »

Sans attendre au lendemain, le ministre indique quelles seraient les bases de cette convention : « L'armée de Metz affirmera sa fidélité au gouvernement de la régente par une

manifestation, et le gouvernement prussien entrera en négociations avec l'impératrice. »

Le lendemain, l'entretien devient plus précis, et les conditions suivantes sont énoncées :

1° L'armée sous Metz déclare qu'elle est toujours l'armée de l'Empire, décidée à soutenir le gouvernement de la Régence;

2° Cette déclaration de l'armée coïncidera avec un manifeste de Sa Majesté l'Impératrice régente, adressé au peuple français, et par lequel, au besoin, elle ferait un nouvel appel à la nation, pour l'inviter à se prononcer sur la forme du gouvernement qu'elle désire adopter;

3° Ces deux déclarations devront être accompagnées d'un acte signé par un délégué de la régence, et acceptant les bases d'un traité à intervenir entre le gouvernement des puissances allemandes et le gouvernement de la Régence.

Le général Boyer faisant observer que ses pouvoirs ne lui permettent pas de discuter ces clauses, la négociation s'arrête, et il est entendu que l'aide de camp du maréchal va retourner à Metz, pour faire connaître les résultats de sa mission.

Le 17 octobre, à deux heures de l'après-midi, le général Boyer est de retour, et le 18, le conseil est de nouveau assemblé.

L'aide de camp du maréchal prend le premier la parole, et expose la situation de la France telle qu'elle lui a été dépeinte par M. de Bismarck. Seulement, au lieu de faire observer, tout d'adord, que c'est là une communication de l'ennemi, suspecte tout au moins d'exagération, le général Boyer n'explique rien, de telle sorte que ses auditeurs sont persuadés que c'est bien là le récit fidèle de ce qui se passe en France. Le maréchal Canrobert et le général Frossard, notamment, ont déclaré à Trianon, qu'ils n'avaient pu douter de la parfaite authenticité de ces nouvelles (1).

Les trois conditions imposées par M. de Bismarck sont ensuite indiqueés : la situation semble si grave aux chefs de corps qu'ils demandent une suspension de séance, pour consulter leurs généraux. Sur le premier point (affirmer la fidélité de l'armée du Rhin au gouvernement de la Régente), les membres du conseil acceptent « en ce sens qu'ils se considèrent toujours liés par le serment prêté à l'Empereur, mais en doutant que l'armée les suive, une fois loin de Metz, toute couleur politique donnée à son action pouvant donner lieu à des interprétations fâcheuses, et devant être repoussée. »

La deuxième condition (manifeste de la Régente) est écartée, l'Impératrice pouvant seule

(1) On peut d'autant moins s'expliquer que le général Boyer n'ait pas fait toutes ses réserves au sujet de l'exactitude de ces renseignements, provenant de source prussienne, que M. de Bismarck avait remis au général six numéros du *Journal officiel* et du *Figaro*, et que les nouvelles contenues dans ces journaux prouvaient toute l'exagération du récit allemand. Cependant, le maréchal et son aide de camp ne disent pas un mot au conseil de ce sujet si important. Plus tard, le journal *le Courrier de la Moselle* s'étant attaché à faire ressortir l'invraisemblance des informations répandues en ville, et conformes au récit du général Boyer, reçut l'ordre de faire disparaître cet article.

Quelle conséquence ne doit-on pas tirer de ces faits, alors que l'on se souvient que, le 14 octobre, le maréchal « avait invité les commandants de corps à faire lire dans les régiments, à l'appel de midi, les passages de la proclamation du général Trochu, rapportant la panique du régiment provisoire de zouaves au combat de Châtillon, » et avait supprimé ce paragraphe de la proclamation où le gouvernement de Paris place en parallèle la solidité d'autres troupes et les résultats obtenus !

Quelque triste que soit ce sujet, il est nécessaire d'aller jusqu'au bout.

En même temps qu'il taisait au conseil la provenance de ses informations, le général Boyer négligeait de faire connaître les circonstances relativement heureuses parvenues à sa connaissance. Le chancelier lui

juger de l'opportunité ou de la convenance de l'acte réclamé par les gouvernements allemands.

La troisième condition soulève une discussion de laquelle il ressort unanimement que le maréchal commandant en chef de l'armée du Rhin ne saurait accepter la délégation de la régence, pour signer les bases du traité à intervenir, dans le cas où il serait stipulé une cession de territoire. Il est même admis que, dans aucun cas, le maréchal ne saurait accepter aucune délégation pour signer le traité, toute son action devant rester uniquement militaire et sauvegarder la situation de l'armée.

Le conseil discute, ensuite, la possibilité d'un nouvel effort : le maréchal Le Bœuf et le général Coffinières se prononcent seuls pour le combat. En conséquence, poursuit le procès-verbal, le général Boyer se rendra à Hastings, pour voir s'il est possible d'obtenir une convention dans le sens indiqué plus haut ; mais, à la condition expresse que nul traité ne devra être signé ni convenu par le commandant en chef de l'armée.

Il devra, également, exposer la situation de l'armée à l'Impératrice et, s'il n'est pas possible d'arriver à la solution désirable, il sollicitera de Sa Majesté une lettre par laquelle elle délie l'armée de son serment à l'Empereur, et lui rend sa liberté d'action.

Le 19 octobre, le général Boyer part pour Hastings : l'Impératrice décline la proposition qui lui est faite, elle se refuse à consentir à une cession de territoire ; tour à tour, mais vainement, elle s'adresse à l'ambassadeur de Prusse à Londres, au chancelier, au roi de Prusse lui-même, elle n'obtient, et ne peut rien obtenir.

Le 24 octobre, enfin, le maréchal Bazaine reçoit la lettre suivante qui lui apprend le résultat de ses négociations.

« Grand quartier général devant Metz, 30 octobre 1870.

« J'ai l'honneur d'envoyer copie à Votre Excellence d'un télégramme arrivé à minuit, et dont voici la teneur :

« A son Altesse le prince Frédéric-Charles, pour le maréchal Bazaine.

« Le général Boyer désire que je vous communique le télégramme suivant :

« L'Impératrice, que j'ai vue, fera les plus grands efforts en faveur de l'armée de Metz, « qui est l'objet de sa profonde sollicitude et de ses préoccupations constantes. »

« Je dois, cependant, vous faire observer, monsieur le maréchal, que, depuis mon

avait appris que le général Bourbaki avait offert son épée au gouvernement de la défense nationale. M. de Bismarck, afin de faire comprendre ce que seraient les exigences de l'Allemagne, avait dit : « Il faut que l'impératrice accepte ces conditions, *quelque exorbitantes qu'elles puissent paraître.* » Silence absolu sur ces deux points.

Enfin, dans son voyage, le général Boyer avait pu se trouver un moment en relation avec le maire de Bar-le-Duc, et il avait négligé de lui demander des renseignements sur l'état réel de la France ! En regard de tous ces faits, il n'est pas inutile de rappeler ces mots du général Douay, qui écrivait de Puébla, le 27 janvier 1867 : « Le colonel Boyer a été l'agent de toutes les spéculations du maréchal. »

Le commissaire du gouvernement, général Pourcet, a apprécié en ces termes le rôle du général Boyer : « Il nous est profondément pénible d'avoir à blâmer un officier général, et d'être obligé de contester sa véracité ; mais, en présence des divergences notables qui existent entre ses différentes dépositions, et des inexactitudes manifestes de certains de ses dires ; en présence, enfin, des contradictions formelles et flagrantes que nous avons eu à relever entre ses paroles et le compte rendu qu'il a signé, entre ses déclarations et celles du maréchal Bazaine et de divers témoins, nous sommes forcés de reconnaître que, dans la séance du 18 octobre, le général Boyer a sciemment caché la vérité aux commandants de corps... »

entrevue avec le général Boyer, aucune des garanties que je lui avais désignées comme indispensables, avant d'entrer en négociations avec la régence impériale, n'a été réalisée, et que l'avenir de la cause de l'empereur n'étant nullement assuré par l'attitude de la nation et de l'armée françaises, il est impossible au roi de se prêter à des négociations dont Sa Majesté, seule, aurait à faire accepter les résultats à la nation française. Les propositions qui nous arrivent de Londres sont, dans la situation actuelle, absolument inaccep



LE GÉNÉRAL CHANGARNIER.

tables, et je constate, à mon grand regret, que je n'entrevois plus aucune chance d'arriver à un résultat par des négociations politiques.

« BISMARCK. »

« J'ai l'honneur, etc.

« *Signé :* FRÉDÉRIC-CHARLES. »

A cette heure, M. de Bismarck jugeait inutile de feindre plus longtemps, de continuer ce jeu qui lui avait si bien réussi. Tant que l'armée du Rhin avait été redoutable, tant qu'elle avait eu des vivres, des chevaux pour traîner ses canons, le chancelier avait prolongé les négociations; il n'avait repoussé aucune ouverture; tous les messagers avaient été accueillis, depuis Régnier jusqu'au général Boyer. Chaque jour gagné ainsi évitait, en effet, l'effusion du sang, équivalait à une victoire pour les armes prussiennes. Mais, du moment que l'ar-

mée de Metz, privée de toute ressource, en était réduite à capituler, la feinte était inutile.

Le maréchal réunit aussitôt ses lieutenants, pour leur faire part du refus de M. de Bismarck. Cette fois, pas une voix ne réclama le combat; à l'unanimité, il fut décidé qu'il fallait traiter avec les Allemands. Le général Changarnier fut désigné pour se rendre au quartier ennemi. Il avait pour mission de demander la neutralisation de l'armée, soit à Metz même, soit sur tout autre point du territoire, pour y faire appel aux députés et aux pouvoirs constitués avant le 4 septembre. A défaut, il devait chercher à obtenir l'envoi de l'armée en Algérie.

Ainsi qu'il était facile de s'y attendre, le général ne put obtenir aucune concession. Sa démarche ne fut, cependant, pas entièrement inutile. Le prince Frédéric-Charles lui montra, en effet, sur la voie ferrée construite pendant le siége, pour relier la ligne de Sarrebrück à celle de Nancy, un long convoi d'approvisionnements destiné à ravitailler l'armée et la place, aussitôt après la signature de la capitulation.

Ce renseignement pouvait avoir son utilité : il devait, en effet, engager le maréchal à tenir jusqu'à la dernière bouchée de pain, puisqu'il avait la certitude que le ravitaillement par l'ennemi s'opérerait sans le moindre retard. Chaque jour gagné ne pouvait-il avoir une importance pour ces armées de province dont on ne connaissait ni la force ni les opérations, et qu'allaient, sans doute, accabler les 200,000 hommes du prince Charles?

A ce moment même, l'intendant en chef de l'armée informait le maréchal que l'on venait de découvrir trois ou quatre jours de vivres. Ne fallait-il pas profiter de cet avertissement? Mais le maréchal ne songeait pas à prolonger la résistance.

Après le général Changarnier, le général de Cissey fut envoyé au quartier général allemand, à Corny, « pour demander que la place de Metz ne fût pas comprise dans la capitulation. »

C'était là, à coup sûr, une tentative bien inutile. Le 29 septembre, M. de Moltke avait déjà refusé d'accéder à cette réclamation; le 14 octobre, M. de Bismarck avait adressé semblable réponse au général Boyer. Il n'était donc pas présumable que l'ennemi se montrât moins exigeant, à l'heure même où il était évident que l'armée et la place n'avaient plus l'espoir de lutter. D'ailleurs, à quoi pouvait servir cette séparation? Privée de vivres, la ville n'allait-elle pas être obligée de capituler en même temps que l'armée?

A la suite de l'inutile tentative du général de Cissey, le conseil fut de nouveau réuni, et, après une courte discussion, il fut décidé, le 26 octobre, que le chef d'état-major de l'armée, général Jarras, se rendrait, à son tour, à Corny; mais cette fois, pour discuter les clauses de la capitulation.

Dans ce débat, le plénipotentiaire prussien, général de Stiehle, se refusa à accueillir les demandes qui lui furent faites; mais il s'engagea à les transmettre au prince Charles. Le général Jarras réclamait le droit pour les officiers de conserver leur épée, et le commandant d'état-major Samuel insistait pour que l'armée obtînt les honneurs de la guerre, « consistant dans le défilé en armes des troupes vaincues, qui reçoivent de la part des troupes victorieuses les honneurs militaires, et ne sont constituées prisonnières qu'après cet hommage rendu à l'énergie de leur résistance. »

Lors de la rédaction du protocole, l'article 3 fut établi de deux manières, l'une ou l'autre version devant être adoptée, suivant que les honneurs de la guerre seraient ou non accordés.

Le général Jarras revint ensuite à Metz, pour transmettre le protocole à l'approbation du commandant en chef, et pour recevoir de lui les pouvoirs nécessaires. Quelques instants après

sa rentrée dans la place, un parlementaire apporta une lettre du prince Frédéric-Charles, qui souscrivait aux deux demandes proposées : les officiers conservaient leur épée, et les honneurs de la guerre étaient accordés à l'armée.

Le maréchal refusa alors cette faveur, malgré toutes les instances du général Jarras, justement étonné de cette étrange décision. Afin d'éviter cependant toute interprétation, le maréchal prescrivit à son chef d'état-major « de proposer au général de Stiehle de conserver la rédaction française de l'article, en se conformant, pour l'exécution, à la rédaction allemande. En d'autres termes, tout en ne défilant pas, il voulait paraître avoir défilé. »

Le 27 au soir, le général Jarras repartit pour le château de Frescasty où l'attendait le général de Stiehle.

Après l'échange des pleins pouvoirs, on s'occupa de la rédaction définitive.

Arrivé à l'article 3, le plénipotentiaire français déclara qu'il avait l'ordre de refuser le défilé et les honneurs de la guerre pour l'armée, et il proposa la combinaison imaginée par le maréchal, à quoi le général de Stiehle répondit : « Chez nous, ce qui n'est pas exécuté n'est pas écrit. »

A propos des drapeaux, le général Jarras agissant d'après ses instructions, annonça que, *conformément à l'usage*, des aigles avaient été brûlées au moment du changement de gouvernement. Le général de Stiehle accueillit cette nouvelle avec incrédulité, et après échange de quelques observations, il fut entendu « que tout ce qui n'avait pas été brûlé, demeurerait acquis à l'armée allemande. »

Le protocole fut ensuite signé.

Comment les drapeaux et le matériel de guerre existaient-ils encore, comment, puisqu'il se refusait à toute nouvelle tentative de sortie, on peut presque dire malgré ses engagements formels (1), le maréchal Bazaine n'avait-il pas employé ces dernières journées à noyer ses poudres, à mettre hors d'état le matériel, enfin et surtout à brûler les drapeaux, glorieux trophées qui, tour à tour, avaient été en Crimée, en Italie, au Mexique et que l'ennemi n'allait pas tarder à emporter à Berlin.

Il nous faut, pour expliquer ce double *oubli*, revenir en arrière.

La question du matériel avait été agitée dans la réunion du 24 octobre. Le général Coffinières a déposé en ces termes à ce sujet :

« Il avait été question de détruire le matériel de guerre dans ce conseil. La discussion fut très-courte, et un membre exprima l'avis qu'il serait plus digne de ne point se livrer à des destructions qui pourraient faire naître de graves désordres. Cette observation mit fin à la discussion. »

Dans son ordre du jour général du 28 octobre (2), le maréchal recommandait à ses

(1) Le général Lapasset a déclaré à Trianon que, quelques jours avant la capitulation, il avait été trouver le maréchal pour l'avertir que, ne voulant pas se rendre à l'ennemi, il était décidé à tenter une sortie avec sa brigade. Le maréchal s'engagea alors, vis-à-vis du général, à risquer une dernière et décisive tentative, avant de déposer les armes.

(2) Voici le texte de cet ordre du jour :

« A l'armée du Rhin !

« Vaincus par la famine, nous sommes contraints de subir les lois de la guerre, en nous constituant prisonniers.

« A diverses époques de notre histoire militaire, de braves troupes, commandées par Masséna, Kléber

troupes de s'abstenir de toute destruction d'armes et de matériel « puisque, *d'après les usages militaires*, place et armement devront faire retour à la France, lorsque la paix sera signée. » Chacun crut de son devoir de veiller à ce que les armes fussent mises en état. Dans beaucoup de régiments, on fit nettoyer les chassepots, et le général de Berckeim, commandant l'artillerie du 6e corps qui, avant la capitulation, avait fait mettre ses mitrailleuses hors de service, reçut une réprimande.

Les procès-verbaux officiels constatent qu'il fut remis à l'ennemi :

1,665 bouches à feu, dont 1,136 rayées.
8,922 affûts de voitures.
3,239,225 projectiles.
419,285 kilogrammes de poudre.
13,288,096 cartouches du modèle Chassepot.
9,696,763 cartouches de divers modèles.
124,137 fusils Chassepot.
154,152 fusils de divers modèles.

Quant aux drapeaux, la question avait été abordée dans la séance du 26 octobre. Il ne s'agissait là, d'ailleurs, d'aucune résolution importante, car la plupart des témoins n'ont gardé aucun souvenir de l'incident. Tout au plus, dans la pensée des chefs de corps, il y avait là un avertissement qu'un ordre allait suivre, sans doute, pour ordonner la destruction des aigles. Dans la matinée du 27 octobre, le général Soleille, commandant en chef de l'artillerie, écrivit ces deux lettres :

Aux généraux commandant l'artillerie des corps d'armée.

« 27 octobre 1870, n° 1002. Par ordre du maréchal commandant en chef, les drapeaux et étendards devront être remis, dans la journée, à l'arsenal de Metz. Les drapeaux seront enveloppés dans leurs étuis, et transportés dans un chariot de batterie fermé, conduit par un lieutenant et accompagné d'une escorte de quatre sous-officiers à cheval, s'il est possible. Vous voudrez bien vous entendre avec le commandant de votre corps d'armée pour que des ordres soient donnés aux différents régiments dans ce but.

Gouvion-Saint-Cyr, ont éprouvé le même sort, qui n'entache en rien l'honneur militaire, quand, comme vous, on a aussi glorieusement accompli son devoir jusqu'à l'extrême limite humaine.

« Tout ce qu'il était loyalement possible de faire pour éviter cette fin a été tenté et n'a pu aboutir.

« Quant à renouveler un suprême effort, pour briser les lignes fortifiées de l'ennemi, malgré votre vaillance et le sacrifice de milliers d'existences qui peuvent encore être utiles à la patrie, il eût été infructueux; par suite de l'armement et des forces écrasantes qui gardent et appuient ces lignes, un désastre en eût été la conséquence.

« Soyons dignes dans l'adversité, respectons les conventions honorables qui ont été stipulées, si nous voulons être respectés comme nous le méritons. Evitons surtout, pour la réputation de cette armée, les actes d'indiscipline, comme la destruction des armes et du matériel, puisque, d'après les usages militaires, places et armements doivent faire retour à la France, lorsque la paix est signée.

« En quittant le commandement, je tiens à exprimer aux généraux, officiers et soldats, toute ma reconnaissance pour leur loyal concours, leur brillante valeur dans les combats, leur résignation dans les privations, et c'est le cœur navré que je me sépare de vous.

« Ban-Saint-Martin, 28 octobre 1870.

BAZAINE »



LA SÉPARATION A METZ.

« Je vous prie de vous rendre à mon quartier général aujourd'hui, à deux heures de l'après-midi. »

Au colonel de Girels, directeur de l'arsenal.

« 27 octobre 1870, n° 1003. Par ordre du maréchal commandant en chef, tous les corps de l'armée doivent envoyer à l'arsenal leurs drapeaux et étendards. Je vous prie de les recevoir et de les conserver : ils feront partie de l'inventaire du matériel de la place qui sera établi par une commission d'officiers français et prussiens. »

De ces deux lettres, la première partit seule, la seconde ne fut expédiée que le lendemain.

Après avoir ainsi, sur l'ordre du maréchal Bazaine, réservé les drapeaux pour l'ennemi, le général Soleille se rendit à la réunion des généraux d'artillerie, et comme commentaire de la lettre expédiée le matin, il affirma que « les drapeaux une fois réunis à l'arsenal, y seraient brûlés. »

Cette nouvelle, promptement répandue dans l'armée, produisit une indicible émotion; plusieurs officiers refusèrent de se séparer de leurs aigles, sans un ordre formel du commandant en chef. Le maréchal Bazaine, prévenu de cette résistance, adressa la lettre suivante aux chefs de corps :

« Veuillez donner des ordres pour que les aigles des régiments d'infanterie de votre corps d'armée soient recueillies demain matin de bonne heure, par les soins de votre commandant d'artillerie, et transportées à l'arsenal de Metz, où la cavalerie a déjà déposé les siennes. *Vous préviendrez les chefs de corps qu'elles y seront brûlées.* Ces aigles, enveloppées de leurs étuis, seront emportées dans un fourgon fermé; le directeur de l'arsenal les recevra, et en délivrera des récépissés aux corps.

« *Signé :* Bazaine. »

En même temps qu'il adressait cet ordre, le maréchal convenait avec le général Jarras de cet étrange stratagème : « les drapeaux ont été détruits, lors du changement de gouvernement. »

Dans sa pensée sans doute, si l'ennemi se laissait prendre à ce piége grossier, on pouvait procéder alors à la destruction des aigles; si, au contraire, il se refusait à adopter cette explication, les drapeaux seraient livrés. Mais pourquoi attendre le dernier moment; pourquoi, avant d'envoyer le général Jarras à Frescaty, ne pas avoir tout brûlé? Convaincu ou non, l'ennemi eût bien été obligé de s'incliner devant le fait accompli. C'est dans le livre même du maréchal qu'il faut chercher la réponse à cette question :

« J'ai préféré accepter la responsabilité d'une situation profondément regrettable, mais involontaire, à celle des affreux malheurs dont l'armée et les habitants se seraient trouvés menacés par suite du manquement à la convention signée, à celle de faire perdre à la ville de Metz les immenses avantages qui lui étaient accordés par l'appendice à la capitulation. »

Quels affreux malheurs pouvaient donc menacer l'armée et les habitants, et quels immenses avantages étaient stipulés en faveur de la ville de Metz? Il faut remarquer, d'ailleurs, que le maréchal envisage la situation *la convention signée;* mais avant?

L'ordre du commandant en chef n'avait pas été partout exécuté. Le colonel Péan, du 1er grenadiers, déchira lui-même le drapeau de son régiment et en distribua les morceaux à ses officiers. Le général Jeanningros approuva cette conduite, et donna l'ordre au colonel

des zouaves d'agir de même; puis il adressa la note suivante au commandant en chef : « Les drapeaux de mes deux régiments ont été déchirés par mon ordre; les hampes et aigles sciées... Les drapeaux de ma brigade n'iront pas à Berlin. »

Le général Lapasset écrivit au commandant du 2e corps :

« Mon général, la brigade mixte ne rend ses drapeaux à personne, et ne se repose sur personne de la triste mission de les brûler : elle l'a accomplie elle-même ce matin. J'ai entre les mains les procès-verbaux de cette lugubre opération. »

Le général Laveaucoupet fit détruire les aigles dans chaque régiment. Sur l'ordre du général Pé dé Arros, commandant de l'artillerie de la garde, le colonel Melchior se rendit à l'arsenal, et fit brûler devant lui les drapeaux de la garde. Le colonel de Girels, directeur de l'arsenal, avait agi de même pour quelques étendards de la cavalerie et de l'artillerie, lorsque l'ordre du général Soleille lui parvint le 28 au matin. Devant ces instructions formelles, il fallut suspendre l'incinération.

Sur la demande du général de Stiehle, le maréchal Bazaine fit connaître à l'ennemi qu'il restait 41 drapeaux. Le lendemain, on en trouva 53, *et les* 53 *furent livrés.*

Il nous faut maintenant donner le texte de la capitulation.

« Article premier. — L'armée française, sous les ordres du maréchal Bazaine, sera prisonnière de guerre.

« Art. 2. — La forteresse de la ville de Metz, avec tous les forts, le matériel de guerre, les approvisionnements de toute espèce, et tout ce qui est propriété de l'État, seront rendus à l'armée prussienne, dans l'état où tout cela se trouve au moment de la signature de cette convention.

« Samedi, 29 octobre, à midi, les forts de Saint-Quentin, Plappeville, Saint-Julien, Queuleu, Saint-Privat, ainsi que la porte Mazelle (route de Strasbourg), seront remis aux troupes prussiennes.

« A dix heures du matin de ce même jour, des officiers d'artillerie et du génie, avec quelques sous-officiers, seront admis dans lesdits forts, pour occuper les magasins à poudre et pour éventer les mines.

« Art. 3. — Les armes, ainsi que tout le matériel de l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, mitrailleuses, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions, etc., seront laissés à Metz et dans les forts à des commissaires militaires institués par M. le maréchal Bazaine, pour être remis immédiatement à des commissaires prussiens. Les troupes, sans armes, seront conduites, rangées d'après leur régiment ou corps, et en ordre militaire, aux lieux qui seront indiqués pour chaque corps. Les officiers rentreront alors librement dans l'intérieur du camp retranché, ou à Metz, sous la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter la place, sans l'ordre du commandant prussien.

« Les troupes seront alors conduites par leurs sous-officiers aux emplacements de bivouacs. Les soldats conserveront leurs sacs, leurs effets et les objets de campement (tentes, couvertures, marmites, etc.).

« Art. 4. — Tous les généraux et officiers, ainsi que les employés militaires ayant rang d'officiers, qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne pas porter les armes contre l'Allemagne, et de n'agir d'aucune manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre actuelle, ne seront pas faits prisonniers de guerre ; les officiers et employés qui accepteront

cette condition conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

« Pour reconnaître le courage dont ont fait preuve pendant la durée de la campagne, les troupes de l'armée et de la garnison, il est, en outre, permis aux officiers qui opteront pour la captivité, d'emporter avec eux leurs épées ou sabres, ainsi que tout ce qui leur appartient personnellement. »

« Art. 5. Les médecins militaires sans exception resteront en arrière, pour prendre soin des blessés ; ils seront traités d'après la convention de Genève ; il en sera de même du personnel des hôpitaux.

« Art. 6. Des questions de détail concernant principalement les intérêts de la ville sont traitées dans un appendice ci-annexé, qui aura la même valeur que le présent protocole.

« Art. 7. Tout article qui pourra présenter des doutes sera toujours interprété en faveur de l'armée française.

« Fait au château de Frescaty, le 27 octobre 1870.

L. JARRAS. — VON STIEHLE.

Art. 1er. Les employés et les fonctionnaires civils attachés à l'armée ou à la place, qui se trouvent à Metz, pourront se retirer où ils voudront, en emportant avec eux tout ce qui leur appartient.

Art. 2. Personne, soit de la garde nationale, soit parmi les habitants de la ville ou réfugiés dans la ville, ne sera inquiété, à raison de ses opinions politiques ou religieuses, de la part qu'il aura prise à la défense ou des secours qu'il aura fournis à l'armée ou à la garnison.

Art. 3. Les malades et les blessés laissés dans la place recevront tous les soins que leur état comporte.

Art. 4. Les familles que les membres de la garnison laissent à Metz ne seront pas inquiétées, et pourront également se retirer librement avec tout ce qui leur appartient, comme les employés civils.

Les meubles et les effets que les membres de la garnison sont obligés de laisser à Metz ne seront ni pillés, ni confisqués, mais resteront leur propriété. Ils pourront les faire enlever dans un délai de six mois à partir du rétablissement de la paix ou de leur mise en liberté.

Art. 5. Le commandant de l'armée prussienne prend l'engagement d'empêcher que les habitants ne soient maltraités dans leurs personnes ou dans leurs biens.

On respectera également les biens de toute nature du département, des communes, des Sociétés de commerce ou autres, des corporations civiles ou religieuses, des hospices et des établissements de charité. Il ne sera apporté aucun changement aux droits que les corporations ou sociétés, ainsi que les particuliers, ont à exercer les uns contre les autres, en vertu des lois françaises, au jour de la capitulation.

Art. 6. A cet effet, il est spécifié en particulier que toutes les administrations locales ou les sociétés ou corporations mentionnées ci-dessus, conserveront les archives, livres et papiers, collections et documents quelconques qui sont en leur possession.

Les notaires, avoués et autres agents ministériels conserveront aussi leurs minutes ou dépôts.

Art. 7. Les archives, livres et papiers appartenant à l'État resteront en général, dans la

place ; et au rétablissement de la paix, tous ceux de ces documents concernant les portions de territoire restituées à la France feront aussi retour à la France.

Les comptes en cours de règlement nécessaires à la justification des comptables ou pouvant donner lieu à des litiges, à des revendications de la part des tiers, resteront entre les



LE COLONEL MERLIN.

mains des fonctionnaires ou agents qui en ont actuellement la garde, par exception aux dispositions du paragraphe précédent. »

La nouvelle de la signature de la capitulation avait produit dans l'armée et dans la ville une indicible émotion, une indignation sans bornes. Quelques officiers cherchaient à se réunir, à se concerter pour une dernière tentative : le général Changarnier avait refusé de se mettre à la tête du mouvement, mais le général Clinchant s'était laissé gagner par cette

ardeur patriotique. Malheureusement, le mauvais temps, la pluie torrentielle, les mesures prises par les chefs de corps, et par dessus tout, le défaut d'entente, empêchèrent cet héroïque projet d'aboutir.

On a dit que c'eût été là un acte de rébellion, l'on s'est efforcé même d'attirer le blâme sur ceux qui avaient pris l'initiative de cette tentative suprême. Nous n'avons pas à intervenir en un semblable sujet, à discuter d'aussi délicates questions ; nous nous contenterons donc de citer un homme qui a le droit d'être entendu, sans doute, Napoléon Ier : «... Le souverain ou la patrie commandent à l'officier inférieur et aux soldats l'obéissance envers leur général et leurs supérieurs pour tout ce qui est conforme au bien ou à l'honneur du service. Les armes sont remises aux soldats avec le serment militaire de les défendre jusqu'à la mort. Un général a reçu des ordres, des instructions pour employer ses troupes à la défense de la patrie, comment peut-il avoir l'autorité d'ordonner à ses soldats de livrer leurs armes, et de recevoir des chaînes. »

« Au camp, écrit M. Dalsème (1), la journée du 28 s'acheva au milieu des imprécations ; à la ville, elle finit dans les larmes. Le 29 octobre au matin, la capitulation s'exécutait (2).

« Le jour s'était levé sombre et mélancolique sur la cité en deuil ; il semblait que le ciel s'associât à ces funérailles. De lourds nuages, poussés par un vent furieux, tourbillonnaient dans l'espace, secouant leurs masses aqueuses sur le sol transformé en lac.

« Aux premières lueurs de l'aube, le clairon avait retenti pour la dernière fois. Quelques bataillons, qui n'avaient pas été désarmés la veille, achevaient de rendre leurs armes. Les soldats immobiles, pâles d'angoisse, attendaient, sac au dos, le signal du départ. Tous les visages expriment l'abattement, le désespoir, la douleur la plus affreuse ; tous les yeux sont voilés de pleurs, et les mains qui se cherchent se rencontrent dans une muette étreinte.

« A dix heures, pendant que les premiers officiers prussiens apparaissent à la porte des forts, nos troupes s'acheminent, à travers la brume, vers les directions qui leur ont été indiquées. Les officiers accompagnent leurs hommes, calmes, résignés, la mort dans l'âme ; les adieux s'échangent dans les lignes ennemies, pleins de tristesse et de déchirements. »

L'ennemi lui-même semblait ému de ce lugubre et touchant spectacle.

« C'était, dit le colonel Wartensleben, une sombre journée d'octobre, froide et humide.

(1) Dalsème. L'*affaire Bazaine*.

(2) L'auteur de *Metz, campagnes et négociations*, a terminé son remarquable ouvrage par l'épisode du mot d'ordre *Dumouriez* :

« Le 29 au matin, quand son commandant en chef l'abandonnera, au moment où il franchira son dernier poste, la sentinelle lui criera : *Avance à l'ordre*, et il devra répondre : *Dumouriez*. Ce sera son dernier mot à la France ! » Il ne sera pas sans intérêt d'ajouter que le maréchal Bazaine avait voulu changer le mot d'ordre. Le 28 octobre, vers dix heures et demie du soir, un adjudant du 100e de ligne qui tenait les avant-postes du côté de la ferme Bellecroix, fut envoyé par son colonel, par ordre du maréchal Bazaine, pour changer les mots d'ordre et de ralliement *Dumouriez-Dijon*, et pour « prescrire aux postes avancés d'empêcher toute *évasion*, et de ne laisser personne s'approcher des lignes, quel que fût le grade. »

Ce sous-officier ne put accomplir sa mission : il rencontra sur sa route une centaine d'officiers et de soldats conduits par un chef d'escadrons d'état-major, qui tentaient de percer les lignes ennemies, et qui venaient de traverser la ville de Metz, sac au dos, le chassepot sur l'épaule, aux acclamations des habitants. Le sous-officier fut gardé à vue. Ajoutons que la tentative désespérée de cette poignée d'hommes échoua devant la vigilance de l'ennemi, et que, seul, le commandant, dont on comprend que nous taisions le nom, put franchir les lignes allemandes.

Depuis midi, la pluie tombait avec violence, à de fréquents intervalles; amis et ennemis étaient sérieux. Le sentiment qui gonflait les cœurs des vainqueurs en présence de cet immense résultat obtenu après de longs jours de pénible attente, ne pouvait cependant y étouffer l'émotion sympathique qu'inspirait la vue de ces courageux adversaires, aujourd'hui vaincus, et auxquels était échu le sort incertain d'une triste captivité. Nous croyons que tous ceux qui, comme nous, furent présents à ce moment solennel, partagèrent plus ou moins cette impression. »

L'armée de Metz, l'armée de Rézonville et de Saint-Privat était prisonnière; du fond de l'Allemagne elle allait, durant de longs mois, écouter l'écho des lointaines batailles qui décidaient du sort de la patrie. 11,000 hommes devaient succomber aux souffrances de la captivité! C'étaient plus de morts que n'en avaient coûté ensemble à cette armée les grandes batailles livrées autour de Metz. (D'après le livre du maréchal Bazaine, *l'Armée du Rhin,* le nombre des *tués* dans toutes les affaires, de Sarrebrück au combat des Tapes, ne s'est élevé qu'à 3,704. A ce chiffre, il faut ajouter les hommes morts de leurs blessures.)

« Preuve frappante, dit le commissaire du gouvernement à Trianon, qu'à la guerre, les résolutions énergiques, tout en amenant les plus grands résultats, sont aussi celles qui épargnent le plus de sang! »

CHAPITRE V

La ligue des neutres. — Mission de M. Thiers à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, à Florence. — Proposition d'armistice. — Prise du Bourget par les francs-tireurs de la presse, le 28 octobre. — Bombardement du village. — Attaque de la 2e division de la garde. — Prise du Bourget par l'ennemi. — Emotion causée à Paris par la capitulation de Metz, les négociations relatives à l'armistice, la perte du Bourget. — Le parti de la Commune. — La force morale. — Journée du 31 octobre. — M. de Bismarck repousse la proposition d'armistice avec ravitaillement.

I

Avant le 4 septembre, l'Angleterre s'était mise à la tête d'une *ligue des neutres*, dont les tendances sont nettement caractérisées dans ce passage d'une dépêche de lord Granville : « Aucune des parties contractantes n'abandonnerait la neutralité pendant la présente guerre, sans s'être préalablement communiqué leurs idées, et avoir annoncé l'une à l'autre tout changement que pourrait subir leur politique, en ce qui concerne leur neutralité (1). »

Cette initiative prise par l'Angleterre devait enlever à la France tout espoir d'intervention. Néanmoins, quelques jours avant l'investissement de Paris, M. Thiers s'offrit, comme nous l'avons dit précédemment, pour tenter cette œuvre difficile de gagner à la France les sym-

(1) Deux dépêches, se répondant l'une à l'autre, dévoilent suffisamment la politique anglaise, et déterminent clairement l'esprit de cette convention M. Morier écrit au comte de Granville :

« Darmstadt, le 2 septembre 1870.

(*Extrait*).

« Il règne une impression générale en Allemagne que le gouvernement de la reine a pris l'initiative de l'organisation de la ligue des neutres, afin, lorsque le temps sera arrivé de conclure la paix, de peser sur l'Allemagne pour qu'elle n'exige pas de concessions territoriales de la part de la France. »

Le comte de Granville réplique en exposant les faits et en définissant clairement la portée de cette convention :

« *Le comte de Granville à M. Morier, à Darmstadt :*

« Foreign-Office, le 12 septembre 1872.

« Au commencement de la guerre, le gouvernement de la reine a décidé de garder une stricte neutralité, et a complétement maintenu cette détermination. Il a refusé d'écouter aucune proposition relative à une ligue des puissances neutres dans le but de localiser la guerre, ou concernant l'éventualité d'une médiation commune. Il a, comme vous le savez, conclu avec la France et la Prusse des traités pour

pathies de l'Europe. Nul ambassadeur ne pouvait mieux remplir cette mission que l'illustre homme d'État qui s'était si énergiquement opposé à cette funeste guerre.



LE GÉNÉRAL TROCHU.

Arrivé à Londres le 13 septembre, M. Thiers reçut aussitôt la visite de lord Granville : dès les premiers mots, il fut facile de voir que l'on n'obtiendrait rien de ce côté. L'extrait

garantir le respect de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique, et il a échangé des notes séparément avec la majorité des puissances neutres contenant des assurances mutuelles qu'aucune puissance ne se départira de l'attitude de neutralité, sans avoir fait part aux autres de son intention de changer de

suivant, d'un rapport (1) adressé à M. Jules Favre, résume fidèlement les impressions de notre ambassadeur :

« Autrefois, l'Angleterre aurait frémi d'indignation à l'idée de laisser consommer une aussi grande révolution que celle qui s'accomplit sous nos yeux, sans s'en mêler, comme devrait le faire une grande puissance. Aujourd'hui, tout en reconnaissant que la Prusse devient effrayante, elle aime mieux se boucher les yeux et les oreilles, plutôt que de le voir ou de se l'entendre dire. Elle est chagrine, inquiète, mais l'idée d'une grande guerre l'effraye, et l'idée d'une démarche qui serait repoussée, et la placerait entre un affront et le recours aux armes, l'effraye presque autant que la guerre elle-même. »

La seule concession obtenue du cabinet anglais fut la demande adressée par lord Granville à M. de Bismarck, dans le but d'autoriser M. Jules Favre à se rendre auprès du chancelier allemand pour débattre les conditions d'un armistice : on sait déjà quel fut le résultat de l'entrevue de Ferrières.

Sans se laisser décourager par cet échec, M. Thiers, après un court séjour à Tours, se rendit à Vienne : « Je trouvai là, dit-il, auprès de M. de Beust et de M. Andrassy, le plus vif intérêt pour la France, beaucoup plus que je n'en avais obtenu en Angleterre; mais avec la même impuissance de nous aider. Ils m'apprirent ce qu'ils avaient fait pour ôter à M. de Gramont toute illusion sur la possibilité d'une alliance entre la France et l'Autriche, et mirent ainsi le plus grand soin à repousser toute la responsabilité de cette affreuse guerre (2).

On se disait à Vienne : « Dans le sort de la France, nous voyons notre sort futur; mais au point où en sont les choses, nous sommes dans l'impuissance (3). »

M. de Beust dissuada M. Thiers de l'espoir d'obtenir un concours matériel de l'Autriche.

La Russie et l'Italie pouvaient seules venir à notre aide : M. Thiers partit pour Saint-Pétersbourg. Partout il reçut le meilleur accueil. Le parti moscovite se déclara hautement pour la France : mais pas un mot du czar ou de son ministre ne put faire espérer une intervention en notre faveur.

Au moment enfin où M. Thiers se disposait à s'éloigner, le prince Gortschakoff vint lui dire : « Nous avons des nouvelles; il y a un moyen de faire la paix. Allez à Versailles; les affaires peuvent s'arranger (4). »

En même temps, le chancelier russe s'engagea à demander à M. de Bismarck, le libre passage de M. Thiers, qui ne pouvait rien conclure sans s'être entendu à Paris avec le gouvernement de la Défense nationale.

politique ; finalement, il a transmis *verbatim,* sans commentaire, au gouvernement prussien, une note du gouvernement français demandant si le comte de Bismarck était disposé à entrer en négociation en vue de la conclusion d'un armistice et d'une conférence pour régler les conditions de la paix.

« Ce sont là toutes les démarches faites par le gouvernement de la Reine depuis le commencement de la guerre ; vous pouvez conséquemment voir qu'il n'y a rien de vrai dans les *bruits contraires* qui circulent en Allemagne.

« *Signé :* GRANVILLE. »

(1) *Archives diplomatiques.*

(2) Déposition de M. Thiers devant la Commission du 4 septembre.

(3) Lord Blomfield au comte de Granville (12 octobre 1870). *Archives diplomatiques.*

(4) La bonne volonté du gouvernement russe en faveur de la France peut sembler d'autant plus suspecte, qu'il est certain que la Russie était liée à la Prusse par un traité.

Avant de revenir en France, cependant, M. Thiers voulut épuiser toutes les chances : il se rendit à Florence. Le roi d'Italie se montra tout disposé à seconder les efforts de la France ; il consentit même à intervenir par les armes en faveur de la nation qui avait si puissamment contribué à fonder l'unité italienne; mais les ministres s'opposèrent de tout leur pouvoir à cette solution, et le roi Victor-Emmanuel, monarque constitutionnel, dut céder.

La dépêche suivante suffit à montrer ce qu'il y avait de réel dans les affirmations du prince Gortschakoff :

Sir A. Buchanan au comte de Granville.

(*Extrait.*)

Saint-Pétersbourg, le 23 octobre 1870.

« Depuis que j'ai eu l'honneur d'envoyer à Votre Seigneurie ma dépêche du 21 courant, je n'ai pas vu le prince Gortschakoff, mais j'ai des raisons de croire que le gouvernement impérial n'est nullement disposé à exercer une pression quelconque sur la Prusse, par voie diplomatique, pour appuyer la proposition faite par le gouvernement de la Reine en faveur d'un armistice. »

Pour expliquer ce revirement apparent du chancelier russe, il faut observer que, de Tours, le délégué aux affaires étrangères, M. de Chaudordy poursuivait les négociations avec les diverses puissances, tandis que M. Thiers agissait de son côté. L'Angleterre, qui avait déjà fait une première tentative (entrevue de Ferrières) se montra toute disposée à agir de nouveau, dès qu'il ne s'agit plus pour elle d'une intervention matérielle. La dépêche suivante est, à cet égard, suffisamment concluante :

Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris.

Foreign Office, le 20 octobre 1870.

« Mylord, Votre excellence, à plusieurs reprises, a insisté auprès du Gouvernement français sur le vif désir du Gouvernement de la Reine de voir cesser la présente guerre à des conditions honorables pour les deux belligérants et telles qu'elles puissent présenter une sécurité convenable contre le retour de l'interruption de la tranquillité générale de l'Europe; vous avez fait remarquer que, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, vouloir strictement s'en tenir à des conditions sur lesquelles il a insisté jusqu'ici, ne pouvait que produire un obstacle à la paix.

« Mais dans la présente situation critique, j'ai à prier Votre Excellence de dire au comte de Chaudordy que, par désir de contribuer au rétablissement de la paix qui devient de jour en jour plus important, le Gouvernement Britannique voudrait décider le Gouvernement provisoire à consentir à un armistice en vue de cet objet.

« Un des résultats de l'armistice pourra être la convocation d'une Assemblée constituante et le rétablissement de la paix.

« Mais, la nécessité la plus immédiate et la plus pressante pour la France paraît être de détourner de la capitale l'attaque dont elle est menacée et qui ne pourrait qu'amener la destruction de ses monuments et la mort d'un grand nombre de ses habitants. Si même l'attaque était retardée, les habitants seraient exposés à de grandes privations n'ayant aucuns moyens de se procurer des provisions d'au delà des murs ; et lorsque les provisions qui sont à l'intérieur auront été épuisées, il est indubitable que, si une attaque réussit ou non, la prolongation du siége plongera la multitude dans les horreurs de la famine.

« Il semble au Gouvernement de la Reine que ces considérations doivent avoir un grand poids auprès du Gouvernement provisoire, et doit le décider à arriver à une entente avec l'Allemagne pour suspendre les hostilités; le Gouvernement de la Reine est tellement pénétré de l'urgence de ce cas qu'il n'a pas hésité à insister auprès du Gouvernement prussien sur l'importance de conclure promptement un armistice, et de modérer ses conditions.

« Je suis, etc.

« *Signé* : GRANVILLE. »

L'initiative prise par l'Angleterre détermina sans doute la Russie, et explique ce revirement subit qui a pu faire croire, notamment au rapporteur de la commission du 4 septembre, M. de Rainneville, que cette puissance était disposée à nous seconder.

Du moins, ne pouvant agir par les armes, l'Italie envoya une note diplomatique, pour déclarer que la France devait faire la paix sans cession territoriale. Aucune autre nation n'osa s'engager à ce point » et nous donner une telle marque de sympathie.

« L'arrivée de M. Thiers à Tours, dit un des rapporteurs de la commission d'enquête sur le 4 septembre, M. de Rainneville, vint donner de la force au parti qui était opposé à la guerre à outrance, et fit prédominer l'idée d'armistice dans le sein de la Délégation. Les tentatives déjà faites ne furent pas désavouées, et l'on s'entendit sur la suite qu'il conve-



LA PLAINE

nait de donner à sa mission. « Je serais chargé de la part des neutres, rapporte lui-même « M. Thiers, de proposer un armistice pour négocier un rapprochement entre la France et « la Prusse; mais je ne ferais cela qu'après être passé à Paris. »

Cette tentative n'eut pas d'heureuses conséquences pour la France.

Son premier effet, nous l'avons vu, fut d'arrêter le général d'Aurelle de Paladines, de suspendre le mouvement en avant de l'armée de la Loire. Un armistice était certes très-désirable; il pouvait avoir les plus heureux résultats, mais à la condition de se produire en temps opportun. Après Coulmiers et Champigny, par exemple, il eût été possible de poursuivre des négociations. Mais, alors que nos troupes de province n'avaient pas encore révélé leur existence, au lendemain de la capitulation de Metz qui pouvait faire croire

à l'Allemagne qu'elle n'avait plus d'obstacle à redouter, quelle espérance pouvions-nous conserver de voir agréer nos propositions par l'ennemi victorieux?

Il s'est prêté, il est vrai, à ces négociations, il a accueilli les ouvertures de l'Angleterre, celles de la Russie; mais ne nous souvenons-nous plus que cette même tactique a été employée à l'égard du maréchal Bazaine? Le prince Frédéric-Charles, M. de Bismarck, n'ont-ils pas accepté toutes les entrevues? Ont-ils refusé de recevoir Régnier et le général Boyer? N'ont-ils pas longuement discuté tous les projets du commandant de l'armée du



S INONDÉE.

Rhin? Mais ont-ils pour cela fait une concession? Remarquons-le, en outre : toutes les fois que l'ennemi s'est prêté à ces conférences, à ces débats qui n'ont jamais amené une solution, il avait, à ce moment même, intérêt à gagner du temps. A Metz, il obligeait le maréchal à épuiser ses derniers vivres; à la fin d'octobre, il permettait au prince Charles de commencer, ou tout au moins, de préparer son mouvement. M. de Moltke savait qu'avant quinze jours il allait pouvoir disposer des 150,000 hommes de la deuxième armée prussienne pour agir soit à Paris, soit sur la Loire. N'était-ce pas tout bénéfice pour lui de faire durer les pourparlers cinq à six jours de plus? On a dit : c'est le 31 octobre qui a fait avorter la tentative d'armistice; mais il n'y a pas eu de 31 octobre à Metz, et les tentatives n'ont jamais abouti.

Si nous avions à insister sur ce sujet, nous pourrions peut-être montrer qu'en consen-

tant à une discussion sur l'armistice, M. de Bismarck n'ignorait pas comment Paris allait accueillir cette nouvelle. Cette émeute du 31 octobre dont nous nous occuperons plus loin, était-elle imprévue pour le chancelier allemand, n'avait-il pas dans la capitale des agents pour préparer un mouvement, n'était-il pas instruit des manifestations qui s'étaient produites depuis quelque temps, et qui, pour un esprit aussi exercé, pouvaient bien passer pour des signes précurseurs de révolution ?

Ce sont là des questions que l'on peut bien soulever, mais non résoudre aujourd'hui.

Ce que l'on peut dire en toute certitude, les preuves en mains, c'est que, dans toutes ces tentatives de conférences, d'armistice et d'entente, l'ennemi n'a jamais eu qu'un seul but : décourager notre résistance ; quant à penser qu'à un moment quelconque, il ait voulu *faire des concessions*, renoncer à ses exigences premières, c'est de la naïveté rien de plus. La défaite seule pouvait obliger les Allemands à restreindre leurs prétentions, mais pour cela, étant donné, bien entendu, que l'on ne voulait pas consentir à la cession de la Lorraine et de l'Alsace, il fallait combattre et non négocier.....

Grâce à l'entremise de l'Angleterre et de la Russie, M. Thiers put obtenir un laisser-passer, et entrer dans Paris : un conseil de gouvernement fut tenu aussitôt, et il fut décidé que l'on poursuivrait à Versailles les négociations relatives à un armistice avec ravitaillement.

Muni des pleins pouvoirs nécessaires, M. Thiers se rendit auprès de M. de Bismarck, et après de longs pourparlers, la question fut résolue *en principe*.

Mais, pendant ce temps de graves événements s'étaient accomplis à Paris.

II

Depuis la sortie du 21 octobre dirigée par le général Ducrot, aucun combat n'avait été livré : les forts continuaient une canonnade incessante contre les ouvrages ennemis, et nos avant-postes échangeaient quelques coups de feu avec les Allemands.

Au nord de la capitale, les avant-postes prussiens, après avoir occupé la Courneuve et Drancy, s'étaient repliés sur le Bourget. Situé à cinq kilomètres de l'enceinte, ce village, flanqué à 1,800 mètres environ par la Courneuve sur la gauche et par Drancy sur la droite, a une importance extrême. Il est traversé, en effet, par la route de Lille, et empêche par conséquent une sortie dans la direction nord. En outre, avancé au milieu de nos positions, il forme, grâce à la solidité de ses maisons, un obstacle à une armée tentant de déboucher sur Gonesse où se trouvait le quartier-général de la garde prussienne. Enfin, sa proximité des forts d'Aubervilliers (2,500 mètres) de l'Est (3,500 mètres) et de Romainville (5,000 mètres), permettait aux Allemands d'établir sur ce point des batteries de siége.

Il ne semble pas que l'importance de ce village, qui commande la seule route nationale existant de Saint-Denis à la route de Metz à l'est, ait été reconnue, au début. Le gouverneur de Paris qui devait plus tard faire de si grands efforts pour s'emparer du Bourget, ne porta pas d'abord son attention de ce côté, et les Allemands se bornèrent à

placer quelques grand'gardes dans ce village qu'ils devaient, un mois plus tard, fortifier de façon à la rendre presque inexpugnable.

Vers la fin d'octobre, le général de Bellemare, qui commandait à Saint-Denis, résolut, sur la demande de plusieurs de ses officiers, de tenter un coup de main sur le Bourget : les francs-tireurs de la presse furent chargés de l'expédition. Dans la nuit du 27 au 28 octobre, deux compagnies abordèrent le village, tandis que deux autres le tournaient par la route de Dugny. L'ennemi se replia précipitamment sans résistance : nos seules pertes furent causées par un obus du fort de Romainville qui tua six francs-tireurs.

Cet événement n'avait qu'une importance bien secondaire : mais, c'était la première fois depuis le début du siége, que nous conservions une position prise à l'ennemi : l'impression fut donc profonde dans la population qui, depuis un mois et demi, attendait une victoire avec une légitime impatience.

Des renforts furent dirigés sur le Bourget : le 14e bataillon de mobiles de la Seine, d'abord, puis le 16e mobiles de Paris, un demi-bataillon du 34e de marche, et un demi-bataillon du 28e de marche. En arrière, se trouvait le 15e bataillon de mobiles. Malheureusement, le général de Bellemare, ne pouvant disposer que de peu d'artillerie, n'envoya que deux pièces de 4 et une mitrailleuse. Deux pièces de 12 furent placées à la Courneuve. Les troupes (5,000 hommes environ), étaient sous les ordres du colonel Lavoignet, qui établit son quartier-général au château au sud du village. (*Voir le plan du Bourget. Les travaux de défense indiqués se rapportent à une époque ultérieure.*)

A la nouvelle de la prise du Bourget, l'ordre fut donné par le quartier-général allemand de reprendre le village. L'artillerie à cheval de la garde se rendit à Pont-Iblon, et ouvrit le feu de dix heures du matin à quatre heures de l'après-midi. Devant cette pluie de projectiles, nos pièces de 4 durent se retirer après avoir tiré quelques coups. Une barricade de pavés avait été élevée en toute hâte à l'extrémité de la rue principale. Vers sept heures du soir, les Prussiens dirigent sur ce point deux compagnies du régiment empereur François. Accueillis par un feu violent de mousqueterie, les Allemands se replient précipitamment, abandonnant cinquante-six hommes, dont deux officiers, tués ou blessés (1).

Le lendemain, 29 octobre, trois batteries à cheval et deux à pied canonnent le village que les Français s'efforcent de fortifier avec l'aide de vingt soldats du génie envoyés de Saint-Denis. Des créneaux sont percés, des communications sont ouvertes entre les jardins des maisons, deux barricades sont établies à l'extrémité des rues. Mais, aucune direction sérieuse n'est donnée à la défense : les troupes ne sont que partiellement relevées, aussi les soldats quittent les rangs, et retournent à Saint-Denis : telle compagnie du 14e bataillon de mobiles n'est plus représentée que par onze hommes le 29 au soir. Les précautions les plus élémentaires sont négligées : pas une ligne de tirailleurs n'est placée en avant du Bourget, le clocher de l'église n'est pas utilisé comme observatoire.

Cependant, il était évident que l'ennemi allait tenter de plus sérieux efforts pour réparer son échec. Dans cette journée du 29 octobre, tandis que la défense s'organisait hâtivement et en désordre, le général de Bellemare se rendait à deux reprises auprès du général Trochu pour réclamer des renforts, principalement en artillerie. Le gouverneur accueillit assez

(1) Lindau : *Die preussische garde im Feldzuge*, 1870-1871.

froidement cette demande : l'expédition avait été faite sans son ordre, et il ne se souciait sans doute pas d'engager une action; néanmoins, il ne prescrivit pas d'évacuer le village, et après le départ du général de Bellemare il lui envoya une dépêche pour lui demander « s'il y avait des écuries à Saint-Denis pour les chevaux des pièces qu'on se disposait à envoyer (1). » Ces canons ne partirent de Paris que le lendemain, vers une heure et demie : le Bourget était alors au pouvoir de l'ennemi!

Tandis que la défense perd ainsi un temps précieux, les Allemands, sur l'ordre du grand quartier général, disposent tout pour un dernier effort. Le commandant de la garde, prince de Wurtemberg, désigne pour l'attaque la 2e division de la garde appuyée par l'artillerie du corps. Le général de Budritzki divise ses troupes en trois colonnes, fortes de neuf bataillons et de cinq batteries.

Le 30, un peu avant huit heures du matin, le prince de Wurtemberg se rend sur une hauteur au nord de Pont-Iblon, et l'artillerie ennemie ouvre le feu. « Obus sur obus tombent sur le village, dit l'historien de la garde prussienne, perçant les toits, renversant les murs, mais il fut impossible d'incendier les maisons, *dont il ne restait que les quatre murs nus.* »

Les trois colonnes ennemies sont ainsi disposées :

Au centre, un bataillon (*reine Augusta*) et trois bataillons du régiment de la reine Elisabeth.

A droite, deux bataillons du régiment de grenadiers (*empereur François*).

A gauche, deux bataillons de grenadiers (*empereur Alexandre*) et les chasseurs de la garde.

En outre, plusieurs bataillons (de la 1re division) sont placés en réserve (2).

Dans le village, à la suite de changements, nos forces comprennent :

Le 14e bataillon de mobiles réduit à 450 hommes.

Le 12e, dont l'effectif est de 600 hommes.

Sept compagnies du 28e de marche et deux compagnies des 41e et 54e; 260 francs-tireurs, 50 soldats du génie, c'est-à-dire environ 2,500 hommes.

1,800 hommes environ sont à la Courneuve, un bataillon de marche, le 8e bataillon de mobiles et des francs-tireurs se tiennent au Drancy.

Sous l'action de l'artillerie ennemie, nos deux pièces de 4 ne peuvent tenir, elles sont ramenées en arrière; les obus atteignent la barricade construite en pavés, qui volent en éclats et blessent les mobiles.

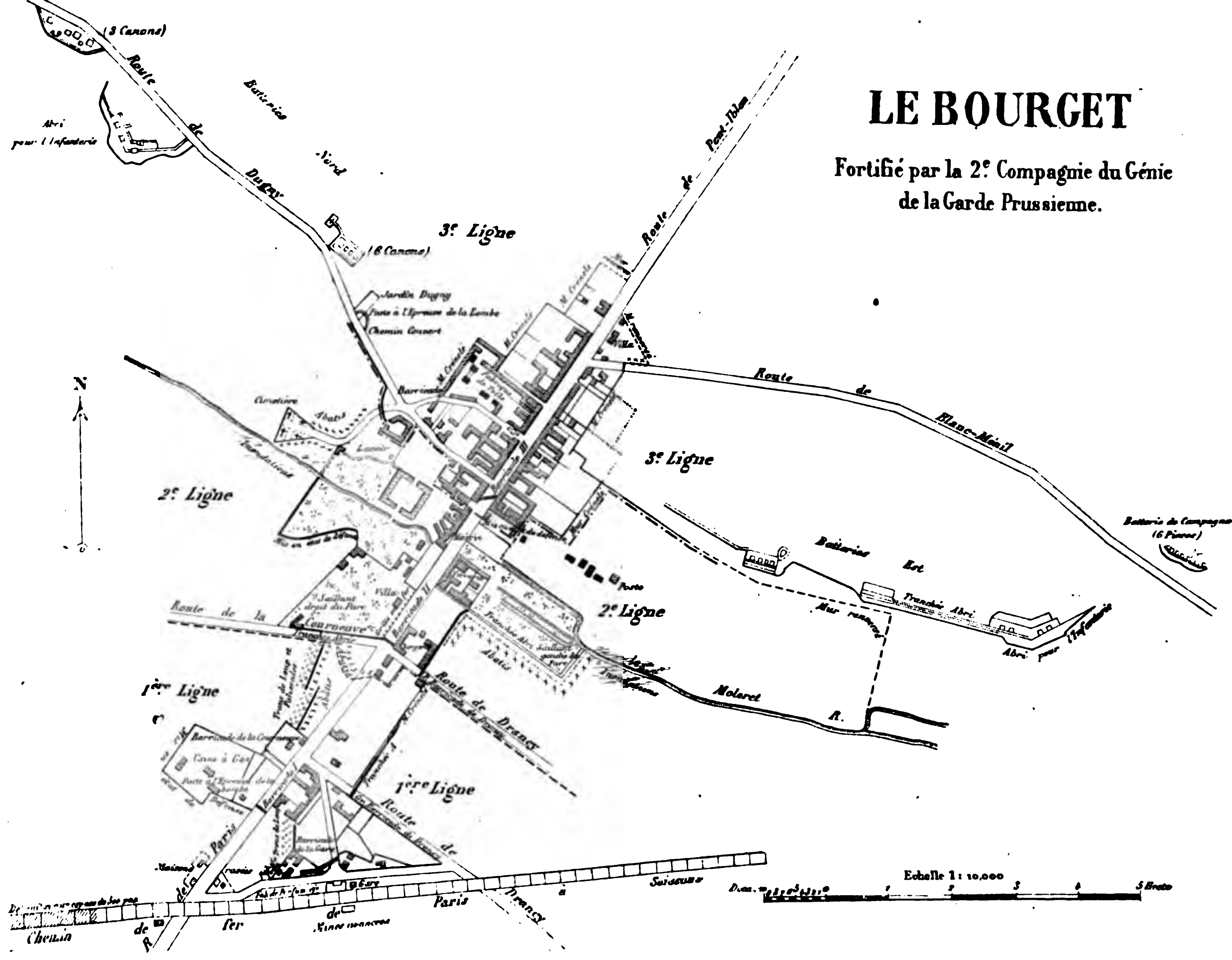
A neuf heures, une terrible fusillade éclate à la droite et à la gauche du village.

« Les deux colonnes de flanc, écrit le commandant en chef de la garde, prince de Wurtemberg (3), envoyèrent en avant des pelotons de tirailleurs qui gagnèrent du terrain au

(1) La plupart de ces détails sont extraits d'une très-intéressante brochure publiée par M. Dichard sous ce titre : *La première affaire du Bourget.* Entre autres pièces, elle contient le rapport du général de Bellemare sur la seconde journée, rapport qui n'a pas été inséré au *Journal Officiel.* Mentionnons encore ce fait qu'un officier prussien prisonnier, avait, le 29 octobre, appris au général de Bellemare la capitulation de Metz. Cette nouvelle fut aussitôt (8 heures et demie) transmise verbalement au gouvernement de Paris par le commandant de Saint-Denis.

(2) *Moniteur prussien.*

(3) *Mode d'attaque de l'infanterie prussienne* dans la campagne de 1870-1871.


LE BOURGET
Fortifié par la 2e Compagnie du Génie
de la Garde Prussienne.
Echelle 1: 10,000
(3 Canons)
Route de Dugny
Batteries Nord
Abri pour l'Infanterie
(6 Canons)
3e Ligne
Jardin Dugny
Chemin Couvert
Route de Pont-Iblon
Route de Blanc-Mesnil
3e Ligne
Batterie de Campagne (6 Pièces)
Batteries Est
Tranchée Abri
Mur renversé
Abri pour l'Infanterie
2e Ligne
2e Ligne
Cimetière
Abatis
Route de la Courneuve
1ère Ligne
Barricade de la Courneuve
Route de Drancy
1ère Ligne
Molaret
R.
Route de Paris
Route de Drancy
Chemin de fer de Paris à Soissons
N

pas de course..., puis se jetèrent à terre. Derrière suivaient, également au pas de course, les réserves et soutiens, divisés en petits groupes. Lorsque ceux-ci se furent couchés pour reprendre haleine, les tirailleurs se mirent de rechef à courir, et en même temps appuyèrent vers les côtés extérieurs ; à bonne distance de tir, ils se recouchèrent, et commencèrent le feu contre l'ennemi... » L'expérience de Saint-Privat avait profité à la garde prussienne, elle ne se risquait plus en masse sous le feu destructeur des chassepots.

Les trois colonnes attaquent à la fois : elles pénètrent dans le village à gauche, à droite, au nord.

De notre côté, le 14e bataillon de mobiles est à droite et au centre, avec une partie du 28e de marche ; le 12e bataillon tient la droite ; sur la gauche et dans le parc, des mobiles du 14e : en réserve deux compagnies de ligne et quelques fractions du 28e de marche. Chose triste à dire, les troupes placées en arrière à l'usine, et sur la gauche à la Courneuve, ont lâché pied : plusieurs des chefs ont abandonné le village (1).

Livrés à eux-mêmes, nos soldats vont cependant faire une vigoureuse résistance, reconnue hautement par le prince de Wurtemberg.

Du côté de l'ennemi, les pionniers sont en avant, ils abattent les murs à coups de hache ; par chaque ouverture, les grenadiers prussiens forcent l'entrée, accueillis par une fusillade meurtrière qui part de chaque maison.

Un bataillon de la reine Elisabeth se jette sur la barricade qui défend l'entrée du Bourget : mais il est ramené. Le général Budritzki se précipite à bas de son cheval, et se fait hisser, le drapeau à la main, par deux soldats. Il est suivi par le colonel du régiment *reine Elisabeth*, de Zaluskowski, qui tombe la poitrine traversée. Sur ce point, les Français sont dirigés par un héroïque soldat, le commandant Brasseur, du 28e de marche. Vingt fois repoussé, il revient vingt fois en avant, donnant l'exemple de la plus ferme bravoure (2) ; au régiment de la reine Elisabeth vient se joindre le régiment de la reine Augusta. Son colonel (de Waldersee) est tué le premier. Il nous faut céder enfin : les Allemands reçoivent à chaque instant de nouveaux renforts, et les forts d'Aubervilliers, de l'Est, de Romainville dirigent sur le village une effroyable canonnade qui atteint surtout nos soldats.

Au sud-est, ce sont les chasseurs de la garde qui ont forcé le passage : ils sont suivis par les grenadiers du régiment Alexandre, et tentent de remonter vers le nord, pour rallier la colonne principale.

Tout espoir de succès est bien perdu ; cependant la lutte continue, elle durera jusqu'à près de deux heures. Pour gagner du terrain, les Prussiens sont obligés de jeter bas les murs. « Les petits Français, dit orgueilleusement l'historien Allemand (3), n'étaient pas à

(1) Dichard. *La première affaire du Bourget.* — Le *Journal officiel* du 7 novembre, contient à l'égard de cette grave affirmation une preuve bien concluante : « .... Les commandants des corps qui ont occupé le Bourget dans les journées des 28, 29 et 30 octobre ont fait parvenir à l'autorité militaire supérieure des déclarations signées, desquelles il résulte que les distributions de vivres leur ont été régulièrement faites. » Comment ces chefs de corps auraient ils pu être le 6 novembre à Paris, s'ils avaient assisté au combat du 30, puisque dès le début de la lutte, le village fut cerné, de façon à rendre la fuite impossible, et qu'il ne put s'échapper que les quelques soldats placés en réserve.

(2) Le commandant Brasseur, après avoir lutté jusqu'à la dernière minute, rendit enfin son épée à l'ennemi victorieux. Peu de temps après, le prince de Wurtemberg, instruit de la bravoure de cet officier, alors prisonnier, lui renvoya cette épée si noblement portée.

(3) Lindau. *Die preussische garde im Feldzuge*, 1870-1871. — Berlin.

la hauteur des géants de la garde; aussitôt que l'on combattait homme à homme, ils tombaient sous les coups de crosse et les coups de poing. »

Décimés, cernés, frappés de tout côté par les balles allemandes et les obus des forts, ces petits Français combattent toujours. A leur tête est le commandant Baroche : atteint à l'œil, il demeure au feu, jusqu'au moment où une balle lui troue la poitrine.

Enfin de l'est, de l'ouest, du nord, les trois colonnes prussiennes se rejoignent. Les mobiles ont été pris un à un dans les maisons obstinément défendues : pourtant, il reste un dernier refuge : l'église. Huit officiers et une vingtaine d'hommes du 28e de marche s'y précipitent. Ce 28e de marche a été formé avec des voltigeurs et des grenadiers de la garde, il compte aussi quelques turcos. Les Prussiens entourent l'édifice; ne pouvant vaincre cette résistance acharnée, ils se hissent péniblement jusqu'aux fenêtres, et fusillent les derniers défenseurs du village.

Un peu après une heure, tout est fini, et lorsque le général de Bellemare accourt de Saint-Denis avec des renforts, il rencontre quelques soldats qui ont pu s'échapper à grand'peine : le village appartient à l'ennemi. Du moins ce succès lui coûte cher : 39 officiers et 449 hommes sont tombés. Nos pertes n'ont pu être exactement fixées : 1,200 prisonniers environ étaient entre les mains des Allemands.

Le jour même, 30 octobre, de son quartier-général de Gonesse, le prince de Wurtemberg adressait à la garde un ordre du jour dans lequel se trouve cette phrase : « un village ceint de hautes murailles en pierre, mis en état de défense, et occupé par les meilleures troupes de la garnison de Paris, a été enlevé à l'ennemi, qui a défendu chaque ferme avec tant d'opiniâtreté, que souvent les pionniers devaient ouvrir la route à l'infanterie... »

Deux jours après, le général Trochu adressait à la garde nationale la proclamation suivante : « ..... Le pénible accident survenu au Bourget, par le fait d'une troupe qui, après avoir surpris l'ennemi, a manqué absolument de vigilance, et s'est laissée surprendre à son tour, a vivement affecté l'opinion ! »

III

La nouvelle de la prise du Bourget par les Prussiens causa à Paris une impression profonde : quatre fois déjà, nos soldats s'étaient, autour de l'enceinte, rencontrés avec l'ennemi, et quatre fois les bulletins officiels avaient annoncé que « l'on s'était replié en bon ordre. » De là à une victoire, il y avait loin, même pour les plus enthousiastes.

Cet insuccès avait, d'ailleurs, pour la population parisienne un intérêt tout spécial : les mobiles faits prisonniers au Bourget appartenaient au quartier des Batignolles.

Enfin, deux autres nouvelles se répandaient à la même heure : Metz s'était rendu, et le gouvernement songeait à négocier un armistice.

La capitulation de Metz produisit une impression d'autant plus grande, qu'elle avait, deux jours avant, été annoncée par le journal de Félix Pyat, et officiellement démentie par le gouverneur de Paris.

Quant à l'armistice, ce mot ne présentait pas pour cette population surexcitée, incapable de raisonner et d'envisager les choses de sang-froid, une signification bien précise. Pour tout le monde, négocier avec l'ennemi, après une catastrophe comme celle de Metz, c'était déposer les armes, se rendre à merci.

Il faut bien le dire, d'ailleurs, la confiance aveugle que l'on témoignait au début au gouvernement de la Défense s'était singulièrement affaiblie. Les efforts très-réels du général Trochu demeuraient ignorés de la masse; on ne savait pas à quelles difficultés sa volonté venait se heurter; on n'avait pas conscience des obstacles qu'il fallait surmonter pour la fabrication des armes, l'organisation, l'instruction des troupes, etc.

Les résultats seuls frappaient l'esprit, et ils n'étaient pas encourageants.

De là, ces critiques constantes, passionnées, le plus souvent injustes; de là, cette lutte acharnée des partisans de la Commune, conduite avec une réelle habileté dans les journaux, dans les clubs, dans la rue.

L'importance de ce parti, qui ne reculait pas devant les dangers d'une agitation populaire pour satisfaire son ambition, était médiocre; il ne pouvait disposer, au début surtout, que d'un nombre restreint de fidèles; mais, il avait pour lui l'audace et les fautes commises par le gouvernement. Lorsqu'au commencement du siége, Blanqui et Félix Pyat tentèrent de soulever l'opinion publique, ils ne rencontrèrent que l'indifférence : on se demandait ce que voulaient ces hommes, et, songeant à l'habileté des Allemands, à ce vaste système d'espionnage qui s'était si longtemps étendu sur la France, les esprits honnêtes et sains, — c'est-à-dire la presque unanimité, — repoussaient avec mépris ces excitations, dont on suspectait, — et non sans raison, — l'origine.

Des paroles, les Jacobins et les membres de l'Internationale passèrent aux faits : ils *manifestèrent*. La manifestation, c'était la maladie, la plaie de l'époque; on manifestait toujours, et pour toute cause... Jusqu'ici, du moins, on s'était borné à porter des couronnes à la statue de Strasbourg; mais, dès les premiers jours d'octobre, l'Hôtel-de-Ville devint le lieu fixé pour les manifestations.

Les partisans de la Commune purent voir alors que la population n'était pas avec eux; mais, ils s'aperçurent aussi que la place publique leur appartenait, et qu'ils avaient l'impunité.

Il n'était pas difficile de prévoir, dès ce moment, quel devait être le résultat de cette lutte. D'un côté, le parti pris de ne rien empêcher, de céder toujours, de recourir à la flatterie, à toutes les concessions; de l'autre une volonté ferme, obstinée.

En moins d'un mois, Blanqui et Félix Pyat avaient obtenu pour leurs partisans des armes à tir rapide. Les membres du gouvernement passaient leurs journées à recevoir des députations, et à discourir, trop heureux lorsque, par quelque délicate attention, — le drapeau donné aux tirailleurs de Belleville, par exemple, — ils arrivaient à contenter leurs auditeurs.

Dans ses discours et ses écrits, le général Trochu a, depuis la guerre, toujours exprimé la même pensée : il n'a voulu avoir recours qu'à la force morale pour contenir les passions.

Certes, c'était là une idée noble et grande, profondément juste; mais cette force morale, il fallait l'acquérir et la conserver.

Au début du siége, le général Trochu pouvait tout exiger de cette population : elle s'était

donnée à lui tout entière; elle croyait aveuglément à ses paroles, et lorsqu'il promettait le succès, personne ne doutait.

A ce moment, il avait la force morale; mais, lorsque l'on s'aperçut que les promesses ne se réalisaient pas, que les victoires annoncées se transformaient en défaites, ou tout au moins en retraites « opérées en bon ordre, » la confiance s'amoindrit, la force morale disparut, et il fallut avoir recours aux concessions chaque jour répétées.

Pour conserver cette force morale dont il voulait faire sa règle unique de conduite, le



LE GÉNÉRAL DE BELLEMARE.

général Trochu manquait d'une qualité nécessaire, indispensable : *la foi*. Il savait que la défaite était certaine, la capitulation inévitable; et cependant, il surexcitait la population jusqu'à la fièvre, jusqu'à la folie.

Ne prévoyait-il donc pas qu'une heure viendrait où la triste réalité apparaîtrait à tous? Ne se demandait-il pas quelle serait la conclusion, espérait-il enfin que cette surexcitation disparaîtrait comme elle était venue ?

Certes, la force morale pouvait suffire, mais elle exigeait impérieusement la victoire. A quoi bon répondre à ces orateurs des clubs, à ces tacticiens de carrefours, alors que dans quelques heures, le canon devait couvrir leurs voix. Ils exposaient des plans infaillibles, des recettes merveilleuses, mais la défaite des Prussiens allait leur imposer silence.

L'idée, nous le répétons, était juste et grande; mais, de la part du général Trochu, cette conception étonne, parce que seul, dans cette ville enfiévrée, il ne croyait pas au succès.

N'était-il pas évident que chaque revers allait grossir les rangs des partisans de la Commune, trop habiles pour attaquer de front le gouvernement, pour montrer leur but dès la première heure ?

Ils ne réclamaient pas le pouvoir, loin de là, ils ne songeaient qu'à la patrie menacée, leurs réclamations n'avaient d'autre but que de rendre la défense plus ferme et plus active!

Cette tactique devait fatalement faire naître le doute : les plus hostiles aux personnes de F. Pyat et de Blanqui en arrivaient à avouer que, dans ces sombres tableaux, « il y avait un peu de vrai. » On repoussait sans doute ces soupçons, ces accusations injustes; ce mot *trahison* répété sans cesse, paraissait une monstruosité et une infamie, mais on le remplaçait par un autre : *incapacité*.

Ce n'était pas des partisans déclarés que recrutait ainsi la Commune, mais elle enlevait des défenseurs à la cause de l'ordre.

Dans cette funeste journée du 31 octobre, on put juger les progrès accomplis: les membres de la Défense surpris à l'Hôtel de Ville furent arrêtés, et les insurgés triomphants s'empressèrent de former un gouvernement. Les bataillons de la garde nationale convoqués en toute hâte se rendirent en armes sur la place.

De toutes nos révolutions, celle-ci est à coup sûr la plus étrange et la plus mal connue : il faut se reporter au moment même, revivre cette journée, pour s'en faire une idée exacte.

Parmi les bataillons qui stationnaient sur la place de l'Hôtel de Ville ou dans les rues voisines, deux ou trois peut-être étaient réellement avec la Commune, la grande majorité était entièrement dévouée à la cause de l'ordre, et cependant on laissait faire. Il eût suffi d'une volonté, d'un mot, d'une direction, pour mettre fin à ce scandale. A vrai dire, parmi ceux qui criaient le plus haut : *pas d'armistice!* nul n'était instruit de ce qui se passait. Des listes circulaient sur lesquelles se trouvaient des noms, celui de M. Dorian entre autres, et comme on pensait que M. Dorian était opposé à l'idée d'une entente avec l'ennemi, on acclamait le citoyen Dorian, comme on avait acclamé les proclamations énergiques du général Trochu.

Il y avait là un malentendu, rien de plus. Est-ce bien le mot qui convient cependant? Non. Le général Trochu avait trouvé la *force morale*, F. Pyat et les partisans de la Commune avaient découvert mieux : la *complicité passive*. Cette foule qui se pressait pour entendre, qui criait de confiance, cette masse était *complice* de ce qui se passait dans l'Hôtel de Ville. Certes, elle était dévouée à l'ordre; quelques heures plus tard, mieux instruite, elle allait revenir délivrer les prisonniers, et renverser la Commune; mais à cette heure, ne connaissant qu'une partie de la vérité, elle laissait faire, elle approuvait presque, elle critiquait bien certains noms, mais elle acclamait les autres.

Que conclure de là, sinon à une absence totale de cette force morale sur laquelle le général Trochu voulait s'appuyer ?

En réalité, et c'est là une vérité historique qu'il faut bien dire, les plus sages, les plus *conservateurs*, le mot est adopté, en étaient arrivés à avoir quelques points de contact avec ces éternels ennemis de la Société; ils ne voulaient pas, sans doute, un bouleversement, le triomphe de cette Commune qui devait malheureusement triompher plus tard. Cette

seule pensée eût fait horreur, mais, ils trouvaient une occasion de critiquer la conduite des opérations, d'exprimer leur mécontentement, et ils ne la laissaient pas échapper.

Lorsque dans la nuit, la vérité apparut tout entière, lorsqu'on vit bien où on allait, lorsqu'on sut réellement que la journée ne devait pas être comptée à l'actif de la Défense, mais de la Commune, la réaction fut prompte : un instant suffit pour balayer ce gouvernement de désordre. Ceux-là même qui, dans le jour, avaient crié le plus haut contre le général Trochu furent les plus empressés à le délivrer.

Le 3 novembre, la population et l'armée furent consultées : 557,996 *oui* contre 62,638 *non* approuvèrent la conduite du gouvernement. Ce résultat prouvait la faiblesse numérique des partisans de la Commune ; et cependant le général Trochu ne put agir contre eux ; d'ailleurs, il n'avait pas du danger une idée bien nette. Il se figurait que la popularité d'autrefois était revenue, qu'il pouvait compter absolument sur le concours de tous ceux qui venaient de le soutenir de leur vote. C'était là une erreur : en réalité, on ne s'était pas prononcé pour le gouverneur qui paraissait ne pas être à la hauteur de la situation, mais contre la Commune. C'était un suffrage négatif, rien de plus. D'un côté, 60,000 individus, prêts à tout, ne reculant devant rien, de l'autre 550,000 citoyens indécis, mécontents, critiquant hautement le gouvernement. Il y avait là de quoi inspirer l'inquiétude, le souci de l'avenir.

Une journée d'énervement, de lassitude avait suffi pour amener le triomphe momentané de la Commune ; le doute ne devait-il pas reparaître, cette complicité passive qui avait laissé les bataillons dévoués à l'ordre immobiles sur la place de l'Hôtel de Ville, était-elle à jamais détruite ?

Le Gouverneur de Paris le pensait sans doute, il était salué par les acclamations d'autrefois, il pensait avoir retrouvé la force morale qui lui avait, un instant, fait défaut. Mais, il ne comprenait pas que les mêmes causes amèneraient des effets analogues, et qu'au lendemain même de son triomphe, on pouvait prévoir sa défaite.

A partir du 31 octobre, en effet, chaque faute, chaque revers allait grossir les rangs des sectaires de la Commune, augmenter cette complicité passive qui, à un moment donné, pouvait seule assurer le succès de Félix Pyat. Que de fois, n'a-t-on pas entendu ces mots dans les rangs de la garde nationale :

— Si la Commune avait réussi le 31 octobre, peut-être n'en serions-nous pas là !

— En tout cas, elle n'eût pas fait pire.

C'était là un symptôme menaçant, et on devait malheureusement voir le 18 Mars, combien il était sérieux.

A ce moment, le nombre des *communeux* n'était pas plus considérable peut-être, mais cette indifférence, répétons le mot véritable, cette complicité inconsciente des hommes dévoués à l'ordre était devenue générale : le 31 octobre, on avait laissé faire d'abord, empêché ensuite ; le 18 Mars, la réaction salutaire ne se produisit plus.

Au sein du gouvernement, nul ne se rendait un compte exact de cette situation ; et nous en trouvons une preuve bien singulière dans la déposition du général d'Aurelle. Après avoir dit quelques mots de la bataille de Champigny, le général ajoute : «... Je crois d'ailleurs, que le général Ducrot, dans une interpellation adressée par lui à un orateur qui était à la tribune, a fait connaître qu'un motif impérieux le rappelait à Paris : il fallait *à tout prix*, préserver cette ville de toute tentative démagogique, et déjouer les projets de tous ces misé-

rables auxquels on avait donné des armes, et qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour tenter l'œuvre de pillage et de dévastation accomplie cinq mois plus tard. »

Nous n'insisterons pas sur le côté étrange de cette déclaration : un général déterminé à quitter le champ de bataille où il vient de remporter deux victoires, par cette raison imprévue que sa présence peut être nécessaire pour rétablir l'ordre, que nul ne songe à troubler à ce moment.

Mais, il est une autre considération sur laquelle nous devons insister, car elle prouve combien le général Ducrot, et sans doute aussi le général Trochu, avaient peu conscience de la situation de Paris. Ce n'était pas dans les rues avec force baïonnettes que l'on pouvait assurer la tranquillité ; c'était en dehors de l'enceinte, en combattant, en étant victorieux. Chaque victoire valait mieux que dix mille sergents de ville : sans doute, elle ne diminuait pas les prétentions coupables des meneurs, mais elle leur enlevait leurs soldats. Elle donnait au gouvernement cette force morale, dont il a tant parlé ; elle rendait l'émeute impossible, en faisant disparaître cette lassitude funeste, cette *complicité* regrettable de la population . . . .

A la suite de son voyage à Paris, M. Thiers était revenu à Versailles : *pendant cinq jours* les négociations continuèrent avec M. de Bismarck, elles se terminèrent, enfin, par un refus catégorique du chancelier prussien de consentir au ravitaillement de Paris.

Le *Moniteur allemand de Seine-et-Oise* annonçait ainsi la nouvelle : « M. Thiers a demandé avant tout, et comme condition *sine quâ non* de la conclusion d'un armistice, l'approvisionnement préalable de Paris, sans pouvoir offrir en échange à la chancellerie allemande un équivalent militaire quelconque. Les Allemands ayant déclaré ne pas être militairement en mesure d'accueillir de pareilles demandes, M. Thiers a reçu avant hier de Paris l'ordre de rompre les négociations, après quoi il est parti pour Tours (1). »

Il faut remarquer cette demande produite par les Allemands « d'un équivalent militaire quelconque. » Elle est conforme à leurs exigences antérieures.

On a dit, et souvent répété, que le mouvement insurrectionnel du 31 octobre avait été la cause réelle de la rupture des négociations, en déterminant de la part de la Prusse des prétentions nouvelles. Nous avons déjà dit quelques mots de cette question sur laquelle il est nécessaire d'insister. Il est, d'ailleurs, un fait bien caractéristique qu'il faut faire ressortir : ce n'est que le 3 novembre, que M. de Bismarck a repoussé les demandes de M. Thiers ; jusque là il a tenu à négocier. Pour expliquer cette contradiction apparente, les auteurs français et allemands ont tous affirmé que la nouvelle de l'insurrection du 31 octobre n'était arrivée à Versailles que quatre jours après. Comment les Prussiens, toujours si exactement renseignés sur ce qui se passait dans Paris, n'auraient connu ce mouvement que quatre jours après ? N'y a-t-il pas là une impossibilité manifeste ? Mais, voici la preuve que cette ignorance n'était que supposée. Le 31 octobre même, un parlementaire français se présenta aux avant-postes ennemis, pour réclamer les blessés du Bourget. « Le parlementaire auquel on eut affaire dans cette circonstance (2) se donna comme un rédacteur du journal démo-

(1) Avant de s'éloigner, M. Thiers s'était rendu au pont de Sèvres, pour conseiller l'acceptation d'un armistice sans ravitaillement. Les généraux Trochu et Ducrot considérèrent cette proposition comme inadmissible, dès lors, toute négociation devenait superflue.

(2) Lindau. *Die peussische garde im Feldzuge*, 1870-1871.

cratique *Le Réveil.* Il annonça que le gouvernement Trochu-Jules Favre avait été renversé et que Dorian, Blanqui, Félix Pyat et Delescluze étaient à la tête du pouvoir, du consentement de la population parisienne. »

Nous n'insisterons pas sur l'étrangeté de cette communication faite à l'ennemi, mais est-il



M. LOUIS BLANC.

présumable que l'officier allemand ainsi renseigné ait jugé à propos de ne pas transmettre la nouvelle à ses chefs?

Pour expliquer le silence de M. de Bismarck, pour faire comprendre qu'il ait pu continuer à discuter l'armistice, alors qu'il était fermement résolu à le repousser, il suffit de se reporter à ce que nous disions précédemment : il était utile pour les Prussiens de gagner du temps. Enfin, s'il fallait donner une preuve indiscutable, l'ouvrage officiel du major Blume nous la fournirait. Le 23 octobre, une dépêche télégraphique du grand quartier-général allemand prescrivit d'envoyer de Metz une division du 2[e] corps : le 1[er] novembre la

seconde division était également appelée : elle recevait l'ordre de prendre le chemin de fer.

Ces divisions commençaient à arriver *le* 3 *novembre* sur la ligne d'investissement : elles remplaçaient les troupes (notamment la 17e division) envoyées au grand-duc de Mecklembourg-Schwerin.

Si les négociations relatives à l'armistice n'avaient pas abouti, elles avaient eu cependant un résultat : elles avaient donné le temps à l'ennemi de faire venir les forces qui lui semblaient nécessaires.

CHAPITRE VI

Positions des Français le 7 novembre. — Combat de Vallières. — Ordres du mouvement pour les 9e, 15e et 16e corps. — Le général de Tann quitte Orléans et marche au devant des Français. — Bataille de Coulmiers (9 novembre). — Prise successive de Baccon, la Renardière, Coulmiers, Champs, Ormeteau, Saint-Sigismond. — Faute commise par le général Regau. — Occupation d'Orléans. — Inaction après Coulmiers. — Situation des Prussiens, leurs forces devant Paris et au Sud-Ouest. — Troupes du grand duc de Mecklembourg-Schwerin. — Formation de nouveaux corps en province. — 17e corps — Tentative sur Brou. — Retraite du 17e corps sur la forêt de Marchenoir. — Combat de Varize — Fortifications d'Orléans.

I

Tandis que se poursuivaient à Versailles les tentatives de négociations, l'armée de la Loire complétait son organisation, et se préparait à combattre. Le 2 novembre, le général Chanzy était appelé au commandement du 16e corps, en remplacement du général Pourcet (1). Les troupes occupaient alors les positions suivantes :

A l'extrême droite, la 1re division du 15e corps (des Pallières) à Argent.

Au centre, la 1re brigade de la 2e division à Mer ; la 2e brigade à Muides ; la 3e division du 15e corps avec sa première brigade entre Villexanton et Morvilliers, sa 2e brigade entre La Chapelle Saint-Martin et Villiers. La cavalerie se trouvait : les cuirassiers à Suèvres ; les brigades Longuerue et Bœrio à Mer.

Le 16e corps formait l'aile gauche de l'armée : 1re division à Pontijoux ; 2e division en arrière de la forêt.

Le plan arrêté le 25 octobre à Tours n'avait subi que de légères modifications (2). Le général des Pallières, opérant à l'extrême droite, avait toujours pour mission de couper la retraite à l'ennemi. On supposait que les Bavarois attendraient la bataille sous les murs d'Orléans ou une étape plus loin, dans les environs d'Ormes. La marche de la division des

(1) Les généraux d'Aurelle et Chanzy donnent pour raison de ce changement l'état de santé du général Pourcet « qui laissait beaucoup à désirer; » mais ce dernier proteste dans son ouvrage contre cette assertion, et déclare que le motif de sa révocation est toujours resté, et est encore pour lui un mystère.

(2) Au dernier moment, M. de Freycinet avait proposé un changement, d'ailleurs peu heureux, qui, sur les observations du général d'Aurelle ne fut pas adopté. L'aile droite, division des Pallières, devait être renforcée d'une vingtaine de mille hommes de « troupes ingambes » pour attaquer l'ennemi par l'extrême droite, tandis que le général d'Aurelle reprendrait le rôle primitivement attribué au général des Pallières

Pallières avait donc été calculée de telle sorte, qu'elle pût se trouver sur les derrières du corps bavarois le 11 novembre, jour présumé de l'action.

Le 7 novembre eut lieu la première rencontre avec l'ennemi. Le général Abdelal avait, la veille, demandé au général Chanzy de pousser une forte reconnaissance sur la route d'Orléans à Chateaudun, et de se rabattre ensuite sur les positions à droite de la forêt, de façon à reconnaître les emplacements occupés par l'ennemi. Cette reconnaissance était partie dans la matinée du 7, lorsqu'une violente canonnade retentit dans la direction de Saint-Laurent-des-Bois. Le général Chanzy se rendit aussitôt de ce côté avec le 3e bataillon de chasseurs à pied et deux mitrailleuses, en donnant l'ordre à la brigade Bourdillon de le rejoindre. Une colonne ennemie de 2,000 hommes environ, venant de Baccon, marchait sur Saint-Laurent. Les tirailleurs allemands n'étaient guère qu'à 500 mètres du village, lorsque le bataillon de chasseurs se jeta sur les Bavarois, qu'il contint. Pendant ce temps, le général Abdelal se portait avec un régiment de dragons sur Vallières, et faisait prisonnière une compagnie bavaroise. Vers deux heures, la brigade Bourdillon entrait en ligne, et ouvrait le feu. L'ennemi se retirait aussitôt.

Ce combat n'avait sans doute pas d'importance; mais la fermeté déployée par les troupes était d'un heureux augure. Enfin, dans cette journée du 7, le temps, jusqu'alors pluvieux, s'était mis au beau.

Le 8, le général d'Aurelle de Paladines indiqua les mouvements suivants pour la journée du 9 :

La 2e brigade de la 2e division du 15e corps prendra position entre les Monts et le Bardon, à droite, et le château de la Touanne, à gauche.

La 3e division (15e corps) enlèvera Baccon et le château de la Renardière. Dans le cas d'une trop vive résistance, on devait attendre l'attaque du 16e corps sur Coulmiers. La 1re brigade de la 2e division formant réserve du 15e corps se portera vers Thorigny, en arrière de la 3e division. La brigade Boërio s'avancera vers Baccon.

A la suite d'une conférence avec le général d'Aurelle, le général Chanzy donnait en même temps ses instructions au 16e corps :

« Le résultat à attendre est de débusquer l'ennemi de Charsonville, Épieds, Coulmiers, Saint-Sigismond, et de prononcer sur la gauche un mouvement tournant, de façon à venir occuper solidement, à la fin de la journée, la route de Châteaudun à Orléans. » Le général Reyau, avec ses deux divisions de cavalerie, couvrira l'aile gauche de l'armée dans la direction de Patay, sans perdre de vue celle de Châteaudun.

Les francs-tireurs Lipowski concourront au rôle de la cavalerie, en reconnaissant Tournoisis et Saint-Péravy.

La 1re brigade de la division Barry marchera, par Champdry et Villorceau, sur Coulmiers, qu'elle devra enlever en tournant le grand Luz; la 2e brigade suivra le mouvement à

et chercherait à couper la retraite aux Bavarois, en opérant un mouvement tournant sur leur gauche. D'après M. de Serres, le général Chanzy avait proposé une autre modification : le mouvement principa devait s'opérer par la gauche, de façon à jeter la majeure partie des forces vers Bucy et les Ormes. Le général d'Aurelle, au contraire, désirait que l'attaque principale s'effectuât par la route de Tours à Orléans en appuyant la droite sur la Loire. On prit, en résumé, un moyen terme entre les deux projets, et les forces furent également réparties sur la droite et sur la gauche.



M. E. PICARD.

une distance de 2 kilomètres. La 2e brigade de la 1re division marchera sur Charsonville, Épieds, Gemigny, qu'elle attaquera. La brigade Bourdillon ne quittera Ouzouer-le-Marché que quand l'autre brigade aura dépassé Charsonville; elle suivra le mouvement, son rôle étant de servir de réserve à l'aile gauche de l'armée.

Ainsi, le 15e corps à droite, le 16e à gauche, la division des Pallières à l'extrême droite, en route depuis la veille : telles sont les dispositions prises le 9 au matin. Dans la pensée du général en chef, la journée ne peut être sérieuse; l'ennemi n'a sans doute poussé en avant que peu de troupes. Malheureusement, cet espoir allait être trompé. Le général von der Tann, prévenu par les éclaireurs de la 2e division de cavalerie des mouvements des Français, avait laissé à Orléans un seul régiment, et s'était porté à la rencontre du général d'Aurelle. En même temps, il signalait le danger qui le menaçait au grand quartier général, et, le 8 au soir, la 22e division d'infanterie et les deux divisions de cavalerie quittaient Chartres, pour marcher au secours du général bavarois.

Les principaux points occupés par l'ennemi étaient Baccon, la Renardière, Coulmiers, l'Ormeteau et Champs; sa seconde ligne tenait Huisseau-sur-Mauves, Rosières et Gémigny. Hameaux, villages et fermes étaient crénelés et bien préparés pour une vigoureuse défense. Depuis plusieurs semaines déjà, le terrain avait été disposé en vue d'une action (1).

La 2e division d'infanterie bavaroise prit position sur la ligne Huisseau, Château-Montpipeau, Rosières ; la 4e brigade occupa Coulmiers et le front sud-ouest, le 7e chasseurs gardait le terrain, de la carrière des Crottes jusqu'à Ormeteau, la 3e brigade s'établit aux environs de Huisseau, le 1er bataillon de chasseurs à Baccon. La droite était commandée par le général Orff avec la 2e brigade. Les cuirassiers Bavarois étaient à Saint-Peravy avec leurs grand'gardes à Champs et à Chenevières : la 2e division de cavalerie couvrait la route de Châteaudun. Des batteries étaient établies à la Renardière, au coin du bois de Montpipeau, en avant du château de Luz : deux batteries se trouvaient à Baccon.

Le terrain sur lequel allaient se rencontrer les deux armées est peu mouvementé : la contrée limitée au nord par les petites collines du plateau d'Orléans s'incline vers la Loire par une pente presque insensible. Quelques bouquets de bois abritent çà et là une ferme; d'ailleurs point de vignes, nul obstacle sur le sol fortement détrempé par la pluie des jours précédents, circonstance heureuse car les obus à percussion s'enterreront dans la boue sans éclater. A Baccon, les maisons s'étagent sur une sorte de mamelon (2) qui offre ainsi un excellent centre de défense dont les Bavarois ne manqueront pas de profiter. A 3,000 mètres en avant, vers le hameau de Champdry, se trouve un second mamelon très-accentué sur lequel, dès le début de l'action, les Français vont placer leurs batteries.

C'est de ce côté que commence le combat : Le général de Paladines fait porter deux batteries de 4 sur le mamelon de Champdry : elles ouvrent le feu sur Baccon, mais le tir de ces pièces ne produisant que peu d'effet, ordre est donné au colonel Chappe qui commande la réserve d'artillerie du 15e corps d'envoyer des batteries de 8. Successivement les 19e, 15e et 16e batteries de la réserve prennent position à 2,000 mètres, sur la droite, tandis que la

(1) Dans les derniers jours d'octobre, le gouvernement de Tours avait reçu d'Orléans la copie d'un ordre du général de Stolberg (commandant la 2e division de cavalerie) qui indiquait les positions occupées à ce moment par la division de cavalerie, et fournissait ce renseignement précieux, que l'infanterie bavaroise fortifiait ses lignes.

(2) Boucher. *Bataille de Coulmiers.*

13[e] (pièces de 4) s'avance audacieusement sur la gauche, jusqu'à 1,100 mètres du village. L'extrême mobilité de nos canons qui se déplacent à chaque instant gêne le tir des batteries bavaroises dont le champ est limité par des arbres. Après une vigoureuse canonnade, l'infanterie est portée en avant : Le général Peytavin conduit lui-même les tirailleurs du 33[e] mobiles qui, après une vive résistance, enlèvent les barricades, s'emparent des maisons, et chassent les Allemands de la position. Mais, l'ennemi s'est préparé à l'avance des centres de résistance : après Baccon, il faut emporter le château de la Renardière, entouré d'un parc et de chaumières qui forment un hameau au nord entre Baccon et Huisseau. Les quatre batteries de la réserve et 3 batteries de 4 attaquent à la fois, de droite et de gauche, et contrebattent vigoureusement les pièces que les Bavarois ont soigneusement protégées par des épaulements sur leur front, et à droite dans la direction du grand Luz. Trois bataillons, le 6[e] chasseurs de marche, un bataillon du 16[e] de ligne et un du 33[e] de marche abordent vivement le parc et le château, délogent les Allemands, cèdent un instant sous l'effort des réserves ennemies, puis s'établissent solidement. Pendant ce temps, la 2[e] brigade de la division Peytavin (général Martinez), s'avance sur le grand Luz qu'elle trouve évacué, et pousse ses tirailleurs jusqu'à Coulmiers. Les Bavarois, sérieusement compromis sur leur gauche, tentent de ressaisir l'avantage. Ils réunissent leurs escadrons au bois de Montpipeau, et préparent une charge décisive pour rompre ou tourner notre droite, mais nos batteries qui ont suivi l'infanterie, ouvrent le feu, et forcent la cavalerie à remonter au nord d'où elle arrêtera tout à l'heure notre gauche.

Le 15[e] corps se maintient victorieusement sur les positions conquises, mais du côté du 16[e] corps, le succès est moins grand.

Au moment où la division Peytavin commençait son mouvement, les deux divisions du 16[e] corps (1) s'avançaient sur deux lignes de bataillons à demi distance, à intervalles de déploiement, leur front couvert par de nombreux tirailleurs : vers dix heures, les troupes sont canonnées par deux batteries ennemies. Cette attaque fait craindre un mouvement de l'ennemi dans notre flanc; la division Barry s'arrête donc, tandis que la 1[re] division Jauréguiberry incline sur la gauche, et marche sur Saintry et Epieds. Tout l'effort de l'ennemi se porte sur la 1[re] division (brigade Deplanque) qui, n'étant pas soutenue par les troupes du général Barry attire sur elle le feu des batteries de Coulmiers, de Saint-Sigismond et de Gémigny.

Vers midi enfin, la division Barry, après avoir repoussé une charge de cavalerie, et soutenu une vigoureuse lutte d'artillerie, atteint Saintry, et prépare l'attaque de Coulmiers. A deux heures, les tirailleurs de la 1[re] brigade de la 2[e] division du 16[e] corps rejoignent les troupes de la division Peytavin, et s'élancent avec elles sur le village.

La lutte est à ce moment engagée sur toute la ligne : la brigade Deplanque de la 1[re] division du 16[e] corps lutte péniblement en avant d'Epieds, tandis que le général de cavalerie Reyau, auquel ont été confiés les trente escadrons de l'armée de la Loire, se porte maladroitement sur Saint-Sigismond. Les instructions données au général Reyau sont très-précises : il doit tourner la droite de l'ennemi, et menacer à la fois les routes de Chartres et de Paris. Couvert sur sa droite par la brigade Deplanque, sur sa gauche par les éclaireurs Lipowski, il n'a pas à combattre : son rôle commencera après la victoire : il doit couper la

(1) Le 16[e] corps n'avait à Coulmiers que deux divisions.

retraite à l'ennemi. Au lieu de se borner à remplir cette mission, le général Reyau se heurte avec ses escadrons contre Saint-Sigismond que défendent des batteries; il épuise ses munitions d'artillerie, est repoussé en désordre, perd le général Ressayre, blessé par un éclat d'obus, et ne peut accepter le combat que vient lui offrir la cavalerie bavaroise, soutenue par la division du comte Stolberg (1). Enfin, après ce regrettable incident, le général Reyau prend les francs-tireurs de Lipowski, qui sont sur sa gauche, pour des Prussiens, se croit menacé, et regagne précipitamment ses cantonnements de Prénouvellon, laissant libres ainsi les deux routes de Chartres et de Paris.

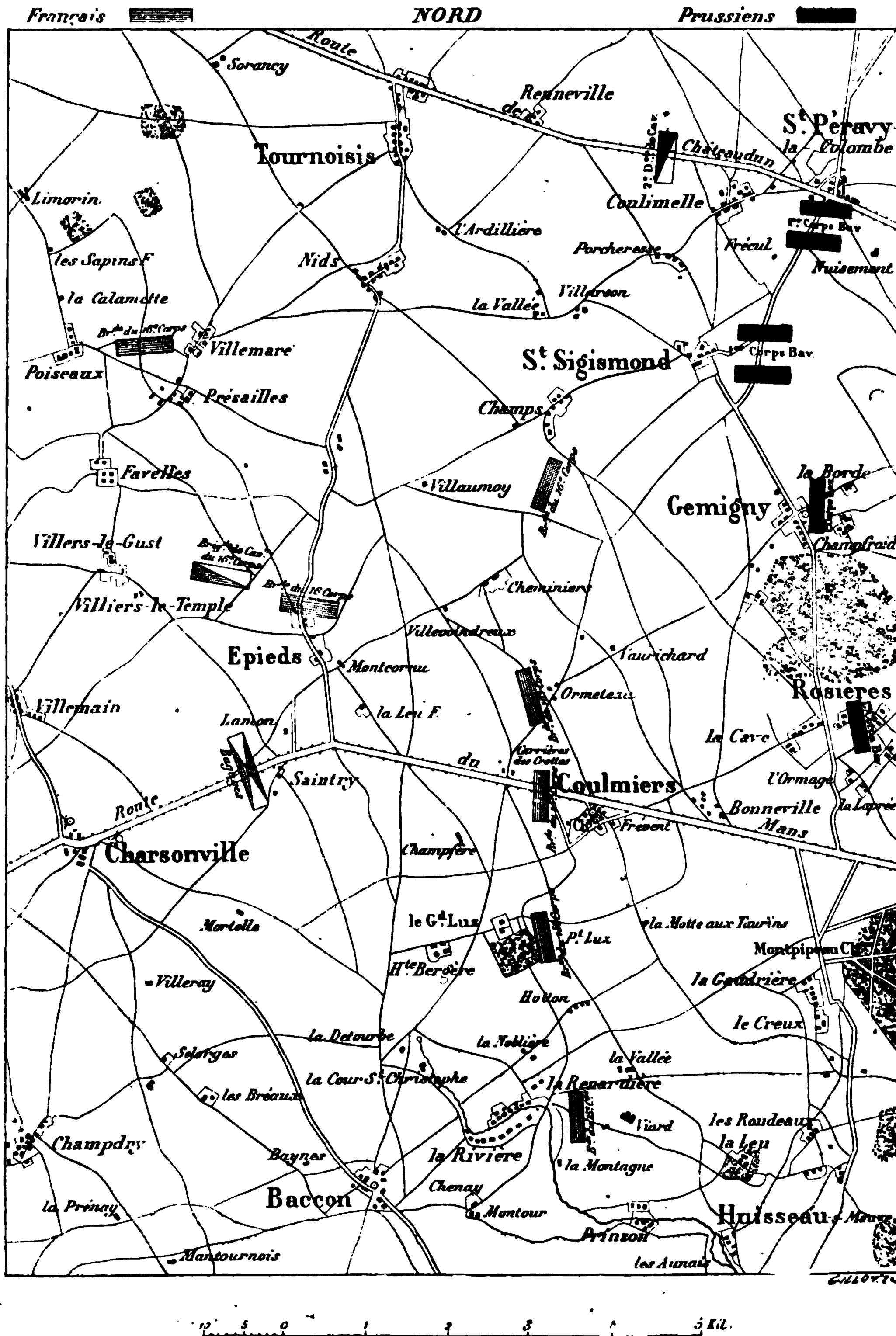
Tandis que ces faits malheureux se produisent à notre extrême gauche, le général Barry, qui, d'après le récit assez peu louangeur du général d'Aurelle pour le 16e corps, « avait pris le matin beaucoup de précautions, dont l'utilité ne pouvait en ce moment être justifiée... répare le temps perdu. »

L'ennemi a accumulé tous ses moyens de défense dans Coulmiers; il occupe le parc et le petit bois voisin du château; chaque maison du village est, en outre, occupée par des tirailleurs, et de puissantes batteries soutiennent la position sur les flancs. La 1re brigade de la division Barry aborde les jardins et s'en empare; mais elle a à soutenir une lutte opiniâtre. Le colonel de Foulonge du 31e tombe; les Bavarois prennent à différentes reprises l'offensive; chaque pouce de terrain coûte des flots de sang. Le général Chanzy appelle alors la seconde brigade de sa 2e division, tandis que le général d'Aurelle fait venir la brigade Dariès. Les quatre batteries de 8 s'établissent en même temps en avant du château de Luz. L'attaque se produit alors sur les flancs et de front. Les chasseurs et le 31e de marche franchissent les murs du parc, pénètrent dans le château, tandis que le général Barry, l'épée à la main, enlève vigoureusement les mobiles de la Dordogne au cri de : « Vive la France! » L'ennemi tient tête, il combat avec acharnement; mais vivement pressé, il se dérobe enfin, laissant entre nos mains un grand nombre de prisonniers.

Il est quatre heures environ : Baccon, la Renardière et Coulmiers sont à nous. La bataille est gagnée à notre droite et au centre; mais elle se poursuit sur notre gauche. Les Bavarois comprennent qu'il faut se maintenir de ce côté jusqu'à la dernière minute; ils appellent toutes leurs réserves, et le général Orff, qui les dirige, se montre digne de sa haute réputation militaire. Mais, en face de lui est l'amiral Jauréguiberry. Arrivé depuis l'avant-veille seulement à l'armée de la Loire, cet intrépide marin sera, du premier au dernier jour, à la hauteur de la tâche, et méritera d'être appelé par ses compagnons d'armes « le véritable homme de guerre de la France. » Sa ténacité indomptable, son coup d'œil, son sang-froid au milieu du plus fort du danger, commandent l'admiration, et, suivant l'expression de M. Bouchet (2), « ce sentiment devient au cœur de ses régiments comme une sorte de discipline. »

(1) Les relations françaises ne parlent pas de cet incident, signalé dans tous les récits allemands : « La cavalerie française, dit M. de Wickede dans la *Gazette de Cologne*, avait été placée sur l'aile gauche; au premier choc de la cavalerie bavaroise, elle fit demi-tour à gauche, et se retira dans une fuite désordonnée, en arrière des positions du centre des Français; sur l'autre côté, cela n'alla pas si bien ». « A un moment, dit également la *Gazette d'Augsbourg*, on vit que la cavalerie française voulait rompre l'aile droite bavaroise, et en un clin d'œil, les régiments de cavalerie prussienne s'avancèrent pour se mesurer avec elle, il est fâcheux que la cavalerie française leur ait refusé, par la fuite, l'occasion de combattre ».

(2) *Bataille de Coulmiers.*


COULMIERS (9 Novembre 1870)
Français
NORD
Prussiens
Route de Châteaudun
Sorancy
Renneville
St Péravy
la Colombe
Tournoisis
Coulimelle
Limorin
l'Ardillière
Porcherenne
Frécul
Fuisement
les Sapins F.
Nids
la Calamotte
la Vallée
Villereon
Villemare
St Sigismond
Poiseaux
Présailles
Champs
Favelles
Villaumoy
la Borde
Gemigny
Champfroid
Villers-le-Gust
Cheminiers
Villiers-le-Temple
Epieds
Montcorbu
Vaurichard
Villemain
la Leu F.
Ormeteau
Rosieres
Lanson
la Cave
Saintry
du
Coulmiers
l'Ormage
Route
Bonneville
Mans
la Laprée
Charsonville
Champfere
Frevent
Mortella
le Gd Lux
Pt Lux
la Motte aux Taurins
Villeray
Hte Berserre
Hotton
la Gaudrière
le Creux
la Detourbe
la Noblière
Selorges
la Cour St Christophe
la Vallée
la Renardière
les Bréaux
Viard
les Roudeaux
Champdry
la Rivière
la Leu
Baynes
la Montagne
Baccon
Chenay
la Prénay
Montour
Huisseau
Mauve
Prinzon
Mantournois
les Aunais
5 Kil.

Traversant Charsonville et Épieds, l'amiral Jauréguiberry arrive devant le hameau de Cheminiers, enveloppé d'un demi-cercle de batteries. Le 37e de marche, les mobiles de la Sarthe se déploient contre ces canons invisibles. En quelques instants, les rangs sont éclaircis : les mobiles de la Sarthe (33e) ont 218 hommes hors de combat; le commandant de Montesson est blessé. Mais l'amiral donne l'exemple du mépris de la mort; les soldats s'élancent à sa suite. De chaque côté de Cheminiers, se trouvent les hameaux de Champs et d'Ormeteau, qui forment comme l'avancée de Gémigny. Le 37e de marche se précipite sur Champs et s'en empare; mais les Bavarois reviennent aussitôt plus nombreux, conduits par le général Orff, et nous rejettent hors du hameau. En vain, les mobiles de la Sarthe accourent à leur tour; ils peuvent à peine se maintenir. Les baïonnettes et les chassepots sont impuissants contre le canon. Jusqu'à quatre heures et demie, le combat se poursuit. Enfin, une batterie de 12 parvient à éteindre le feu de l'ennemi; les deux brigades de la 1re division du 16e corps attaquent à la fois Champs et Ormeteau, et s'en emparent après une lutte désespérée. Le général Chanzy, informé de la retraite du général Reyau qui menace son extrême gauche, appelle aussitôt la brigade Bourdillon qui pique droit au nord, sur Saint-Sigismond, et enlève le village.

La bataille est finie.

A trois heures déjà, le général de Tann a fait filer ses bagages sur la route d'Artenay; tout espoir perdu, il désigne Toury comme point de ralliement, déploie en tirailleurs ses dernières compagnies, et donne le signal de la retraite. Cette armée, qui a tenu avec tant de tenacité, s'enfuit dans un désordre attesté par de nombreux témoins. Elle traverse précipitamment les villages; les voitures se pressent; les pièces et les caissons s'embourbent dans les chemins de traverse.

Malheureusement, nos troupes, épuisées par une lutte de sept heures, ne peuvent poursuivre les Allemands. On ignore, d'ailleurs, toute l'étendue du succès; le général d'Aurelle pense que le combat recommencera le lendemain. Seuls, les 30 escadrons du général Reyau pourraient se jeter sur les Bavarois en déroute, ramasser les prisonniers, les convois et les canons; mais l'attaque maladroite sur Saint-Sigismond a brisé l'élan de notre cavalerie, qui a regagné ses postes du matin (1). Pour se rendre un compte exact de ce qu'auraient pu faire ces régiments, il suffit de dire que, le *lendemain matin,* le chef d'état-major de l'amiral Jauréguiberry, commandant de Lambelly, se lança en avant avec une cinquantaine de cavaliers d'escorte, et ramena 2 canons, 29 voitures de munitions et une centaine de prisonniers, dont 5 officiers non blessés.

La bataille ayant été livrée le 9, au lieu du 11, jour prévu, le général des Pallières n'avait pu arriver à temps pour couper la retraite aux Bavarois sur la droite. Après avoir franchi la Loire le 8, l'avant-garde de la division passait le canal à Fay-aux-Loges le 9 au matin : à Trainou elle entendait le canon. Le général des Pallières, manquant d'instructions, hésitait

(1) A la suite d'une conférence qui eut lieu le 12, en présence du ministre de la guerre, le général Reyau fut remplacé dans son commandement par le général de Longuerue. Afin, cependant, de ne pas diminuer l'importance du succès et de ne pas avoir à reconnaître la faute commise, on choisit ce prétexte que le général Reyau avait été rappelé du cadre de réserve à l'activité. Le général a publié, postérieurement, une lettre de protestation dans la *Gironde*, mais nul fait nouveau n'est invoqué dans ce document qui ne peut prévaloir contre les dépositions des généraux d'Aurelle, Chanzy et Borel.

un moment entre ces deux directions : Artenay ou Fleury, puis il se dirigeait vers ce dernier point, où il arrivait à six heures du soir; le lendemain matin, les troupes s'élançaient à la poursuite de l'ennemi, mais sans pouvoir le rejoindre.

En dehors du mouvement de la division des Pallières, le général d'Aurelle avait prescrit une autre opération : le général Faye devait partir de Salbris avec 6 à 7,000 hommes, « et se porter en avant de manière à arriver le 10 au soir à la Ferté-Saint-Aubin et le 11 à Olivet et Orléans... » Tous ces calculs furent déjoués par l'habile précipitation du général de Tann.

Malgré tout, le succès de Coulmiers était bien réel. Nous avions pris 2,500 prisonniers, *sans compter les blessés*, dit le général d'Aurelle; nos pertes étaient sérieuses, il est vrai, elles dépassaient 1,500 hommes. Sur ce chiffre, le 16e corps entrait, d'après le général Chanzy, pour plus des deux tiers (1,069 hommes). Quant à l'ennemi, il est assez difficile d'évaluer exactement ce que lui coûta la bataille du 9. Le rapport officiel allemand (1) donne le chiffre de 42 officiers et de 650 hommes tués ou blessés. L'ouvrage plus impartial du major Blume indique 54 officiers et 1,112 soldats.

Les forces françaises s'étaient, il est vrai, trouvées de beaucoup supérieures; nous comptions en ligne quatre divisions d'infanterie et deux de cavalerie, tandis que les Allemands n'avaient pu nous opposer que deux divisions d'infanterie et onze régiments de cavalerie, soit environ 45,000 hommes contre 25,000. (Le major Blume fournit ces effectifs au 21 octobre).

Mais, il faut tenir compte que l'ennemi occupait des positions fortifiées à l'avance; en outre, les forces en artillerie étaient égales. Les Allemands disposaient, en effet, de 130 pièces, d'après Blume (118 pour le 1er corps bavarois, 12 pour la 2e division de cavalerie), tandis que l'armée française comptait trois batteries par division d'infanterie, deux par division de cavalerie, soit seize batteries, plus quatre batteries de réserve du 15e corps (d'après le général de Blois, les autres batteries de réserve étaient alors à Vendôme, au Mans, et avec le général des Pallières); enfin, la réserve du 16e corps, qu'il est impossible d'apprécier exactement, mais qui ne dépassait pas celle du 15e corps, soit au total 140 pièces contre 130.

Vers dix heures du soir, les éclaireurs Cathelineau entrèrent dans Orléans. Placés aux environs de Beaugency pour protéger l'armée sur sa droite, ils avaient longé la rive gauche du fleuve depuis Cléry.

(1) Ce rapport officiel, daté de Versailles 13 novembre, et adressé à M. le général lieutenant en chef d'état-major, suppléant Von Hanenfeldt, a été publié dans le *Militair-Wochenblatt* du 19 novembre. Il est d'une flagrante inexactitude, et contraste avec les récits officiels allemands presque toujours véridiques. On y lit notamment : « A la tombée de la nuit, lorsque les colonnes ennemies se furent repliées, le général Von der Tann résolut de se rapprocher des renforts qu'on lui envoyait de Chartres et de Versailles. La retraite sur Saint-Péravy s'effectua avec une tenue excellente et avec fierté, parce que les soldats avaient conscience que, malgré leur infériorité numérique, ils avaient rompu réellement l'attaque de l'ennemi, et que ce n'était qu'une libre résolution de leur général qui les obligeait à ce mouvement rétrograde. »

II

Le lendemain de la bataille de Coulmiers, on put reconnaître combien avait été inopportune la tentative d'armistice de la fin d'octobre. Si l'offensive avait été prise à ce moment, en effet, la victoire pouvait entraîner d'immenses résultats. Une marche sur Paris offrait, sans doute, des dangers assez sérieux pour faire réfléchir les plus entreprenants, mais du moins, elle présentait quelques chances de succès. Le grand duc de Mecklembourg ne pouvait soutenir la bataille sur la route d'Orléans à Paris, qu'avec 30 à 35,000 hommes, et l'armée d'investissement, menacée à la fois par le général d'Aurelle et le général Trochu, se trouvait dans une position critique. A ce moment, en effet, elle n'avait reçu que fort peu de renforts, et elle ne pouvait compter sur aucun secours extérieur. Mais, au 10 novembre, il n'en était plus de même. Pour pouvoir apprécier sans parti pris la situation, pour se rendre un compte exact de ce qu'il était possible de tenter au lendemain de Coulmiers, il n'est qu'une méthode : sans aborder des hypothèses plus ou moins vraisemblables, il faut rechercher quelles forces les Prussiens pouvaient nous opposer ; la conclusion se dégagera d'elle-même de cette étude.

L'armée d'investissement s'était considérablement augmentée depuis le 19 septembre : à cette date, elle ne comprenait que 147,000 hommes. Le 10 novembre, elle comptait 224,000 hommes. Aux 4e corps, garde, 5e, 6e, 12e, 2e bavarois, division wurtembergeoise, trois divisions de cavalerie, étaient venus s'ajouter le 2e corps tout entier, la 21e division d'infanterie, la division de la landwehr de la garde. En outre, les troupes du grand duc de Mecklembourg et du général Tann avaient été renforcées : elles comprenaient 45,000 hommes, le 10 novembre (17e division, 22e, 1er corps bavarois, cavalerie). En résumé, donc, les forces allemandes s'étaient accrues, depuis le 19 septembre, de 120,000 soldats ; de notre côté, nous avions gagné l'armée de la Loire, 100,000 hommes environ. Les régiments du général d'Aurelle, inférieurs en nombre, auraient-ils pu lutter contre ces 120,000 soldats ? La question ne se discute pas. Il est évident, cependant, que c'est ainsi qu'elle doit se poser, car l'armée primitive d'investissement était de force à lutter *au moins pendant plusieurs jours* contre les troupes de Paris. Sans doute, le général Trochu était parvenu à créer un certain nombre de bataillons, à organiser plus sérieusement la garde mobile (la garde nationale ne pouvait entrer en ligne, à cette date), à donner, en un mot, une valeur plus grande aux éléments dont il disposait. Mais, il faut observer pareillement que les Allemands avaient profité de ces deux mois pour se retrancher, et que la plus-value très-réelle de l'armée de Paris était compensée par ces travaux défensifs. Nous verrons plus loin, à Champigny, quelle était l'importance des obstacles que nous devions rencontrer dans nos tentatives de sortie.

A n'envisager donc la situation que sous ce seul aspect, la marche sur Paris était singulièrement dangereuse, mais, il faut tenir compte encore d'un nouvel et formidable ennemi : le prince Charles arrivait en toute hâte. Nous aurons plus tard à nous occuper en détail de

la marche de son armée, nous nous bornerons à dire ici que, le 14 novembre, ses têtes de colonne atteignaient Fontainebleau.

Dans l'hypothèse d'un mouvement sur Paris, à la suite de Coulmiers, il fallait donc, dans l'espace de huit jours, dix, au plus, concentrer toutes ses troupes, se réapprovisionner en munitions, opérer une marche de trente lieues, livrer bataille au grand-duc de Mecklembourg, forcer l'armée d'investissement, faire lever le siége de Paris. Si l'on suppose la première partie opérée seule, si l'on admet que l'armée de Mecklembourg battue, les Allemands sont encore capables de supporter, durant quelques jours, tous les efforts des deux armées de Paris et de la Loire, — cette dernière, forte de 100,000 hommes au départ,



LE GÉNÉRAL RESSEYRE.

mais réduite à 80,000 ou 90,000 hommes par la marche et les combats livrés en route, — on voit quelle est fatalement l'issue : l'armée du Prince Rouge arrive à temps.

Dans ces conditions, était-il sage de pousser à fond, de jouer le tout pour le tout, car si l'on ne réussissait pas, l'armée de la Loire prise entre deux feux, après des marches forcées, des combats constants, était détruite? Évidemment non : quelles que fussent les chances de l'opération, — et elles nous semblent minimes, — il était d'autant moins sensé de risquer un tel coup, que grâce à l'énergie et à l'activité du ministère de la guerre, des forces imposantes, — tout au moins par le nombre, — allaient pouvoir entrer en ligne.

Mais, s'il n'était pas possible de marcher sur Paris, fallait-il se condamner à l'immobilité, et, satisfait de la victoire de Coulmiers, maintenir l'armée autour d'Orléans?

Ce sont des faits exacts, précis, qui vont encore répondre à cette seconde question.

Le 7 novembre, le roi avait confié au grand-duc de Mecklembourg-Schwerin le commandement de toutes les forces chargées d'opérer au sud de Paris, en vue de s'opposer à la marche d'une armée de secours. La 17e division d'infanterie était jointe au 1er corps bavarois, à la 22e division et aux 2e, 4e et 6e divisions de cavalerie.

A la nouvelle de la bataille de Coulmiers, le grand-duc rallie les Bavarois, et concentre toutes ses troupes, 45,000 hommes environ, sur la route d'Orléans. Il s'attend évidemment à voir les Français poursuivre leurs avantages. Jusqu'au 12, il conserve ses positions; mais aucun corps ne se présente. Les nouvelles les plus contradictoires circulent.

L'ennemi avait eu le tort de trop dédaigner nos armées de province; il leur accorde maintenant trop d'importance, il les voit partout. Le bruit court que les troupes françaises sont du côté de Châteaudun; le grand-duc en conclut que le général d'Aurelle veut opérer par Chartres. Il laisse donc la 2e division de cavalerie en observation sur la route d'Orléans à Toury, et court sur Chartres. Mais, en route, à Allonne, il apprend que les Français se montrent à Artenay; il prescrit alors à la 22e division de continuer, et il s'arrête avec le gros des forces. D'Allonne, en effet, il surveille les deux routes d'Orléans et de Châteaudun. Le soir même du 14, autre nouvelle : d'importantes colonnes sont en marche par Dreux et Bu sur Houdan. Plus de doute, l'armée française, se dérobant habilement à la surveillance des Allemands par une marche vers le nord, va menacer Versailles. L'ordre est aussitôt donné à la 17e division de se diriger sur Rambouillet, tandis que le 1er corps bavarois ira à Auneau, la 22e division d'infanterie demeurant à Chartres avec la 6e division de cavalerie, la 4e division de cavalerie à Voves, et la 2e toujours à Toury.

Le grand-duc de Mecklembourg voit déjà de ce côté l'armée de la Loire; il n'a affaire cependant qu'à des détachements des troupes territoriales de l'ouest organisées et commandées par le général Fiéreck, et notamment aux 6 à 7,000 hommes du capitaine de frégate Du Temple, qui tiennent la campagne depuis plusieurs jours. Le 14 novembre, les marins chassents les uhlans des environs de Bu, et obligent le général Rheinbaben à évacuer Houdan. Devant cette menace, le quartier général allemand renforce la cavalerie Rheinbaben avec plusieurs bataillons de la landwehr de la garde, et prescrit au grand-duc de Mecklembourg de prendre l'offensive. Le 16 novembre, la 17e division d'infanterie se porte de Rambouillet à Maintenon, tandis que la 22e division, le 1er corps bavarois et la 6e division de cavalerie reçoivent l'ordre de marcher sur Châteauneuf.

Le 17, à neuf heures du matin, le corps Du Temple est déployé d'Abondant à Vernouillet, couvrant à la fois les routes de Paris et de Chartres, mais aussi prêtant le flanc des deux côtés à l'ennemi (1).

Le général de Treskow I, qui, depuis la veille, a pris le commandement de la 17e division, se porte à Nogent-le-Roi, puis gagne Charpont, Marville et Blainville. Le feu est déjà engagé, que le capitaine de frégate Du Temple ignore l'arrivée de l'ennemi, et fait continuer des distributions. Cependant, les Allemands prennent position : deux compagnies du 89e régiment (mecklembourgeois) se portent sur Imbermais. Ils sont bientôt soutenus par les fusiliers du 76e régiment (2). Les mobiles d'Eure-et-Loir, qui font face, sont repoussés et se rallient à Tréon. Pendant ce temps, le 14e bataillon de chasseurs mecklembourgeois

(1) Rolin. *La Guerre dans l'ouest.*
(2) *Das 2e hanseatische-infanterie. Régiment, n° 76.*

se porte sur notre gauche, et chasse les mobiles de la Manche du bois de la Garenne. Au centre, à Nuisement et à Rieuville, le 89e mecklembourgeois gagne du terrain, malgré la résistance des marins « de la *Gauloise.* »

Au bruit du canon, le capitaine de frégate Du Temple est accouru avec deux compagnies de fusiliers-marins. Postés dans un petit bois qui borde la route de Chartres, ces 3 à 400 hommes luttent héroïquement, et parviennent à contenir les Allemands. Le général de Treskow avoue qu'il a, cette fois, affaire à des troupes solides (1), et, désespérant de triompher de cette résistance avec sa seule infanterie, il fait avancer deux batteries qui couvrent le bois d'obus.

A quatre heures et demie, nos soldats battent en retraite sur Nonancourt.

Fort heureusement, le général de Rheinbaben n'avait pu soutenir le mouvement du général de Treskow : il avait été attaqué aux environs de Berchères par quelques francs-tireurs qui s'étaient fait tuer en combattant jusqu'au dernier soupir : *bis zum letztem Athemzuge* (2). Le général allemand, instruit qu'un corps français composé de 6 à 7,000 gardes mobiles, sous les ordres du lieutenant-colonel Thomas, se trouvait dans la direction d'Ivry la Bataille avait craint d'être attaqué de flanc, et avait remis au lendemain la marche sur Dreux. Cette circonstance sauva le général du Temple.

A la suite du combat de Dreux, le commandant de l'armée allemande d'observation prend le parti de se diriger vers l'ouest pour disperser ces forces qui lui sont signalées comme venant du Mans : il charge le général de Rheinbaben de poursuivre les troupes du capitaine du Temple, qui ont été ralliées par le général Malherbe, sous les ordres duquel elles se trouvent placées à partir du 17, et il fait exécuter une conversion à gauche à son armée, la 22e division formant le pivot, et la 17e l'aile rentrante, les Bavarois en réserve. En avant de la forêt de Senonches, les Allemands ont à livrer plusieurs petits combats au corps du lieutenant-colonel Marty, composé de 6 à 7,000 hommes. A Torçay, la résistance est assez vive, et le 94e régiment allemand supporte le principal effort de nos mobiles. Les Bavarois luttent également à Ardelles, à la Ferme-Neuve, à Château-Traineau. Le 22, l'armée du grand duc occupe la ligne Bellême, le Thiel, la Ferté-Bernard. A cette date, un ordre du quartier-général allemand prescrit de détacher la cavalerie à la poursuite des Français en retraite sur le Mans, et de se rabattre sur la Loire vers Beaugency, pour prendre part aux opérations du prince Frédéric-Charles.

Pendant ce temps, du 10 au 22, qu'est donc devenue l'armée de la Loire, qu'ont fait ces troupes qui ont si brillamment lutté à Coulmiers? Elles sont demeurées immobiles dans la boue autour d'Orléans. Était-il donc impossible de s'avancer à la rencontre du grand-duc de Mecklembourg, dont les marches et contre-marches dans les jours qui suivirent Coulmiers ont été ingénieusement comparées, par *la Gazette de Cologne*, aux *spirales d'un tire-bouchon*. Le temps était mauvais, mais du moins la pluie était pour tout le monde, et le vainqueur ne pouvait-il accomplir ce que faisait le vaincu ? Nous disposions de près de 80,000 hommes à Orléans, nous avions des troupes du côté de Châteaudun, 20 à 25,000 hommes échelonnés du Mans à Dreux : plus au nord, enfin, le terrain était gardé par quelques corps de mobiles.

(1) Fischer. *Die 17 Infanterie-Division im Feldzuge* 1870-71.

(2) *Erlebnisse des 1. hannover ulanen-Regiment n°* 13.

L'ennemi n'avait à nous opposer que les 45,000 hommes du grand-duc, presque toujours fractionnés en trois ou quatre corps, et que l'on pouvait considérer comme impuissants à défendre toutes les routes et à couvrir cette vaste étendue de terrain sur laquelle nous pouvions nous porter.

Et cependant la victoire de Coulmiers avait donné aux troupes une assurance extrême, elles se montraient désireuses de combattre : n'eût-il pas été sage de profiter de ces dispositions, et, puisque l'on ne pouvait risquer une entreprise aussi hasardeuse qu'une marche sur Paris, ne semblait pas indiqué de relever le moral du soldat par des engagements de moindre importance?

A diverses reprises, les éclaireurs du général Chanzy, les francs-tireurs de Lipowski notamment, fournirent de précieuses indications sur la dissémination des troupes du grand-duc ; le général d'Aurelle ne crut pas devoir montrer quelque audace, il résista aux sollicitations réitérées du général Chanzy qui ne cessait de réclamer l'action, et de signaler à l'attention du commandant en chef la situation déplorable dans laquelle se trouvaient les soldats «... Les bivouacs étaient devenus de véritables bourbiers... les troupes bivouaquées sous la petite tente souffraient horriblement de l'humidité et du froid, dont rien ne les abritait dans ces plaines nues de la Beauce... Les positions étaient devenues intenables pour nos troupes par suite des boues, des maladies et du manque absolu de ressources dans les villages et les fermes si dévastés que nous occupions... il faut changer nos bivouacs et nos cantonnements devenus inhabitables, par suite des boues et des mauvais temps, contre des emplacements plus sains (1). Cette station dans « des bourbiers » était-ce bien là la suite nécessaire de la victoire de Coulmiers, et le général en chef qui s'était montré si bon organisateur à Salbris pensait-il relever ainsi le moral et la discipline de ses troupes? Qui pourrait dire que les « défaillances » que nous verrons se produire dans quelques jours et qui ont été signalées par les chefs de corps, le général Chanzy notamment, n'étaient pas dues en partie, à cette inaction qui suivit Coulmiers.

Le général d'Aurelle écrit dans son ouvrage qu'il connaissait son armée, qu'elle était pleine de courage, « mais qu'il ne pouvait se faire illusion au point de lui croire l'aplomb et la solidité de vieilles troupes. » Ne pourrait-on dire, au contraire, que c'est parce qu'il n'avait pas affaire à de vieilles troupes, que le général d'Aurelle aurait dû peut-être accroître la confiance par de nouveaux engagements. De vieilles troupes, rompues à la discipline, peuvent seules comprendre qu'on s'arrête après une victoire, et résister à un séjour prolongé dans des cantonnements malsains et boueux.

La raison alléguée pour expliquer cette inaction est la nécessité d'établir un camp retranché autour d'Orléans. Dès le 27 octobre, en effet, M. de Freycinet avait recommandé au général d'Aurelle « d'établir un camp fortifié autour d'Orléans, pouvant contenir 150 à 200,000 hommes... » En prescrivant de « constituer là un point d'arrêt défensif à la marche de l'ennemi, » le délégué du ministre de la guerre entendait-il condamner les troupes à l'immobilité, leur retirer des mains les armes dont elles devaient si noblement se servir, pour les condamner à manier la pelle et la pioche? En ce cas, sa conception, — trop fidèlement suivie par le général d'Aurelle, — était fausse. L'examen des faits vient de le prouver.

(1) Extraits du livre du général Chanzy.

Mais n'était-il pas possible de réunir des travailleurs civils en nombre suffisant pour permettre à l'armée de poursuivre ses succès?

Ne convenait-il pas, enfin, de considérer le camp d'Orléans comme une base d'opérations



LE GÉNÉRAL D'AURELLE DE PALADINES.

assurant aux troupes, en cas d'échec, une retraite certaine, et opposant à l'ennemi, même victorieux, un obstacle infranchissable?

Il est indispensable de s'arrêter sur ces deux points.

Le 11 novembre, M. de Freycinet écrivait au général d'Aurelle :

« Vous avez des pouvoirs de réquisition illimités pour vous procurer, dans toute la contrée, des travailleurs, des chevaux, des outils, des chefs de travaux et tous les autres moyens

d'action que vous jugerez utile. Concertez-vous avec le préfet du Loiret, auquel nous envoyons copie de la présente dépêche. Nous avons donné ordre de vous expédier des ingénieurs et une compagnie de génie. »

Le 19 novembre, M. Gambetta demandait qu'il y eût au moins *trois mille* travailleurs « pelle en main. » Le même jour, M. de Freycinet télégraphiait au général en chef : « On nous affirme que *cinq cents* travailleurs seulement sont occupés aux terrassements. » Cinq cents travailleurs réunis au bout de huit jours, était-ce suffisant pour fortifier la position au point de la rendre inaccessible à l'ennemi, et un tel travail exigeait-il impérieusement la présence des 100,000 hommes de l'armée de la Loire?

Quant à la seconde question, l'importante lettre qui suit fait connaître l'opinion de M. de Freycinet :

« Tours, 13 novembre 1870.

« Général,

« Ainsi que je l'ai dit hier avec insistance, vous devez considérer Orléans comme une nouvelle base d'opérations (1). Dès lors, il importe de ne pas s'y enfermer indéfiniment ; mais il faut, au contraire, envisager le camp retranché que vous y faites établir comme un refuge dans lequel vous rentrerez après des expéditions heureuses.

« Il serait dangereux, selon moi, d'attendre patiemment à Orléans que des forces supérieures vinssent vous attaquer. Si, par exemple, une occasion favorable s'offrait d'écraser à quelque distance un corps inférieur en nombre, vous devriez évidemment en profiter.

« Or, la situation présente est celle-ci : d'un côté, au delà d'Artenay, sont réunies des forces que les évaluations les plus élevées mettent à 55,000 hommes, et que je suppose devoir être d'une quarantaine de mille, avec une nombreuse artillerie. En même temps, des corps paraissent vouloir venir du côté de Pithiviers et de Montargis. Peut-être encore que d'autres viennent de Paris ou de Chartres. Je n'en suis point inquiet, car je crois fermement que vous serez en mesure de résister à leurs efforts combinés. Mais, la question se pose de savoir s'il ne serait pas avantageux pour vous de vous porter au-devant de ces diverses forces et de les écraser successivement. Ainsi, n'y aurait-il pas lieu, par exemple, de vous porter au-devant d'Artenay, et d'y livrer bataille avant l'arrivée des renforts?

« Je vous prie d'étudier attentivement cette question, et, dans le cas où vous la résoudriez dans le sens de l'affirmative, vous me le feriez connaître par le télégraphe. En ce cas, vous devriez évidemment commencer par faire demain des reconnaissances approfondies pour déterminer avec exactitude l'importance et la position des corps prussiens ; et ce ne serait que si la partie vous semblait vraiment belle que vous la tenteriez. Vous vous mettriez alors en marche après-demain mardi, et vous livreriez bataille mercredi. Pendant ce temps-là, vos travaux de défense continueraient au camp d'Orléans, avec persistance.

« Quelle que soit votre décision à cet égard, ne perdez pas de vue que vos troupes doivent, en tout cas, faire de longues promenades, vraies expéditions militaires, autour

(1) La veille, une conférence avait été tenue à Villeneuve d'Ingré. Il est assez difficile de préciser les résolutions qui furent arrêtées dans ce conseil de guerre, les récits du général d'Aurelle et de M. de Freycinet étant en contradiction manifeste. Sans soulever à ce propos, un débat inutile, il est permis de croire que le délégué du ministre de la guerre, sans réclamer une marche sur Paris, se prononçait cependant contre l'idée d'immobiliser les troupes devant Orléans, puisque dès le lendemain il rappelait et exposait « ce qu'il avait dit la veille avec insistance. »

de vous. Lancez chaque jour une colonne de 20 à 30,000 hommes pour nettoyer le pays.

« *Signé* : DE FREYCINET. »

Quant au général d'Aurelle, son sentiment était tout opposé, il estimait qu'il fallait attendre dans des positions fortifiées le choc de l'ennemi. Dans une lettre adressée au ministre en date du 18 novembre, il écrivait cependant : «... Ce ne sera que lorsque tous ces travaux seront terminés et que ces batteries seront armées, que l'armée de la Loire aura la liberté d'action. » Cette phrase ne signifie-t-elle pas bien clairement, que les jeunes troupes victorieuses à Coulmiers se porteront en avant, le jour où elles laisseront derrière elles un refuge suffisant pour les recevoir et les protéger en cas d'échec ?

Le camp retranché d'Orléans se composait de deux lignes de retranchements; l'une formait une enceinte rapprochée qui, embrassant la ville et ses faubourgs, devait recevoir sa force principale de puissantes batteries armées de canons de marine; l'autre plus éloignée, mais se combinant également avec des batteries fixes, était destinée à couvrir l'armée dans les positions qu'elle occupait, et à lui préparer le terrain d'une bataille défensive, pour le cas où l'ennemi viendrait l'attaquer.

Cette seconde ligne, empruntant d'abord la lisière de la forêt à droite, entre Saint-Lyé et Chevilly, se dirigeait vers Gidy et Boulay, où, formant un angle saillant, elle se rabattait à gauche sur la Loire vers Ormes et Ingré. En avant d'elle, une série de postes avancés, protégés par des tranchées-abris, défendaient les approches du camp sur les routes de Paris et de Châteaudun.

Le 30 novembre, cinq batteries étaient placées en avant d'Orléans : une à la Croix Fleury, au faubourg Saint-Vincent, battant la route de Pithiviers, deux étaient construites au nord de la gare du chemin de fer et avaient vue sur la route de Paris; une quatrième à la droite du faubourg Saint-Jean dominait Saran et Ormes; et enfin la cinquième était établie à la sortie du faubourg Madeleine et commandait la route de la Chapelle.

Six autres batteries construites pour les pièces de l'artillerie de réserve battaient les points qui n'étaient pas vus par l'artillerie de marine.

Si les journées qui suivirent Coulmiers furent perdues au point de vue de l'action, du moins, elles servirent à l'organisation de forces nouvelles. Trois corps allaient entrer en ligne, doubler le chiffre des troupes que nous avions pu jusqu'ici opposer aux Allemands. Déjà le général Chanzy avait vu le 16e corps porté de deux à trois divisions par l'arrivée successive des régiments que le général Maurandy avait organisés et armés à Gien. Pour compléter l'effectif, le ministre de la guerre avait, en outre, envoyé plusieurs détachements de Bourges et de Tours.

Dès le 13 novembre, le général d'Aurelle était informé par le délégué à la guerre qu'un nouveau corps, le 17e, était en formation à Mer et à Blois, sous les ordres du général Durrieu, rappelé d'Algérie, où il était sous-gouverneur (1). Le 15 novembre, une seconde

(1) **ORDRE DE BATAILLE DU 17e CORPS**

Commandants successifs
- Général Durrieu.
- Général de Sonis, jusqu'au 2 décembre.
- Général Guépratte, jusqu'au 21 décembre.
- Général De Colomb,

dépêche prévenait le général que le 17e corps, muni de son artillerie, passait sous son commandement, et qu'il était établi entre Meung et Marchenoir, se reliant à Châteaudun avec les troupes, ou plutôt « avec les bandes armées » qui constituaient l'armée de l'ouest, sous les ordres du général Fiéreck.

Le mouvement du grand-duc de Mécklembourg vint modifier ces résolutions : il sembla nécessaire au ministre de la guerre de protéger plus sérieusement le flanc gauche de l'armée de la Loire, et en même temps Tours. Il dirigea donc tout le 17e corps dans la direction de Châteaudun. Malheureusement, l'incertitude des renseignements, la mobilité excessive des détachements allemands, obligèrent le 17e corps, dès les premiers jours de sa formation, à faire des mouvements qui ne tardèrent pas à montrer le peu de cohésion de ces forces réunies en toute hâte.

Chefs d'état-major successifs { Général Brunot de Rouvre, jusqu'au 27 novembre.
Général De Bouillé, jusqu'au 2 décembre.
Colonel Forgemol.

Commandant l'artillerie : Barbary de Langlade.

Commandant le génie : Colonel Charier.

1re DIVISION D'INFANTERIE.

Commandants successifs { De Brémont d'Ars, général de division.
Général de Roquebrune.

1re *brigade.*

Commandants successifs { Paris, colonel de l'armée auxiliaire.
Général Bevard.

41e régiment de marche d'infanterie.
74e régiment de la garde mobile (Lot-et-Garonne).

2e *brigade,*

Commandants successifs { Général de Vaisse-Roquebrune.
Colonel Faussemagne.

11e bataillon de chasseurs à pied de marche.
43e régiment de marche d'infanterie.
72e régiment de la garde mobile (Cantal, Yonne).

ARTILLERIE : trois batteries.

GÉNIE : 1re section de la 3e compagnie *bis* du 1er régiment du génie.

2e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandants successifs { Général Dubois de Jancigny.
Général Paris.

1re *brigade.*

Commandant : Bonnet, colonel de l'armée auxiliaire.

9e bataillon de marche de chasseurs.
40e régiment de marche d'infanterie.
19e régiment de la garde mobile (Cher).

Plus tard. — 1re *brigade.*

Commandant : Colonel Koch.

10e bataillon de chasseurs à pied.
48e de marche.
(*Plus tard*) 80e de mobiles (Isère), 1er bataillon.
64e de marche, 1er bataillon.

Le général de Sonis, appelé au commandement du 17ᵉ corps, en remplacement du général Durrieu, sollicita et obtint du ministre l'autorisation de tenter une expédition sur Brou. Le 25 novembre, à sept heures et demie du matin, les troupes du 17ᵉ corps se mirent en marche et arrivèrent devant les positions de Yèvres. Accueilli par un feu très-vif, le général de Sonis plaça en batterie toute son artillerie, et força l'ennemi à la retraite. La nuit venue, les Français revinrent à Marboué.

En réalité, ce coup de main présentait de sérieux dangers. Il n'avait aucune importance, aucune utilité pratique, puisque nous abandonnions aussitôt les positions conquises, et il allait attirer sur le 17ᵉ corps l'attention de l'ennemi. A peine de retour à Marboué, le

2ᵉ brigade.

Commandant : Lieutenant-Colonel Thibouville.

51ᵉ de marche.
85ᵉ mobiles (Gers).

Artillerie : trois batteries.

Génie : 2ᵉ section de la 3ᵉ compagnie *bis* du 1ᵉʳ régiment du génie.

3ᵉ DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant : Deflandre, général de brigade.

1ʳᵉ brigade.

Commandant : Jouffroy d'Abbasse, colonel.

1ᵉʳ bataillon de chasseurs à pied de marche.
45ᵉ régiment de marche d'infanterie.
70ᵉ régiment de garde mobile (Lot).

2ᵉ brigade.

Commandant : Sautereau, colonel.

46ᵉ régiment de marche d'infanterie.
76ᵉ régiment de la garde mobile (Ain, Aude, Isère).

Artillerie : trois batteries.

Génie : 1ʳᵉ section de la 4ᵉ compagnie *bis* du 3ᵉ régiment du génie.

DIVISION DE CAVALERIE.

Commandants successifs { De Longuerue, général de division. Général Guépratte. Général d'Espeuilles.

1ʳᵉ brigade.

Commandants successifs { De Sonis, général de brigade. De Landreville, général.

6ᵉ régiment mixte de cavalerie légère.
4ᵉ lanciers de marche.
5ᵉ mixte de ligne.

2ᵉ brigade.

Commandants successifs { Guépratte, général de brigade. Général Barbut.

4ᵉ régiment mixte léger.
4ᵉ cuirassiers de marche.
5ᵉ d° d°

Réserve d'artillerie : Cinq, puis huit batteries.

Parc : Une compagnie du train.

général de Sonis fut averti que *trois* (1) corps prussiens marchaient à sa rencontre. Quoique notablement exagéré, l'avis était juste : le grand-duc de Mecklembourg avait aussitôt dirigé de ce côté une partie de ses forces. Dans ces circonstances, le général de Sonis télégraphia au ministre de la guerre, et reçut de lui l'autorisation de battre en retraite sur la forêt de Marchenoir. Les Allemands occupèrent aussitôt les positions que nous venions d'abandonner. Le 27 novembre au soir, les 17ᵉ et 22ᵉ divisions d'infanterie étaient à Bonneval; le 1ᵉʳ corps bavarois à Châteaudun. Ce mouvement avait pour nous une extrême gravité : il établissait l'ennemi sur le flanc gauche de l'armée de la Loire, et lui permettait de nous inquiéter en deçà de la Conie, dont les défenses se trouvaient dès lors tournées.

Dès le lendemain 28, les Allemands envoyèrent des reconnaissances jusqu'à hauteur de Mée; le 29 enfin, ils se portèrent dans la direction de Varize. La brigade de cavalerie Digard dut se replier, et les francs-tireurs de Lipowski rallièrent les détachements de Villier, Nottonville, Pontaut, Bazoche. Une compagnie de francs-tireurs girondins, surprise dans le parc de Varize par les Bavarois, fut obligée de se rendre après un combat acharné. En même temps, notre cavalerie était ramenée jusqu'à Tournoisis, et le général Guyon-Vernier, en soutenant la lutte, était blessé de trois coups de sabre.

Les débuts du 17ᵉ corps n'étaient pas heureux; ceux du 18ᵉ et du 20ᵉ corps avaient été moins accidentés (2).

D'après les instructions du ministre de la guerre, le 18ᵉ corps devait se former à Nevers.

(1) *Rapport de M. Perrot sur les actes du gouvernement de la Défense nationale.*

(2) **ORDRE DE BATAILLE DU 18ᵉ CORPS**

Commandants successifs { Le général Abdelal (n'a pas pris possession de son commandement).
Le général Bourbaki, du 2 au 5 décembre.
Le général Billot.

Chefs d'état-major successifs { Colonel Billot.
Colonel Gallot, du 5 décembre au 18 janvier.
Lieutenant-colonel de Sachy.

Commandant l'artillerie : Colonel Charles.

Commandant le génie : Colonel de la Berge.

1ʳᵉ DIVISION.

Commandant : Général Feillet-Pilatrie.

1ʳᵉ *brigade.*

Commandants successifs { Colonel Bonnet, jusqu'au 15 décembre.
Lieutenant-colonel Leclaire.

9ᵉ bataillon de marche de chasseurs.
40ᵉ régiment de marche.
19ᵉ régiment de mobiles (Cher).

2ᵉ *brigade.*

Commandants successifs { Général Hainglaise, jusqu'au 27 novembre.
Lieutenant-colonel Robert.

44ᵉ régiment de marche d'infanterie.
73ᵉ régiment de la garde mobile (Loiret, Isère).

ARTILLERIE : trois batteries.

GÉNIE : 1ʳᵉ section de la 7ᵉ compagnie *bis* du 1ᵉʳ régiment du génie.

Le lieutenant-colonel d'état-major Billot, chef d'état-major de la division Laveaucoupet, qui avait pris une part glorieuse à la bataille de Spickeren, et était parvenu à s'échapper de Metz après la capitulation, avait été chargé par le ministre d'organiser le 18e corps, comme chef d'état-major, avec le grade de colonel.

Cette mission était d'autant plus difficile, qu'aucun des généraux promus n'avait encore rejoint ses troupes.

Le commandement supérieur était réservé au général Bourbaki. Le 21 novembre, un ordre du ministre, transmis par le lieutenant-colonel de Bastard, prescrivit de diriger sur Gien toutes les troupes réunies à Nevers. Le 23, les régiments campèrent sur la rive gauche de la Loire, en aval du pont, près du village de Poilly. Successivement, les généraux

2e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandants successifs { Colonel Perrin, jusqu'au 2 décembre.
Penhoat, contre-amiral.

1re *brigade.*

Commandant : Perrin, colonel de l'armée auxiliaire.

12e bataillon de marche de chasseurs à pied.
52e régiment de marche d'infanterie.
77e régiment de garde mobile (Tarn, Maine-et-Loire, Allier).

2e *brigade.*

Commandants successifs { Colonel Gaday, jusqu'au 1er décembre.
Perreaux, général de brigade de l'armée auxiliaire.

92e régiment d'infanterie de ligne.
Régiment de marche d'infanterie légère d'Afrique.
80e régiment de garde mobile (Deux-Sèvres, Ardèche, Isère).

ARTILLERIE : trois batteries.

GÉNIE : 2e section de la 7e compagnie *bis* du 1er régiment du génie.

3e DIVISION D'INFANTERIE

Commandants successifs { Général Espivent.
Colonel Goury.
Général Bonnet.

1re *brigade.*

Commandant : Colonel Goury.

4e régiment de marche de zouaves.
81e régiment de garde mobile (Charente-Inférieure, Cher, Indre).

2e *brigade.*

Commandants successifs { Marcq Saint-Hilaire, colonel de l'armée auxiliaire.
Colonel Bremens.

53e régiment de marche d'infanterie.
82e régiment de garde mobile (Vaucluse, Drôme, Lyon).

ARTILLERIE : trois batteries.

GÉNIE : 1re section de la 5e compagnie *bis* du 4e régiment du génie.

DIVISION DE CAVALERIE.

Commandant : Général de Brémont d'Ars.

désignés avaient pris possession de leur commandement. Dès le 26, le 18ᵉ corps était en état d'agir : il fut, provisoirement, placé sous la direction stratégique du général Crouzat, commandant du 20ᵉ corps.

Ce dernier corps (1) avait été formé à Chagny, le 15 novembre, avec les troupes qui provenaient de la 1ʳᵉ armée de l'Est.

On se souvient que cette armée, primitivement confiée au général Cambriels, avait été commandée ensuite par le général Michel, qui se retira le 8 novembre. C'est à cette date que le général Crouzat fut mis à la tête des troupes, qu'il conduisit de Besançon à Chagny.

1ʳᵉ brigade.

Commandants successifs { Général Briand. Général Charlemagne.

2ᵉ régiment de marche de hussards.
3ᵉ régiment de marche de lanciers.

2ᵉ brigade.

Commandants successifs { Général Guyon-Vernier, jusqu'au 1ᵉʳ décembre. Général Hainglaise.

5ᵉ régiment de marche de cuirassiers.
5ᵉ régiment de marche de dragons.

RÉSERVE D'ARTILLERIE : quatre batteries.

PARC : deux détachements.

RÉSERVE DU GÉNIE : une section, un détachement de sapeurs conducteurs.

EFFECTIFS RÉELS DU 18ᵉ CORPS :

au 10 décembre		au 21 décembre		au 10 janvier	
1ʳᵉ division,	9,354	1ʳᵉ division,	10,790	1ʳᵉ division,	9,970
2ᵉ division,	7,846	2ᵉ division,	7,915	2ᵉ division,	9,896
3ᵉ division,	5,008	3ᵉ division,	11,294	3ᵉ division,	9,379
Division de cavalerie,	1,116	Division de cavalerie,	1,526	Division de cavalerie,	1,476
		Réserve d'artillerie, parc, génie, etc.,	1,990	Réserve d'artillerie, parc, génie, etc.,	1,824
TOTAL...	23,324	TOTAL...	33,515	TOTAL....	32,545

(1) **ORDRE DE BATAILLE DU 20ᵉ CORPS**

Commandants successifs { Général Crouzat, jusqu'au 16 décembre. Général Clinchant.

Chef d'état-major : Colonel Varaigne.

Commandant l'artillerie : Colonel Châtillon.

Commandant le génie : Colonel Picolat.

1ʳᵉ DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant : Général de Polignac.

1ʳᵉ brigade.

Commandants successifs { Colonel Boisson, jusqu'au 28 novembre. Colonel Logerot.

2 bataillons mobiles de la Loire.
85ᵉ de marche (2 bataillons).
2 bataillons mobiles (Jura).

Le 17 novembre, un ordre du ministre de la guerre prescrivit au général Crouzat de diriger par voie ferrée sur Gien, où il allait rencontrer le 18ᵉ corps.

Ces deux corps étaient destinés à opérer sous les ordres directs du ministre de la guerre



L'AMIRAL POTHUAU.

2ᵉ brigade.

Commandant : Colonel Brissac.

3 bataillons mobiles (Haute-Loire).
2 bataillons mobiles (Haute-Garonne).
1 bataillon mobiles (Saône-et-Loire).
Francs-tireurs du Haut-Rhin.

CAVALERIE : 2ᵉ régiment de marche (lanciers).

ARTILLERIE : deux batteries.

GÉNIE : une compagnie.

Mais, avant d'entrer dans le détail des mouvements opérés, et de suivre l'armée de la Loire dans les divers et rudes combats qu'elle aura à livrer autour d'Orléans, il nous faut nous transporter à Paris où de graves événements vont s'accomplir sur la nouvelle de la victoire de Coulmiers, et indiquer la marche des deux premières armées allemandes que la capitulation de Metz a rendu disponibles.

2e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant : Général Thornton.

1re *brigade.*

Commandant : Capitaine de vaisseau Aubé.
3 bataillons de mobiles (Deux-Sèvres).
2 bataillons de mobiles (Haut-Rhin).

2e *brigade.*

Commandant : Colonel Vivenot.
3e zouaves de marche.
1 bataillon de mobiles (Savoie)

CAVALERIE : 7e chasseurs à cheval.

ARTILLERIE : deux batteries.

GÉNIE : une compagnie.

3e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant : Général Segard.

1re *brigade.*

Commandant : Colonel Durachat.
47e de marche.
2 bataillons de mobiles de la Corse.

2e *brigade.*

Commandants successifs { Colonel Girard.
Colonel Simonin.
1 bataillon, 78e de ligne.
2 bataillons de mobiles (Pyrénées-Orientales).
2 bataillons de mobiles (Vosges).
1 bataillon de mobiles (Meurthe).

CAVALERIE : régiment de cuirassiers de marche.

ARTILLERIE : Deux batteries.

GÉNIE : Une compagnie.

RÉSERVE D'ARTILLERIE : Une batterie de mitrailleuses, deux batteries d'obusiers de montagne.

EFFECTIFS : L'effectif du 20e corps était d'environ 30,000 hommes le 20 novembre (général Crouzat, *Journal des Sciences militaires*) ; le 26 décembre, il était de 26,000 hommes, et quelque temps après de 22,000 hommes. (*Déposition du général Clinchant.*)

CHAPITRE VII

Travaux d'investissement exécutés par les Allemands autour de Paris. — Positions offensives. — Positions défensives. — Détail des ouvrages. — Préparatifs du général Trochu. — Nouvelle de la bataille de Coulmiers. — La base d'opération est changée. — Les ponts sur la Marne. — Combats de l'Hay, de la gare aux Bœufs. — Démonstration devant Bezons. — Le plateau d'Avron. — Bataille de Villiers (30 novembre). — Le 3e corps. — Combats de Montmesly, de Choisy-le-Roi, d'Épinay. — Reconnaissances sur Groslay et le Drancy. — Inaction du 1er décembre. — Bataille de Champigny. — L'armée française repasse la Marne.

I

Depuis le 19 septembre, jour de l'arrivée des troupes prussiennes devant Paris jusqu'à la capitulation, les Allemands ne cessèrent de se fortifier. Pour défendre un périmètre aussi étendu, peu propice par conséquent aux concentrations rapides, il était nécessaire en effet de multiplier les obstacles. Malheureusement, le terrain mouvementé des environs de Paris, dominant presque partout nos positions, offrait aux Allemands un appui naturel contre lequel tous nos efforts souvent répétés devaient successivement échouer.

Au début de l'investissement, chaque corps, chaque bataillon s'abrite à la hâte : quelques coups de pioche, des abatis, des tranchées, des murs crénelés suffisent : nul plan d'ensemble n'apparaît. Il est visible que l'ennemi ne s'attend pas à un siége long et régulier : il pense que cette grande capitale ne saurait résister longtemps. Aussi, ne se préoccupe-t-il que de se tenir en garde contre un coup de main. Mais, les jours se succèdent, et la capitulation ne se produit pas : toutes les nouvelles qui parviennent de Paris prouvent que l'on est résolu à tenir jusqu'à la dernière extrémité; enfin, en province les armées s'organisent pour marcher en avant. Menacés ainsi de deux côtés, les Allemands s'aperçoivent, enfin, que l'opération qu'ils ont entreprise va exiger tous leurs efforts : ils s'occupent dès lors activement de se fortifier, de telle sorte qu'ils puissent : 1° résister à une tentative de sortie de la place ; 2° procéder à une attaque des forts ou de l'enceinte.

Au point de vue de l'offensive, le nord et le sud étaient naturellement indiqués : à l'ouest en effet, l'assiégeant trouvait devant lui la Seine, à l'est la Marne ; en outre, le passage sous le feu des forts offrait des difficultés sérieuses.

Au nord et au sud, au contraire des positions dominantes, à bonne portée offrent des avantages immenses à l'attaque.

Bien avant la guerre, le colonel Meyer avait, dans son ouvrage que nous avons plusieurs fois cité (1), successivement étudié toutes les hypothèses admissibles, en vue d'un siége de Paris, et il s'était prononcé pour une attaque simultanée des trois forts de Saint-Denis et de celui d'Aubervilliers, en insistant sur l'importance du village du Bourget; indication précieuse qui paraît avoir également échappé, au début tout au moins, à l'assaillant et au défenseur.

Si le nord et le sud exigeaient une attention toute spéciale au point de vue de l'offensive à prendre à un moment donné, les Allemands étaient obligés de fortifier avec un soin égal toutes les parties du périmètre pour se tenir victorieusement sur la défensive. Il était certain en effet que l'assiégé tâterait l'ennemi sur tous les points, et se déciderait pour le côté qui lui paraîtrait plus vulnérable; en outre, il convenait de remarquer que suivant le but, momentanément poursuivi, les Français pouvaient avoir intérêt à se jeter à l'est ou à l'ouest tout aussi bien qu'au nord ou au sud. Victorieux à l'est en effet, ils pouvaient détruire les approvisionnements allemands, au sud tendre la main à l'armée de la Loire, à l'ouest se diriger vers Rouen; le nord enfin leur offrait de vastes plaines, indiquées comme champ de bataille.

De là, la nécessité pour les Allemands de construire partout des ouvrages défensifs.

Nous indiquerons très-brièvement les travaux entrepris par eux sur le périmètre d'investissement, en insistant plus particulièrement, lorsque le terrain aura servi à une rencontre des deux armées (2).

Région comprise entre la basse Seine et la vallée de la Croud. — Ces positions étaient gardées par le 4e corps, la droite à la Seine, la gauche sur le chemin de fer de Creil jusqu'au 11 octobre et à Montmagny à partir de cette date; par la 1re division de la garde du chemin de fer de Creil jusqu'au 1er octobre, Montmagny ensuite, la gauche à Garges sur le Rouillon; par la division de landwehr de la garde placée à dater du 7 novembre à Argenteuil puis à Besons, Houille et Saint-Germain, et appelée en grande partie à partir du 4 janvier au sud et à l'ouest de Versailles.

Le premier soin de l'ennemi fut de mettre en état de défense *Deuil*, au sud-est de *Montmorency*; 4 batteries furent établies : 2 batteries sur la *butte d'Orgemont* et une redoute pour l'infanterie sur la *butte des Plâtrières*, commandant la route de *Saint-Denis*, et celle d'*Argenteuil* furent construites vers le 22 septembre. Sur la hauteur au sud de *Sarcelles*, des tranchées-abris protégèrent des batteries : le même travail fut accompli sur la *butte Pinson*. Entre *Groslay* et *Montmagny*, une petite redoute fut élevée. *Enghien* fut relié à *Deuil* par une tranchée. Enfin, de fortes barricades interceptèrent toutes les routes venant de Paris. A

(1) *Considérations sur les défenses naturelles et artificielles de la France.*

(2) Pour ce travail, nous nous appuyons sur les ouvrages du général Vinoy et de l'amiral La Roncière et, en outre, sur les trois livres déjà cités :

1° Gœtze. *Opérations du corps du génie allemand;*
2° Cap. de Geldern. *Les Siéges de Paris et de Belfort;*
3° *Travaux d'investissement exécutés par les Allemands autour de Paris*, par un ancien élève d'une école spéciale.

l'extrême droite, le village d'*Epinay* fut retranché. Du côté d'*Argenteuil*, des communications furent ouvertes entre la *redoute des Plâtrières* jusqu'à *Bezons*. Une estacade en grosses chaînes intercepta la Seine à *Argenteuil* vers le 10 octobre, tandis que les Allemands



LE GÉNÉRAL D'EXEA

détruisaient les piles du pont de *Bezons*. Enfin, vers la même époque (milieu d'octobre) des torpilles furent placées pour barrer le chemin aux canonnières.

A la gauche de la position, 19 tranchées-abri furent établies entre le chemin de fer et la

route de Saint-Denis à *Gonesse*. Le 25 septembre, un retranchement d'infanterie pour un bataillon fut construit au sud-ouest du *château d'Arnouville*, pour protéger deux batteries sur la hauteur au nord-ouest de *Garges*. *Pierrefitte* fut mis en état de défense, et une redoute d'infanterie fut construite entre *Sarcelles* et *Saint-Brie*. Des travaux furent également commencés à *Stains*.

Dans le mois de novembre, on s'occupa de relier les différents postes entre eux par des tranchées, notamment depuis *Orgemont* jusqu'aux environs de *Bezons*. *Enghien* fut particulièrement fortifié par un retranchement allant du chemin de fer au lac. Des baraques étaient partout destinées à abriter les avant-postes. *Montmagny, Pierrefitte* et *Stains* reçurent d'importantes défenses : plusieurs maisons furent détruites, des abris à l'épreuve des obus, des retranchements, des tranchées vinrent rassurer les Allemands sur les conséquences d'une sortie dans cette direction.

Dans les mois de décembre et de janvier, les travaux furent surtout poussés à *Epinay* et à *Stains*.

Région comprise entre la vallée de la Croud et la Marne. — *A l'aile droite*, la 2e division de la garde; *à l'aile gauche*, le 12e corps (Saxons) étaient chargés de la défense de ces positions.

Aile droite. — Trois bassins d'inondations, le premier entre *Aulnay* et *Blanc-Mesnil*, le second du *Blanc-Mesnil* à *Pont-Iblon*; le troisième, du *Pont-Iblon* à *Dugny* furent établis par les pionniers de la garde. Vers le milieu d'octobre, l'inondation était partout organisée. Ce service particulièrement pénible exigea des efforts constants ; la construction et l'entretien des digues, plus tard l'enlèvement des glaces, empêchèrent les Allemands de s'occuper d'une façon suivie d'autres travaux de défense. Cette circonstance explique la facilité avec laquelle les francs-tireurs de la presse purent s'emparer du *Bourget;* mais après le 28 octobre « on fit une question d'honneur de la conservation de ce poste. » Le saillant du village étant la partie la plus exposée, on mit en état de défense l'usine à gaz, ainsi que les bâtiments situés en face, on disposa en avant de ce saillant des piquets, des trous de loup, des abatis, etc., et on relia cette avancée à la partie moyenne du village par des tranchées-abris : au milieu de novembre, on fit sauter la gare, ainsi que plusieurs maisons au nord, on détruisit la voie ferrée du côté de la *Courneuve*. Deux lignes de défense furent préparées à l'intérieur, et sur une longueur de plus de 5 kilomètres l'extérieur fut protégé. On construisit enfin 525 mètres de barricades, trois abris à l'épreuve de la bombe, 900 mètres d'abatis, 600 mètres de tranchées avec traverses, 750 mètres de communications blindées, sans compter les trous de loup, les réseaux de fil de fer, etc. *Pont-Iblon* et le *Blanc-Mesnil* furent également fortifiés, mais d'une façon beaucoup moins sérieuse. Le froid gela l'inondation au commencement de décembre, et pour casser la glace, il fallut faire travailler d'une façon constante un nombre d'hommes considérable.

Aile gauche. — La principale ligne de défense fut établie à plus de 8,000 mètres des forts; elle passait par *Chelles*, *Montfermeil*, *Clichy*, *Livry* et *Servan*; ces villages furent reliés entre eux et protégés par de petits ouvrages en terre, des batteries, des tranchées-abris et des abatis. La ligne des avant-postes suivait la lisière ouest de la *forêt de Bondy*, les pentes du plateau au nord de *Villemomble*, et se fermait sur la Marne en avant de *Chelles*. Plus tard, les Allemands organisèrent une ligne intermédiaire passant par *Gagny*, la *Maison-*

Rouge, la *Maison-Guyot*, et rejoignant la position principale à *Montfermeil*. Une lunette fut construite sur la hauteur entre *Livry* et *Clichy*. Les positions du 12ᵉ corps ayant été étendues ultérieurement jusqu'à *Aulnay*, deux lunettes, terminées à la fin d'octobre, furent élevées entre *Aulnay* et la *ferme de Rougemont* : ces deux lunettes furent plus tard réunies par une tranchée. De vastes abatis protégèrent le *parc du Raincy*. Dès la fin d'octobre, les positions du 12ᵉ corps étaient en état de défense : pendant les mois qui suivirent, les travaux furent successivement renforcés.

Région comprise entre la Marne et la haute Seine. — Les troupes chargées de garder ces positions furent fréquemment changées. Au début (*aile droite*), division wurtembergeoise (*aile gauche*), 11ᵉ corps. A partir du 7 octobre (*aile droite*), division wurtembergeoise; (*aile gauche*), 17ᵉ division; au commencement de novembre (*aile droite*), division wurtembergeoise, renforcée plus tard par une brigade saxonne; (*aile gauche*), 3ᵉ division d'infanterie; au milieu de novembre (*aile droite*), 24ᵉ division d'infanterie; (*aile gauche*), division wurtembergeoise, avec une brigade du 2ᵉ corps en réserve; au commencement de décembre (*aile droite*), 24ᵉ division d'infanterie; (*centre*), division wurtembergeoise; (*aile gauche*), 2ᵉ corps; à partir du 6 décembre (*aile droite*), division wurtembergeoise; (*aile gauche*), 2ᵉ corps; au commencement de janvier (*aile droite*), division wurtembergeoise; (*aile gauche*), 1ᵉʳ corps bavarois.

Ces positions offrent un intérêt tout spécial, puisque c'est de ce côté qu'eurent lieu les deux grandes batailles du siége de Paris. Nous insisterons donc sur les travaux accomplis par les Allemands vers la fin de novembre.

Aile droite. — Dès la fin de septembre, ordre fut donné de mettre en état de défense la lisière de *Champigny*, et d'établir en arrière des épaulements enterrés pour six pièces destinées à battre la plaine de *Joinville*. Le feu des forts de *Nogent* et de la *Faisanderie* obligea les Allemands à reporter plus loin leurs défenses principales, et, dès le début d'octobre, les travaux furent commencés sur la ligne *Villiers-Cœuilly*. Les murs du parc de *Cœuilly* furent garnis de banquettes; les issues furent barricadées; deux cimetières, l'un attenant au parc, l'autre plus au nord, furent mis en état de défense; des tranchées relièrent les divers ouvrages; une batterie fut placée au sud du parc. Au bois du *Plant*, des tranchées furent creusées; les Allemands utilisèrent enfin le remblai du chemin de fer; des abris à l'épreuve de l'obus furent construits. Une caponnière flanquante fut établie en avant du parc de *Cœuilly*. A la suite des batailles de Villiers et de Champigny, les Allemands augmentèrent considérablement les travaux; ils fortifièrent notamment le village de *Brie* et organisèrent trois lignes de défense : 1° ligne d'avant-postes au bois du *Plant;* 2° première position de bataille sur la ligne *Brie-Champigny;* 3° position de bataille principale sur la ligne de *Noisy-le-Grand-Villiers-Cœuilly-Chennevières*. Nous n'entrerons pas dans le détail de ces ouvrages, que nos troupes n'eurent pas à aborder.

Aile gauche. — Le 11ᵉ corps avait d'abord pris pour postes de combat la ligne *Sucy-Boissy-Valenton-Villeneuve-Saint-Georges;* mais la défense semblant ainsi trop éloignée, le commandant du 11ᵉ corps la porta plus avant; les avant-postes furent poussés jusqu'à hauteur de *Créteil*, et la position de retraite fut établie entre *Boissy* et *Villeneuve*. Le *Mont-Mesly* fut armé de quatre pièces, à partir du 25 septembre; en outre, deux épaulements pour six pièces chacun furent élevés à droite et à gauche du chemin qui longe le sommet de la butte. La pointe nord de *Mesly* fut mise en état de défense : trois batteries

furent construites sur le plateau, entre *Limeil* et *Villeneuve-Saint-Georges* (1). Le carrefour *Pompadour*, où se tenaient les avant-postes, fut protégé par deux retranchements, et une tête de pont construite à *Villeneuve-Saint-Georges*.

Après la bataille de Champigny et la retraite de l'armée française, les travaux de défense furent poussés par les Allemands avec la plus grande activité. Une redoute qui avait été ébauchée sur le *Mont-Mesly* fut terminée par les pionniers bavarois; les tranchées et les abatis furent multipliés, et des abris blindés protégèrent l'assaillant contre les obus des forts.

Région comprise entre la haute Seine et la Bièvre. — Le 6e corps fut, pendant toute la durée du blocus, chargé de la défense de cette région. La ligne *Thiais-Chevilly-l'Hay* fut choisie pour les avant-postes, dès le début; les grands'gardes étaient placés à 2 ou 300 mètres en avant des villages. *Thiais* et *Choisy-le-Roi* furent reliés par un retranchement et protégés par une batterie. » A *Chevilly*, les murs formant la bordure sud du chemin de Thiais furent crénelés avec soin et rattachés à l'église par des barricades et des abatis. Des épaulements pour dix-huit pièces furent enfin construits aux environs du carrefour de *Belle-Épine*.

L'obstruction de la Seine fut rendue complète au point où le pont avait été détruit. Dans les premiers jours d'octobre, une communication de plus de 300 mètres fut établie entre *Chevilly et la Rue;* sur la hauteur entre *Grignon* et *Orly* six épaulements d'artillerie furent élevés. Quelques jours plus tard, deux retranchements d'infanterie servirent de point de soutien entre *Chevilly* et la *Belle-Epine* et au sud de *la Rue*. A droite et à gauche de la route de Fontainebleau, deux nouveaux retranchements furent construits le 11 octobre. Une tête de pont fut, au commencement de novembre, établie en face de *Valenton* : un peu plus tard, on organisa la défense de l'Hay, au moyen de barricades, de tranchées, d'abris blindés. En résumé, les positions occupées par le 6e corps au sud de Paris, comprenaient : 1° une ligne d'avant-postes formée par les villages de *Choisy*, *Thiais* *Chevilly* et l'*Hay* ; 2° une position de retraite défendue par des ouvrages en terre ; 3° une forte position de réserve passant par *Orly*, *la Belle-Epine et Rungis*.

Région comprise entre la Bièvre et la vallée de Sèvres. — Au commencement de l'investissement, le 2e corps bavarois se trouva à l'aile droite de ces positions, une portion du 5e corps à l'aile gauche; à partir du mois d'octobre, les troupes de l'aile gauche furent changées : d'abord le 11e corps (moins la 22e division) puis en décembre le 1er corps bavarois, et plus tard la landwehr de la garde remplacèrent les détachements du 5e corps.

Aile droite. — Les pionniers bavarois commencèrent par mettre en état de défense la redoute de *Châtillon*, puis ils fortifièrent le plateau, aux environs de la *Tour aux Anglais*, et organisèrent les villages de *Bourg-la-Reine*, *Bagneux et Châtillon*. Le premier fut couvert, outre les tranchées, par un retranchement intérieur rattaché au parc de *Trévise* et au village de *Sceaux*. Châtillon et Bagneux étant entourés par de solides murs, la défense n'avait que peu à créer, mais les Bavarois ouvrirent un chemin de colonne défilé, tracé à travers le parc de *Sceaux* et dans le vallon en arrière de la gorge de *Bagneux*, pour relier *Bagneux* à la *Croix de Berni*, point de rassemblement de la 4e division bavaroise. Après la

(1) Toutes les batteries que nous signalons ici sont des batteries de campagne; nous aurons à donner plus tard le relevé des pièces de siége employées par les Allemands au bombardement de Paris.

BATAILLES DE VILLIERS ET DE CHAMPIGNY
NORD



sortie du 30 septembre, et le combat du 13 octobre, on augmenta les travaux : la *Croix de Berni* devint un centre de résistance, et des abris blindés furent partout construits. Dans les mois de novembre et de décembre, une seconde ligne de défense fut créée le long de la route de *Fontenay* à l'*Hay* ; la redoute de *Châtillon* fut reliée par un boyau avec le fossé de la route de *Chevreuse* : le 11 novembre, les Bavarois, redoutant une tentative de l'assiégé sur le plateau, commencèrent trois ouvrages : 1° une redoute principale à 1,100 mètres à l'ouest de *Plessis-Piquet* ; 2° Deux ouvrages de moindre importance, l'un tourné contre *Clamart* à 200 mètres plus au nord-ouest, l'autre à 375 mètres au sud-est du premier, pour battre les débouchés du ravin de *Plessis-Piquet* : le 22 novembre, les travaux étaient terminés. Quatre compagnies et 24 pièces furent placées dans ces ouvrages.

Aile gauche. — Le château de *Meudon* et les deux redoutes de *Brimborion* et de la *Capsulerie* évacuées par les Français furent dès le premier jour utilisés par l'ennemi : les ouvrages furent retournés et les gorges fermées. La ligne de défense principale suivait les berges de la Seine au sud-est de la redoute de *Brimborion* jusqu'au chemin du *Bas Meudon* et tournait ensuite au sud. Le parc du château de *Meudon* fut semé d'abatis, et à *Sèvres* la nouvelle manufacture de porcelaine fut organisée défensivement, et reliée dans le mois de novembre, avec le pavillon de *Breteuil* (parc de *Saint-Cloud*) rattaché par des tranchées et des abatis à la *lanterne de Démosthène.* A cette même époque, les travaux défensifs du *Château de Meudon* furent achevés et rattachés à la redoute de *Brimborion.* » En arrière de cette première ligne, il en existait une seconde qui partant de *Ville-d'Avray* sur la gauche passait par la *Femme sans-tête,* la *redoute des Chasseurs* (c'est le nom que les Allemands avaient donné à la redoute de la *Capsulerie*), la *Capsulerie,* l'étang des *Fonceaux*, le mur d'enceinte ouest du parc de *Meudon*, se retournait ensuite, pour monter au château de *Villebon* mis en état de défense, et se prolongeait par des tranchées jusqu'au trois redoutes du plateau ; dans ce dernier intervalle, deux batteries de 6 pièces chacune enfilaient les ravins de *Meudon* et du Val. »

Région comprise entre le val de Sèvres et la basse Seine. — Le 5e corps fut pendant toute la durée du siége chargé de défendre ces positions : à partir du 11 octobre, des détachements de landwehr de la garde furent placés en réserve en arrière de la droite.

Au début de l'investissement, « on détermina une ligne de défense qui, partant de la vallée et du village retranché de *Sèvres,* suivait le mur d'enceinte sud du parc de *Saint-Cloud*, puis la crête de la hauteur le long de la Seine jusqu'au château, allait ensuite rejoindre le mur d'enceinte nord du parc, à peu près infranchissable, dessinait une courbe concave en se pliant au tracé des murs existants, atteignait la crête supérieure des hauteurs de *Garches*, et se prolongeait enfin sur le plateau, à l'est de la *Celle Saint-Cloud*, jusqu'à l'angle sud-est de la *villa Metternich.* »

La mise à exécution du plan fut commencée le 29 septembre. Quelques travaux furent faits dans la redoute de *Montretout*, on détruisit la *Lanterne de Démosthènes*, dans le voisinage de laquelle une batterie devait être établie ; « les travaux du parc furent continués jusqu'au 20 octobre, ils consistèrent à démasquer les vues en avant de la grille, *ce qui conduisit à incendier vingt-neuf maisons* (1). »

Sur la gauche des positions, après avoir vainement tenté de brûler Rueil, les Prussiens

(1) Ce n'était que le commencement.

barrèrent la Seine à *Chatou*, et le 25 septembre ils relevèrent le câble qui permettait de communiquer de *Paris* à *Rouen*.

A la suite de la sortie du 21 octobre, les positions furent renforcées : « la ligne des avant-postes commençait dans le parc, dit le capitaine Gœtze, et comprenait le château de *Saint-Cloud*, passait par le parc de *Montretout;* la redoute française de même nom, se retournait à l'ouest, pour gagner les hauteurs de *Garches*, jusqu'au parc de *Buzenval* dont elle empruntait le mur d'enceinte, descendait dans le ravin occupé par le parc de la *Malmaison*, dont elle suivait la lisière est, et aboutissait à la Seine à *Croissy*... En arrière des grands saillants, tels que les parcs de *Montretout*, de *Buzenval* et de la *Malmaison*, elle était redoublée par des murs et des abatis formant une deuxième ligne continue qui partait de la *grille d'Orléans*, passait par la *bergerie de Garches*, l'*étang de Saint-Cucufa*, et se prolongeait le long des pentes nord et est de la *villa Metternich* jusqu'à *Bougival*. A l'ouest de *Buzenval*, un blockhaus protégeait les grand'gardes. » La position principale avait sa droite à l'*Etoile de Chasse*, où un fort retranchement était construit : la ligne de défense traversait le parc de *Saint-Cloud* dans la direction du nord-ouest, englobait une partie du village de *Villeneuve-l'Etang*, et s'élevait à l'ouest sur les hauteurs que couronnaient des batteries, de petites redoutes, et le grand retranchement du *Haras* formant une espèce de réduit. Elle suivait, ensuite, le mur nord du *Haras*, coupait le plateau de la *Celle Saint-Cloud*, tournait au nord-ouest à travers la *villa Metternich* et se dirigeait sur *Bougival*. Enfin, une quatrième position de retraite était ménagée du château de *Beauregard* au plateau de *Jardy*, au mur du parc de *Marnes*. La route de Ville-d'Avray à Versailles était enfilée dans toute sa longueur par une ligne de batteries établies sur le prolongement de la *Butte de Picardie*.

Sur aucun point, on ne trouve une telle accumulation de défenses : le capitaine Gœtze se demande même si cette abondance de retranchements était « nécessaire ou même utile. » Il se prononce pour l'opinion contraire, et attribue à ce développement des travaux qui ne permettait pas d'employer assez de monde à la protection de la ligne avancée, la facilité avec laquelle les Français purent enlever les premières défenses.

Ce rapide exposé des travaux d'investissement permettra de suivre plus aisément les batailles livrées autour de l'enceinte.

II

Tandis que les Allemands se fortifiaient ainsi, et prenaient toutes leurs dispositions pour repousser une tentative de l'assiégé, le général Trochu ne demeurait pas inactif, et poursuivait ses préparatifs de sortie vers la basse Seine. Séparés par l'armée ennemie, réduits à des communications d'autant plus incertaines que la rigueur de la saison arrêtait le plus souvent les pigeons, les gouvernements de Paris et de Tours n'avaient pu s'entendre et concerter un plan commun. La combinaison proposée par le général Trochu n'ayant pas été adoptée en province, — nous ne reviendrons pas sur cette question précédemment traitée, —

il semblait logique de faire connaître au gouverneur les raisons qui avaient fait repousser son projet, de lui exposer en détail l'opération poursuivie, et de réclamer son concours. Il ne paraît pas cependant que la délégation de Tours ait sérieusement songé à réclamer l'appui de l'armée de Paris, du moins si nous en jugeons par l'extrait suivant de la déposition du général Borel :

« M. Perrot. — Pour faire un mouvement, il aurait fallu le combiner avec une opération partant de Paris.

« M. le général Borel. — Pour moi, je ne crois pas que ce fût une chose indispensable ; cela aurait mieux valu incontestablement, mais si une armée avait été assez forte pour pouvoir repousser d'abord les armées qui étaient du côté de la Loire, et arriver jusqu'à l'armée qui était autour de Paris, on l'aurait su dans Paris incontestablement, parce qu'il se serait produit un mouvement chez l'ennemi, et que la place aurait fini par le savoir. Il n'était donc pas indispensable de combiner son mouvement avec Paris ; mais évidemment, si l'on avait pu combiner le mouvement, cela aurait été bien plus avantageux ; maintenant combiner un mouvement avec une place investie, et de laquelle on ne reçoit de nouvelles que d'une manière tout à fait incertaine, est fort difficile. »

Peut-on conclure, cependant, que la délégation de Tours ait négligé d'adresser à Paris au moins un avis? Évidemment non : nous nous trouvons, d'ailleurs, en présence d'affirmations qui ne laissent pas subsister le doute. Ce qui est certain, c'est que du 26 octobre au 10 novembre, aucun pigeon n'est arrivé.

En serrant la question de plus près, on arrive à s'expliquer que la délégation de Tours n'ait pas jugé indispensable de développer longuement son projet au gouverneur de Paris, et se soit bornée à des indications sans doute très-sommaires, qui ne sont même pas parvenues à leur adresse. M. Thiers, en effet, n'a-t-il pas passé quelques heures avec le général Trochu ; comment supposer que dans cet entretien si grave, pas un mot n'ait été dit des résolutions de Tours, et de l'existence de l'armée de la Loire? Cette armée avait déjà commencé son mouvement arrêté par les négociations relatives à l'armistice. Il y avait donc là matière à informations et à renseignement. Mais, en supposant même que, dans cette première entrevue, ce sujet n'ait pas été soulevé, quelques jours après, M. Thiers a vu le général Ducrot au pont de Sèvres, et comme à ce moment tout espoir d'armistice était rejeté, comme les opérations allaient suivre leur cours, il est évident que l'on a dû parler de la direction donnée à Tours aux armées. Si de part et d'autre le silence a été gardé, c'est là un inexplicable oubli que l'on ne pouvait, en tout cas, prévoir à Tours.

Quoi qu'il en soit de cette question, la nouvelle de la victoire de Coulmiers, arrivée à Paris le 14 novembre, vint arrêter tous les préparatifs du général Trochu qui se disposait à commencer son mouvement vers l'ouest, sous très-peu de jours : « On me somma avec violence, a dit depuis le gouverneur de Paris, *M. Gambetta surtout*, de ne plus penser à autre chose (qu'à rejoindre l'armée de la Loire), je dus transporter de l'ouest à l'est tous les préparatifs que j'avais faits dans la plaine de Gennevilliers. »

La mémoire du général Trochu le sert mal sur ce point : A la date du 13 novembre, M. Gambetta, après avoir exposé la situation de l'armée de la Loire, écrivait, en effet, au gouverneur de Paris :

« Peut-être jugerez-vous opportun de les inquiéter vivement dans cette direction, ou mieux d'essayer du côté de la Normandie une vigoureuse trouée, qui vous permettra de

faire sortir de Paris, désormais inexpugnable, 200,000 hommes qui ne sont plus nécessaires à la défense, et qui, en tenant la campagne, feraient contre-poids aux forces que le prince Frédéric-Charles amène de Metz. »

M. Gambetta n'obligeait donc nullement le gouverneur de Paris à « transporter de l'ouest à l'est tous les préparatifs. » Il laissait le général maître de choisir le point d'attaque, il l'engageait même à percer dans le sens qu'il avait précédemment indiqué. En réalité, le conseil était fort sage, il valait mieux que l'armée de Paris opérât dans une autre direction que les troupes de la Loire : on obligeait ainsi l'ennemi à diviser ses forces, et on assurait par cela même plus de chances aux deux tentatives. En se plaçant, au contraire, sur la même ligne, on permettait au prince Frédéric-Charles d'accabler les deux armées l'une après l'autre, sans avoir besoin de manœuvrer. Observons encore qu'une double victoire était indispensable dans cette hypothèse. Le général Trochu, parvenant à sortir de Paris par l'est, rencontrait devant lui le prince Frédéric-Charles, si l'armée de la Loire ne l'avait défait. Dans le cas, au contraire, d'une double opération, la sortie victorieuse de l'armée de Paris laissait le champ libre au général Trochu : les troupes allemandes étant contenues par l'armée de la Loire.

D'ailleurs, le gouverneur avait déclaré qu'il n'avait nullement besoin du concours de la province ; toute sa liberté était réservée. Il est vrai que la dépêche de M. Gambetta n'arriva que le 18, mais dix jours au moins étaient nécessaires pour préparer l'expédition du côté de l'est, tandis qu'à l'ouest, elle pouvait s'accomplir sans retard.

Quant à l'opinion publique, elle demandait, il est vrai, qu'on livrât bataille, mais elle ne prétendait pas imposer une direction. Mentionnons, enfin, cet extrait d'une dépêche du général Trochu, en date du 18 novembre, qui contraste singulièrement avec ses déclarations postérieures :

Je lis à l'instant votre dépêche du 13 à Jules Favre (annonçant la victoire de Coulmiers), arrivée aujourd'hui. Elle excite au plus haut point mon intérêt et mon zèle. Mais, elle a cinq jours de retard, et il faudra probablement huit jours pour être en mesure. Je ne perds pas une minute. *Vos dispositions en avant d'Orléans sont bonnes et la position bien choisie.* Nous avons de quoi vivre largement jusqu'à la fin de l'année, mais l'esprit public pourrait ne pas nous suivre jusque-là, et il faut que notre problème soit résolu bien avant.

Le général Ducrot fut chargé d'étudier un nouveau projet : dès le 26 novembre, tout était arrêté, et un ordre du gouverneur de Paris exposait aux divers chefs de corps les mouvements qu'ils avaient à opérer.

La ligne la plus directe pour rejoindre l'armée de la Loire était évidemment celle d'Orléans par Etampes, mais elle offrait un double désavantage ; elle conduisait les troupes de Paris au milieu des forces prussiennes ; en outre, cette voie étant tout naturellement indiquée, l'ennemi avait accumulé les obstacles, et placé là ses plus solides réserves. Il parut donc plus rationnel de se frayer un passage, en remontant la Seine sur la rive droite. Les bords du fleuve étant dominés par les plateaux de la Brie, il était indispensable de se jeter dès l'abord sur les hauteurs.

L'embouchure de la Marne était protégée par le fort de Charenton et les redoutes des bois de Vincennes ; nous étions maîtres du cours de la rivière jusqu'à Créteil ; il était donc possible de faire passer la Marne à nos troupes dans nos lignes. C'eût été une difficulté de moins ; mais pour arriver aux plateaux de la Brie qu'il était nécessaire de gravir, il fallait

livrer bataille; car l'ennemi les occupait en force depuis Cœuilly par Chennevières et Sucy jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges (1).

La sortie faite par Charenton et Créteil conduisait à attaquer cette ligne de plateaux par la droite entre Sucy et Villeneuve, après avoir enlevé les ouvrages de Montmesly. Le terrain dans cette région descend des plateaux à la plaine par des pentes raides, et nous ne pouvions en nous y engageant, nous faire appuyer par aucune artillerie de position, ni à droite, où les Allemands, couverts par la Seine, nous suivaient en nous canonnant depuis Choisy-le-Roi jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges, ni à gauche, car nos pièces amenées dans la boucle de Saint-Maur seraient écrasées par les feux plongeants de Cœuilly, de Chennevières, d'Ormesson, etc. Enfin, l'ennemi nous tournerait sans danger sur notre gauche, par le ravin d'Ormesson. Telles sont les raisons qui firent renoncer à engager la bataille dans la direction de Villeneuve-Saint-Georges, et qui décidèrent le gouverneur à ne faire de ce côté qu'une fausse attaque.

Il était plus aisé d'aborder les plateaux par leur versant nord. Les pentes y sont beaucoup plus douces, surtout dans l'axe de la presqu'île de Joinville; les hauteurs y forment une courbe à plateaux étagés, que les attaques pourraient envelopper en partie, en y concentrant leurs feux. Le vallon de la Lande, que le chemin de fer de Mulhouse a emprunté, pénètre dans cette chaîne de hauteurs, et fournit un accès moins rude et moins découvert. De plus, nos attaques seraient appuyées en arrière par le fort de Nogent et les redoutes de la Faisanderie et de Gravelle; à droite, par les ouvrages préparés d'avance dans la bouche de Saint-Maur, à gauche, par les batteries que l'on établirait sur le plateau d'Avron. Il était d'une importance extrême de s'assurer de ces appuis sur nos ailes, et surtout du plateau d'Avron, car on dominait de là les routes que les Allemands devaient faire suivre à leurs renforts pour les porter sur le champ de bataille, une fois l'action engagée.

Les ordres de mouvement transmis aux généraux contenaient les prescriptions suivantes :

Le général Vinoy prendra le commandement de toute la rive gauche de la Seine et des trois divisions qui s'y trouvent en position, sous les ordres des généraux Corréard, Maud'huy et du contre-amiral Pothuau. Les divisions de Beaufort et de Liniers opéreront isolément, en avant du Mont-Valérien, et feront de ce côté une démonstration. La division d'Hugues est provisoirement détachée à la deuxième armée. Les forces mises en mouvement sur la rive gauche de la Seine occuperont les positions suivantes : la division de Maud'huy aux Hautes-Bruyères et au Moulin-Saquet; la division Corréard à Montrouge, Vanves et Issy; la division Pothuau à Vitry et Ivry. Plusieurs bataillons de marche de la garde nationale étaient placés sous les ordres des divisionnaires.

Sur la rive gauche, deux attaques devaient être tentées : l'une par la division Maud'huy sur l'Hay; l'autre par la division Pothuau sur la gare aux Bœufs.

« Le général en chef de la troisième armée, dit le général Vinoy, n'avait pas pris part aux conseils de guerre déterminant l'opération réservée à la deuxième armée; il n'apprit que pendant leur exécution les divers mouvements qui lui avaient été prescrits, et il ne connut le point d'attaque qu'au moment même où elle avait lieu. »

Les instructions à la deuxième armée étaient ainsi conçues :

(1) Chaper. *Rapport au nom de la Commission du 4 septembre.*

Le 29, au jour, dès que les objectifs seront bien visibles, les forts et les batteries de position ouvriront un feu très-lent, mais continu et soigneusement pointé, sur la *Maison-Blanche, Villa-Évrard, Neuilly-sur-Marne, Brie-sur-Marne, le bois du Plant, bois l'Huillier, village de Champigny, pointe nord du plateau de Chennevières, à l'ouest et au-dessus de Cœuilly.* Pendant ce temps, les diverses colonnes s'avanceront dans l'ordre suivant :

La division d'Hugues attaquera par le nord, en longeant le bord du plateau jusqu'au château d'Avron ; la division Bellemare par le sud, en longeant le bord du plateau jusqu'à l'éperon sud ; la brigade Reille passera entre le village de Brie et la rivière ; la 2e brigade de la division Mattat enlèvera le village ; la 1re brigade prendra position à gauche de la route de Joinville, sur le bord du plateau. Les trois brigades, après avoir canonné Noisy-le-Grand, attaqueront le village. La division Bellemare, qui gravira pendant ce temps les pentes du plateau, à l'ouest de Noisy, tournera le village.

Les trois divisions du 2e corps se formeront sur la rive gauche de la Marne, en colonnes serrées, par brigades : la division Susbielle à droite du viaduc, fermant la route d'où part la bifurcation sur Chennevières et Villiers. La division de Maussion dans le même ordre, à gauche du viaduc ; la division Berthaut à gauche de la division de Maussion, derrière la ferme de Poulangis et le Tremblay. Après une canonnade suffisante, la division Berthaut se portera sur le village de Villiers par l'ouest et le sud. La division Susbielle abordera Champigny de front, et débordera par la gauche, cherchant à gagner le bord du plateau de Chennevières.

La division de Maussion débordera la division Susbielle, et attaquera le village de Cœuilly en l'abordant de front avec sa première brigade et le tournant par la gauche, en même temps que la division Berthaut fera effort sur le village de Villiers. La division Berthaut en possession de *Villiers* poussera une brigade en avant entre la grande route et le chemin de fer jusqu'à hauteur *de la Grenouillère* et *des bois de Saint-Martin* ; aussitôt que l'artillerie pourra arriver sur le plateau, elle s'y établira pour battre le village de *Chennevières* et les parcs de *Cœuilly et de La Lande*, qui vraisemblablement seront occupés par l'ennemi.

Après une sérieuse canonnade sur *Chennevières* et l'occupation de *Cœuilly et de Villiers* par les divisions *Maussion et Berthaut*, la division *Susbielle* se portera sur *Chennevières*, tâchera de l'enlever, et s'y établira solidement.

En même temps que la division *Susbielle* fera effort sur *Chennevières*, la division *de Maussion* poussera dans le parc de *Cœuilly*, la 1re brigade au sud dans la direction de la *ferme des Bordes* où elle cherchera à s'établir, et la 2e brigade à l'est, dans la direction du *château de la Lande*, où elle prendra également position ; elle se reliera par des tirailleurs avec la droite de la division *Berthaut* dans la direction des *Bois-Saint-Martin*. Le plateau en notre pouvoir, le 2e corps devra se borner à tenir solidement, sans chercher à gagner du terrain en avant.

Aussitôt que le mouvement du 2e corps le permettra, la division *Faron* se massera entre la Marne et la route de Champigny en colonne par brigades. La division *Malroy* suivra la division *Berthaut*, et se formera derrière le 2e corps, aussitôt le terrain dégagé. Dès que les 2e et 3e corps seront établis sur les plateaux de Chennevières et de Villiers, le 1er corps suivra leur mouvément, en passant entre Villiers-sur-Marne et Noisy-le-Grand, la division Faron en première ligne. Les objectifs du 1er corps seront : la *Grenouillère*, la *ferme de la Haute-Maison au sud-est,* et *Noisy-le-Grand.*

« Si cette première partie de l'opération a réussi, notre ligne de bataille doit s'étendre *de Chennevières à la route de Noisy-le-Grand* (*à hauteur du Gournay*), en passant par la ferme *des Bordes, la ferme des Bois-Saint-Martin, la ferme de la Grenouillère et la Haute-Maison.*

Il doit y avoir là un temps d'arrêt, pendant lequel la cavalerie, l'artillerie, l'équipage de ponts et tout le convoi se massent sur le plateau de *Villiers*, l'artillerie et l'équipage de ponts suivant la route de *Bry* et *Noisy-le-Grand*, les services administratifs et le convoi prenant la route de *Villiers* et de *Malnoue.*

La cavalerie occupant le centre du plateau entre le coude du chemin de fer et de *Noisy-le-Grand.*

Après ce temps d'arrêt, la marche en avant continue, la division *Susbielle*, abandonnant *Chennevières*, se porte vers la ferme des *Bordes* et vers le village de *Malnoue.*

La division de *Maussion* pousse vers le *parc de la Lande* et de *Plessis-Saint-Antoine* observant le village de *Combaut*, l'occupant même si l'ennemi ne s'y trouve pas en forces.

La division *Berthaut* aborde le village de *Malnoue* par l'ouest, en même temps que la division *Susbielle* par le sud.

Le 1er corps se porte sur le parc de *Lazard* et le bois de *Lognes.*

Le 3e corps sur le village de *Champs* et le bois de *Grace.*

Enfin, comme derniers objectifs, l'armée se dirigera :

Le 2e corps, sur *Emerainville.*

Le 1er corps, sur *Beaubourg* et *Lognes.*

Le 3e corps, sur *Torcy.*

La cavalerie, appuyée par quatre batteries d'artillerie, établies entre *Saint-Tibault-des-Vignes* et *Gouvernes*, poussera jusqu'à *Lagny*, pour en détruire les ponts et observer le bord de *la Marne.*

Le lendemain, nous nous dirigerons sur *Crécy*, *Quincy*, *Ségy;* le jour suivant, l'armée pourrait être réunie sur le plateau qui domine *Coulommiers* au nord. De là, suivant les circonstances, on se dirigerait sur *Bray* ou sur *Nogent.* »

En outre des opérations exécutées par les 2e et 3e armées, le commandant supérieur de Saint-Denis, vice-amiral La Roncière, devait s'emparer du village d'Epinay au nord, tandis que la brigade Lavoignet aurait pour objectif le Drancy, au nord-est.

Sur tout le périmètre de Paris, l'action allait donc s'engager vigoureusement.

Le général Trochu avait dès le 24 novembre, prévenu la délégation de Tours : «...Mardi 29, l'armée extérieure commandée par le général Ducrot, le plus énergique de tous, abordera les positions fortifiées de l'ennemi, et s'il les emporte, poussera vers la Loire, probablement dans la direction de Gien ..... Tâchez de réunir à Bourges des munitions et des vivres pour l'armée du général Ducrot qui tâchera d'y arriver. »

Le 28, la population de Paris fut prévenue, deux proclamations des généraux Trochu et Ducrot avertirent que le moment suprême était arrivé.

Le langage mâle du commandant de la 2e armée produisit une indicible émotion. « ..... Puisse cette pensée vous faire partager la soif de vengeance, la sourde rage qui m'anime, et vous inspirer le mépris du danger. Pour moi, j'y suis bien résolu, j'en fais le serment devant vous, devant la nation toute entière : Je ne rentrerai dans Paris que mort

ou victorieux ; vous pourrez me voir tomber; mais vous ne me verrez pas reculer. Alors, ne vous arrêtez pas, mais vengez-moi. »

Ces nobles paroles donnèrent au soldat une invincible confiance. Malheureusement, l'heure de la bataille allait être forcément retardée.



LE GÉNÉRAL RENAULT.

Pour aller chercher l'ennemi au-delà de la Marne, il était nécessaire de jeter des ponts : cette besogne avait été fixée à la nuit du 28 au 29, et confiée à un ingénieur, M. Krantz. Les bateaux étaient portés sur des charriots, mais les pontons destinés au passage de l'artil-

lerie durent être remorqués par des bateaux à vapeur sur la Marne (1). A l'heure dite, les remorqueurs arrivent, mais une crue subite s'est déclarée, crue tellement forte (2) « que des îles découvertes pendant la journée sont envahies par les eaux. » Le courant sous le

(1) Cette crue a donné lieu à de nombreux commentaires : on a dit même qu'elle n'avait pas eu lieu, et que les ponts étaient trop courts. Un mémoire très-explicite de M. l'ingénieur Krantz a prouvé que la crue était bien réelle.

(2) Nous avons, dans le premier volume, sommairement indiqué la composition des armées de Paris, il est nécessaire pour l'intelligence des opérations qui vont suivre de reproduire l'ordre de bataille exact :

PREMIÈRE ARMÉE.

Commandant : Général CLÉMENT THOMAS.

266 bataillons de marche de la garde nationale organisée à 500 hommes chacun (133,000 hommes).

—

DEUXIÈME ARMÉE

Commandant : Général DUCROT.

Chef d'état-major : Général Appert.
Commandant de l'artillerie : Général Frébault.
Commandant du génie : Général Tripier.

1er Corps d'Armée. — Général BLANCHARD.

1re *Division*. — Général de Malroy.

1re brigade, Général Martenot.	1er, 2e, 3 et 4e bataillons de mobiles d'Ille-et Vilaine, lieutenant-colonel de Vigneral. 1er, 2e, 3e et 4e bataillons de mobiles de la Côte-d'or, lieutenant-colonel de Grancey.
2e brigade, Général Paturel.	121e de ligne, lieutenant-colonel Maupoint de Vandeuil. 122e de ligne, lieutenant-colonel Barbe.

2e *Division*. — Général de Maud'huy.

1re brigade général Valentin.	109e de ligne, colonel Miquel de Riu. 110e de ligne, colonel Mimerel. 2e, 3e, 4e et 5e bataillons de mobiles du Finistère, colonel de Villebret.
2e brigade, Général Blaise.	111e de ligne, lieutenant-colonel Scholer. 112e de ligne, lieutenant-colonel Lespieau.

3e *Division*. — Général Faron.

1re brigade, Colonel Comte.	113e de ligne, lieutenant-colonel Pottier. 114e de ligne, lieutenant colonel Vanche. 1er, 2e, 3e et 4e bataillons de mobiles de la Vendée, lieutenant-colonel Aubry
2e brigade, général de La Mariouse.	35e de ligne, lieutenant-colonel Martinaud. 42e de ligne, lieutenant colonel Charpentier.

2e Corps d'armée. — Général RENAULT.

1re *Division*. — Général Susbielle.

1re brigade, général de La Charrière.	115e de ligne, lieutenant-colonel Benedetti. 116e de ligne, lieutenant-colonel Panier des Touches.
2e brigade, général Lecomte.	117e de ligne, lieutenant colonel Montara. 118e de ligne, lieutenant-colonel de Beaufort.

pont de Joinville est devenu si fort que les remorqueurs reculent en l'abordant; et lorsqu'en chargeant ses soupapes, au risque de sauter, celui qui tient la tête parvient à dépasser l'arche, les bateaux remorqués sombrent avec leur équipage.

2e *Division.* — Général Berthaut.

1re brigade, général Bocher.	119e de ligne, lieutenant-colonel Cholleton. 120e de ligne, lieutenant-colonel Huguet.
2e brigade, colonel Bouthier.	2e, 3e, 4e et 5e bataillons de mobiles du Loiret, colonel de Montbrison. 1er, 4e et 5e bataillons de mobiles de la Seine-Inférieure, et 2e bataillon de de mobiles de la Drôme, colonel Balette.

3e *Division.* — Général de Maussion.

1re brigade, général de Courty.	123e de ligne, lieutenant-colonel Dupuy de Podio. 124e de ligne, lieutenant-colonel Sanguinetti.
2e brigade, général Avril de l'Enclos.	125e de ligne, lieutenant-colonel Jourdain. 126e de ligne, lieutenant-colonel Neltner.

3e Corps d'Armée. — Général d'Exéa.

1re *Division.* — Général de Bellemare.

1re brigade. colonel Fournès.	4e zouaves, lieutenant-colonel Méric. 136e de ligne, lieutenant-colonel Allard.
2e brigade, colonel Colonieu.	1er, 2e, 3e et 4e bataillons de mobiles de Seine-et-Marne, lieutenant-colonel Franceschetti. 1er, 2e et 5e bataillons de mobiles du Morbihan.

2e *Division.* — Général Mattat.

1re brigade, colonel Bonnet.	105e de ligne, colonel Galland. 106e de ligne, colonel Du Guiny. 1er, 2e et 3e bataillons du Tarn, lieutenant-colonel Reille.
2e brigade, général Daudel.	107e de ligne, lieutenant-colonel Tarayre. 108e de ligne, lieutenant-colonel Coiffé.

Division de cavalerie. — Général de Champeron.

1re brigade, général Gerbrois.	1er régiment de marche de dragons. 2e régiment de marche de dragons.
2e brigade, général Cousin.	1er régiment de chasseurs. 9e régiment de chasseurs.

1er régiment de gendarmerie, colonel Allavène.

—

TROISIÈME ARMÉE.

Commandant : Général Vinoy.

Chef d'État-major : Général de Valdan.

1re *Division.* — Général Soumain.

1re brigade, général d'Argentolle.	Garde républicaine à pied. Régiment de gendarmerie, 1re légion. Gendarmerie de l'Est.
2e brigade,	Forestiers. Douaniers. Dépôt du 29e de ligne. Dépôt de 59e de ligne.

A deux heures du matin, il est reconnu enfin que tout effort est inutile, et qu'il faut attendre un jour. Avis est aussitôt donné au général Ducrot et au gouverneur.

A Paris comme à Metz, la fatalité est contre nous : une crue subite avait, le 12 août, emporté les ponts jetés par le général Coffinières, et retardé notre mouvement sur Verdun; une crue ajourne notre opération sur la Marne, et va donner peut-être à l'ennemi le temps de se préparer.

Devant un accident aussi grave, il faut aviser sur l'heure : que faire? Avouer la vérité, c'est jeter le découragement dans la population et dans l'armée, mais poursuivre les opérations secondaires, jeter le général Vinoy sur l'Hay, l'amiral Pothuau sur la Gare-aux-Bœufs, c'est faire tuer des hommes inutilement. Le gouverneur de Paris et le général Ducrot adoptent cependant ce dernier projet (1).

A la pointe du jour, le 29 novembre, la brigade Valentin (109e, 110e de marche et mobiles du Finistère) se jette sur le village de l'Hay, et aborde vigoureusement les positions.

2e *Division.* — Général de Liniers.

1re brigade, colonel de Filhol.	1re, 2e, 3e et 4e bataillons de mobiles des Côtes-du-Nord. 1er, 2e, 3e bataillons de mobiles de l'Hérault.
2e brigade, colonel de Chamberet.	1er, 2e, 3e bataillons de mobiles de Seine-et-Oise. 4e, 5e, 6e bataillons mobiles de Seine-et-Oise.

3e *Division.* — Général de Beaufort d'Hautpoul.

1re brigade, général Dumoulin.	1er, 2e, 3e bataillons de mobiles de l'Aube. 1er, 2e, 3e bataillons de mobiles de Saône-et-Loire.
2e brigade, capit. de frégate d'André.	2e, 3e, 4e bataillons de mobiles de l'Ain. 1er, 2e, 3e bataillons de mobiles de la Vienne.

4e *Division.* — Général Corréard.

1re brigade, lieut.-colonel Champion.	1er, 2e, 3e bataillons de mobiles de la Seine-Inférieure. 1ers bataillons de l'Aisne, de l'Indre et du Puy-de-Dôme.

(1) Il a été vivement reproché au général Trochu d'avoir, malgré tout, tenté l'attaque sur l'Hay; nous le verrons plus loin, les apparences pourraient faire croire que c'était par suite d'un oubli que l'opération n'avait pas été ajournée, mais le rapporteur de la commission, M. Chaper, nous fournit le renseignement suivant : « Votre commission a reçu l'assurance que ce contre-ordre avait été discuté entre le gouverneur et le général Ducrot, et volontairement ajourné par eux. »

Il est regrettable que la commission n'ait pas publié les preuves dont elle parle, car il existe une dépêche publiée dans le livre du général Vinoy qui donnerait à penser que l'oubli reproché au gouverneur de Paris n'est que trop réel. Voici le texte de cette dépêche :

Paris, 29 novembre, 7 h. 30 m. du matin.

« *Général Schmitz à général Vinoy, amiral La Roncière, généraux Beaufort, de Liniers.*

« Le général Schmitz reçoit la dépêche suivante du gouverneur :

« Prévenez Vinoy, La Roncière, Beaufort, Liniers, que la grande opération est ajournée par suite de la « crue de la Marne et rupture de barrage. La suite de leur opération doit se mesurer sur cet incident. — « *Ils seront juges*; adressez-leur cette dépêche. »

Le sens de cette dépêche est bien clair, il ne parle nullement, on le voit, de l'accord convenu avec le général Ducrot pour laisser s'engager l'action. Il laisse les généraux juges. Le télégramme parvint à Saint-Denis avant que le premier coup de fusil ne fût tiré, et l'amiral La Roncière remit aussitôt au lendemain. « Lorsque la nouvelle du contre-ordre général, amené par l'incident des ponts de la Marne, se répandit dans les rangs, écrit l'amiral, on dut se résoudre à rentrer dans les cantonnements. » Malheureusement, le télégramme, nous le verrons quelques lignes plus loin, arriva trop tard au général Vinoy.

L'ennemi dirige une vive fusillade sur nos têtes de colonne, mais l'obscurité n'est pas encore dissipée; les coups ne portent pas. Le principal effort est dirigé sur la droite du village : vers huit heures, le cimetière et quelques maisons isolées sont en notre pouvoir; sur la gauche, l'action est moins heureuse, les Allemands du 6e corps sont retranchés dans un vaste parc et, grâce aux murs crénelés, ils nous fusillent à coup sûr. A 8 heures 35 minutes, toutes nos réserves sont engagées, moins une compagnie, lorsque le général Vinoy



LE GÉNÉRAL LADREIT DE LA CHARRIÈRE.

reçoit la dépêche du gouverneur qui lui annonce l'*incident* regrettable survenu sur la Marne. « Comment, écrit le commandant en chef de la 3e armée (1), depuis le matin, avec un effectif insuffisant, avec des moyens matériels d'artillerie et du génie incomplets, il (le

(1) Général Vinoy. *Siége de Paris. Opérations du 13e corps et de la 3e armée.*

général Vinoy) s'épuisait à soutenir une lutte inégale et meurtrière, pour attirer sur lui les efforts de l'ennemi, et favoriser ainsi la grande opération entreprise sur un autre point. Maintenant, il apprenait que tous ses efforts étaient inutiles, que les pertes qu'il avait faites et le sang qui avait été répandu demeuraient sans résultats! Cette bataille, au succès de laquelle il s'était efforcé de contribuer, en exposant encore plus que de coutume les troupes qu'il commandait, on l'informait qu'elle était différée, *et on n'avait pas songé à le prévenir d'ajourner son attaque.*

Dès lors, la lutte avait duré trop longtemps, et nos pertes étaient déjà trop sanglantes pour un résultat aussi négatif! Dans ces conditions, la prolongation d'un combat dont l'issue ne devait être aucunement profitable, eût été plus qu'une faute. Le général en chef envoya donc immédiatement l'ordre au général Valentin de se replier en bon ordre sous la protection de l'artillerie des Hautes-Bruyères. »

Nos pertes étaient considérables : elles atteignaient 1,000 hommes dont 30 officiers, et une seule brigade avait été engagée. Le 110ᵉ de marche avait particulièrement souffert.

L'amiral Pothuau avait, pendant ce temps, opéré son coup de main sur la Gare-aux-Bœufs. Après une violente canonnade des forts et des chaloupes canonnières, deux compagnies de fusiliers marins, une compagnie du 116ᵉ bataillon de la garde nationale, et une du 106ᵉ, s'étaient avancées le long du chemin de fer. Les Prussiens, surpris, avaient regagné Choisy en toute hâte, laissant six prisonniers entre nos mains. De ce côté, du moins, la sortie n'avait pas été meurtrière, quelques hommes avaient été blessés. C'était la première fois (1) que les bataillons de marche de la garde nationale étaient conduits au feu; leur contenance avait été bonne. Ce fut là un véritable événement, presque une victoire, qui détourna fort à propos l'attention de la malencontreuse aventure de la Marne.

A l'est, d'ailleurs, un résultat d'une toute autre importance avait été obtenu. Le plateau d'Avron avait été occupé par les marins de l'amiral Saisset, soutenus par les brigades de Bray et Bro de la 3ᵉ armée : l'ennemi n'avait fait aucune résistance. On s'empressa aussitôt d'armer cette position qui devait exercer une influence considérable sur l'action prochaine : dès le point du jour, 74 pièces étaient en batterie, approvisionnées à 100 coups par pièce.

Enfin, et pour terminer ce rapide exposé des événements survenus dans la journée du 29 novembre, le général de Liniers avait fait une démonstration en face de Bezons qu'il avait canonné (2), et le général de Beaufort avait poussé une reconnaissance sur la Malmaison et Buzenval. Ces deux opérations nous avaient coûté des pertes minimes.

Tandis que l'action s'engageait ainsi sur plusieurs points, le gouverneur de Paris apportait quelques modifications à son plan primitif. Il décidait que la division Susbielle menacerait la gauche de l'ennemi, en faisant une diversion sur Montmesly : en outre, au lieu de faire attaquer Champigny, Cœuilly et Villiers par un seul corps, il s'arrêtait au

(1) Quelques jours avant, cependant, un bataillon, le 72ᵉ, avait pris part à une reconnaissance du côté de l'Est.

(2) L'amiral La Roncière nous fournit ce curieux détail, que le bruit s'était répandu que les Prussiens passaient la Seine à Bezons. Les dispositions furent prises pour faire sauter le pont fixe de Saint-Denis, et l'ordre fut donné de détruire le pont du chemin de fer d'Asnières. Fort heureusement, un aide de camp de l'amiral reconnut, à temps, que la nouvelle n'avait rien de fondé.

projet de faire donner en même temps, le 1er corps qui, dans le plan primitif, devait rester en réserve. Enfin, le 3e corps reçut l'ordre de se porter dès le point du jour sur Neuilly-sur-Marne, et d'attaquer ensuite Noisy-le-Grand. De ces trois résolutions, adoptées à la dernière heure, la première était regrettable et allait avoir la plus funeste influence. Pourquoi diminuer le corps Renault chargé de la plus difficile besogne, en lui enlevant une de ses divisions? L'attaque sur Montmesly était sans doute très-heureuse, puisqu'elle menaçait la gauche de l'ennemi, et empêchait ses renforts d'arriver à hauteur de Champigny, mais ne pouvait-on charger de cette diversion la 3e armée qui se trouvait justement en position (1).

Le 30 novembre à neuf heures du matin, le 2e corps, moins la division Susbielle, traverse la Marne: ses tirailleurs se jettent sur le bois du Plant où se trouvent les premiers avant-postes saxons (107e régiment), qui viennent, depuis quelques instants, de relever les Wurtembergeois. Le bois est pris et du même élan, nos soldats s'emparent du chemin de fer de Mulhouse qui file dans la tranchée qui sépare les deux plateaux. Sur l'ordre du général Ducrot qui s'est attaché à la colonne chargée de la plus rude tâche, les brigades Avril de Lenclos et Boutier se dirigent vers la gauche, et s'étendent sur la route de Brie sur Marne pour gagner les crêtes. Au moment où les têtes de colonnes apparaissent sur la hauteur, une formidable fusillade partie du parc de Villiers vient arrêter notre élan.

C'est là l'obstacle important, contre lequel, malheureusement, tous nos efforts vont se briser.

En avant du village de Villiers, s'étend le parc, parallèlement à la crête. Le mur qui l'entoure n'est que peu élevé, mais il est flanqué de tranchées, et protégé en arrière par un solide épaulement. Des batteries sont dans l'intérieur; des retranchements, pour l'infanterie, assurent un asile aux Allemands. Sur la droite, des tranchées relient Villiers au parc de Cœuilly ; sur la gauche, les jardins sont fortifiés, les maisons, deux cimetières mis en état de défense. Tous ces murs garantis contre l'obus par des levées de terre sont percés de meurtrières. Avec son château qui forme réduit, le parc de Villiers et le village constituent «une véritable place de guerre» suivant la très-juste expression du rapporteur de la commission du 4 septembre, M. Chaper qui a donné de cette bataille un récit très-mouvementé ; auquel nous emprunterons de nombreux détails.

Pour battre en brèche cette forteresse, il faut du canon : nos pièces accourent au galop et ouvrent le feu, mais l'artillerie ennemie répond vigoureusement, et en peu d'instants, la supériorité de l'adversaire bien posté sur la hauteur en arrière des crêtes, défilé de nos projectiles, s'affirme par d'effroyables ravages causés dans nos rangs. Les chevaux et les hommes tombent frappés par d'invisibles tirailleurs, plusieurs caissons sautent, broyant tout autour d'eux.

(1) A plusieurs reprises déjà, au début même de l'investissement, nous avons été obligés de signaler le peu d'entente qui existait entre les divers généraux de l'armée de Paris : le livre du général Vinoy n'en fournit que trop de preuves. Commandant en chef d'une des trois armées de la défense, le général Vinoy, nous l'avons dit plus haut, n'avait pas été averti en détail des opérations qui devaient s'accomplir sur la Marne. Lorsque, dans la journée du 29, le général Trochu modifia son projet, et s'arrêta à cette idée malheureuse d'enlever la division Susbielle au 2e corps, pour la charger de l'expédition sur Montmesly, le général Vinoy qui avait son canon et ses troupes à proximité, ne fut pas même averti : «... Le chef de la 3e armée, écrit le général Vinoy, n'avait pas été prévenu de cette attaque et n'avait pu, par conséquent, la soutenir... »

Cependant, le général Ducrot donne le signal de l'assaut : les officiers donnent l'exemple, les soldats s'élancent à leur suite, mais là où nos canons sont impuissants, le courage ne peut rien : la colonne fait quelques pas, tourbillonne sous le feu, puis bat en retraite, laissant une traînée de morts sur le plateau : le commandant du 2e corps, le général Renault, Renault l'arrière-garde, comme on l'appelait en Afrique, est tombé frappé par un obus.

L'ennemi voit cette retraite, il croit le moment venu d'attaquer à son tour, la 48e brigade qui occupe la ligne de Villiers à Noisy, s'avance sur l'ordre du colonel d'Abendroth, deux bataillons saxons se lancent sur notre gauche. Le général Ducrot fait aussitôt coucher ses soldats qui accueillent l'ennemi par une fusillade bien nourrie. Les Allemands s'enfuient: nos tirailleurs se jettent à leur poursuite; le général Ducrot est en avant d'eux: un Saxon s'arrête et l'ajuste, le commandant en chef lui brise son épée dans la poitrine. Mais les batteries ennemies qui se sont arrêtées un instant reprennent leur tir, les coups de feu partent de tous côtés : nos troupes sont cruellement décimées, 15 officiers de l'état-major des généraux Ducrot ou de Maussion sont blessés ou démontés, les 125e et 126e de ligne, ont perdu leurs colonels. Depuis plus de deux heures, ces jeunes soldats tiennent sous le feu : à ce moment, malgré les efforts des officiers, du général Ducrot qui se multiplie, une panique soudaine, irrésistible s'empare des régiments qui rejetés en arrière des plateaux s'enfuient vers la Marne. L'ennemi, heureusement, est aussi épuisé, il n'a plus de troupes fraîches sous la main: des deux côtés, on rallie les hommes, pour se préparer à de nouveaux combats.

La lutte s'arrête un instant sur ce plateau de Villiers, couvert déjà de tant de cadavres, appuyons sur la droite, pour rejoindre le 1er corps.

Tandis que le général Renault se portait contre le bois du Plant et le plateau à gauche, le général Blanchard lançait la division Faron sur Champigny, et la division Malroy sur le hameau du Four-à-Chaux, situé au sud du chemin de fer de Mulhouse et du ruisseau de la Lande. Les deux attaques, vigoureusement conduites, réussissent : le général de Maussion occupe toutes les carrières voisines du chemin de fer, et s'efforce de lutter avec ses pièces de 12 et de 7 contre les batteries ennemies de Cœuilly et de Chennevières. Le 35e de ligne enlève au pas de course le long village de Champigny, gravit le plateau, et lance ses tirailleurs dans la direction de Cœuilly. Mais, nous rencontrons là la même résistance qu'à Villiers; la situation est semblable d'ailleurs : 1,300 mètres environ séparent les crêtes de Champigny de Cœuilly; en face de nous, un mur de 1m,50 de haut environ, protégé en arrière par une banquette de terre de plus de 2 mètres d'épaisseur. A toutes les meurtrières, un Wurtembergeois qui tire à coup sûr, et sans danger. A 400 mètres environ de Cœuilly, une batterie, soigneusement enterrée, crible nos colonnes. Dissimulée habilement dans un pli de terrain, elle échappe à nos vues. Le 35e, décimé déjà le 30 septembre, tente d'avancer, puis recule. Le 42e est à son tour déployé sur la hauteur : 35e et 42e de ligne, ces deux régiments que l'on rencontre toujours héroïques sur nos champs de bataille, *la brigade aux drapeaux*, dont Paris a gardé le glorieux souvenir ! Sur la route qui longe le village sur la droite, et incline vers Chennevières, en longeant la Marne, le 114e et les mobiles de la Vendée tentent de soutenir les troupes qui combattent sur le plateau; mais, embusqués dans les vignes et les vergers, au nord de Chennevières, les chasseurs wurtembergeois fusillent nos mobiles, qui, après une heure de lutte, lâchent pied. Un seul fait

prouve l'ardeur de la lutte : tous nos régiments engagés sur ce point, mobiles de la Vendée, 35e, 42e, 114e, ont leur colonel tué ou blessé. En vain, les artilleurs gravissent la hauteur et mettent leurs pièces en batterie, des batteries invisibles les rejettent en arrière, et plus d'une fois nos officiers sont obligés de couper les traits des chevaux morts, et de s'atteler aux canons pour les soustraire à l'ennemi.



LE COMMANDANT FRANCHETTI

L'infanterie tente dix fois de franchir ces 1,200 mètres qui la séparent de Cœuilly : les Allemands nous laissent avancer sur le plateau jusqu'à ce que nous nous trouvions à bonne portée de ses dreysses ; une vigoureuse fusillade nous repousse alors, puis le feu s'arrête pour reprendre dans quelques instants.

Les redoutes de Gravelle et de la Faisanderie veulent soutenir l'infanterie; ce que les pièces de campagne ne peuvent faire, elles le tentent avec leurs canons de marine,

qui tirent à toute volée; mais quelques obus trop courts tombent dans nos rangs. Ainsi, à Champigny comme à Villiers, sur les deux plateaux, l'attaque échoue devant ces positions également fortifiées : Villiers à gauche, Cœuilly au centre.

Vers deux heures, le feu de l'ennemi acquiert une telle force, nos pertes sont si importantes, que le général Blanchard fait demander au général en chef l'autorisation de battre en retraite vers les ponts. « Allez dire à votre chef, répond le général Ducrot, que, sous peine de mort, je défends de parler de retraite. » (Chaper.)

Les troupes se maintiennent donc sur les crêtes de Champigny, et l'action se poursuit jusqu'au soir de ce côté au prix de grands sacrifices.

Il nous faut, maintenant, rejoindre le corps du général Renault, contre lequel s'est produit, pendant ce temps, une nouvelle et plus formidable attaque. La 48ᵉ brigade saxonne (12ᵉ corps) a appelé à son aide la 47ᵉ brigade, réunie à Chelles, et ces deux brigades (24ᵉ division) se jettent sur nos troupes, qui occupent Vaujours, et les hauteurs qui font face à Villiers.

Le 107ᵉ régiment saxon est en tête; il est soutenu par le 106ᵉ. Devant cette agression imprévue, les Français lâchent pied; l'ennemi s'empare des crêtes de Brie, de Brie même; il est maître de deux pièces que nous avons abandonnées dans cette retraite précipitée; mais, sur la rive opposée, une batterie de mitrailleuses prend position au mamelon du Perreux, et ouvre le feu. Les Saxons s'arrêtent aussitôt. En vain, le 104ᵉ régiment est envoyé à leur aide : ils s'enfuient à leur tour, abandonnant les deux pièces françaises.

Sur notre gauche, le corps d'Exéa va enfin prendre part à la lutte. Mais il est deux heures. Depuis le matin, les troupes des 2ᵉ et 1ᵉʳ corps combattent obstinément, et subissent des pertes importantes. Il sera impossible de réclamer d'elles un dernier et suprême effort. Le retard inconcevable du 3ᵉ corps rend stérile cette victoire, si chèrement achetée cependant.

Quelques mots d'explication sont ici nécessaires pour rendre un compte exact du plan adopté par le gouverneur de Paris et le général Ducrot, et du rôle attribué aux divisions du général d'Exéa.

La double attaque de front sur Villiers et sur Champigny n'offrait que peu de chances de succès. On savait, en effet, que l'ennemi avait accumulé les obstacles sur ces deux plateaux, balayés par l'artillerie wurtembergeoise et saxonne, et l'on ne pouvait espérer de faire gravir cette dure montée sous le feu à de jeunes troupes.

Le principal rôle était donc réservé au 3ᵉ corps qui, après avoir passé la Marne à Neuilly, devait se jeter sur le village de Noisy, bombardé par le plateau d'Avron, et dessiner vigoureusement un mouvement de flanc sur Villiers, menacé de front par le général Renault. Cette offensive bien conduite assurait le succès : maîtres de Villiers, nos troupes devaient se rabattre sur Cœuilly, en exécutant la même manœuvre de flanc. L'idée était simple et bien conçue : peut-être eût-il été sage de donner une plus grande force au mouvement opéré sur la droite, de façon à menacer à la fois les deux ailes allemandes : il eût été logique en outre de confier cette tâche aux troupes employées du côté de Bezons à une démonstration inutile. Tel qu'il était cependant, le plan de combat devait réussir, et nous donner une victoire d'autant plus complète que le général Ducrot avait mené l'action avec une incomparable énergie, et par la vigueur de son attaque de front rendu facile la besogne du général d'Exea.

Malheureusement, cette intervention si impatiemment attendue à notre aile gauche, ne se produisit pas à l'heure dite. A huit heures du matin, Neuilly-sur-Marne était enlevé : quelques compagnies des mobiles de Seine-et-Marne poussaient même jusqu'à la Ville-Evrard. Quatre ponts étaient préparés : deux au-dessous de Brie, deux au-dessous de Neuilly; à midi, le général d'Exea n'avait pas encore donné l'ordre de les jeter. Comment expliquer ces hésitations funestes? on a dit et répété que l'attaque impétueuse de la 24e division saxonne sur Brie avait gêné les travailleurs : trois bateaux étaient même coulés par les projectiles, mais à cette heure, le passage aurait dû être effectué, et si l'ennemi pouvait prendre l'offensive c'était grâce au retard du 3e corps.

D'ailleurs, si les ponts de Brie-sur-Marne étaient trop exposés, il n'en était pas de même de ceux de Neuilly. Le témoignage du général Princeteau, qui commandait dans le 3e corps l'artillerie et les pontonniers, précise suffisamment les faits :

..... « L'équipage des ponts de réserve, mis à la disposition du 3e corps était, dès huit heures et demie du matin, le 30 novembre, sur la route qui descend du fort de Nogent au rond-point de Plaisance.

« L'emplacement où devaient être construits les ponts avait été reconnu à la même heure par un officier de mon état-major, et le travail pouvait commencer immédiatement. Les ponts, dans tous les cas, pouvaient être en place pour dix heures du matin.

« M. le général commandant le 3e corps a prescrit d'attendre ses ordres pour l'établissement des ponts; commencée à onze heures un quart, cette opération était terminée à midi, et c'est vers deux heures que la division Bellemare a commencé à passer la Marne.

« Je me rappelle à ce sujet qu'un officier de l'état-major général était venu, vers midi et demi, trouver le général d'Exéa pour l'engager à presser son mouvement. Mais, à ce moment, la gauche du 2e corps d'armée commençait à plier, et le général d'Exéa demanda s'il devait néanmoins faire son mouvement.

« L'officier d'ordonnance répondit que lorsqu'il avait quitté le général Ducrot, il y avait une heure environ, les troupes marchaient en avant, que les conditions avaient peut-être changé, mais qu'il ne pouvait modifier en rien, de lui-même, les instructions qu'il était chargé de transmettre.

« Un officier de l'état-major du 3e corps accompagna alors l'officier d'ordonnance du général Ducrot près de cet officier général, commandant en chef de l'armée, et c'est, je crois, après son retour, que la division Bellemare franchit la Marne (1). »

Un peu avant trois heures, enfin, la division de Bellemare passe la Marne, et dépasse le village de Brie, mais au lieu d'exécuter le mouvement prescrit, de se jeter avec toutes ses forces sur Noisy, pour opérer de là dans le flanc des défenseurs de Villiers, le général d'Exea

(1) Il n'est que juste de reproduire l'explication fournie par l'état-major du 3e corps. Nous la transcrivons textuellement, d'après le rapport de M. Chaper :

« 1° Le général d'Exéa et le général Princeteau lui-même étaient préoccupés de l'idée que les Prussiens, en ouvrant l'écluse du canal de Chelles, qui débouche dans la Marne en amont de Neuilly, pourraient produire une nouvelle crue, analogue à celle de la veille, et balayer nos ponts. La différence de niveau des eaux à cette écluse était en effet de trois mètres environ. Le général d'Exéa refusa de faire commencer les ponts avant que l'écluse fût en notre pouvoir, et elle ne fut occupée que tard.

« 2° Les ponts étaient finis vers midi, et les zouaves s'y étaient engagés, quand le mouvement offensif des Saxons se produisit. Le général commandant du 3e corps, voyant le 2e corps fléchir, craignit que ses

n'envoie qu'un bataillon, le 5e de Seine-et-Marne, qui est bientôt décimé et ramené : Le général de Bellemare donne la main au général de Maussion et tente avec lui une nouvelle attaque de front qui ne servira qu'à rendre la lutte plus meurtrière. Les brigades de Courty et Bocher forment la droite, les brigades Fournès et Colonneau se portent à gauche. Les zouaves gravissent la pente au pas de course, et s'élancent sur le plateau de Villiers, quelques compagnies arrivent à 60 mètres de la haie qui termine le parc, mais les Allemands parviennent à briser cet élan, et à nous repousser une fois encore en arrière des crêtes.

La nuit est venue pendant ces assauts furieux : elle met fin au combat. Les grand'-gardes s'établissent sur une ligne contournant les hauteurs depuis les environs de Noisy jusqu'au chemin de fer de Mulhouse, et de l'autre côté suivant à peu près le chemin de Chennevière à Brie jusqu'à la crête du plateau de Champigny, d'où elles viennent rejoindre les dernières maisons du village. Les grand'gardes ennemies partent du parc de Villiers, suivent les crêtes opposées du plateau de Champigny et tiennent la Marne non loin de ce village, le poste le plus rapproché est établi dans une maison de cantonnier à 250 mètres environ de Champigny sur la route n° 42.

Le général Ducrot donne l'ordre d'employer la nuit à creuser des tranchées, pour abriter les hommes, et à élever des épaulements pour les pièces.

Plusieurs autres combats avaient été livrés, tandis que nos troupes étaient engagées devant Villiers et Champigny.

A neuf heures du matin, la division Susbielle avait pris position sur les pentes qui conduisent à Montmesly. Accueillie par une vive fusillade qui balayait la route de Créteil, elle avait successivement enlevé trois barricades, et s'était dirigée sur la gauche, dans le but de tourner la hauteur. Nos troupes donnèrent sur un bois où elles eurent à soutenir une lutte acharnée. Montmesly tomba cependant à notre pouvoir, mais de tous côtés des renforts ennemis arrivèrent, et permirent aux détachements du 6e corps soutenus à la fois par les Wurtembergeois et la 7e brigade du 2e corps de reprendre l'offensive. Les Français reculèrent, et le général de brigade Ladreit de la Charrière fut mortellement atteint. A une heure, la division Susbielle était en retraite, protégée par le 28e de ligne qui s'était déployé en tirailleurs dans les jardins.

Cette démonstration avait attiré des troupes allemandes, mais la fin du combat leur permit de se porter sur Champigny, et de prendre part à la bataille.

Le général Vinoy avait vu les soldats de la division Susbielle abandonner Montmesly, et bien que sans ordres, il avait pensé qu'il était de son devoir de faciliter la retraite en divisant les forces ennemies. Il prescrivit aussitôt aux canonnières de s'avancer, et lança les marins de l'amiral Pothuau sur la Gare-aux-Bœufs déjà prise la veille, et abandonnée aussitôt, tandis que la brigade Blaise était dirigée sur Thiais. Sur toute la ligne, le feu commençait un peu après une heure; la Gare-aux-Bœufs était rapidement enlevée par nos

colonnes fussent attaquées, pendant qu'elles défileraient sur les ponts, et il les fit revenir sur la rive droite de la Marne. Elles ne furent reportées en avant que vers deux heures. »

Mentionnons encore cette phrase de l'ouvrage de l'amiral La Roncière : « On eut soin de ne pas terminer complétement les ponts en ce moment, afin d'en interdire l'usage aux nombreux soldats qui, dès midi, abandonnaient la ligne de bataille. » N'eût-il pas été plus sage, et en même temps plus conforme aux ordres reçus, de terminer les ponts pour jeter des renforts sur l'autre rive?

marins qui se jetaient sur Choisy. Le général Vinoy apprenant alors le retour de la division Susbielle, et jugeant le but atteint, fit sonner la retraite. Quelques heures après l'abandon de la Gare aux Bœufs, l'ennemi fit sauter ce poste.

Au nord, la lutte avait été plus vive : A deux heures, la brigade Hanrion (1er, 2e et 10e bataillons de mobiles de la Seine, 135e de ligne), conduite par l'amiral Là Roncière, avait vigoureusement abordé le village d'Epinay défendu par le 71e régiment (Thuringe)(1). Deux compagnies de marins enlevèrent les barricades, tandis que la brigade Hanrion



LE GÉNÉRAL DE COURTY.

attaquait de front, et qu'une batterie flottante, vivement canonnée par les batteries d'Orgemont, couvrait le village d'obus. Après un violent combat de rue énergiquement soutenu par nos troupes, et dans lequel le commandant du 1er bataillon de mobiles de la Seine (baron Saillard) fut tué, Épinay resta en notre pouvoir ; au coucher du soleil, nos troupes furent ramenées à Saint-Denis (2).

(1) L'amiral La Roncière écrit que le village était défendu par le 79e (Saxons). Le 79e est un régiment hanovrien, (les régiments saxons se numérotent à partir de 100 à la suite des régiments prussiens) enfin, le 79e (20e division) faisait partie, non du 4e corps allemand chargé de défendre la ligne d'investissement de la basse Seine au chemin de fer de Creil, mais du 10e corps (2e armée, prince Frédéric-Charles).

(2) On a vivement reproché à M. Gambetta une confusion faite par lui dans la proclamation qui annon-

Le village de Drancy et la ferme de Groslay avaient été occupés, dès le matin, par la brigade Lavoignet et la cavalerie du général Martin de Vaux. — Les Allemands n'avaient pas tenté de sortir de leurs lignes de la Morée, pour nous reprendre ces postes avancés.

En résumé, la lutte avait été engagée sur quatre ou cinq points; mais ces démonstrations n'avaient pu tromper l'ennemi suffisamment averti par la canonnade de la Marne, que l'action sérieuse se livrait de ce côté.

La journée du 1er décembre s'écoula sans combat. Nos troupes avaient cruellement souffert la veille; le froid était devenu intense; enfin il fallait permettre aux ambulances, — et notamment aux Frères de la Doctrine, qui montrèrent là le plus noble dévouement, — d'enterrer les morts. Toutes ces raisons expliquent, en partie, cette inaction. Et, cependant n'était-il pas évident que l'ennemi allait profiter de ces vingt-quatre heures pour concentrer ses troupes, de façon à opposer à tous nos efforts une invincible résistance?

Enfin, ce temps d'arrêt dans la lutte pouvait amener dans l'armée si éprouvée un certain découragement. Dès le matin, sur la demande du général de Bellemare, qui déclarait « qu'il risquait d'être jeté dans la Marne, » le général d'Exéa ramenait sur la rive droite de la Marne toutes les troupes du 3e corps, à l'exception de la brigade Daudel. Le général Ducrot, aussitôt prévenu par une lettre du général Trochu, s'opposait à la continuation de ce mouvement, et prescrivait de poursuivre partout la confection de tranchées.

Le 2 décembre, vers six heures du matin, une colonne saxonne, composée de deux bataillons du 107e, de trois bataillons du 104e et de trois compagnies de pionniers, se porte vivement au-dessus de la route de Brie à Noisy, surprend nos grands'gardes, et poursuit jusqu'à Brie les soldats de la brigade Daudel, qui se trouvent seuls de ce côté. A notre droite, une attaque semblable se produit à la même heure : ce sont les Wurtembergeois du général Reitzenstein, soutenus par un bataillon du 49e poméranien (1), qui tentent ce coup de main sur Champigny. Les batteries allemandes profitent de notre mouvement de retraite, et se portent au galop sur la lisière du plateau de Champigny. Le parc et une partie du village nous sont enlevés; sur la gauche, la brigade Martenot (mobiles d'Ille-et-Vilaine, Côte-d'Or) recule en désordre, ses deux colonels (Vigneral et Grancey) grièvement blessés. La brigade Paturel (121e et 122e) tient bon au Four-à-Chaux, résiste à toutes les attaques de l'ennemi et combat obstinément, en attendant l'arrivée des renforts. Dans le village même de Champigny, la division Faron se retranche dans les maisons, et défend

çait les succès de l'armée de Paris. Nous croyons devoir reproduire la partie de la déposition de M. Gambetta qui se rapporte à ce fait : « Dans la dépêche de Paris.... on nous disait qu'on avait enlevé la Gare-aux-Bœufs, Chevilly, l'Hay, et puis immédiatement après, sans changer de côté dans la dépêche, sans dire le moins du monde que c'était l'effort tenté par un autre corps du côté de Saint-Denis, on ajoutait qu'on avait enlevé Epinay : et on ne disait pas Epinay près Lonjumeau, ni Épinay près Saint-Denis. Non ; il n'y avait aucune espèce de désignation. De telle sorte que nous avons étudié cette dépêche comme un logogriphe, et en nous servant de la carte. Nous nous sommes dit : « Mais enfin, s'ils ont eu ces succès, s'ils ont enlevé successivement la Gare-aux-Bœufs, l'Hay, Chevilly, Epinay ! — remarquez que cela se suit dans la dépêche, — ma foi, c'est bien possible, après tout ! Il n'y a que huit kilomètres entre Epinay et Lonjumeau : ils sont arrivés près de Lonjumeau !

« Nous avons discuté la question, parce que nous avons dit : il y a deux Epinay, il y a Epinay-Saint-Denis. Mais si c'était Epinay-Saint-Denis, on nous annoncerait ce qu'on a fait devant Saint-Denis, avant d'enlever Epinay. Or, on ne nous annonce rien. Et remarquez que Epinay se trouve venir à la suite de cette énumération sur la rive gauche de la Seine. »

(1) Niemann. *Der französische Feldzug*, 1870-1871. — Hildburghausen.

le terrain pied à pied. Notre artillerie, protégée par des épaulements, soutient énergiquement le combat. Sur le chemin de fer même, une batterie de 12 tire sur Cœuilly; plusieurs pièces se portent en avant; le fort de Nogent, Gravelle et la Faisanderie tirent sans interruption. A notre extrême gauche enfin, le colonel Stoffel, qui commande au plateau d'Avron, dirige son feu sur Noisy, que la 4e batterie allemande (1) est obligée d'abandonner.

Au premier coup de canon, le général Ducrot a quitté son quartier de Poulangis, et s'est transporté sur le champ de bataille, animant ses soldats, se jetant au plus fort du danger, maintenant partout le combat : au centre, notre ligne n'est pas entamée; couverte par des tranchées, la division Bertault garde ses positions.

Vers midi, enfin, les premiers renforts arrivent par le pont de Joinville : la division de Bellemare, les zouaves et le 136e en tête, accourt à l'appel du commandant en chef. Elle est suivie par la division Susbielle. Nos régiments se jettent en avant, précédés de nombreux tirailleurs : l'offensive est reprise à la fois au centre et à droite. Pas à pas, nous parvenons à reprendre ces positions conquises l'avant-veille, perdues le matin. Champigny est vigoureusement abordé, il tombe en notre pouvoir, à l'exception des dernières maisons près des crêtes où l'ennemi s'est retranché. On se fusille à vingt pas.

Sur notre gauche, les renforts accourent également, la brigade Daudel se porte sur Brie; elle est soutenue par la brigade de Courty qui, la veille, a puissamment contribué à la prise du village et qui, depuis six heures du matin, ses deux colonels hors de combat, défend énergiquement ses positions en face de Villiers.

Tandis que la brigade Daudel attaque de front, la brigade de Courty se porte dans le ravin qui sépare le plateau de Brie et celui de Villiers; de là, elle menace le flanc des 107e et 108e (2) régiments saxons qui, après une lutte opiniâtre, se retirent en désordre sur Villiers. Le 107e Saxons, très-éprouvé déjà le 30, perd dans cette affaire 12 officiers et 637 hommes. En outre 5 à 600 prisonniers demeurent entre nos mains.

Vers deux heures, la lutte est terminée : l'artillerie seule continue à tirer.

Le 2 décembre comme le 30 novembre, la victoire est bien à nous, victoire stérile puisqu'elle n'a pu rompre le cercle d'investissement, et que dans cette seconde journée, nous n'avons pas même essayé d'attaquer Villiers et Cœuilly. Nos pertes sont en proportion des efforts tentés : elles atteignent 327 officiers et 7,884 hommes tués, blessés ou disparus. L'artillerie entre dans ce total pour 36 officiers et 472 hommes.

Parmi les morts, il faut citer le commandant des éclaireurs, Franchetti, atteint par une balle, au moment où il portait un ordre du général Ducrot.

Les pertes ennemies peuvent être évaluées à environ 5,000 hommes que l'écrivain allemand Niemann répartit ainsi : Wurtembergeois 2,019 et 61 officiers, Saxons 1,096 et 55 officiers, 2e corps 1,517 et 89 officiers. Dans ces chiffres, ne sont pas compris, le 6e corps (combat de Montmesly) et le 4e (Épinay). Le major Blume donne pour l'ensemble des batailles et combats des 30 novembre et 2 décembre le chiffre total de 5,142 hommes (3).

(1) Niemann.

(2) Plusieurs récits allemands indiquent le 104e à la place du 108e régiment saxon.

(3) L'importance des troupes allemandes engagées dans les deux batailles des 30 novembre et 2 décembre, a été très-inexactement rapportée. Il convient donc de donner à cet égard des chiffres précis. Le 30 novembre, les Allemands ont eu en ligne : la division Wurtemburgeoise (3 brigades d'infanterie, 1 de

Le soir de la bataille, le commandant en chef de la 3e armée, général Vinoy, se rendit auprès du chef d'état-major du gouvernement de Paris, général Schmidt, pour lui soumettre un projet d'opérations. Les deux batailles sur la Marne avaient été infructueuses, et il était évident que l'on ne pouvait poursuivre la lutte sur ce point, car l'ennemi acheminait de tous côtés des renforts sur Champigny et Villiers. Dans ces conditions le général Vinoy pensait qu'il fallait laisser sur la Marne une division, appuyée au besoin par quelques bataillons de marche de la garde nationale, faire traverser Paris en toute hâte à la 2e armée, et la jeter sur Versailles que les Allemands avaient dégarni de troupes. Le général Trochu n'accepta pas cette proposition; à ce moment, en effet, il était trop tard : on ne pouvait réclamer un nouvel effort de ces jeunes troupes qui avaient eu 8,000 hommes hors de combat en deux jours; le froid d'ailleurs ajoutait aux souffrances des soldats. Présenté le soir du 30 novembre, ce projet eût pu être discuté sérieusement : il était clair, en effet, dès ce moment, que l'on ne percerait pas, et qu'une seconde bataille n'amènerait que des résultats négatifs. Peut-être, eût-il été plus sage dès lors de rassembler ses forces pour un coup de main audacieux non sur Versailles, mais sur Châtillon, par exemple, que l'on pouvait attaquer de deux côtés à la fois : le général Vinoy a lui-même ultérieurement soutenu ce projet. Le succès eût été possible, et l'on eût retiré au moins quelque profit de ces milliers d'hommes tués sur le champ de bataille.

Le 3 décembre au matin, on put croire que l'ennemi allait renouveler sa tentative de la veille : sur deux points, nos avant-postes furent attaqués, mais le combat dura peu : les Allemands épuisés par ces deux batailles ne songèrent même pas à inquiéter notre retraite. Décidé à lutter jusqu'au bout, le général Ducrot avait, au point du jour, adressé ses instructions au général d'Exéa, mais une rapide inspection de nos lignes lui avait prouvé qu'une nouvelle action était impossible, et il s'était décidé à replier ses troupes, l'artillerie d'abord, de l'autre côté de la Marne. Le mouvement de retraite s'opéra avec le plus grand ordre : pas un coup de canon, pas un coup de feu. Des crêtes de Champigny et de Villiers, l'ennemi voyait les longues files de canons et de caissons se diriger vers les ponts : il ne tenta pas une attaque, qui eût certainement amené pour nous des conséquences graves. Le 35e de ligne qui formait nos extrêmes avant-postes à Champigny put se replier à son tour, lorsque le défilé fut terminé. Satisfaits de ce résultat qui constatait leur victoire « stratégique » les Allemands se bornèrent à rapprocher leurs avant-postes.

cavalerie), force : 16,035 hommes; 24e division, 11,500; une partie de la 45e brigade, 4,000 hommes; 7e brigade du 2e corps, 6,000 hommes; forte brigade mixte du 6e corps, 6,000 hommes. Le total des forces allemandes, en ajoutant l'artillerie et la cavalerie, n'est donc pas éloigné de 45 à 48,000 hommes retranchés dans des positions fortifiées. A ce total, il faut, pour le 2 décembre, ajouter 14,000 hommes du 2e corps, soit environ 60,000 hommes.

CHAPITRE VIII

Siége et capitulation de Verdun. — Siége et capitulation de Thionville. — Marche de la 1re armée allemande vers le nord. — Les forces françaises autour d'Amiens. — Bataille de Villers-Bretonneux. — Entrée des Allemands à Amiens. — Capitulation de la citadelle. — Reddition de la Fère. — Marche des troupes du général Manteuffel sur Rouen. — Désarroi de la défense. — Combats autour de Buchy. — Entrée des Allemands à Rouen.

I

Le 23 octobre, le grand quartier général allemand, prévoyant la chute prochaine de Metz, envoyait au prince Frédéric-Charles ses instructions : « La 1re armée (1er, 7e, 8e corps, 3e division de réserve et 3e division de cavalerie) sera chargé d'occuper Metz, d'assiéger Thionville et Montmédy, et préalablement de garder les prisonniers de guerre et de les mettre en route, sous l'escorte des troupes de landwehr. Comme il n'y aura, pendant quelque temps, aucune autre troupe disponible en Allemagne, pour la surveillance des prisonniers, on ne devra pas compter sur un prompt retour des troupes d'escorte. L'envoi à l'armée de nouveaux bataillons de landwehr sera suspendu. Le reste de la 1re armée, c'est-à-dire deux corps d'armée au moins, se dirigera sur la ligne Saint-Quentin, Compiègne, et les têtes de colonne commenceront le mouvement aussitôt après la capitulation.

« La 2e armée (2e, 3e, 9e, 10e et 1re division de cavalerie) se portera aussi rapidement que possible sur le cours moyen de la Loire, en prenant la direction générale de Troyes. Les deux armées marcheront sur un front étendu, afin de rendre plus facile la subsistance des troupes et d'accélérer le mouvement. »

Nous étudierons dans le chapitre suivant la marche et les opérations de la seconde armée; nous n'avons à nous occuper ici que de la première qui, placée sous les ordres directs du prince Frédéric-Charles au milieu de septembre, après la nomination du général Steinmetz au gouvernement général de Posen, fut, à la date du 27 octobre, confiée au général Manteuffel.

Le 7e corps et la 3e division de réserve furent désignés pour tenir garnison à Metz, et assiéger les places fortes; le général Kummer, appelé au commandement de la place de Metz, fut mis à la tête de la 15e division, sa division de landwehr étant dissoute.

Avant de se mettre en marche, pour commencer les opérations dans le nord de la France, le général Manteuffel détacha devant Verdun un régiment d'infanterie, un bataillon de

chasseurs et deux compagnies de pionniers du 8e corps; l'arrivée de ces troupes détermina la reddition de la ville.

Situé sur la Meuse, à 65 kilomètres à l'ouest de Metz, au point de croisement de plusieurs routes stratégiques, Verdun devait d'autant plus attirer l'attention des Allemands, que l'on n'ignorait pas que des approvisionnements considérables se trouvaient dans la place, et que cette considération pouvait décider le maréchal Bazaine à tenter une sortie dans cette direction.

La Meuse coule du sud au nord-ouest entre deux chaînes de hauteurs; sur la rive gauche, le terrain en avant des ouvrages atteint, à une distance de 2,300 mètres, une hauteur de 118 mètres. De grands bois favorisent au sud-ouest les mouvements de l'assiégeant. Sur la rive droite, les hauteurs forment une ceinture qui s'avance jusqu'aux fortifications, du côté sud, et s'en éloigne au nord et à l'est. Large de 70 mètres environ, la Meuse se divise en amont de la place en trois bras, qui partagent la défense de la place en quatre parties distinctes : 1° la haute ville et la citadelle; sur la rive gauche, 2° la basse ville entre le canal Saint-Aire; (bras de droite) et la Meuse; 3° le faubourg Saint-Victor, sur la rive droite du canal Saint-Aire, 4° le faubourg du Pré ou l'Ile entre la Haute-Meuse et le canal Saint-Vannes (bras gauche).

La citadelle couronne les contre-forts des hauteurs de l'ouest. La fortification se compose d'un heptagone bastionné, avec un mur crénelé le long du canal Saint-Vannes. Un grand cavalier traverse tout l'ouvrage, formant un retranchement intérieur continu.

Les fortifications de la ville (fronts bastionnés et ouvrage à cornes au faubourg Saint-Victor) sont protégées par des manœuvres d'eau compliquées qui permettent de remplir les fossés. Mais l'absence de forts détachés, le mauvais défilement des écluses et des escarpes, enfin la situation de la place, dominée à moins de 2,000 mètres, assurent à l'attaque une supériorité marquée sur la défense.

Les fortifications étaient armées de 137 canons de divers calibres, rayés et lisses. L'approvisionnement en munitions était insuffisant au début, mais une partie du parc d'artillerie du 4e corps d'armée fut retenu à Verdun.

La garnison ne comptait, lors de la déclaration de guerre, que 5 ou 600 hommes environ. Par sui l'a te derrivée de la garde mobile et, après Reischoffen, du dépôt du 80e de ligne, elle se trouva ainsi composée :

4e bataillon et dépôt du 57e de ligne; 4e bataillon et dépôt du 80e de ligne; 2e escadron et dépôt du 5e chasseurs à cheval; 1er et 2e bataillons de la garde mobile de la Meuse ; 2e et 3e batteries d'artillerie de la même garde.

Un détachement de mineurs du 1er du génie arriva à Verdun, le 15 août.

La garnison comprenait encore la première batterie principale du 4e d'artillerie, et la 11e compagnie *bis* du 1er régiment du train d'artillerie, qui n'avaient pu rejoindre le parc du 4e corps.

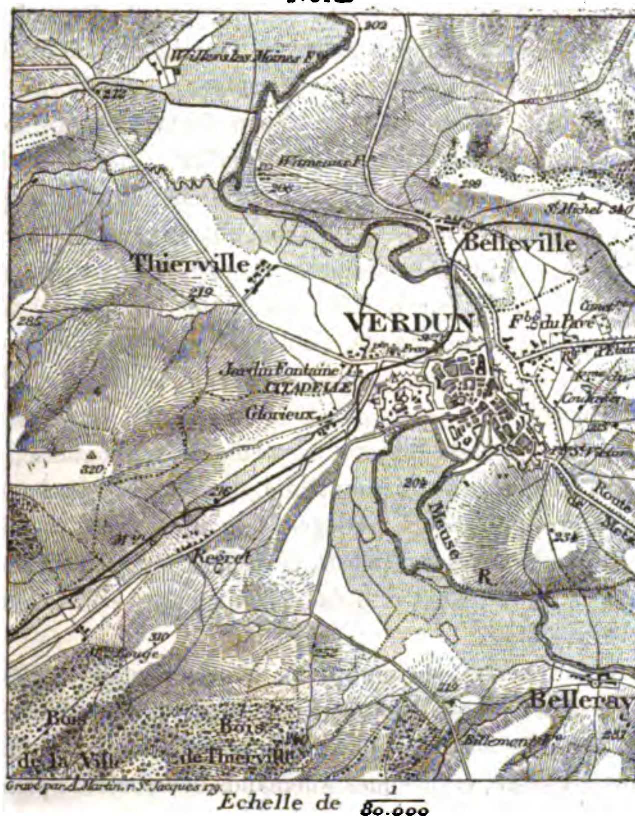
Après Sedan, cette faible troupe fut renforcée par l'arrivée de 2,500 soldats qui purent s'échapper des mains de l'ennemi; parmi eux se trouvaient; 3 officiers, 45 sous-officiers et environ 400 hommes d'artillerie. Ces forces étaient placées sous le commandement du général de brigade du cadre de réserve, Guérin de Waldersbach.

Le 17 août, les Allemands avaient tenté un coup de main sur Verdun; le 24, le 12e corps bombarda la ville sans succès : 7 gardes nationaux, un soldat et un garde mobile furent

tués; le nombre des blessés ne fut pas très-élevé. Une brigade du 12e corps, relevée un peu plus tard par un détachement mixte sous les ordres du général Bothmer demeura à peu de distance de la place. Les Allemands ne songeaient que peu à combattre, et s'occupaient de réquisitionner dans tous les villages; aussi, à diverses reprises et jusqu'aux premiers jours de septembre, la garnison tenta des coups de main presque toujours heureux. Le 29 août notamment, une patrouille du 12e dragons brandebourgeois fut surprise à Charny : les deux

SIÈGE DE VERDUN

NORD



Échelle de 1/80.000

officiers qui la commandaient furent tués, et les hommes amenés à Verdun. Les Allemands se vengèrent, quelques jours après, de cet insuccès en fusillant un habitant de Charny.

Dans la soirée du 4 septembre, on s'empara dans les faubourgs d'une voiture portant les dépêches prussiennes, parmi lesquelles se trouvaient les bulletins envoyés en Prusse par le quartier général « il en résulta, dit la *Gazette de Magdebourg,* que de tous les journaux français, celui de Verdun fut le premier qui put donner des détails sur Sedan, tandis que les journaux allemands furent longtemps sans pouvoir renseigner le public sur les graves

événements qui eurent lieu devant cette ville. Les premières nouvelles nous vinrent de Londres. »

Les sorties de la garnison de Verdun obligèrent plusieurs fois les Allemands à appeler à leur aide les Poméraniens du 2ᵉ corps, stationnés à Étain. Le 23 septembre, un corps de blocus fut constitué sous les ordres du général Von Gayl : il comprenait 7 bataillons d'infanterie, 2 régiments de cavalerie de réserve, 2 batteries de 9 de campagne. Un parc de siége fut en outre amené devant la place : il se composait de 14 canons de 15 c., de 24 canons de 12 c., de 8 mortiers ou obusiers de 22 c. Avant même que les batteries ne fussent établies, le 25 septembre, 12 pièces de campagne canonnèrent la ville et la citadelle, qui répondit vigoureusement.

Le 12 octobre, enfin, les batteries de bombardement furent construites à droite de la Meuse sur la hauteur de Belleville, et à gauche sur celle de Thierville. Le 13, à six heures du matin, 58 pièces de gros calibre ouvrirent le feu continué sans interruption pendant cinquante-quatre heures. La garnison de Verdun et la population eurent 152 hommes hors de combat : l'artillerie à elle seule entrait dans ce total pour 68 hommes. De nombreux incendies s'étaient déclarés dans la place. Mais, si la ville avait souffert, l'ennemi avait été plus éprouvé encore. Une poudrière atteinte par nos projectiles avait été détruite, six pièces avaient été démontées. Devant cet insuccès, le bombardement fut suspendu le 15 dans la journée, et l'ordre fut donné de faire venir 50 pièces prussiennes du parc occupé devant Strasbourg.

Ce moment de répit fut utilisé par le commandant de Verdun qui dirigeait la défense avec la plus grande fermeté, bien secondé d'ailleurs par la population qui voulait lutter jusqu'à la dernière heure. La principale batterie allemande, située au nord-ouest de Verdun dans la contrée des Hayvaux, était gardée par des détachements du 65ᵉ et 3ᵉ régiment d'artillerie. Le général de Waldersbach, désirant faire enlever cette batterie, forma une troupe d'attaque composée d'artilleurs, de sapeurs du génie, de zouaves et de chasseurs à pied. Dans la nuit du 19 au 20 octobre, nos soldats, partagés en trois colonnes, se glissèrent jusqu'aux batteries ennemies, désarmèrent les sentinelles, et enclouèrent 16 pièces de canon.

Ce succès ranima tous les courages, et il fut décidé qu'une seconde attaque serait tentée cette fois sur toutes les positions.

Le 28 octobre, à quatre heures du matin, un détachement de 1,200 hommes (gardes nationaux, francs-tireurs, artilleurs), commandé par le major de Turckeim du 80ᵉ de ligne, enleva la batterie de la côte Saint-Michel, et encloua une pièce de 24. Une compagnie du 65ᵉ régiment prussien fut dispersée, et quelques Allemands demeurèrent prisonniers.

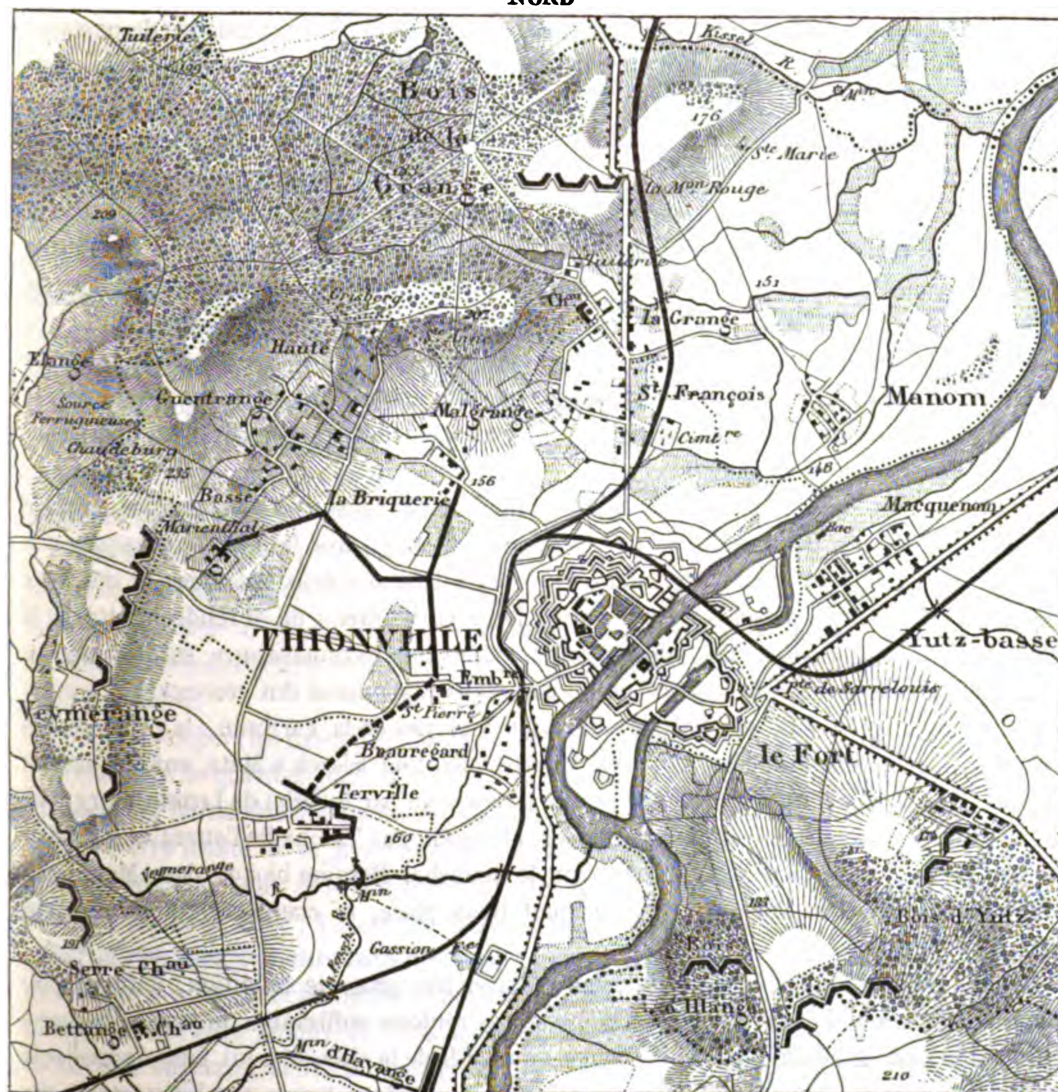
Tandis que s'opérait ce coup de main, une seconde colonne dirigée par M. Deny, chef de bataillon au 57ᵉ, tentait une opération semblable sur les batteries de Saint-Barthélemy et des Hayvaux (cette dernière avait été de nouveau armée). De ce côté encore, plusieurs pièces furent mises hors de service, mais le succès fut plus chèrement acheté. Une attaque dirigée contre le village de Thierville, dans le but d'empêcher les Allemands de se porter vers leurs batteries, ne réussit pas, et nos troupes durent se replier en toute hâte.

Dès la fin d'octobre, des mesures énergiques furent prises pour hâter la reddition de la place. Ainsi que nous le disions plus haut, un régiment d'infanterie, un bataillon de chasseurs et deux compagnies de pionniers du 8ᵉ corps arrivèrent le 31 octobre. Le front ouest de la citadelle fut choisi pour objectif de l'attaque principale ; de nouvelles batteries furent construites : elles devaient être armées de soixante bouches à feu de gros calibre venues de

Metz; une parallèle enfin fut ouverte. Mais, tous ces préparatifs furent inutiles : la place capitula le 9 novembre. L'ennemi lui-même se montra étonné de cette reddition, et le capitaine Gœtze écrit dans son ouvrage *Sur les opérations du corps du génie Allemand :* « La

SIÈGE DE THIONVILLE

NORD



capitulation si prématurée de Verdun est tout à fait inexplicable au point de vue militaire, d'autant plus que l'assiégé avait montré jusqu'à ce moment beaucoup de vigilance et d'énergie. » Le conseil d'enquête institué après la guerre pour juger les capitulations, n'a

pas fait connaître les raisons de cette reddition : il a félicité le commandant pour son énergie et pour le soin qu'il prit de stipuler que les armes et le matériel seraient rendus à la paix, et l'a blâmé pour ne pas avoir prolongé la résistance.

Nous pensons qu'il ne sera pas inutile d'indiquer brièvement les motifs qui déterminèrent le général Guérin à capituler : ce sera là, d'ailleurs, un nouvel exemple des dangers que présentent les négociations avec l'ennemi.

La nouvelle de la capitulation de Metz produisit dans la population un grand découragement, le général fut même sollicité de rendre la place ; il s'y refusa, mais il crut devoir solliciter du commandant des forces allemandes, général de Gayl, un armistice de quelques jours. Un parlementaire avait fait savoir que des négociations se poursuivaient pour amener un armistice général. La demande du général Guérin fut transmise à Versailles, et repoussée par M. de Moltke. En notifiant ce refus, le général de Gayl ne manqua pas d'insister sur l'inutilité d'une prolongation de la résistance ; il informa le commandant français qu'un nouveau bombardement plus terrible que les précédents aurait lieu le 16 novembre. Cédant à ces considérations, le général Guérin se décida à arborer le drapeau blanc, invoquant dans le journal de la défense cette excuse, qui provenait, sans doute, du général de Gayl : « La continuation de la lutte serait sans utilité pour la France. »

Maîtres de Verdun, les Allemands s'occupèrent activement du siége de Thionville La possession de cette place leur permettait de continuer en toute sécurité leur route vers le nord et vers la Loire : en outre, le chemin de fer des Ardennes pouvait leur donner un puissant moyen de ravitaillement.

Le 15 août, un coup de main avait été inutilement tenté : jusqu'au 4 septembre, la place fut observée par des détachements tirés de l'armée de Metz, trop faibles pour risquer une sérieuse tentative. A cette date cependant, le commandant des deux bataillons et des deux régiments de cavalerie détachés devant Thionville, reçut l'ordre « de se rendre maître de la place par sommation ou par un coup de main » ; mais une reconnaissance suffit à prouver qu'il n'y avait aucun succès à espérer, et le commandant allemand dut renoncer à exécuter les ordres qui lui avaient été transmis. Plusieurs sorties de la garnison, la prise par les Français, le 17 septembre, d'un convoi de voitures allant de Sierck à Metz, enfin et surtout l'entrée dans la ville d'un important convoi de vivres venu par la ligne de Luxembourg, que les Allemands étaient impuissants à surveiller, attirèrent sur Thionville l'attention de l'état-major ennemi. Il était à penser, en effet, que le maréchal Bazaine bloqué dans Metz serait averti par quelque émissaire du ravitaillement de la place, et chercherait à se faire jour dans cette direction.

Malgré toutes les raisons qui devaient faire désirer une prompte reddition, il fut impossible aux Prussiens d'envoyer devant Thionville des renforts suffisants : on dut se borner à faire étudier par le général du génie Biehler les abords de la ville, et à lui faire apprécier la force de résistance que pouvait offrir le défenseur, en même temps que l'importance des moyens à employer pour en triompher. Il fut reconnu que la place, petite, étroite, ramassée pour ainsi dire dans un espace restreint, ne pourrait tenir longtemps si elle était bombardée. 60 pièces de gros calibre et 16 bataillons d'infanterie étaient jugés indispensables pour mener les opérations à bonne fin. Dans ces conditions, il fallut attendre la capitulation de Metz. Dès que le maréchal Bazaine eut déposé les armes, le commandant en chef de la 1re armée allemande, général de Manteuffel, détacha devant Thionville la 14e division

(7[e] corps) sous les ordres du général Kamecke. 90 pièces prussiennes, 30 mortiers français, 7 compagnies de pionniers, et 13 compagnies d'artillerie de place arrivèrent successivement, et le 16 novembre, les opérations purent être conduites avec toute l'énergie recommandée au général Kamecke.

La place de Thionville n'était guère en état de faire une longue résistance : située sur la rive gauche de la Moselle, à 23 kilomètres de Metz, elle est entourée de hauteurs qui la dominent. Sur la rive gauche, les collines de Guentrange offrent à 3,000 mètres environ des positions favorables à l'attaque. Sur la rive droite, les collines du sud-est se prolongent jusqu'à une faible distance de la tête de pont. Au nord et à l'ouest, l'assaillant rencontre un obstacle sérieux : l'eau se trouve à un mètre au-dessous du sol. Les ouvrages de la rive gauche (cinq fronts bastionnés et une gorge, le long de la Moselle), se prêtent bien à une défense passive, et rendent toute escalade impossible, mais ils empêchent toute action extérieure de la garnison, l'espace manquant pour le déplacement des troupes, et les portes mal couvertes pouvant être canonnées de loin. Les fortifications de la rive droite sont séparées par le canal en deux parties : un grand ouvrage à cornes construit par Cormontaigne, et la double couronne de Vauban qui lui sert de réduit. La place ne possède qu'une seule caserne à l'épreuve de la bombe : les magasins à poudre sont mal protégés contre un tir plongeant. La garnison se composait d'environ 4,000 hommes, parmi lesquels plus de 2,500 mobiles. L'artillerie comprenait 6 officiers, 150 canonniers, et 300 artilleurs de la garde mobile, 209 pièces de place, siége ou campagne; un grand nombre d'entre elles étaient rayées, notamment 18 obusiers de 24 long. Le génie se réduisait à deux officiers sans troupe. La garnison se trouvait sous les ordres du colonel Turnier, de l'état-major des places.

Dès le 11 novembre, le général Kamecke décida l'établissement, sur les hauteurs environnantes, de batteries de bombardement destinées à tirer jour et nuit sur les remparts et la ville. En même temps, l'ordre fut donné d'ouvrir la première parallèle dans la nuit qui suivrait la première journée de bombardement. Les fronts ouest 5, 6, 7 furent choisis pour point d'attaque.

Le 13 novembre, les parcs d'artillerie et du génie s'établirent à Suzange, près d'Hayange, où s'était fixé le quartier général : le 16, les travaux de construction des batteries furent commencés; les emplacements étaient déterminés ainsi qu'il suit (1) :

Sur la rive droite de la Moselle: huit batteries placées à Haute-Yutz, sur la hauteur à l'est d'Illange, et dans le bois d'Illange : armement 40 pièces (6 canons de 15 c. long., 6 canons de 12 de long., 4 mortiers et 24 pièces de campagne).

Sur la rive gauche : onze batteries avec un armement total de 45 pièces de gros calibre ; au château de Serre, deux batteries de 4 canons de 16 cent. long., chacune ; à la Maison-Rouge, au nord de Thionville, trois batteries d'enfilade et de bombardement de 4 canons de 12 cent. chacune; dans l'intervalle des deux groupes, cinq batteries de bombardement armées de 4 canons de 15 cent. court, et de 16 canons de 12 destinés à tirer sur la ville; enfin à la Maison-Neuve, une batterie de 5 canons de 15 c. court.

Le 22 novembre, à 7 heures du matin, après une sommation repoussée par le commandant de place français, le feu commença : la vitesse du tir avait été fixée par heure à

(1) Gœtze. *Opérations du corps du génie allemand.*

une moyenne de quatre coups par pièce pendant le jour, et un coup pendant la nuit. Le bombardement dura cinquante-trois heures : il ne fut interrompu que quelques heures dans l'après-midi du 23, pendant des pourparlers qui n'aboutirent pas, le colonel Turnier ayant déclaré « que le moment de signer une capitulation n'était pas encore arrivé. »

Dans la nuit du 22 au 23, les pionniers commencèrent l'ouverture de la première parallèle : la pluie tombant à torrents, il fallut au matin abandonner le travail, qui fut repris la nuit suivante.

La capitulation eut lieu le 24 au soir : 8,551 projectiles avaient été lancés sur la ville. « Les fortifications avaient peu souffert, écrit le capitaine Gœtze, mais presque toutes les casernes étaient détruites, ainsi que les édifices publics, et un grand nombre de maisons particulières. »

II

Les troupes disponibles de la première armée n'avaient pu se mettre en marche que le 7 novembre. Avant de se diriger vers le nord, il avait fallu, en effet, pourvoir à la mise en route des convois de prisonniers. Diverses modifications avaient eu lieu dans l'ordre de bataille des troupes du 8e corps. Le 7e régiment de Brandebourg avait été relevé par le 65e, et les 67e et 72e par les 68e et 70e. La 1re division d'infanterie recevait l'ordre d'aller relever, devant Mézières, la division de landwehr Selchow; elle demeurait devant la place jusqu'au 21, époque à laquelle elle était à son tour remplacée par le détachement Schuler de Senden (formé d'une brigade combinée d'infanterie, d'une brigade combinée de cavalerie et de l'artillerie divisionnaire de la 3e division de réserve). Les défilés de l'Argonne étant sans cesse traversés par des francs-tireurs, la 3e division de cavalerie, renforcée d'un régiment d'infanterie et de deux batteries, fut lancée dans la direction de Clermont. Ces troupes auxquelles se joignit la 1re division d'infanterie, envoyée, comme nous venons de le dire, devant Mézières, ne rencontrèrent aucune résistance.

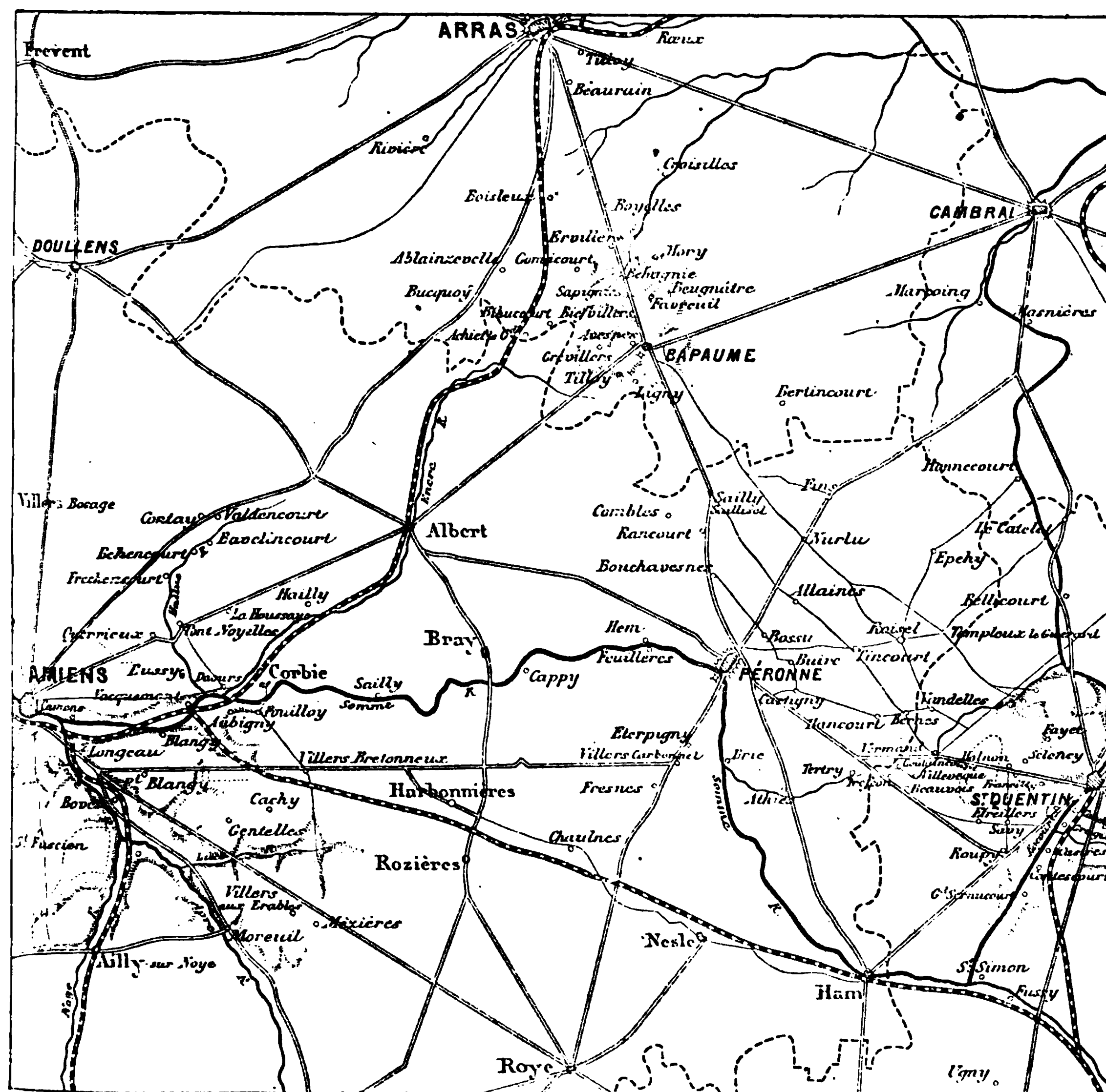
Enfin, le 5 novembre, la 4e brigade était dirigée par chemin de fer sur La Fère; elle arrivait devant la place le 15 novembre.

Le 20 novembre, la première armée arrivait sur la ligne Compiègne-Noyon sans avoir rencontré de résistance, et la cavalerie se mettait en communication d'un côté avec l'armée de la Meuse, vers Clermont-sur Oise, et de l'autre battait le pays dans la direction de Ham-Roye-Montdidier. La première armée ralliée successivement par tous les détachements, à l'exception de la 4e brigade comprenait :

	fantassins.	cavaliers.	canons.
1er corps (y compris la 4e brigade)	19,148	1,084	84
8e corps	19,096	1,139	90
3e division de cavalerie	»	2,210	6
Total	38,244	4,433	180

Les instructions envoyées de Versailles au général Manteuffel, lui indiquaient comme objectifs Amiens et Rouen ; toute liberté étant d'ailleurs laissée au commandant de la première armée pour la conduite des opérations. Le 23 novembre, le général Manteuffel

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DU NORD



résolut de se diriger sur Amiens, où il savait devoir rencontrer des troupes françaises. L'historien de la première armée allemande, le colonel chef d'état-major comte Wartensleben, explique cette résolution par la nécessité qui s'imposait alors aux Allemands de remporter

une victoire destinée à empêcher les grandes puissances de prendre une attitude favorable à la France.

Il paraissait, en outre, urgent d'agir énergiquement dans le nord, car les incursions de la cavalerie du comte de Lippe et du prince Albrecht n'inspiraient plus la même terreur qu'autrefois; partout mobiles et francs-tireurs s'embusquaient, et chaque marche coûtait quelques hommes aux Allemands. A Saint-Quentin, le préfet, M. A. de La Forge, avait audacieusement résisté à une colonne prussienne qui s'était avancée le 8 octobre, et qui avait dû battre en retraite après quatre heures de lutte. Ce succès ne devait malheureusement pas préserver la ville : le 21 octobre, l'ennemi revenait en nombre, et frappait Saint-Quentin d'une contribution de 950,000 francs.

Quelques jours après, le 27 octobre, les cavaliers du comte de Lippe étaient vivement attaqués à Formerie et repoussés en désordre. Le général Senfft qui commandait à Beauvais, s'attendait à voir les Français marcher en avant, et le détachement de Clermont avait reçu l'ordre de s'apprêter à le rallier, en se portant par Macy-sur-Noailles, pour garder le défilé de Silly.

La situation était donc inquiétante pour l'ennemi, qui redoutait de voir les troupes françaises éparses dans le nord et dans le nord-ouest, se réunir et se jeter en avant, menaçant ainsi les grands magasins nécessaires au ravitaillement de l'armée d'investissement.

L'arrivée de la première armée allemande modifiait singulièrement la situation.

Les forces que les Allemands allaient rencontrer n'étaient d'ailleurs que très-imparfaitement organisées. M. Testelin avait été chargé de réunir une armée dans le nord. Le 15 octobre, le commissaire de la Défense nationale se fit adjoindre le colonel Farre, directeur des fortifications à Lille. Le 22 octobre, on avait déjà obtenu quelques résultats, lorsque le général Bourbaki vint prendre le commandement supérieur de la région du nord. Le 6 novembre, la première division du 22ᵉ corps était en partie organisée. Les difficultés avaient été moins grandes qu'on ne le supposait au début. La capitulation de Metz amena, en effet, dans le nord une assez grande quantité d'officiers et de sous-officiers évadés, qui formèrent des cadres énergiques et pleins d'ardeur. En outre, le ministre de la marine envoya 3,000 fusiliers-marins parmi lesquels il fut possible de recruter d'excellents artilleurs (1). Le 17 novembre, le général Bourbaki écrivait au ministre de la guerre :

« ... Je suis attelé à une besogne des plus ingrates, puisque, sans aucun aide, ayant besoin de tout, il m'a fallu armer aussi bien que possible les places du nord, les appro-

(1) **ORDRE DE BATAILLE DE L'ARMÉE DU NORD.**

Nota. — L'armée du Nord ne se composa d'abord que du 22ᵉ corps, fort de deux divisions jusqu'au 5 décembre, et de trois divisions à partir de cette date jusqu'au 15 décembre. L'arrivée d'une division de mobilisés amena la formation du 23ᵉ corps.

Commandant en chef : Général Faidherbe.

Chef d'état-major : Général Farre.

22ᵉ Corps.

Commandants successifs :
- Général Bourbaki, jusqu'au 19 novembre.
- Général Farre, jusqu'au 3 décembre.
- Général Faidherbe, jusqu'au 10 ou 15 décembre.
- Général Lecointe.

visionner de munitions, créer avec 6 dépôts de régiments d'infanterie et 4 dépôts de chasseurs à pied déjà épuisés, 4 brigades d'infanterie et, avec 45 dragons, tout un régiment, dont deux escadrons sont formés dès à présent.

« Je n'avais aucune batterie d'artillerie ; aujourd'hui, j'en possède 5 ; elles sont attelées et peuvent aller partout.

« Ce sont de petits résultats. Néanmoins, pour les obtenir, il m'a fallu surmonter bien

1re DIVISION.

Commandants successifs } Général Lecointe. Général Derroja.

1re *brigade.*

Commandants successifs } Général Lecointe. Général Derroja. Colonel Aynès.

2e bataillon de marche de chasseurs.

67e de marche } 2 bataillons de marche du 75e. 1 bataillon de marche du 65e.

91e régiment de mobiles : 5e, 6e, 7e bataillons de mobiles du Pas-de-Calais.

2e *brigade.*

Commandants successifs } Général Derroja. Colonel Pittié.

17e ou 1er (?) bataillon de marche de chasseurs.

68e régiment de marche } 2 bataillons de marche du 24e. 1 bataillon de marche du 64e.

46e régiment de mobiles (Nord).

ARTILLERIE : trois batteries.

2e DIVISION.

Commandants successifs } Général Paulze d'Ivoy. Général du Bessol.

1re *brigade.*

Commandants successifs } Colonel du Bessol. Colonel Fœrster. Colonel Brouard.

20e bataillon de chasseurs à pied.
69e de marche (2 bataillons du 43e, 8e bataillon infanterie marine).
44e mobiles (Gard).

2e *brigade*

Commandants successifs } Colonel Rittier. Colonel de Gislain.

18e bataillon de marche de chasseurs.
72e de marche (2 bataillons du 91e, 1 bataillon du 33e).
101e régiment de mobiles (Somme-Marne).

ARTILLERIE : trois batteries.

23e Corps.

Commandant : général Paulze d'Ivoy.

1re DIVISION.

Commandants successifs } Amiral Moulac. Capitaine de vaisseau Payen.

des difficultés. Les cartouches chassepot me font défaut ; j'en fais faire le plus possible, mais la moindre action de guerre suffirait pour épuiser mes approvisionnements actuels. Je vais me rapprocher d'Amiens avec 3 brigades d'infanterie, 4 batteries d'artillerie, 2 escadrons de dragons et 2 escadrons de gendarmes. »

« Les ordres pour l'exécution de ce mouvement étaient déjà donnés, dépose le général Bourbaki dans l'enquête du 4 septembre, j'espérais pouvoir surprendre Beauvais et peut-être Chantilly, que je savais être un des centres d'approvisionnement de l'ennemi, lorsque je reçus, le 19 novembre, un télégramme me prescrivant de remettre le commandement au général Farre, en attendant l'arrivée de mon successeur, et de me rendre à Tours. »

Une manifestation hostile au général Bourbaki, qui s'était produite à Douai, était la raison de cette révocation, ou mieux de la modification apportée à la situation du commandant de l'armée du Nord, puisque nous le retrouverons sur la Loire et dans l'Est.

1re *brigade.*

Commandants successifs { Capitaine de vaisseau Payen.
Lieutenant-colonel Michelet.

19e bataillon de marche de chasseurs.
Régiment de fusiliers marins.
43e régiment de mobiles (Nord).

2e *brigade.*

Commandant : Capitaine de frégate de La Grange.

24e bataillon de marche de chasseurs.
5e bataillon de mobilisés du Pas-de-Calais (?).
47e mobiles (Nord).
48e mobiles (Nord).
2e bataillon de marche du 65e (?).

ARTILLERIE : Trois batteries (dont 2 de la garde mobile).

2e DIVISION (*mobilisés*).

Commandant : général Robin.

1re *brigade.*

Commandant : Colonel (auxiliaire) Brusley.

1er régiment de mobilisés.
6e id.

2e *brigade.*

Commandant : Colonel (auxiliaire) Amos.

3e régiment de mobilisés.
4e id.

ARTILLERIE : deux batteries mobilisées.

RÉSERVE D'ARTILLERIE : trois ou quatre batteries.

CAVALERIE : { Deux escadrons de gendarmes mobilisés.
Trois escadrons du 7e dragons.
Un peloton du 8e dragons.

GÉNIE : Deux compagnies.

En outre de ces deux corps d'armée, opéraient de concert avec l'armée du Nord :

La brigade du colonel Isnard (Fractions des 3e et 4e de ligne, mobiles des Ardennes) et la brigade du colonel Poulzy (Mobilisés du Pas-de-Calais).

Le coup de main sur Chantilly, que le général Bourbaki se disposait à entreprendre, aurait-il eu d'heureux résultats ? Il est permis d'en douter : tenté un mois, ou quinze jours plus tôt, il pouvait réussir, mais à cette date, en effet, nous n'avions plus affaire seulement à quelques escadrons de cavalerie : les troupes du général Manteuffel entraient en ligne ;

BATAILLES DE VILLERS BRETONNEUX
ET DE PONT NOYELLES



Gravé par A. Martin 179, rue S. Jacques

D'après la Reymann's Karte

Echelle de 1/200000

elles étaient, dès le 21, assez rapprochées pour pouvoir se porter sur le point menacé.

« Avant son départ, écrit le général Faidherbe (1), le général Bourbaki avait eu le projet d'aller s'établir avec le 22e corps, dès qu'il serait formé, au sud d'Amiens, le long du chemin de fer de Rouen ; cette position était fort bonne pour se porter sur Beauvais ou sur Creil,

(1) *Campagnes de l'armée du Nord.*

mais n'était plus acceptable quand l'ennemi s'avançait en forces par la route de Montdidier, par celle de Roye et le long du chemin de fer de Torgnier, en s'étendant jusqu'à la Somme. »

Ajoutons enfin que ce mouvement de concentration n'avait pas échappé à l'ennemi qui, d'après l'ouvrage du colonel Wartenslebein, lui attribuait une importance excessive, en pensant que l'intention du général Bourbaki « était de s'opposer au mouvement en avant de la 1re armée, » alors que la résolution prise de se porter sur Chantilly semble indiquer au contraire que le commandant de l'armée du nord n'était que très-imparfaitement renseigné sur l'arrivée du général Manteuffel.

Lorsque la nouvelle de la marche des Allemands parvint à Amiens, l'armée du nord se concentra en toute hâte aux environs de la ville. Elle ne comprenait alors que les deux premières brigades du 22e corps et la garnison commandée par le général Paulze d'Ivoy: le tout formant un total de 25,000 hommes avec 42 pièces de canon. Le général Farre choisit avec soin sa position de combat : en se plaçant sur la rive droite de la Somme, on se bornait à la défense stricte des retranchements construits autour d'Amiens (1). Ces retranchements étaient malheureusement très-incomplets et mal armés (il n'avait été possible de réunir que douze pièces). En outre, le choix de cette position découvrait Corbie, et livrait aux Allemands la voie ferrée d'Amiens à Arras. Il sembla préférable de s'établir sur les hauteurs de la rive gauche entre la Somme et l'Avre. Les troupes françaises prirent position le long d'une ligne transversale de Villiers à Cachy et à Gentelles, la droite appuyée à la vallée de l'Avre. A Villers-Bretonneux, point culminant des hauteurs, commençait une seconde ligne défensive suivant l'arête qui descend à Longueau, arête couverte de bois et qui prend en flanc les approches d'Amiens. La retraite était assurée par de nombreux ponts. Le défaut principal de cette position était l'étendue excessive des lignes de défense qui mesuraient vingt-deux kilomètres depuis Saleux sur la Celle jusqu'à Corbie. Le temps manquait, en outre, pour creuser quelques retranchements, notamment en avant de Villers-Bretonneux et de Boves.

Dès le 23 au soir, en effet, le contact était pris avec l'ennemi. Les franc-tireurs s'engageaient à Villers-aux-Érables avec les Allemands, et le lendemain le colonel du Bessol rencontrait à Mézières le 14e uhlans soutenu par une compagnie de chasseurs et deux pièces. Après un vif combat, les Prussiens se retiraient sur le Quesnel puis sur Bouchoir. Le 25 quelques coups de feu furent échangés avec les coureurs ennemis, et le 26, le 20e bataillon de chasseurs français renforcé par une compagnie du 43e eut à combattre auprès de Gentelles, tandis qu'aux environs de Boves les tirailleurs du 1er bataillon de chasseurs et du 24e de ligne arrêtaient une colonne prussienne partie de Moreuil.

Le 27 au matin, la 3e brigade du 22e corps occupait Corbie et les villages environnants, Villers-Bretonneux, Cachy et Gentelles, elle était soutenue par la 1re. La 2e était établie à Boves-sur-l'Avre, à Camon-sur-la-Somme et à Dury, de façon à couvrir au besoin la retraite par Longueau : le général Paulze d'Ivoy s'était porté avec ses troupes au sud d'Amiens, formant ainsi l'aile droite française.

Du côté des Allemands, le général Bentheim, qui avait remplacé le général Manteuffel

(1) Dans sa déposition devant la Commission d'Enquête, le général Paulze d'Ivoy semble attribuer cette résolution de se porter sur la rive gauche à un étrange motif : «... Ce sont, dit-il, de jeunes généraux qui ont voulu conduire cette affaire, et comme j'étais le plus ancien, et que je commandais à Amiens, ils ont opéré à cinq lieues en avant de la ville. »

dans le commandement du 1[er] corps, partit du Quesnel et de Bouchoir marchant sur la ligne Thezy-Demuin, et formant la droite de l'armée allemande, l'extrême droite couverte par la division de cavalerie. A l'aile gauche, la 15[e] division allemande se porta sur Fouencamps et Sains, tandis que la 16[e] division s'avançait sur Habecourt et Plachy-Bacouel, dans le but de couper le chemin de fer de Rouen.

L'action s'engage d'abord à l'aile droite des troupes du 1[er] corps d'armée prussien; les régiments allemands 4 et 44 se portent sur le bois de Domart que nos avant-postes abandonnent, en se repliant sur Gentelles. En même temps, deux bataillons du même corps se jettent sur une tranchée au sud de Villers-Bretonneux, et s'en emparent. Le général Bentheim fait alors appuyer sur la droite, tout en laissant à son aile gauche de nombreux tirailleurs dans les bois de Hangard et de Domart. L'ennemi se rend maître du village de Cachy, malgré la résistance d'un bataillon du 43[e]; mais le général Farre fait reprendre l'offensive par les troupes qui se trouvent en seconde ligne à Villers-Bretonneux : Le 20[e] bataillon de chasseurs et le 9[e] bataillon de mobiles s'élancent au pas de course, et chassent les Prussiens du village. En même temps, le 4[e] bataillon du nord conduit par le général Lecointe dégage le village de Gentelles, et repousse les tirailleurs ennemis dans le bois de Domart. Entre Cachy et Villers-Bretonneux, la lutte ne nous est pas favorable. Le colonel du Bessol est blessé, nos dernières réserves sont engagées, et cependant, il nous faut reculer pied à pied. Le général Farre fait alors porter une batterie de 12 et une batterie de 8 à la gauche de Villers. Cette puissante artillerie rétablit le combat : protégés par elle, l'infanterie de marine, le 2[e] bataillon de chasseurs et la compagnie du génie se maintiennent sur leurs positions. Sur la droite (française) et au sud de Villers-Bretonneux, notre résistance est moins heureuse. Le général Bentheim a fait avancer toute l'artillerie du 1[er] corps d'armée : deux batteries à cheval s'établissent au nord de Domart; quatre batteries prennent position à l'est du bois de Hangard, où elles appuient deux batteries de la 1[re] division; enfin quatre batteries se tournent contre Gentelles; le feu de ces pièces arrête les tirailleurs français qui, du village de Gentelles, cherchent à déborder l'aile gauche du 1[er] corps prussien. A trois heures et demie, un renfort de trois bataillons, une batterie et un escadron permet à l'ennemi de prononcer plus vigoureusement l'attaque sur la ligne Cachy-Villers-Bretonneux. Deux batteries de 4 portées à la droite française de Villers épuisent leurs munitions, et sont forcées de se retirer, nos mobiles assaillis de front et de flanc cèdent leurs positions, et les Allemands abordent le village de Villers-Bretonneux, que défendent jusqu'à la dernière heure les marins, le 2[e] bataillon de chasseurs et une compagnie du génie. Sur l'ordre du général Farre, la retraite s'opère dans la direction de Corbie, mais nos soldats acharnés à combattre, luttent de maison en maison, et ce n'est qu'à grand'peine qu'ils parviennent à se dégager, et à prendre la direction indiquée : la compagnie du génie perd la moitié de ses hommes.

La bataille, perdue sur la gauche française, n'avait pas été plus heureuse à la droite. Les villages de Boves, Cagny et Longueau n'étaient protégés que par peu de troupes : une partie de la garnison envoyée par le général Paulze d'Ivoy garnissait les retranchements qui couvraient la ville au sud. Une colonne composée de quelques compagnies du 2[e] chasseurs de marche, du 43[e] de ligne et du 4[e] bataillon des mobiles de la Somme s'était le matin portée en avant de Dury, à la rencontre de l'ennemi, qu'elle rencontra un peu en avant de Sains.

Nos soldats, dépourvus d'artillerie et inférieurs en nombre, abandonnent successivement toutes leurs positions, Fouencamps et Paraclet, aux mains de la 3e brigade allemande, et se retirent en toute hâte derrière les épaulements à peine ébauchés que protègent neuf pièces de canons imparfaitement approvisionnées. Maître des approches de nos retranchements, le général Gœben, qui commande le 8e corps d'armée ennemi, fait occuper Saint-Fuscien par l'avant-garde de la 29e brigade; puis, la position de Boves se trouvant ainsi tournée par la droite, il fait attaquer le village par la 15e division; le vieux château de Boves, intrépidement défendu par deux compagnies du 33e et du 24e de ligne, est enlevé, et sur toute la ligne de Boves à Gentelles nos troupes sont vivement pressées. Sur notre gauche, le colonel Pittié parvient à se maintenir avec un bataillon du 24e et le bataillon de mobiles du Nord, qui a combattu jusqu'alors au bois de Domart; mais sur la droite, le 1er chasseurs, le 33e de ligne et le 5e mobiles sont tournés par les marais, et pris à revers par les Allemands, qui tiennent les villages de Saint-Fuscien et de Cagny. Le colonel Derroja, qui commande la 2e brigade du 22e corps rallie ses troupes un moment ébranlées et les jette à la baïonnette sur les Allemands. Devant cette attaque que mène intrépidement le commandant Zédé, les Prussiens s'arrêtent, donnant ainsi le temps aux Français de s'écouler par Longueau.

A l'extrême gauche, la 16e division allemande s'est portée sur Hébocourt : la 32e brigade n'avance que pas à pas, contenue par les marins et le bataillon de fusiliers qui se font tuer sur leurs pièces, après avoir décimé le 9e hussards. « Le village et la forêt furent enlevés avec grande effusion de sang, écrit le colonel Wartensleben, car dans ces circonstances on ne faisait guère merci. » Maîtres d'Hébocourt, les Allemands se portent sur Dury, et sont vivement canonnés par les pièces établies dans les retranchements, malgré la supériorité de son artillerie, l'ennemi ne peut triompher de cette résistance, que dirige le lieutenant de vaisseau Meunier : la nuit met fin au combat.

Pendant toute la durée de la lutte, le général Manteuffel, ignorant le faible effectif des troupes françaises, avait redouté de voir son armée coupée en deux. La disposition du terrain obligeait les deux corps d'armée : le 8e, qui combattait sur la gauche allemande, et le 1er, qui formait la droite, à demeurer séparés, laissant un vide au centre dans la direction de Thenne. Une vigoureuse offensive se produisant de Gentelles pouvait changer l'issue de la bataille, aussi le général Manteuffel prit-il position sur le plateau au nord de la Luce, où il demeura jusqu'au soir avec un bataillon et quelques hussards, fort inquiet sur le combat dont il ne put connaître les résultats que le lendemain.

Des deux côtés l'action avait été vive, et les jeunes troupes de l'armée du Nord, réunies en toute hâte, à peine embrigadées, avaient, pour leur début, tenu vaillamment tête aux soldats aguerris de la première armée allemande. Les Prussiens comptaient 66 officiers et 1,184 hommes hors de combat. Les pertes des Français atteignaient 1,380 hommes, plus un millier de prisonniers.

L'ennemi pensant que la lutte recommencerait le lendemain, ne troubla pas la retraite qui s'opéra en quatre colonnes, d'Amiens et de Corbie. La première, sous les ordres du général Lecointe, se dirigea vers Doullens. La deuxième, avec le général Paulze d'Ivoy, vers Pas; le général Farre marcha vers le nord avec le troisième détachement, pendant que le quatrième longeait le chemin de fer par Albert et Achiet. Le colonel Crouzat, commandant l'artillerie de la garde nationale, dirigeait pendant ce temps la plupart des pièces sur Abbeville et Montreuil.

Le 28 au matin, les Allemands s'avancèrent vers les retranchements, et leurs patrouilles constatèrent que les Français s'étaient retirés : la 16e division prit aussitôt possession de la ville d'Amiens, que le 40e régiment occupa vers midi. La citadelle, vieille et grande fortification bastionnée qui commande au loin la plaine sur la rive droite, était seule occupée par les Français. Sa garnison, forte de 450 hommes, était commandée par un officier énergique, le capitaine Vogel, qui s'était empressé de tout préparer pour une vigoureuse défense; 22 pièces de canon lisses armaient les remparts. Un peu après midi, un parlementaire vint sommer la citadelle de se rendre, mais le commandant Vogel déclara qu'il tiendrait



LE GÉNÉRAL VON STIEHLE.

Chef d'état-major du prince Frédéric-Charles.

jusqu'à la dernière extrémité. Le 29 au matin, sur l'ordre du général Barnekow, commandant la 16e division allemande, il fut procédé à une tentative de vive force qui n'amena aucun résultat : la première compagnie de pionniers et un peloton du 40e régiment d'infanterie furent repoussés, avant d'avoir pu atteindre le rempart. Dans la soirée, tous les préparatifs furent faits pour le bombardement : deux ponts furent jetés, l'un sur la Somme, l'autre sur le canal qui lui est parallèle, et les batteries se mirent en position pour ouvrir le feu, mais le drapeau blanc fut, sur ces entrefaites, arboré sur la citadelle. Le capitaine Vogel avait été tué, et sa mort avait jeté le découragement parmi les artilleurs de la garde mobile, qui ne pouvaient se décider à tirer sur leur ville natale.

Une heureuse nouvelle était encore parvenue au commandant en chef de la 1re armée : La Fère s'était rendu le 27 novembre, le jour même de la bataille de Villers-Bretonneux.

Cette petite ville de 4,000 habitants, située au bord de l'Oise à trente kilomètres au nord de Soissons, sur le chemin de fer et la grande route de Laon à Paris par Compiègne, est dominée à l'est et à l'ouest par des hauteurs sur lesquelles peut s'établir l'artillerie ennemie. Ses fortifications sont insuffisantes, elles se réduisent à un grand mur crénelé et couvert en partie par un rempart en terre : une petite tête de pont protége les routes de Compiègne et de Cambrai. La place n'a pas d'abri à l'épreuve. Cent douze bouches à feu armaient les remparts. Le 24 octobre, deux batteries de campagne du 13ᵉ corps avaient essayé, sans succès, d'amener la reddition ; il ne fut possible de s'occuper activement des opérations de siége qu'après l'arrivée de la 4ᵉ brigade d'infanterie allemande, détachée de Metz le 5 novembre par le général Manteuffel, au moment même où il allait entreprendre sa marche vers le nord. Le parc de siége comprenait 8 canons de 15 c., 12 canons de 12 c. et 8 mortiers français de 22 c. Sept batteries furent établies à 11 et 1,500 mètres des fortifications. Le 25 novembre, à huit heures du matin, le feu fut ouvert sur les ouvrages et la ville : la place riposta avec 24 pièces qui furent presque aussitôt réduites au silence. Après trente heures de bombardement, pendant lesquelles 1,800 projectiles furent lancés sur la ville, le drapeau blanc fut arboré.

Le commandant de la 24ᵉ brigade prussienne, général Zglinitzki, reçut aussitôt du général Manteuffel, l'ordre de se diriger sans retard sur Noyon où il arriva le 28 novembre.

La résolution du général Manteuffel de marcher sur Rouen au lendemain même de la bataille de Villers-Bretonneux, était inspirée par l'audace toujours croissante des troupes réunies sous le commandement du général Briand. A la suite de la prise de Gisors, les Français avaient abandonné la ligne de l'Epte pour se retirer derrière l'Andelle, mais des escarmouches, souvent heureuses pour nos armes, tenaient chaque jour en éveil les cavaliers du prince Albrecht et du comte de Lippe. Le 6 novembre, des uhlans du 1ᵉʳ régiment de la garde furent attaqués par des francs-tireurs sur la route d'Etrepagny au Thil ; le lendemain une colonne prussienne se dirigea de ce côté avec une section d'artillerie, dispersa un bataillon de mobiles de l'Oise, et, suivant l'habitude invétérée de ces coureurs, fusilla deux habitants soupçonnés d'avoir favorisé les francs-tireurs. A ce moment, le colonel Laigneau arrivait avec ses chasseurs d'Ecouis, et chassait l'ennemi qui se retirait en toute hâte. Partout, à partir de ce moment, les uhlans sont accueillis par des coups de feu ; à Forêt-la-Folie, à Guitry-la-Forêt, les Prussiens fusillent impitoyablement les habitants : huit paysans qui reviennent des champs sont égorgés un à un ; le 8 novembre, au nord-ouest de Tierceville, des cavaliers saxons reçus à coups de fusil : à Hébécourt, les Prussiens tombent sous les balles des compagnies franches. Ces succès décidèrent le gouvernement français à tenter une attaque sur Gisors. Les troupes qui tenaient la campagne dans la Seine-Inférieure comptaient 16,000 hommes avec dix-huit canons. La situation de cette petite armée se trouvait depuis quelques jours compromise sur sa droite par la retraite du général Kersalaun qui, commandant la division de l'Eure, avait cru devoir évacuer Evreux, sur une pointe audacieuse du général de Bredow. Le général Briand concentra aussitôt toutes ses troupes, et se porta en avant. Vernon fut occupé le 25 septembre, à la suite d'un combat soutenu par les mobiles de l'Ardèche ; le lendemain même, un détachement de la brigade Redern fut repoussé près de Passy-sur-Eure. La nuit du 29 au 30 novembre fut fixée pour la tentative contre Gisors. L'attaque devait se produire de trois côtés à la fois. Sur la gauche, le colonel

Mocquard devait intercepter à Trie-Château la route de Beauvais, à droite, les mobiles de l'Oise avaient l'ordre de contourner Gisors, et de couper la retraite à l'ennemi par la route de Pontoise. Le général Briand s'était réservé la direction de la colonne principale chargée d'attaquer directement Gisors. Nos forces étaient de beaucoup supérieures à celle des Allemands. Nous comptions en ligne environ 10,000 hommes et 10 canons, auxquels le comte de Lippe ne pouvait opposer qu'un régiment d'infanterie, 16 escadrons et 3 batteries. Malheureusement, le mouvement s'opéra de nuit. A Etrepagny la colonne du général Briand rencontra l'ennemi. Les Saxons surpris furent repoussés en désordre, laissant dans nos mains une centaine de prisonniers. A la suite de ce combat, l'expédition sur Gisors fut suspendue : le lendemain les Saxons se portèrent en force à Etrépagny, brûlèrent les maisons et reprirent le chemin de Gisors, après avoir eu la précaution de brûler les pompes à incendie. « De même que les Prussiens ont trop souvent souillé leurs victoires, les Saxons eurent à cœur de déshonorer leur défaite (1). » Vingt-quatre heures après le combat d'Etrépagny, le général Briand reçut à Fleury-sur-Andelle une dépêche du ministre de la guerre qui lui prescrivait de réunir toutes ses troupes, et de se diriger sur Paris. Le 2 décembre, cet ordre fut confirmé ; mais le lendemain, sur les observations de M. Estancelin, le général Briand fut averti qu'il pouvait disposer de ses forces pour défendre Rouen. Malheureusement, trois jours avaient été perdus : le mouvement sur Paris avait reçu un commencement d'exécution, et les troupes étaient dispersées depuis Fleury-sur-Andelle à l'aile droite, jusqu'à Buchy sur la gauche. C'est dans ces conditions que nous allions avoir à combattre l'armée prussienne.

Le 1er décembre, le général Manteuffel s'était mis en marche sur Rouen avec les 1er et 8e corps. Il avait laissé à Amiens un détachement composé de la 3e brigade d'infanterie et de la 6e brigade de cavalerie. Le général Grœben qui commandait ce détachement avait pour instruction de se maintenir sur la défensive, en cherchant par tous les moyens à empêcher un rassemblement des Français derrière la Somme.

Le général Manteuffel disposait pour son expédition sur Rouen de 43 bataillons d'infanterie, 31 escadrons et 168 canons : la 4e brigade, précédemment chargée du siége de la Fère, avait rallié le 1er corps, et la brigade de dragons de la garde stationnée à Beauvais était adjointe à l'armée. Le 2 décembre, le quartier général était à Granvilliers. Le 3, le 8e corps formant l'aile droite avait ses têtes de colonnes à Forges ; le 1er corps était à l'aile gauche, ses avant-postes à Gournay ; au centre, la 30e brigade occupait Pommereux, au sud-est de Forges.

Les troupes françaises qui allaient recevoir le choc de la 1re armée allemande étaient sous le commandement du lieutenant-colonel de Beaumont. Après avoir occupé Gaillefontaine, dans la journée du 1er décembre, elles se retirèrent sur Buchy, dans la matinée du 3, malgré les ordres formels du général Briand qui prescrivait de tenir à tout prix. A la nouvelle de ce mouvement de retraite, le capitaine de vaisseau Mouchez qui précédemment chargé de la mise en état de défense du Havre, avait été appelé à Rouen le 20 novembre pour élever les ouvrages de fortification autour de la ville, fut investi du commandement supérieur et de la défense du pays de Bray, en remplacement du colonel de Beaumont. La tâche ainsi confiée au dernier moment à cet officier de marine, était lourde et presque impossible à

(1) Rolin. *La Guerre dans l'ouest.*

remplir. Le général Manteuffel occupait déjà Neufchatel, Forges et Gournay, et l'autorité militaire comme le conseil municipal de Rouen ignoraient encore la marche de l'ennemi et lui prêtaient l'intention de se diriger sur Paris. Le corps de Buchy séparé des troupes de Fleury-sur-Andelle comprenait environ 12,000 hommes avec 11 canons : les forces de la 1re armée allemande dépassaient 35,000 hommes. Enfin, le manque absolu d'organisation se faisait cruellement sentir : les soldats ne recevaient pas de vivres, et les bataillons de mobiles étaient déjà débandés avant d'avoir vu l'ennemi. Dans ces conditions, la lutte était impossible; les forces du général Briand auraient pu, quelques jours avant, exercer une heureuse influence, si elles s'étaient rapprochées d'Amiens, et avaient agi de concert avec le général Farre; mais, seules en ligne contre la puissante armée allemande, elles n'étaient capables d'aucune résistance sérieuse.

Le premier soin du commandant Mouchez fut de faire venir des vivres de Rouen; puis jugeant que le pays découvert qui environne Buchy lui retirait toute chance de résister, il résolut de se retirer plus en arrière, vers Quincampoix, afin de s'appuyer sur la forêt Verte et de se trouver à proximité des retranchements qu'il avait fait élever autour de Rouen. Deux reconnaissances furent envoyées dans la matinée du 4 décembre, dans la direction de Forges et de Neufchâtel, pour recueillir quelques indications sur les positions occupées par l'ennemi. Le colonel Mocquard, chargé de l'expédition sur Forges avec environ 3,000 hommes, rencontra les Allemands aux environs de Mauquanchy; c'était la 29e brigade conduite par le général Kummer. La retraite s'opéra de notre côté précipitamment, après quelques instants de lutte seulement.

La colonne envoyée sur la route de Neufchâtel heurta de son côté l'ennemi près de Rauquemont, et fut dispersée après un court engagement. Une diversion opérée à propos près de Bosc-le-Hard par quelques-unes des troupes de Fleury-sur-Andelle que le général Briand avait appelées en toute hâte, permit aux mobiles un peu vivement pressés de se dégager et d'opérer leur retraite. Pendant que se livrait ce dernier combat, les mobiles du colonel Mocquard étaient arrivés en désordre à Buchy, la panique avait gagné les troupes déjà démoralisées, et le général Kummer avait pu occuper, sans coup férir, cette position qu'il trouva abandonnée.

Les fuyards apportèrent à Rouen la nouvelle de la déroute. Le général Briand prescrivit aussitôt au corps de l'Andelle de le rallier et s'efforça d'organiser la défense. Enserrée entre des hauteurs qui la dominent de toutes parts, la riche cité de Rouen se prêtait peu à une lutte sérieuse. D'après un projet émanant d'un ingénieur des ponts et chaussées et adopté par le comité militaire, la ville devait être entourée d'une série de retranchements qui ne mesuraient pas moins de quarante kilomètres de longueur et devaient être défendus par 46 pièces de marine, mais les travaux étaient à peine ébauchés, et deux pièces seulement se trouvaient en position.

Cependant, le conseil municipal et le général Briand étaient tombés d'accord qu'une ville comme Rouen ne pouvait se rendre sans résistance. Dans la nuit même du 4 au 5, le général Briand déclarait à quatre heures du matin à la municipalité qu'il persistait dans son projet de défense : une heure après, il battait en retraite, et les diverses troupes qui occupaient déjà leurs postes de combat recevaient l'ordre de se retirer sur la rive gauche de la Seine. Le mouvement sur le Havre s'opéra dans des conditions déplorables. La rigueur excessive de la température, les privations endurées, le manque d'autorité du comman-

dement enfin amenèrent une déroute regrettable et lorsque, le 6 au matin, le général Briand arriva à Honfleur, après avoir franchi en trente heures plus de 80 kilomètres, la moitié de ses soldats avaient quitté les rangs.

Cette retraite précipitée après les engagements pris a été sévèrement jugée : le conseil municipal de Rouen s'est associé à ces critiques, et une proclamation émanant de lui a fait peser sur le général Briand la responsabilité des événements accomplis. Dans sa déposition devant la commission d'enquête M. Raoul Duval fournit de son côté une appréciation analogue.

Le bruit de la retraite se répandit promptement dans la ville de Rouen ; cette nouvelle donna lieu à de regrettables scènes de désordre ; le mot de trahison circula dans les groupes, et de huit heures du matin à midi, des coups de feu, heureusement inoffensifs, furent tirés dans les rues et devant l'hôtel de ville.

Le général de Goeben parti de Buchy à la tête de la 16e division, le 5 au matin, avait appris à Quincampoix, vers onze heures, la retraite du général Briand : il dirigea aussitôt sur Rouen un détachement du 70e régiment. Quelques heures plus tard, le commandant du 8e corps d'armée pénétra dans la ville à la tête de deux brigades. Le général de Manteuffel se tenait pendant ce temps à Argueil. Il ignorait les événements qui venaient de s'accomplir, à ce point que le 5, à sept du soir, alors que la ville de Rouen était depuis plusieurs heures occupée par les troupes allemandes, il adressait au général de Bentheim des instructions en vue de la bataille qu'il prévoyait pour le lendemain.

Cette incertitude du commandant de la première armée, son ignorance absolue sur l'état de nos forces, enfin l'indécision peu habituelle des Prussiens épargnèrent à nos armes un désastre plus grand encore. Avec les forces dont il disposait, le général Manteuffel eût pu facilement se rendre maître des troupes du général Briand.

Le 6 décembre, le commandant en chef entra à Rouen, il s'empressa de nommer un préfet allemand, et de prendre ses dispositions pour pouvoir se maintenir dans la grande et riche ville qui venait d'être si aisément conquise.

CHAPITRE IX

Instructions adressées de Versailles à la 2ᵉ armée allemande. — Marche des troupes du prince Frédéric-Charles. — Plan d'opérations. — Engagements à Artenay, à Neuville-aux-Bois. — Combat de Ladon (24 novembre). — Le ministre de la guerre prend la direction des 18ᵉ et 20ᵉ corps. — Marche de ces deux corps. — Bataille de Beaune-la-Rolande.

I

Les instructions du grand quartier général allemand transmises de Versailles au prince Frédéric-Charles, le 23 octobre avant la capitulation de Metz, étaient ainsi ainsi conçues : « La 2ᵉ armée (2ᵉ, 3ᵉ, 9ᵉ, 10ᵉ corps et 1ʳᵉ division de cavalerie) rompera le plus promptement possible pour se porter sur la Loire moyenne, en prenant sa direction générale par Troyes. La division qui, conformément à un télégramme antérieur doit être envoyée en avant par voie ferrée (division du 2ᵉ corps) y ralliera alors son corps d'armée; le flanc gauche de la 2ᵉ armée sera couvert du côté de Lyon pendant son mouvement en avant par le 14ᵉ corps. »

Ces instructions furent en partie modifiées dès le 1ᵉʳ novembre; l'autre division du 2ᵉ corps (la 3ᵉ) fut dirigée sur Nanteuil par voie rapide, et la 2ᵉ armée se trouva dès lors réduite aux 3ᵉ, 9ᵉ et 10ᵉ corps, 1ʳᵉ division de cavalerie. Le 2 novembre, le mouvement commença; le 7, l'armée atteignit la ligne Montierender-Joinville. A Neufchâteau, au sud de Bologne, un engagement sans importance avait lieu avec un corps de mobiles sorti de Langres. Le 10, le 10ᵉ corps atteignit Chaumont, où il laissa une brigade d'infanterie chargée de surveiller Langres, et de repousser les incursions venant de ce côté.

Ce détachement composé de la 40ᵉ brigade d'infanterie avec 2 escadrons, 2 batteries et une compagnie de pionniers, coupa le 14 novembre le chemin de fer de Langres à Chaumont, et le 16 il tenta une reconnaissance offensive de la place. Accueillie par une vive canonnade, la colonne ennemie attaquée sur sa gauche par la garnison de Langres dut renoncer à s'emparer de la ville. Peu de jours après, l'ordre parvint au général Kratz-Koschlau qui commandait la brigade, de rejoindre le 10ᵉ corps.

Le 7 novembre, le prince Frédéric-Charles est averti par dépêche télégraphique de la reprise prochaine des hostilités sur la Loire, et invité à accélérer son mouvement, en inclinant son aile droite vers Fontainebleau où les têtes de colonnes du 9ᵉ corps doivent arriver le 14. Le 13 novembre, une nouvelle dépêche renseigne le commandant de la deuxième armée sur la bataille de Coulmiers : Le prince Frédéric-Charles prescrit aussitôt au

9e corps et à la division de cavalerie de gagner Fontainebleau le 14, au 3e corps d'atteindre Nemours, le 16 et le 18; et enfin aux trois brigades disponibles du 10e corps, de se trouver le 19 à Joigny, en passant par Châtillon et Tonnerre. Ces ordres furent exécutés : le 14 novembre une partie du 9e corps et de la 1re division de cavalerie arrivaient à Fontainebleau et à Moret. D'après les instructions directes du grand quartier-général, le général Manstein portait le lendemain 15, le 9e corps et la 1re division de cavalerie à une marche plus à l'ouest, et établissait son quartier-général à Milly.

La situation était assez grave pour nécessiter un échange constant de communications : dans cette journée du 15, des instructions détaillées du général de Moltke furent successivement adressées au grand-duc de Mecklembourg qui commandait le corps d'observation jusqu'alors chargé de protéger au sud l'armée d'investissement, au général Manstein, et enfin au prince Frédéric-Charles.

Au grand duc de Mecklembourg, il était prescrit de ne plus couvrir la route d'Orléans-Paris, mais d'incliner sur sa droite, de façon à être en mesure de repousser toute tentative d'offensive que les Français voudraient diriger par Chartres ou par Dreux. Nous avons vu déjà que ces ordres furent ponctuellement exécutés par le grand-duc, et qu'il en résulta la défaite ou plutôt la dispersion du 17e corps français concentré aux environs de Châteaudun, ainsi que des troupes que le général Fiereck avait amenées du Mans.

Le général Manstein, sous le commandement duquel était provisoirement placée la 2e division de cavalerie, était chargé à son tour de protéger la route d'Orléans-Paris.

Enfin, le prince Frédéric-Charles était informé des diverses dispositions arrêtées : la dépêche qui lui parvenait le 16 se terminait ainsi : « Bien que pour le moment la tâche de couvrir au sud l'armée d'investissement doive se borner à une attitude défensive du 9e corps actuellement disponible, on reprendra l'offensive sur Orléans et *au delà*, dès que les circonstances le comporteront. »

Ces instructions étaient assez vagues pour autoriser le prince Frédéric-Charles à combiner un plan d'opérations. Les renseignements divers qui lui avaient été transmis de Versailles ne précisaient rien sur l'importance des forces françaises. Il semblait donc naturel de s'en tenir comme point de départ aux estimations d'effectifs qui, exactes huit ou dix jours auparavant, devaient se trouver fausses, au moment de la lutte par suite de la formation des 17e, 18e et 20e corps. Cette activité du ministère de la guerre causa à l'ennemi de perpétuelles surprises, et l'obligea à modifier constamment ses plans de campagne.

La dépêche de Versailles indiquant les opérations comme devant se poursuivre ultérieurement sur Orléans et *au delà*, le prince Charles fit préparer à Sens, où il se trouvait le 16 novembre, un projet par son chef d'état-major le général Von Stiehle. Aussitôt après la reprise d'Orléans, la 2e armée allemande devait descendre la Loire, le 9e corps à droite, le 3e corps à gauche, tandis que le 10e corps, décrivant de Montargis un vaste arc de cercle vers le sud, toucherait à Bourges, dont il détruirait en passant les établissements militaires pour se diriger ensuite le long du Cher sur Tours.

D'après le capitaine de Goltze (1), auquel nous empruntons ces détails, ce projet fut

(1) Le capitaine de Goltze, indépendamment d'une histoire spéciale de la 2e armée allemande écrite d'après les documents officiels du grand quartier général, et auquel nous aurons à faire de fréquents emprunts, a publié dans les *Jarbücher* des mois de juillet et d'août une *Esquisse* des mouvements de l'armée qui est comme la préface de son ouvrage.

transmis par le général Von Stiehle au grand quartier général allemand, où il fut adopté en principe : son exécution devait dépendre des événements qui allaient s'accomplir.

Le 16 et le 17 novembre, le 9e corps et la 1re division de cavalerie reprennent leur mouvement vers l'ouest, et le général Manstein atteint Angerville, couvert en avant vers Bazoches-les-Gallerandes, et sur sa droite à Toury, par la 2e division de cavalerie. Pendant ce temps, le 3e corps marchait de Nemours et de Château-Landon sur Puiseaux et Beaumont, qu'il atteignait le 19; le 20 il se concentrait à Pithiviers. A cette même date, les trois brigades disponibles du 10e corps arrivaient à Montargis, où le prince Frédéric-Charles établissait son quartier-général.

En résumé donc, l'armée française de la Loire avait devant elle deux armées : sur sa droite, les troupes du prince Frédéric-Charles s'étendant de Toury à Montargis; sur sa gauche, le grand-duc de Mecklembourg qui, à la date du 23, avait son quartier général au Theil, à moins de 50 kilomètres du Mans et à plus de 60 kilomètres de Chartres. Cette division des forces ennemies pouvait amener, pour les Allemands, de sérieux dangers, et prouvait en tous cas l'ignorance profonde dans laquelle était, à Versailles, le grand quartier général de l'état de nos forces. Le général de Moltke avait la persuasion que nous ne disposerions guère que de 60 à 65 mille hommes, et ce n'est que par cette raison que peut s'expliquer cet étrange mouvement qui rejette les deux armées du grand-duc et du prince Rouge à plus de 120 kilomètres l'une de l'autre, lorsque 180,000 Français se trouvent distants de moins de 40 kilomètres. En réalité, le prince Frédéric-Charles ne disposait, au moment des batailles livrées autour d'Orléans, que de 50,000 fusils, 10,000 sabres et 276 pièces de canon : ces chiffres sont ceux que fournit le major Blume; le capitaine de Goltze indique des effectifs moins élevés (40,000 fantassins, 7,000 chevaux et 250 pièces).

Le grand quartier général allemand paraît s'être, au dernier moment, laissé conduire par des renseignements plus exacts comme nous l'avons dit précédemment. Le 23 novembre, il prescrivit au grand-duc de Mecklembourg d'arrêter sa marche sur le Mans, et de se rabattre sur Beaugency ; le 27, la fraction d'armée du grand-duc atteignait le Loir, le gros des forces se trouvant à Bonneval.

Pour la deuxième armée, le 9e corps reçut l'ordre de se porter le 22 et le 23 sur la route Allaines-Toury; le 3e corps devait occuper, le 22, Bazoches-les-Gallerandes, la 5e division se trouvant à Pithiviers; ses avant-postes se reliant le 23 à ceux du 10e corps, qui atteignaient Montargis le 22, avec ordre de se concentrer le 24 à Beaune-la-Rolande. Dans cette journée du 24, les troupes allemandes prenaient partout le contact avec les Français. Un détachement du 9e corps composé de trois bataillons, trois escadrons et 6 canons, se portait sur Arthenay, qui n'était occupé que par un bataillon du 39e de ligne. Les Français se repliaient aussitôt et le général Martineau, commandant la 2e division du 15e corps, arrêtait le mouvement de l'ennemi, en envoyant deux bataillons et quatre pièces occuper les hauteurs de la Croix-Briquet.

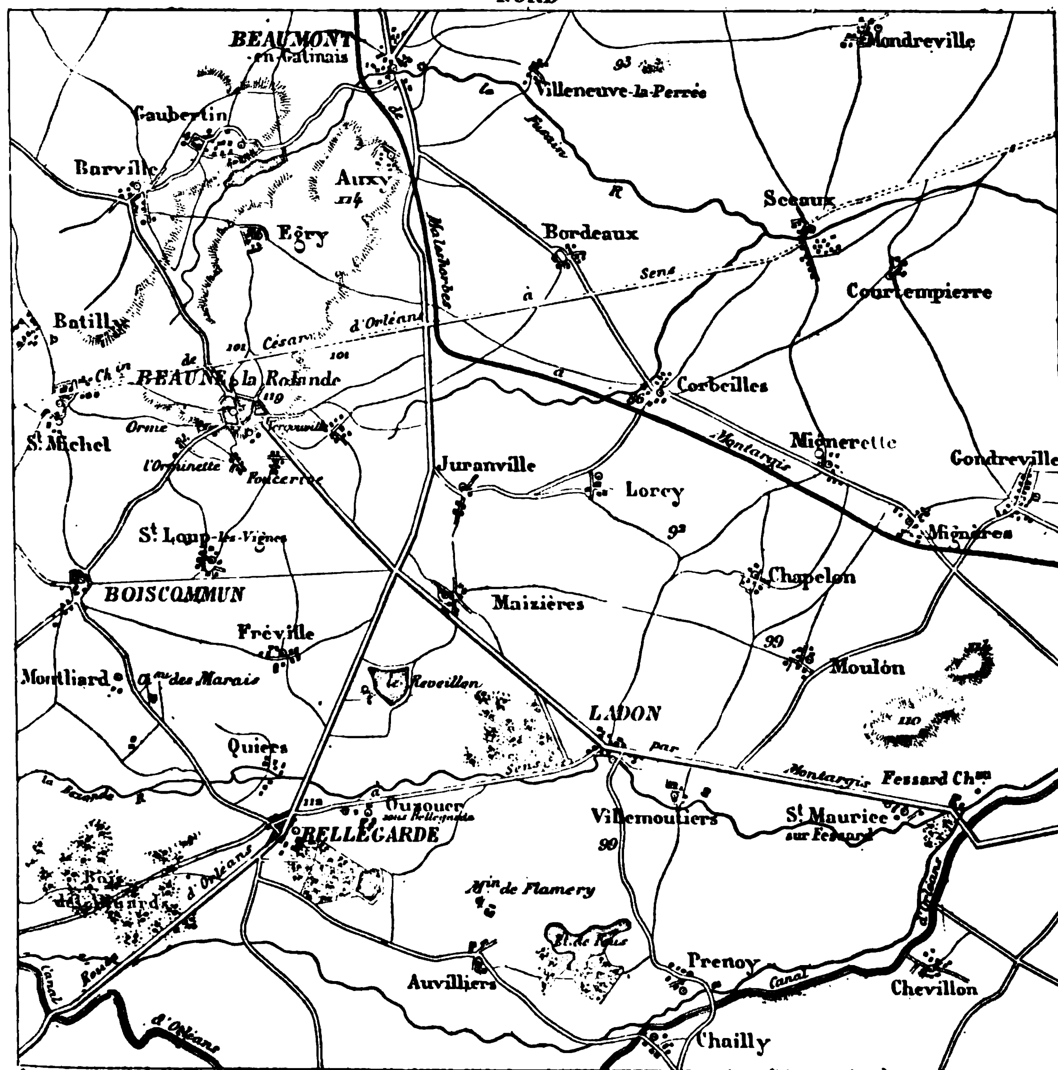
Le 3e corps allemand dirigeait sur Neuville-aux-Bois deux bataillons qui, après avoir percé les lignes de nos avant-gardes, se heurtaient dans le village contre deux barricades défendues par le 2e bataillon du 29e de marche, soutenus par deux escadrons de cavalerie. Après une heure de lutte, les Prussiens battaient en retraite, poursuivis par nos tirailleurs.

Le major Blume estime à 100 hommes les pertes des Allemands que le colonel Choppin, commandant les troupes françaises, évalue dans son rapport à 750 hommes.

Enfin, le même jour, le 10e corps avait, du côté de Ladon, un engagement plus sérieux avec les troupes du 20e corps français. A 7 heures du matin, la 39e brigade allemande suivie de l'artillerie du corps, marcha sur Beaune-la-Rolande qu'elle devait dépasser pour

BEAUNE-LA-ROLANDE

NORD



Gravé par A. Martin rue St Jacques 179

établir ses cantonnements au nord de la ville. En même temps, la 37e brigade quittait Montargis, ayant sa direction tracée par Saint-Maurice et Ladon. Tandis que s'opérait ce double mouvement de l'ennemi, le général Crouzat, commandant le 20e corps français, quittait Chatenay, se portant sur Bellegarde : la 1re division s'avançait sur Montliard, la 2e se tenait à

droite de la 1re, sur les collines de Fréville; la 3e enfin, à l'extrême droite sur la route de Ladon. Un bataillon de mobiles était envoyé en avant-garde sur Maizières, et deux bataillons sur Ladon. Vers dix heures et demie les Français et les Prussiens se rencontrèrent à Ladon, grand village formé de maisons solidement bâties et entourées de haies et de vignobles. Deux bataillons du 91e prussien se déploient en tirailleurs, et entretiennent une vive fusillade contre les Français établis à l'est des clôtures de Ladon. Deux pièces mises en batteries par les Allemands à gauche de la route, sont bientôt obligées de battre en retraite et de rejoindre le gros de l'artillerie qui, par ordre du général Woyna, prend position sur une petite éminence à droite de la route. En même temps, et tandis que le feu des tirailleurs se continue, les Prussiens occupent le village de Villemoutiers, au sud de la route. Vers onze heures et demie, les Français reçoivent quelques renforts, et se portent en avant pour se loger dans les bois situés au nord. Une attaque générale nous chasse de ces bois, et nous force à regagner le village de Ladon. Sur l'ordre du général Woyna, deux bataillons du 78e allemand abordent les fermes, points extrêmes où se maintient notre aile gauche, et s'en emparent après un assez vif engagement. La supériorité de l'ennemi lui permettant de tenter une attaque concentrique, le 78e et le 91e régiments allemands entourent le village, et un peu avant deux heures, les vingt compagnies ennemies, celles du 91e en avant, se jettent sur Ladon qui est promptement évacué par ses défenseurs. Dans son rapport, le général Crouzat se borne à ces indications sommaires : « Un violent combat s'engagea : mes braves mobiles pénétrèrent et s'établirent dans Ladon et dans Mézières; mais l'ennemi qui tenait beaucoup à la route de Montargis à Beaune-la-Rolande, et Pithiviers, ne cessant pas d'envoyer de nouvelles forces, je ne jugeai pas prudent de livrer bataille sur un front aussi vaste et sur un terrain que je ne connaissais pas. Je fis donc rentrer mes deux bataillons en protégeant leur retraite. » Les Allemands se sont montrés beaucoup moins sobres de détails, et ils ont publié sur cette affaire insignifiante, de nombreux récits dans lesquels ils qualifient le combat de Ladon « de combat *élégant* ou de combat *classique* en colonne de compagnie. » Peut-être faut-il ne voir là qu'une simple flatterie à l'égard d'un officier allemand, le major Von Scherff bien connu pour ses travaux sur la tactique, et qui a pris une part importante au combat du 24 novembre.

Tandis que la 37e brigade luttait ainsi devant Ladon, la 39e parvenait à déloger les Français de Maizières.

En réalité, cette double affaire n'avait eu qu'un résultat : un trompette du 3e escadron du 9e dragons allemand avait, sur le champ de bataille même, fouillé le cadavre d'un officier d'état-major français, et s'était emparé d'un portefeuille qui contenait les renseignements les plus précis sur la force des 20e et 18e corps français dont l'ennemi soupçonnait à peine l'existence. En outre, ces documents annonçaient que le 20e corps français marchait sur Beaune, où il devait se concentrer. Cette indication ne fut pas perdue, et dès le 24 au soir, les Allemands s'occupèrent en toute hâte de fortifier Ladon, Maizières, Juranville, Beaune, préparant ainsi à l'avance le champ de bataille sur lequel l'action devait s'engager quelques jours plus tard (1).

(1) Cet exemple prouve combien il serait utile d'interdire aux officiers qui marchent à l'ennemi de porter sur eux des documents de nature à faire connaître l'organisation et le mouvement des troupes. Durant le siége de Paris les Allemands ont été jusqu'à défendre à leurs avant-postes de recevoir et de conserver des journaux.

II

Avant de poursuivre, il est nécessaire de revenir en arrière, pour expliquer par suite de quelles circonstances le 20e corps français, dont nous avons précédemment indiqué la formation, se trouvait le 24 novembre en contact avec l'ennemi, aux environs de Beaune-la-Rolande.

Depuis la bataillle de Coulmiers, le ministre de la guerre et son délégué M. de Freycinet n'avaient cessé d'insister auprès du général d'Aurelle de Paladines, pour obtenir de lui qu'il prît l'offensive, et arrêtât un plan de campagne. Le commandant en chef de l'armée de la Loire s'était, ainsi que nous l'avons vu, refusé à sortir des retranchements qu'il faisait construire autour d'Orléans, et où il comptait attendre le choc des Prussiens. Le ministre de la guerre, persuadé que dans la situation l'offensive était impérieusement commandée, prit successivement la direction stratégique du 17e corps d'armée que nous avons vu engagé du côté de Châteaudun, et des 18e et 20e corps dont] nous avons maintenant à nous occuper.

Cette division du commandement était sans doute profondément regrettable, mais il faudrait rechercher si, en effet, la situation n'imposait pas à ce moment un effort énergique. Le général Trochu, averti du succès de Coulmiers, allait sans aucun doute tenter une vigoureuse sortie : une dépêche partie de Paris le 19 novembre en donnait l'assurance formelle; enfin, les troupes du prince Frédéric-Charles opéraient devant nous leur concentration, et notre immobilité était certainement de nature à favoriser les projets de l'ennemi : ajoutons enfin que si M. de Freycinet était, par la nature de ses fonctions antérieures, peu apte à diriger des opérations militaires, il pouvait s'appuyer sur l'autorité du général Chanzy qui n'avait cessé de protester contre l'inaction de l'armée de la Loire; il avait près de lui, en outre, au ministère même, des généraux, des officiers d'état-major — le général Loverdo et le lieutenant-colonel de Bastard notamment — qu'il ne négligeait sans doute pas de consulter. La commission d'enquête sur le 4 septembre, qui a si minutieusement examiné certains des actes des membres du gouvernement de la défense nationale, s'est abstenue de faire comparaître devant elle, ceux des officiers généraux ou supérieurs qui ont directement assisté M. de Freycinet dans sa tâche difficile. La lecture des volumineux dossiers publiés par la commission pourrait faire croire que toutes les opérations militaires étaient exclusivement dirigées par des hommes fort ignorants en ces matières, s'il n'existait, en dehors des travaux de la commission, des milliers de dépêches signées de noms justement estimés dans l'armée. Quelle part, dans les divers projets d'opération, convient-il d'attribuer aux généraux? C'est ce que la réserve de la commission d'enquête ne permet malheureusement pas d'établir.

Quoi qu'il en soit de cette question, il est bien certain que le premier soin du ministre de la guerre a *toujours* été de confier tous les pouvoirs, de donner tous les droits au général d'Aurelle, et que ce n'est que sur ses hésitations, que le ministre à successivement dirigé une partie des opérations. Dès le 13 octobre, le ministre de la guerre avait offert au général

d'Aurelle le commandement général, ce n'est que sur son refus formel que le ministre conserva une partie de l'autorité qu'il avait voulu déléguer à un autre. De même pour le 17e corps, de même, enfin, pour les troupes encore peu organisées qui devaient former le 21e corps : « Le général d'Aurelle eut la prudence de décliner la responsabilité d'un tel commandement (1). »

Quant aux opérations militaires, ainsi que nous l'avons déjà dit, elles n'ont été arrêtées par M. de Freycinet que sur le refus du général d'Aurelle de présenter un plan de campagne. Il existe à ce sujet un document d'une importance capitale, c'est une lettre en date du 23 novembre adressée par le délégué du ministre de la guerre au général d'Aurelle : nous la transcrivons ici textuellement :

« J'ai lu avec la plus grande attention votre lettre de ce jour, que m'a apportée votre officier de l'état-major général.

« A vos objections, dont je ne méconnais pas la portée, je ferai cette simple réponse :

« Si vous m'apportiez un plan meilleur que le mien, ou même si vous m'apportiez un plan quelconque, je pourrais abandonner le mien, et révoquer mes ordres.

« Mais, depuis douze jours que vous êtes à Orléans, vous ne nous avez, malgré nos invitations réitérées, de M. Gambetta et de moi, proposé aucune espèce de plan.

« Vous vous êtes borné à vous fortifier à Orléans, selon nos indications, après avoir commencé à déclarer que la position n'y serait pas tenable.

« Votre avis sur ce point, je me plais à le reconnaître, paraît s'être grandement modifié, puisque vous ne désirez plus abandonner vos lignes.

« Malheureusement, ce désir, que je comprends, n'est pas réalisable. Des nécessités d'ordre supérieur nous obligent à *faire quelque chose*, et par conséquent à sortir d'Orléans.

« Ainsi que M. Gambetta et moi vous l'avons expliqué, Paris a faim et veut être secouru. Il ne dépend donc pas de nous de vous laisser passer l'hiver à Orléans. Je dis : *passer l'hiver*, car il n'y a guère de chance que la saison devienne moins mauvaise, pendant trois ou quatre mois, qu'elle l'est en ce moment, et que l'ennemi soit moins nombreux autour de vous. Or, le nombre des Prussiens d'un côté, et l'humidité du sol d'un autre côté, sont les deux objections que vous mettez en avant. Elles subsisteront, je le répète, beaucoup plus longtemps que Paris n'aura de vivres pour se nourrir. Il faut donc sortir de l'immobilité où le salut suprême de la patrie nous condamne à ne pas rester.

« A mon avis, même, nous aurions déjà dû sortir. Nous aurions dû déjà nous porter vers ces positions de Pithiviers et de Montargis, qui vous inquiètent aujourd'hui si fort, et troubler, par des pointes hardies, l'éternel défilé que l'armée de Frédéric-Charles a fait au-dessus de vos têtes. Telle a été la pensée qui a inspiré ma lettre du 13 novembre, celle du 19 novembre, plusieurs dépêches, et enfin celle de M. Gambetta, du 20 novembre.

« Je ne puis donc que maintenir, sauf de légères variantes introduites en conséquence de votre lettre de ce jour, les ordres précédemment donnés pour le mouvement de des Pallières et de Crouzat, et je vous envoie, en la confirmant, copie de ma dépêche de ce soir. Ce mouvement a d'ailleurs été concerté avec M. Gambetta, et a sa pleine approbation.

« Agréez, etc.

Pour le ministre, le délégué,
Signé : DE FREYCINET.

(1) Le général d'Aurelle de Paladines. *La 1re armée de la Loire.*

« Si vous m'apportiez un plan meilleur que le mien, ou même si vous m'apportiez un plan quelconque, je pourrais abandonner le mien, et révoquer mes ordres. » Il faut se rappeler cette phrase du délégué du ministre de la guerre, peut-être ne sera-t-il pas inutile de la rapprocher d'un passage du livre du général d'Aurelle : « Le général d'Aurelle, écrit-il, a toujours eu la ferme conviction, partagée par tous les officiers généraux sous ses ordres et par tous les gens du métier, que cette armée de la Loire, animée d'un ardent patriotisme et d'un courage éprouvé, pouvait, *étant réunie*, culbuter l'armée prussienne qu'elle avait toujours battue à forces égales, et arriver au rendez-vous donné dans la forêt de Fontainebleau. Les revers furent toujours la conséquence de la dissémination de ses diverses parties. »

Cette affirmation, si nettement exprimée par le général d'Aurelle, a peut-être le droit de surprendre. S'il avait la conviction qu'à forces égales l'armée de la Loire pouvait battre les Prussiens, comment, du 9 au 17 novembre, a-t-il laissé le grand-duc de Mecklembourg manœuvrer avec moins de 40,000 soldats devant les 80,000 hommes de l'armée de la Loire? Comment, alors que ses effectifs du 22 au 25 novembre dépassaient 150,000 hommes a-t-il permis aux 60,000 soldats du prince Frédéric-Charles, séparés par plus de 120 kilomètres du grand-duc de Mecklembourg, de se concentrer à moins de deux marches de lui? Enfin, si telle était la pensée du commandant en chef de l'armée de la Loire, s'il avait cette opinion de la solidité de ses troupes, comment se refusait-il énergiquement à sortir de ses retranchements d'Orléans, à arrêter ce plan de campagne que le ministre de la guerre réclamait de lui avec tant d'insistance?

On ne s'expliquerait donc pas cette affirmation si catégorique du général d'Aurelle, si l'on ne s'arrêtait à ces deux mots que nous avons à dessein soulignés. Ainsi présentée, l'observation se réduit à ce simple raisonnement : nos troupes concentrées étaient sûres de la victoire, c'est le ministre de la guerre qui les a disséminées, donc c'est à lui seul qu'appartient la responsabilité de nos désastres. Et telle est si bien la pensée du général d'Aurelle qu'à la suite du passage que nous venons de citer, il ajoute : « Que les esprits honnêtes et impartiaux répondent : sur qui pèse la responsabilité de ces malheurs! » A cela, il n'y a qu'une réponse, c'est la phrase même de M. de Freycinet : « Si vous m'apportiez un plan meilleur que le mien, ou même si vous m'apportiez un plan quelconque, je pourrais abandonner le mien et révoquer mes ordres. »

Comment! le général d'Aurelle de Paladines avait la conviction que, réunies, ses troupes pouvaient battre l'ennemi, et il se refusait à marcher; il affirmait que la dissémination de nos soldats allait amener la défaite, et lorsque le délégué du ministre de la guerre lui écrivait qu'il était prêt à abandonner son plan de campagne, et à adopter celui du commandant en chef de l'armée de la Loire, le général d'Aurelle, si sûr de la victoire dans un cas, si certain de la défaite dans l'autre, ne se prononçait pas, et ayant le pouvoir d'empêcher, il laissait s'accomplir un projet qui était à ses yeux la ruine de toutes nos espérances, et devait amener fatalement, suivant lui, le triomphe définitif des Allemands!

Nous n'insisterons pas davantage sur ce délicat sujet.

Le 22 novembre, le 20ᵉ corps reçut l'ordre de se transporter le lendemain à Châtenay sur les bords du canal d'Orléans : la direction indiquée, était Bellegarde. Cette localité fut occupée le 24, et les troupes du général Crouzat rencontrèrent, pour la première fois, l'ennemi à Ladon et à Maizières, ainsi que nous l'avons précédemment rapporté.

En même temps que le 20ᵉ corps opérait cette marche en avant, le général Martin des

Pallières était averti d'avoir à conduire la première division du 15e corps de Chevilly à Chilleurs-aux-Bois, pour couvrir la gauche du 20e corps. Ce dernier mouvement, vivement critiqué par le général des Pallières, ne s'exécuta pas sans de très-réelles difficultés. Les chemins, dans la forêt d'Orléans, qu'il fallait traverser, avaient, en effet, été défoncés pour opposer un obstacle au mouvement de l'ennemi.

Dans son ouvrage sur la *Guerre en province*, M. de Freycinet fait ainsi connaître les motifs qui lui avaient fait adopter le nouveau plan de campagne : « Le temps s'écoulait, l'administration s'arrêta alors à la pensée d'une marche sur Fontainebleau : cette direction lui paraissait répondre à une tentative éventuelle de l'armée de Paris pour rejoindre l'armée de la Loire.:... c'est donc dans cette direction, c'est-à-dire vers Pithiviers et Beaune-la-Rolande d'abord, que l'administration résolut de pousser les 18e et 20e corps, ainsi qu'une division du 15e. Pour la suite on se réglerait sur les événements. »

A la suite des combats de Ladon et de Maizières, le 20e corps ne paraissant pas assez fort pour triompher de la résistance de l'ennemi, le général Crouzat fut averti qu'il allait être soutenu par le 18e corps qui se trouvait à Gien occupé à compléter son organisation, sous l'active surveillance du général Billot. Le 24 dans la nuit, le 18e corps reçut l'ordre de se mettre en marche sur Montargis, dès le lendemain matin. Dans la journée du 25, toutes les troupes du 18e corps furent transportées par chemin de fer, de Gien à Bois-Morand: le 26, la marche fut continuée, et dans la soirée, Montargis fut occupé par la brigade Perrin, la brigade Bonnet se trouvant au château de Plappeville, à gauche la brigade Hainglaise tenant Saint-Maurice, et se reliant avec le 20e corps. Le 27, sur l'ordre du ministre de la guerre, le 18e corps appuya sur sa gauche, pour soutenir le mouvement du 20e corps. La totalité des troupes, — à l'exception de la brigade Perrin restée à Montargis, — prit position aux environs de Ladon.

L'attaque de Maizières et de Juranville, que le commandant du 20e corps avait fixée au 27, fut remise au lendemain, et dans la soirée, le général Crouzat chargé de la direction stratégique des deux corps d'armée, arrêta les dispositions suivantes :

20e corps — à 8 heures du matin, la 1re division, débouchant de Boiscommun, marchera sur Nancray, Batilly, Saint-Michel et Beaune, la 2e division débouchant de Montbarrois, et Saint-Loup se dirigera directement sur Beaune; la 3e division se placera en réserve à Saint-Loup.

Le 18e corps partant de Ladon à 7 heures du matin, aura pour objectifs successifs Maizières, Juranville et Beaune : Lorcy devra être occupé par une brigade.

Depuis trois jours, le 20e corps occupait les mêmes positions, et malheureusement, le général Crouzat n'avait pu se renseigner exactement sur les dispositions prises par l'ennemi. Il considérait, et avec raison, Beaune-la-Rolande comme le point stratégique sur lequel il fallait faire converger toutes les troupes, mais il ignorait que l'ennemi prévenu, comme nous l'avons dit de la marche des Français, avait fortifié à la hâte, non-seulement Beaune-la-Rolande, mais encore tous les villages que nous devions traverser, notamment le village des Cotelles, à la défense duquel la 1re compagnie de pionniers du 10e corps, travailla jusqu'à la dernière minute. La tâche imposée au 18e corps, qui de la pensée du général en chef, se réduisait à une simple marche de Ladon à Beaune-la-Rolande, devenait donc particulièrement difficile, puisqu'il s'agissait d'enlever toute une série de villages fortifiés que les Allemands ne pouvaient manquer de tenir, afin de couvrir leur gauche. Notons, enfin, que le

18° corps ne comptait à Ladon qu'une division complète, (la brigade Perrin étant restée à Montargis, d'où elle devait s'avancer jusqu'à Saint-Maurice, et les troupes du colonel Goury n'étant pas encore embrigadées).

Le 28 au matin, les deux armées en présence occupent les positions suivantes : 18° corps à Ladon, 20° corps à Bois-Commun; sur la gauche du général Crouzat les francs-tireurs Cathelineau se trouvent à Nancray; plus à gauche encore, le général des Pallières est à Chilleurs-aux-Bois sur la route qui mène directement à Pithiviers. Les troupes du 15° corps ont pour mission de protéger la gauche du 20° corps, et d'empêcher les Allemands de se porter, de Pithiviers, au secours du 10° corps à Beaune-la-Rolande.

Du côté des Allemands, la 5° division d'infanterie du 3° corps est concentrée à Dadouville au sud-est de Pithiviers; elle doit, d'après les ordres du prince Frédéric-Charles, se porter à Boynes. La 6° division d'infanterie va se cantonner autour de Pithiviers.

Du 10° corps, la 38° brigade tient la route de Bellegarde et Boiscommun à Pithiviers; la 39° est à cheval sur la route de Ladon à Beaumont; la 37° avec l'artillerie du corps occupe Egry, au nord de Beaune-la-Rolande (la 40° brigade n'a pas encore rejoint le 10° corps).

A 6 heures du matin, le 28, la brigade Robert (1) du 18° corps se porte de Ladon sur Maizières, tandis que la brigade Bonnet se dirige sur Lorcy. Ces villages enlevés, les deux brigades doivent combiner leur attaque sur Juranville. Cette première opération s'opère sans grande résistance; la brigade Bonnet aborde vigoureusement Lorcy, dont elle chasse l'ennemi, puis se rabat sur Juranville, après avoir laissé trois bataillons pour défendre Lorcy. Mais, déjà Juranville a été pris par les tirailleurs du général Robert qui, après avoir traversé Maizières, se sont jetés sur deux compagnies du 79° prussien soutenues par des détachements du 56°. A neuf heures et demie, le colonel allemand de Valentini, commandant la 39° brigade, est averti que de Lorcy et de Juranville, ses avant-postes sont rejetés en arrière; il prescrit aussitôt à son artillerie de prendre position entre le village des Cotelles et le bois de Juranville, et de tirer sur les troupes françaises qui débouchent du village. Au bruit du canon, la 37° brigade placée à la gare de Beaune, envoie un bataillon du 91° soutenir le colonel Valentini. A dix heures, les Prussiens partout refoulés sur leur gauche reçoivent de nouveaux renforts. Le colonel Valentini réunit aussitôt toutes ses forces, et les jette sur Juranville occupé par le 44° de marche et le 73° régiment de mobiles. Après un combat opiniâtre, dans lequel l'ennemi est obligé d'emporter chaque maison, les barricades et le cimetière, les Français se replient. La prise de Juranville coûte 200 hommes aux Allemands. Mais leur succès n'est pas de longue durée.

Un peu avant deux heures, les fusiliers du 91° qui tiennent Juranville sont vigoureusement attaqués par la brigade Robert, soutenue par les bataillons non embrigadés du 18° corps primitivement placés en réserve sous la direction du colonel Gorcy. Le village de Juranville tombe bientôt en notre pouvoir, et nos troupes se préparent à enlever le village des Cotelles. Cette offensive dirigée sur la gauche de l'ennemi ne rentre pas, il est vrai, dans le plan d'opérations primitivement indiqué, mais ce mouvement est commandé par les circonstances. Est-il possible, en effet, de marcher droit sur Beaune-la-Rolande, où l'on entend le canon

(1) Le lieutenant-colonel Robert, du 44° de marche, avait, depuis la veille, pris le commandement de la 2° brigade de la 1re division, en remplacement du général Hainglaise placé à la tête d'une brigade de cavalerie.

du général Crouzat, alors que les Allemands ont accumulé de telles forces sur notre droite? En agissant ainsi, le commandant du 18e corps s'exposerait à une dangereuse attaque de flanc; il ramènerait, en outre, autour de la position principale tous les bataillons ennemis que son mouvement attache à ses pas. Il ne peut être contesté, en effet, que les combats qui se livrent sur la droite de notre ligne de bataille apportent un précieux concours au 20e corps: il suffit, d'ailleurs, de se reporter au récit allemand du major Von Scherff (1) pour comprendre toute l'utilité de cette diversion : « Lorsque le général de Voigt-Rhetz eut reconnu que les forces ennemies étaient concentrées entre Juranville et Lorcy, *et que c'était de là que les fortes attaques étaient à craindre*, il mit en mouvement vers une heure et demie... le colonel commandant la 37e brigade, avec le 2e bataillon et deux compagnies du 1er bataillon n° 78, la 2e batterie lourde, et il envoya de plus les 5e et 6e batteries légères de l'artillerie de corps. Comme on avait dirigé vers Corbeilles... les deux autres compagnies du bataillon de fusiliers, et qu'on avait envoyé à Bordeaux la 7e batterie légère, il ne resta plus à la gare de Beaune comme unique réserve du corps que deux compagnies du 1er bataillon n° 78 et les deux batteries lourdes, et cela à un moment où à l'aile droite, à Beaune-la-Rolande, l'action était aussi dans toute sa force. » En réalité donc, le 18e corps, inférieur au 20e comme effectif, attire sur lui plus de la moitié des forces dont l'ennemi peut disposer à cette heure.

Vers trois heures, nos troupes se portent sur les Cotelles. Les bataillons d'Afrique se dirigent à droite et à gauche de la chaussée, près de la lisière sud du village. L'artillerie ennemie prend position vers la route de Juranville, sur une hauteur placée au sud-est : « les pièces furent aussitôt attaquées par les tirailleurs, écrit le major Scherff, les pertes furent grandes, on dut se retirer et abandonner entre les mains de l'ennemi un canon dont les chevaux avaient été tués, et cela malgré le courage de la troupe et des officiers qui se précipitèrent pour le reprendre. » L'honneur de ce brillant fait d'armes revient tout entier au capitaine d'artillerie Brugère, aide de camp du général Billot, qui enleva la pièce à la tête d'une compagnie de tirailleurs. Sous le feu violent des Prussiens qui tenaient le village des Cotelles, nos soldats ne pouvant se maintenir, le capitaine Brugère fit coucher les tirailleurs « et revint lui-même en arrière chercher un avant-train et une troupe qui pût enlever le village. Il offrit la partie à un escadron de lanciers qui l'accepta. Ces cavaliers chargèrent le village, la lance au poing, et tuèrent ou prirent tous les fantassins ennemis imprudemment descendus dans les rues (2). »

D'après le rapport du général Billot, c'est le 2e escadron du 3e lanciers de marche, commandant Renaudot, qui s'empara du village de Cotelles à l'arme blanche « et fit prisonnier un détachement de fusiliers attardés dans un jardin (3). »

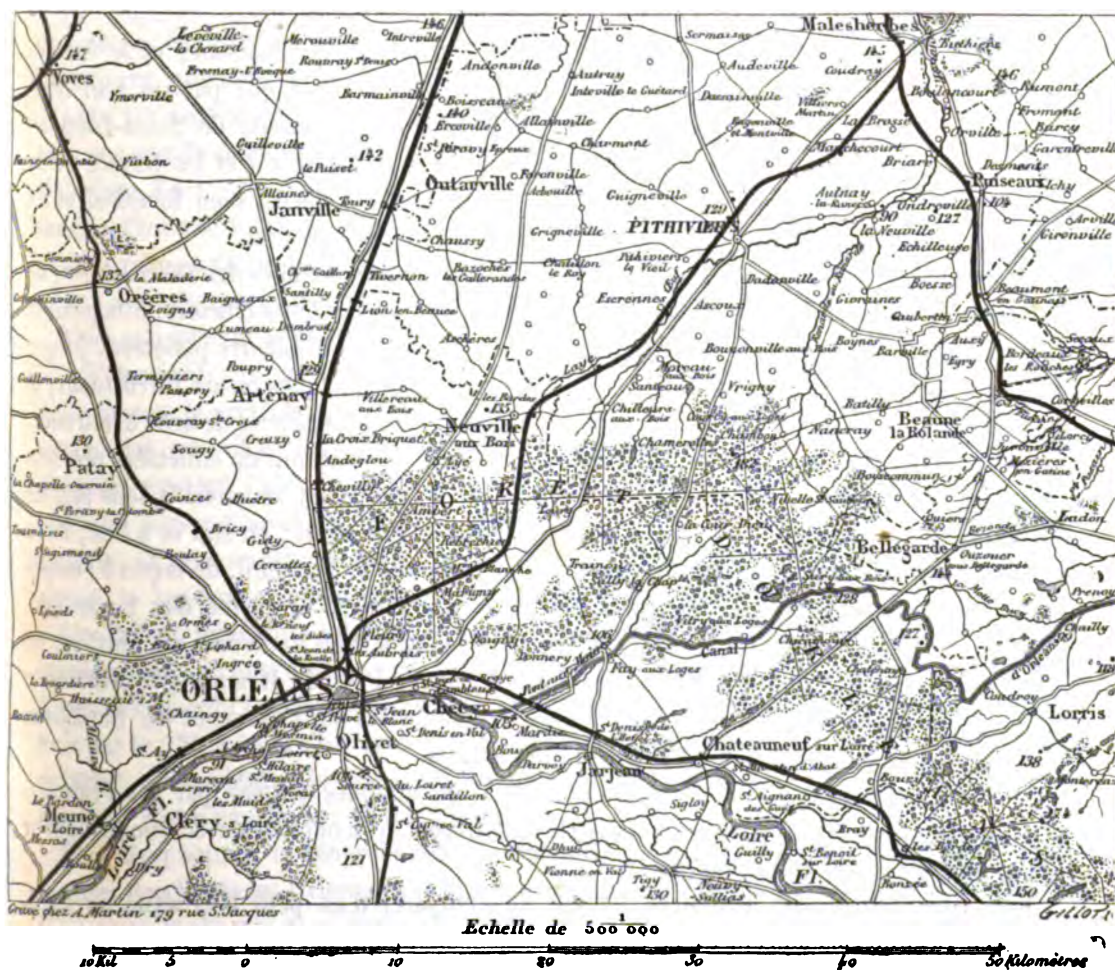
Après ce succès des attaques successives sur Lorcy, Juranville et Cotelles, la droite française était complétement dégagée, et le 18e corps était maître d'appuyer sur sa gauche pour donner la main au général Crouzat. La colonne du colonel Goury enleva le village de Foncerive, et le colonel Brémens, commandant le 53e de marche, se porta sur Beaune, où ses tirailleurs s'engagèrent avec l'ennemi.

(1) Le major Von Scherff. *Die Schlacht bei Beaune la Rolande*.
(2) Vicomte d'Ussel. *Campagne d'un volontaire sur la Loire et dans l'Est.*
(3) Major Von Scherff.

Malheureusement, toutes ces attaques avaient demandé beaucoup de temps, et la nuit commençait à venir, au moment où le 18ᵉ corps prononçait son attaque sur la ville de Beaune-la-Rolande canonnée depuis le matin par le général Crouzat.

Les combats livrés par les 18ᵉ et 20ᵉ corps étant, en réalité, indépendants les uns des

CARTE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS AUTOUR D'ORLÉANS.



autres, nous avons, pour plus de clarté, préféré exposer successivement les deux actions : Il nous reste maintenant à décrire les opérations du 20ᵉ corps.

A huit heures du matin, le général Crouzat fait avancer une batterie de 12 sur les hauteurs de Saint-Loup, et commence le feu sur Beaune-la-Rolande. Un des premiers obus tombe sur la maison qu'occupe le commandant en chef prussien. Bientôt après la 1ʳᵉ division

du 20e corps débouche de Boiscommun, et lance ses tirailleurs sur les villages de Nancray, Batilly et Saint-Michel qui sont enlevés après une assez sérieuse résistance. Devant cette brusque attaque, le général Voigts-Rhetz détache deux escadrons de Hesse-Darmstadt, avec mission de se relier à Barville avec la 1re division de cavalerie, et de demander des secours. Le général de Hartmann met aussitôt en marche ses cavaliers dans la direction de Batilly. Ses batteries à cheval ne tardent pas à s'engager, et à protéger l'extrême droite allemande contre un mouvement tournant.

En même temps que la 1re division du 20e corps commence son attaque, la 2e, les mobiles du Haut-Rhin en tête, se porte dans la plaine, vers Beaune. A midi, les avant-postes ennemis sont repoussés dans Beaune, et la ville est entourée par nos batteries, qui la canonnent vigoureusement. Nos tirailleurs ne sont plus qu'à 4 ou 500 mètres des maisons, et le feu des chassepots se joint à celui de l'artillerie. La position n'est occupée que par un seul régiment, le 16e prussien : le 1er bataillon tient le front ouest de la route de Saint-Loup au cimetière ; les fusiliers sont au sud ; le 2e bataillon garde la lisière est et les fermes sur la route de Marcilly. Mais si la ville n'a que peu de défenseurs, elle est bien fortifiée, et les troupes prussiennes, placées sur les hauteurs, la protégent de leurs feux.

Un peu avant deux heures, les zouaves de la 2e division, les mobiles des Deux-Sèvres, de la Savoie et du Haut-Rhin mettent sac à terre, et, enlevés par leurs officiers, attaquent la ville du côté ouest. Malgré le feu de l'ennemi bien abrité, les tirailleurs pénètrent jusque dans Beaune ; mais ils ne peuvent s'y maintenir, et, après quelques essais infructueux, le général Crouzat fait reculer son infanterie, et donne l'ordre à l'artillerie de tirer à outrance. Bientôt, les maisons qui font face à Batilly sont en flammes, et le mur du cimetière présente de nombreuses brèches. Au bout d'une demi-heure, l'attaque est renouvelée sans plus de succès. C'est à l'ouest que les Français portent leur principal effort ; au sud et à l'est, ils se bornent à entretenir une vigoureuse canonnade, et à inquiéter l'ennemi, de façon à l'empêcher de se porter au secours des défenseurs de la partie ouest. Le gros des forces allemandes, sous la direction du général de Voyna, se tient sur les hauteurs, au nord-est de Beaune, auprès des moulins à vent et des fours à chaux. Près de Romainville, l'artillerie est en position plus au nord, et crible les colonnes françaises qui s'avancent de Batilly sur la voie romaine, et sur les bois où s'abritent nos soldats.

Le major Scherff dit que l'on compta plus de vingt attaques tentées par les Français, et il ajoute : « Des rapports de l'infanterie montrèrent le lendemain avec quelle vigueur avait combattu le 20e corps français. »

Vers trois heures, les Prussiens tentent de s'emparer d'un petit bois situé au nord-ouest de Beaune : ils lancent de ce côté des détachements qui parviennent à s'engager sur la voie romaine ; mais un effort énergique de nos bataillons les rejettent précipitamment en arrière.

A ce moment, un peu avant quatre heures, le canon se fait entendre au nord ; l'avant-garde de la 5e division allemande entre en lutte sur la chaussée de Barville.

Le lieutenant-général de Stülpnagel avait réuni, le 28, à sept heures et demie du matin, sa division à Dadouville. Le bruit du canon se faisant entendre dans la direction du 10e corps, le général allemand concentre ses troupes, se tenant prêt à marcher. A onze heures et demie, un ordre du général Alvensleben fait avancer la division au delà de Boynes. Les demandes de secours de Beaune-la-Rolande devenant de plus en plus pres-

santes, le général de Stülpnagel prend sur lui de rompre pour dégager le 10e corps.

Au moment où les Prussiens se mettent en marche, le prince Frédéric-Charles arrive de Pithiviers pour prendre la direction du combat.

A deux heures, la 5e division se porte sur Barville, qu'elle dépasse vers trois heures, tandis que la 6e division d'infanterie, appelée par le prince, se prépare à marcher sur Boynes.

Les indications sur les positions occupées par les Français étant très-incomplètes, la 9e brigade reçoit une direction trop au nord qui ne lui permet pas de prendre part à l'action. Le général de Schwerin, qui commande l'avant-garde, déploie ses troupes à 800 mètres environ au sud de Barville, et engage la lutte avec la brigade Boisson. Les deux récits, français et allemand (général Crouzat et major Scherff), sont ici tellement contradictoires, que nous ne pouvons que les citer textuellement :

« Ma 1re division, écrit le commandant du 20e corps français, est vigoureusement attaquée sur son flanc gauche par une grosse colonne d'infanterie et d'artillerie, qui arrivait de Pithiviers. La 1re division, général de Polignac, fait face à gauche, reçoit cette colonne par un feu d'infanterie et de mitrailleuses des plus violents, et, après une lutte d'une heure presque corps à corps, lui *prend un de ses canons*, et la rejette en arrière ; mais cet héroïque effort l'avait épuisée. Le commandant de la 1re brigade, Boisson, était tué (1). »

Voici maintenant le récit allemand :

« S'étendant sur un front de 700 pas, soutenu seulement par la 2e batterie lourde envoyée sous la protection du 12e dragons et du 8e uhlans, ce bataillon (3e chasseurs), avait, sous un feu très-vif d'infanterie et d'artillerie ennemies, venant des hauteurs des fermes et des bois, protégé l'aile droite de la division de Batilly à Arconville contre les attaques, plusieurs fois renouvelées, de la brigade Boisson, forte de cinq à six bataillons et d'une batterie, et cela seulement avec une perte de quatorze hommes. Le général Boisson fut trouvé, le lendemain, très-gravement blessé, au château de Saint-Michel. »

L'entrée en ligne de la brigade Schwerin vient dégager le détachement prussien du 57e qui, depuis près d'une heure, cherche à s'emparer du bois de Romainville, à l'ouest de Beaune. Après avoir perdu le tiers de son effectif, ce détachement est relevé par le 52e régiment soutenu par le 12e et quatre batteries du 3e corps. Devant ces forces, nos troupes sont obligées de céder, d'abandonner le bois, vigoureusement tenu jusqu'alors, et de laisser l'ennemi déborder notre gauche sur la voie romaine.

Vers cinq heures, le général Crouzat, espérant en un dernier assaut, rassemble quelques mobiles des Pyrénées-Orientales et des zouaves, se met à leur tête à cheval avec son escorte, fait sonner la charge, et se jette sur Beaune. « Nous arrivons jusqu'aux premières maisons, écrit le commandant du 20e corps, et là nous sommes accueillis par un feu à bout portant

(1) Le général Crouzat commet évidemment une erreur, lorsqu'il parle de la prise d'une pièce sur la colonne venant de Pithiviers. Ce canon a été réellement pris par le 20e corps, mais le matin, lors des premières attaques de la 1re division. Le récit du major Scherff est formel sur ce point : « Lorsque les tirailleurs ennemis furent à 400 pas, sans que le feu des quatre pièces pût les arrêter, le capitaine Knauer donna l'ordre de faire reculer ces pièces, dont une démontée et privée de conducteurs fut perdue. » Moins heureux que le 18e corps, le 20e ne put conserver sa conquête, et c'est à l'heure même où le général Crouzat place sa prise qu'elle fut perdue pour nous. C'est, en effet, le 52e régiment prussien de la brigade Schwerin qui s'empara de ce trophée si glorieusement conquis par les jeunes troupes du 20e corps.

des plus intenses. Les chevaux tressautaient devant la flamme rouge des fusils, les revolvers crépitaient... tout fut inutile... La rue était barrée par une barricade en bois qui flambait, et je n'étais plus suivi que par quelques officiers. Il fallut revenir au point de départ, ce qui se fit au pas. Le chemin était couvert de mes pauvres mobiles et zouaves morts ou blessés. » L'entrée en ligne devant Beaune des premières troupes du 3° corps vint apporter un précieux concours aux compagnies renfermées dans la ville qui avaient épuisé leurs munitions, et fit échouer la dernière et héroïque tentative du général Crouzat.

La nuit était venue : à ce moment, les troupes du 18° corps, dépassant Foncerive, s'engageaient sur la lisière sud-est de Beaune. Malheureusement, l'obscurité ne permettant pas de distinguer nettement les objets, quelques balles du 18° corps vinrent frapper des tirailleurs du 20° et firent craindre une panique au général Crouzat; aussi, malgré les instances du général Billot, se refusa-t-il à tenter un dernier effort.

Si le succès n'avait pas été complet sur tous les points, les jeunes troupes à peine formées avaient du moins montré dans l'attaque successive de positions fortifiées une vigueur à laquelle l'ennemi a rendu un juste hommage : « Dans la journée du 28, écrit le major Scherff, les Français ont combattu avec leur courage des meilleurs jours. » Et, comme pour prouver son dire, l'officier allemand estime nos pertes à 9 ou 10,000 hommes. En réalité, le 18° corps ne comptait que 1,500 hommes hors de combat, et le 20° 12 à 1,300. L'erreur d'appréciation commise par le major Scherff provient, sans doute, de ce que, quelque temps après la bataille, les Allemands s'emparèrent d'un état détaillé des pertes du 18° corps qui indiquait le chiffre exact de 1,646 hommes. Les Prussiens ne l'appliquèrent qu'à une seule division du 18° corps, et ils crurent pouvoir avancer le chiffre de 9 ou 10,000 hommes. Quant aux Prussiens, le major Scherff porte à 947 hommes le total de leurs hommes mis hors de combat. Cette différence entre les pertes peut s'expliquer par ce fait que les Allemands, protégés par les fortifications qu'ils avaient depuis quelques jours élevées autour de Beaune et les villages attaqués par le 18° corps, étaient moins exposés.

Le général Crouzat s'est plaint que la division du 15° corps, portée à Chilleurs-aux-Bois pour protéger son flanc gauche contre une attaque venant de Pithiviers, n'ait pas mieux rempli sa tâche, alors que la 5° division prussienne vint, sur la fin de la journée, décider de l'issue de la lutte : « Tout cela m'avait contrarié, a dit devant la commission d'enquête le commandant du 20° corps ; je savais que la colonne avait passé tout près de Chilleurs-aux-Bois, où était le général Martin des Pallières. Il paraissait bizarre que les ordres eussent été donnés de telle façon que cette colonne prussienne pût passer là sans avoir été arrêtée. »

On ne s'explique pas, en effet, comment le général des Pallières a cru devoir demeurer immobile dans ses lignes, se contentant de faire tirailler les volontaires de Cathelineau, alors qu'il lui était possible de prendre en flanc la 5° division prussienne en marche sur Beaune-la-Rolande. Ce mouvement des troupes du 15° corps était d'autant plus impérieusement commandé que sa marche antérieure de Chevilly sur Chilleurs-aux-Bois n'avait d'autre raison d'être que de garantir le flanc gauche du général Crouzat : à 3 heures 55 minutes, le général d'Aurelle télégraphiait au général des Pallières : « Puisque la canonnade s'accélère, pourquoi ne vous êtes-vous pas mis en mouvement pour soutenir Crouzat engagé depuis ce matin. » Le général des Pallières déclare, il est vrai, que tous ses renseignements lui présentaient la situation du 20° corps comme très-favorable ; mais il était, cependant, bien évident que la

marche de la 5e division prussienne dont le général des Pallières était averti devait changer les conditions de la lutte.

A la suite de la bataille de Beaune-la-Rolande, le général Crouzat ne se crut pas en mesure de conserver ses positions en face de l'ennemi, il demanda d'une part au général des Pallières de l'appuyer, et de l'autre sollicita du ministre l'autorisation de prendre en arrière une position moins exposée. Le 20e corps et le 18e reçurent l'ordre d'appuyer plus à gauche : le 20e corps vers Nibelles et Chambon, le 18e sur Montliard, en occupant d'abord Bellegarde.

La journée du 29 se passa sans attaque, mais le 30 les Prussiens se portèrent sur le village de Maizières que défendaient les tirailleurs algériens et les zéphirs. Les troupes du 18e corps, retranchées dans le village, tinrent bon, et notre artillerie, placée sur les hauteurs de Montigny, empêcha l'ennemi d'avancer. Sur l'ordre du général Billot, deux bataillons du 42e de marche se déployèrent en tirailleurs. Soutenus par le régiment de lanciers et une batterie d'artillerie, ils abordèrent de front les Prussiens que les hussards, avec deux batteries de réserve, s'efforçaient de prendre d'écharpe sur la route de Beaumont. Les Allemands furent repoussés sur toute la ligne, et le 18e corps put continuer son mouvement sur la gauche : un bataillon du 42e de marche et une batterie d'artillerie demeurèrent seuls à Ladon, et les autres troupes se portèrent sur Bellegarde. Le général Crouzat avait appuyé sur Mesplois, Nibelles et Chambon, laissant une brigade à Saint-Loup. Attaquée le 29 par des forces supérieures, cette colonne, après une vive résistance, se retira sur Montbarrois et Boiscommun, puis rejoignit le 20e corps à Nibelles. Quant au 18e corps, il ne dépassa pas, jusqu'au 3 décembre, Bellegarde, Quiers et Fréville, demeurant en contact avec l'ennemi jusqu'aux événements dont il nous faut maintenant retracer le récit.

CHAPITRE X

Positions occupées par les troupes françaises et allemandes le 30 novembre. — Conférence de Saint-Jean-de-la-Ruelle. — Dispositions prises pour la marche en avant de l'armée de la Loire. — Combat de Villepion. — Bataille de Loigny. — Combat d'Artenay. — Combat de Chevilly. — Combat de Chilleurs-aux-Bois. — Combat de Patay. — Combats de Bricy et de Boulay. — Combat de Cercottes. — Evacuation d'Orléans. — Marche des troupes françaises (15e, 18e, 20e corps). — Concentration à Bourges. — L'armée de la Loire divisée en deux. — Projets du prince Charles. — Mouvements de la deuxième armée allemande jusqu'au 9 décembre.

I

Le 30 novembre, les cinq corps de l'armée de la Loire occupaient les positions suivantes : A l'extrême gauche, le 17e corps était établi depuis deux jours derrière la forêt de Marchenoir; le 16e corps se tenait sur la route de Châteaudun autour de Saint-Péravy, sa droite couverte par deux divisions du 15e postées à Chevilly et à Artenay. Le général Martin des Pallières était à Chilleurs-aux-Bois avec les 30,000 hommes de la 1re division du 15e corps à la droite; enfin venaient le 20e et le 18e corps, postés comme nous venons de le voir jusqu'à Nibelles et Bellegarde. En résumé, ces cinq corps, dont l'effectif atteignait 200,000 hommes environ, s'étendaient en avant d'Orléans, sur une ligne de plus de 80 kilomètres.

A cette même date, les troupes allemandes, toujours fractionnées en deux groupes, étaient réparties comme suit :

L'armée du grand-duc avait la 22e division d'infanterie à Toury, la 17e à Allaines; le 1er corps bavarois était à Orgères, la 4e division de cavalerie, enfin, en avant du centre à Baigneaux. Les 40,000 hommes du grand-duc étaient donc concentrés sur un front de 20 kilomètres, menaçant à la fois les 15e et 16e corps français.

Le prince Frédéric-Charles tenait la gauche allemande : toutes ses forces étaient concentrées aux environs de Pithiviers. A cette même date du 30 novembre, la délégation de Tours reçut une dépêche du général Trochu qui, expédiée de Paris le 26, avait malheureusement été tomber en Norwége. Cette dépêche était ainsi conçue : « Mardi 29, l'armée extérieure commandée par le général Ducrot, le plus énergique de nous, abordera les positions fortifiées de l'ennemi, et s'il les enlève, poussera sur la Loire, dans la direction de Gien probablement. » En présence d'une telle nouvelle, la marche en avant de l'armée de la Loire était d'autant plus impérieusement commandée, qu'une dépêche de M. Jules Favre à

M. Gambetta, en date du 23, fournissait l'indication suivante : « Nous allons agir énergiquement, mais notre limite de subsistances est du 15 au 20 décembre; il faut quinze jours au moins pour ravitailler Paris. Il faut donc lui laisser ce délai. Prenez cette limite pour base de vos calculs. » Le ministre de la guerre, à défaut d'un plan présenté par le commandant en chef, en revint donc à son projet de marche sur la forêt de Fontainebleau : « Ce projet, écrit le capitaine prussien de Goltz, n'avait pas seulement pour lui l'avantage de la hardiesse, il en possédait d'autres encore, et s'il eût été mis à exécution au moment favorable, il était certainement le meilleur de ceux que conçurent les Français pour la délivrance de leur capitale. »

Le 30 novembre, les généraux se réunirent en conférence au quartier du général d'Aurelle, pour discuter et arrêter tous les détails de l'opération. M. de Freycinet exposa son projet de marche sur Pithiviers, où on devait rencontrer l'armée allemande, pour aller ensuite donner la main au général Ducrot, aux environs de Fontainebleau. Tout le monde fut d'accord sur l'opportunité de la marche.

Mais comment devait se faire ce mouvement? C'est sur ce point que porta la discussion, et il nous semble utile de reproduire ici une partie de la déposition du général Borel qui entre à ce sujet dans des détails intéressants :

« Le délégué du ministre, après avoir développé qu'en raison de la direction prise par le général Ducrot, Pithiviers s'imposait à nous comme objectif, proposa de faire attaquer ce point par les 15e et 16e corps, et de faire faire par les 18e et 20e corps une attaque parallèle dans la direction de Montargis. Sur les observations qui furent faites, on renonça à cette attaque parallèle, à laquelle on substitua une attaque concentrique de toutes les forces de l'armée contre la position de Pithiviers qui avait une très-grande importance pour nous.

« Mais, avant d'aller plus loin, il est nécessaire d'indiquer la disposition de nos forces.

« Le 18e et le 20e corps qui formaient notre droite, étaient à droite de la forêt d'Orléans; une division du 15e corps était échelonnée sur la lisière de la forêt. Les 15e et 16e corps à gauche de la forêt s'étendaient depuis Chevilly jusqu'au delà de Saint-Peravy. En face, le 17e était plus à gauche, et en arrière, vers Ozouer-le-Marché; notre front s'étendait donc sur une longueur de 30 à 35 lieues.

« Les nouvelles de l'ennemi étaient assez vagues. Nous savions que seule l'armée du prince Frédéric-Charles était arrivée; nous savions que nous avions sur tout notre front du monde devant nous; mais sans pouvoir préciser ce qu'il y avait. Enfin, le duc de Mecklembourg, après avoir poussé une pointe très-hardie vers l'ouest, revenait rapidement vers l'est, et les avant-postes du général Chanzy étaient déjà en contact avec sa tête de colonne.

« L'attaque concentrique sur Pithiviers présentait de grandes difficultés. En effet, cette ville se trouve située vis-à-vis le milieu de la forêt d'Orléans qui a une étendue de 20 lieues, et comme les deux grandes masses de notre armée se trouvaient à droite et à gauche de cette forêt, on mettait ces deux grosses masses dans la nécessité de faire une marche de flanc, pour se mettre en ligne devant le point d'attaque.

« La réunion devant Pithiviers ne pouvant se faire qu'en avant de la forêt, en raison de l'état impraticable des routes qui traversaient la forêt du nord au sud, ne valait-il pas mieux profiter de la forêt pour masquer ses mouvements, se concentrer sur un point, et déboucher

tous en masse par un point quelconque, mais de préférence par la route d'Orléans à Paris? Telle fut l'opinion mise en avant par un des membres du conseil. Cette opinion fut combattue par le délégué du ministre.

« D'après M. Freycinet, non-seulement il fallait passer par Pithiviers, pour donner la main à Ducrot arrivant par la forêt de Fontainebleau, mais il fallait faire le mouvement le plus tôt possible, avant que Ducrot fût écrasé, non-seulement par les forces qui l'avaient suivi de Paris, mais encore par celles du prince Charles, que le délégué du ministre croyait en marche contre lui. En faisant le mouvement en arrière de la forêt, on perdait au moins deux jours, et quelle responsabilité ne pèserait pas sur l'armée si, pendant ce temps, Ducrot, entouré de tous côtés, était détruit ou fait en entier prisonnier! C'est probablement la conviction où l'on était au ministère de la marche du prince Charles vers Ducrot qui lui avait fait croire que l'armée de la Loire n'avait devant elle qu'un rideau de troupes.

« Telles furent les considérations qui, il faut le dire, n'étaient pas sans quelque portée, qui déterminèrent la résolution du conseil, résolution conforme aux propositions du délégué du ministre, sauf la modification d'une attaque concentrique au lieu d'une attaque parallèle. »

Une très-vive discussion s'est engagée entre le général d'Aurelle de Paladines et le délégué du ministre de la guerre, M. de Freycinet, sur un point qui, au lendemain des désastres d'Orléans, prendra une importance toute spéciale : à partir de la conférence de Saint-Jean-de-la-Ruelle, la direction stratégique des cinq corps de l'armée de la Loire a-t-elle été confiée au général d'Aurelle, ou bien le ministre de la guerre et son délégué se sont-ils, pour quelques jours encore, réservé le commandement des troupes (1re division du 15e corps, 18e, 20e) qui, directement ou non, avaient concouru à l'opération sur Beaune-la-Rolande? Le général d'Aurelle appuie son dire sur une dépêche très-concluante de M. de Freycinet ainsi conçue :

Tours, 2 décembre 1870, 4 heures 55 soir.

« Il demeure entendu qu'à partir de ce jour, et par suite des opérations en cours, vous donnerez directement vos instructions stratégiques aux 15e, 16e, 17e, 18e et 20e corps.

« J'avais dirigé jusqu'à hier le 18e et le 20e corps, et par moment le 17e; je vous laisse ce soin désormais.

« D'après l'ensemble de mes renseignements, je ne crois pas que vous trouviez à Pithiviers ni sur les autres points une résistance prolongée.

« Selon moi, l'ennemi cherchera uniquement à masquer son mouvement vers le nord-est à la rencontre de Ducrot.

« La colonne à laquelle vous avez eu affaire hier, et peut-être aujourd'hui, n'est sans doute qu'une fraction isolée qui cherche à vous retarder, mais je le répète, le gros doit filer vers Corbeil.

« En ce moment, Châteaudun est réoccupé par nous. »

La précision de cette dépêche ne peut laisser place à aucun doute. Il est évident que ce n'est que le 2 décembre au soir, que le général d'Aurelle a été investi du commandement supérieur des 18e et 20e corps, c'est-à-dire trop tard pour pouvoir faire concourir ses 60,000 hommes aux batailles livrées autour d'Orléans. Mais, cette explication est-elle bien suffisante? Le 30 novembre au soir, un plan d'opération est discuté entre le délégué du ministre et le général commandant en chef : Les cinq corps de l'armée de la Loire doivent

prendre part aux opérations, et en quittant la conférence M. de Freycinet prononce ces paroles que rapporte le général Borel : « Quant aux mesures à prendre pour assurer l'exécution du plan adopté, c'est là une affaire de détail qui vous regarde. » Ou bien le



LE GÉNÉRAL VON DER TANN.

général d'Aurelle se considérait comme autorisé par cette simple parole à diriger le mouvement des 18e et 20e corps, et l'on peut s'étonner alors qu'il n'en ait rien fait, ou bien il pensait qu'un ordre formel était nécessaire, et il y a tout lieu d'être surpris qu'à la veille

d'événements aussi graves, rendant nécessaire l'emploi de toutes nos forces, le commandant en chef n'ait pas cru devoir soulever cette question.

Il n'existe pas, dans les nombreux récits qui ont été faits de la conférence de Saint-Jean-de-la-Ruelle, un seul mot qui permette de supposer que le général d'Aurelle ait de lui-même présenté une objection qui s'imposait cependant si naturellement.

Nous trouvons, d'ailleurs, dans le livre même du général de Paladines, une dépêche datée de Tours, 1er *décembre*, 5 heures 30 du soir, qui contient le passage suivant : « Mettez-vous immédiatement en rapport avec les 17e, 18e et 20e corps, et donnez-leur vos instructions pour que rien ne manque à cet ensemble offensif. » Le général d'Aurelle ajoute en note : « C'est donc bien la preuve évidente qu'ils (les 18e et 20e corps) n'étaient pas jusque-là sous la direction du général en chef. » Ne peut-on ajouter que c'est là également la preuve évidente que le général de Paladines se trompe lorsque, reproduisant la dépêche de M. de Freycinet, citée précédemment, il déclare que ce n'est que le 2 au soir qu'il a été appelé à donner des ordres aux troupes envoyées dans la direction de Pithiviers. Le général d'Aurelle ajoute, enfin, qu'il était trop tard à ce moment pour faire arriver les 18e et 20e corps à Artenay; mais n'était-il pas possible de les amener au moins à Chilleurs-aux-Bois, à moins de 30 kilomètres de leur position, de façon à leur permettre de soutenir la 1re division du 15e corps ?

Ajoutons enfin que, pour comble de malheur, le général Bourbaki, chargé de diriger les opérations du 18e et du 20e corps, n'arriva que le 3 décembre à Bellegarde, trop tard pour agir efficacement.

D'après le plan arrêté à Saint-Jean-de-la-Ruelle, le général Chanzy, qui formait la gauche, devait faire un mouvement de flanc pour se porter vers Tivernon et Toury. Il eût été imprudent d'entreprendre cette marche avant d'avoir repoussé les forces ennemies qui se trouvaient en avant. Le commandant du 16e corps exposa la situation au général d'Aurelle, et obtint de lui l'autorisation de faire face aux Allemands, avant d'appuyer sur sa droite.

Le 1er décembre, vers dix heures, le commandant du 16e corps prescrit à Patay à l'amiral Jauréguiberry de se porter avec sa 1re division sur Guillonville et Gommiers, où l'ennemi est signalé, tandis que les escadrons du général Michel s'élèveront au nord sur notre gauche, pour tourner la droite des Allemands.

Dans le camp opposé, au moment même où nos troupes se mettent en marche, un mouvement s'opère. Sur l'ordre du général Von der Tann, un détachement se dirige sur Terminiers, et une forte avant-garde se masse entre Gommiers, Orgères et Cormainville, pour parer à une offensive des Français venant de Patay. Les avant-postes bavarois ayant signalé la marche de troupes nombreuses, le commandant allemand désigne comme point de concentration la Maladerie et Tanon. Un peu après deux heures, sur un renseignement inexact, le général Von der Tann fait rentrer ses troupes dans leurs cantonnements, ne laissant en position que la 1re brigade à Gommiers. C'est à ce moment que se produit l'attaque française. Assailli dans sa marche par le feu des batteries placées entre Terminiers et Gommiers, l'amiral Jauréguiberry fait mettre son artillerie en position, tandis qu'un bataillon du 39e de marche se jette sur la ferme de Guillard, défendue par deux compagnies de chasseurs du 2e bavarois. La position est vivement enlevée et, sur notre gauche, la cavalerie du général Michel tient en échec la brigade de cuirassiers que le général Dietl, commandant la 1re bri-

gade bavaroise, a appelée à son aide. Après la prise de la ferme de Guillard, le 3ᵉ bataillon de chasseurs à pied est lancé par l'amiral Jauréguiberry sur le village de Gommiers, qui est emporté, malgré la résistance d'un bataillon du 1ᵉʳ régiment d'infanterie bavarois, soutenu par une compagnie du 2ᵉ chasseurs.

Le général Dietl donne alors le signal de la retraite,et concentre ses troupes entre Nonneville et Villepion. Un bataillon du 1ᵉʳ bavarois prend position à l'est de Villepion ; un second bataillon du même régiment, après avoir vainement cherché à s'établir derrière le mur du parc, se place dans les maisons et les fermes ; le 3ᵉ bataillon forme la réserve ; l'artillerie se tient sur la gauche, que couvre plus au loin la brigade de cuirassiers, dans la direction de Faverolles. Au nord de Villepion, est détaché le 2ᵉ bataillon de chasseurs; sur la droite enfin, une batterie se place non loin de Nonneville, protégée par un bataillon d'infanterie. Le général Dietl ne tarde pas à être soutenu. Au bruit du canon, le général Von der Tann dont le quartier général est à Orgères, prescrit à la 2ᵉ brigade de marcher sur Villevé. Le général Orff, qui commande cette troupe, se porte sur le flanc droit, dans la direction de Nonneville et de la ferme Chauvreux.

Tandis que l'ennemi prend ainsi position, l'amiral Jauréguiberry ordonne une double attaque sur la gauche et sur la droite des Bavarois. Sur la gauche, nos troupes se heurtent à la 4ᵉ brigade, qui, partie de la Maladerie, s'est avancée par Loigny. Le 13ᵉ régiment bavarois occupe aussitôt Faverolles, que menace la cavalerie du général Michel, qui s'est portée de la gauche sur la droite française, et que soutient la brigade Bourdillon. Nos troupes dépassent bientôt la route de Gommiers à Terminiers; un bataillon du 39ᵉ de marche et le 75ᵉ régiment de mobiles enlèvent Faverolles à la baïonnette, après une vive résistance de la 4ᵉ brigade.

Tandis que sur notre droite le général Bourdillon force à la retraite les Bavarois, le combat se continue avec un égal succès au centre contre la 1ʳᵉ brigade, et à gauche contre la 2ᵉ brigade bavaroise. La ferme de Chauvreux est emportée par la brigade Deplanque, et une lutte violente s'engage de Nonneville à Villepion; le général Stéphan commandant la 1ʳᵉ division bavaroise, prend le commandement de son aile droite : il tombe bientôt atteint d'un coup de feu et d'un éclat d'obus. Nos tirailleurs s'élancent en avant de Chauvreux, obligent les batteries ennemies à reculer, se jettent sur Villepion qu'ils enlèvent au régiment du corps bavarois, puis, conduits par le général Deplanque, ils se rabattent sur leur gauche, et pressent vivement la 2ᵉ brigade qui, après un violent combat, est forcée, elle aussi, de battre en retraite.

A la nuit, les troupes de l'amiral Jauréguiberry sont partout victorieuses; toutes les positions attaquées ont été conquises, et le 1ᵉʳ corps bavarois est forcé de se rallier plus en arrière : la 1ʳᵉ brigade est à Tanon et Loigny, avec le 2ᵉ bataillon de chasseurs à Orgères; la 2ᵉ brigade bivouaque à la Maladerie et au château de Cambrai; la 3ᵉ brigade est à Villevé-la-Frileuse et Villerand; la 4ᵉ brigade occupe Loigny et Écuillon-Lumeau; la brigade de cuirassiers, en arrière de l'infanterie, est à Saint-Léonard.

De notre côté, le 16ᵉ corps garde ses positions. La division Barry arrivée trop tard pour prendre part à la lutte est en seconde ligne. Le quartier général est établi au château de Villepion.

Le combat de Villepion commençait brillamment les opérations. La 1ʳᵉ division avait eu à lutter contre des forces à peu près égales, et elle avait été partout victorieuse, montrant

ainsi ce que peut sur de jeunes troupes l'action énergique d'un chef comme l'amiral Jauréguiberry.

Nos pertes n'ont pas été indiquées : celles de l'ennemi, d'après l'historien du 1er corps bavarois (1), se montaient à 950 hommes environ.

Tandis que le 16e corps livrait bataille aux Allemands, le 17e qui formait sa gauche et qui se trouvait à Saintry, Coulmiers et Montpipeau, s'avançait au nord dans la direction de Saint-Péravy poussant une brigade jusqu'à Patay. Cette marche assurait au général Chanzy l'appui du 17e corps pour la bataille qui était indiquée pour le lendemain. Nous n'avions eu affaire dans la journée du 1er qu'à une partie des troupes du grand-duc de Mecklembourg et nous devions, dans la journée du 2, lutter contre toute cette armée. Aussi, le général d'Aurelle, sur la demande du général Chanzy, fit-il appuyer sur la droite les deux divisions du 15e corps qui ne se trouvaient pas avec le général des Pallières : la 3e (Peytavin) s'établit en avant de Santilly; la 2e (Martineau) alla à Ruan et Aschères.

Dès le matin du 2 décembre, la bataille s'engage; elle va décider du sort de la campagne.

La 2e division du 16e corps commandée par le général Barry se porte à 8 heures du matin sur Loigny, appuyée sur sa gauche par les troupes de l'amiral Jauréguiberry, qui marchent à une distance de 2 kilomètres en arrière, de façon à former réserve. Sur la droite, la 3e division (général Maurandy) s'avance de Terminiers et Sougy sur Lumeau. A notre extrême gauche, la cavalerie du général Michel, soutenue par les franc-tireurs Lipowski, marche sur Orgères et la Maladerie.

Au moment même où les Français commencent leur mouvement en avant, les Bavarois, obéissant aux instructions du grand quartier général, se préparent à livrer bataille, et à occuper les positions de combat indiquées par le général Von der Tann. C'est la ligne Beauvilliers-château Goury, qui est désignée comme le centre de la position qu'il faut tenir jusqu'à la dernière heure. La 4e brigade bavaroise prend la tête de la 2e division, et détache un bataillon du 10e régiment au château de Goury, un bataillon du 13e, à la ferme de Beauvilliers, le 7e bataillon de chasseurs s'établit sur la hauteur à pente douce qui domine Goury; les autres bataillons de la 4e brigade se tiennent en réserve dans la cour du château et au nord, en arrière du parc. La 3e brigade marche derrière la 4e, elle reçoit l'ordre de garder solidement Beauvilliers, en se reliant à la 4e brigade à Goury. La 1re division bavaroise se concentre, pendant ce temps, entre Villeprevost et le parc de Goury, la 1re brigade en avant. La brigade de cuirassiers est derrière l'aile droite de la 1re division; l'artillerie de réserve s'établit entre Tanon et la route d'Allaines.

Mais, dans cette fatale journée du 2 décembre, toutes les troupes du grand-duc de Mecklembourg entreront successivement en ligne : au début de la journée, la 17e division d'infanterie reçoit l'ordre de se porter d'Allaines sur Lumeau, tandis que la 22e marchera dans la direction d'Artenay, et qu'à l'extrême droite allemande, la 4e division de cavalerie s'efforcera de tourner notre gauche de Cormainville à Fontenay-sur-Conie.

Cependant, la division Barry gagne rapidement du terrain. Elle s'empare de Loigny, et d'un même élan, se jette sur la ferme de Beauvilliers et le château de Goury, se heurtant à la fois à la 4e et à la 3e brigades bavaroises. Un moment, nos soldats pénétrent dans le parc de Goury, mais le feu de l'artillerie ennemie éclaircit nos rangs, et bientôt la division Barry

(1) Helwig. *Das 1 bayer. Armee-corps von der Tann. — München.*

hésite, recule, et enfin bat précipitamment en retraite sur Loigny. De Beauvilliers, la 3e brigade bavaroise prend aussitôt l'offensive, soutenue sur sa gauche par le 7e bataillon de chasseurs de la 4e brigade. L'ennemi se porte à la fois sur Ecuillon et Fougeu, en avant de Loigny : ses tirailleurs arrivent à 500 pas environ de ce dernier village, mais l'amiral Jauréguiberry qui marche en seconde ligne derrière la division Barry détache la brigade Bourdillon pour recevoir le choc. Le 39e de marche s'avance en avant de la ferme Fougeu, il est rejoint par le 3e bataillon de chasseurs. A leur tour, les Bavarois reculent et se réfugient en toute hâte derrière leurs positions, tandis que leur artillerie tire de Beauvilliers, et couvre d'obus le terrain que parcourt au pas de course la brigade Bourdillon. « Ainsi, écrit l'historien bavarois Helwig, se termine cette attaque intrépide mais mal préparée. »

Terminée pour l'ennemi, l'attaque ne fait que commencer pour nos troupes. Il est onze heures environ : malgré le feu qui part des murs de Goury, le 3e bataillon de chasseurs et le 39e régiment de marche pénètrent dans le parc. Ils sont bientôt appuyés par le 75e régiment de mobiles qui se déploie à droite du village de Loigny et, bien qu'abandonné par la batterie qui doit le soutenir, attaque à son tour le château. Malheureusement, tous les efforts de la brigade Bourdillon sont inutiles, les Bavarois bien retranchés, défilés de nos feux, tiennent solidement, et tirent à coup sûr.

Cependant, la retraite précipitée de la 2e division a eu de funestes conséquences pour la 3e division du 16e corps que nous avons vu se porter de Terminiers sur Lumeau. Après s'être emparée de Neuvilliers, la division Maurandy qui voyait le feu pour la première fois s'était trouvée découverte par le mouvement de recul du général Barry. Exposée au feu des batteries ennemies qui se concentre sur elle et à l'attaque tentée par la 3e brigade bavaroise, la 3e division, un instant ébranlée, ne tarde pas à reprendre sa marche, au moment où la brigade Bourdillon rétablit le combat, et force l'ennemi à la retraite. Le général Maurandy dirige ses troupes sur Lumeau, et engage l'action au sud de ce village, d'Auneux à Neuvilliers. Nos soldats sont reçus par une violente fusillade. Le 40e de marche est décimé et après deux heures de lutte, la 3e division bat en retraite, recule jusqu'à Terminiers et jusqu'aux Echelles, abandonnant deux pièces de 12 entre les mains de l'ennemi, et ne laissant sur la route, à la ferme d'Ecuillon, que quelques soldats qui, ne voulant pas fuir, luttent intrépidement jusqu'à la dernière heure.

A notre gauche enfin, le général Michel est venu s'établir à 3 kilomètres à l'ouest d'Orgères, observant les masses ennemies (4e division de cavalerie, brigade de cuirassiers et infanterie), qui se tiennent prêtes à agir de Tanon à la Maladerie.

Vers deux heures, des trois divisions du 16e corps, deux sont donc en retraite : compromise au centre par la déroute des troupes du général Barry, la bataille est perdue à la droite. Contre tout le 1er corps bavarois, contre la 17e division prussienne qui va s'avancer tout à l'heure, il ne reste plus que la division Jauréguiberry. Sur celle-là, on peut compter jusqu'au dernier homme. Dirigée par son chef intrépide, elle a plus que toute autre, contribué au gain de la bataille de Coulmiers, seule, la veille, elle a combattu et vaincu à Villepion, et si ses forces ne sont pas assez grandes pour nous assurer le succès, son courage, du moins, sauvera l'honneur de la journée.

Tandis que sur la droite, le général Chanzy se porte, avec quelques troupes de la 2e division et une batterie de 12, sur la crête de Terre noire, pour arrêter de ce côté la poursuite de l'ennemi, et qu'au centre, dans le parc de Goury, la brigade Bourdillon con-

tinue un combat inégal, l'amiral Jauréguiberry aperçoit en avant de lui, sur notre gauche, une masse de cavalerie : c'est la 4ᵉ division prussienne, soutenue par la brigade de cuirassiers, et appuyée par de l'artillerie. Au moment où les pièces allemandes ouvrent le feu, la 3ᵉ division du 17ᵉ corps français débouche en arrière et à droite du château de Villepion. Prise d'écharpe par les obus qui partent de la ferme de Cheuvreux, ces troupes se replient précipitamment sur Gommiers. Sur l'ordre de l'amiral, une batterie de 8 et des mitrailleuses se portent en avant, et mettent en fuite les escadrons prussiens. Malheureusement, le général Michel a commis la même faute que le général Reyau à Coulmiers: chargé de protéger notre extrême gauche et de déborder l'ennemi, il a, sur le rapport de quelques fuyards, abandonné ses positions, et s'est replié sur Nonneville et Gommiers : « Nul doute, dit l'amiral Jauréguiberry dans le rapport adressé le lendemain au général Chanzy, que si la 1ʳᵉ division avait été appuyée par une démonstration de la cavalerie sur la gauche, l'issue du combat n'eût été tout autre. (1) »

Le général Von der Tann, jugeant que la résistance sur la droite française n'était plus à craindre, venait d'ordonner un mouvement général sur notre aile gauche, et de prescrire à la 1ʳᵉ division d'infanterie bavaroise de se diriger sur Nonneville et Villepion, tandis que la 3ᵉ brigade marcherait de Beauvilliers sur Morale, la cavalerie continuant à l'extrême droite le mouvement tournant.

C'est contre ces forces que l'amiral Jauréguiberry va lutter. Le 33ᵉ régiment de mobiles de la Sarthe, après avoir tenu intrépidement dans la direction de Villerand, est contraint de reculer pas à pas jusqu'au moulin de Villepion, où il est rallié par quelques compagnies du 39ᵉ de marche, qui viennent de Goury. L'amiral Jauréguiberry prescrit à ses soldats de résister à tout prix : ils se portent dans le parc, derrière les murs crénelés, et se maintiennent obstinément sur cette position conquise la veille après tant d'efforts.

Cependant, l'ennemi gagne partout du terrain. Au château de Goury, la brigade Bourdillon a dû se retirer devant les Prussiens de la 17ᵉ division, qui s'avançent de Lumeau, et se relient à la 4ᵉ brigade bavaroise. En vain, les mobiles du 75ᵉ forment le carré ; en vain, le 39ᵉ de marche et le 3ᵉ chasseurs se couvrent de leur fusillade, il n'est plus de résistance possible contre cette masse d'infanterie et de cavalerie : le 39ᵉ de marche à lui seul a 22 officiers et plus de 1,300 hommes hors de combat. La brigade Bourdillon recule jusqu'à Loigny, que le 37ᵉ de marche défend contre toutes les attaques.

La bataille est perdue : il est quatre heures environ. Tout à coup, sur notre droite, le canon retentit, le bruit des mitrailleuses se fait entendre : c'est le 15ᵉ corps qui lutte plus à l'est contre la 22ᵉ division prussienne. Quelque désespérée que soit la situation, si l'on parvient à arrêter l'ennemi sur la route de Lumeau à Terminiers, à refouler les Prussiens sur Goury, et à dégager Loigny, la jonction peut se faire encore avec le 15ᵉ corps ; tout peut être réparé. Pour cette vigoureuse offensive, il ne faut pas compter sur le 16ᵉ corps : les divisions Barry et Maurandy ont fait de vains efforts pour se réunir, et l'amiral Jauréguiberry n'a plus que quelques soldats avec lesquels il contient, sur notre gauche, les masses qui s'accroissent à chaque instant. Mais, le général de Sonis s'approche avec des troupes de la 3ᵉ division ; il marche sur Villepion au secours de l'amiral, avec le 1ᵉʳ bataillon des zouaves pontificaux, un demi-bataillon des mobiles des Côtes-du-Nord, les francs-tireurs de Tours et

(1) Boucher. *Bataille de Loigny*.

ceux de Blidah, le 51ᵉ de marche et cinq batteries. Sur l'ordre du général Chanzy, le général de Sonis se prépare à enlever Loigny. Ces jeunes troupes hésitent. Il ne reste plus que quelques soldats autour du général, qui se porte intrépidement en avant : « J'allai trouver le colonel Charette, dépose devant la commission d'enquête le commandant du 17ᵉ corps, et je lui dis : « Il y a des lâches là-bas qui se débandent et compromettent le salut de l'ar- « mée, suivez-moi. »

« Lui et ses hommes me suivirent avec le plus noble enthousiasme; la nuit tombait. Dans ce moment, il y avait tellement d'entrain dans cette troupe, que les Allemands, qui occupaient depuis le matin la ferme de Villours, qu'ils avaient mise en état de défense, l'abandonnèrent, et se sauvèrent. J'avais un grand espoir, une très-grande confiance dans ce mouvement en avant qui, je l'espérais, entraînerait les deux régiments de marche dont j'ai parlé. Mais, accueilli par un feu très-vif de l'ennemi, le 51ᵉ lâcha pied et prit la fuite. Je ne pus l'arrêter; traiter ces soldats de lâches, c'était perdre son temps. Je ne voulais pas moi-même battre en retraite; je me serais déshonoré, et j'aurais déshonoré 300 braves zouaves de Charette qui marchaient derrière moi, et qui ne m'auraient jamais pardonné ce crime.

« Nous continuâmes notre marche en avant. J'avais 300 hommes en tout avec moi : 198 tombèrent; mais, grâce au ciel, tous mes canons purent être sauvés. Quant à moi, je restai sur le champ de bataille.

« Voilà mon histoire. »

Le général de Sonis tombé, le colonel Charette veut poursuivre sur Loigny. A la tête des zouaves pontificaux et des francs-tireurs qui se font tuer autour de lui, il tente de se frayer un chemin vers l'église et le cimetière, où l'on entend encore une violente fusillade, mais les Bavarois de Von der Tann et les Prussiens de Von Treskow, un moment surpris, reviennent plus nombreux, la retraite est ordonnée, elle s'opère sur Villepion, Gommiers et Patay. Outre le général de Sonis et le colonel Charette, le 1ᵉʳ bataillon de zouaves laisse à terre 10 officiers sur 14.

La bataille est finie, et sur toute la ligne nos troupes ont fléchi : pourtant, au milieu du village de Loigny, la fusillade retentit encore. Un peu après midi, l'amiral a détaché sur le village deux bataillons du 37ᵉ de marche, en leur recommandant de tenir jusqu'à la dernière cartouche. Abrités dans les maisons, les soldats résistent obstinément à toutes les attaques des Bavarois et des Prussiens. Après plus de deux heures d'une lutte infructueuse, l'ennemi envoie sur le village des obus à pétrole. Excitée par un violent vent du nord, la flamme s'étend; une à une, les maisons brûlent et s'écroulent. Les deux bataillons du 37ᵉ tiennent toujours, ils gagnent l'église et le cimetière. Chaque tombe abrite un tireur dont la balle frappe à coup sûr.

Vers quatre heures, ces soldats qui ont fait le sacrifice de leur vie ont un moment d'espoir: la sonnerie bien connue des clairons français se fait entendre, la fusillade crépite en dehors du village. Mais, bientôt le silence renaît de ce côté: l'attaque des zouaves a échoué. Furieux d'être ainsi tenus en échec par une poignée d'hommes, les Allemands préparent un nouvel et décisif effort : les 90ᵉ et 76ᵉ régiments de la division Treskow s'avancent par la route de Terminiers et le chemin de Lumeau, et abordent le cimetière. A sept heures du soir seulement, les derniers coups de fusils sont tirés dans le village de Loigny : nos soldats sont prisonniers.

Tandis que se livrait devant Loigny cette rude bataille, le combat était engagé plus à l'est, dans la direction de Poupry.

Partie de Gidy, la division Peytavin du 15e corps se dirigeait vers Santilly; la 1re brigade était vers midi à la droite de la route de Paris; la 2e, entre Artenay et Poupry, le 27e de marche en tête, lorsqu'aux environs de Poupry, une violente fusillade se fait entendre, nos troupes sont assaillies de tous côtés par les Allemands qui, après avoir repoussé la division Maurandy du 16e corps, s'étaient tournés contre le 15e corps, dont la marche pouvait les prendre entre deux feux. Sur l'ordre du général Martinez, le 27e de marche se déploie en tirailleurs, et aborde résolument le village; trois fois, les Français parviennent jusqu'aux maisons, trois fois ils sont ramenés : 30 officiers et les 3 chefs de bataillon restent à terre, et le 27e de marche décimé est contraint de battre en retraite.

L'ennemi veut profiter de son succès, et se dispose à marcher sur Artenay; il place ses batteries à Milhouard et à Mameraut, mais le général de Paladines arrive vers midi à Artenay, donne l'ordre à la réserve d'artillerie, commandée par le colonel Chappe, de se porter en avant avec deux batteries de 8, une batterie à cheval et des mitrailleuses qui ouvrent aussitôt le feu contre les Prussiens de la 22e division, soutenus par quelques détachements de la 17e. En même temps, le commandant en chef de l'armée de la Loire prescrit à la 2e division du 15e corps qui se trouve à Ruan d'accourir en toute hâte au canon. En attendant l'arrivée de ce renfort, les soldats de la 3e division se rallient autour du château d'Auvilliers; tandis qu'un régiment de mobiles, appelé d'Artenay, prend position près d'Autroche. Sous l'action puissante de notre artillerie, les Prussiens, qui préparent une attaque sur Artenay, se retirent sur Poupry, où bientôt le 69e régiment de mobiles et le 34e de ligne viennent les assaillir. Le feu des batteries ennemies, placées à la gauche de Poupry, est éteint vers trois heures, et une colonne de cavalerie qui cherche à tourner notre flanc droit est repoussée en désordre. Les pertes éprouvées par les régiments allemands placés en première ligne sont telles, que sur l'ordre de leur commandant, le général Von Wittich, les deux compagnies de pionniers du 11e corps adjoints à la 22e division, après avoir couvert le flanc gauche du 94e régiment prussien, vont relever le bataillon de fusiliers du 83e qui forme soutien d'une batterie d'artillerie en position au sud de Poupry. Bientôt, les premières maisons du village sont emportées d'assaut, et un retour offensif de la division du général Von Wittich ne parvient pas à rétablir le combat. La nuit termine la lutte, et les Prussiens eux-mêmes ont avoué (1) qu'ils avaient dû leur salut à la nuit qui tomba rapidement, au moment même où les troupes de la 2e division arrivaient vers d'Ambron. « Si dans cette circonstance, a écrit dans son rapport le colonel Chappe, commandant l'artillerie de réserve, la 2e division eût exécuté un mouvement de conversion vers la gauche, on eût certainement fait des prises importantes. »

Peut-être faut-il s'étonner, en effet, que la 2e division n'ait pas mis plus d'empressement à marcher au canon. La 1re brigade notamment était à Ruan, à huit ou dix kilomètres seulement du champ de bataille : prévenue avant une heure, elle n'arriva cependant qu'à la nuit, trop tard pour prendre part à l'action.

L'importance de la journée était extrême : 6 à 7,000 hommes environ de notre côté étaient tombés de Guillonville jusqu'à Artenay; le 16e corps, épuisé, allait être obligé de

(1) *Gazette de la Croix.*

battre en retraite, et le plan de campagne arrêté à Saint-Jean-de-la-Ruelle devait forcément être abandonné.

Du moins, si l'ennemi était victorieux, son triomphe lui coûtait cher. D'après l'ouvrage bavarois que nous avons déjà cité (1), les troupes du général Von der Tann avaient perdu



LE PRINCE FRÉDÉRIC-CHARLES.

2,300 hommes; la 17e et la 22e divisions prussiennes avaient été aussi éprouvées. La *Gazette de Silésie,* dont la relation est suffisamment exacte et impartiale, dit que « les régiments de

(1) Helvig. *Das 1 bayer. Armee-corps von der Tann.*

la 22ᵉ division essuyèrent des pertes *colossales;* » et, dans un rapport, le duc de Saxe-Meiningen estime à 5,000 environ le nombre des Allemands tués ou blessés dans la journée du 2 décembre. »

Le 3 au matin, le général de Paladines reçut du général Chanzy l'avis que les troupes du 17ᵉ corps étaient incapables de marcher. Le commandant en chef répondit en prescrivant la retraite sur toute la ligne.

A la gauche française, les 16ᵉ et 17ᵉ corps se retirèrent à Saint-Péravy, à Bricy, à Gidy, à Boulay; la cavalerie à Tournoisis; le 17ᵉ corps à Saint-Sigismond, Rosières et Coulmiers. Ce mouvement ne fut marqué que par une vive canonnade vers l'Encorne et Huêtre.

Mais, il n'en fut pas de même pour le 15ᵉ corps. Des instructions du grand quartier général avaient prescrit, en effet, au prince Frédéric-Charles et au grand-duc de Mecklembourg un mouvement général. De Villepion à Pithiviers, sur un front de plus de 40 kilomètres, les deux armées allemandes se mettent en marche. La brigade de cuirassiers bavarois forme l'extrême droite : elle marche par Villepion sur Neuvilliers; la 22ᵉ division d'infanterie occupe Poupry, soutenue sur sa gauche par la 2ᵉ division de cavalerie; la 2ᵉ division bavaroise s'avance, la 4ᵉ brigade en tête, par Auneux-Domainville vers Chevaux : elle forme la réserve de la 17ᵉ division prussienne; la 1ʳᵉ division bavaroise passe par Sougy pour contenir une attaque de flanc.

La deuxième armée opère un mouvement analogue sur Orléans: le 9ᵉ corps qui forme son aile droite, part de Toury et de Bazoches-les-Gallerandes, ayant pour objectif Artenay; le 3ᵉ corps au centre s'avance de Pithiviers sur Chilleurs-aux-Bois, le 10ᵉ de Boynes sur Villereau et Chilleurs-aux-Bois. Sur tous les points, l'ennemi rencontre nos troupes; les trois divisions du 15ᵉ corps séparées entre elles vont avoir affaire aux deux armées allemandes. Sur notre gauche, la 1ʳᵉ division bavaroise heurte aux environs de Trogny, la division Peytavin, qui très-éprouvée par le combat de la veille a reçu l'ordre de reprendre ses anciens cantonnements de Gidy et de la Provenchère. Après un court engagement, le village de Trogny est enlevé par l'ennemi. Une de nos batteries couvre d'obus les Bavarois qui veulent pousser plus avant, « les escadrons du régiment de chevau-légers, pour éviter de plus grandes pertes, doivent se mettre au trot, et forcer les prisonniers à prendre cette allure, en les frappant à coups de sabre. (1) »

A Artenay, la lutte est plus sérieuse; à neuf heures et demie du matin, le 9ᵉ corps allemand descend de château Galland et attaque Artenay, que défend la 2ᵉ division du 15ᵉ corps. La brigade Robillard demeure dans le village, tandis que la brigade Dariès, soutenue par l'artillerie, prend position en avant. Le mouvement de l'ennemi se prononce à la fois de front et sur les deux flancs. Le feu de ses pièces force bientôt nos canons à la retraite, et la brigade Rebillard est obligée de se lancer en avant, pour permettre au général Dariès, vivement pressé sur son flanc gauche par la 22ᵉ division prussienne qui débouche de Poupry, de se porter rapidementen arrière. A dix heures et demie, le général Martineau des Chenez, jugeant qu'il est impossible de tenir contre les forces supérieures des Allemands, prescrit de reculer vers la Croix Briquet tout en continuant le combat. Sur la route, nos troupes sont assaillies par un violent feu d'artillerie : le 9ᵉ corps en avant, la 22ᵉ division d'infanterie et la 2ᵉ division de cavalerie sur notre gauche nous pressent

(1) Helvig. *Das 1 bayer. Armee-corps von der Tann.*

sans relâche. A la Croix-Briquet, cependant, où la 2e division du 15e corps arrive vers midi et demie, il est commandé de faire halte et de tenir tête : le colonel Chappe avec ses batteries de réserve arrête un moment l'ennemi, mais les munitions manquent bientôt : les Prussiens ont réuni 18 pièces sur notre droite, et écrasent les deux brigades Dariès et Rebillard. A trois heures environ, les troupes reculent sur Chevilly : sur leur gauche, elles rencontrent un nouvel adversaire, la 17e division prussienne, soutenue par la 2e division bavaroise, qui s'est avancée par Beaugency et Chevaux.

Devant de telles forces, toute résistance est impossible : vers 4 heures et demie, le général Martineau prescrit donc d'abandonner Chevilly, et de se replier sur Cercottes, la brigade Rebillard disputant pied à pied le terrain. Les Allemands continuent la poursuite que ralentit un instant le feu de la batterie de marine de Chevilly. Forte de 8 canons de 14, et située à un kilomètre au nord-est de la gare, cette puissante batterie avait commencé à tirer vers une heure, sur Artenay « à la distance de 25 encâblures. » L'ennemi se rapprochant, le feu devint plus efficace, et les pièces allemandes durent plus d'une fois reculer. Mais, les troupes battant en retraite sur Cercottes, le commandant de la batterie fait enclouer ses pièces, et sauter sa poudre, puis se retire avec ses marins.

Dans la soirée, les 17e et 22e divisions prussiennes s'emparent du village et du château de Chevilly.

Tandis que la 2e division du 15e corps, soutenue aux environs de Chevilly par la 3e, lutte ainsi pied à pied, la 1re division est également attaquée sur la droite.

Le général des Pallières continuait à occuper Chilleurs-aux-Bois, ne se reliant qu'assez imparfaitement avec le général Crouzat placé sur sa droite, si nous en jugeons par cet extrait de télégramme en date du 2 décembre, 9 heures du soir... « Pas de nouvelles du général Crouzat ni du 18e corps. » Le 3, à 5 heures du matin, il reçut une dépêche du commandant en chef, lui prescrivant d'appuyer en toute hâte sur sa gauche, et de gagner Chevilly, pour venir appuyer sur la route d'Orléans la 2e division du 15e corps. Ce mouvement ne put s'opérer sur le champ, tous les préparatifs étant faits pour tenter une attaque en avant sur Montigny.

Tandis que le général des Pallières prend ses dispositions pour exécuter l'ordre qu'il vient de recevoir, et prescrit au colonel Cathelineau de se charger de la défense de la forêt, l'ennemi attaque la 1re division : le 3e corps allemand, quittant ses cantonnements au sud de Pithiviers, marche sur un large front sur Chilleurs-aux-Bois, tandis que le 10e corps qui forme la gauche allemande, abandonne Boynes, pour se porter dans la direction de Chilleurs-aux-Bois sur sa gauche, et de Villereau sur sa droite. Toutes les forces prussiennes convergent à la fois vers un même point : Orléans.

Vers 10 heures et demie, les Prussiens sont à hauteur de la division des Pallières : la 6e division du 3e corps est en tête, la 5e division est sur notre flanc droit près Courcy et Brigny. Les Allemands font avancer leur artillerie, la placent au nord du village de Santeau, et ouvrent le feu sur les six batteries françaises ; huit mitrailleuses établies à Santeau même contiennent vigoureusement l'infanterie ennemie. Au bout d'une heure et demie de lutte, le général des Pallières, jugeant la résistance inutile, ordonne la retraite qui s'effectue sous la protection d'une batterie de 8. Au moment où nos troupes commençent à reculer, le 35e régiment allemand se jette sur le village qu'il enlève sans grande résistance.

D'après l'ouvrage du général de Paladines, la retraite se fit « en désordre, chaque

régiment agissant pour son compte. » Deux bataillons du 38e de ligne furent oubliés, et la brigade du général Minot qui se trouvait à Neuville, se trompa de route, et laissa une partie de son artillerie embourbée.

Dans cette fatale journée du 3 décembre, nos troupes avaient donc reculé sur toute la ligne : elles se trouvaient maintenant rejetées sur Orléans. A vrai dire, il n'y avait pas eu bataille : la division Martineau seule avait sérieusement défendu le terrain, en reculant d'Artenay sur Cercottes. Comment un tel résultat avait-il pu être obtenu par l'ennemi avec si peu d'efforts? Le général d'Aurelle s'en prend — et non sans raison — à la dissémination des troupes. Mais en dehors de cette question, n'était-il pas possible de tirer de la situation un meilleur parti?

Alors que nous voyons les deux armées allemandes se concentrer autour de la grande route d'Orléans, n'a-t-on pas lieu d'être surpris que les troupes françaises qui leur font face, n'aient pas au moins tenté de se réunir.

La 2e division du 15e corps ne devait-elle pas être plus étroitement soutenue par la 3e? le général des Pallières ne pouvait-il être protégé par les troupes du général Crouzat placées à sa droite..? A vrai dire, dans cette funeste journée du 3 décembre, nulle direction n'apparaît; de là ce manque d'ensemble, ce décousu de l'action, ce découragement enfin, sans lequel on ne peut s'expliquer la facilité du triomphe des Allemands qui, dans ces deux journées des 3 et 4 décembre, n'eurent, d'après le major Blume, que 1,300 hommes hors de combat, alors que le 2, la division de l'amiral Jauréguiberry presque seule avait mis à terre 2,300 Bavarois et un millier de soldats de la 17e division.

Dans la soirée du 3 décembre, les troupes françaises occupaient les positions suivantes:

A l'aile gauche : 16e *corps* 1re division à Saint-Péravy, 2e à Bricy, 3e à Gidy; cavalerie à Tournoisis et Renneville, avant-garde à Patay.

17e *corps* à Saint-Sigismond, Gemigny, Rosières et Coulmiers;

15e *corps*. — 3e division aux environs de Gidy, 2e division à Cercottes, 1re division en route sur Orléans.

20e *corps* à Nibelle et Courcy.

18e *corps* à Montliard, Montigny, Chenault, Boiscommun, Nesploy.

L'ennemi avait ses troupes ainsi placées :

Armée du grand-duc. — Corps bavarois (1re division), à la Provenchère et Songy (2e division) à Chevaux, brigade de cuirassiers bavarois aux Grandes-Portes, 17e et 22e divisions, aux environs de Chevilly.

2e *armée*. — 9e corps, aux environs de Chevilly, 3e corps à Loury, 10e corps à Chilleurs et à Neuville-aux-Bois.

Durant la nuit, le général d'Aurelle de Paladines avait discuté avec son chef d'état-major, le général Borel, la possibilité de défendre Orléans : le 4 décembre, à 4 heures du matin, il télégraphiait à Tours : «... Il ne nous reste qu'un parti à prendre, c'est de battre en retraite, et voici comment je la comprendrais : les 16e et 17e corps se retireraient sur Beaugency et Blois (1); le 18e et le 20e corps sur Gien, enfin le 15e corps passerait la Loire à Orléans pour aller en Sologne. »

(1) Le général Chanzy avait demandé par lettre au général d'Aurelle que la direction de Beaugency fut indiquée à ses troupes.

Vers dix heures, le général d'Aurelle apprenant l'arrivée à Orléans, de la division des Pallières, et ignorant sa retraite de la veille, eut un moment d'espoir, il télégraphia à Tours à 11 heures 55 du matin : « Je change mes dispositions : dirige sur Orléans 16e et 17e corps, appelle 18e et 20e (1), organise résistance, suis à Orléans à la place. »

Cependant, le canon gronde à l'aile gauche et au centre.

A huit heures du matin, l'avant-garde du 16e corps, commandée par le général de Tacé, avait été attaquée du côté de Patay : les mobiles de Loir-et-Cher, soutenus par le 75e mobiles, suffisaient, de ce côté, à maintenir l'ennemi ; mais, du côté de Huêtre et de Bricy, l'engagement était plus sérieux. La division Barry se repliait sur Boulay ; la division Maurandy était refoulée, et la cavalerie ennemie parvenait à se glisser sur la route de Châteaudun à Orléans, coupant les communications entre le 16e et le 15e corps. Le général Peytavin, avec la 3e division du 15e corps, abandonnait ses positions de Gidy, et ses troupes, séparées en deux, ralliaient, les unes, les 16e et 17e corps, tandis que les autres se rejetaient précipitamment sur Orléans (2). Après une tentative inutile pour percer dans la direction de Bucy-Saint-Liphard, le général Chanzy, jugeant, au bruit du canon, que les Prussiens approchaient d'Orléans, battit en retraite sur Huisseau, Montpipeau et Meung.

Au centre, la 2e division du 15e corps (Martineau des Chenez) fut attaquée « dans une clairière où elle était concentrée, et où l'artillerie ne pouvait avoir qu'une action secondaire (3). » Le 9e corps prussien s'avançait de front, tandis que la 17e division d'infanterie tournait notre aile gauche par Janvry et Gidy. Plus à gauche enfin, le 1er corps bavarois s'emparait de la batterie de marine de Gidy, qui, engagée depuis le point du jour avec les batteries ennemies qui la prenaient en écharpe, avait soutenu le feu jusqu'à neuf heures, en tirant en travers des plates-formes.

Vers onze heures, le village fut enlevé par une attaque de flanc. Les troupes de la 2e division se rallièrent près du moulin de Cercottes, et accablèrent de leurs feux les Allemands qui débouchaient du bois. Mais, assaillies de front et de flanc, elles ne pouvaient songer à disputer longtemps la possession du terrain. Il ne s'agissait, pour le général Martineau, que de gagner du temps pour permettre aux bagages et aux fuyards qui encombraient la route de se retirer de l'autre côté de la Loire.

A quatre heures, cette brave division, qui, seule dans toute notre armée, avait combattu, arriva au faubourg Bannier. Derrière elle, fut fermée la grille de l'octroi, et une batterie de mitrailleuses, arrêtée au passage, fut placée derrière une barricade élevée en toute hâte.

Les efforts du général d'Aurelle et du général des Pallières avaient été impuissants à retenir les soldats qui s'enfuyaient vers la Loire et, à quatre heures, le général en chef avait donné l'ordre de la retraite qu'il surveillait sur l'autre rive, après avoir transmis le commandement d'Orléans au général des Pallières. Le commandant des batteries, capitaine de vaisseau Ribourt, avait fait savoir au général des Pallières « ... que les batteries de marine étaient en état de tout entreprendre et complétement approvisionnées... ; mais le complé-

(1) Comment le général d'Aurelle pouvait-il, le 4 au matin, songer à utiliser les 18e et 20e corps pour la défense d'Orléans, alors que, dans son ouvrage, il déclare que dès le 2 décembre au soir, il était trop tard pour tirer un parti quelconque de ces deux corps?

(2) Les 2e et 3e division du 16e corps avaient battu en retraite avec une telle précipitation, qu'elles s'étaient portées, sans temps d'arrêt, la 2e sur Mer et la 3e sur Beaugency.

(3) Rapport du lieutenant-colonel Tricoche, commandant l'artillerie de la 2e division.

ment indispensable de ce programme était l'occupation solide des retranchements qui couvraient les intervalles (1). »

Dans cette armée accablée par la défaite, il avait été impossible de réunir les défenseurs nécessaires. Aux Aubrais et au faubourg Bourgogne, quelques troupes de la 1re division du 15e corps luttaient cependant courageusement contre les Allemands qui avaient suivi pas à pas la division Martineau. Au faubourg Bannier, la résistance était également sérieuse : les chasseurs du 9e bataillon prussien tombaient nombreux sous le feu de la barricade; mais du côté du faubourg Saint-Jean, le commandant du 4e bataillon de chasseurs à pied n'avait pu rallier qu'une quarantaine de soldats et un escadron pour tenir tête à la 17e division.

Les batteries de marine tiraient sans relâche sur la gare des Aubrais dont l'ennemi s'était emparé, et sur les dernières maisons du faubourg Bourgogne : la lutte ne pouvait longtemps durer dans ces conditions. La réserve d'artillerie avait, vers 5 heures, traversé le fleuve. « Toutes les pièces, après avoir passé le pont, faisant un à droite, ou un à gauche, se mirent en batterie le long de la Loire, les canons braqués sur la ville, dans des positions qui leur permettaient d'enfiler toutes les rues aboutissant au quai de la rive droite, de manière à pouvoir écraser les troupes prussiennes, au moment où elles eussent tenté de poursuivre les nôtres dans leur mouvement de retraite. Ainsi, la malheureuse cité se trouva pendant six heures exposée à un double danger de destruction. Elle avait à craindre le bombardement dont les Prussiens la menaçaient au nord, puis, après leur entrée, les obus et la mitraille des batteries françaises refoulant l'ennemi dans les rues » (2).

Vers huit heures du soir, un parlementaire fut conduit auprès du général des Pallières : « il venait porter l'annonce d'une sommation catégorique, sous la menace d'un bombardement, si Orléans n'était évacué pour onze heures et demie du soir. »

Le commandant du 15e corps adressa aussitôt un de ses aides de camp au général Von Treskow qui s'était avancé, à la tête de la 17e division, jusqu'à l'entrée du faubourg Saint-Jean. A la suite de cette démarche, il fut convenu que les Prussiens occuperaient la partie de la ville située sur la rive droite, « au bout de deux heures » (3).

Le général des Pallières s'occupa sans retard de faire évacuer la ville par ses troupes. Malheureusement, au milieu du désordre et de la confusion, il fut impossible de trouver les poudres nécessaires à la destruction des ponts, « c'était là un point d'une haute importance, écrit le major Blume, car le fleuve commençait à charrier fortement, et il allait devenir prochainement impossible d'y jeter des ponts de bateaux. »

A minuit, le 4 décembre, trois brigades de l'armée du grand-duc entraient dans la ville d'Orléans.

I

L'armée de la Loire se trouvait divisée en trois tronçons : sur notre gauche, le général Chanzy, avec le 16e et le 17e corps et une partie de la division Peytavin du 15e, avait, comme nous l'avons vu, rétrogradé sur Meung, Beaugency et Mer.

(1) Rapport du commandant Rebourt.

(2) Général de Blois. L'*Artillerie du 15e corps.*

(3) Relevons ce détail significatif, dans le récit de l'aide de camp du général des Pallières, capitaine de

Nous aurons à rejoindre plus tard ces troupes.

Le 15e corps, qui avait opéré sa retraite sur Orléans, se retira dans la nuit sur La Ferté-Saint-Aubin, à l'exception d'un détachement commandé par le général Peytavin qui, interprétant mal les ordres reçus, se replia sur Cléry et Blois. Le 5 au matin, la route se poursuivit sur la Motte-Beuvron. Une forte arrière-garde, sous la direction du général Rebillard, soutint le mouvement que l'ennemi n'inquiéta pas. Après une nuit de repos, la retraite fut continuée sur Salbris que l'on atteignit le 6, vers deux heures. Le 15e corps campa du côté de la route d'Aubigny, les soldats des 16e et 17e corps qui avaient été séparés de l'aile gauche, prirent position sur la route de Salbris à Romorantin; ils furent organisés en détachements pour être dirigés sur Blois.

Le général d'Aurelle reçut le 6, à Salbris, une dépêche de Tours qui lui annonçait que le commandement en chef de l'armée de la Loire était supprimé, que les 15e, 18e, 20e corps formeraient la *première armée de la Loire* sous les ordres du général Bourbaki, tandis que les 16e et 17e réunis sous le commandement du général Chanzy deviendraient la *deuxième armée*. Le général de Paladines était appelé à la direction des lignes stratégiques de Cherbourg. Le général d'Aurelle, jugeant que la position qui lui était offerte n'était pas en rapport avec celle qu'il avait exercée, déclina l'offre du ministre, et quitta le camp de Salbris le 7 décembre, après avoir remis le commandement provisoire au général Des Pallières.

Tandis qu'à notre gauche et au centre, les 16e, 17e et 15e corps battaient successivement en retraite, les 20e et 18e recevaient à l'aile droite, le 4 décembre, l'ordre de se mettre en marche sur Orléans. A quatre heures du matin, les trois divisions du 20e corps prirent les trois routes qui convergent sur Fay-aux-Loges. A un kilomètre au delà de Pont-aux-Moines, les têtes de colonnes furent attaquées : le 47e de marche se déploya en tirailleurs, et contint les Allemands, tandis que le général Crouzat, apprenant que les Prussiens étaient devant Orléans, changea la direction de ses troupes. A six heures, le 20e corps était à Saint-Denis, et passait la Loire pour arriver à Jargeau. A huit heures du matin, le 5, le passage était opéré et le pont coupé. Le 6 décembre, le général Crouzat atteignait Argent, et le 9, il se trouvait à Bourges.

Le 18e corps, à la même date du 4, avait évacué ses positions de Chenault, Boiscommun et Nibelle et s'était porté à Combreux. A quatre heures et demie, le général Billot venait de donner l'ordre d'incliner sur Fay-aux-Loges pour gagner Orléans, lorsqu'il fut averti des événements accomplis par une dépêche qui lui prescrivait de gagner Châteauneuf, et de là Saint-Père où devait s'opérer le passage de la Loire. De Sully, le 18e corps gagna Gien, en marchant sur la rive gauche, à l'exception d'une colonne de 6,000 hommes qui se trouvait sur la rive droite. Le 7 au matin, l'avant-garde du 3e corps prussien attaquait notre gauche à Nevoy. Le général Billot faisait aussitôt soutenir par le 82e régiment de mobiles, le bataillon du 4e zouaves sur lequel se portait l'effort de l'ennemi, et après avoir prévenu le général Bourbaki, il plaçait sur les hauteurs son artillerie qui répondait vigoureusement aux pièces prussiennes. La lutte cessa à la nuit : nos troupes n'avaient pas été entamées. Le lendemain, elles passèrent sur la rive gauche, le pont de Gien fut détruit, et suivant les

Pendezec. Après avoir fixé et constaté l'heure pour éviter toute méprise, le général de Treskow *avança sa montre*. « Après avoir d'abord nié, écrit l'officier français, il avoua qu'il avait pris, en effet, l'heure de l'armée prussienne. »

instructions reçues, la retraite s'opéra sur Bourges, sous la protection de la division de cavalerie, du régiment de zouaves et de deux batteries à cheval. Le 12 décembre, le corps atteignait Bourges, où il ralliait les 20ᵉ et 15ᵉ corps. Ce dernier était arrivé le 12, après avoir commencé sur Gien par Aubigny un mouvement aussitôt arrêté. Le général Des Pallières qui avait donné sa démission cédait sa place au général de Colomb qui depuis plusieurs jours déjà commandait la 1ʳᵉ division du 15ᵉ corps, et ne devait pas tarder à être appelé au 17ᵉ corps, et remplacé par le général Martineau des Chenez. La direction du 18ᵉ corps était définitivement confiée au général Billot promu divisionnaire. Les 15ᵉ, 18ᵉ et 20ᵉ corps devaient profiter de leur séjour à Bourges pour se réorganiser sous la direction du général Bourbaki.

Tandis que se poursuit ce travail nécessaire à la suite des combats des 3 et 4 décembre, rejoignons les Allemands.

Aussitôt après la prise d'Orléans, le prince Frédéric-Charles revint à son projet d'expédition sur Tours. Avant même les événements du 4 décembre, il avait pris toutes ses mesures pour atteindre cet objectif, et chargé le grand-duc de cette opération (1). Dès le 5 décembre, une division du 9ᵉ corps fut chargée de marcher en aval du fleuve, sur la rive gauche de la Loire. Bientôt un renfort parut nécessaire, et la seconde division du 9ᵉ corps fut désignée.

Tandis que se préparait le mouvement sur Tours, la 6ᵉ division de cavalerie était détachée à la suite du 15ᵉ corps français; une partie du 10ᵉ corps prussien fut envoyée pour soutenir la cavalerie. Le 3ᵉ corps et la 1ʳᵉ division de cavalerie remontaient la Loire, et rencontraient, ainsi que nous l'avons vu, le 18ᵉ corps français près de Gien. Dans la pensée du prince Charles, ce n'était là que le prélude d'une vigoureuse offensive : les trois corps de la deuxième armée devaient prendre la direction de Bourges. Le 9ᵉ corps avait son itinéraire tracé sur Vienne et Menneton-sur-Cher; le 10ᵉ d'Orléans sur Salbris; le 3ᵉ corps et la 1ʳᵉ division de cavalerie, de Gien sur la Chapelle-d'Angillon. Dès le 8 décembre, la 6ᵉ division de cavalerie était à Vierzon.

Fort heureusement, ce plan hardi qui pouvait entraîner de nouveaux désastres, ne fut pas exécuté avec la rapidité qui avait jusque-là distingué le Prince Rouge. Pour quelle raison la deuxième armée allemande, si aguerrie et si mobile, demeura-t-elle à peu près inactive dans les journées qui suivirent l'occupation d'Orléans, amenant ainsi ce double résultat : de donner au général Bourbaki le temps de réorganiser son armée, — au moins en partie, — et de permettre au général Chanzy de tenir vigoureusement tête au grand-duc? Le fait peut sembler d'autant plus inexplicable, que ces troupes n'avaient été que fort peu engagées, et que le principal effort avait été supporté par le grand-duc.

Quoi qu'il en soit, lorsque le prince voulut mettre son plan à exécution, il était trop tard : la vigoureuse défense du général Chanzy, dont nous allons nous occuper plus loin, l'obligeait à rejoindre en toute hâte l'armée menacée du grand-duc.

Ce n'est pas sans hésitation que le prince adopta cette résolution. Il résistait à toutes les demandes du commandant de l'armée allemande qui agissait contre le général Chanzy, et soutenait que l'action du 9ᵉ corps sur la rive gauche suffisait à favoriser l'offensive sur la rive droite; mais le grand quartier général adopta l'avis du grand-duc de Mecklembourg,

(1) Capitaine de Goltz. *Ein Skizze aus dem Loirefeldzuge der II armee im December.*

et, le 9 décembre au matin, un ordre formel du général de Moltke vint prescrire au prince Charles de se porter au secours du premier corps bavarois des 17[e] et 22[e] divisions. Il était bien évident, en effet, que les troupes du grand-duc, dont l'effectif



LE GÉNÉRAL CHANZY.

avait été considérablement réduit par les combats livrés depuis dix jours, ne pourraient venir à bout de l'armée du général Chanzy.

« Le prince Frédéric-Charles, écrit le capitaine de Goltze, se trouva donc dans l'alter-

native, ou de partager son armée, ou de renoncer à l'idée de faire campagne dans le midi de la France. »

La première alternative parut impossible; il fallut donc se résoudre à adopter la seconde.

Le prince Frédéric-Charles s'occupa aussitôt de rassembler ses troupes pour les ramener dans la direction de Beaugency. Mais, avant de suivre la deuxième armée allemande, il nous faut rejoindre le général Chanzy, dont la vigoureuse attitude obligeait l'état-major allemand à modifier brusquement tous ses plans de campagne, et à accorder un peu de répit au général Bourbaki, qui, d'après les renseignements qu'il fournit sur l'état de ses soldats, n'aurait sans doute pas opposé une bien vive résistance à l'effort des troupes allemandes.

CHAPITRE XI

Mouvement du général Chanzy et des troupes du grand-duc de Mecklembourg. — Le 21e corps. — Combat de Foinard (6 décembre). — Engagement de Vallière, de Langlochère, de Messas, de Villechaumont et de Cravant (7 décembre). — Batailles de Villorceau, Josnes, Beaugency. — Retraite de la 2e armée sur Vendôme. — Inaction de la 1re armée française. — Mouvement du 9e corps allemand sur Blois. — Marche du prince Frédéric-Charles. - Combats de Morée et de Freteval (14 décembre). — Reconnaissance sur Châteaudun. — Combat de Vendôme (15 décembre). — Mouvement du général Bourbaki. — Inquiétudes du prince Charles. — Etat des troupes allemandes. — Retraite du général Chanzy sur le Mans. — Retraite de la 2e armée allemande sur Orléans.

I

Le 5 décembre au soir, les 16e et 17e corps, à l'exception des deux divisions Barry et Maurandy qui s'étaient retirées sur Mer et sur Blois, avaient pris position en avant de Josnes, depuis Poisly, par Lorges, Ourcelles et Villorceau jusqu'à hauteur de Beaugency, qu'occupait une colonne amenée de Tours par le général Camô. Un nouveau corps, le 21e, gardait la forêt de Marchenoir. Le général Chanzy, « décidé à tenir tête à l'ennemi » et à attendre une occasion propice pour reprendre la marche sur Paris, résolut de se maintenir sur le terrain favorable de Lorges à Beaugency, et de garder la forêt de Marchenoir, de façon à protéger tout le pays du Loir à la Loire, et à couvrir le cours inférieur du fleuve. Il s'établit donc sur les positions en avant de Josnes, sa gauche appuyée à la forêt de Marchenoir, et sa droite à la Loire, à hauteur de Beaugency.

L'ennemi n'allait pas laisser au commandant de la 2e armée de la Loire le temps de se fortifier : au lendemain même de l'occupation d'Orléans, les troupes du grand-duc reprenaient le contact avec les Français; la 17e division d'infanterie et une brigade de la 2e division de cavalerie, prenaient la grande route d'Orléans à Beaugency, la 22e division avec la 4e division de cavalerie formait l'aile droite dans la direction d'Ouzouer-le-Marché; le 1er corps bavarois marchait au centre sur Baccon par Ormes. Pendant ce temps, la 25e division du 9e corps, bientôt soutenue par la 18e division, et appuyée par une brigade de la 2e division de cavalerie suivait la rive gauche de la Loire. Ces forces, dans la pensée du quartier général allemand, étaient plus que suffisantes pour venir à bout des troupes du général Chanzy ; on ignorait encore l'arrivée du 21e corps.

Le 6 décembre, le général Camô était obligé de se porter en toute hâte sur Foinard et Langlochère, afin de dégager le régiment de gendarmerie de marche qui, attaqué dans le

premier de ces villages, par une forte colonne venue de Meung, avait dû se retirer avec des pertes sérieuses (1). A la suite de cette affaire, notre aile droite, qui paraissait particulièrement menacée, était renforcée de Villorceau au grand Bonvalet par la 1re division du 16e corps, la seule dont pût, à ce moment, disposer l'amiral Jauréguiberry, appelé au commandement du 16e corps.

A cette même date du 6, le commandant en chef, informé de la marche d'une colonne ennemie sur l'autre rive (la 25e division), pressentait une attaque sur Blois, et prescrivait aux deux divisions du 16e corps (Barry et Maurandy) qui avaient pris cette direction, de s'arrêter dans la ville, et de reconstituer leurs troupes, tout en veillant aux mouvements des Allemands.

Le 7 décembre, l'action s'engage sur toute la ligne, action peu importante encore : l'ennemi tâte le terrain en avant de lui. Sur notre gauche, la 3e division du 21 corps (2) repousse vigoureusement à Vallière, et reconduit jusqu'à Binas, après lui avoir démonté

(1) Les troupes du général Camô comprenaient :

Infanterie :
- 16e bataillon de chasseurs à pied.
- régiment de marche de gendarmerie à pied.
- 59e régiment de marche.
- 27e mobiles (Isère)
- 88e mobiles (Indre-et-Loire).
- Francs-tireurs (Ain).

Cavalerie :
- 4e lanciers de marche.
- 3e hussards.
- 2e chasseurs.
- 7e cuirassiers.
- 1er régiment de gendarmerie à cheval.

Artillerie : 5 batteries.

Vers le 8 ou le 9 décembre, le général Camô, malade, était remplacé par le général Tripart.

(2) Le 28 septembre, le capitaine de vaisseau Jaurès, commandant la frégate cuirassée *l'Héroïne*, recevait l'ordre de se rendre aux lignes de Carentan, comme chef d'état-major de l'amiral Jauréguiberry. Le 6 novembre, il était mis à la disposition du ministre de la guerre, et nommé commandant de la subdivision de Maine-et-Loire; quelques jours après, il était placé à la tête du 21e corps. Nous croyons devoir reproduire ici la lettre d'avis du délégué de la guerre qui montre bien avec quelle hâte s'organisaient les troupes :

« Vous êtes chargé, avec le titre de général de brigade de l'armée auxiliaire, du commandement des troupes réparties dans l'ancien commandement régional du général Fierreck, avec lequel vous vous concerterez immédiatement. Vous vous concerterez également avec le colonel Rousseau, qui deviendra votre chef d'état-major. Vous retrancherez des troupes dont je viens de parler tout ce qui appartient aux corps déja formés, 16e et 18e, et vous les restituerez à leurs chefs respectifs. Avec le restant, et avec les hommes mobilisés que vous pourrez réunir, vous formerez un corps d'armée à trois divisions, et de quarante à cinquante mille hommes, qui s'appellera le 21e corps, et que vous commanderez.

« Vous formerez vous-même de l'artillerie, de manière à porter le nombre des batteries à dix-huit, si vous pouvez Vous formerez aussi la quantité normale de cavalerie, à moins que vous ne puissiez y réussir, auquel cas nous tâcherons de vous suppléer. Pour organiser votre corps d'armée en matériel et en personnel, nous vous donnons tous pouvoirs nécessaires de réquisition dans les départements de la *Manche*, du *Calvados*, de l'*Orne*, de la *Sarthe*, de la *Mayenne*, d'*Eure-et-Loir* et *Eure*, rive gauche de la Seine. Allez donc de l'avant, formez vos cadres vous-même. S'il vous faut quelques officiers, nous vous les donnerons, mais tâchez surtout de vous suffire à vous-même, et de mettre promptement en ligne une véritable armée, formée avec tous les débris que vous avez sous la main, et avec les ressources que vous aurez créées.

« DE FREYCINET. »

Le programme était vaste; avec quelques débris, dont on aura séparé tout ce qui est organisé pour les

une pièce, une reconnaissance de la 22ᵉ division prussienne. A notre droite, la 17ᵉ division allemande refoule les tirailleurs du général Camô, s'empare de Langlochère, et menace Foinard. L'amiral Jauréguiberry accourt aussitôt avec la 1ʳᵉ division du 16ᵉ corps, et dégage

16ᵉ et 18ᵉ corps, former une véritable armée, dresser des cadres, créer une cavalerie, un matériel, trouver des hommes. Ces ordres impossibles furent exécutés.

Le 20 novembre, le général Fierreck remettait le commandement au général Jaurès. Ce même jour, les troupes qui allaient former le 21ᵉ corps, attaquées à Bretoncelles, subissaient un grave échec, et voyaient leur retraite sérieusement menacée. Le général Jaurès rassemblait aussitôt un bataillon de volontaires de l'Ouest (*zouaves pontificaux*), seule force disponible qu'il y eût au Mans, et se portait avec ce bataillon sur Nogent-le-Rotrou, déjà évacué, et sur Bellème, où il ralliait 8 à 10,000 hommes de troupes harassées, hors d'état de combattre. Après avoir contenu l'avant-garde ennemie, grâce à la ferme attitude des volontaires de l'Ouest et du 10ᵉ bataillon d'infanterie de marine, le général Jaurès se dérobait par une marche de nuit sur Mamers. Le 23, les 12,000 hommes arrivaient au Mans; trois jours après, le 27 au matin, les trois divisions du 21ᵉ corps sortaient de la ville pour rejoindre la 2ᵉ armée de la Loire. Les divisions étaient commandées par des marins, des officiers de cavalerie ou de mobiles; elles ne renfermaient pas à ce moment un seul officier supérieur d'infanterie. L'artillerie avait été formée ainsi : un bataillon de mobiles du Calvados avait fourni les conducteurs : *un* marin canonnier avait été placé à chacune des pièces. Quelques jours après, le 21ᵉ corps était au feu : il soutenait intrépidement cette dure retraite sur Vendôme, marquée par des combats de chaque jour; il avait enfin l'honneur après la bataille du Mans, où il maintenait énergiquement ses positions, de tirer le dernier coup de canon, et de terminer la campagne de l'armée de la Loire par un succès : *Sillé le Guillaume*.

ORDRE DE BATAILLE DU 21ᵉ CORPS

Commandant : Général Jaurès.

Chefs d'état-major { Général Loysel. / Lieutenant-colonel Magnan.

Commandant l'artillerie : Colonel Suter.

Commandant le génie : Colonel d'Endeville.

1ʳᵉ DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant : Général Rousseau.

1ʳᵉ *brigade.*

Commandant : Lieutenant-colonel Roux.

58ᵉ de marche.
1 bataillon mobiles Loire-Inférieure.
1 bataillon mobiles des Deux Sèvres.
1 bataillon mobilisés de la la Sarthe.

2ᵉ *brigade.*

Commandants successifs { Lieutenant-colonel de cavalerie de Villars. / Colonel Etienne.

90ᵉ mobiles (Corrèze, Sarthe).
1 compagnie du 26ᵉ de ligne.
13ᵉ chasseurs à pied.
1 bataillon mobilisés de la Sarthe.

CAVALERIE (1ᵉʳ hussards, 11ᵉ chasseurs, 6ᵉ dragons : 350 sabres.)

ARTILLERIE : 2 batteries de 4 (*approvisionnées* à 160 coups par pièces), et 6 mitrailleuses (326 coups par pièce).

GÉNIE : Une compagnie.

FRANCS-TIREURS : Volontaires de la Dordogne. — Phalange niçoise. — Eclaireurs de la Sarthe. — Eclaireurs à cheval.

nos troupes, mais l'ennemi renforcé se porte sur Messas et Beaumont, et, après un assez vif engagement, notre droite prend position plus en arrière. Au centre, la 1re division du 17e corps refoule les Bavarois jusqu'au grand Châtre.

Cette vaste reconnaissance, opérée sur toute notre ligne, indique une bataille prochaine, le général Chanzy prend aussitôt ses dispositions : l'amiral Jauréguiberry est appelé à prendre le commandement de l'aile droite, composée de la 1re et de la 2e divisions du

2e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant : Général Colin.

1re brigade.

Commandants successifs { Lieutenant-colonel de la Marlière. Lieutenant-colonel Barilles.

10e bataillon de marche d'infanterie de marine.
6e bataillon des mobiles d'Ille-et-Vilaine.
63e régiment de mobiles (Eure-et-Loir).
4e bataillon de mobiles d'Eure-et-Loir.
56e de marche.
4e bataillon mobilisés de la Sarthe.

2e brigade.

Commandant : Lieutenant-colonel des Moutis.

9e bataillon d'infanterie de marine.
1 détachement du 41e de ligne.
39e de marche.
49e mobiles (Orne).
1 bataillon de mobilisés de la Sarthe.

CAVALERIE : Un escadron du 6e dragons de marche.

ARTILLERIE : deux batteries de 4 (164 coups par pièce), une batterie mitrailleuses (326 coups par pièce).

GÉNIE : Une compagnie.

FRANCS-TIREURS : Francs-tireurs du Gard. — Guérilla de la Seine. — Eclaireurs de Mamers. — Francs-tireurs de la Sarthe et d'Argentan.

3e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant : Général de Villeneuve.

1re brigade.

Commandant : Lieutenant-colonel Stefani.

6e bataillon de marins.
15e mobiles (Calvados).
78e mobiles (Vendée, Lot-et-Garonne, Gironde).
1 bataillon de mobiles du Finistère.

2e brigade.

Commandant : capitaine de frégade du Temple.

3e bataillon de marins.
30e de mobiles (Manche).
92e de mobiles (Manche et Calvados).
1 bataillon de mobilisés de la Sarthe.

CAVALERIE : 2 escadrons 6e dragons de marche.

ARTILLERIE : Deux batteries de 4 (164 coups par pièce), une batterie mitrailleuses (326 coups par pièce).

GÉNIE : Une compagnie.

FRANCS-TIREURS : Francs-tireurs d'Eure-et-Loir, des Alpes-Maritimes. — Eclaireurs de la Ferté-Macé.

16e corps (la 2e division, général Barry, était dispersée au delà de Mer, et ne pouvait prêter qu'un faible concours), de la 1re division du 17e corps, et de la colonne du général Camô. A Mer, le colonel Bayle a l'ordre de surveiller la rive gauche, d'établir au besoin des batteries pour contre-battre l'artillerie de la 25e division allemande, de faire sauter le pont à la dernière extrémité, enfin de soutenir les francs-tireurs de Foudras, qui se trouvent sur l'autre rive.

4e DIVISION (*Corps de Bretagne*).

Commandant : Capitaine de frégate Goujard.

1re brigade,
- 6e bataillon mobilisés (Loire-Inférieure).
- 1er bataillon du 62e.
- 1 bataillon du 97e.
- 1 bataillon mobilisés (Ille-et-Vilaine).
- 1 détachement des 25e et 86e de ligne.

2e brigade,
- 1 bataillon du 19e de ligne.
- 2 bataillons de mobiles (Mayenne).
- 1 détachement de la légion étrangère.
- 1 bataillon mobilisés (Morbihan).
- 1 bataillon de mobiles (Loire-Inférieure).

ARTILLERIE
- 1 batterie de 12.
- 14 pièces de montagne.
- 5 mitrailleuses.

GÉNIE AUXILIAIRE : 400 hommes.

CAVALERIE : 140 cavaliers.

DIVISION DE CAVALERIE.

Commandant : Général Guillon.

1er hussards de marche.
3e régiment de cavalerie légère.
8e régiment de hussards.
8e cuirassiers de marche.

RÉSERVE :

Commandant : Capitaine de frégate, Zédé.

4e bataillon de fusiliers marins.
5e bataillon de fusiliers marins.
1er bataillon de mobiles du Gard.
6e bataillon mobiles Côtes du Nord.
1er bataillon volontaires de l'ouest.
3e bataillon volontaires de l'Ouest.

CAVALERIE : 1 escadron du 5e hussards de marche.

GÉNIE : 2 compagnies.

RÉSERVE D'ARTILLERIE : 3 batteries de 8 (149 coups par pièce), 2 batteries de 4 (164 coups par pièce), 1 batterie de 7 (210 coups par pièce), 1 batterie de 12 (72 coups par pièce),

PARC DE CORPS D'ARMÉE : 6 détachements.

Le parc possède :

3,320 coups pour 4.
1,156 coups pour 12.
852 coups pour 8.
1,512 coups pour mitrailleuses.

ARMEMENT : Chassepots (les deux tiers), Sniders, Enfields, fusils à tabatière, fusils à percussion.

EFFECTIFS : Environ 37 à 38,000 hommes (a)

(a) Cette situation est celle de la fin de la guerre.

Le 8, vers huit heures du matin, l'action s'engage sur notre gauche. La 22e division prussienne se porte sur Villermain, d'Ouzouer-le-Marché : la division Colin du 21e corps, maintient énergiquement ses positions, et le grand-duc de Mecklembourg, jugeant sans doute son front trop étendu, donne l'ordre à la 22e division d'appuyer sur sa gauche, et de se diriger sur Cravant, en laissant la 4e division de cavalerie à la droite allemande. De ce côté, le combat ne prend pas d'extension : les troupes du 21e corps, le 49e régiment de mobiles notamment, repoussent toutes les tentatives de l'ennemi (1).

Mais, au centre et à l'aile droite, la lutte va prendre une toute autre importance. De Grand Châtre, le 1er corps bavarois s'avance, la 1re division à l'ouest, la 1re brigade à droite, la 2e à gauche, tandis que la 2e division marche à l'est de Grand Châtre, la 3e brigade en première ligne, la 4e en réserve. La brigade de cuirassiers est à droite de la 1re division. La 2e division bavaroise a pour objectif le Mée. A notre extrême droite, enfin, la 17e division prussienne va se porter un peu plus tard par Messas sur Vernon.

De notre côté, la 1re division du 17e corps, bien enlevée par le général Roquebrune, aborde résolûment les hauteurs de Villechaumont où se place notre artillerie, tandis que plus à gauche un bataillon du 51e emporte Cernay. Sur l'ordre du général Chanzy, la 1re division poursuit jusqu'à Beaumont, que défendent deux bataillons du 13e régiment bavarois. Sous le feu des batteries ennemies, nos troupes hésitent, puis reculent, malgré l'appui que leur prête le général Deplanque avec la 1re division du 16e corps. La 2e division bavaroise se porte aussitôt en avant : la 4e brigade est à l'ouest de Beaumont, la 3e marche sur la route de Cravant à Beaugency, tandis qu'un bataillon du 3e régiment s'empare de Mée. L'élan des Bavarois s'arrête à la route ; à peine quelques tirailleurs peuvent-ils remonter les pentes de Villechaumont et s'abriter dans les vignes. A une heure et demie, l'ennemi, assailli par nos obus, recule et cède la route, mais la 2e brigade arrive de Beaumont, l'artillerie de réserve prend position. A l'aile droite (allemande) se trouvent deux batteries, trois batteries plus à gauche, trois au sud de Beaumont, trois plus à gauche, enfin deux vers le Mée : soit treize batteries sur l'espace qui s'étend entre Cravant et le Mée. « Malgré cela, dit l'historien bavarois que nous avons déjà cité, la situation n'était pas brillante. A deux heures et demie la 1re brigade s'était avancée sur le front, pour soutenir l'attaque contre Villechaumont... *deux compagnies étaient* la seule réserve du corps ! »

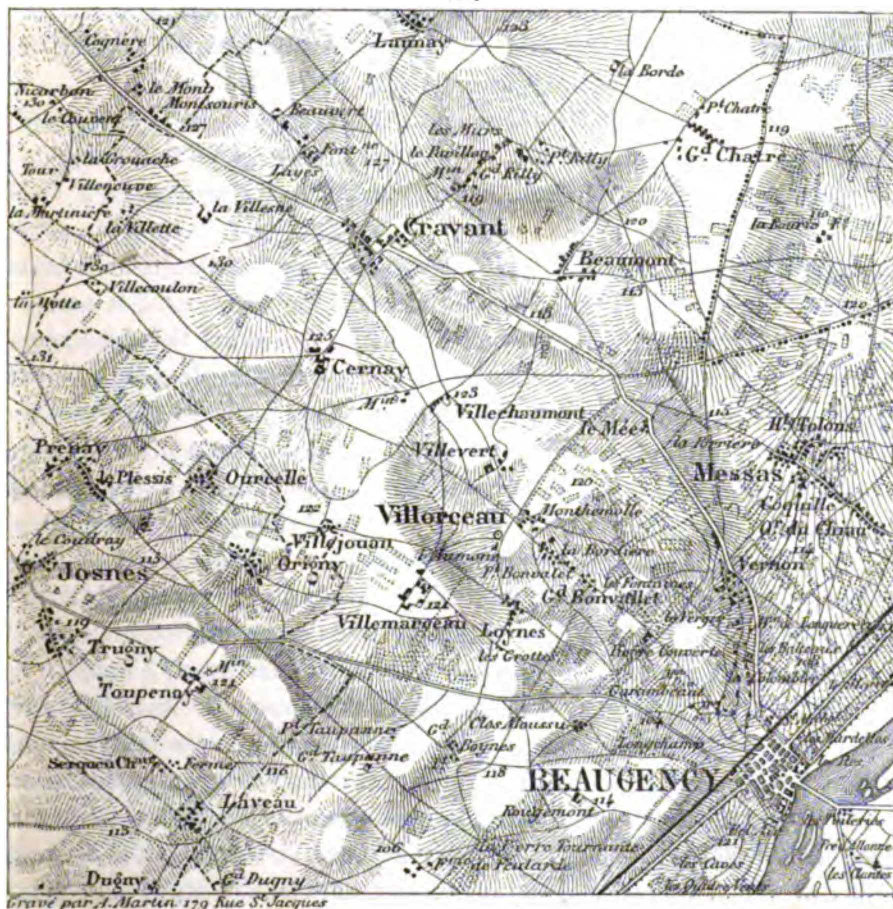
Malheureusement, sur notre gauche, la 2e division du 17e corps échouait dans une tentative contre Cravant. Après son attaque du matin sur Villermain, la 22e division prussienne s'était portée sur Montigny, puis sur Cravant, qu'elle occupait. Vers trois heures, le général Chanzy donne l'ordre de reprendre la position. Le feu de notre artillerie prépare l'attaque, et oblige même deux batteries à se retirer à 800 pas en arrière ; mais le 51e de

(1) Pendant toute la durée de la lutte, le général Jaurès eut conscience qu'une vigoureuse offensive poussée par le 21e corps sur notre gauche, pouvait créer à l'ennemi de sérieuses difficultés. Il ne cessa jusqu'au 10 décembre de réclamer l'autorisation de *foncer*; à cette date le général Chanzy lui écrivait : «... L'attaque n'est pas encore possible avec vigueur. Il pourrait se faire que l'ennemi tente le même mouvement qu'hier soir, pour tourner notre droite, j'y porte toute mon attention. » Il suffit de se reporter à l'ouvrage du général Chanzy pour s'expliquer les hésitations du commandant en chef, à prendre vigoureusement l'offensive «... Nous avions eu affaire, écrit-il, à des forces très-considérables commandées par le prince Charles lui-même... Il y avait là quatre corps d'armée allemands, *sans compter* les Bavarois du général de Tann. » On comprend que le général Chanzy croyant avoir affaire à de telles forces, ait hésité à prendre l'offensive.

marche, soutenu par le 10ᵉ bataillon de chasseurs, ne peuvent s'emparer de Cravant, que défendent les 94ᵉ et 83ᵉ régiments prussiens, avec le 9ᵉ bataillon de chasseurs bavarois. A la suite de cet échec, les 2ᵉ et 3ᵉ divisions du 17ᵉ corps français cèdent le terrain, abandonnent Cernay, et laissent ainsi découverte la gauche de la 1ʳᵉ division, qui dispute vivement le terrain à Villechaumont.

BATAILLE DE VILLORCEAU-JOSNES

NORD



Échelle de $\frac{1}{80000}$

Les Bavarois profitent aussitôt de ce succès; leurs troupes se jettent en avant sur notre centre, et, après une vive résistance, nous rejettent dans la direction de Villevert. Mais la division du 16ᵉ corps se porte au secours du 17ᵉ, et l'offensive est vigoureusement reprise au centre et à droite. Lentement, nos soldats avancent sur ce terrain obstinément défendu. Vers quatre heures et demie enfin, Villechaumont est à nous, puis la route; plus à droite, le général Deplanque, soutenu par deux batteries placées à l'est de Villorceau, s'empare de

Mée. Sous le feu de nos pièces, les quatre batteries bavaroises placées au sud de Beaumont se retirent.

La nuit met fin au combat.

De ce côté donc, la victoire est complète. Malheureusement, sur notre droite, les troupes du général Camô n'ont pas tenu, et ont cédé Messas et Vernon à la 17ᵉ division prussienne, partie vers midi et demie de Foinard.

Malgré cette défaillance, le succès n'était pas douteux. « Les pertes du 1ᵉʳ corps, écrit l'auteur allemand souvent cité, le premier jour de la bataille de Beaugency, furent très-sensibles et sans proportions avec le faible effectif des troupes et des officiers. La 2ᵉ division souffrit surtout beaucoup : la 3ᵉ brigade, qui comptait 590 officiers et 2,466 hommes, perdit 170 officiers et 365 hommes; la 4ᵉ brigade, pour une force de 66 officiers et de 2,603 hommes, eut 32 officiers et 418 hommes hors de combat. »

La victoire, de notre côté, avait été chèrement achetée. Le général Deflandre, commandant la 3ᵉ division du 17ᵉ corps, avait été mortellement blessé.

Dans la nuit, sur l'ordre du général Chanzy, Cernay était repris par la 2ᵉ division du 17ᵉ corps.

Malheureusement, la déroute s'était mise à l'extrême droite, tandis que nous étions vainqueurs au centre. Le général Camô avait abandonné Beaugency, aussitôt occupé par la 17ᵉ division prussienne, et, à quatre heures du matin, le général Barry télégraphiait de Mer au général Chanzy : « La colonne Camô est en pleine déroute. Je n'ai pas un homme, je n'ai pas de division. Pour n'être pas pris par l'ennemi, je me retire sur Blois. »

Cette panique nous avait coûté cinq canons pris par l'ennemi sans combat; enfin, dans la nuit, nos avant-postes s'étaient laissé surprendre à Villechaumont par quelques tirailleurs du 10ᵉ régiment bavarois, qui étaient parvenus à occuper le village.

Une seconde bataille était donc nécessaire.

La retraite de la colonne Camô laissant notre droite sans soutien, le général Chanzy prescrit au général Deplanque de faire reculer la 1ʳᵉ division du 16ᵉ corps. Notre ligne de bataille doit passer par les points suivants : de la Loire, vers le ravin de Tavert, à Toupenay, Poisly Ourcelle et la Motte. Pour dissimuler ce mouvement à l'ennemi, la 1ʳᵉ division du 17ᵉ corps se porte sur Villechaumont et le Mée, sous la protection de trois fortes batteries, au sud de Cernay, à l'est d'Ourcelle et au nord de Villejouan. Les Bavarois, surpris par cette attaque, « alors qu'ils comptaient avoir à nous poursuivre, » demandent du renfort à Beaumont, et placent une batterie de neuf pièces sur la hauteur, entre Villechaumont et le Moulin. Au bout d'un instant, il faut retirer cette batterie du combat : elle ne compte plus que 2 sous-officiers et 12 hommes.

Mais, sur la demande du général commandant la 2ᵉ division bavaroise, de Pappenheim, le général von Wittich envoie quelques bataillons de la 22ᵉ division prussienne : un bataillon du 32ᵉ, deux du 95ᵉ, et deux batteries viennent soutenir les Bavarois.

Le général de Roquebrune arrête alors l'offensive de la 1ʳᵉ division du 17ᵉ corps, et prend des positions plus en arrière, de façon à se relier à la 1ʳᵉ division du 16ᵉ corps sur sa droite. L'ennemi se porte aussitôt en avant, et occupe Villevert, qu'il trouve évacué.

Sur la gauche de la 2ᵉ division du 17ᵉ corps, la 2ᵉ division a cédé du terrain : elle a abandonné Cernay aux troupes du général von Wittich, et a reculé jusqu'à Villejouan.

Plus à l'ouest enfin, séparée de la 2ᵉ division par la 22ᵉ division prussienne, la 1ʳᵉ division

d'infanterie bavaroise combat, avec l'aide de la 4ᵉ division de cavalerie, contre la 3ᵉ division du 21ᵉ corps. Beauvert et Layes sont successivement occupés par le 9ᵉ bataillon de chasseurs et un bataillon du 11ᵉ régiment bavarois. Nos troupes reprennent promptement l'offensive, en se portant sur Beauvert et Layes, tandis que quelques escadrons du 21ᵉ corps remontent à Villermain. L'ennemi, redoutant aussitôt un mouvement tournant sur sa droite, appelle à son aide la 1ʳᵉ brigade restée à Grand-Châtre. Les batteries de réserve s'avançent à Launay.

A notre extrême droite, la 17ᵉ division, après s'être massée derrière la crête qui va de Loynes à Beaugency, s'était dirigée sur le ravin de Tavers. Attaquée par la brigade Bourdillon, du 16ᵉ corps, et des troupes du 17ᵉ corps, la brigade allemande de Kottevitz subit des pertes cruelles : les 75ᵉ et 76ᵉ régiments hanséatiques furent définitivement rejetés du ravin.

Pendant qu'avait lieu cette action, la 34ᵉ brigade de la 17ᵉ division prussienne appuyait dans la direction de Villemarceau, et parvenait à gagner du terrain. A quatre heures de l'après-midi, elle occupait la ligne Villemarceau, les Grottes-Boynes, ferme de Feulard.

Au centre, le général von Wittich avait porté un bataillon du 32ᵉ et deux du 95ᵉ sur Villejouan. Cette colonne, après avoir culbuté le 51ᵉ de marche, avait abordé Origny, et s'en était emparé.

A la nuit, l'ennemi tenait les positions suivantes : la 2ᵉ division de cavalerie à le Bardon ; la 4ᵉ vers Baccon ; du 1ᵉʳ corps bavarois, la 1ʳᵉ brigade vers Launay, la 2ᵉ brigade au Grand et Petit-Rilly ; la 3ᵉ brigade au Grand et au Petit-Châtre ; la 4ᵉ à Beaumont ; la brigade des cuirassiers à les Fontaines ; la réserve d'artillerie à Thorigny ; la 22ᵉ division à Cravant, Cernay, Villejouan, Origny et Villemarceau. Les avant-postes de la 17ᵉ division s'étendaient par les Grottes Clos-Moussu jusqu'à la Loire.

Un ordre du prince Frédéric-Charles, transmis au grand-duc de Mecklembourg, prescrivait de se reposer le 10 décembre. Du moment, en effet, que la deuxième armée allemande s'avançait à marches forcées vers Beaugency, il fallait faire traîner la lutte, pour donner le temps aux troupes prussiennes d'arriver.

Le plan adopté par le prince consistait à concentrer les 3ᵉ et 10ᵉ corps sur la route de Beaugency, tandis que le grand-duc occuperait la route au nord de la forêt de Marchenoir, par Ouzouer-le-Marché, vers Morée. Le commandant de la deuxième armée espérait gagner de vitesse le général Chanzy, et l'attaquer au moment où il se mettrait en retraite pour défendre le passage du Loir. Mais, l'offensive ne pouvait être utilement reprise que le 14 décembre. Le 10, à six heures du matin, les troupes françaises continuent le combat.

Sur l'ordre du commandant en chef, la 2ᵉ division du 17ᵉ corps porte un détachement sur Origny et s'en empare. En même temps, le colonel de Jouffroy, qui remplace le général Deflandre à la tête de la 3ᵉ division, aborde Villejouan. Les Bavarois sont repoussés jusqu'au moulin, près de Villechaumont. La 17ᵉ division prussienne reçoit, vers midi, l'ordre de s'avancer de Villemarceau et des Grottes sur les deux villages ; elle est soutenue par deux batteries du 10ᵉ corps ; après un vif engagement, l'ennemi s'empare de Villejouan et d'Origny, mais ne pousse pas à fond. Le 51ᵉ de marche parvient à se maintenir dans quelques maisons, et jusqu'à la nuit, les tirailleurs échangent des coups de feu.

Sur notre gauche, les troupes du 21ᵉ corps sont vigoureusement engagées. La 1ʳᵉ brigade bavaroise, déjà en route pour gagner Orléans, prend position, moins quelques fractions,

à Launay, où se trouvent trois batteries. La 2e brigade, concentrée le matin au sud du grand Rilly, se porte sur Beauvert et Layes. Quelques troupes de dépôt, arrivées dans la nuit, se placent au nord de Beauvert. En outre, la 3e brigade et la réserve d'artillerie sont appelées pour protéger la droite allemande contre un mouvement tournant du 21e corps.

A Villermain, une brigade de la division Guillon se maintient énergiquement sous le feu de l'artillerie allemande, et les fusiliers marins, appuyés par deux bataillons de mobiles, enlèvent le village de Poisiaux, tandis que la 2e division du 17e corps tient le château de Coudray.

Des deux côtés, la lassitude est extrême; les troupes, épuisées par les marches et les combats des journées précédentes, semblent incapables d'un nouvel effort : seule l'artillerie poursuit le combat jusqu'à la nuit, principalement sur notre gauche.

A la suite de ce dernier combat, le général Chanzy, menacé sur son flanc droit, informé de l'arrivée prochaine de la 2e armée allemande, ordonna la retraite.

Durant ces quatre journées, les troupes de la 2e armée de la Loire avaient bravement tenu contre un ennemi, inférieur en nombre sans doute, mais pourvu d'une artillerie supérieure (208 pièces) et sûr d'être soutenu. Nos pertes n'ont pas été exactement relevées, celles de l'ennemi étaient considérables :

22e division.	22 officiers. . . .	787 hommes.
17e »	26 »	493 »
1er corps bavarois. .	88 »	1,986 »
Total. .	136	3,266 (1).

Le 11 décembre, à dix heures du matin, commença la retraite de l'armée française pivotant sur sa gauche. L'ennemi ne s'aperçut qu'assez tard du mouvement; il mit à notre poursuite le 10e corps, mais, aucun engagement sérieux n'eut lieu. Le 11, au soir, la 2e armée de la Loire était établie d'Avaray à Seris, Concriers, Moret, Bourrichard; le 21e corps occupant ses positions de la veille, à l'exception de la 2e division, plus rapprochée du 17e corps. Le 13, après une marche pénible, les troupes étaient concentrées sur le Loir, aux environs de Vendôme, le 16e corps formant l'aile droite, le 21e l'aile gauche.

II

Deux raisons avaient surtout déterminé à la retraite le général Chanzy : l'inaction de la 1re armée, réunie à Bourges, sous le commandement du général Bourbaki; la marche du 9e corps allemand sur Blois.

(1) L'historien allemand auquel nous empruntons ces chiffres, nous donne encore « la récapitulation des pertes subies en décembre par le 1er corps bavarois » :

Combat de Villepion (1er décembre), ...	37 officiers,	802 hommes
Bataille de Bazoches (Loigny) (2 décembre). . .	100 »	2,203 »
Bataille d'Artenay (3 décembre).	3 »	20 »
Bataille d'Orléans (4 décembre).	9 »	301 »
Combat de Meung (7 décembre)	8 »	94 »
Bataille de Beaugency (8-9-10 décembre).	85 »	1,986 »
TOTAL.	245 offic.	5,506 hommes.

Menacé par des forces qu'il croyait supérieures, le commandant en chef de la 2ᵉ armée avait énergiquement insisté, par dépêches et de vive voix, auprès de M. Gambetta venu à Josnes le 9 décembre, pour obtenir le concours des 15ᵉ, 18ᵉ et 20ᵉ corps.

Il télégraphiait le 10 au soir :

« Le mouvement qu'il est possible et indispensable de faire pour rétablir, coûte que coûte, notre situation, est le suivant : marcher de Bourges sur Vierzon, pousser le gros de la 1ʳᵉ armée par Romorantin sur Blois, prendre position entre la Loire et le Cher, pour intercepter les communications de l'ennemi entre Orléans et son armée engagée sur Tours, de façon à couper cette dernière de sa base d'opérations. Si ce mouvement se fait, je me charge de tenir sur la rive droite de la Loire. »

« En effet, écrit le capitaine de Goltz, cela eût fort embarrassé le prince Frédéric-Charles si, au moment où pour obéir à des ordres supérieurs, il marchait contre Chanzy vers l'ouest, l'armée de Bourbaki eût repris la lutte sur son flanc gauche. »

Mais, le général Bourbaki n'avait pas la moindre confiance dans ses troupes. Quelques jours auparavant, le 5 décembre, il avait résisté, et non sans raison, à un ordre du ministre, d'ailleurs aussitôt rapporté, qui lui prescrivait d'arrêter le mouvement de la 1ʳᵉ armée sur Gien et de se porter vers Melun, pour donner la main au général Trochu dans la forêt de Fontainebleau. Cette fois encore, il déclara qu'il ne commandait plus « qu'à un troupeau d'hommes démoralisés, réduits à la misère et au marasme », et il ajoutait que l'ennemi avait devant lui 200,000 hommes (1). Et à ce moment même, grâce à la résistance du général Chanzy, le prince Charles abandonnait le mouvement sur Bourges. Que fût-il donc arrivé si le commandant de la 2ᵉ armée estimant, lui aussi, que ses troupes étaient démoralisées, avait cédé le terrain devant le grand-duc de Mecklembourg ? Quelle résistance aurait faite le général Bourbaki devant le prince Frédéric-Charles conduisant devant Bourges la 2ᵉ armée?

Pour expliquer ce contraste entre les deux armées françaises, on a dit, et cette explication a été répétée dans les rapports de la commission d'enquête, que le 15ᵉ corps avait eu à supporter, en réalité, tout l'effort de l'ennemi devant Orléans. Il y a là une injustice manifeste envers le 16ᵉ corps : dans les deux journées des 1ᵉʳ et 2 décembre, le 16ᵉ corps avait perdu trois ou quatre fois plus de monde que le 15ᵉ corps, engagé partiellement autour d'Orléans. D'ailleurs, le 18ᵉ et le 20ᵉ corps n'avaient pas sérieusement combattu depuis le 28 novembre, à Beaune-la-Rolande.

Devant l'insistance du général Chanzy écrivant : « Ma position est des plus critiques, et vous pouvez me sauver », le général Bourbaki déclara cependant qu'il allait se porter sur Vierzon et Villefranche. Le mouvement commença le 12 décembre ; Vierzon fut facilement occupé sans combat, mais la résolution du commandant en chef de la 1ʳᵉ armée dura peu, l'état de ses troupes ne lui parut pas rendre possible une marche vers l'ennemi, et le 16 il battit en retraite.

A cette date, pourtant, il ne pouvait rencontrer devant ses trois corps d'armée des forces bien redoutables, toute l'armée du prince Charles était à la poursuite du général Chanzy.

(1) « La 14ᵉ brigade de cavalerie, écrit le capitaine de Goltz, dut rester à Vierzon et à Salbris, répandre le bruit de la marche de nombreuses troupes sur Bourges, tromper Bourbaki, et en lui cachant le plus longtemps possible le mouvement de Frédéric-Charles vers l'ouest, permettre à celui-ci d'agir librement contre Chanzy. » La 14ᵉ brigade ne réussit que trop bien dans sa mission.

Tandis que la 2e armée de la Loire luttait à l'ouest de Beaugency, le 9e corps allemand, descendant la Loire sur la rive gauche, continuait à marcher sur Blois. La ville était couverte par la division Maurandy, du 16e corps qui avait, après la retraite d'Orléans, continué sa retraite jusqu'à Mer. En outre, le général Peytavin se trouvait de ce côté avec quelques débris de sa division du 15e corps. Il était donc possible d'organiser la défense. A la suite d'un conseil de guerre, le parc de Chambord fut solidement occupé par la 2e brigade du général Maurandy et les francs-tireurs Lipowski. Leur chef était malheureusement absent, et remplacé par le capitaine La Cécilia. Le 9, l'ennemi entra brusquement dans le parc; nos troupes, surprises, ne tinrent pas, et s'enfuirent dans toutes les directions, abandonnant cinq canons.

A la suite de cette déroute, le général Barry, qui venait d'arriver à Blois, fit sauter le pont, et s'efforça de rallier quelques soldats; le 10, il repoussa une sommation de l'ennemi, arrivé sur l'autre rive, au faubourg Vienne, et fit tirer sur les batteries allemandes; mais, dans la nuit du 11 au 12, il fut instruit de la retraite du général Chanzy sur Vendôme. Craignant alors d'être attaqué à la fois sur les deux rives, le général Barry se retira sur Saint-Amant, où il arriva dans la nuit du 12 décembre, et d'où, vers le 16, il rejoignit la 2e armée de la Loire (1).

III.

Le 9 décembre, le prince Frédéric-Charles, avait arrêté le mouvement de la 2e armée allemande sur Bourges, pour rejoindre et combattre le général Chanzy. A cette date, ses troupes occupaient les positions suivantes :

Le 3e corps et la 1re division de cavalerie étaient sur la Haute-Loire, avec avant-garde à Cosne. Une division détachée du 10e corps était à une journée de marche au sud d'Orléans, avec l'artillerie; la 6e division de cavalerie se trouvait à Vierzon.

Le 10 décembre, la 6e division de cavalerie ne laissa qu'une brigade à Vierzon et Salbris, et rejoignit le 9e corps par Romorantin et Contres. A Gien, le 3e corps se mit en marche, à l'exception d'un faible détachement d'observation.

Le 13, toutes les troupes allemandes devaient se trouver réunies et avoir leurs emplacements.

La fraction d'armée du grand-duc (2) sur la route d'Ouzouer-le-Marché à Binas, la 4e division de cavalerie au nord, la 2e au sud de la forêt de Marchenoir.

Vers Beaugency, avec avant-garde à Mer, le 10e corps.

Le 3e, avec la 1re division de cavalerie, vers Beaumont et Cravant.

La 6e division de cavalerie, moins la 14e brigade, à Contres.

(1) A la nouvelle de la marche du 9e corps allemand sur Blois, la délégation avait abandonné Tours, et s'était transportée à Bordeaux.

(2) Sur l'ordre du prince Frédéric-Charles, le 1er corps bavarois dont l'effectif était fort diminué, avait été désigné pour tenir garnison à Orléans. A la demande du grand-duc, cependant, une brigade bavaroise fut laissée comme réserve avec 6 batteries.

Mais, la retraite du général Chanzy vint modifier toutes ces dispositions. Le prince Charles estima qu'avec ses troupes fatiguées il ne pouvait obtenir de succès décisif qu'à la condition de prendre le temps de reformer et de concentrer son armée. En conséquence, le 12 décembre, il adressa de Beaugency aux chefs de corps les instructions suivantes :

« Le grand-duc s'arrêtera à Tally-Château ; le 10e corps à Mer. Ils enverront des avant-gardes observer l'ennemi, mais ne s'engageront pas. Le 10e corps attaquera sur un large front les Français qui occupent toujours Blois, et le 9e corps appuiera cette attaque, aussitôt qu'il le pourra, de la rive gauche de la Loire. Le 3e corps poussera jusque sur les hauteurs de Beaugency, avec son arrière-garde et ses bagages, au moins à hauteur de Meung. La 6e division de cavalerie demeurera à Contres, Vierzon et Salbris, et, le 14 décembre, se rapprochera du 9e corps. »

Le 13 au matin, ces ordres furent complétés :

Le général Voigts-Rhetz fut, sur sa demande, autorisé à marcher sur Blois avec tout le 10e corps ; le grand-duc reçut l'ordre de se diriger le 14, avec son aile gauche, sur Oucques, et, avec la droite, sur Morée.

Le mouvement du 10e corps, combiné avec celui du 9e, obligea le général Barry à évacuer Blois, comme nous l'avons dit, et à se replier sur Saint-Amant.

Toutes ces marches avaient épuisé les Allemands. « Le relâchement, écrit le capitaine Goltz, commençait à s'introduire dans l'armée. Le général Hartmann, commandant la 1re division de cavalerie, écrivait : « Sur tout l'espace de Cravant à Marchenoir, par Josnes, j'ai rencontré une grande quantité d'hommes de nos différents corps, détachements, bagages ou colonnes, entre autres deux colonnes de munitions arrivées pour la 22e division d'infanterie. »

Dans la journée du 13, la 17e division avait poussé son avant-garde jusqu'à Épiais et Saint-Gemmes ; le gros des troupes à Oucques ; la 22e division se trouvait près de Maves, avec son avant-garde à Conau et Rhodon. De la deuxième armée, le 10e corps restait à Blois ; le 3e se portait sur Maves.

Les troupes françaises étaient, le 13 décembre au soir, ainsi placées aux environs de Vendôme : A droite, le long de la Houzée, le 1re division du 16e corps repliait sa droite jusque sur la route de Blois, par Malignas et la ferme de Villemalin ; les troupes du général Camô avaient leur centre à Sainte-Anne, la droite repliée vers le Loir ; la cavalerie du 16e corps avait passé la rivière à Vendôme, et se tenait auprès de Courtiras. Sur la rive droite, la 1re division du 17e corps s'étendait des Tuileries au Poirier, défendant la route de Villetrun et le pont de Meslay ; les deux autres divisions du 17e corps dominaient la vallée du Loir, de la Haie de Champs à Pezou ; la cavalerie se tenait à la Ville-aux-Clercs ; le 21e corps, échelonné de Pezou à Saint-Hilaire, avait sa 1re division à Saint-Hilaire, la 2e à Mont-Henry, la 3e à hauteur de la ferme de Plessis, avec une brigade détachée au vieux château qui domine Freteval, et un bataillon à la gare. Enfin, la division de Bretagne du général Goujard se tenait à Cloyes.

Le 14 décembre, des détachements de la 17e division prussienne se heurtent à Morée et à Freteval aux troupes du 21e corps. Les Prussiens trouvent Morée inoccupé ; mais les batteries françaises établies sur les hauteurs canonnent vigoureusement l'ennemi, en même temps que le général Rousseau, passant le pont Saint-Hilaire, gravit les hauteurs de la rive gauche avec le 13e bataillon de chasseurs, le bataillon de mobiles de l'Aude, quatre compa-

gnies du 58ᵉ et des francs-tireurs; après un engagement de peu d'importance, nos troupes restent sur leurs positions, avec une perte de 92 hommes hors de combat.

A Freteval, l'action est plus sérieuse : vers onze heures et demie, les fusiliers marins placés sur les hauteurs de la rive gauche, sont obligés de se replier sur la gare de Freteval : trois bataillons prussiens pénètrent dans le village, et attaquent la gare défendue par des marins et des mobiles de la Loire-Inférieure. Devant la résistance des Français, les Allemands doivent bientôt renoncer à gagner du terrain, et le feu du chassepot les oblige à reculer leurs batteries. Témoin de ce mouvement de retraite, le général Jaurès prescrit au colonel du Temple, qui commande la seconde brigade de la 3ᵉ division du 21ᵉ corps, de reprendre le village de Freteval. Quatre compagnies de marine se jettent sur les Allemands, qu'elles ne peuvent entamer, et se retirent après avoir perdu une centaine d'hommes. De son côté, l'ennemi laissait à terre 5 officiers et 135 hommes. Le soir même, le général Von Treskow adressait au prince Frédéric-Charles la lettre suivante : « L'infanterie, dans Freteval, n'en peut plus, et je n'ai pas pu la relever, parce que l'entrée du village est complétement battue par le feu de l'ennemi, posté dans la gare; les hommes sont trempés d'eau; beaucoup ont laissé leurs bottes enfoncées dans le sol détrempé; le nombre des malades est très-grand. Sitôt qu'on s'avise de quitter les routes, on enfonce jusqu'aux genoux dans la boue. L'artillerie ne peut pas quitter les routes. Les fusils sont détériorés par la pluie et les neiges incessantes de ces derniers jours, au point de mettre leur fonctionnement en question. Il y a des compagnies dans lesquelles quarante hommes ont perdu leur chaussure dans la marche d'aujourd'hui. Tout cela me porte à me demander si l'infanterie de la division sera en état de combattre demain. »

Le même jour, le commandant en chef de la 2ᵉ armée allemande était informé par des dépêches de Versailles, de Chartres et d'Orléans, que « 25,000 hommes de troupes françaises, venues on ne sait d'où, occupaient Châteaudun. » Il ne s'agissait, en réalité, que d'une reconnaissance du général Goujard, qui commandait notre extrême-gauche.

Durant la nuit du 14 au 15, le général Von Treskow jugeant, à la résistance qu'il avait éprouvée devant Freteval, que l'action pourrait bien reprendre avec une nouvelle vigueur, concentra toute sa division aux environs de cette position, ne tenant que faiblement le village, qui ne paraissait pas susceptible d'une sérieuse résistance. Au point du jour, sur l'ordre du général Jaurès, le pont de bois qui pouvait livrer passage à l'ennemi fut brûlé, malgré une vive fusillade partant des mamelons que domine la tour de Freteval.

Le 15 au matin, les troupes allemandes se trouvaient :

1° A l'extrême-droite, ne faisant pas corps avec l'armée, mais opérant pour le moment avec elle, la brigade de cavalerie Bredow à Bonneval et Brou, menaçant Châteaudun ;

2° La 17ᵉ division d'infanterie vers Morée et Freteval; la 22ᵉ vers Oucques et Épiais, Saint-Gemmes, Villeneuve, Frouville; le détachement bavarois, attaché au grand-duc vers Viévy-le-Rayé; la 4ᵉ division de cavalerie à Moisy et Boisseau; la 2ᵉ division de cavalerie à Pesay-Château et Oucques;

3° Du 3ᵉ corps, la 5ᵉ division vers Mer, la 6ᵉ vers Maves;

4° Du 10ᵉ corps, la 19ᵉ division vers Ménàrs et Blois; la 20ᵉ à Blois, poussant des détachements vers Herbault et la Chapelle-Vendomoise;

5° Du 9ᵉ corps, la 18ᵉ division à Saint-Gervais et Vienne; la 25ᵉ à Blois, avec détachement à Condé et vers les Moutils;

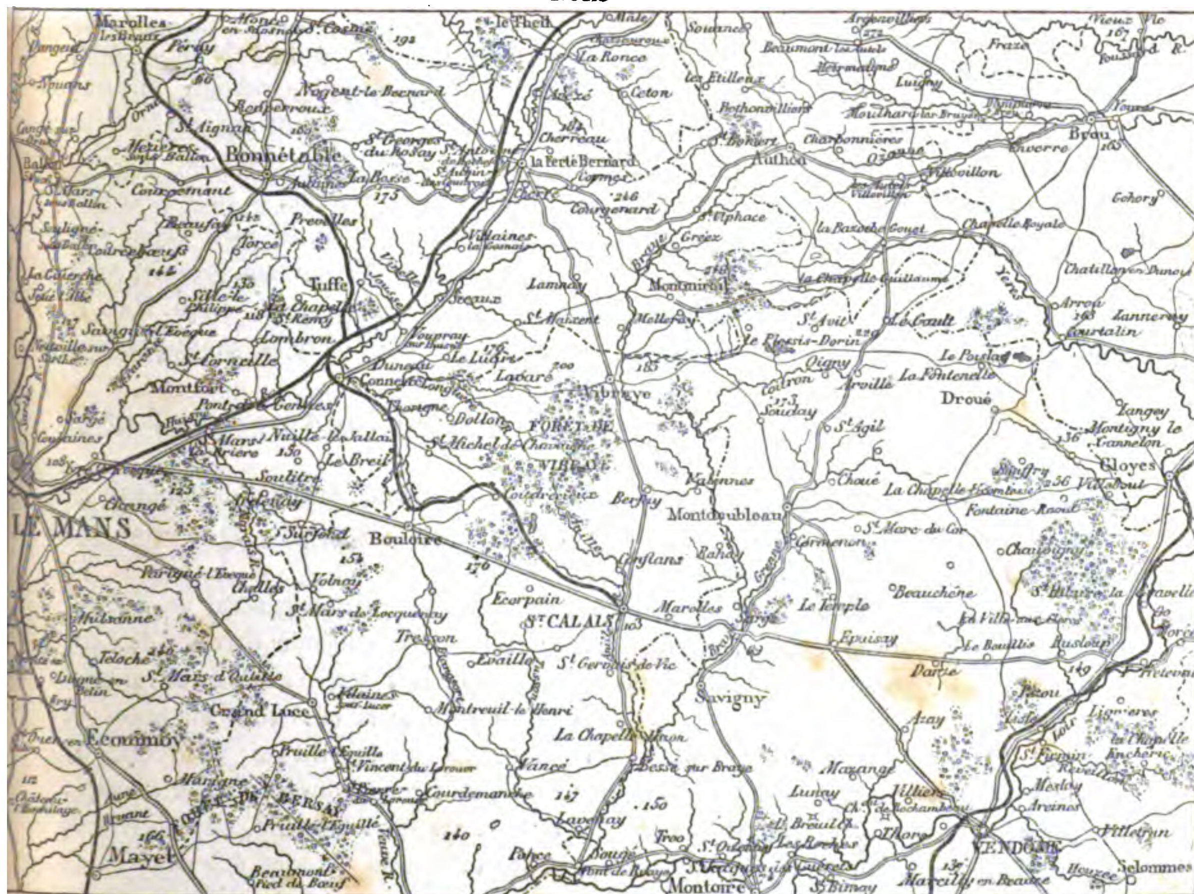
6° La 6e division de cavalerie était à Contres et Rougeou, où arrivait, le 15 décembre, la 14e brigade, venant de Salbris-Vierzon;

7° Le 1er corps bavarois (moins le détachement laissé au grand-duc) était à Orléans, avec quelques bataillons à Gien et à Ouzouer-sur-Loire.

Le quartier général se trouvait à Suèvres.

OPÉRATIONS DE VENDÔME AU MANS

NORD



Echelle de 1/500000

Les instructions du prince Frédéric-Charles prescrivaient au grand-duc de se reposer dans la journée du 15, et au 3e et au 10e corps de pousser rapidement leurs têtes de colonne sur Vendôme. Le général de Stolberg s'avançait aussitôt de la Chapelle-Vendomoise avec trois bataillons, deux régiments de cavalerie et deux batteries, suivi de près par le gros des troupes.

Au sud de Villeromain, l'ennemi est accueilli par une vive fusillade : trois batteries du

10e corps soutiennent le feu, pendant que l'infanterie enlève les fermes, d'où nos escadrons se replient sur la position principale. Au bruit du canon, l'amiral Jauréguiberry prend rapidement ses dispositions : le 59e de marche est déployé à cheval sur la route de Blois à Vendôme, en avant du plateau du Temple ; les gendarmes à pied et les mobiles de l'Isère se placent à sa gauche, le 62e de marche à sa droite, les 39e et 32e, avec le 16e bataillon de chasseurs, sont en avant du château de la Chaise.

Les forces ennemies, la 20e division d'infanterie en tête, reçoivent l'ordre de se diriger à travers champs sur Sainte-Anne. Sept batteries prussiennes tirent sur le plateau du Temple, mais sont vigoureusement contenues par nos pièces, et le combat d'infanterie se borne à des feux de tirailleurs.

Tandis que le 10e corps nous canonne du côté de Sainte-Anne, l'avant-garde du 3e corps, sous les ordres du général Hartmann, s'avance par Champigny, Ville-Grimont, Villetrun et Coulommiers. Les troupes du 17e corps français, luttent un moment aux environs de Rocé, puis cèdent du terrain. Sur les hauteurs de Bel-Essort, une batterie, attaquée par trois batteries du 3e corps allemand, est obligée de battre en retraite. A cette nouvelle, le général Chanzy porte en avant la brigade Paris du 17e corps. Après avoir rejeté vers Lignières le 14e bataillon de chasseurs et un escadron de la 17e division prussienne, la brigade Paris débouche par Renay, pour prendre de flanc les troupes du 3e corps. Mais ce mouvement, commencé trop tard, est arrêté par la nuit. L'ennemi place ses avant-postes du ravin de La Houzée à la route Villetrun-Oucques.

D'après le capitaine de Goltz, les pertes des Prussiens ne furent que de 5 officiers et 131 hommes.

Le même jour, à l'aile gauche allemande, une colonne forte de quelques bataillons et de deux régiments de cavalerie, et commandée par le général Bareknow, se heurtait aux environs de Saint-Amant aux troupes du général Barry.

Le 15 au soir, le prince Frédéric-Charles envoyait de son quartier-général de Suèvres les instructions suivantes : «..... Avant d'attaquer l'armée ennemie derrière le Loir, attaque projetée par moi pour le 17, il est nécessaire que la 2e armée s'étende davantage. Les troupes du grand-duc ne combattront, demain 16, que si elles sont attaquées ; le 10e corps et l'avant-garde du 3e continueront l'attaque engagée aujourd'hui ; les troupes du 3e corps, restées à Mer, partiront à la première heure, de façon à pouvoir arriver à temps ; le 9e corps laissera une brigade mixte à Blois, et s'avancera sur Villermain, où il servira de réserve ; la 6e division de cavalerie passera la Loire et viendra prendre une position de rendez-vous entre Villeromain et Puioche. »

Dans la nuit du 15 au 16, de graves nouvelles arrivèrent au prince Frédéric-Charles. Le général Van der Tann télégraphiait d'Orléans, que des colonnes françaises semblaient s'avancer dans la direction de Montargis et que quatre bataillons avaient chassé de Gien le détachement bavarois.

Sur les instances du ministre de la guerre, le général Bourbaki venait, en effet, de commencer avec la 1re armée un mouvement qui avait porté, le premier jour, son quartier-général à Baugy, entre Bourges et Nevers, tandis que les troupes d'avant-garde prenaient le contact avec l'ennemi.

Cette opération a prêté à de nombreuses critiques. Nous nous bornerons à rappeler que toutes les troupes prussiennes étaient, en ce moment, occupées à combattre, et que les trois corps

d'armée dont disposait le général Bourbaki (15ᵉ, 18ᵉ, 20ᵉ) ne pouvaient rencontrer en avant d'eux, sur la route d'Orléans, que trois brigades bavaroises du général Van der Tann, dont l'effectif ne dépassait pas 7 à 8,000 hommes. Voici, d'ailleurs, quel jugement porte le capitaine de Goltz, qui écrit d'après les documents officiels : « Si Orléans tombait au pouvoir de Bourbaki, la deuxième armée se trouvait obligée de revenir à marches forcées; mais alors la deuxième armée française la suivait. Si Chanzy revenait alors occuper Beaugency, n'était-ce pas pour lui une véritable victoire, et cette victoire apparente ne réveillait-elle pas la nation, n'armait-elle pas la France tout entière? On pouvait, il est vrai, diviser les forces allemandes, combattre Chanzy avec les forces du grand-duc, et Bourbaki avec les deux autres corps; mais c'était là risquer le sort de la campagne sur deux points à la fois. Telles sont les réflexions qui agitaient le général en chef, indécis sur le parti à prendre. » L'inquiétude du prince Frédéric-Charles ne fut pas de longue durée, le général Bourbaki, consulté à Baugy par M. de Serres envoyé par le ministre, ayant preféré une expédition dans l'Est au mouvement d'abord projeté sur Montargis. Quant à la situation que cette offensive aurait pu créer à l'armée allemande, il ne sera pas inutile, pour s'en rendre un compte exact, de transcrire encore ici quelques lignes de l'historien de la deuxième armée allemande :

« Dans la seconde partie de la guerre, la lutte changea d'aspect : ce fut la lutte du peuple; et si elle ne fut pas trop dangereuse pour nos troupes, elle rendit du moins bien plus difficiles le service des éclaireurs et celui des avant-postes. Dans la première période de la guerre, la cavalerie était lancée en avant des colonnes; et celles-ci, arrivées au bivouac, se reposaient sous sa protection, sans grands frais d'avant-postes. Tout cela était bien changé, devant le front de l'armée : de toute ferme, de tout buisson partaient des coups de feu qui obligeaient nos patrouilles de cavalerie à de constantes poursuites, sans qu'on découvrît rien.

« Le service de sûreté devenait difficile, exigeait des forces nombreuses, et n'éloignait pas toujours le péril. Les armées allemandes sur la Loire étaient forcées de doubler, de tripler leurs avant-postes et d'occuper beaucoup plus de terrain que ne le permettaient les effectifs. Le service des relais et celui des communications s'étaient accrus dans les mêmes proportions. Les combats en étaient devenus moins énergiques, ils étaient menés avec moins de vivacité; et, ce qui est caractéristique, la fusillade à grande distance et la canonnade avaient crû en importance... De corps d'armées, de bataillons, il ne restait plus que le titre, non la force et la valeur. Un corps d'armée comptait à peine autant d'infanterie qu'une division au début de la guerre, et les meilleurs éléments avaient disparu, enlevés par les balles et les fatigues. Les convois de bagages ne faisaient que s'accroître, et alourdissaient la marche de l'armée, dont les colonnes n'avançaient plus que lentement, et, du matin à la nuit close, ne pouvaient faire que des étapes de 3 à 4 milles. Quelques divisions, la 22ᵉ entre autres, ne comptaient, en infanterie, que la valeur d'une brigade; tout le 1ᵉʳ corps bavarois était à peu près de la même force.

« Quant au corps d'officiers, il n'y avait plus beaucoup d'accord entre les fonctions et les charges. En somme, beaucoup d'officiers de réserve à la tête des troupes, beaucoup de troupes de dépôt dans les rangs. Jusqu'au 11 décembre, les soldats allemands avaient marché au prix de mille fatigues sur la glace des routes; depuis ce jour-là, à travers l'humidité et la pluie. Les chemins étaient défoncés; où les batteries devaient passer, on était obligé d'étendre une couche de branchages, si l'on ne voulait voir les roues des canons s'en-

foncer jusqu'aux moyeux. Dans beaucoup de bataillons, les hommes étaient pieds nus; d'autres avaient des sabots ou des jambières de linge. Dans l'armée du grand-duc, il y avait des compagnies dans lesquelles 40 hommes et plus n'avaient pas de chaussures. Enfin, on n'avait pu compléter les munitions : il y en avait bien encore pour quelques combats, mais pas assez pour entreprendre une série d'opérations. »

Telle était la situation de l'ennemi au milieu de décembre. On voit que si nos armées improvisées avaient à souffrir, les misères supportées par les Allemands étaient aussi bien réelles......

Cependant, le général Chanzy, instruit de l'arrivée des troupes de la 2e armée allemande, avait pris la résolution d'abandonner ses positions de Vendôme, et de battre en retraite sur le Mans. Il se sentait incapable, en effet, avec ses troupes épuisées par les fatigues et les combats des jours précédents, de résister aux efforts combinés du prince Charles et du grand-duc.

Les bagages et les convois quittèrent Vendôme dans la nuit, et au jour, les avant-postes du plateau de Sainte-Anne se replièrent, tandis que le génie préparait la destruction des ponts. A neuf heures du matin, la 2e armée de la Loire était en retraite sur la Sarthe. A notre gauche seulement, la 1re division du 21e corps eut à supporter un engagement assez court.

Vers midi, l'avant-garde du 10e corps allemand occupa les hauteurs au sud de la ville, et aperçut les longues lignes françaises. Des troupes furent aussitôt jetées sur l'autre rive, — un pont avait été incomplétement détruit — et les tirailleurs allemands poursuivirent notre arrière-garde, qui ne fut que faiblement inquiétée.

La situation inspirait au général Chanzy de vives appréhensions : ses soldats n'étaient pas capables d'une résistance sérieuse, et une marche vigoureuse de l'ennemi pouvait détruire cette armée qui, d'après le récit même de son chef, n'avait plus qu'une préoccupation : gagner le Mans. A l'aile droite, les officiers ne pouvaient retenir leurs hommes qui jetaient leurs armes pour se retirer plus vite.

Fort heureusement, le prince Frédéric-Charles, inquiet des mouvements du général Bourbaki, mis en éveil par les dépêches reçues d'Orléans, ne songeait pas à nous poursuivre avec toutes ses forces.

Nous échappions pour la seconde fois, et contre toute probabilité, à un désastre complet. Le 5 décembre, au lendemain de la prise d'Orléans, le prince Charles, en divisant son armée, et en n'agissant pas avec sa décision habituelle, avait permis au général Chanzy de tenir tête au grand-duc; il se repliait maintenant, au moment même où le succès était certain pour les armes allemandes.

De la Chapelle-Vendomoise, où il s'était transporté, le prince envoyait, en effet, les ordres suivants :

« Le général Manstein doit se diriger sans retard sur Orléans : il atteindra Beaugency le jour même avec ses têtes de colonne, et arrivera à Orléans dans la soirée du 17.

« La 18e division marchera sur Beaugency, et la 25e, ainsi que l'artillerie, sur Mer.

« La 6e division de cavalerie rétrogradera immédiatement, de façon à avoir ses cantonnements le 17 à Coulmiers.

« Le 3e corps atteindra Mer le 17, et Beaugency le 18.

« Le 10e corps et la 1re division de cavalerie poursuivront l'armée de Chanzy, et détruiront

ensuite les voies ferrées : Tours-Angers, Tours-Le-Mans, et s'il est possible, Tours-Poitiers.

« Le grand-duc, auquel sera adjointe la 5e division de cavalerie, exercera son action du côté de Châteaudun, tout en gardant le contact avec les troupes du général Chanzy (Le lendemain, le général Goujard, placé à l'extrême gauche française, était attaqué à Droué, et après avoir repoussé les Allemands, allait camper à Saint-Agile.)

Tous ces mouvements s'exécutèrent, ainsi qu'il avait été prescrit, et le général Chanzy put continuer sa retraite sur le Mans sans être sérieusement inquiété.

Le 3e et le 9e corps d'armée allemands, ainsi que la 6e division de cavalerie, se cantonnèrent sur la rive droite de la Loire, avec le gros de leurs forces à Orléans, la cavalerie parcourant la Sologne.

Le 24 décembre, le grand-duc était avec sa fraction d'armée à Chartres et aux environs.

La 5e division de cavalerie éclairait les routes qui, de Dreux et de Mantes, se dirigent au sud et au sud-ouest.

Le 1er corps bavarois allait prendre position, le 28 décembre, entre Arpajon et Corbeil, formant ainsi une réserve prête à tout événement.

Le 10e corps laissait la 20e division à Vendôme, et le général Voigt-Rhetz se dirigeait sur Tours avec le reste du corps d'armée.

A Mounaie, il mettait en déroute plusieurs milliers de gardes mobiles, et le 21 décembre, il arrivait devant Tours. Quelques obus étaient lancés sur la ville qui arborait le drapeau blanc. La colonne prussienne, après avoir détruit la ligne de Tours au Mans, allait prendre ses cantonnements à Blois et à Herbault.

CHAPITRE XII

Evénements accomplis à Paris depuis les batailles de la Marne. — La lettre du comte de Moltke. — Réponse du général Trochu. — Préparatifs de bataille. — Choix du terrain. — Combat du Bourget (21 décembre). — Prise de la Villa-Evrard et de la Maison-Blanche. — Surprise de nuit à la Villa-Evrard. — Démonstrations au nord-ouest et à l'ouest. — Rentrée des troupes dans leurs cantonnements. — Les Allemands commencent le bombardement. — Evacuation du plateau d'Avron. — Bombardement au sud et au nord. — Les batteries ennemies autour de Paris.

I

Le 5 décembre, au lendemain des batailles de Villiers et de Champigny, le général Trochu recevait la lettre suivante :

« Versailles, ce 5 décembre 1870.

« Il pourrait être utile d'informer Votre Excellence que l'armée de la Loire a été défaite hier près d'Orléans, et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

« Si toutefois Votre Excellence *jugera* à propos de s'en convaincre par un de ses officiers, je ne manquerai pas de le munir d'un sauf-conduit pour aller et venir.

« Agréez, mon général,

« *Le chef d'état-major,*

« Signé : Comte DE MOLTKE. »

Le conseil du gouvernement s'assembla aussitôt pour délibérer : fallait-il voir là, de la part des Allemands, une intention d'entrer en pourparlers ? MM. Jules Favre et Picard, ainsi que le général Ducrot, étaient de cet avis ; le général Trochu se prononça contre l'idée d'accueillir la proposition du comte de Moltke. A la suite d'une longue discussion, il fut décidé que l'on ne s'arrêterait pas à l'offre d'envoyer un officier français constater la défaite de l'armée de la Loire, et la réponse suivante fut transmise au quartier général allemand :

« Paris, ce 6 décembre 1870.

« Votre Excellence a pensé qu'il pourrait être utile de m'informer que l'armée de la Loire a été défaite hier près d'Orléans, et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication que je ne crois pas devoir faire vérifier par les moyens que votre Excellence m'indique.

« Agréez, mon général...,

« *Le gouverneur de Paris,*

« Signé : Général TROCHU. »

accru; il semblait donc indiqué de choisir un champ de bataille particulièrement favorable à l'artillerie. Les vastes terrains découverts et très-médiocrement accidentés qui s'étendent au nord-est de Paris, entre Saint-Denis et Bondy, furent adoptés.

L'objectif principal, dit le rapporteur de la commission d'enquête, M. Chaper, devait être le plateau peu élevé, à rampes douces, sur lequel monte la route de Bruxelles, après avoir traversé le village du Bourget. Ce plateau, découvert presque partout, est compris entre le vallon humide, marécageux, où s'entassent les riches cultures et les villages de Dugny, Garges, Bonneuil, Gonesse, etc., et le pli de terrain qui remonte du moulin d'Aulnay à Villepinte et au Grand-Tremblay.

Une fois maîtres de cet espace, nous dominions, du mamelon qui en forme le centre, des positions très-importantes pour l'ennemi : Gonesse où il avait de grands approvisionnements, Garges, Sévran, etc., où étaient des cantonnements considérables; la ligne d'investissement était forcée, et l'on pouvait continuer à marcher, non plus sur la Loire, il est vrai, mais vers le Nord, où l'on rencontrerait (peut-être) l'armée de Faidherbe. Mais pour arriver à ce plateau, il fallait livrer une bataille en règle; on devait franchir deux plis de terrain arrosés par deux ruisseaux marécageux, la Molette d'abord, la Morée ensuite. Pour passer le premier, on avait deux routes : celle de Bruxelles au centre du champ de bataille; — elle traversait le Bourget, qu'il fallait nécessairement enlever; — celle des Petits-Ponts à droite, au delà de la ferme de Groslay, que l'on devait emporter aussi. On engagerait, ensuite, un combat d'artillerie pour éteindre les batteries qui défendaient le passage de la Morée, en même temps qu'on tournerait la position par la droite vers Aulnay et Villepinte. Le premier acte du combat était la prise du Bourget; tant qu'il n'aurait pas réussi, la marche en avant n'était pas possible.

Le village devait être abordé par les troupes de l'amiral La Roncière. Après ce premier succès, le général Ducrot s'avancerait entre le Bourget et Bondy, en canonnant les positions du plateau de Blanc-Mesnil, et en les tournant par la droite.

Plusieurs diversions devaient être faites pour donner le change à l'ennemi. Dans la vallée de la Marne, le général Vinoy avait l'ordre d'enlever le village de Neuilly-sur-Marne, et de se porter ensuite sur la Villa-Évrard et la Maison-Blanche, en menaçant Chelles et Gournay.

En même temps, à l'ouest et au nord de Saint-Denis, des gardes nationales mobiles et la garde nationale sédentaire de Saint-Denis feraient, contre les positions de Stains, Pierrefitte et Épinay, des démonstrations sérieuses. Enfin, au sud et à l'ouest, toutes les troupes disponibles dans ces régions, et de nombreux bataillons de garde nationale déployés sur les hauteurs, sembleraient menacer partout les positions de l'assiégeant.

Le 18 décembre, le gouvernement de Paris adressa à la population une chaleureuse proclamation qui fit comprendre que l'action était proche : le général Schmidt, enfin, suivant l'invariable et inexplicable habitude, fit connaître que les portes de Paris seraient fermées à partir du 19 décembre à midi.

Le mouvement de nos troupes n'avait pas échappé à l'ennemi. « Le 20 décembre, écrit l'historien de la garde prussienne (1), la 1re et la 2e division de la garde firent connaître à Gonesse (où se trouvait le quartier général), dans le courant de l'après-midi, que de fortes

(1) Lindau. *Die preussische garde im Feldzuge*, 1870-71.

Le 26 décembre, l'ennemi devait renouveler cette tentative : une lettre du prince de Saxe nous annonçait à cette date la défaite de l'armée du Nord.

Le rapprochement seul de ces deux faits suffit à prouver quelle était exactement l'intention de l'ennemi : il voulait jeter dans Paris le découragement, lasser la résistance et amener la capitulation ; rien de plus.

Le général Ducrot a soutenu devant la commission d'enquête, et dans un discours prononcé lors de la cérémonie de Champigny, « que l'ennemi en avait assez,... que les batailles sous Paris l'avaient beaucoup impressionné ; » bref, qu'il était tout prêt à traiter à des conditions acceptables. Les Prussiens n'étaient malheureusement pas aussi impressionnables. Les batailles de Villiers et de Champigny, glorieuses pour nos armes sans doute, avaient pu faire croire à l'ennemi que tous les efforts de l'armée de Paris ne pouvaient arriver à percer la première ligne de défense : il n'y avait pas là de quoi les décourager.

C'est tout au contraire parce que le comte de Moltke pensait que nous avions conscience de notre impuissance, qu'il jugeait à propos d'augmenter notre découragement, pour amener la reddition de Paris (1).

La lettre du prince de Saxe, arrivée le 26 décembre, prouve bien que telle est la vérité : à ce moment, en effet, nous n'avions nulle victoire à notre actif, et ce n'était certes pas pour faire des concessions que le prince allemand s'adressait à nous.

S'il était nécessaire d'insister sur cette question souvent discutée, il faudrait se rappeler le siége de Metz et ses enseignements.

A Strasbourg, aussi, l'ennemi crut utile de donner des nouvelles de l'extérieur ; était-il donc las (2) ? A Schelestadt, à Neuf-Brisach, à Verdun, dans presque toutes les villes assiégées, les Allemands employèrent des moyens analogues qui réussirent quelquefois à amener la capitulation.

A la suite des batailles de la Marne, les trois corps de la 2e armée furent remaniés pour n'en plus former que deux. La division de Malroy, qui avait particulièrement souffert, passa dans l'armée du général Vinoy : cette réorganisation demanda une quinzaine de jours, pendant lesquels il n'y eut qu'une vigoureuse reconnaissance poussée sur Aulnay par les francs-tireurs.

Les pertes subies les 30 novembre et 2 décembre, principalement en infanterie, imposaient au gouverneur de Paris une tactique différente. En outre, le nombre de nos canons s'était

(1) Telle était si bien la pensée de l'état major allemand, que quelques jours après la réception de la réponse du général Trochu, l'ennemi envoyait à Paris deux pigeons, dont il s'était emparé, avec des dépêches signées de M. Lavertujon, afin d'insister sur les défaites de l'armée de la Loire, et sur l'inutilité d'une plus longue résistance. La ruse réussit d'autant moins que M. Lavertujon que les Allemands croyaient à Tours n'avait pas quitté Paris.

(2) L'exemple de Strasbourg est assez concluant pour que nous nous y arrêtions. Le 3 septembre, le général Werder communiqua au général Uhrich les nouvelles de Metz (bataille de Noisseville) et de Sedan « me fit offrir, dit le général Uhrich, de laisser passer deux de mes officiers, que je chargerais de vérifier les faits, en les envoyant sur la scène même. » Le commandant de Strasbourg ayant accepté cette proposition, reçut la réponse suivante : « Monsieur, je réponds à votre complaisant écrit de ce jour, qu'avant tout, je suis disposé à recevoir deux officiers dans mon quartier général, pour me concerter avec eux au sujet de vos désirs. Je suppose d'avance que l'envoi proposé a pour but de commencer les négociations. Mais je mentionne formellement dès aujourd'hui, que la libre sortie de la garnison ne peut plus être accordée... »

quelques compagnies du régiment n° 107. Les batteries de 7 du plateau d'Avron avaient apporté à nos troupes un utile concours, en canonnant vigoureusement les pièces que l'ennemi avait avancées. Dans cette lutte d'artillerie, le général Favé fut blessé. A la nuit, le général Vinoy, instruit de l'échec du Bourget, fit replier la brigade Salmon, ne laissant qu'une grand'garde à la Maison-Blanche; la brigade Blaise demeura à Ville-Évard.

Au milieu de l'obscurité, le 107e régiment et le 18e chasseurs saxons se jetèrent sur le village (1). Les 111e et 112e régiments de la brigade Blaise, surpris par ce retour offensif, tinrent bon tout d'abord; mais quelques Allemands, qui s'étaient cachés dans les caves, sortirent à ce moment, et tirèrent sur nos soldats qui se croyant cernés, perdirent un moment contenance, à ce point, que le général de Malroy fut sur le point d'abandonner la position. Au jour, seulement, on put reconnaître combien l'attaque avait été peu sérieuse; elle nous coûtait cependant 400 hommes emmenés prisonniers. Le général Blaise, en outre, avait été tué. A dix heures du matin, le 22, la Villa-Evrard et la Maison Blanche furent définitivement évacuées, et occupées aussitôt par les avant-postes saxons.

Au nord-ouest et à l'ouest de Saint-Denis, plusieurs démonstrations avaient également eu lieu. A Stains, un bataillon de la garde prussienne avait été vivement attaqué, mais avait pu se maintenir. A Epinay, à Pierrefitte, nos pertes avaient été minimes. A l'ouest, le général Noël, commandant le mont Valérien, avait envoyé des reconnaissances dans la presqu'île de Gennevilliers, à gauche sur Montretout, au centre sur Buzenval et Longboyau, à droite sur Chatou et l'île de Chiard. Cette dernière affaire, engagée contre les grands gardes du 9e corps allemand, fut seule un peu sérieuse : le commandant Faure, chef du génie du mont Valérien, y fut tué.

En résumé, sur tout le périmètre d'investissement, la lutte avait été engagée dans la journée du 21 : nul résultat n'avait été obtenu. Eût-il été possible d'agir plus énergiquement, d'écraser les défenseurs du Bourget sous le feu de la puissante artillerie que nous pouvions mettre en ligne? La question ne semble pas douteuse, et l'on ne conçoit guère comment une armée de 100,000 hommes peut être ainsi arrêtée par quelques maisons placées directement sous le canon d'Aubervilliers.

L'échec subi avait, cette fois, une exceptionnelle gravité : il ne modifiait guère, il est vrai, notre situation militaire; mais il devait fournir de nombreux sujets de critique aux ennemis du gouverneur. On allait rappeler que nous avions tenu ce village inutilement attaqué aujourd'hui, et qu'il eût suffi d'une plus active surveillance pour le conserver.

M. Jules Favre s'est fait lui-même l'écho de ces plaintes (2) : « Nous avions espéré, écrit-il, une bataille décisive, nous n'eûmes qu'une escarmouche. Le vaste périmètre qui lui servait de théâtre, le nombre considérable de combattants rassemblés pour y prendre part ne mirent que mieux en relief la disproportion de l'effort et du résultat. »

Le général Trochu qui s'était retiré au fort d'Aubervilliers, comprit fort bien les dangers de la situation; afin de les conjurer, il fit publier la note suivante, dans l'*Officiel* du 23, sous la date du 22 :

« La journée d'hier, n'est que le commencement d'une série d'opérations. Elle n'a pas eu, elle ne pouvait guère avoir de résultats définitifs. Mais, elle peut servir à établir deux

(1) *Die Sächsische armee im deutsch Französischen Feldzuge.*

(2) J. Favre, *Le Gouvernement de la Défense nationale.*

points principaux et importants : l'excellente tenue de nos bataillons de marche engagés pour la première fois, qui se sont montrés dignes de leurs camarades de l'armée et de la mobile, et la supériorité de notre artillerie qui a complètement éteint le feu de l'ennemi.

« Si nous n'avions pas été contrariés par l'état de l'atmosphère, il n'est pas douteux que le village du Bourget serait resté entre nos mains. A l'heure où nous écrivons, le général gouverneur de Paris a réuni les chefs de corps, pour se concerter avec eux sur les opérations ultérieures. »

A la suite d'un conseil de guerre tenu au fort d'Aubervilliers, il fut décidé que l'attaque du Bourget ne serait pas abandonnée : au lieu de recourir à la force, on chargea le général du génie Tripier de travaux d'approche qui devaient nous rendre maîtres de la position. Les troupes campées en arrière du fort d'Aubervilliers devaient attendre le moment d'agir.

Malheureusement, le froid déjà très vif dans la journée du 21, devint dès le lendemain absolument intolérable : de nombreux cas de congélation se produisirent, et le 24 décembre, le gouverneur se décida à ramener la moitié de l'armée dans ses cantonnements. « Mais le froid, la fatigue, les privations avaient déjà fait tant de victimes, que vers le 1er janvier, près de 20,000 soldats sans blessures, mais atteints d'anémie, rentraient dans Paris avec une santé ruinée.

« Ils disparurent dans le gouffre, dit le gouverneur, et je ne les revis plus. » (1)

II

Le combat du Bourget du 21 décembre, allait être promptement suivi du bombardement de la capitale.

Les Allemands n'avaient nullement renoncé, en effet, à employer ce moyen qui leur avait partout si bien réussi : ils espéraient qu'au milieu de cette population impressionnable, surexcitée par la défaite, les obus de leurs pièces de siége feraient naître cet instant *psychologique* qui marque l'heure de la capitulation.

Dès le début de l'investissement, le commandant du génie de la 3e armée, général Schulz avait été chargé de rechercher « le point d'attaque le plus avantageux dans le rayon des positions de cette armée (2). » La conclusion du rapport déposé par le général Schulz, dès le 26 septembre, était ainsi conçue : « En résumé, la comparaison des deux régions situées, la première entre le val de Sèvres et la Bièvre, la seconde entre la Bièvre et la haute Seine, fait ressortir un avantage, peu marqué sans doute, en faveur de cette dernière : les premières difficultés y seront plus grandes, mais une fois qu'on les aura surmontées, les travaux de l'attaque suivront une marche facile et plus assurée. En conséquence, dans le rayon des positions occupées par la 3e armée, les points d'attaque qui offrent les meilleures conditions pour un siége en règle sont : sur la ligne des ouvrages détachés, les forts de Bicêtre et

(1) Major de Sarrepont. *Histoire de la défense de Paris.*
(2) Gœtze. *Opérations du corps du génie allemand.*

d'Ivry, et sur le corps de place, les bastions situés immédiatement à l'est du rentrant que forme l'enceinte dans la traversée de la vallée de la Bièvre. »

A la même date du 26 septembre, le roi de Prusse chargeait le général d'infanterie von



LE PRINCE DE SAXE.

Hindersin et le général du génie von Kleist de faire la reconnaissance des fortifications de Paris. Le rapport adressé le 30 septembre au grand quartier-général, après avoir énuméré les obstacles que présentaient les forts est, nord et ouest, se prononçait pour une attaque par le sud, plutôt contre les forts d'Issy et de Vanves que contre ceux de Bicêtre et d'Ivry,

d'abord à cause de la redoute des Hautes-Bruyères qui protégeait le fort de Bicêtre, et ensuite « parce que l'attaque des forts d'Issy et de Vanves donne la possibilité de passer la Seine à Sèvres au moment opportun, et de diriger contre le Point-du-Jour une attaque combinée avec l'attaque principale. »

Le 9 octobre, le roi adoptant les conclusions de ce rapport, décida que le principal effort des Allemands aurait lieu contre les forts d'Issy, de Vanves et de Montrouge.

A la suite de cette résolution, le général Schulz fut « chargé du commandement du génie de l'attaque du sud. » Les instructions du grand quartier général portaient sur deux points principaux : elles établissaient d'abord la nécessité de ne commencer le feu que lorsque le parc de siége serait arrivé « au grand complet et bien approvisionné. » Elles insistaient ensuite sur l'urgence des travaux préparatoires.

En vertu de ces ordres, le génie s'occupa activement de creuser des retranchements et de préparer l'emplacement des batteries, tandis que le service de l'artillerie avisait au moyen d'amener devant la place les canons et les munitions indispensables.

Le 24 octobre, on était parvenu à réunir à Nanteuil et au parc de siége de Villacoublay 235 bouches à feu, avec un premier approvisionnement de 113,650 coups et de 300,000 kil. de poudre. Au parc de siége même, il n'y avait que 15,935 projectiles. La difficulté des transports était telle, qu'à la date du 26 octobre, on suspendit toute nouvelle expédition d'Allemagne. On se borna donc à faire venir de Nanteuil à Villacoublay les pièces et les munitions déjà envoyées. Ce service exigeait 1,000 voitures à quatre roues; mais il ne fut possible d'en réunir que 600, et la date de l'ouverture du feu dut être reculée. Le 23 novembre, le chemin de fer fut remis en état jusqu'à Lagny et Chelles; mais la voie ferrée fut presque exclusivement réservée aux convois de troupes et de subsistances. Cependant, l'ajournement de l'attaque produisait en Allemagne une pénible impression : on supposait sans doute que les Parisiens se rendraient aussitôt qu'ils verraient un obus tomber dans leur ville. « Ce temps d'arrêt, écrivait le capitaine Gœtze, excitait en haut lieu les plus vives préoccupations, au point de vue militaire aussi bien qu'au point de vue politique. » Aussi, à la date du 28 novembre, le grand quartier-général prescrivit-il « d'accélérer autant que possible l'ouverture de l'attaque contre les fronts du sud. » 15 à 1,700 voitures furent amenées d'Allemagne, et les munitions furent dirigées par voie ferrée jusqu'à Lagny.

Le 17 décembre, un conseil de guerre fut réuni, pour savoir si l'on ferait le siége en règle des forts, et, « au besoin, de l'enceinte, ou si l'on se contenterait de canonner les forts, et de bombarder la ville. » La majorité se prononça contre une attaque en règle.

Le 24 décembre, les opérations du génie et de l'artillerie furent placées sous une direction unique : le général-major prince de Hohenlohe fut chargé de l'artillerie; le général Kamecke du service du génie.

La prise du plateau d'Avron par les Français détermina quelques modifications dans le projet de bombardement primitivement adopté : 30 canons de 15 cent. long, 10 canons de 15 cent. court et 36 canons de 12 cent. furent mis à la disposition du commandant en chef de la troisième armée, prince royal de Saxe.

Le 27 décembre, à huit heures du matin, le bombardement commença : 76 pièces de gros calibre ouvrirent le feu sur les batteries du plateau d'Avron et sur les forts de Rosny, de Noisy et de Nogent. Nos batteries répondirent vigoureusement; mais les troupes, mal protégées, souffrirent cruellement. Le lendemain 28, à huit heures du matin, le bombardement

fut repris. Quelques coups, seulement, avaient été tirés dans la nuit. Nos pertes furent telles, qu'après avoir visité la position, le gouverneur donna l'ordre de l'évacuer. Cette opération difficile fut exécutée par les marins de l'amiral Saisset, qui, par équipes de 24 hommes, s'attelèrent à la plupart de nos 74 pièces de gros calibre. Deux seulement, roulées dans un ravin, furent laissées; dès le lendemain, elles étaient enlevées par l'infanterie.

« Avron, dit le général Trochu, était une position très-intéressante; mais elle était dominée, sur les trois quarts de son périmètre, par des hauteurs plus élevées, occupées par l'armée prussienne, à une demi-portée de canon; elle était découverte, et la nature de son sol ne permettait pas de travaux profonds, des travaux d'abri. Par conséquent, l'occupation du plateau d'Avron, dans les circonstances ordinaires du siége, m'apparaissait comme une faute dangereuse pour l'avenir, et je me refusai à la commettre. J'ai dû me décider à m'y établir, parce que l'artillerie accumulée là était destinée à appuyer la bataille de Villiers, et à avoir sur elle une influence considérable. »

A la suite de l'évacuation, le plateau d'Avron devint une position neutre, qu'aucun des deux adversaires ne put songer à occuper : des reconnaissances saxonnes et françaises s'y rencontraient parfois.

Le feu continua sur les forts. Rosny souffrit particulièrement le 29 décembre; les maçonneries ne résistaient pas aux projectiles allemands; mais l'activité des officiers, le dévouement des soldats permirent de tenir bon. Les dégâts étaient réparés aussitôt (1).

(1) Nous empruntons au remarquable travail du capitaine autrichien de Geldern (*Les Siéges de Paris et de Belfort*) un résumé rapide des effets du tir prussien. Ce résumé est conforme à l'étude du capitaine Petit, insérée dans le tome XXI du *Mémorial de l'Officier du génie*, et dont quelques extraits ont été publiés dans la *Revue d'Artillerie* sous ce titre : *Des effets du tir des batteries allemandes sur les ouvrages défensifs de Paris*... « Au fort d'Issy, où les murs de tête des casemates, donnant sur le fossé, avaient été renforcés jusqu'à hauteur des clefs de voûte par un contre-mur de plusieurs mètres d'épaisseur en sacs à terre, la partie supérieure d'un de ces murs a été atteinte pendant le bombardement de janvier. Le sable des sacs amoncelés se disposa suivant la forme d'un cône dont la base correspondait à l'ouverture de la brèche; mais cette brèche n'aurait pu devenir dangereuse qu'après la destruction de la voûte elle-même, destruction bien difficile à cette distance.

« Les murs de gorge de Vanves et de Montrouge avaient naturellement arrêté les coups trop longs, et présentaient des traces de dégradations considérables dans l'intervalle des arceaux en décharge. Des pans entiers de maçonnerie avaient été renversés dans les fossés; mais, là non plus, il n'y avait pas de brèche proprement dite, la différence de niveau entre le sol intérieur de la cour et le fossé étant de 2 mètres au minimum.

« Les dégradations des parapets (à part les embrasures, qui toutes avaient souffert, et portaient des traces de réparations persistantes), se réduisaient à de faibles sillons sur les prolongées et à des entonnoirs insignifiants sur les talus extérieurs; nulle part on ne constatait une destruction réelle des terrassements sur une certaine étendue.

« En revanche, le tir d'enfilade avait produit des effets considérables. On pouvait suivre, sur la plateforme de deux ou trois traverses consécutives, les sillons qu'un seul et même projectile y avait creusés. Partout où des faces d'ouvrages étaient prises d'enfilade, c'est-à-dire à Issy, Vanves, Montrouge, à la Briche, au fort de l'Est, les traverses avaient beaucoup souffert, et la plupart des pièces qu'elles protégeaient avaient dû être mises hors de service. Les traverses dont le sommet dépassait $1^m,80$ ne couvraient réellement qu'une seule pièce, et celles qui ne la dépassaient que de $0^m,60$ étaient insuffisantes pour préserver même la pièce la plus voisine.

« Sur le front est du fort de l'Est, deux traverses abris avaient été percées (sans doute par la batterie n° 22, distante de 3,400 mètres). Ces abris consistaient dans une galerie en bois de $1^m,40$ de largeur sur $1^m,70$ de hauteur dans œuvre, avec un coffrage en madriers de $0^m,05$, protégé dans la direction des coups dangereux par une couche de terre de $2^m,50$ d'épaisseur pour l'une de ces traverses, et de $3^m,70$ pour l'autre.

Le 5 janvier, à huit heures et demie du matin, les batteries allemandes établies au sud de Paris ouvrirent le feu contre les forts. Montrouge, Issy et Vanves répondirent aussitôt. A partir de cette date, le bombardement ne s'arrêta pas. Nos pièces rendaient coup pour coup. Lorsque l'un des forts accablé par les projectiles se trouvait momentanément hors d'état de continuer la lutte, les deux autres tiraient avec plus de violence, attirant sur eux les efforts de l'ennemi. La nuit, les Allemands envoyaient leurs obus au delà de l'enceinte. « La limite extrême, écrit le général Vinoy, peut être déterminée par une ligne partant de la Muette et traversant la Seine au pont d'Iéna, en passant par le Trocadéro et le cimetière de Passy; cette ligne se dirigeant ensuite sur l'Esplanade des Invalides, qu'elle traversait de biais pour aller rejoindre par l'église Saint-Sulpice, plusieurs fois touchée, la Seine au Jardin des Plantes, et arriver enfin aux fortifications en arrière d'Ivry. » Les monuments, les ambulances furent atteints (1), et le gouverneur protesta, auprès du général de Moltke.

La première était démolie; la seconde n'avait que peu souffert. La circulation sur le terre-plein et sur les rampes de ce front ne devait pas non plus s'effectuer sans pertes, puisqu'on a été obligé, pendant le cours du siége, de prolonger les traverses jusqu'à la crête intérieure du talus de rempart.

« Les hautes casernes, qui se voyaient par-dessus les crêtes, et qui fournissaient d'excellents points de mire, étaient complétement ruinées à Issy, Vanves et à Montrouge. Les murs épais de ces bâtiments étaient en grande partie renversés, et les murs plus minces criblés de trous d'obus. »

(1) Dans son ouvrage sur le *Bombardement de Paris*, le major de Sarrepont publie quelques chiffres que nous reproduisons ici :

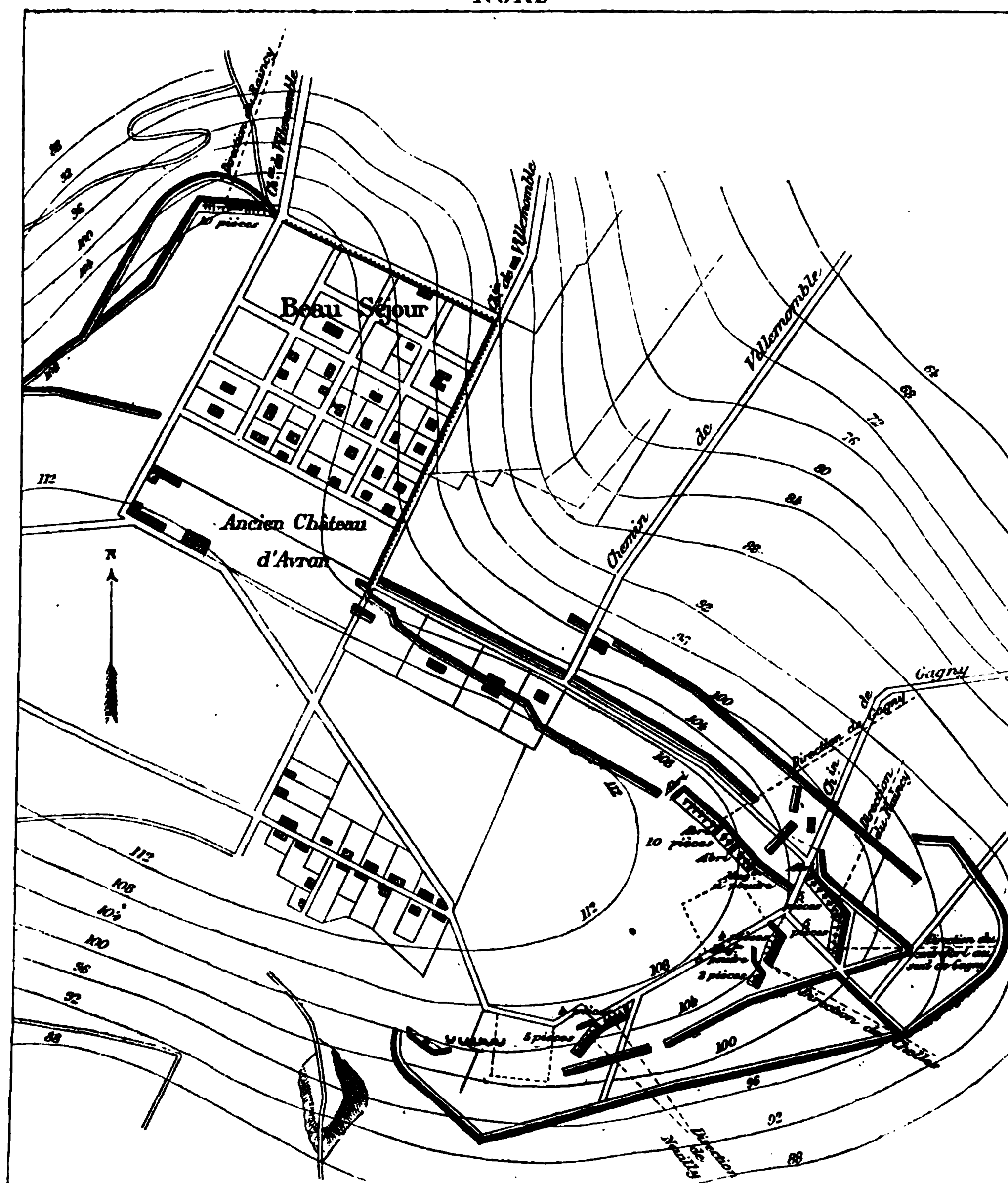
RELEVÉ DES PROJECTILES DONT LA CHUTE A ÉTÉ CONSTATÉE.

ARRONDISSEMENTS	DÉSIGNATION	NOMBRE d'obus.	MAISONS atteintes.	VICTIMES dans la population.
4e arrondissement	»	3	1	»
5e —	Panthéon..................	214	175	123
6e —	Luxembourg....	218	160	35
7e —	Invalides..................	131	13	28
12e —	Reuilly............	1	»	1
13e —	Gobelins..................	286	133	25
14e —	Observatoire..............	279	258	77
15e —	Vaugirard.................	650	389	68
16e —	Passy......................	350	28	33
18e —	La Villette...............	10	1	1
10 —	»	2 142	1.158	391
Edifices publics.	»	1.579	103	»
		3.721	1.261	»

En outre

Cimetière Montparnasse..................................	700 obus au moins
Asile Sainte-Anne...	137 —
Jardin des Plantes...	80 —
Luxembourg..	80 —
Hôpital du Val-de-Grâce..................................	75 —
Gare de l'Ouest (rive gauche)...........................	60 —
Hôpital de la Pitié...	47 —
Fabrique de produits chimiques de Javel..................	40 —
Hospice de la Salpétrière.................................	31 —
Divers édifices publics....................................	329 —
TOTAL............	1579 obus.

PLATEAU D'AVRON



contre ce procédé barbare qui ne respectait pas même l'asile où les blessés prussiens étaient soignés à côté des nôtres.

Parmi les personnes atteintes, on comptait :

Tués : 97, dont 31 enfants et 23 femmes.

Blessés : **294**, dont 36 enfants et 90 femmes.

Quelques quartiers, ceux de Vaugirard, Grenelle, Montrouge notamment, devinrent inhabitables : l'évacuation se fit en toute hâte. « Bien loin d'avoir donné lieu à des actes de faiblesse, dit justement le général Vinoy, le péril commun enflamma au delà de toute mesure le désir de la résistance poussée à ses dernières limites. » Le quartier général allemand avait compté, sans doute, hâter la reddition, il n'arrivait qu'à accroître le patriotisme. La brave garnison de nos forts était résolue à tenir jusqu'à la dernière heure. « Jamais, je n'ai vu de troupes si admirables, » a déposé devant la Commission d'Enquête le capitaine de vaisseau Admet, qui commandait le fort de Montrouge.

Le 21 janvier, les 69 pièces des batteries allemandes n° 22 à 32 ouvrirent à leur tour le feu contre les ouvrages de Saint-Denis. Les forts de l'Est, de la Briche et la Double Couronne furent très-éprouvés. Les abris de la Double-Couronne ne protégeaient plus les hommes; les magasins à poudre eux-mêmes étaient compromis, il n'y avait plus que 10 pièces en état de soutenir la lutte. Au fort de la Briche, 15 affûts furent mis hors de service. La ville de Saint-Denis, devint bientôt l'objectif des batteries prussiennes du nord ; la cathédrale fut atteinte, et un grand nombre de maisons détruites.

Mais, lorsque survint l'armistice, à l'est, au sud, au nord, à l'ouest, l'ennemi n'avait pas conquis un seul de nos ouvrages.

Nous donnons ici, d'après les deux livres du capitaine Gœtze et du capitaine Geldern, la liste des batteries allemandes :

ATTAQUE DU SUD.

N^os des Batteries.	EMPLACEMENTS des Batteries.	ARMEMENT — Nombre de pièces.	ARMEMENT — Calibre.	DISTANCE aux points à battre, (en pas de 0^m75).	OBJECTIFS.
1	Parc de Saint-Cloud.	6	12	1.000 3 000	Billancourt, Boulogne.
2	Terrasse du Château de Meudon.	8	12	3.000	Boulogne.
3	Id.	6	24 long.	3 200	Fort d'Issy.
4	Id.	6		3.200	Fort d'Issy.
5	Au sud de Clamart.	6		3.000	Fort d'Issy.
6	Id.	6	24 long	3.200	Fort de Vanves.
7	Au nord-ouest du moulin de la Tour.	6		2.700	Fort d'Issy.
8	Id.	6		2.400	Fort de Vanves, Paris.
9	A droite du n° 8.	8	12	2.700	Fort de Vanves.
10	A l'est du moulin de la Tour.	6		2.400	Fort de Vanves.
11	A Fontenay.	8	24 long	2.700 8.000	Fort de Montrouge, Paris.
12	Id.	8		2.600	Fort de Montrouge.
13	Près du n° 7.	2	Mortiers de 0^m21	3.000	Fort d'Issy.
14	Derrière les n°s 8 et 9.	2		3 000	Fort de Vanves.
15	Au sud de Bagneux.	2		2.650	Fort de Montrouge.
16	Terrasse du château de Meudon.	4	12	2.700	Fort de Montrouge.
17	A l'ouest du n° 8.	6	12	2.300	Batterie entre Issy et Vanves.

ATTAQUE DU SUD. (SUITE).

Nos des batteries.	EMPLACEMENTS des Batteries.	ARMEMENT. Nombre de pièces	ARMEMENT. Calibre.	DISTANCE aux points à battre (en pas de 0m75).	OBJECTIFS.
18	Dans Bagneux.	6	24 long	2.890 8.000	Fort de Montrouge, Paris.
19	Entre Fleury et Clamart.	4 4	24 long 24 court	2.100 8.000	Fort d'Issy, Paris.
20	A l'ouest de Clamart.	6	24 long	2.700	Fort de Vanves.
21	A l'ouest de Chatillon.	6	24 court	1.820 2.400	Fort de Vanves. Batteries entre Issy et Vanves.
22	A l'ouest du n° 18.	6	12	2.800	Fort de Montrouge. Batterie entre Vanves et Montrouge.
23	Derrière la redoute de Notre-Dame-de-Clamart.	4	Mortiers de 50 livres.	1.400 1.580	Batterie du cimetière à l'ouest d'Issy.
»	Au nord de la gare de Meudon.	4	6	1.300	Idem. Batteries du Fort d'Issy.

Le nombre des coups tirés par les batteries fut de 59,851.

ATTAQUE DU NORD ET DE L'EST.

Nos des batteries.	Emplacements	Nombre de pièces	Calibre	Distance	Objectifs
1	Plateau du Raincy.	6	24 long	2.200 2.500	Plateau d'Avron, Fort de Rosny.
2	Id.	6	12	2.200 5.500	Id.
3	Id.	6	24 court	2.400 6.000	Id.
4	Id.	4	24 court	2.400 6.000	Id.
5	Plateau de Gagny.	6	12	3.300 7.000	Id.
6	Id.	6	24 long	3.300 7.000	Id.
7	Id.	6	12	3.300 7.000	Id.
8	Id.	6	12	3.500	Plateau d'Avron.
9	Rive gauche de la Marne, à gauche de Noisy-le-Grand.	6	12	5.900	Id.
10	Id.	6	12	5.900	Id.
11	Au sud de Noisy-le-Grand.	6	24 long	4.800	Id.
12	Id.	6	24 long	5.000	Fort de Nogent.
13	Id.	6	24 long	4.800	Plateau d'Avron.
14	Plateau du Raincy.	6	24 long	5.300 6.600	Fort de Rosny, fort de Noisy.
15	Id.	6	12	6.600	Fort de Noisy.
16	Au nord de Chennevières.	6	12	5.200 7.000	Redoute de Saint-Maur. Redoute de la Faisanderie.
17	Id.	4	24 court	5.200 7.000	Id.
18	Au nord-ouest de Blanc-Ménil.	6	24 long	5.800 7.400	Batteries de Drancy.
19	A l'est du Pont-Iblon.	6	12	5.000 6.600	Id.
20	Au nord-ouest du Pont-Iblon.	6	24 long	4.500	Fort d'Aubervilliers.

ATTAQUE DU NORD ET DE L'EST. (SUITE).

Nos des batteries.	EMPLACEMENTS des Batteries.	ARMEMENT.		DISTANCE aux points à battre (en pas de 0m75).	OBJECTIFS.
		Nombre de pièces	Calibre.		
21	A l'est du Bourget.	6	24	4.600 2.000	Fort d'Aubervilliers. Batteries de Drancy.
22	Entre Garges et Stains.	6	24 long	6.600 4.700	Fort d'Aubervilliers. Fort de l'Est.
23	Au nord-est de Stains.	6	24 court	4.600	Fort de l'Est.
24	Id.	8	12	7.200 4.600	Fort d'Aubervilliers. Fort de l'Est.
25	Id.	8	12	4.200 5.000	Double Couronne. Fort de la Briche.
26	Sur le chemin de fer de Creil.	3	mortiers rayés	2.700	Double Couronne.
27	A l'ouest de Pierrefitte.	6	24 long	3.200 3.300	Double Couronne. La Briche.
28	Au sud de Montmagny.	8	12	3.300 3.200	Id.
29	Au sud de Montmorency.	6	24 long	6.300 5.400	Id.
30	Au nord-est de la Barre.	8	12	3.800	Fort de la Briche. Villetaneuse.
31	A l'ouest de la Barre.	4	24 court	3.900	Id.
32	Au nord d'Ormesson.	6	24 long	4.100	Fort de la Briche.
33	A l'ouest du Bourget.	8	24 long	3.700 3.300	Fort d'Aubervilliers. Batterie sud d'Aubervilliers.
34	Au nord-est de Champigny.	4	24 long	3.600 5.000	Batterie sud est de Nogent. Fort de Nogent.
35	Au sud-est de Brie-sur-Marne.	6	12	4.200 5.500	Redoute de Saint-Maur. Idem de la Faisanderie.
36	Au moulin de Stains.	8	12	1.700	Double Couronne.
37	A l'ouest du moulin de Stains.	8	12	1.700	Id.
38	Au nord du château de Villetaneuse.	6	24 long	2.500 2.400	Double Couronne. Fort de la Briche.

Le nombre total des coups tirés par ces batteries fut de 56,759.

Quant aux travaux d'approche, ils ne furent commencés qu'au nord, en face de Saint-Denis. Le 13 janvier, en effet, les généraux Kamecké et prince de Hohenlohe s'étaient déclarés d'avis de renoncer à une attaque de vive force sur Issy et Vanves. L'assaut sur Saint-Denis fut au contraire décidé, et la première parallèle creusée : elle mesurait un développement de 4,500 mètres : « elle présentait dans tous ses points un couvert d'à peu près 2 mètres, écrit le capitaine Gœtze, et était pourvue d'une de ses communications, celle d'Epinay. »

L'armistice vint arrêter ces travaux.

CHAPITRE XIII

Evénements survenus sur les deux rives de la Seine à la suite de l'occupation de Rouen. — Mouvements des Allemands. — Reconnaissance sur le Havre. — Opérations sur la rive droite, jusqu'au 6 janvier. — Opérations sur la rive gauche. — Le corps du général Roy. — Le général Faidherbe, nommé commandant en chef de l'armée du Nord. — Reprise des hostilités. — Surprise de Ham. — Bataille de Pont-Noyelles. — Retraite de l'armée française. — Investissement de Péronne. — Bataille de Bapaume. — Les deux armées se mettent simultanément en retraite. — Prise de Péronne. — Prise de Montmédy. — Prise de Mézières — Prise de Rocroy.

I

La prise de Rouen par les Allemands eut pour première conséquence la retraite du corps français qui, dans le département de l'Eure, faisait face à Conches, à Evreux et à Vernon à la cavalerie Rheinbaben qui occupait Dreux et Anet, s'étendant par sa droite jusqu'à Pacy-sur-Eure, et se couvrant à Saint-André par la brigade de Barby.

Dès le 7 décembre, le général Manteuffel prescrivait au 1er corps d'envoyer des colonnes de brigade combinées vers Evreux et Vernon, tandis que le 8e corps opérerait vers Pont-Audemer et Bernay, et sur la rive droite de la Seine dans la direction du Havre. En outre, un détachement de deux bataillons et deux régiments de cavalerie, était porté à Clères, sous les ordres du général Dohna, pour gagner Dieppe.

La 4e brigade marcha sur Vernon où d'importants rassemblements de troupes françaises étaient annoncés ; mais déjà le capitaine de frégate Gaude, chargé du commandement de la subdivision de l'Eure, s'était replié derrière la Rille, et se préparait même à s'abriter derrière la Touque. La 4e brigade arriva donc à Vernon sans combat, le 9 décembre.

Un autre détachement du 1er corps, sous les ordres du colonel de Massow, atteignit Louviers le 8, et Evreux le 9. Sur la rive gauche de la basse Seine, une brigade combinée du 8e corps, commandée par le colonel von Bock, se dirigea par Bourgachard sur Pont-Audemer, d'où quelques patrouilles furent poussées dans les directions de Honfleur et de Beuzeville.

Enfin la colonne du général Dohna séjourna à Dieppe le 9.

Le 9 décembre, arrivèrent à Rouen des instructions du grand quartier général, prescrivant de poursuivre les troupes du général Briand, et de tenter même, s'il était possible, un coup de

main sur le Havre, « mais sans se laisser entraîner dans une entreprise de longue durée. » Les nouvelles d'Amiens prouvaient, en effet, que l'armée française battue à Villers-Bretonneux, se préparait, après s'être reformée, à reprendre avant peu la campagne : le général Manteuffel devait donc veiller à la fois à l'ouest et au nord.

Il ne sera pas inutile de faire remarquer que le grand quartier général allemand donnait à la 1re armée des instructions analogues à celles que nous avons vu transmises au prince Charles sur la Loire. Il faisait poursuivre aux mêmes troupes deux objectifs à la fois : Bourbaki et Chanzy par la 2e armée, le Havre et Amiens par le général Manteuffel. Peut-être est-ce à cette raison et, après les aveux des Prussiens eux-mêmes on peut ajouter à cette faute deux fois commise par l'état-major allemand dans des conditions identiques, qu'il convient d'attribuer les résultats *relativement* médiocres obtenus par l'ennemi.

En conséquence des instructions reçues, les mouvements suivants furent prescrits et exécutés du 10 au 14 décembre :

1er *Corps.* — La 1re brigade se rassembla à Rouen, la 2e brigade qui se trouvait à Evreux depuis le 9, se porta aux environs d'Elbeuf et de la Bouille, afin de pouvoir opérer sur l'une ou l'autre rive de la Seine. Quelques bataillons étaient laissés au colonel Legat pour observer le cours de la Rille. Le 11 décembre, ce détachement fut accueilli par des coups de feu aux environs de Beaumont : le 12 et le 13, il fut attaqué, aux environs de Serquigny, par le corps que le capitaine de frégate Gaude avait replié en arrière de la Rille. Le capitaine Gaude avait été remplacé par le capitaine de vaisseau de Guilhermy qui avait arrêté le mouvement de retraite, et pris position à Bernay, avec avant-poste à Serquigny. Ces divers engagements, sans importance d'ailleurs, n'empêchèrent pas le colonel Legat de détruire le chemin de fer qui relie Evreux à Rouen et à Caen. Le 13 décembre au soir, les troupes de la 2e brigade prussienne s'étaient rapprochées de la Seine, et le 15, elles étaient échelonnées sur la route de Brionne à Rouen, entre Saint-Denis et la Bouille.

La 4e brigade était rentrée de Vernon à Rouen le 14.

Du 8e *corps*, la 29e brigade (von Bock) était revenue à Rouen le 12 ; elle avait aussitôt été dirigée sur Gournay pour gagner Amiens, tandis que la 30e prenait la route du Nord et arrivait le 13 à Forges.

La 16e division avait été désignée pour l'expédition sur le Havre : elle avait été précédée par des détachements de dragons de la garde qui avaient poussé des reconnaissances jusqu'à Montvilliers et Criquetot. La place du Havre, commandée par le capitaine de vaisseau Mouchez, ne comptait à ce moment que peu de défenseurs ; le général Briand ayant dû, sur un ordre du ministre de la guerre, s'embarquer avec quelques troupes pour Cherbourg. Le 10 décembre, la 16e division, conduite par le général Gœben, s'avança au delà de Marommes : le 11, le quartier général fut porté à Bolbec. Les renseignements transmis au général Gœben ayant montré qu'un coup de main n'aurait aucune chance de réussite, conformément aux instructions du général de Moltke, l'expédition fut abandonnée : le 12, la 16e division était en marche sur la route Yvetot-Cany ; le 14, elle atteignait Dieppe, d'où elle se dirigeait sur Abbeville et Amiens, puis sur Beauvais, et enfin sur la ligne Breteuil-Montdidier, à la suite de nouveaux ordres.

La résistance que le détachement du colonel Legat avait éprouvée sur la Rille inquiétait le général Manteuffel qui prescrivit au général de Bentheim de refouler les troupes françaises. Le 16, le commandant du 1er corps d'armée établit son quartier général à Elbeuf ; ses forces

comprenaient onze bataillons, cinq escadrons et 48 canons. Le 17, à la suite de nouvelles alarmantes venues d'Amiens, la 1[re] division reprit le chemin de Rouen, et le colonel de Massow demeura seul entre Grand-Couronne et Pont-de-l'Arche avec un régiment, un escadron et une batterie. Instruit des premiers préparatifs de l'ennemi, le commandant de Guilhermy donna l'ordre de se retirer sur Lisieux. L'émotion fut vive à Bernay, une émeute suivit et le commandant français, brave officier de la Crimée, fut malheureusement atteint d'un coup de feu. Le lieutenant-colonel Roy, appelé à lui succéder, put facilement se maintenir, à la suite de la retraite du général Bentheim.

Sur la rive droite de la Seine, le corps d'observation laissé devant le Havre sous la direction du général de Zglinitzki s'étendait de Duclair à Barentin, et se reliait avec le général de Brandebourg dont les dragons patrouillaient de Pavilly à Clères. Le général de Prisltzelwitz commandait en chef ces forces obligées à se tenir sur la défensive. Afin d'empêcher nos canonnières de remonter la Seine, le général de Bentheim fit couler six navires en face de Duclair (1).

La gravité des événements qui s'accomplissaient alors dans le nord réduisait, en effet, à l'impuissance les Allemands, forcés d'envoyer des renforts à Amiens. Le général de Manteuffel avait successivement porté son quartier général au Héron, à Marseille-le-Petit, et à Breteuil les 17, 18 et 19 décembre; et le général Bentheim, commandant supérieur de Rouen, s'occupait beaucoup plus de garder ses soldats aux alentours de cette populeuse cité que de les lancer dans des entreprises hasardeuses. Nous ne consacrerons donc que quelques lignes au récit des événements accomplis sur les deux rives de la Seine. Ils ne valent pas, d'ailleurs, qu'on s'y arrête longuement.

Du Havre, à diverses époques, le 21 décembre, sous les ordres du colonel de Beaumont, le 2 janvier, sous le commandement du général Peletingeas, des reconnaissances de plusieurs milliers d'hommes sortent de la place; mais le moindre mouvement de l'ennemi les arrête, et les oblige à reculer précipitamment.

Sans être bien sérieuses encore, les opérations militaires avaient, cependant, plus d'importance sur la rive gauche de la Seine. Le colonel Roy, bientôt promu général, avait annoncé à Bordeaux qu'il chasserait les Prussiens de l'Eure. Dès le 25 décembre, il marcha en avant. Ses forces comprenaient environ 10,000 hommes avec 14 pièces. Dès le 28, le contact fut pris avec l'ennemi, dans le voisinage d'Orival. Le lendemain, les Prussiens abandonnèrent Château-Robert et Moulineaux et, le 30 décembre, au soir, nos mobiles occupèrent la ligne de la Bouille à Elbeuf. Le général de Manteuffel vint lui-même, par un train spécial, d'Amiens à Rouen reconnaître la position, et amener quelques renforts. Le 31, Château-Robert fut surpris par les Prussiens, mais aussitôt repris par les mobiles de l'Eure et de l'Ardèche. Dans les quelques jours qui suivirent, la situation parut assez grave à Rouen pour déterminer le général Bentheim à porter toute la 1[re] division à la rencontre des Français : il semblait par trop dangereux, en effet, de les laisser s'avancer si près de Rouen.

Le 4 janvier, nos avant-postes furent attaqués avant le jour, et repoussés sur le plateau de Château-Robert, où la lutte fut vivement soutenue. Mais, la supériorité de l'ennemi nous obligea à reculer, et à repasser la Rille en toute hâte. Le 9 janvier, le général Roy était

(1) Ces six navires étaient anglais, et cette prise donna lieu à des réclamations de la part de l'Angleterre ; une indemnité fut ultérieurement payée.

remplacé par le colonel Saussier, évadé de Metz, où il commandait le 41e de ligne et promu général. D'après les instructions du ministre de la guerre, les troupes de l'Eure et du Calvados devaient former une division d'un nouveau corps, le 19e.

Sur les deux rives de la Seine, à la date du 8 au 10 janvier, les Prussiens étaient donc parvenus à maintenir toutes leurs positions, malgré les dangers de la situation. Le manque d'entente entre les divers commandants français, avait puissamment contribué à amener ce fâcheux résultat.

II

Après la bataille de Villers-Bretonneux, l'armée du Nord, ou mieux le 22e corps, puisque nos troupes ne formaient encore qu'un corps d'armée, assez imparfaitement organisé même, avait profité de la trêve que lui accordait l'ennemi, empressé de se diriger sur Rouen. Le général Faidherbe, appelé d'Algérie, était arrivé à Lille le 4 décembre; dès le 8, il se mettait en campagne avec trois divisions comprenant 30,000 combattants et 64 pièces de canon. « Le général Faidherbe, écrit-il lui-même dans son ouvrage, comprenait qu'une puissante diversion était nécessaire pour sauver le second port de commerce de France (le Havre) (1.)»

La 1re division du 22e corps se porta vers Saint-Quentin, et força à se replier quelques faibles détachements ennemis. Le 9, le général Lecointe poussa sur Ham un bataillon de mobiles soutenu par quelques escadrons et 2 canons. Les Allemands se réfugièrent dans le château, et menacés d'un bombardement, se décidèrent à capituler.

Le général Grœben, qui commandait à Amiens, prévint aussitôt le général Manteuffel

(1) Un assez long débat s'est engagé, à la suite de la campagne, entre le général Gœben et le général Faidherbe au sujet de l'influence exercée par la marche de l'armée du Nord, sur les résolutions du commandant du 8e corps allemand : « Le Havre n'a pas été sauvé par la diversion du général Faidherbe », écrit le général Gœben. Nous résumerons ici les faits : Les instructions du grand quartier-général transmises de Versailles le 7, avant le mouvement de l'armée française, et arrivées à Rouen le 9 décembre, étaient ainsi conçues : « Le commandant de la 1re armée jugera si la ville peut être enlevée par un coup de main; mais Sa Majesté ne veut pas que la 1re armée se laisse entraîner devant le Havre dans une entreprise de longue durée. » Parti, comme nous venons de le voir, le 10 décembre, avec la 16e division, le général de Gœben, ne tarda pas à être informé par les dragons de la garde envoyés en avant, que la ville était en état de résister à un coup de main. « Si l'on ne poursuivait pas les opérations contre cette place, après avoir attaqué ses positions de défense avancées, dit le colonel Wartensleben, l'adversaire en tirerait parti, au moins comme d'un succès moral. » Dans ces conditions, le général de Gœben ne pouvait que se conformer aux instructions qui lui avaient été transmises, et renoncer à une tentative qui n'avait aucune chance de réussite. Telle est la thèse soutenue par le général de Gœben. A ces arguments, il y a une réponse qui pourra sembler décisive, c'est à l'intéressant et impartial ouvrage du colonel Wartensleben que nous l'empruntons : « Ces événements (la marche du général Faidherbe et la prise de Ham), furent connus à Amiens le 10; *le commandant en chef aussitôt prévenu à Rouen par le télégraphe* prescrivit immédiatement au général Grœben de marcher de suite vers Ham. » Le 10 décembre, le général Manteuffel était donc informé de la situation; est-il vraisemblable que le général Gœben n'en ait rien su, et ne peut-on dire, avec le général Faidherbe, que cette nouvelle si grave fut bien pour quelque chose dans la facilité avec laquelle le général prussien renonça à l'opération sur le Havre?

par le télégraphe, et envoya sur Ham quelques troupes qui, vivement attaquées à Eppeville, purent à grand'peine battre en retraite.

Les deux brigades du général Kummer, alors à Forges et à la Feuillie, reçurent



LE GÉNÉRAL FAIDHERBE

l'ordre, le 13, de se concentrer rapidement à Montdidier, de façon à empêcher, ou tout au moins à retarder la marche des Français, jusqu'à l'arrivée des troupes du général Gœben.

Dans la pensée de l'état-major allemand, le mouvement du général Faidherbe était dirigé

contre Paris et non contre Amiens ; les troupes disponibles, c'est-à-dire 15 bataillons, 2 régiments de cavalerie et 5 batteries prenaient donc position le 18 à Roye, Montdidier et Breteuil, de façon à pouvoir menacer le flanc droit des Français. Enfin, des détachements de l'armée de la Meuse, et du corps du comte de Lippe étaient poussés sur Soissons, ou s'établissaient à Compiègne.

Pendant que les Allemands s'efforçaient d'empêcher ainsi un mouvement sur Paris qu'ils croyaient imminent, le général Faidherbe se portait sur la Fère ; puis, après avoir reconnu l'inutilité d'un coup de main, il se décidait à prendre la direction d'Amiens. L'armée française prit position sur la rive droite de la Somme, occupant les hauteurs qui dominent la rive gauche. « On adopta pour ligne de bataille, dit le général Faidherbe, faisant face à la citadelle, seul point de passage laissé à l'ennemi, la vallée de l'Hallue, où se trouvaient les villages de Daours, Bussy, Querrieux, Pont-Noyelles, Bavelincourt, Béhencourt, Vadencourt et Contay. La majeure partie des troupes y fut cantonnée ; le surplus occupait, le long du chemin de fer, la ville de Corbie, où s'établit le quartier général, et les villages environnants. »

Déjà, le général Grœben avait évacué Amiens, ne laissant que quelques compagnies dans la citadelle, et s'était porté avec ses troupes à Montdidier pour rallier la 15e division (Kummer). Cette évacuation fut, d'ailleurs, de courte durée : dès le 18, sur l'ordre du général Manteuffel, 5 bataillons, 4 escadrons et 2 batteries, sous les ordres du général Mirus, venaient réoccuper la ville.

Le 20 décembre, le général Gœben fit exécuter les mouvements suivants : La 16e division envoya la 32e brigade à Amiens, et la 31e à Sains et à Boves. La 15e division se porta sur la Luce, une brigade à Demuin, une autre à Rozières. La 3e division de cavalerie gagna Chaulnes et Lihons ; l'artillerie de corps Ailly et Moreuil. Le général Manteuffel était arrivé à Amiens.

En même temps, un bataillon du 44e régiment était envoyé en reconnaissance sur Querrieux. Vivement attaqué par le 13e bataillon de chasseurs à pied et un bataillon du 33e de ligne, il se repliait précipitamment, avec une perte de plus de 50 soldats. Nous avions, de notre côté, 27 hommes hors de combat.

Le lendemain, les avant-postes échangèrent des coups de feu sur les bords de la Somme, et, le 22, le général de Manteuffel adressa ses instructions aux commandants de corps : Le 8e corps d'armée, avec la 3e division de cavalerie, devait commencer son mouvement le lendemain, à huit heures du matin, après avoir fait jeter des ponts en amont et en aval de la ville.

La réserve du corps, formée par cinq bataillons de la 3e brigade, le régiment n° 3, deux batteries et le 5e uhlans, avait pour mission d'occuper la Motte-Brebière (passage de la Somme, à moitié chemin d'Amiens et du confluent de l'Hallue), et, en même temps, de prendre position sur la hauteur de la ferme des Alençons (sur la route de Querrieux), au sud du bois.

Afin de se garder contre toute éventualité, le général Manteuffel avait demandé au général de Bentheim d'envoyer six bataillons de Rouen à Amiens. Il avait, en outre, ordonné à la brigade de cavalerie du prince Albrecht fils, qui se trouvait à Beauvais, de marcher en toute hâte, de façon à arriver, le 24, à Amiens. Enfin, le grand état-major avait prévenu le commandant en chef de la première armée qu'il pourrait compter très-prochainement sur le con-

cours du corps Senden (1), destiné à opérer dans la direction de Péronne, et il avait prescrit à la 12e division de cavalerie (Saxons) d'appuyer la première armée, en inquiétant les Français du côté de Ham.

Il semblait donc indiqué d'attendre l'arrivée de ces renforts pour engager l'action; mais le général Manteuffel se décida à brusquer l'attaque. Deux raisons le poussaient à agir ainsi : la situation inquiétante des troupes allemandes à Rouen, d'abord, ensuite « la crainte que l'esprit des populations ne fût influencé — si l'on tolérait près de soi une armée ennemie menaçante — et que les troupes elles-mêmes ne perdissent un peu de la confiance que leur avait donnée la victoire. »

A huit heures du matin, le 23, l'armée prussienne exécute les mouvements indiqués : la 15e division, la brigade d'artillerie à cheval de l'artillerie du corps d'armée, et la 7e brigade de cavalerie passent la Somme en amont d'Amiens, sur des ponts jetés à Camon et à La Neuville. (*Voir la carte précédemment publiée de la bataille de Pont-Noyelles.*) La 16e division et l'artillerie montée traversent la rivière à Amiens, et prennent la route de Rainneville et de Pierregot, de façon à pouvoir agir dans le flanc droit de l'armée française. Les communications entre les deux divisions sont maintenues par la 7e brigade de cavalerie. La description du terrain où va s'engager l'action est faite en ces termes par le colonel Wartensleben : « A 2 kilomètres environ avant Querrieux, le plateau est découvert, et s'abaisse en pente douce jusque sur l'Hallue, ruisseau sans importance, mais bordé de prairies inondées que l'on ne peut guère traverser que sur les ponts des villages; ceux-ci sont pour la plupart situés sur les deux bords du ruisseau, en face les uns des autres. La rive gauche de l'Hallue est assez élevée, et parfois escarpée. Elle domine complètement la rive droite par laquelle arrivaient alors les troupes prussiennes. Au-delà de la vallée de l'Hallue, entre le cours supérieur de ce ruisseau et celui de l'Encre, qui se jette dans la Somme, à l'est de Daours, le plateau s'élargit jusque vers Albert; il est en général découvert et très-peu accidenté. »

Dès neuf heures du matin, les grand'gardes françaises signalent les mouvements de l'ennemi, et le général Faidherbe assigne à chaque division sa place de bataille : la division Moulac doit prendre position sur les hauteurs de Daours et de Bussy, la division du Bessol en face Pont-Noyelles et Fréchencourt, à sa droite la division Derroja jusqu'à Contay; la division de mobilisés Robin derrière le 22e corps, dans les environs de Béhencourt.

Vers onze heures, la 15e division allemande atteint l'Hallue avec ses têtes de colonne : la 29e brigade marche sur la gauche, face à Querrieux, la 30e brigade est provisoirement en réserve, et un détachement sous les ordres du colonel de cavalerie Loë menace Daours. Querrieux n'est que faiblement occupé par les Français; la division du Bessol est obligée, en effet, de s'étendre pour tenir, outre ses positions, celles de la division Moulac qui, campée trop en arrière, n'arrivera en ligne que vers midi. Le combat de tirailleurs est cependant assez sérieux pour que le colonel von Bock, qui commande la 29e brigade, juge à propos de faire combattre un détachement de la 2e compagnie de pionniers (2). Au hameau de la Houssaye, quelques pièces françaises bien postées tirent sur l'ennemi qui, après s'être em-

(1) Ce corps comprenait : 5 bataillons, 3 batteries et une brigade de cavalerie (général Strantz).

(2) Gœtze *Opérations du corps du génie allemand.* — La relation du colonel Warkensleben, dit que les Allemands trouvèrent le village de Querrieux évacué.

paré de Querrieux, se porte à l'assaut de Pont-Noyelles, dont il parvient à se rendre maître. Mais toutes les tentatives des Allemands pour déboucher du village sont inutiles. Assaillies par le feu de notre infanterie, six compagnies du 33e régiment sont obligées de redescendre précipitamment les pentes nord qu'elles ont gravies, poursuivies par nos mobiles, accablées par nos obus qui incendient Pont-Noyelles.

A l'extrême droite allemande, le détachement du colonel Loë est engagé devant Daours contre les troupes de l'amiral Moulac; mais il ne peut gagner du terrain, malgré le concours que lui apporte le 8e bataillon de chasseurs qui s'est avancé par La Motte. A une heure, le chef d'état-major du 8e corps vient demander des renforts au général Manteuffel: le 3e régiment (armée de Rouen), un escadron et une batterie qui forment réserve à La Motte sont aussitôt dirigés sur Daours, et conduits par le major Lewinski, de l'état-major du commandant en chef. Sous le feu violent des Allemands, les quatre batteries dont deux de 12, de l'amiral Moulac, sont obligées de se retirer, et l'ennemi entre dans le village dont il est forcé d'enlever les maisons une à une. Vers quatre heures, seulement, il triomphe entièrement sur ce point. Mais, tous ses efforts pour s'élever au nord sont inutiles à Daours comme à Pont-Noyelles : des hauteurs, nos soldats accablent de projectiles deux bataillons que le major Lewinski veut jeter en avant.

Vers quatre heures, les Allemands sont maîtres de Daours, Bussy, Querrieux et Pont-Noyelles, mais il n'ont pu parvenir à aborder la position importante des Français, la hauteur boisée au nord de Pont-Noyelles. La 30e brigade tente alors un mouvement tournant, après avoir détaché deux bataillons à Querrieux, elle marche sur Fréchencourt, dont elle s'empare malgré la résistance des mobilisés de la division Robin ; mais ce succès demeure stérile, de Fréchencourt pas plus que de Pont-Noyelles et de Daours, les Prussiens ne peuvent déboucher.

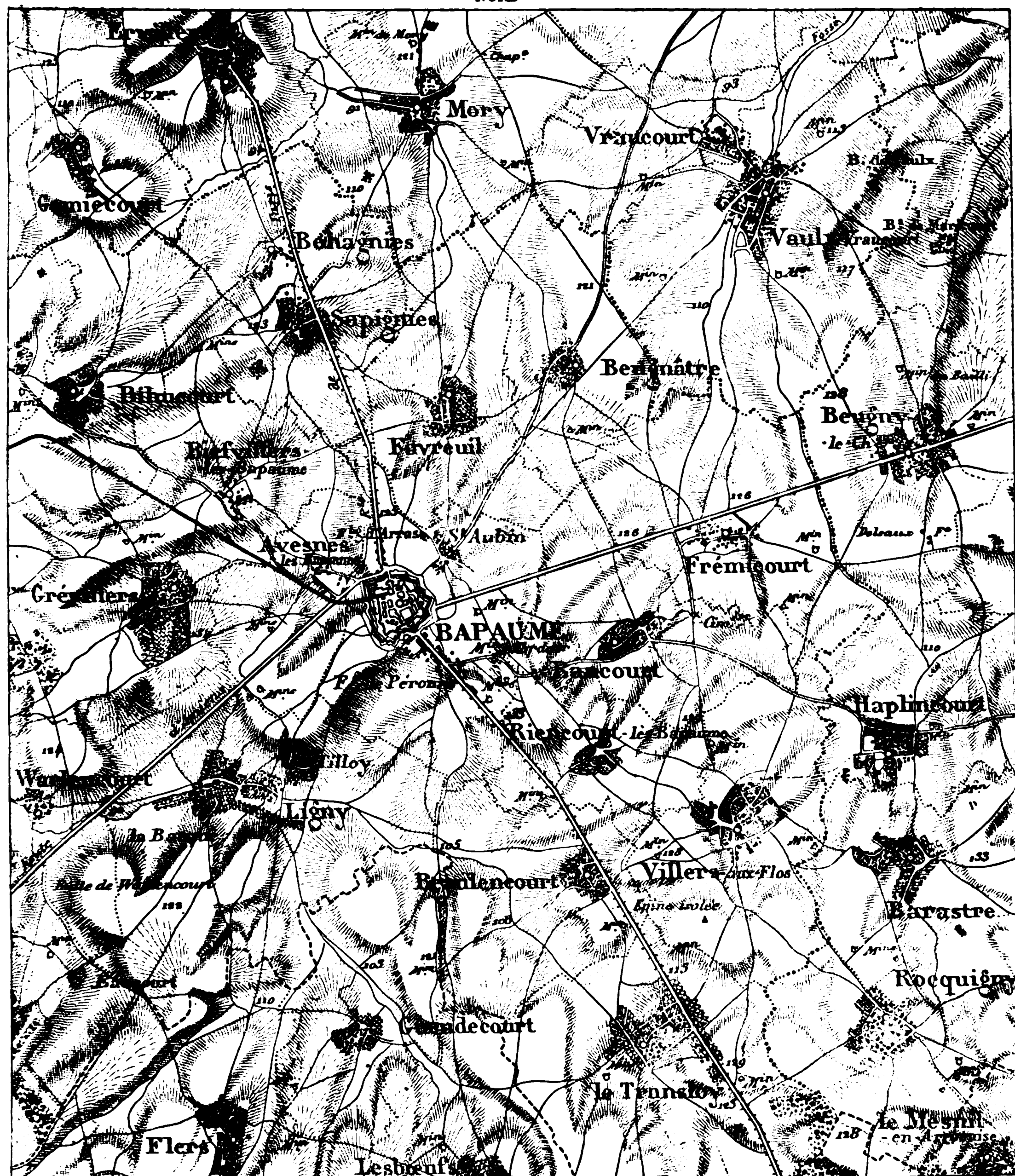
A la gauche allemande, la 16e division avait atteint la ligne de l'Hallue, et sucessivement pris les villages de Montigny, Beaucourt et Béhencourt, un instant reconquis par nos troupes, mais elle n'avait pu pousser plus loin, et entamer la division Derroja.

Vers quatre heures et demie, sur l'ordre du général Faidherbe, nos troupes prennent partout l'offensive : la division Derroja déborde le flanc gauche de la 16e division, et l'oblige à se tenir sur la défensive, tandis qu'au centre et à notre gauche, les divisions du Bessol et Moulac se portent en avant, menaçant à la fois, Pont-Noyelles, Querrieux, Daours. Malheureusement, la nuit arrive rapidement, et ne nous permet pas d'obtenir un succès complet. Les deux versions allemande et française sont ici tellement opposées que nous devons nous borner à les reproduire: « A Daours, écrit le colonel Wartensleben, le colonel Loë et le major Lewinski, après un combat acharné, repoussèrent sans perdre beaucoup de monde, une attaque très-énergique des Français qui arrivèrent à trente pas seulement du village. A Pont-Noyelles, l'engagement fut également très-vif. L'ennemi qui arriva jusqu'aux premières maisons, fut repoussé avec de grandes pertes. »

... « Pont Noyelles et Daours, écrit de son côté le général Faidherbe, furent envahis avec la dernière vigueur, et le général en chef était convaincu que nous en étions restés maîtres, ayant quitté lui-même à la nuit le village de Daours, en y laissant l'amiral Moulac avec quelques bataillons. Mais, au milieu de la confusion que fit naître l'arrivée d'une nuit obscure, des Prussiens restés en grand nombre dans les maisons, appuyés par de forts détachements qui tournèrent en silence les villages, parvinrent à les reprendre.

BATAILLE DE BAPAUME

NORD



Gravé par A. Martin, rue St Jacques 179 — Gillot Sc

Echelle de 1/80.000

pour ainsi dire sans lutte, et nous enlevèrent environ 200 hommes dans chacun d'eux. »

En résumé, la victoire était demeurée indécise (1) : les Allemands s'étaient bien emparés des villages qui bordent l'Hallue, mais ils n'avaient pu nous entamer. La supériorité du nombre était de notre côté, mais pouvait-on bien compter comme des soldats la division de mobilisés? Dans les deux camps, les pertes étaient sensiblement égales : 141 tués dont 50 officiers plus 905 blessés, au total 1,046 Français hors de combat, pour 955 Allemands. Il convient d'ajouter, il est vrai, un millier de mobiles ou de mobilisés disparus, mais la plupart rejoignirent promptement leurs corps.

Les deux armées passèrent en présence la journée du 24, sans reprendre l'attaque; à notre droite, seulement, dans la direction de Contay, la division mobilisée tira quelques coups de canon sur les bois où se trouvait l'ennemi. Malgré l'arrivée de la brigade de cavalerie du prince Albrecht, le général Manteuffel se borna à arrêter un projet d'offensive contre Corbie pour la journée du 25. A deux heures de l'après-midi, l'armée française opéra sa retraite en bon ordre sans être inquiétée : la position choisie par le général Faidherbe pour le cantonnement de ses troupes était derrière la Scarpe, la droite appuyée à Arras et la gauche à Douai. Les deux corps de l'armée du nord s'établirent en première ligne dans les villages de Fampoux, Rœux, Vitry, Brebières, Corbehem, et en seconde ligne (les mobilisés) de Oppy à Esquerchin.

Le 25 au matin, le général Gœben s'avança à la tête de son corps d'armée, la 15e division suivant la route d'Albert, la 16e, celle de Contay. En même temps, le général Mirus arrivait à Corbie dont il s'emparait sans résistance. Le 26, le commandant du 8e corps continua sa marche en avant, et établit son quartier-général à Bapaume. Les instructions du grand quartier-général défendaient de s'engager à fond. Elles sont assez singulières pour que nous les reproduisions ici : « L'intérêt général des opérations nous commande de ne poursuivre l'ennemi, après chaque succès, qu'autant qu'on le jugera nécessaire pour *disperser* ses masses principales, et en *retarder* la réorganisation..... On attendra que les forces de l'ennemi se soient de nouveau constituées en armées, pour diriger alors contre elles de rapides offensives. » La diffusion excessive des forces allemandes avait rendu ces instructions nécessaires : nous n'avons pas à rechercher s'il eût été plus sage de moins s'étendre, et de pousser à fond, d'en finir par exemple avec l'armée du Nord, après Villers-Bretonneux, ce qui était peut-être possible, avant de se diriger sur Rouen.....

Tandis que le général Gœben, avec le 8e corps, arrivait à Bapaume, le général Mirus continuait son mouvement sur la rive gauche de la Somme, et atteignait Bray, le 26. A cette même date, le détachement du général Senden était à Ham, où il avait reçu l'ordre de se rendre, et la 2e brigade de la 12e division de cavalerie (Saxons) gagnait Chaulnes.

L'intention du général Manteuffel était d'investir Péronne avec les forces réunies des généraux Mirus et Senden, tandis que les Saxons de la 2e brigade de cavalerie de la 12e division maintiendraient les communications entre les deux rives de la Somme.

(1) Le colonel Wartensleben, avec cette haute impartialité qui distingue son ouvrage, s'exprime ainsi : « Nous devons rendre pleinement hommage à l'attitude de cette armée, qui venait à peine d'être organisée et à la manière dont elle fut dirigée pendant le combat. Nous sommes loin de vouloir considérer cette bataille comme une défaite de l'ennemi, si l'on entend par cette expression, une catastrophe suivie d'une désorganisation tactique plus ou moins grande. »

L'importance de Péronne était excessive pour les Allemands, car elle leur assurait la ligne de la Somme, de La Fère à Amiens. Il ne paraissait pas, d'ailleurs, que cette petite place pût faire une longue résistance, et l'exemple de la citadelle d'Amiens était de nature à décider l'ennemi à tenter l'entreprise.

Située sur la Somme, au croisement des routes d'Arras, de Ham, et de la route directe de Cambrai à Paris, la ville de Péronne ne se trouve qu'à 19 kilomètres du chemin de fer de La Fère à Amiens. Son enceinte se compose d'une ancienne muraille bastionnée et terrassée. Le vieux château sert de réduit. Le faubourg de Bretagne, situé en avant, du côté nord, est enveloppé par un ouvrage à cornes qui n'est pas partout à l'abri de l'escalade. Devant le front sud, un autre ouvrage à cornes, sans la moindre valeur, couvre un second faubourg plus petit appelé faubourg de Paris; cet ouvrage a des fossés pleins d'eau, et ses deux bastions renferment des traverses-abris. La place est dominée à 1,000 et 2,000 mètres. Sa garnison comprenait 3,700 hommes, parmi lesquels une compagnie seulement du 43e de ligne et une de fusiliers marins. L'armement se composait de 49 pièces parmi lesquelles 35 non rayées (1).

Le 27 décembre, le général Mirus et le général Senden s'avancèrent avec leurs détachements, et rejetèrent promptement les Français dans la place: le 28 à midi, 34 pièces se mirent en batterie à 1,500 mètres, et ouvrirent le feu. Le résultat n'ayant pas paru satisfaisant, le 29, le général Manteuffel donna l'ordre de réunir un petit parc de siége à Amiens et à La Fère, la ville continuant à être investie par la 31e brigade du 8e corps, qui remplaçait la 3e brigade du général Mirus, envoyée à Rouen (2) pour soutenir le général Bentheim. Au 1er janvier, le corps de siége, aux ordres du général von Barnekow (commandant la 16e division) se composait de 12 bataillons, 8 escadrons, 9 batteries de campagne et 2 compagnies de pionniers.

A cette même date, le général Gœben dont les avant-postes escarmouchaient avec les Français, avait transporté son quartier général de Bapaume à Combles.

Cependant, le général Faidherbe dont les troupes s'étaient promptement réorganisées, quitta ses positions le 1er janvier, pour s'opposer au bombardement de Péronne, et le 2 s'avança à la rencontre de l'ennemi. Le 22e corps se dirigeait sur Bucquoy, à l'ouest de la ligne d'Arras à Albert, tandis que le 23e prenait à l'est de cette ligne, et de la route de Bapaume.

Dans sa marche, le 22e corps rencontra à Bucquoy, à Courcelles le Comte, et à Ablainzeville des détachements de la 3e division de cavalerie qui cédèrent promptement le terrain. Achiet-le-Petit fut évacué par une compagnie du 69e régiment, et occupé par nos troupes. A Achiet-le-Grand, deux compagnies du 28e régiment furent repoussées sur Bapaume, après une vive résistance.

Pendant que se livraient ces divers engagements, la 1re division du 23e corps traversait les villages de Boyelles et d'Ervillers, et portait sur Béhagnies son avant-garde, formée par le 19e bataillon de chasseurs et 2 pièces. Le général Kummer avait fait garder le village par trois compagnies du 28e régiment, et demandé des renforts à Bapaume. La brigade Strub-

(1) Gustave Ramon. — *Siége de Péronne.*

(2) Le 44e régiment seul fut envoyé à Rouen, le 4e demeura à Amiens. — Voir *Bulletin de la Réunion des Officiers.* — 11 juillet 1874.

berg accourut à Sapignies, tandis que quelques escadrons de la 3e division de cavalerie, — les hussards du roi notamment, — couvraient les flancs. Béhagnies fut promptement occupé; mais l'attaque de Sapignies offrit de plus grandes difficultés. Le 23e régiment allemand tenait la position, et était soutenu par deux batteries. Un instant, les batteries allemandes durent reculer; mais elles ne tardèrent pas à reprendre le feu, et à nous rejeter au delà de Béhagnies. La division Payen, n'étant pas soutenue par la division Robin, cessa le combat. L'arrivée de la 23e division du 23e corps à Mory détermina les Allemands à se replier sur Bapaume.

Une bataille était imminente pour le lendemain. Le général Gœben (1) prescrivit au général Kummer de tenir énergiquement à Bapaume avec la 15e division; il donna l'ordre au prince Albrecht, alors à Fins, d'amener à Bertincourt son détachement (3 bataillons, 2 escadrons, 18 pièces) (2) Le général de Grœben dut gagner Pys avec 1 bataillon, 4 escadrons et 4 pièces. Les deux autres régiments de la division de cavalerie étaient détachés à gauche, avec 2 pièces, pour prendre les Français de flanc. De Péronne, le général Gœben manda également des troupes.

Les Français commencèrent l'attaque le 3 au matin. La 2e division du 22e corps marchait sur Biefvillers; à sa droite, la 1re division se dirigeait sur Grevillers, tandis que la 1re division du 23e corps devait occuper Behagnies et Sapignies, puis se rabattre sur Favreuil. Quant aux mobilisés du général Robin, ils avaient pour mission de couvrir l'extrême gauche (3).

La 1re division du 23e commença le combat en avant de Sapignies. Postée au nord-est du village, notre artillerie ouvrit vivement le feu contre les pièces allemandes établies à l'ouest de Favreuil Un peu après 9 heures, la 2e division du 22e corps se porta sur Biefvillers, et en chassa une compagnie du 33e régiment; mais le 1er bataillon du 33e s'avança d'Avesnes et, soutenu par une batterie, parvint à nous faire reculer. Le succès des Allemands fut de courte durée. Au bout d'une demi-heure, le village fut repris, et le bataillon allemand décimé dut battre en retraite. Plus à l'ouest, la 1re division s'emparait de Grevillers. Maîtres de ces deux positions, les Français appuyèrent vers Bapaume, mais ils se heurtèrent à une vive résistance à Avesnes. Notre artillerie engagea la lutte avec les batteries ennemies, et la continua jusqu'à une heure et demie environ.

(1) Le général Gœben avait, le 1er janvier, été nommé commandant en chef des troupes se trouvant sur la Somme et au Nord. C'est à tort que l'ouvrage du major Schell, dit qu'il était commandant en chef *de la 1re armée* depuis le 1er janvier. Ce ne fut qu'après le départ du général Manteuffel, le 9 janvier, qu'il fut appelé à exercer ces fonctions.

(2) A la date du 27 décembre, le général de Senden ayant été appelé devant Péronne, puis nommé commandant de la 14e division d'infanterie, son corps qui avant la capitulation de Metz, formait *en partie* la 3e division de réserve, fut dissous. L'infanterie et l'artillerie passèrent au prince Albrecht qui réunit ces troupes à sa brigade, et forma ainsi une division. Le major Blume et le major Schell appellent cette division, 3e division de réserve. Cette dénomination semble mal choisie; elle pourrait amener, en effet, une confusion entre le détachement Senden, depuis prince Albrecht, et l'ancienne division du général Kummer, confusion d'autant moins permise qu'après la capitulation de Metz, les troupes d'infanterie de landwehr avaient été renvoyées en Allemagne et remplacées par une brigade active.

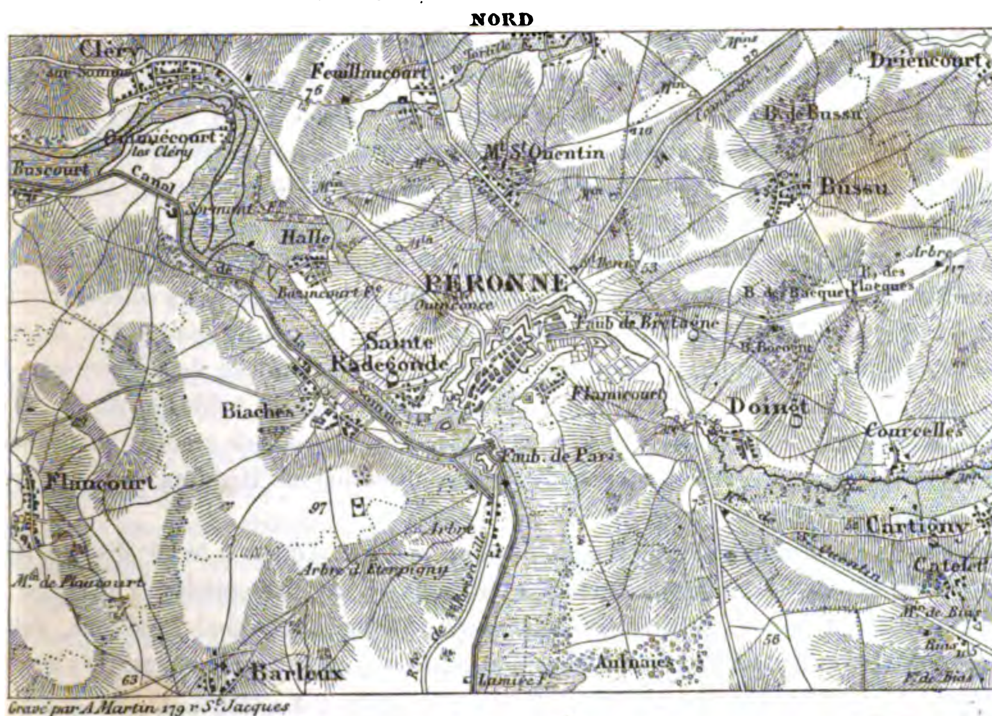
(3) S'il faut prendre à la lettre, la déposition devant la commission d'enquête du général Paulze d'Ivoy, cette mission ne fut que très-imparfaitement remplie. Voici en effet, les paroles de l'ancien commandant du 23e corps de l'armée du Nord : «... Ces mobilisés avaient tellement peur de l'artillerie, qu'à Bapaume, *trois* obus en ont fait fuir 12,000. »

Cependant, dès dix heures et demie, la division Robin avait reculé précipitamment sur Mory, découvrant notre gauche ; la 1re division du 23e corps maintint heureusement le combat, et força même la brigade de Strubberg à se retirer à Bapaume.

La situation des Allemands était des plus critiques, lorsque le détachement du prince Albrecht entra en ligne. L'avant-garde, composée de 2 bataillons, deux batteries et 1 escadron, rallia à Bancourt 1 bataillon et 3 escadrons, et s'avança sur Favreuil, couverte, sur la droite par le 2e uhlans de la garde et une batterie. Vivement attaqués par la 1re division du

SIÈGE DE PÉRONNE

NORD



Echelle de 1/80 000

23e corps, les Prussiens reculèrent cependant et prirent position à l'est de Bapaume, aux environs de Frémicourt, s'étendant jusqu'à Saint-Aubin.

Sur toute la ligne, l'ennemi avait donc cédé : il ne se maintenait plus qu'à Avesnes. Sur l'ordre du général Faidherbe, nos troupes se portèrent en avant. La 1re division enleva vivement Avesnes, et refoula la 23e brigade sur Bapaume. L'attaque de la ville présentant de sérieuses difficultés, le commandant de l'armée du Nord renonça à l'entreprendre.

Tandis que la 1re division du 22e corps gagnait du terrain sur la droite, et tournait Bapaume à l'ouest, la 1re brigade de la 2e division attaquait sans ordre un faubourg de Bapaume, celui d'Arras. A cette nouvelle, le général Faidherbe fit prononcer d'Avesnes un mouvement sur le Calvaire de Bapaume, puis sur la tranchée du chemin de fer ; mais ces

deux tentatives échouèrent. Pendant ce temps, la 1[re] brigade, conduite par le colonel Forster, continuait la lutte vers le faubourg d'Arras, et s'efforçait en vain de s'emparer du hameau de Saint-Aubin, défendu par les fusiliers du 40[e] régiment et un bataillon du 68[e]. « On en vint plusieurs fois à se mêler et à combattre à la baïonnette, » dit le major Schell. Les troupes du prince Albrecht, placées sur la route de Cambrai, pouvant nous faire courir un sérieux danger, et menacer notre gauche imprudemment engagée, le général Faidherbe donna l'ordre à l'infanterie de cesser le combat, et fit canonner vigoureusement l'ennemi.

A notre droite, la brigade Pittié attaquait Tilloy occupé par deux compagnies du 8[e] chasseurs et deux batteries lourdes, et s'en emparait vers quatre heures. Le général de Gœben rassemblait à la nuit toutes ses réserves, le 8[e] chasseurs, trois compagnies du 68[e], un bataillon du 33[e], deux bataillons de la 15[e] division, des hussards et plusieurs batteries, et il les portait aussitôt contre Tilloy, que le général de Strubberg menaçait de flanc. « L'ennemi ne résista pas, et il évacua le village que l'on conserva, » dit le major Schell. « La brigade Pittié se maintint dans le village, » écrit le général Faidherbe.

La victoire était cette fois bien complète: sur tous les points, nous avions forcé l'ennemi à reculer. Nos effectifs étaient de beaucoup supérieurs à ceux des Allemands; mais il faut, comme nous l'avons vu, faire abstraction des 12,000 hommes du général Robin. « Ils (les Prussiens) avaient certainement, écrit le général Faidherbe, plus de 20,000 hommes; — le major Schell évalue l'infanterie allemande à 10,000 hommes — et de notre côté, un nombre à peine égal prit une part effective à la bataille. » La journée nous coûtait 1,319 hommes plus 800 disparus; quant aux pertes de l'ennemi, il est bien difficile de les préciser. Le major Schell indique un total de 870, le colonel Wartensleben dit 1,066; le major Blume confirme ce dernier chiffre (1). Le 33[e] régiment de la Prusse orientale avait été particulièrement éprouvé; il avait perdu son chef, le lieutenant-colonel de Henning, 11 officiers et 228 hommes (2).

Le 4, à huit heures du matin, le général Gœben donna l'ordre à la 15[e] division de se retirer vers le sud, et au détachement du prince Albrecht, de prendre la direction de Roisel, à l'est de Péronne. La division de cavalerie, renforcée par cinq bataillons, dut se rendre à Albert, pour menacer le front des Français, dans le cas où ils voudraient s'avancer sur Péronne pour faire lever le siége.

Mais, au moment même où les Allemands opéraient ces mouvements, le général Faidherbe ordonnait la retraite sur Arras et Douai. « Le même jour, *et contre toute prévision,* dit le capitaine Gœtze, l'armée du nord se retira dans la direction d'Arras. »

(1) Dans son ouvrage sur *la Campagne de l'armée du Nord*, le général Faidherbe avance que des officiers prussiens ont fui à la bataille de Bapaume, et il cite à l'appui un extrait de rapport du général Gœben ainsi conçu : « ..... Il (le général Gœben) demande aux commandants des régiments une liste des officiers qui ont fui, pour qu'ils soient immédiatement cassés. »

Le major Schell réplique dans son ouvrage (*Les Opérations de la 1[re] armée sous les ordres du général de Gœben*) : « Selon le général Faidherbe, des officiers et des soldats allemands se seraient enfuis du combat vers Amiens. Il ne peut y avoir là qu'une confusion entre les deux armées, parce que des officiers et des soldats français prirent la fuite, et que le général Faidherbe aura voulu en faire mention. » Le major Schell oublie de parler du rapport du général Gœben cité par le général Faidherbe, et publié — sans avoir été démenti — par les journaux allemands et anglais.

(2) Sir Randal H. Roberts. *Modern-War*. Cette relation, faite par le correspondant du *Daily-Telegraph*, attaché à la 1[re] armée prussienne, est utile à consulter.

Ce mouvement en arrière, à la suite d'une victoire très-réelle, a semblé inexplicable. « Le lendemain, a déposé le général Paulze d'Ivoy, on a battu en retraite, *ce qui nous a tous surpris.* » Dans son ouvrage, le général Faidherbe ne s'explique que très-sommairement sur les motifs de cette retraite; mais il s'étend plus longuement dans une note adressée à la commission d'enquête. Trois causes principales lui ont dicté sa résolution : « l'impossibilité de prolonger une lutte sérieuse plus d'un jour avec des troupes aussi jeunes; l'ignorance des forces et des intentions de l'ennemi; la certitude enfin que les Prussiens avaient abandonné le siége de Péronne, pour accourir à Bapaume. Cette dernière raison n'avait qu'une valeur bien relative; car il était facile de prévoir qu'après la retraite de l'armée française, le général Gœben ne manquerait pas de reprendre les opérations contre une place indispensable aux troupes allemandes.

Le siége de Péronne continua, en effet, tandis que l'armée française était cantonnée à Boisleux, première station du chemin de fer entre Arras et Amiens. Le 6 cependant, le général Faidherbe fit un ordre de marche pour gagner Péronne, en laissant à l'ouest Bapaume, que les Prussiens avaient réoccupé le 5, et en passant par Morchies, Bertincourt, Itres et Manancourt; mais des renseignements inexacts, transmis par un agent au chef d'état-major de l'armée, firent arrêter le mouvement (1), et ce ne fut que le 10 que les troupes s'avancèrent. Les détachements allemands se replièrent aussitôt. A Marquion, une patrouille du 9ᵉ hussards du Rhin fut repoussée sur Inchy; Sailly fut évacué. Sur notre droite, la division Derroja attaquait, dans la nuit du 10 au 11, Ervillers et faisait prisonnières les grands'gardes de Béhagnies et Sapignies; mais déjà l'armée prussienne avait battu en retraite. Son but était atteint : Péronne avait capitulé.

Le 10 janvier, le général Gœben, nommé commandant en chef de la première armée, en remplacement du général Manteuffel, placé à la tête de l'armée du sud, avait assigné à ses troupes les positions suivantes : Neuf bataillons, quatre batteries venues de Rouen avec le général Memerty, couvraient Amiens sur la Hallue, avec l'aide de deux escadrons du 8ᵉ corps. Trois bataillons et une batterie s'établirent à Corbie. La 15ᵉ division demeura à Bray-sur-Somme; le détachement du prince Albrecht, moins un bataillon envoyé à la Fère, occupa Chaulnes; la 16ᵉ division, qui venait de s'emparer de Péronne, se plaça sur la rive droite. A l'extrême droite de l'armée, la cavalerie du comte de Lippe resta à Saint-Quentin.

En adoptant ces dispositions, le général prussien prévenait à l'avance les desseins des Français qui, dans le cas où ils voudraient reprendre l'offensive, ne pouvaient choisir qu'une des trois combinaisons suivantes : 1° Marcher sur Péronne; 2° menacer Amiens; 3° se diriger par Saint-Quentin. Ce fut à ce dernier parti que s'arrêta le général Faidherbe. Nous le suivrons plus tard dans cette nouvelle entreprise, qui mit fin à la campagne du nord.

Le mouvement de l'armée française, après la bataille de Bapaume, avait jeté le découragement dans Péronne : on ne pouvait croire, en effet, à une victoire sitôt suivie d'une retraite. Aussi, les habitants réclamèrent-ils à différentes reprises une capitulation immédiate. Le commandant Garnier résista d'abord à ces demandes, d'autant que le bombardement avait diminué d'intensité : — les Allemands avaient bien fait venir un parc de siége, mais ils manquaient de munitions. — Le 9 cependant, sur la menace d'un bombardement énergique par

(1) *Note supplémentaire adressée à la Commission d'enquête*, par le général Faidherbe.

des pièces de gros calibre, le drapeau blanc fut arboré : Les Allemands, qui se croyaient déjà à la veille de lever le siége, pour prendre position contre l'armée du nord, accordèrent les conditions les plus larges. D'après le major Schell, on eût accédé même « au libre départ de la garnison. »

Le général Barnekow s'occupa aussitôt de mettre la place en état de défense, pour parer à un mouvement offensif du général Faidherbe qui ne se produisît dans la direction de la ville de Péronne.

III

Au début des opérations de la 1re armée allemande quittant Metz pour aller combattre dans le nord, le général Manteuffel avait été chargé de s'emparer, avec des détachements du 7e corps, des places françaises : Thionville, Montmédy, Mézières, Longwy. Ces trois siéges ne pouvant s'accomplir simultanément, l'investissement de Montmédy fut remis après la prise de Thionville. La tentative faite après Sedan par une brigade de la garde avait prouvé, en effet, que l'on ne pouvait compter se rendre maître de la place par un coup de main.

Montmédy est situé à l'extrémité nord du département de la Meuse, à une faible distance de la frontière belge, et sur une petite rivière nommée la Chiers. La ville est partagée en deux parties bien distinctes : la ville haute, qui est la véritable forteresse et qui, en dehors des établissements militaires, ne compte qu'un petit nombre d'habitations, et la ville basse, beaucoup plus peuplée, mais protégée seulement par un mur d'enceinte.

La ville haute est entourée d'une ceinture bastionnée dont les flancs très-courts sont en partie casematés ; les courtines sont couvertes par des sortes de tenailles ; des demi-lunes, des contre-gardes et un chemin couvert complètent cet ensemble irrégulier. Les escarpes et contrescarpes sont presque partout taillées dans le roc, et leur altitude, qui atteint 25 mètres, rend à peu près impossible l'escalade de cette partie de la ville. La place est enveloppée de hauteurs à pente raide, pour la plupart dominées par la fortification, mais qui échappent généralement à ses vues, grâce aux bois qui les couronnent.

L'importance de Montmédy est extrême : le chemin de fer des Ardennes traverse en effet, sous un tunnel de 250 mètres de longueur, le contrefort situé au nord de la haute-ville, et franchit ensuite la vallée de la Thonne sur un viaduc élevé. Ces deux ouvrages d'art avaient été complétement détruits.

La garnison, placée sous les ordres du capitaine d'état-major des places Reboul, ne comprenait ni un artilleur, ni un soldat du génie ; elle se composait au début de 2,050 hommes, sur lesquels 160 soldats seulement de troupes régulières (57e et 6e de ligne). La ville renfermait 800 infirmiers de l'armée de Châlons, envoyés en avant pour organiser le service des ambulances, dans la prévision d'une bataille livrée dans cette direction.

L'armement comptait 65 pièces dont 8 seulement rayées ; parmi ces dernières, se trouvaient deux pièces de 24. Les vivres abondaient à ce point que, de même qu'à Verdun,

on donna du pain aux bestiaux. Le désastre de Sedan jeta dans la place quelques artilleurs et soldats du génie qui furent d'un puissant secours à la défense.

A la suite de diverses expéditions heureuses, le capitaine Reboul arrêta qu'un coup de main serait dirigé sur Stenay.

Dans la nuit du 10 au 11 octobre, un détachement de 230 hommes, soldats et mobiles, commandés par le lieutenant de la garde Camiade, se porta sur Stenay et, favorisé par le brouillard, fit prisonniers 7 officiers et 200 hommes qui furent ramenés à Montmédy. A la

SIÈGE DE MONTMÉDY

NORD



Echelle de $\frac{1}{80000}$

suite de cette surprise, le commandement d'étapes de Stenay fut supprimé — le lieutenant-colonel-commandant d'étapes comte de Butlar était parmi les prisonniers, et la ville cessa d'avoir une garnison.

Le 18 octobre, le capitaine Reboul, promu commandant, fut relevé de ses fonctions, puis replacé à son poste quelques jours après. Il médita une expédition sur Sedan, de concert avec les troupes de Mézières; un officier fut même envoyé dans la ville que venait de rendre si tristement célèbre la défaite de notre armée; mais les indiscrétions de quelques habitants obligèrent les Français à renoncer à ce hardi coup de main. Les sorties continuèrent cependant, presque toujours heureuses; dans les premiers jours de novembre,

quelques zouaves poussèrent même jusqu'à Sainte-Menehould ; mais le 16 novembre, l'arrivée devant la place de Montmédy de deux bataillons du 74[e] régiment allemand mit un terme à ces incursions : le commandant Reboul n'était plus que commandant de place : il avait de nouveau été remplacé à la tête de la garnison, le 27 octobre, par le chef de bataillon du génie Tessier.

Le premier soin de l'ennemi fut de rejeter les Français dans la ville, mais la faiblesse de son effectif ne lui permit pas de rendre l'investissement bien rigoureux : le 24 novembre, le sergent de zouaves Schneider, avec 12 hommes de la garnison, attaqua 40 Prussiens à Vigneul et ramena 34 prisonniers.

Vers le 25 novembre, les Allemands avaient, devant Montmédy, 5 bataillons d'infanterie, une compagnie de chasseurs, 4 escadrons, une batterie d'artillerie de campagne et une section de pionniers. Le 5 décembre, le commandant de la 14[e] division prussienne, général Kamecke, arriva avec 10 bataillons, 2 escadrons, 5 batteries de campagne, 5 compagnies de pionniers, 11 compagnies d'artillerie de place, et un parc de 44 bouches à feu dont 4 mortiers rayés de 21 cent.

Le front sud fut choisi comme point d'attaque « le plan adopté, dit le capitaine Gœtze, consistait à écraser ce front, ainsi que toute la ville haute, sous un feu violent des batteries de première position, afin de rendre d'autant moins périlleuses les opérations suivantes de l'attaque. »

Dix batteries de siége comprenant 42 pièces soutenues par 20 canons de 9 de campagne furent établies au-dessus de Ville-Cloye, dans le bois de Montmédy à Vigneul, dans le bois de Géranvaux. Les batteries de campagne prirent position à Thonne-les-Prés, Petit-Verneuil et Thounelle.

Le 12 décembre, à sept heures et demie du matin, le bombardement commença : 2,985 projectiles furent envoyés jusqu'au 13 décembre au soir : les 8 pièces rayées de la place n'avaient pu que très-imparfaitement soutenir la lutte, et le conseil de défense avait exprimé l'avis qu'il n'y avait plus qu'à arborer le drapeau blanc.

Cette capitulation a été sévèrement jugée par le capitaine Gœtze : « La place, écrit-il, était encore en parfait état de défense lors de la reddition : La ville haute et ses bâtiments militaires avaient beaucoup souffert du bombardement, mais il n'y avait pas là un motif suffisant pour se rendre, car la population civile avait presque entièrement abandonné cette partie de la ville, et la faible garnison nécessaire pour sa défense était suffisamment pourvue d'abris à l'épreuve. » Cette conclusion est également celle du lieutenant-colonel du génie Prevost (1) : « Les habitants ayant presque tous quitté la ville, on eût pu abriter sûrement ceux qui restaient, abandonner les maisons à une ruine qu'on ne pouvait empêcher, et renoncer à la lutte d'artillerie, pour attendre l'ennemi de près. »

La place de Mézières occupe sur la rive droite de la Meuse l'entrée d'une presqu'île : elle a deux faubourgs sur la rive gauche ; au sud le faubourg de Pierre, et au nord le faubourg d'Arches, qui se relie avec l'industrieuse cité de Charleville. La situation de cette ville, à l'entrecroisement de routes nombreuses et importantes, des quatre voies ferrées de Sedan, Givet, Lille et Reims, devait attirer fatalement l'attention des Allemands. Malheureusement, le terrain des environs domine la vallée de la Meuse de 130 à 140 mètres, à 3 ou 4 kilo-

(1) *Les Forteresses françaises pendant la guerre.*

mètres de la rivière. Des contreforts sont projetés à l'est et au sud jusqu'aux fortifications. D'épaisses forêts qui s'étendent au nord rendent, il est vrai, l'investissement difficile de ce côté.

Les défenses de la ville se composent : 1° *du corps de place* (ancienne muraille de 9 mètres de hauteur avec fossé plein d'eau). A l'ouest et au nord-ouest, des tours casematées, en partie couvertes par des contre-gardes, sont pourvues d'embrasures à canon. Au front ouest, se trouve un ouvrage à cornes; le front sud est formé d'un rempart en ligne brisée, avec escarpe revêtue et demi-lune. 2° *la Citadelle*, carré bastionné construit par Vauban à l'est de la ville, dont elle est séparée par un canal de 15 mètres de largeur. Le mamelon en avant du front de l'est est couronné par une lunette en terre.

3° *Tête de pont d'Arches. Tête de pont de Champagne.* — Ces deux ouvrages n'ont qu'une très-médiocre valeur, et ne sont pas défilés des feux de l'assiégeant.

La garnison comprenait 3,300 hommes, parmi lesquels 1,200 soldats de l'armée régulière, ayant au plus trois mois de présence sous les drapeaux : l'artillerie avait 180 canonniers, et le génie 14 sapeurs. Mézières possédait 131 bouches à feu : 38 étaient rayées, et parmi elles on comptait 7 pièces de 24.

Après la bataille de Sedan, une convention fut conclue entre le gouverneur de Mézières et le général von der Tann : elle stipulait un armistice qui devait être dénoncé 24 heures à l'avance. Les Français permettaient le passage des trains transportant des blessés en Belgique, moyennant faculté de faire passer des vivres aux prisonniers de Sedan. On peut se demander si cette dernière stipulation n'a pas été beaucoup plus utile aux Allemands qu'aux prisonniers que leurs gardiens laissaient en réalité mourir de faim.

Un bataillon du 94e régiment allemand, un demi escadron de hussards furent d'abord envoyés en observation devant la place. Dans les premiers jours d'octobre, l'armistice fut dénoncé par les Allemands : quatre bataillons, trois escadrons et une batterie formèrent le détachement de blocus. Vers la fin du mois, le corps von Selchow vint augmenter la force des troupes d'investissement, sans parvenir, cependant, à mettre fin aux incursions des francs-tireurs qui tenaient la campagne et qui, à diverses reprises, surprirent des convois et des détachements isolés, le 26 octobre notamment. Après la capitulation de Metz, la 1re division d'infanterie, d'abord désignée pour les opérations du siége, vint relever la division de landwehr. L'état major du génie s'occupa aussitôt des préparatifs de l'attaque : un pont fut jeté à Elaire, et un parc du génie établi à la Francheville. Des tranchées abri et des retranchements furent creusés pour les avant-postes. Le 20 novembre, une dépêche du général Manteuffel rappela à lui la 1re division d'infanterie que devait relever le 22, le corps du général Von Senden. Jusqu'au 19 décembre, la faiblesse des effectifs allemands ne permit pas d'entreprendre les opérations du siége; mais à cette date, le général Kamecke arriva avec la 14e division qui s'était successivement emparée de Thionville et de Montmédy. Quant aux troupes du général von Senden, elle se dirigèrent à marches forcées sur Ham. Le corps de siége comptait : 12 bataillons, 4 escadrons, 6 batteries de campagne, 6 compagnies de pionniers, 18 compagnies d'artillerie de place. Le parc comprenait 83 bouches à feu avec un approvisionnement de 80,000 coups.

Le premier soin du général Kamecke fut d'investir complétement la place : cette opération donna lieu à de fréquents combats avec les bandes de francs-tireurs occupant le terrain boisé et difficile, qui entoure Nouzon au nord et au nord-ouest. Le 24 décembre enfin, l'in-

vestissement fut complet, et les travaux des batteries furent poussés avec la plus grande activité. Le 30 décembre ils étaient terminés (1). Les batteries de siége comprenaient 98 pièces : 24 canons de 15 c., 10 canons de 15 c. court, 30 canons de 12 c., 4 mortiers rayés de 21 c. et 30 pièces de campagne.

Le 31 décembre, à huit heures du matin, le feu fut ouvert. La place répondit d'abord vivement; mais, à trois heures et demie, elle était réduite au silence. Plusieurs incendies se déclarèrent, non-seulement dans Mézières, mais dans Charleville. Les abris voûtés étaient nombreux : on en avait créé sous les terre-pleins; il y avait, en outre, une caserne voûtée pour 500 hommes, et le tunnel du chemin de fer. Mais les obus, en éclatant sur les terres des traverses des remparts durcis par la gelée lançaient de tous côtés des fragments dangereux pour les défenseurs.

Le 1er janvier, le gouverneur capitula. La ville avait reçu 7,000 projectiles; 53 habitants avaient péri : 15 tués sur le coup, 6 morts des suites de leurs blessures, 32 ensevelis ou asphyxiés dans leurs caves, sous les décombres de leurs maisons.

A la suite de la capitulation de Mézières, la 14e division reçut l'ordre du général Manteuffel de se rendre sur la Somme. Mais, les instructions du grand quartier général vinrent modifier cette résolution. La 14e division devait gagner Paris, et de là prendre la direction de Montargis, à la suite du 3e corps, dont elle devait former la réserve. On pensait encore à ce moment que l'armée du général Bourbaki marcherait sur Paris par la rive droite de la Loire. Pendant que les troupes s'embarquaient à Boulzicourt et alors que quelques détachements étaient déjà en route vers Mitry sous Paris, un ordre vint prescrire de former un corps pour tenter un coup de main sur Rocroy. Cette petite place de 5,000 habitants est à 26 kilomètres au nord-ouest de Mézières; elle est située sur un plateau qui domine la campagne environnante.

Les instructions du grand quartier général ne laissant pas le temps de procéder à une attaque régulière, ou même de faire venir des pièces de siége, une surprise seule avait chance de réussir. Afin de mieux tromper la garnison, les Allemands eurent soin de répandre le bruit qu'ils allaient attaquer Givet; « *l'on passa même des marchés pour l'achat d'approvisionnements en vue de ce siége.* » La ruse eut un plein succès, et la ville était cernée le 5 janvier, à huit heures et demie, que ses défenseurs ne se croyaient même pas menacés.

Un parlementaire, envoyé pour sommer le commandant de se rendre, trouva la garnison très-émue. La sommation fut cependant repoussée, et, à onze heures, les batteries de campagne ouvrirent le feu. A six heures, le général Von Senden, persuadé que c'était là une tentative inutile, donna l'ordre de battre en retraite. Un second parlementaire fut cependant désigné pour tenter d'amener le gouverneur à capituler, en le menaçant d'un bombardement plus énergique.

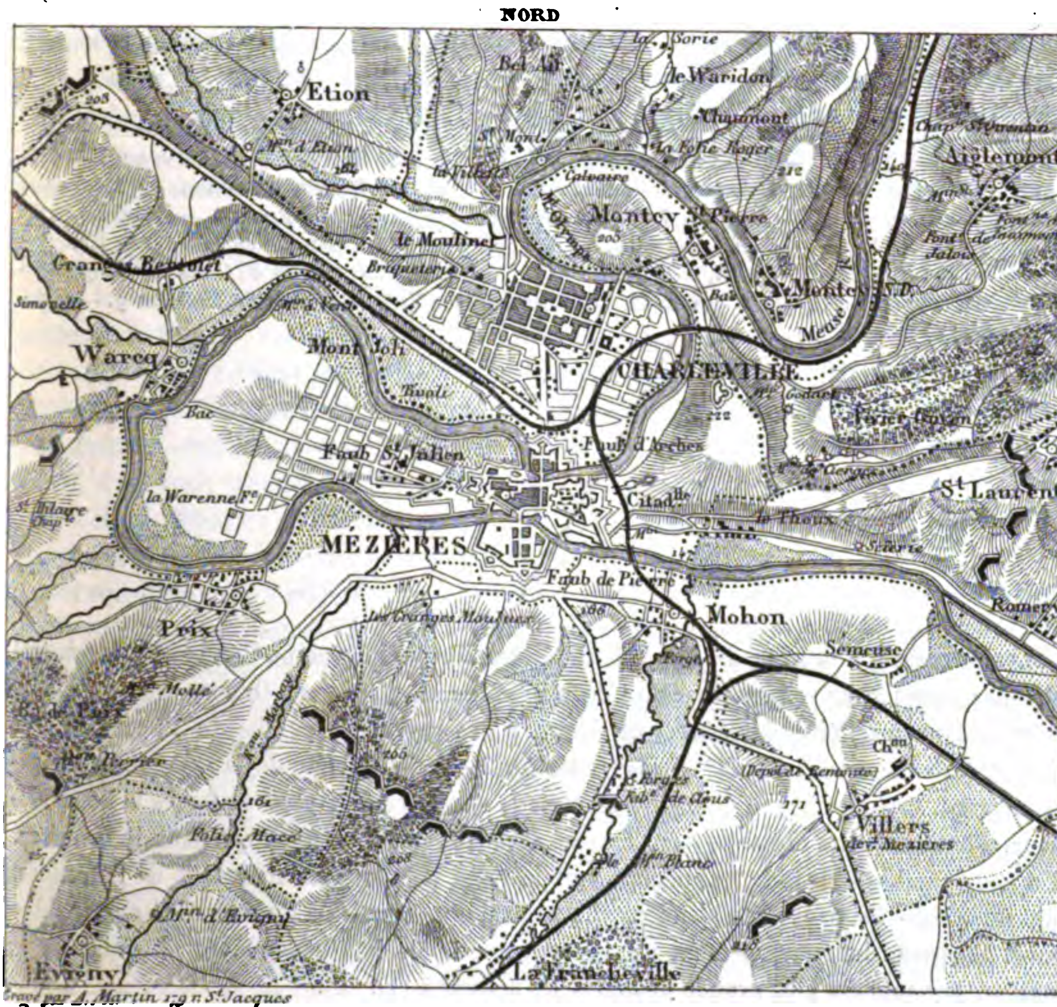
La capitulation fut conclue!

(1) Le général Woyna, chef de la 28e brigade, commandait provisoirement la 14e division, en remplacement du général Kamecke, appelé à Paris, pour prendre la direction des opérations du génie devant la capitale. Le général Senden, dont le corps était remanié pour former la division du prince Albrecht fils, était nommé commandant de la 14e division. Il n'arrivait à Mézières que le 3 janvier, deux jours après la capitulation.

« La majeure partie de la colonne expéditionnaire avait déjà commencé son mouvement de retraite, écrit le capitaine Gœtze, et ce fut l'arrière-garde qui occupa la place à neuf heures du soir. 72 pièces, *un drapeau,* 300 prisonniers et une grande quantité de poudre

SIÈGE DE MÉZIÈRES

NORD



et de matériel de guerre furent le prix de ce succès, qui ne nous coûta aucune perte, mais qu'il fallut acheter par des fatigues excessives. »

CHAPITRE XIV

Mouvement du 14e corps allemand à la suite des combats sur l'Ognon. — Combat sur la Vingeanne. — Saint-Seine l'Eglise, Talmay. — Le corps de la Côte-d'Or. — Instructions du quartier général ennemi — Prise de Dijon. — Le corps de Garibaldi. — Les Garibaldiens à Dôle. — Retraite sur Autun. — Mouvement de Garibaldi sur Dijon. — Combats de Velars, de Prenois, de Darois, de Pacques. — Mouvement des Allemands sur Autun. — Combat de Nuits. — Attaque d'Autun. — Retraite de la brigade Keller. — Combat de Châteauneuf. — Bataille de Nuits. — Mouvements de la brigade de Goltz sur Langres. — Combats autour de cette place. — Retraite des Allemands sur Vesoul. — Siége de Phalsbourg. — Investissement de Belfort.

I

Le 24 octobre, à la suite des combats livrés aux forces du général Cambriels, le général Werder, après avoir vainement essayé de faire sauter les ponts sur l'Ognon, avait replié ses troupes dans la vallée de la Saône, sur Gray : « Pendant cette marche de l'Ognon sur la Saône, écrit l'historien du 14e corps (Löhlein), les soulèvements de la population recommencèrent. Chaque citoyen d'un pays est tenu de s'opposer de toutes ses forces à l'envahisseur, d'accumuler les obstacles sur sa route, et de lui enlever tout ce qui peut le favoriser. Un peuple qui sacrifie tout, qui néglige tout le reste, pour se jeter au devant de l'étranger, mérite la reconnaissance de l'histoire, et s'il ne triomphe pas, il a du moins l'honneur d'une mort glorieuse. Le gouvernement qui consacre à ce noble but toutes les forces unies d'une nation, accomplit la plus grande de toutes les actions » (1).

Le 26, le 14e corps formait avec trois brigades un demi cercle autour de Gray : le prince Wilhelm était sur la route de Fontaine-Française et Mirebeau sur Bèze; le général Krug à Gray, le général Keller sur les routes de Besançon à Chantonnay et Villefrancon ; l'arrière-garde du corps (général Degenfeld) occupait Dampierre sur Salon, la réserve de cavalerie, sous les ordres du général Laroche, était échelonnée dans la direction de Langres jusqu'à Oyrières. La garnison de Vesoul (colonel Brayer) s'avançait sur Port et Scey sur Saône: quelques malades demeuraient seuls à Vesoul, et le maire de la ville était emmené comme otage.

(1) Cette réflexion de l'auteur allemand méritait bien d'être traduite.

Les ordres de Versailles prescrivaient au général Werder de s'emparer de Dijon. Les nouvelles parvenues à l'état-major du 14e corps donnaient à penser que cette opération ne s'accomplirait pas sans combat. Un médecin, le docteur Lavalle, nommé colonel à titre auxiliaire et commandant du corps de la Côte-d'Or, patriote ardent sans doute, mais militaire médiocre à en juger par ses dispositions, vint, le 27, *s'opposer* à la marche de l'ennemi. A Saint-Seine l'Eglise, 2 compagnies du 2e régiment de grenadiers repoussent les Français; au nord-est d'Essertenne, le 2e bataillon du 1er grenadiers et 1/2 escadron de dragons refoulent 500 mobilisés; à Jancigny et à Talmay un détachement de 1,500 Français est jeté dans la Vingeanne, et perd 500 prisonniers. A la suite de ces combats malheureux, le docteur Lavalle s'enfuit à Beaune. Le général Bréssolles, qui commandait à Lyon, avait envoyé en toute hâte à Dijon une brigade commandée par un officier énergique, le colonel Fauconnet.

Malgré ces faciles victoires, la situation du 14e corps d'armée allemand n'était rien moins qu'assurée: Concentré le 27 octobre sur la Vingeanne, il comptait 23 bataillons, 20 escadrons, 72 canons. Vers le sud, se trouvait Auxonne avec une garnison de 2,000 hommes; à Dijon, les débris de l'*armée* de la Côte-d'Or et la brigade du colonel Fauconnet; dans les environs de Pesmes, opéraient les détachements du colonel Bourras; à Dôle et dans la forêt de la Serre, se tenaient les Garibaldiens; à Besançon, le général Cambriels avait deux divisions; enfin Langres avec ses six mille hommes de garnison, Belfort en arrière, constituaient de sérieuses menaces. Chaque jour amenait un combat nouveau, sans importance, il est vrai; chaque obstacle cachait un ennemi: le pays entier était insurgé. Convenait-il de s'étendre davantage, de pousser plus avant, de continuer ces manœuvres incessantes, au milieu de ce cercle de forteresses et d'ennemis?

Ces considérations semblèrent assez sérieuses au général Werder pour arrêter sa marche: le 29 au matin, le commandant du 14e corps décida que l'opération sur Dijon n'aurait pas lieu (1). Les ordres furent donnés pour la journée du 30: le général Degenfeld avec les colonnes de munitions et son détachement, devait arriver à Vesoul le 31, en passant par Lavoncourt: les autres brigades avaient leur cantonnement marqué à Gray, et la cavalerie de réserve à Dampierre sur Salon, plus au nord.

A 5 heures du soir, une dépêche du prince Wilhelm de Bade vint modifier les résolutions du commandant en chef. Le prince annonçait qu'une patrouille de cavalerie s'était avancée jusqu'à Dijon, et que les habitants avaient affirmé que la ville ne se défendrait pas. La nouvelle n'était pas exacte: le comité de défense, et la municipalité avaient, il est vrai, décidé d'ouvrir les portes; les fusils de la garde nationale avaient été transportés à Beaune, et le colonel Fauconnet avait été invité à se retirer; mais, les ouvriers s'étaient révoltés contre ces mesures, la brigade avait été rappelée, et les gardes nationaux se préparaient à lutter énergiquement.

Devant l'affirmation du prince de Bade, le général Werder changea ses dispositions: les

(1) Cette résolution avait sans doute aussi été inspirée au général Werder par les instructions du grand quartier général arrivées dans la nuit du 28 octobre. Elle informaient le commandant du 14e corps qu'il aurait prochainement à couvrir le flanc gauche de la 2e armée; elles lui ordonnaient, en outre, d'observer Belfort jusqu'à l'arrivée de la 1re division de réserve, qui ne pourrait le rejoindre avant le 6 novembre. La 1re division de réserve (Von Treskow) était encore à Strasbourg attendant la venue de 12 bataillons de landwehr appelés de Glogau, de 2 escadrons et de 2 batteries de réserve désignés pour la remplacer comme garnison de la place récemment prise.

deux brigades, prince Wilhelm et Keller furent dirigées sur Dijon sous le commandement du général Beyer.

Le 30 octobre, les têtes de colonne de la brigade Wilhelm rencontrèrent les troupes françaises à Varois. Le colonel Fauconnet se replia promptement sur Saint-Apollinaire : à midi et demi, les Allemands étaient maîtres de la position ; le colonel Fauconnet était tombé grièvement blessé ; mais la lutte continuait, plus sérieuse que ne l'avaient pensé les Badois ; le général Keller était obligé de se porter au secours du prince Wilhelm, et l'action se poursuivait jusque dans les faubourgs Saint-Nicolas et Saint-Michel. Le général de Beyer jugeant que ce combat de rues pouvait être dangereux, donna l'ordre de battre en retraite, et de prendre position à Saint-Apollinaire, Varois et Quétigny. A 3 heures et demie du matin, seulement le mouvement fut terminé.

Le 31 au matin, un aide de camp du général Werder amena deux batteries et deux escadrons de renfort. Les instructions du commandant en chef portaient de se retirer sur Mirebeau, si les défenseurs de Dijon résistaient sérieusement, d'éviter en tout cas un combat de rues. L'arrivée de parlementaires fit disparaître toute hésitation : la ville se rendait. Une convention fut signée. Suivant l'invariable coutume des Allemands, l'article premier stipulait une réquisition de 500,000 francs, déguisée cette fois sous le nom de *cautionnement.* La journée du 30 coûtait aux Allemands 10 officiers et 258 hommes. « L'enterrement du brave colonel Fauconnet, écrit l'historien du 14e corps, qui n'avait pas tardé à succomber à ses blessures, eut lieu le jour suivant en grande pompe, suivant les règlements de l'armée allemande, et les officiers de la garde nationale osèrent y paraître en uniforme. »

Le général de Beyer occupa Dijon, tandis que le reste du corps gagnait Vesoul, que le général Werder atteignit le 3 novembre. Un détachement composé de trois bataillons, 2 escadrons, une batterie demeurait à Gray.

A la date du 3 novembre, la situation du 14e corps était celle-ci :

A Dijon (général de Beyer). . .	11	bataillons	8	escadrons	6	batteries
A Gray.	3	—	2	—	1	—
A Fresne.	»	—	2	—	»	—
A Vesoul.	4	—	6	—	4	—
Autour de Vesoul.	3	—	2	—	»	—
A Port et Scey-sur-Saône. . . .	1	—	»	—	1	—
A Saint-Loup (*assurant les communications avec Épinal*). . .	1	—	»	—	»	—

Le 3 novembre au soir, arriva à Vesoul un détachement de la 1re division de réserve qui avait eu à livrer de nombreux combats sur sa route. Après avoir rassemblé sa division à Colmar, le général von Treskow avait dû lutter à Guebersweier (30 octobre) à Guebwiller (31 octobre) autour de Cernay et de Guevenheim (1er novembre), à Rougemont, au Petit Magny (2 novembre). Dans ce dernier combat, les francs-tireurs avaient perdu 50 officiers et 203 hommes.

Le jour même de l'arrivée du premier détachement de la 1re division de réserve, commença l'investissement de Belfort. Le général de Werder dut, pour se relier aux troupes du général von Treskow, détacher à Lure 1 bataillon de la brigade Degenfeld, 4 pièces et 2 escadrons.

De nouvelles instructions du quartier général prescrivaient, le 3 novembre, au com-

mandant du 14e corps de prendre l'offensive contre Dôle « et le nœud du chemin de fer d'Arc et Senans (1) » tout en observant la route de Besançon.

Ces instructions du général de Moltke allaient amener des rencontres plus fréquentes avec les Garibaldiens.



LE GÉNÉRAL GARIBALDI.

Garibaldi était arrivé à Tours le 9 octobre ; l'idée d'appeler le général italien était due à un pharmacien d'Avignon, Bordone, qui avait fait avec les *chemises rouges* l'expédition de Sicile. La délégation de Tours ne semble avoir accueilli qu'avec un médiocre enthousiasme

(1) Il y a ici une erreur, le nœud du chemin de fer n'est pas à Arc et Senans, mais à 6 kilomètres plus loin vers les montagnes du Jura, à Mouchard.

la proposition de M. Bordone. « Ces messieurs, dépose en effet devant la commission d'enquête le chef d'état-major de l'armée garibaldienne, ne m'engagèrent pas d'une manière officielle à y donner suite; mais ils me dirent qu'ils seraient très-satisfaits de voir venir en France le général Garibaldi ; ils ne me donnèrent qu'un consentement officieux. »

Le commandement de la zone des Vosges fut confié à Garibaldi « avec une brigade de gardes mobiles et tous les corps qui s'y trouvaient. » Le quartier général du nouveau corps fut établi à Dôle dès le 17 octobre; lors du mouvement des Prussiens sur Dijon, les Garibaldiens se bornèrent à une démonstration poussée au delà de Genlis (1). Blessé à Aspromonte, blessé une seconde fois, dans la campagne du Tyrol de 1866, à Monte-Suello, couvert de rhumatismes, Garibaldi n'avait plus au même degré ces qualités, incomplètes à

(1) La *situation* des troupes de Garibaldi n'a jamais été donnée d'une façon complète. Celle que nous publions ici est, croyons-nous, entièrement exacte :

ORDRE DE BATAILLE DE L'ARMÉE DES VOSGES.

Commandant en chef : GARIBALDI, général de division auxiliaire.

Chef d'état-major général : Bordone, général de brigade auxiliaire.

Chef d'état-major : Lobbia.

1re brigade.

Commandant : Bossak-Hauké, général de brigade auxiliaire.

Chef d'état-major : Paul Vichard.

Eclaireurs de Gray (Neveux).
Eclaireurs égyptiens (comte Penazzi).
Francs-tireurs du Sud (Gent).
1er bataillon de mobiles des Alpes-Maritimes (Bruneau).
42e régiment de mobiles de l'Aveyron (lieutenant-colonel Willame).
Francs-tireurs (Tainurier).
Volontaires du Rhône.

2e brigade.

Chef de brigade : Delpech.

Chef d'état-major : Jolivalt.

1er bataillon de l'Egalité (Gauthier).
2e Id. (Raymond).
Guerillas de Marseille (Bousquet).
Guerilla d'Orient (Chenet, puis Jacquot dit de Saulcy).
Eclaireurs de la brigade (Corso).
Bataillon de la garde mobile du Gard (Braconnier).

3e brigade.

Chef de brigade : Menotti Garibaldi.

Chef d'état-major : San Ambrosio.

GARDE-MOBILE :

2e bataillon des Alpes-Maritimes (Monnié).
Bataillon des Hautes-Alpes (Barthélemy).
Bataillon des Basses-Pyrenées (Hiriart).

FRANCS-TIREURS :

Légion des Volontaires italiens (Tanara).
Chasseurs des Alpes (Ravelli).
Francs-tireurs réunis (Loste).
Francs-tireurs de Dran (Cruchy).
Francs-tireurs de Franche-Comté (Ordinaire).

coup sûr, mais incontestables de l'homme de guerre. Les instructions qu'il adressa à ses volontaires, trop longues pour être rapportées ici, peuvent, cependant, passer pour un modèle du genre : malheureusement, elles ne devaient être qu'en partie suivies ; les prescriptions relatives à la discipline notamment, demeurèrent trop souvent inexécutées.

Le 5 novembre, à Brazey et à Genlis, des détachements du 2e grenadiers et du 5e régiment

4e brigade,

Chef de brigade : Ricciotti Garibaldi.

Bataillon Nicolaï (Nicolaï).
Francs-tireurs de l'Allier (Prieur).
Chasseurs Savoisiens (Michard).
Francs-tireurs de l'Aveyron (Rodat).
Chasseurs du Dauphiné (Rosting).
Eclaireurs du Doubs (Begey).
Francs-tireurs de la Côte-d'Or (Godillot).
Francs-tireurs de Dôle (Habert).
Chasseurs du Mont-Blanc (Fapper).
Francs-tireurs de La Croix-de-Nice (Nivon).
Francs-tireurs de Toulouse (Grzzbowski).
Francs-tireurs des Vosges (Welker).
1re compagnie du Gers (Duluc).
Chasseurs de la Loire (Laberge).

ARTILLERIE :

Commandant en chef : Ollivier, lieutenant de vaisseau, colonel auxiliaire.

2 batteries de 4 (Charente-Inférieure), 6 pièces, 130 hommes.
3 batteries de 4 (Charente-Inférieure), 6 pièces, 129 hommes.
1 batterie de montagne, 6 pièces, 90 hommes.
2 batteries de montagne, 6 pièces, 130 hommes.
2 batteries de montagne (tirées du 15e corps), 12 pièces.
1 batterie de 12 (complète), 6 pièces, 195 hommes.

TOTAL : 42 pièces, dont 24 de montagne (*a*).

CAVALERIE :

7e chasseurs à cheval, 43 hommes.
Un escadron du 3e hussards.
Cavaliers volontaires de Châtillon.
Escadron de guides (Farlatti).
Eclaireurs du Rhône (Massoneri).
Cavaliers d'exploration (Bardinal)
Train d'équipages (Cériato).

Commandant du génie : Gauckler, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, colonel auxiliaire.

Compagnie Sartorio, pontonniers du Rhône (Kaufmant).

CORPS ISOLÉS :

Francs-tireurs de la Mort (Silvestro).
Compagnie de la Revanche (Bédan).
Bataillon des Enfants perdus de Paris (Delorme).
Carabiniers de Gênes (Razetto).
Compagnie espagnole (Garcia).
Compagnie franco-hispanienne (Arthigala).
Francs-tireurs du Gard et de l'Alsace (Braun, capitaine au 69e de ligne).
Francs-tireurs Garibaldiens (Eudésime).

Quant au total des effectifs, il n'est pas facile à préciser : certaine brigade ne comptait guère plus de 1,700 hommes, et il était tel de ces corps francs dont les officiers étaient plus nombreux que les soldats. Le chef d'état-major de l'armée des Vosges, général (*auxiliaire*) Bordone, donne ces deux chiffres de

(*a*) Cette situation de l'artillerie garibaldienne est fournie par M. de Serres, dans sa déposition devant la Commission d'enquête. Elle s'applique au 24 décembre.

badois eurent à lutter avec les francs-tireurs de l'*Egalité* de la brigade Bossack : sur tous les points, les lignes de communication des Allemands étaient menacées. La situation du général de Beyer isolé à Dijon, avec des forces minimes, en présence d'une population évidemment hostile, pouvait devenir inquiétante, si les Garibaldiens dessinaient plus nettement leur mouvement ; le général Werder résolut alors d'agir dans la direction d'Auxonne et de Saint-Jean-de-Losne. En prenant l'offensive, il se conformait aux instructions du quartier général ; il donnait un peu d'air, enfin, au général de Beyer.

Au dernier moment, la nouvelle arriva que les Français se préparaient à tenter un mouvement sur Gray. Le général Werder arrêta aussitôt son opération, et fit venir à Gray le détachement laissé à Port et Scey-sur-Saône (1 bataillon et 1 batterie). Dans la pensée du général en chef, l'offensive devait être prochainement reprise sur Dôle par Pesmes, et cette fois, par tout le 14e corps : en attendant, quelques avant-postes furent poussés jusqu'à Pontailler.

Les nouvelles de l'état-major allemand étaient erronées : au moment même où il s'attendait à voir les Français l'attaquer, le général Crouzat abandonnait Besançon (8 novembre), et conduisait ses troupes à Chagny par Quingey, Mouchard et Verdun, d'où elles devaient, quelques jours après, gagner Gien, pour former le 20e corps, que nous avons vu à l'armée de la Loire. Il ne restait plus à Besançon que la garnison commandée par le général de Prémonville, bientôt remplacé par le capitaine de vaisseau Rolland.

A la même date, sur un ordre de Tours, Garibaldi se portait à Autun, pour couvrir les

6 à 8,000 hommes pour le 20 octobre, et de 15 à 16,000 pour le milieu de décembre. M. de Serres indique à la commission d'enquête les effectifs comme comprenant 13,000 hommes au 15 décembre, le général Pellissier, enfin, n'estime le total des troupes garibaldiennes qu'à 10,000 hommes. Plusieurs auteurs ont parlé de 25,000 hommes, c'est là une erreur évidente qui provient de ce que l'on a compté avec les garibaldiens les mobilisés du général Pellissier, les vieux *garçons*, comme on les appelait.

Le recrutement des francs-tireurs s'est opéré d'une façon pour le moins anormale. Nous pourrions citer ici bien des faits ; nous nous bornerons à en publier deux qui semblent tenir plus du roman que de l'histoire, mais qui sont affirmés devant la Commission d'enquête par un témoin digne de foi, M. Castillon, juge à Autun, et confirmés par le commissaire de police M. Debuschère. Des *officiers* arrivaient avec 8 ou 10 hommes, et se faisaient donner une commission de capitaine, commission lucrative sans doute. Bientôt, les commissions devinrent si nombreuses, qu'il fut impossible d'en donner d'autres... on ne trouvait plus d'hommes à enrôler. Deux ingénieux citoyens proposèrent, le premier, d'organiser les voleurs qui se trouvaient dans la prison, sous ce titre : le *corps des détenus*, le second avait en vue le détachement des *isolés* composé des soldats qui abandonnaient les rangs au moment du combat, mais sur lesquels on pouvait compter... au moins les jours de paye.

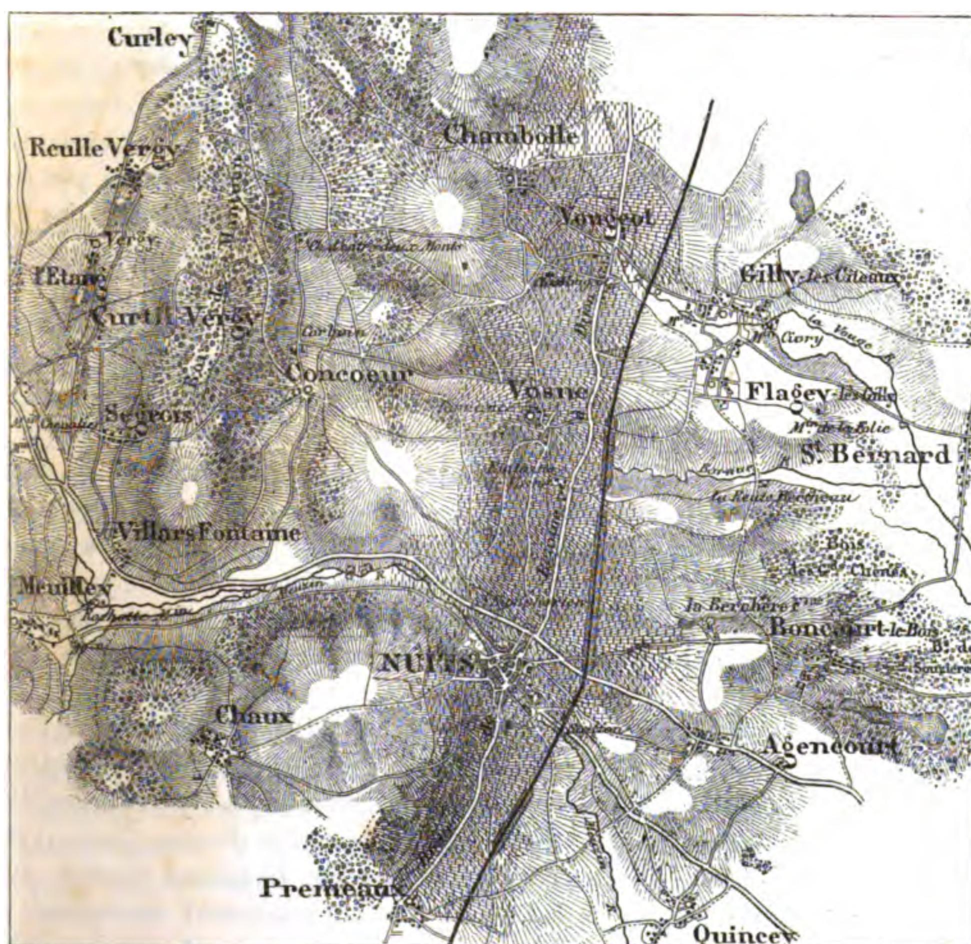
On comprend, dès lors, que les choses ne se passèrent pas partout avec une régularité parfaite ; il serait injuste, cependant, de tirer de ces faits une conclusion trop générale. En 1870, comme en 1859, comme en 1860 et surtout en 1866, les troupes de Garibaldi renfermaient des éléments bien différents. Un millier ou deux de *héros*, c'est le véritable mot, rompus à toutes les habitudes de la guerre, soldats de la Hongrie, de la Pologne, de l'Italie, qu'il faut respecter, car beaucoup de ceux-là sont morts en France, comme Bossack. A côté d'eux, se trouvaient des aventuriers de toutes les nations, Français surtout, l'armée du Tyrol de 1866 en contenait déjà bon nombre (nous écrirons quelque jour l'histoire des *bohêmes de la guerre*). Ceux-là se battaient. Puis venaient... les autres, dont il ne faut par parler.

Cette distinction explique la diversité des jugements portés sur Garibaldi ; suivant les uns, c'était le modèle proposé à nos généraux ; d'après d'autres, il ne fallait voir dans sa troupe qu'un ramassis de chenapans, incapables d'agir autrement que sur la grande route, ou dans les rues de Paris... les jours de Commune. La vérité est que le corps de Garibaldi, absolument incapable de tenir régulièrement campagne, et de poursuivre des opérations de guerre sérieuses, compte à son actif des faits d'armes vraiment remarquables, des coups de main bien exécutés, à côté de retraites et de paniques honteuses.

défilés du Morvan. En même temps, le général Pellissier se portait avec les quelques bataillons de mobilisés qu'il était chargé de former, de Chagny sur Paray-le-Monial.

Après avoir envoyé le 8 un détachement sur Pontailler, le général Werder décida qu'une attaque simultanée sur Auxonne et Dôle aurait lieu les 13 et 14 novembre. Les patrouilles poussées vers Auxonne furent accueillies à coup de feu, et le commandant du 14ᵉ corps

COMBAT DE NUITS



renonça une fois encore au plan qu'il avait d'abord adopté, et pour l'exécution duquel il avait provisoirement évacué Dijon. Un demi bataillon, soutenu par quelques escadrons, deux pièces et une section de pionniers, fut dirigé vers Arc-et-Senans, pour se conformer aux instructions du général de Moltke, avec l'ordre de couper la ligne de Besançon à Lons-le-Saunier, mais cette mission ne put être que très-imparfaitement remplie. Le 14, le 14ᵉ corps

était réuni autour de Dijon ; la brigade Keller atteignait Saint-Jean de Losne, après avoir livré un combat assez vif à des détachements sortis d'Auxonne.

A cette époque, Neuf-Brisach venait de capituler : la 4e division de réserve allait donc pouvoir se joindre au 14e corps ; les opérations furent suspendues jusqu'à son arrivée, et les troupes allemandes profitèrent de ce moment de repos pour se réorganiser. La vallée de la Saône étant parcourue par des colonnes commandées par le colonel Bourras et le général Crévisier, sous les ordres duquel était primitivement placé le général Cremer, le général Werder, afin d'éviter des rencontres inutiles, fit replier ses avant-postes derrière la Vouge, en même temps qu'il gardait soigneusement la route de Dijon à Nuits. Plusieurs engagements sans importance eurent lieu dans cette direction les 20, 21 et 22 novembre, à Chambœuf, Nuits et Vougeot notamment.

Cependant, la division Schmeling, exécutant les ordres qu'elle avait reçus, s'était portée sur Vesoul : le 23, la jonction était faite avec le 14e corps. Le général Werder résolut aussitôt d'agir : un hardi coup de main, exécuté par Ricciotti Garibaldi sur Châtillon-sur-Seine, où un détachement des troupes d'étapes avait été surpris, et avait perdu plus d'une centaine d'hommes tués ou prisonniers, imposait au général Werder l'obligation d'attaquer vigoureusement les Garibaldiens pour mettre fin aux incursions de leurs patrouilles, poussées avec une réelle habileté, dans toutes les directions.

Le 25 novembre, les troupes allemandes commencèrent leur mouvement : la brigade Keller atteignit Thil Châtel ; la division Schmeling — réduite à quelques bataillons par l'envoi de nombreux renforts devant Belfort — occupa Fontaine-Française, Chaume et Saint-Maurice-sur-Vingeanne. Le détachement Goltz (corps combiné prussien) prit position au sud de Chenone à Quéligny : de nombreuses troupes se concentrèrent à Dijon. Ces précautions étaient motivées par la nouvelle que Garibaldi avait quitté Autun, et marchait sur Dijon. Son attaque devait être appuyée par le général Cremer qui se tenait à Nuits et à Beaune. Le jour même, les avant-postes se rencontrèrent à Velars : quatre compagnies de francs-tireurs de la brigade Bossack, soutenues par un bataillon de mobiles, furent repoussées par un détachement ennemi composé de deux bataillons du 4e régiment badois et deux pièces.

Le 26 novembre, l'action s'engagea sur deux points : à la droite française près de Fleury, deux bataillons allemands, une batterie et un escadron forcèrent une colonne garibaldienne à reculer dans la vallée de l'Ouche sur Lantenay. Mais à Pasques, le général Degenfeld fut battu par Garibaldi, et contraint de reculer successivement sur Prenois, Darois et enfin de se rabattre sur Hauteville, suivi de près par les Français. Le général Werder envoya aussitôt quelques renforts, et prit ses dispositions pour un mouvement concentrique qui devait avoir lieu le lendemain ; mais les Garibaldiens attaquèrent dans la nuit. Le bataillon de fusiliers, posté sur les hauteurs à l'ouest de Darois, fut surpris, et son chef blessé, tomba aux mains de l'adversaire. Au bruit de la fusillade, les compagnies allemandes se réunirent, et se portèrent sur le lieu du combat. Les Garibaldiens combattirent avec la plus grande bravoure ; à trois reprises, ils s'élancèrent sur les baïonnettes et tombèrent « à huit pas devant le front des troupes. » Il fallut enfin reculer avec des pertes sensibles. Cette action, engagée aux portes de la ville avait causé une émotion profonde : les canons braqués sur les principales rues menaçaient les habitants ; le général Werder avait signifié au maire que si la moindre révolte se produisait, la ville serait « anéantie. »

Le 27, dès 5 heures du matin, toutes les troupes allemandes étaient en mouvement : la brigade prussienne de Goltz remplaçait la brigade Degenfeld passée en seconde ligne; à 8 heures et demie, les patrouilles annoncèrent que les Français avaient profité de l'obscurité pour se retirer. Vers 11 heures et demie, le général de Goltz atteignit, entre Prénois et Pasques, une colonne chargée de protéger la retraite et l'attaqua aussitôt. Il fut bientôt soutenu par un détachement venu de Plombières. Devant ces forces, la brigade Delpech fut obligée de reculer après un vif combat, et de se replier dans les bois.

L'ennemi ne poursuivit pas les Garibaldiens : une dépêche annonça, en effet, au général Werder que la garnison de Langres, aidée par de nombreuses bandes de paysans, avait battu les troupes d'étapes, et bloquait 7 compagnies et 1 escadron dans Châtillon-sur-Seine. La brigade de Goltz reçut l'ordre de remonter vers le nord, et son départ ne permit pas de continuer les opérations. Le 28, cependant, la brigade Keller fut détachée vers Sombernon où les troupes de Garibaldi paraissaient s'être arrêtées : les détachements de Plombières et de la 4e division de réserve eurent l'ordre de couvrir vers Nuits et Beaune, le flanc gauche de la brigade Keller. Le 30, une reconnaissance (7 compagnies du 2e grenadiers, 4 pelotons du 2e dragons, 6 pièces) fut directement portée sur Nuits. La ville n'était plus gardée que par quelques traînards de la division Cremer (1); les Allemands s'en emparèrent donc sans grande résistance ; mais pendant qu'ils réquisitionnaient, les hauteurs à l'ouest de la ville furent envahies par des troupes françaises (2e légion du Rhône et bataillon de la Gironde) qui, après une vive résistance, chassèrent les Badois et les forcèrent à battre précipitamment en retraite sur Dijon. Le lendemain, l'ennemi voulut réparer son échec, il s'avança en forces, mais trouvant la ville fortement occupée, il renonça à une attaque après d'inutiles escarmouches.

Pendant ce temps, le général Keller avait continué sa marche vers le sud-ouest. Le 30, il était arrivé à Rouvre sous Meilly; son avant-garde avait échangé quelques coups de feu avec une troupe de Garibaldiens, aux environs d'Arnay-le-Duc. Aucune résistance sérieuse ne se produisant, le général Keller poursuivit sur Autun, et arriva devant la ville, le 1er décembre, à 2 heures. Il disposait de 5 bataillons, 4 escadrons, 3 batteries (4,500 hommes et 18 canons). Les Allemands purent s'avancer jusqu'aux environs d'Autun; le premier coup de canon tiré par eux donna l'éveil, alors que les Badois étaient dans Saint-Pierre, Saint-Pantaléon et Saint-Symphorien. La confusion paraît avoir été extrême dans la ville; enfin quelques mobiles se déployèrent en tirailleurs, tandis que le commandant Ollivier mettait ses pièces en batterie, et empêchait le général Keller de gagner du terrain (2).

A quatre heures et demie, les Allemands cessèrent le feu, et prirent position autour de la

(1) A la suite d'un mouvement de retraite de Nuits sur Beaune, ordonné par le général Crévisier, ce dernier avait été dépossédé du commandement confié au général Cremer, qui s'était empressé de faire réoccuper Nuits. La division du général Cremer comprenait *à cette époque* :

1 bataillon de mobiles de la Gironde.
1re légion du Rhône.
2e légion du Rhône.
Chasseurs du Rhône.
1 batterie Armstrong.

(2) Ce combat sans importance, puisque nos pertes se montèrent à 60 tués dont 40 mobiles de la Charente, tandis que celles des Allemands ne dépassaient pas 2 officiers et 20 hommes, a donné lieu à de

ville qu'ils voulaient bombarder le lendemain. Mais, une dépêche du général Werder vint modifier ces résolutions : elle était ainsi conçue : « Les forces ennemies se sont montrées si nombreuses vers Nuits, hier 30, qu'une marche poussée plus loin par Votre Excellence sur Autun n'est pas à désirer. En conséquence, si les circonstances vous le permettent, mettez-vous en retraite aujourd'hui même sur Dijon. » Le général Keller se replia aussitôt sur Dracy-Saint-Loup, derrière la Drée, où il reçut le renfort de 1 compagnie, 1/2 escadron et 1 batterie.

Il était grand temps que la retraite s'opérât, car le général Cremer, averti du mouvement de la brigade Keller, s'était avancé rapidement sur Bligny-sur-Ouche, pour lui couper la route, en occupant le défilé depuis Châteauneuf jusque vers les Bordes. Après un vif engagement, les Allemands battus se retirèrent sur Sombernon, laissant à terre 4 officiers et 153 hommes. Le 5, la brigade Keller était de retour aux environs de Dijon.

Ces combats incessants avaient épuisé les troupes allemandes : sans cesse sur le qui vive, attaquées chaque jour, elles souffraient cruellement du froid, et plus encore de la faim. D'après l'ouvrage de Löhlein, les intendants ne parvenaient plus à trouver des vivres que les paysans refusaient de vendre, depuis qu'un décret du gouvernement de la défense nationale avait menacé de mort ceux qui trafiqueraient avec l'ennemi. Pour se procurer quelques provisions, il fallait recourir aux convois, ressource bien incertaine, car les balles des francs-tireurs arrêtaient plus d'une fois les convoyeurs. « Les chevaux du général en chef eux-mêmes ne reçurent plus que demie, et ensuite quart de ration. » Dans ces conditions, il n'était pas possible de s'étendre. Toutes les troupes se resserrèrent autour de Dijon : la brigade Degenfeld à Corcelles-les-Monts et Chénone, la brigade Keller à Perrigny, Longvies, la brigade prince Wilhelm formant l'aile gauche à l'est et au sud-est de la ville. Les francs-tireurs profitèrent de ce moment de répit pour devenir plus entreprenants : le 12, un détachement du 3e lazareth badois fut attaqué et dispersé : 1 homme fut tué, 1 blessé, 11 pris.

Malheureusement, les divers corps français n'agissaient jamais de concert : au début, les troupes renfermées à Besançon n'avaient pas combiné un seul coup de main avec les Garibaldiens ; la division Cremer, le corps de Garibaldi, le détachement du colonel Bourras opéraient maintenant isolés : cette fatale rivalité permit au général Werder de se maintenir dans une position évidemment difficile. Le 11 décembre, à Nuits, le colonel Bourras, à la suite d'une discussion avec le général Cremer, retira ses troupes vers le sud : quelques jours plus tard, le général Werder allait pousser une importante reconnaissance sur la ville de Nuits, privée ainsi d'une partie de ses défenseurs.

Le 18 au matin, le général Glümer s'avança avec 11,100 hommes (12 bataillons, brigades prince Wilhelm et Degenfeld), la brigade de cavalerie, (7 escadrons) et 6 batteries. Ses

longues discussions. Le colonel Chenet, commandant la guerilla d'Orient, fut accusé d'avoir abandonné son poste et ouvert ainsi à l'ennemi l'entrée de la ville. Jugé par une cour martiale, il fut condamné à mort. Cet arrêt par trop sommaire, fut ultérieurement réformé. D'après la déposition de M. de la Taille, inspecteur du chemin de fer de Lyon, il est d'ailleurs prouvé que l'état-major garibaldien avait été prévenu à l'avance de l'arrivée des Prussiens, et s'était refusé à ajouter foi à cette nouvelle.

Quant à l'importance que l'on a voulu donner à cette affaire, elle ne s'explique pas. Deux heures de canonnade assez inoffensive, quelques coups de feu échangés, voilà tout le combat d'Autun. Le chiffre des victimes indique, d'ailleurs, qu'il n'y eut pas là d'action bien sérieuse.

instructions portaient « qu'il devait balayer tout le triangle, Dijon, Bouilland, Beaune.

La petite ville de Nuits qui se trouve sur la grande route, à 21 kilomètres de Dijon, est entourée de plusieurs murs massifs. En arrière d'elle, la hauteur de la Chaux commande tout le terrain en avant. Le chemin de fer passe à 450 mètres de la ville dans une tranchée



LE GÉNÉRAL CREMER

de 8 à 10 pieds pourvue de parapets et de banquettes. A l'est enfin, le village de Boncourt, le bois et la ferme de Berchère offrent de solides points d'appui à la défense.

Les troupes du général Cremer étaient ainsi réparties : à l'extrême droite (Boncourt et la Berchère) 1 bataillon du 32e de marche, 1 bataillon de mobiles de la Gironde, 2 compagnies de volontaires du Rhône, 2 obusiers de montagne. En seconde ligne, dans la

tranchée du chemin de fer, 2 bataillons de la 2e légion du Rhône, 2 canons de 4 à la gare, 4 canons à la sortie sud vers Prémeaux. Au centre, dans Nuits et Vosne, 3 bataillons de la 1re légion du Rhône, 1 bataillon du 32e de marche: sur la pente orientale de la hauteur de Chaux, 2 canons Armstrong de 9 et 4 pièces de 4; l'aile gauche à Chaux avec 1 bataillon du 32e de marche et 1 bataillon de la 2e légion du Rhône, 6 canons. Le total des troupes françaises comprenait donc 10 bataillons 1/2 dont 3 seulement d'infanterie régulière et 20 pièces. Il faut ajouter à ces forces 2 bataillons et une 1 batterie, que le général Cremer avait le matin même conduits en reconnaissance vers Gevrey, et un bataillon du 57e de marche qui se trouvait à Beaune, d'où le chemin de fer allait le transporter.

Si l'on observe que les mobilisés entraient pour moitié dans ces 12 à 14,000 hommes, on reconnaîtra que l'avantage appartenait évidemment aux Allemands.

Vers onze heures, le général Cremer rencontre, à 9 kilomètres au nord, un bataillon du 3e régiment: il le canonne aussitôt; mais, apprenant qu'une forte colonne s'avance sur son flanc droit, il rétrograde sur Nuits. Déjà l'action est engagée : le général Degenfeld s'est porté à l'aile droite, sur la hauteur de Chaux, tandis que le général Glümer attaque le village de Boncourt.

De ce côté, le combat est particulièrement acharné. Au moment où le premier coup de canon est tiré, un ballon venant de Paris passe au-dessus de la ville. Un bataillon du 1er grenadiers se glisse sur la lisière du bois de Souzières, appuyé par une batterie qui incendie rapidement Boncourt, tandis qu'un second bataillon menace les Français par Agencourt. Après une vigoureuse résistance, le lieutenant-colonel Graziani dirige lui-même la retraite sur la Berchère. Elle s'opère dans le plus grand ordre; mais le brave commandant tombe mortellement frappé. Les Allemands s'élancent aussitôt sur la ferme, et l'attaquent de front et de flanc.

A une heure un quart environ, le bataillon du 32e, les mobiles de la Gironde et les volontaires du Rhône sont forcés de gagner la tranchée du chemin de fer.

Au sud-ouest, devant Chaux, la brigade Degenfeld luttait depuis le matin sans pouvoir avancer; au nord, un bataillon du 3e régiment badois s'épuisait devant Vosne, défendu par la 1re légion de mobilisés du Rhône.

Cependant, l'action se continue à l'est: le général Crémer a appelé ses réserves, et les a portées sur la tranchée du chemin de fer. Sur l'ordre du général Werder, qui dirige la bataille, le régiment de grenadiers se déploie; mais, à 1,200 mètres, il est reçu par une meurtrière fusillade, tandis que l'artillerie française, bien postée sur les terrasses, en arrière de la ville, le crible d'obus. Cinq batteries allemandes s'avancent alors à droite de la route de Nuits, et le général Glümer, qui vient d'être légèrement atteint, appelle à l'aide du 1er grenadiers les trois bataillons du 2e et deux bataillons du 3e régiment. En même temps, la brigade de cavalerie s'efforce de passer le Meuzin, pour tourner notre droite vers Premeaux.

A deux heures, le signal de l'attaque est donné. Le prince Wilhelm est le premier frappé: il tombe dangereusement blessé à la tête.

L'ennemi divise ses forces. A sa gauche, deux bataillons de grenadiers débouchent d'Agencourt, et menacent la gare, dont ils parviennent à s'emparer vers quatre heures. Au centre, la lutte est plus acharnée : le colonel Wechmar est blessé en conduisant le 1er grenadiers à l'assaut de la position; le colonel Renz, qui a pris le commandement de la

brigade Prince-Wilhelm, est frappé de trois balles. Sous le feu meurtrier qui part de la tranchée, les Allemands subissent des pertes cruelles. « Il faut rendre cette justice aux Français, écrit l'historien Löhlein, ils se battirent bien, et se défendirent avec un grand acharnement, à ce point qu'il fallut en arriver à la lutte corps à corps. » Le général Glümer, témoin des inutiles efforts de ses soldats, fait donner deux bataillons du 3e régiment, jusqu'alors tenus en réserve.

Plus à droite (du côté de l'ennemi), au nord de la route de la Berchère, les Allemands n'avancent qu'à grand'peine : vers quatre heures, cependant, ils s'emparent de Vosne, et un suprême effort les porte jusqu'à la tranchée; déjà ils se tournent vers la ville, lorsqu'un bataillon du 57e, qui arrive de Beaune, se jette sur eux, et les contient : malheureusement, les deux autres bataillons n'ont pas suivi, et cette vigoureuse attaque permet seulement de rallier les troupes épuisées par cette lutte de six heures.

Au sud-ouest, vers Chaux, la brigade Degenfeld n'a pu avancer, mais, de Vosne, de Concœur, de la Berchère et d'Agencourt, les bataillons ennemis se précipitent dans Nuits. La bataille n'est pas terminée cependant ; le combat se poursuit dans chaque rue, et ce n'est qu'à cinq heures et demie, que les Allemands sont maîtres de la ville. Le 57e soutient la retraite que l'ennemi n'ose pas inquiéter, et le général Cremer, ayant épuisé ses munitions, se retire sur Beaune, où il arrive à onze heures du soir, et où il est rallié par des renforts envoyés simultanément par le général Garibaldi (1) et le général Bressolles.

Deux généraux, 2 colonels, 48 officiers et 893 hommes avaient été mis hors de combat du côté des Badois. Les mobilisés du Rhône, les mobiles de la Gironde, le 32e de marche et leur chef, le général Crémer, pouvaient se glorifier comme d'une victoire de ce combat soutenu à forces presque égales et qui avait coûté des pertes sérieuses.

Les Allemands évacuèrent presque aussitôt Nuits, et se replièrent sur Dijon : ils craignaient, en effet, une seconde affaire que l'arrivée à Beaune de renforts français rendait très-probable.

Dans la direction de Pesmes, le général Schmeling s'était heurté auprès de Brans à des mobilisés du Jura et à quelques compagnies du 84e de ligne (2). Le combat n'avait pas été bien sérieux, mais le général Schmeling n'en avait pas moins jugé utile de se retirer sur Gray, après avoir détruit le pont de Pesmes.

Le détachement de Goltz, envoyé précédemment dans la direction de Langres, avait eu également à combattre. Avant son arrivée, des incursions se produisaient presque chaque jour. La garnison de Langres, composée du 50e de ligne, de quelques compagnies du 18e et

(1) Dans son ouvrage, *la Guerre en province*, M. Freycinet commet, à ce sujet, diverses erreurs qu'il n'est pas inutile de relever. Il suppose que le 3 décembre (combat de Châteauneuf), Garibaldi s'était avancé d'Autun à la suite de la brigade Keller, pour agir de concert avec le général Crémer. « Les troupes de Garibaldi, écrit-il, exaltées par le succès, poursuivirent l'ennemi jusque sous les murs de Dijon, et y seraient certainement entrées avec lui, si une diversion avait été faite à temps dans la direction de Nuits. »

A propos de l'affaire de Nuits, on lit encore dans l'ouvrage de M. Freycinet : « Ricciotti Garibaldi aux avant-postes, avec quelques centaines de volontaires, soutint brillamment sa réputation. »

Il y a là une double erreur : les Garibaldiens n'ont pas plus paru à Châteauneuf le 3 décembre, qu'à Nuits le 18 ; tout l'honneur de ces deux combats revient au général Crémer. La brigade Ricciotti Garibaldi se dirigea il est vrai, le 18, non sur Nuits, mais sur Beaune, où elle rejoignit dans la nuit les troupes françaises, mais elle n'eut pas à tirer un coup de feu.

(2) Beauquier. — *Les Dernières campagnes dans l'Est.*

de mobiles et commandée par le général Arbellot, était puissamment secondée par quelques compagnies de hardis partisans qui, cantonnées dans la forêt de Boëne, près de Neufchâteau, opéraient dans toutes les directions (1). Le 2 décembre, une colonne réquisitionnaire avait été attaquée à Vittel et rejetée sur Contrexeville, où elle fut prise en partie; dans la nuit du 6 au 7, 450 Prussiens furent mis en fuite à Dombrot-le-Sec; la petite ville de Nogent-le-Roi, entre Chaumont et Langres, repoussa deux fois l'ennemi et fut bombardée. A Lamarche, le 10, un combat avait eu lieu. Le détachement von Goltz arriva à Selongey et à Couzon le 14 : il continua sa route en deux colonnes, celle de gauche marcha sur Chalancey et Baissey; celle de droite sur Longeau, où elle rencontra une partie de la garnison de Langres qui occupait Verseille, Longeau et Percey. Le 34e régiment prussien, soutenu par le feu de trois batteries, — les Français n'en avaient qu'une, — enleva les trois villages, et repoussa nos soldats jusqu'au delà de Bourg, sous le canon de la forteresse. Le 19, Langres était investi : le quartier général allemand fut établi au nord, à Rolampont. La présence de l'ennemi n'empêcha pas les francs-tireurs de faire dérailler un train chargé de troupes (24 décembre), à 12 kilomètres de Chaumont.

Après avoir à diverses reprises tâté la place, le général de Goltz, convaincu qu'un coup de main n'amènerait aucun résultat, venait de réclamer des pièces de siége, lorsque, le 26 décembre, un ordre du général Werder lui prescrivit de se rabattre en toute hâte sur Vesoul.

Tous les renseignements recueillis annonçaient en effet que des rassemblements de troupes importants avaient lieu à Besançon, et qu'une expédition sérieuse se préparait contre Belfort. Sur l'ordre du grand quartier général, le gouverneur général d'Alsace envoyait aussitôt de Strasbourg 8 bataillons de landwehr, 2 batteries et 2 escadrons qui se dirigeaient vers Belfort, tandis que le commandant du 14e corps concentrait ses troupes autour de Vesoul.

Mais, avant de commencer le récit des opérations entreprises dans l'est par le général Bourbaki, il nous faut nous transporter devant Phalsbourg, dont la capitulation s'était produite dans les premiers jours de décembre, et devant Belfort, investi depuis le 3 novembre.

II

La place de Phalsbourg n'avait pour les Allemands qu'une médiocre importance, puisqu'elle ne commande pas le chemin de fer, mais l'ennemi pouvait redouter que la garnison tentât quelque entreprise contre les tunnels voisins; aussi, après le bombardement infructueux du 14 août, deux bataillons du 51e régiment allemand furent-ils laissés devant la place en observation. Le 18, ces deux bataillons furent relevés par le bataillon de garnison d'Erfürt, renforcé le lendemain par 2 bataillons de landwehr.

Les Prussiens ne songeaient pas à faire un siége, ils ne pouvaient pas d'abord disposer de

(1) Ce sont ces partisans, dirigés par des officiers de l'armée, qui firent sauter le pont de Fontenoy-sur-Moselle.

troupes assez nombreuses, puis le mur d'enceinte taillé dans le roc ne permettait pas de faire brèche, enfin la configuration de la zone environnante rendait presque impossible l'ouverture de tranchées bien défilées.

La garnison de Phalsbourg comprenait 1,900 hommes, parmi lesquels 200 blessés (500 soldats du 63ᵉ de ligne, mobiles de la Meurthe.) L'armement se composait de 67 bouches

SIÈGE DE PHALSBOURG

NORD



Gravé par A. Martin rue St. Jacques 179

à feu dont 12 seulement rayées. Il n'y avait que 3 officiers d'artillerie, et le génie se réduisait à 1 capitaine et à 4 sapeurs.

Fort heureusement, les troupes avaient à leur tête un chef énergique, le commandant Taillant, qui devait tenir jusqu'à la dernière heure.

Le 24 août, la garnison fit une sortie contre les Baraques du bois du Chêne d'en bas, une autre le 25 à l'ouest sur Mittelbronn, et enfin le 27, une seconde reconnaissance sur les Baraques d'en bas.

Ces coups de main incessants auxquels la landwehr avait peine à résister, obligèrent les

Allemands à envoyer des renforts au petit corps d'investissement. A la fin d'août, un escadron et une, puis deux batteries furent adjoints aux trois bataillons de réserve. Le bombardement reprit aussitôt le 31 août, mais sans aucun résultat. Les 15 et 24 septembre, malgré l'inutilité de cette canonnade, les Allemands envoyèrent encore des obus dans la ville, dont un tiers était incendié, et l'autre tiers démoli. Le 14 septembre, une nouvelle sortie heureuse eut lieu contre Büchelberg.

Le commandant Taillant fut successivement averti par l'ennemi des capitulations de Sedan et de Strasbourg, mais ces fâcheuses nouvelles n'arrêtèrent pas la résistance. Malheureusement, la chute de Strasbourg permit d'envoyer devant Phalsbourg quelques renforts. Dans la nuit du 24 au 25 novembre, le bombardement fut repris : six pièces de campagne s'établirent : au sud, aux Baraques des Trois-Maisons ; aux Quatre-Vents à l'est et au nord, mais cette tentative demeura également infructueuse.

Cependant, les vivres commençaient à manquer : à la fin de novembre, le commandant Taillant demanda pour la garnison la libre sortie ; cette proposition fut repoussée, les négociations furent rompues, et l'investissement continua. Bientôt les souffrances devinrent excessives : outre la faim, la garnison avait à souffrir de la petite vérole qui faisait de nombreuses victimes.

Le 12 décembre enfin, le commandant français informa l'ennemi que les portes de Phalsbourg étaient ouvertes, et qu'il pouvait entrer ; il n'y eut pas de capitulation conclue. Mais avant de se rendre, le commandant Taillant avait fait enclouer tous ses canons, scier les affûts, noyer les poudres, briser près de 12,000 fusils.

« La résistance présumée de Phalsbourg, pour le cas d'un siége régulier, écrit le lieutenant colonel Prévost(1), n'était pas évaluée à quatre mois.

« Les Prussiens auraient eu plus tôt la place en l'attaquant suivant les anciennes règles, et leurs pertes n'auraient probablement pas été plus considérables que celles qu'ils éprouvèrent dans leur tentative de vive force avortée (14 août). La façon dont ils s'y sont pris pour avoir Phalsbourg est loin de leur faire honneur. »

Si le siége de Phalsbourg ne se relie que très-indirectement aux opérations poursuivies dans l'Est, il n'en est pas de même de celui de Belfort.

Le terrain qui sépare les massifs des Vosges du Jura est généralement peu élevé, accidenté, sillonné de cours d'eau. Il présente une série de plateaux qui s'étagent à partir de la plaine du Rhin. La partie culminante se trouve aux environs de Belfort, petite ville de 6,000 habitants, placée à l'embranchement du chemin de fer de Besançon sur la ligne de Paris à Mulhouse. « L'agglomération formée par la ville de Belfort et sa banlieue occupe la partie sud d'une sorte de bassin entouré de montagnes escarpées et en partie boisées ; à l'ouest le mont Salbert, au nord la montagne d'Arsot, à l'est et au sud, les hauteurs nues et rocheuses de la Miotte et de la Justice et le rocher du Château (2). » La Savoureuse, ruisseau peu abondant, partage le terrain environnant en deux parties principales. La région de la rive gauche est la plus importante au point de vue militaire, parce que les principales routes qui se dirigent vers la plaine du Rhin sont dominées et peuvent être facilement

(1) *Les Forteresses françaises pendant la guerre.*

(2) Pour la description de Belfort et de ses fortifications, nous recourons principalement à l'excellent ouvrage du capitaine autrichien de Geldern déjà plusieurs fois cité (*Les Siéges de Paris et de Belfort.*)

interceptées par le pâté montagneux de la Miotte, d'où se détachent les hauteurs d'Arsot, de la Justice et des Perches. La plus septentrionale de ces hauteurs est la montagne de schiste couverte par le bois d'Arsot, laquelle se prolonge au sud par de larges pentes jusqu'à l'étang de Forges, d'où sort la Savoureuse. La partie nord, escarpée, rocheuse, oppose un sérieux obstacle aux troupes marchant sur Belfort par les routes des Vosges.

Les contreforts de la Miotte et de la Justice courent parallèlement dans la direction du nord-est ; leur crête est très-étroite. Ils se terminent au sud-ouest par des glacis naturels. Au nord-ouest, ils sont limités par des escarpements de roc élevés de plusieurs mètres.

Le point culminant de ces deux croupes se trouve à 1,100 mètres de la ville ; il est occupé par les forts.

Au sud du fort de la Justice, commence un massif qui décrit un quart de cercle autour du rocher du château et forme, en avant de cette forteresse considérée comme réduit, un rempart naturel qui domine les positions opposées depuis le bois de Bosemont jusqu'au village d'Essert, et bat les vallées de Pérouse, de Neuffontaines et de Danjoutin.

La rive droite de la Savoureuse ne présente des hauteurs prononcées qu'au nord. A l'ouest du mont d'Arsot, la montagne escarpée et boisée du Salbert projette un contrefort dans la direction d'Essert, et domine la rive gauche. Le terrain compris entre les routes de Besançon et de Montbéliard, ancien débouché des eaux coulant vers le sud, forme de faibles ondulations inclinées vers la Savoureuse.

La situation de Belfort, point de départ d'une entreprise contre l'Allemagne du sud, a de tout temps appelé sur cette place l'attention des ingénieurs ; au moyen âge, le rocher était couronné par un manoir ; plus tard, une enceinte vint protéger l'agglomération qui s'était formée au pied même du château. Vauban augmenta considérablement les défenses de la ville ; le château fut conservé, sa plate-forme devint un cavalier, l'ouvrage à couronne irrégulier qui l'entoure fut muni de deux casemates à canon sur chaque flanc, pour la défense des fossés ; un ouvrage à cornes vint enfin renforcer le front, et le château fut relié à la ville au moyen d'une poterne.

Le corps de place, qui se compose de quatre fronts, et qui se termine au pied du rocher élevé de soixante mètres qui porte le château, fut reconstruit. Le front nord se trouve si rapproché du dernier gradin du contrefort de la Miotte, qu'on dut occuper ce gradin par l'ouvrage à cornes de l'Espérance avec escarpes taillées dans le roc et ravelin. Le front ouest fut protégé par une inondation, obtenue en faisant passer dans la ville le canal des Forges, dérivé de la Savoureuse.

Malgré sa valeur stratégique, Belfort ne joua qu'un rôle très-secondaire dans les campagnes du commencement du siècle ; il convient cependant de citer la belle défense de Lecourbe en 1815. On ne tarda pas à reconnaître que la force naturelle de la position pouvait facilement être augmentée, en occupant deux points : la roche de la Miotte et la hauteur de la Justice (emplacement de l'ancien gibet).

Le fort de la Miotte est le plus important des deux ouvrages ; il constitue « la véritable clef tactique de la position. » Entièrement taillé dans le roc, il concentre sur le terrain des attaques, des deux côtés des routes de Mulhouse et de Bâle, tous les feux d'un front bastionné avec parapet terrassé. L'escarpement du roc, qui domine l'étang de Forges, est couronné par un mur à bahut.

Le fort de la Justice est à deux étages, et forme un quadrilatère bastionné régulier. Les

fossés sont, en grande partie, taillés dans le roc, et les escarpes ont 8 à 10 mètres de hauteur. Une communication bastionnée, flanquée par un mur à bahut, relie les deux forts.

En même temps qne l'on construisait les deux forts de la Miotte et de la Justice, on s'appliquait à développer la puissance défensive du château. Les crêtes des cinq lignes de feu superposées furent habilement réglées, et l'on ajouta à ces feux étagés ceux d'un front continu d'un très-grand développement longitudinal. Le château, mis à l'épreuve de la bombe, et contenant des logements pour 600 hommes, fut enveloppé d'un puissant cavalier, composé d'un étage de casemates à canon, surmonté d'une forte batterie à ciel ouvert.

Pour améliorer la fortification de la ville, on prolongea les faces des bastions détachés jusqu'à la gorge des ravelins, de manière à dessiner des fronts polygonaux à brisure intérieure, ce qui procura une véritable ligne de feux d'artillerie. En 1868 enfin, on commença la construction du grand fort des Barres, qui se compose de deux fronts bastionnés d'environ 240 mètres de longueur chacun, qui battent le terrain entre la route de Bavilliers et le mont Salbert, de deux flancs en ligne droite d'environ 200 mètres, et d'une gorge consistant en un simple mur bastionné et crénelé.

Tel était l'état de la fortification lorsque la guerre fut déclarée. De sérieux travaux étaient indispensables : ils furent commencés par le général Doutrelaine, et continués, après le départ du corps Douay, par le colonel Denfert. Il ne pouvait être question, à cause de la faiblesse de la garnison, d'occuper les hauteurs dominantes du Salbert et du Mont-d'Arsot, malheureusement indiquées pour les batteries ennemies; mais le défenseur avait tout intérêt à rester maître des excellentes positions tactiques situées sur les routes de Mulhouse et de Lure, et sur sa propre ligne de ravitaillement par Héricourt et Montbéliard. Il obligeait ainsi l'assiégeant à étendre le cercle d'investissement, et par conséquent, à s'affaiblir. L'occupation des hauteurs des Perches était, à ce point de vue, indispensable pour l'assiégé. « La construction des redoutes des hautes et basses Perches, écrit le capitaine de Gelderp, a suffi à elle seule pour donner à Belfort le caractère des forteresses modernes. Par là, la défense a privé l'ennemi de la meilleure position qu'il pût prendre; elle a étendu assez loin la zone de ses feux pour pouvoir fouiller les nombreux replis de terrain jusqu'à la limite de la portée de ses pièces, et pour être en état de préparer et de soutenir efficacement toutes ses entreprises à l'extérieur. »

Ce ne fut, cependant, qu'assez tard qu'on reconnut l'importance des Perches. « On ne voulut pas dans le principe, écrit le colonel Denfert (1), occuper les redoutes des Perches, incomplétement achevées et ouvertes à la gorge. » Du côté de l'est, cette ligne avancée fut poussée jusqu'au ravin du village de Pérouse, qui fut solidement gardé. La trouée entre le fort des Barres et les Basses-Perches fut fermée par la redoute de Bellevue, placée sur un petit plateau, auprès de la ferme du même nom, avec sa capitale tracée dans la direction de la route de Bavilliers. On adopta pour les trois redoutes un tracé bastionné ou tenaillé sur le front, avec des flancs en ligne droite. Bellevue fut relié avec les Barres et avec la gare du chemin de fer, organisée défensivement, par un chemin couvert du profil d'une tranchée ordinaire. Le temps manqua malheureusement pour construire des abris suffisants, et la redoute de Bellevue demeura le côté le plus faible, le plus exposé, à ce point qu'il fut

(1) *La défense de Belfort*, écrite sous le contrôle de M. le colonel Denfert Rochereau, par les capitaines Thiers et de la Laurencie.

nécessaire de changer la garnison toutes les vingt-quatre, et même toutes les douze heures.

Après le départ du corps d'armée du général Douay (7 août), la place de Belfort



LE COLONEL DENFERT-ROCHEREAU.

ut successivement commandée par le général Cambriels et le colonel d'artillerie Crouzat. Le 19 octobre, le colonel Crouzat, promu général, fut placé à Besançon, sous les ordres du général Cambriels, et la défense fut confiée au colonel du génie Denfert-

Rochereau, dont l'habile défense devait conserver la place de Belfort à la France (1).

Au moment de l'arrivée de l'ennemi, la garnison comprenait :

Armée régulière. — Un bataillon du 84e de ligne, un du 45e, le dépôt du 45e, une demi-batterie à pied du 7e d'artillerie, quatre demi-batteries à pied du 12e d'artillerie, une demi-compagnie du 2e du génie.

Garde mobile. — 4 bataillons du Rhône, 4 bataillons de la Haute-Saône, 3 compagnies du Haut-Rhin, 5 compagnies de Saône-et-Loire, 2 compagnies des Vosges, 1 compagnie du génie du Haut-Rhin, 3 batteries mobiles du Haut-Rhin, 2 batteries mobiles de la Haute-Garonne.

Enfin, quelques mobilisés et la garde nationale sédentaire de Belfort : le total, d'après l'ouvrage du colonel Denfert, atteignait 16,200 hommes, « sur lesquels 3,000 hommes à peine de troupe de ligne (2). »

La place possédait 300 bouches à feu, parmi lesquelles plus de la moitié étaient lisses. Le colonel Denfert ne donne pas le détail des pièces, mais nous trouvons quelques renseignements à ce sujet dans une intéressante brochure (3).

« A Belfort, nous n'avions aucune pièce et par suite, aucun affût de 24 court ou 24 de siége, nous avions quelques pièces de 24 long ou 24 de place ; quelques pièces de 12 rayées (de place), de 12 de siége (rayées) de 12 et de 4 de campagne (rayées), et enfin un assez grand nombre de pièces lisses, pièces de 16, obusiers de 15, de 12, et mortiers de 32, 27, 22 et 15 centimètres. L'ennemi connaissait très-bien notre armement, *puisqu'il en avait trouvé l'état très-exact et très-détaillé, dans les papiers non brûlés à la direction de Strasbourg, avant la remise de cette place.* »

Les projectiles étaient en nombre insuffisant. En revanche, il s'en trouvait une grande quantité « entassée sous Louis XIV, ce qui prouve, ajoute le capitaine de la Laurencie, qu'à cette époque, on s'entendait largement à approvisionner les places. » Malheureusement cette vieille fonte ne put résister aux charges employées.

Il existait environ :

24,000 obus de 24.
40,000 obus de 12.

Soit 500 coups par pièce : de plus, on comptait 13,000 obus pour les pièces de 4 (on n'en avait

(1) La conduite du colonel Denfert à Belfort a prêté à quelques critiques. On lui a reproché, et ce blâme a été publiquement exprimé, de ne pas s'être personnellement *exposé* davantage. Le commandant d'une place de guerre a la charge et le devoir de défendre et de garder la fortification qui lui a été confiée : il ne doit pas plus risquer sa vie, que le général en chef qui dirige une bataille. Le règlement sur le service des places est formel à cet égard : « Art. 252... . Dans aucun cas, il ne se met à la tête des troupes lorsqu'elles font une sortie ; il ne conduit jamais d'attaque lui-même, à moins que le salut de la place n'y soit attaché. Il ne doit s'exposer que dans des circonstances très-importantes, sa mort pouvant entraîner la chute de la place (*a*). »

(2) Belin *Siége de Belfort.*

(3) De la Laurencie. *Etude technique sur le service de l'artillerie dans la place de Belfort.*

(*a*) L'article 257 est ainsi conçu : «... Les batteries et les ouvrages extérieurs des places de guerre recevront les noms des officiers commandants et des militaires sous leurs ordres, qui se seront honorés dans la défense des places. » La construction de nouveaux forts autour de Belfort, permettra sans doute d'acquitter cette dette de reconnaissance publique.

que 20). Les mortiers et les pièces de 16 lisses étaient largement approvisionnés, 100,000 kilogrammes de poudre répondaient à tous les besoins.

Les vivres abondaient. On avait pour plus de 180 jours de farine, biscuit, riz et légumes secs; des viandes salées et un troupeau de 1,000 bêtes à cornes, du café, du vin et de l'eau-de-vie pour 150 jours, de plus la population, prévenue à l'avance, s'était munie de provisions; on comptait enfin de 100 à 150 jours de fourrages.

Le 3 novembre, commença l'investissement de Belfort. L'ennemi disposait de 11 bataillons, 4 batteries et 7 1/4 escadrons, auxquels s'ajoutèrent d'abord 3 bataillons, 2 batteries, 3/4 escadrons de la 4e division de réserve, puis de nouvelles troupes envoyées de Strasbourg : le quartier général ennemi fut établi aux Errues.

Les Allemands débutèrent par envoyer des parlementaires dans la place, sous des prétextes insignifiants : c'était là évidemment le moyen le plus simple de se renseigner. Aussi le colonel Denfert, après avoir repoussé la sommation qui lui était adressée, donna-t-il les ordres les plus sévères pour interdire l'accès de nos lignes.

Le 10, eut lieu la première sortie de la garnison : un bataillon de mobiles du Rhône s'avança sur Chalonvillars avec deux pièces de campagne; le lendemain, les avant-postes allemands furent attaqués du côté de Sevenans. Le 15, une action plus sérieuse fut engagée dans la direction de Bessoncourt; elle nous coûta 136 hommes hors de combat.

Le 23 novembre, l'ennemi prit l'offensive à son tour, et se porta contre la position du Mont. Après quelques escarmouches à Offemont et à Sevenans, les Allemands se jetèrent sur le village de Cravanches, gardé par une compagnie du 45e. Malgré le courage des troupes, le Mont fut perdu pour nous.

Les Prussiens étaient maintenant en mesure de commencer le bombardement; le 3 décembre, les premiers obus tombèrent dans la ville. Les batteries étaient établies des deux côtés de la route de Lure. Le général Mertens, chef du génie du siége, s'était cependant prononcé, dès le premier jour, pour l'attaque des Perches.

Huit canons de 12 et de 24, plus quelques mortiers placés en avant d'Essert, sur le bord des plateaux de la rive gauche de la Douve, tiraient sur Belfort et sur le fort des Barres. D'après le colonel Denfert, 5,000 obus tombèrent dès le premier jour dans la place. Un bataillon de mobiles, terrifié par ces projectiles qui avaient mis le feu aux bois de la redoute de Bellevue, fut aussitôt dissous, et les hommes répartis dans les autres corps. En même temps que les Allemands procédaient au bombardement, ils attaquaient nos positions avancées : le Bosmont, Andelnans, Froideval, le bois de Bavilliers tombaient successivement en leur pouvoir, après une vive résistance des défenseurs. Les instructions du colonel Denfert recommandaient, en effet, de tenir jusqu'à la dernière heure dans tous les villages, et de disputer le moindre mouvement de terrain.

Enfin, la redoute de Bellevue avait à repousser plusieurs tentatives de l'ennemi; cet ouvrage, sans casemates, *reçut jusqu'à* 2,000 *projectiles en vingt-quatre heures*. Dans la journée du 31 décembre, « une pièce de 12 fut frappée de plus de soixante coups d'embrasure. » Elle continua à tirer.

Le 1er janvier arriva, sans que l'ennemi eût fait un progrès; la fièvre typhoïde, la variole sévissaient cruellement; depuis vingt-sept jours, le bombardement n'avait pas cessé; nul ne parlait de se rendre.

Le nombre des batteries avait été augmenté ; nous en publions ici la liste :

Nos des batteries dans l'ordre de leur construction.	NATIONALITÉ des troupes qui ont servi ces batteries.	Nombre de pièces	ARMEMENT. Calibre.	EMPLACEMENT.
1	Prusse	4	Canons de 12.	
2	Id.	2 2	Canons de 24 court. Canons de 12.	
3	Id.	4	Canons de 24 court.	Au sud de la route de Lure.
4	Id.	4	Canons de 24 long.	
5	Id.	4	Canons de 12.	
6	Id.	4	Mortiers de 50 livres.	
7	Wurtemberg	4	Canons français de 24 long.	Au nord de la route de Lure.
8	Bavière	4 2	Canons de 12. Canons de 24.	Au sud d'Andelnans.
9	Prusse	4	Mortiers de 50 livres.	A l'est de Bavilliers.
10	Id.	4	Canons de 24 long.	
11	Id.	4	Canons de 12.	Au nord de Bavilliers.
12	Wurtemberg	4	Canons de 12.	
13	Bavière	4	Canons de 24 long.	Sommet est de Bosemont.
14	Id.	4	Canons de 24 long.	
15	Bade	4	Mortiers de 50 livres.	
16	Bavière	4	Canons de 12.	Versant ouest de Bosemont.
17	Bade	4	Canons de 12.	
18	Id.	4	Canons de 12.	
19	Prusse	2 2	Mortiers rayés de 21 court. Mortiers de 25 livres.	Au nord-est de Bavilliers.
20	Id.	4	Canons de 12.	A Chevremont.
21	Wurtemberg	2 2	Mortiers rayés de 21 court. Mortiers de 60 livres.	
22	Prusse	4	Canons français de 24 court.	A l'ouest de Danjoutin du côté de Bavilliers.
23	Id.	4	Canons de 24 long.	
24	Id.	4	Canons de 24 long.	
25	Id.	4	Canons de 12.	
26	Id.	4	Mortiers de 50 livres.	Tranchée du chem. de fer au N. de Danjoutin
27	Id.	4	Canons de 12.	Bois de Tailly.
28	Bade	4	Mortiers de 60 livres.	Au sud-ouest no 27.
29	Prusse.	8	Mortiers de 7 livres.	Entre le no 28 et les Hautes-Perches.
30	Id.	4	Mortiers de 7 livres.	Entre le no 26 et les Hautes-Perches.
31	Bavière	6	Mortiers de 60 livres.	Au nord-est de Pérouse.
32	Id.	4	Canons de 12.	
33	Prusse	4	Canons de 12.	A l'ouest du no 25.
34	Id.	2 2	Canons de 6. Mortiers de 25 livres.	Entre le no 25 et les Hautes-Perches.
35	Id.	2	Canons de 6.	Entre le no 26 et les Basses-Perches.
36	Id.	2	Canons de 6.	Entre Danjoutin et les Basses-Perches.
37	Bavière	4	Canons de 24 long.	
38	Id.	4	Canons de 24 long.	Bois des Perches.
39	Id.	4	Canons de 24 long.	
40	Prusse	4	Mortiers de 50 livres.	A l'est du no 30.
41	Bade	6	Mortiers de 60 livres.	A l'ouest du no 29.

La lutte devait se prolonger encore durant tout le mois de janvier ; nous en reproduirons plus loin l'émouvant récit, en nous occupant de la tentative faite par l'armée du général



LE GÉNÉRAL BOURBAKI.

Bourbaki pour secourir cette place dont l'héroïque résistance attirait l'attention de la France entière.

CHAPITRE XV

Opérations de la 1re armée française dans l'Est. — Transport des troupes. — Mouvements de l'armée allemande. — Projets du général Werder. — Les 18e et 20e corps se portent contre Vesoul. — Le mouvement est arrêté, et l'armée incline sur sa droite vers Villersexel. — Dispositions prises par les Allemands. — Bataille de Villersexel. — Dispositions prises par l'ennemi pour fortifier la position d'Héricourt. — Combat d'Arcey. — Ordre de marche pour la journée du 15 janvier. — Bataille d'Héricourt (15, 16, 17 janvier). — Retraite de l'armée française.

I

Les dépositions faites devant la commission d'enquête n'indiquent pas exactement à qui remonte la responsabilité de l'expédition du général Bourbaki dans l'Est. Les deux extraits suivants auxquels nous croyons devoir nous borner, montreront qu'il est impossible de concilier des versions si différentes.

« Quant au second plan, dit M. Gambetta, celui de l'Est, il a été délibéré et arrêté à Bourges, entre MM. les généraux Bourbaki et Clinchant et le représentant du ministère de la guerre. »

Le général Le Flô fournit un renseignement inattendu.

« M. PIOGER. — Nous avons reçu une brochure sur le mouvement du général Bourbaki dans l'Est. Cette expédition avait-elle été ordonnée par le gouvernement de Paris ou par la délégation de Tours?

« M. LE GÉNÉRAL LE FLÔ. — Elle a eu lieu par l'ordre du gouvernement de Paris; elle a été insinuée, prescrite par le général Trochu; ça été une malheureuse inspiration du général. »

Nous ne savons ce qu'il y a d'exact dans cette assertion. La correspondance échangée entre le gouvernement de Paris et la délégation pendant le siége ne contient à ce sujet qu'une phrase dans une lettre de M. J. Favre : « ... Si Bourbaki ne vient pas à nous, il pourrait couper la ligne de l'ennemi, en se portant rapidement vers l'Est. Il ruinerait sa base d'opérations. » Était-ce la pensée du général Trochu que reproduisait le ministre des affaires étrangères, ou ne faut-il voir là qu'une hypothèse gratuite?

En réalité, il importe peu; s'il est impossible de préciser par qui a été conçu ce plan qui devait être si funeste, les documents abondent à partir du moment où il a été mis à exécution. Le plus important est la déposition de M. de Serres : elle est, sur presque tous les points, confirmée par le témoignage du général Bourbaki.

Le 19 décembre, M. de Serres, envoyé à Bordeaux par M. Freycinet, arriva à Bourges, où se trouvait M. Gambetta, et présenta le projet d'opérations dans l'Est. Le ministre de la

guerre répondit, après examen, qu'il ne pouvait prendre sur lui de modifier les résolutions arrêtées : un mouvement était décidé sur Montargis; les troupes avaient déjà pris le contact avec l'ennemi. Le commandant en chef pouvait seul se prononcer. M. de Serres se rendit aussitôt à Baugy, auprès du général Bourbaki, qui accueillit l'ouverture qui lui était faite, et écrivit à M. Gambetta pour se déclarer prêt à entreprendre une campagne dans l'Est. Il semble probable que l'ancien commandant en chef de la garde voyait là surtout un moyen de se soustraire à cette opération sur Montargis, qui lui était ordonnée et contre laquelle il avait plusieurs fois protesté (1).

Quoi qu'il en soit, l'examen ne fut pas de longue durée. « Cette nuit même, dit M. de Serres, il fut décidé par le général Bourbaki que si M. Gambetta approuvait l'opération dans l'Est comme il l'avait admise, elle commencerait dès le lendemain matin. — C'est ce qui fut fait. »

C'était, peut-être, se décider un peu vite sur un si grave sujet. Quant au but de l'entreprise, il est résumé dans ces lignes :

« Cette opération consistait à transporter dans l'Est, par les voies ferrées, l'armée du général Bourbaki, et à la déposer aussi près que possible de l'ennemi. De là, après l'avoir renforcée de la totalité des forces disponibles dans ces régions, on la faisait remonter, ayant à sa gauche le corps commandé par le général Garibaldi dans la vallée de la Saône; on débloquait Belfort au passage et, en appuyant la partie droite de l'armée sur les Vosges, on menaçait la base des communications de l'ennemi, *pour attirer dans l'Est les forces de l'Ouest et de Paris* qui alors obligeaient le général Chanzy à la retraite sur Laval et la Bretagne. L'opération de l'Est est donc définie d'une façon nette, complète, dans ce but : *attirer dans l'Est les forces prussiennes de l'Ouest.* Elle n'a jamais eu d'autre but, et ceci est contenu dans maintes et maintes dépêches donnant le programme de cette campagne. »

Le 18e et le 20e corps (ce dernier commandé depuis peu de jours par le général Clinchant, en remplacement du général Crouzat envoyé à Lyon) devaient être renforcés par toutes les troupes disponibles dans le bassin du Rhône et dans la vallée de la Saône, c'est-à-dire le 24e corps (1) formé à Lyon par le général Bressolles, la division Cremer à Beaune, enfin la garnison de Besançon. Il était bien spécifié que le 15e corps resterait à Bourges. L'évacuation d'Orléans, la déroute qui en avait été la suite avaient, d'ailleurs, enlevé toute cohésion à ce corps qui avait été le noyau de l'armée de la Loire. Les soldats s'étaient débandés dans toutes les directions, et ce n'est qu'à grand'peine que l'on était parvenu à réunir quelques

(1) Ce nouveau plan, dépose le général Bourbaki devant la commission d'enquête, me souriait beaucoup plus que le premier, il me semblait plus fructueux. »

(2) L'ordre de bataille du 24e corps n'a jamais été publié : ce n'est qu'en recherchant dans les dépositions et les ordres de marche, que nous avons pu rassembler les renseignements qui suivent. La 1re division réservée par le général Bressolles au général Busserolles (a) puis commandée par le général Laserre fut mise sous les ordres du général Cremer, et devint indépendante du corps. Elle comprenait deux brigades.

1re brigade.

Bataillon de la Gironde.
32e de marche.
57e marche.

(a) Le général Busserolles était chef de bataillon commandant le recrutement à Mâcon.



débris de ces trois fortes divisions. Afin d'augmenter la force de l'*armée de l'Est*, on convint, cependant, de former des troupes du 15e corps une brigade confiée à un officier de marine, le capitaine de frégate Pallu de la Barrière, qui commandait alors la subdivision de l'Yonne. Cette brigade, qui comprenait des troupes solides (1), devait servir de réserve générale à la 1re armée.

2e *brigade.*

Commandant : Général (américain), Carrole-Téris.
60e de marche.
61e de marche.
puis 83e mobiles.
86e mobiles.
Cette première division fut remplacée ainsi :

1re DIVISION.

Commandant : Général Dariès.

Deux brigades, l'une commandée par le général (suisse) Castella, 63e de marche, 1 bataillon de la Haute-Garonne, 1 bataillon du Haut-Rhin, puis 3e légion du Rhône.

2e DIVISION.

Commandée d'abord par le général Irlande, puis par le général Comagny (*a*).

1re *brigade.*

Chasseurs à pied.
60e de marche.
61e de marche.

2e *brigade.*

Commandant : Colonel Bramas
14e provisoire (mobiles de l'Yonne).
87e provisoire.

3e DIVISION.

Commandant : Général Busserolles.
4e bataillon de la Loire (?) Mobilisés du Rhône (1re et 2e légions).
89e mobiles (Var).

Quant à la cavalerie, elle ne se composait que d'un régiment de marche de hussards et de 2 escadrons de dragons.

L'effectif de ce corps d'armée qu'il est impossible de préciser semble avoir été très-faible.

La division Dariès ne rejoignit qu'au cours des opérations.

(1) **ÉTAT DES TROUPES**

COMPOSANT LA RÉSERVE GÉNÉRALE DE LA PREMIÈRE ARMÉE.

Commandant : général de brigade Pallu de la Barrière, au titre de l'armée auxiliaire (capitaine de frégate).

Chef d'état-major : chef d'escadron de Maumigny.
38e régiment d'infanterie de ligne.
29e régiment d'infanterie de marine.
Régiment de marche d'infanterie de marine.
3 batteries de 8 (2e et 6e régiments).
2e régiment de marche de chasseurs d'Afrique.
3e régiment de marche de dragons.
Un détachement du génie.

(*a*) Le général Comagny s'appelait, en réalité, le lieutenant-colonel Thibaudin. (*Relevé journalier des opérations du 2e bataillon du 14e provisoire.*)

Ce n'est que plus tard (le 28 décembre) que le général Bourbaki demanda et obtint l'envoi du 15ᵉ corps dans l'Est.

Malheureusement, le transport des troupes s'effectua dans de déplorables conditions : au

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE L'EST



lieu de quatre jours, chiffre primitivement indiqué, il fallut huit ou dix jours pour opérer la concentration de l'armée, encore le 15ᵉ corps ne fut-il *entièrement* réuni *que le* 16 *janvier*. Le 18ᵉ corps fut débarqué à Chagny, le 20ᵉ à Châlons. La ligne directe de Châlons

à Dôle était inachevée, ou du moins le service n'était pas commencé : ce ne fut que le 27 décembre, sur les instances du ministre de la guerre, qu'il fut possible de faire arriver les trains à quelques kilomètres de Dôle. Enfin, le choix malheureux de Clerval comme gare destinataire, alors qu'il n'y avait pas là de quais de débarquement, contribua à retarder encore le mouvement, au moins pour le 15e corps. De longues discussions se sont engagées pour savoir à qui incombe la responsabilité de ces faits, nous n'avons pas à aborder cette question.

Le 27 décembre, Dijon avait été évacué par l'ennemi qui, ainsi que nous l'avons dit, s'était concentré autour de Vesoul. Sur l'ordre du général Bourbaki, le général Cremer occupa aussitôt la ville.

Le 30 décembre, le général Werder plaçait ainsi ses troupes : Un détachement de la 4e division de réserve (8 bataillons, 5 batteries), d'Esprels à Villersexel ; la 1re et la 2e brigades de la division badoise à Vesoul et au sud ; la 3e brigade (Keller) à Gray ; la brigade Goltz à l'est de Vesoul ; un détachement sous le colonel Nachtigal (3 bataillons, 4 escadrons, 2 batteries) à Lure ; la brigade de cavalerie et l'artillerie de corps près de Vesoul, sur les routes au nord et au nord-ouest. Le 1er janvier, un ordre de Versailles prescrivit de marcher vers le sud-ouest, « ce qui pourrait conduire à la réoccupation de Dijon. » Mais le général Werder répondit « que la situation ne lui paraissait pas assez nette pour lui permettre de s'engager immédiatement ; » il fut dès lors autorisé à attendre les événements. Le 3 janvier, le colonel Nachtigal fut porté sur Héricourt avec le 30e régiment, une batterie et deux escadrons. Le détachement de la 4e division de réserve s'avança à l'est à Arcey, et la brigade de Goltz fut placée à Villersexel.

Le général Werder se montrait fort anxieux des mouvements opérés par les Français ; au milieu des renseignements contradictoires qui lui étaient transmis, il ne parvenait pas à discerner la vérité, et était conduit à admettre trois hypothèses distinctes :

« 1° Les Français ont l'intention de marcher sur Nancy ;

« 2° Le second cas possible est que les Français ne manœuvrent par une pointe sur Villersexel pour couper le 14e corps de Belfort, soit qu'ils marchent vers le nord de Rougemont, de Montbazon et d'Esprels, soit qu'ils gardent la défensive au sud de l'Ognon, et qu'ils se portent avec une partie de leurs forces pour délivrer Belfort ;

« 3° La troisième supposition est que l'ennemi puisse, sous la protection d'une avant-garde au sud de Vesoul, entre l'Ognon et le Doubs et au sud du Doubs marcher sur Belfort. »

Dans la première hypothèse, le général Werder était décidé à accepter la bataille offerte à Vesoul, l'aile droite appuyée à la Saône, l'aile gauche à la ville de Vesoul. La montée du plateau d'Andelare, au sud de la ville, n'étant possible que par d'étroits chemins, la position semblait avantageuse au général allemand.

La seconde supposition était la plus « *désagréable ;* » mais le général Werder pensait que l'armée allemande, par son aptitude à se mouvoir, pourrait, en prenant l'offensive sur la route d'Esprels, se porter à gauche assez à temps pour atteindre Belfort.

Dans la troisième hypothèse, il convenait d'étudier les routes que pouvait prendre l'armée française :

1° La route Rioz — Loulans — Montbazon — Villersexel — Héricourt.

2° La route Besançon — Marchaux — Rougemont — Héricourt.

Ces deux routes se réunissent près d'Arcey.

3° La route Besançon — Beaume-les-Dames — Clerval — l'Isle-sur-le-Doubs.

4° Besançon — Saint-Juan-d'Adam — Pont-de-Roide — Montbéliard.

Dans la première journée de marche, l'avant-garde pouvait atteindre Montbazon et Beaume-les-Dames, le deuxième jour Villersexel et l'Isle-sur-le-Doubs, le troisième jour Arcey, à l'ouest de la Lisaine, et le quatrième jour Belfort.

Dans la pensée du général Werder, les troupes allemandes devaient, dès le premier jour, reconnaître la direction suivie, attaquer le second jour, de façon à pouvoir, même en cas d'échec, se replier sur Belfort et attendre le combat.

Il restait à déterminer les champs de bataille. Pour la première action, Villersexel était indiqué : la 4° division de réserve connaissait bien le pays, les Français ne parviendraient que difficilement à soutenir leurs lourdes colonnes, car les chemins qui relient les routes parallèles sont défectueux.

Malgré tout, il fallait prévoir un échec ; dans ce cas, la lutte décisive devait s'engager à Héricourt. L'armée allemande gagnerait en tout cas, au combat de Villersexel, le temps de se porter sur Héricourt, soit par Leval et Beverne, soit par Saint-Fériiux, dans l'hypothèse la plus favorable.

Ainsi, dès le premier jour, avant même que les projets du général Bourbaki ne fussent dévoilés, l'ennemi avait déjà discuté toutes les hypothèses, et, nous ne le verrons que trop, pris à l'avance toutes ses dispositions.

Dans le camp français malheureusement, la conception était moins prompte : à étudier attentivement les nombreux documents publiés par la commission d'enquête; à examiner les ordres de marche des différents corps, il ne semble pas qu'il y ait eu un plan de campagne arrêté dès le premier jour.

La question des vivres était le point capital. L'intendant en chef de l'armée, Friant, fait cependant, devant la commission d'enquête, cette grave déclaration :

« Je n'ai jamais su le plan de campagne du général Bourbaki ; je n'ai jamais été convoqué aux conseils de guerre ; je n'ai été convoqué que le jour de mon départ pour Pontarlier (26 janvier, à dix heures du soir). »

Quelque direction que prît l'armée, le danger était évidemment sur le flanc gauche : c'est par là que devaient arriver les renforts accourant au secours du général Werder. Le général Garibaldi demeurait seul à Dijon, et l'état-major ne se mettait même pas en relation directe avec lui, ne lui transmettait, par conséquent, aucun ordre.

Enfin, l'unité de commandement était loin d'être complète, à ce point que le général Borel, — nous le verrons plus tard, — prenait les dispositions les plus sévères contre un général qui avait abandonné, *malgré son ordre,* une position inportante, alors qu'en réalité il avait été prescrit à ce général d'agir ainsi, sans que la dépêche eût même été communiquée au chef d'état-major.

Le courage des soldats, l'énergie des chefs, l'héroïsme déployé par le général Bourbaki, devaient être impuissants : commencée dans ces conditions sans préparation, sans ligne arrêtée, en présence d'un ennemi qui ne livrait rien au hasard, qui calculait tout, l'opération de l'Est était vouée à un inévitable échec.

Dans ses immortels Commentaires, Napoléon Ier avait cependant écrit ces lignes : « Dans les montagnes, on trouve partout un grand nombre de positions extrêmement fortes par ellesmêmes, qu'il faut bien se garder d'attaquer. Le génie de cette guerre consiste à occuper des

camps ou sur les flancs, ou sur les derrières de ceux de l'ennemi, qui ne lui laissent que l'alternative ou d'évacuer ses positions, sans combattre, pour en prendre d'autres en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. *Dans la guerre de montagnes, celui qui attaque a du désavantage*. Même dans la guerre offensive, l'art consiste à n'avoir que des combats défensifs et à obliger l'ennemi à attaquer. »

Il y a dans ces dix lignes toute l'explication de notre désastre. Au lieu de menacer les communications des Allemands, de profiter de notre supériorité numérique pour chercher à les couper de leur ligne, nous allons nous jeter avec cette aveugle furie française sur des positions choisies, fortifiées à l'avance...

Le 1er janvier, l'armée (moins le 15e corps) était à peu près réunie : un premier projet fut aussitôt arrêté :

« L'armée, dit l'ordre de marche du 1er janvier, va faire un mouvement sur Vesoul.

« A cet effet, le 18e corps partira le 2 au matin d'Auxonne, ira coucher le même jour à Pesmes sur la rive droite de l'Ognon, le 3 à Gy et le 4 entre Grandvelle et Mailley.

« Le 20e corps se mettra en route le 2 au matin, ira traverser l'Ognon au pont de Marnay pour bivouaquer ou cantonner sur la rive droite, il ira coucher le 3 à Voray et le 4 à Echenoz-le-Sec.

« Le 24e corps partant de Besançon le 3 au matin, ira coucher entre Corcelle et Scay-la-Tour, et le 4 ira s'établir, partie en avant de Montbazon sur la rive gauche de la Linotte et partie à Esprels.

« La division Cremer partira, demain 2 janvier, de Dijon pour se rendre à Champlitte, où elle recevra des instructions pour les mouvements ultérieurs.

« La brigade de réserve d'infanterie avec les 3 batteries d'artillerie partira de Dôle, le 3 au matin, pour aller coucher à Marnay et le 4 arrivera à Rioz, en suivant la route indiquée pour le 20e corps.

« Entre Marnay et Voray, le 20e corps remontera la rive droite de l'Ognon, en passant par Brussey, Chamborney, Etuz, Boult et Bussières.....»

Le 5 janvier au matin, le général Cremer, rappelé par les généraux Garibaldi et Pellissier « qui annoncèrent qu'ils étaient dans le plus grand danger, » avait en toute hâte rétrogradé sur Dijon. La nouvelle était fausse, et la division Cremer allait reprendre bientôt son mouvement. A cette date le 18e corps occupait Mailley, Rosey, Raze, et ses éclaireurs échangeaient quelques coups de feu avec l'ennemi à Lévrecy; le 20e corps était à Magnoray et Filain : un ordre du commandant en chef vint prescrire aux 24e, 20e et 18e corps d'appuyer fortement sur la droite : le 20e corps formant le centre devait appuyer sa droite à l'Ognon, en avant de Montbozon, le 18e (gauche) avait ordre de s'établir en avant de Rioz, à cheval sur la grande route de Besançon à Vesoul. Le 7 janvier, les ordres étaient plus explicites : le général Bourbaki renonçait au mouvement projeté sur Vesoul (1). Le 18e corps devait s'établir en avant de Montbozon entre la Linotte et l'Ognon, à Fontenois-lès-Montbazon, Bouhans et Cognières; le 20e corps sur la rive gauche de l'Ognon à Rougemont, à Cuse, Bonnal, le

(1) La retraite momentanée sur Dijon de la division Cremer qui, d'après son ordre de marche, était destinée à attaquer le flanc de l'ennemi, a, sans doute, été une des causes qui ont déterminé le général Bourbaki à abandonner son projet d'offensive sur Vesoul.

24ᵉ corps (rejoint par la division Dariès) à Nans, Uzelle; la réserve aux villages de Chazelot et de Montferney; la brigade de cavalerie à Gondenans-lès-Moulins.

Pendant ce temps, l'ennemi, bien renseigné sur nos mouvements, avait pris ses dispositions en vue d'une tentative de l'armée française sur Vesoul : les 1ʳᵉ et 2ᵉ brigades badoises avec l'artillerie s'étaient placées entre Pusey et Vesoul; le général Keller dut occuper les débou-

BATAILLE DE VILLERSEXEL



D'après l'ouvrage allemand .. Opérations du corps du Gl Von Werder, par Ludwig Löhlein.
Gravé par A. Martin 179 rue St Jacques

chés au sud de Vesoul, le colonel Villisen avec la brigade de cavalerie demeura à Pusey, le général de Goltz se porta à Frotey, la division Schmeling à Vesoul. Le 6 au soir, l'attaque ne s'étant pas produite, le général Werder, après avoir fait faire une reconnaissance et constaté que les positions du 20ᵉ corps étaient trop fortes, avait prescrit une offensive générale sur la gauche française (18ᵉ corps). Le 7 au matin, le général Glümer avec deux brigades badoises, la cavalerie et l'artillerie de corps devait tenter de surprendre les troupes du général Billot vers Raze. Quelques engagements d'avant-poste dans la nuit du 5 au 6 avaient permis à l'ennemi de reconnaître le terrain. Le mouvement ordonné par le géné-

ral Bourbaki arrêta le général Werder : certain que les Français inclinaient vers l'Est, il donna contre-ordre au général Glümer. Il était, en effet, évident pour lui que nous prenions la direction des deux champs de bataille qu'il avait à l'avance fixés : Villersexel et Héricourt. Une reconnaissance conduite par le général Keller constata seulement l'évacuation de Clans et de Raze par le 18e corps.

L'ordre de mouvement pour le 9 janvier portait les différents corps français sur la droite.

La partie disponible du 15e corps (nous avons dit que le transport de ce corps ne fut complétement effectué que le 16 janvier) devait s'établir le long de la route de Fontaine à Belfort par Arcey, depuis la Guinguette jusqu'au village d'Onans ; le 24e corps, à Vellechevreux, étendait sa gauche jusqu'à Grammont ; le 20e corps à Villargent, Villers-la-Ville et Magny ; le 18e à Villersexel, Autrey-le-Vay, Esprels et le bois de Chassey ; la réserve à Abbenans et Cubry, la brigade de cavalerie à Fallon ; le grand quartier général à Bournel.

Tandis que nos troupes se préparaient à occuper les positions indiquées, l'ennemi surveillait la route de Montbozon, en poussant des reconnaissances de cavalerie jusqu'au delà d'Aillevans ; la division badoise s'assurait que les Français avaient bien abandonné leurs postes au sud de Vesoul ; la division Schmeling marchait sur Damvaley-la-Colombe, Colombe et Essernay ; à huit heures du soir, la 4e division de réserve était dirigée sur Noroy-le-Bourg. En même temps, le général Treskow était chargé d'avancer une partie de ses troupes vers Arcey et Secenans. A trois heures du matin, une dépêche de lui vint avertir le général Werder que les villages de Saint-Ferjeux et Accollans étaient occupés par les Français ; déjà des patrouilles du 2e dragons badois avaient apporté cette nouvelle. Le commandant du 14e corps prit aussitôt ses dispositions. A trois heures du matin, le 9 janvier, les instructions suivantes furent envoyées :

La division grand-duc badoise rompra immédiatement et marchera, par Wy-lès-Lure sur Athesans ; la division Schmeling s'avancera sur Villersexel, le gros des troupes restant en position près d'Aillevans. Le général Goltz lancera sans retard sa cavalerie vers les Monnins et Vallerois-les-Bois et portera son détachement sur Noroy-le-Bourg, où il attendra de nouveaux ordres... Deux bataillons de la division badoise... demeureront à Vesoul ; ils auront mission d'éclairer au sud et vers Combeaufontaine ; 6 compagnies, 1 escadron et 2 batteries devaient en outre être ramenés à Vesoul.

Un ordre verbal du général Werder prescrivit de rétablir les ponts sur l'Ognon, aussitôt l'arrivée des troupes à Aillevans. Enfin, afin de parer à un mouvement direct sur Belfort, la 1re brigade badoise avec deux batteries, fut dirigée, à six heures du matin, sur Couthenans, par Lure, Roye, Lyoffans et Beverne.

A huit heures et demie du matin, l'avant-garde de la 4e division de réserve (2 bataillons du 25e régiment, 2 batteries, un régiment de uhlans) débouche au sud de la forêt du Grand-Fougeret, au moment même où les têtes de colonnes du 20e corps français, après avoir quitté Cubrial, atteignent les positions qui leur ont été assignées, au sud de Villersexel, et où les mobiles de la Corse occupent le parc et le château. Villersexel est situé sur la rive sud de l'Ognon, à l'entrecroisement de routes importantes. Depuis la forêt du Grand-Fougeret jusqu'à la rivière, le terrain est découvert ; le passage s'opère sur un large pont. Le château est à l'ouest ; il est entouré de murs épais qui permettent une bonne défense. L'ennemi, renonçant à une attaque de front, prépare un mouvement tournant sur notre gauche, et aborde la ville par la fabrique placée à l'ouest ; un peu avant midi, les Allemands sont mai-

tres du terrain, ils canonnent vigoureusement deux batteries du 20e corps, qui ont reculé au sud de Villersexel.

Ce n'est là, d'ailleurs que le commencement de l'action : au bruit du canon, les Prussiens précipitent leur marche vers le champ de bataille.

Le général Werder s'avance avec la brigade Goltz par Vorey sur Villersexel ; il arrête le détachement à l'intersection des routes de Vorey à Villersexel et Aillevans à Marast auprès d'une vaste clairière. Le général ennemi a pour instruction de tenir solidement à Marast et Moimay : il forme la droite allemande. La 4e division de réserve garde le passage de l'Ognon à Saint-Sulpice, jette un pont au-dessus de Longeville, et occupe, avec ses avant-postes, Villersexel évacué par les têtes de colonnes du 20e corps. Les 2e et 3e brigades badoises se dirigent sur Aillevans (la 1re est à Lure). L'artillerie de la 4e division de réserve se poste sur la hauteur près des Breuleux. En résumé, l'ennemi dispose de la brigade prussienne de Goltz, de deux brigades badoises et de la 4e division de réserve, moins le détachement envoyé à Belfort (3 bataillons, 2 batteries, 3/4 escadron). Il faut déduire encore 2 bataillons et 2 batteries laissées à Vesoul : il reste donc :

Détachement de Goltz : 6 bataillons, 8 escadrons, 3 batteries.

Division badoise : 10 bataillons, 12 escadrons, 7 batteries.

Division de réserve : 12 bataillons, 7 escadrons, 14 batteries ; 27,000 hommes environ, auxquels il convient d'ajouter, au moins pour mémoire, 7 bataillons, 2 batteries, 2 escadrons envoyés de Belfort par le général de Treskow sur notre flanc droit.

Tandis que l'ennemi prend position, nos divisions accourent au canon : le 20e corps traverse la rivière à Pont-sur-l'Ognon ; la 1re division (de Polignac) se relie sur la droite au 24e corps (1) et place son artillerie à les Magny.

En même temps, la 1re division du 18e corps (Pilatrie), avertie par ses éclaireurs, que le commandant du 18e corps avait toujours soin de lancer à une grande distance, que l'ennemi occupe Marast et Moimay, précipite son mouvement, et détache une section d'artillerie sur les hauteurs qui dominent Esprels, tandis que le 9e bataillon de chasseurs refoule les avant-postes et s'établit dans Autrey, d'où il tiraille avec quelques compagnies du 34e régiment postées dans le bois des Brosses.

Les Allemands cherchent à nous tourner sur notre gauche; mais le général Billot, attiré par le bruit de la bataille, arrive au galop à Esprels, et prend rapidement ses dispositions : l'artillerie s'établit à Esprels, de façon à battre Marast et Moimay; elle est protégée par un bataillon du 44e et un du 19e mobiles, tandis qu'en avant de nos pièces, le 42e se déploie et contient les Prussiens. Un second bataillon du 19e mobiles se porte dans Autrey au secours des chasseurs ; notre gauche est couverte par le 73e mobiles dans le bois de Chassey.

Bientôt, le feu de nos pièces chasse les Prussiens vers Marast, et le village est brillamment enlevé par le 42e de marche. Refoulés à notre gauche, les Allemands prennent l'offensive à droite, et marchent sur Autrey, après avoir repoussé deux compagnies déployées en

(1) Le soir même de la bataille, le général Bressolles reçut du quartier général une lettre lui reprochant de ne pas avoir soutenu le 20e corps. Le général Bressolles produit en réponse une lettre du général de Polignac, déclarant que « les mobiles du Var et la légion du Rhône, lui ont permis de maintenir en position, deux pièces d'artillerie, en attendant l'arrivée des troupes du 20e corps. » La part prise au combat par le 24e corps est donc nulle en réalité.

avant du village. L'arrivée de l'artillerie de réserve du 18e corps fait échouer cette attaque. En même temps, le général Brémont d'Ars accourt avec la cavalerie qu'il forme en bataille, front à Autrey, prête à charger, tandis que les hussards du général Charlemagne escarmouchent aux environs de Marast.

A la gauche (française), l'avantage nous est donc acquis : la division Pilatrie, du 18e corps, seule en ligne en ce moment, a maintenu, puis repoussé l'ennemi. Averti de la situation, le général Werder envoie aussitôt à sa droite son chef d'état-major lieutenant-colonel Leczczynski, et donne l'ordre au lieutenant-colonel Nachtigall, qui occupe Villersexel avec quelques compagnies détachées de la brigade de Goltz, de se porter en toute hâte à Moimay.

Cependant, le général Billot a prescrit à ses deux autres divisions (Penhoët et Bonnet) de hâter leur marche. L'amiral Penhoët doit porter secours au 20e corps, vivement engagé, et enlever Villersexel. Retardé « par la concentration des régiments dispersés dans les cantonnements éloignés d'Authoison, de Fontenois-lès-Montbozon... enfin par une distribution de vivres (1), » l'amiral détache une colonne (4 bataillons, 2 batteries), sous les ordres du lieutenant-colonel Perrin, qui atteint Villersexel vers quatre heures et demie. Ce renfort arrive à propos. Le 20e corps a débouché par Pont-sur-l'Ognon et marché sur Villers-la-Ville ; deux batteries établies à la ferme de Rullet, vigoureusement soutenues par l'artillerie du 18e corps qui tire d'Esprels, ont forcé à la retraite les pièces prussiennes de Moimay, et le général Clinchant a pu s'avancer sur les Magny. Menacé sur sa droite par le 18e corps, qui presse vivement la brigade et la cavalerie de Goltz, attaqué de front par le 20e corps, le général Werder qui a dû dégarnir le château et le parc pour envoyer des renforts à Moimay, donne l'ordre à la division Schmeling de reculer sur la ville. Les Français s'y précipitent. Le 47e de marche, dirigé par le général Clinchant, se porte au sud de Villersexel; mais il ne peut dépasser les premières maisons.

La colonne du 18e corps (lieutenant-colonel Perrin), bientôt rejointe par l'amiral Penhoët, arrive à ce moment : un bataillon du 52e (18e corps) se joint au 47e (20e corps), et pénètre jusqu'à l'église. Un combat acharné s'engage dans les rues : une brume épaisse empêche de distinguer à cent pas, on se fusille à bout portant.

A 6 heures, la division Penhoët étant tout entière réunie, le général Clinchant donne l'ordre d'attaquer le château et la partie de la ville qu'occupe encore l'ennemi : Le 25e régiment allemand est bientôt refoulé, et le 2e bataillon du 52e (18e corps) tourne le château par le côté est, en suivant la grande rue qui aboutit au pont de l'Ognon.

A 7 heures du soir, le général Clinchant reçoit du général Bourbaki l'avis d'avoir à appuyer sur la droite, il quitte donc le champ de bataille, laissant la division Penhoët aux prises avec la 4e division de réserve.

Le 92e est désigné pour soutenir le 52e dans l'attaque du château. La nuit est venue, et avec elle le froid a redoublé : la lutte continue de rue en rue, de maison en maison. A dix heures, le château est à nous, il prend feu, mais l'action ne s'arrête pas : à minuit les murs s'écroulent. Les Allemands sont chassés du parc et de la ville, mais ils tiennent encore le pont et les maisons qui l'avoisinent. L'amiral Penhoët fait mettre en batterie deux sections d'artillerie. A quatre heures du matin enfin, l'ennemi cède sur tous

(1) *Journal des marches de la 2e division d'infanterie du 18e corps.*

les points : le 2e bataillon du 52e garde le pont, à l'extrémité duquel une barricade est élevée.

Il nous faut maintenant retourner à la gauche française, où combat la 1re division du 18e corps. Après avoir chassé les Prussiens qui attaquaient Autrey, et fait solidement occuper le village par la brigade Robert, le général Billot avait prescrit un mouvement sur Moimay, pour attirer l'attention de l'ennemi, et faciliter la tâche de la 2e division à Villersexel. Une canonnade de deux heures avait préparé l'attaque. Le 44e de marche se porte en avant, enlevé par son chef, le lieutenant-colonel Achilli, qui, couvert de blessures encore ouvertes, précède au feu ses soldats. Mais de puissants renforts sont arrivés au général de Goltz. Le chef d'état-major du général Werder jugeant que la 1re division du 18e corps, si elle s'empare de Moimay, peut prendre de flanc les Allemands qui combattent dans Villersexel, et leur couper la retraite, a appelé sur sa droite « toutes les troupes disponibles au nord de l'Ognon, et ensuite la 2e brigade badoise (1). »

La 1re division du 18e corps, dirigée par le général Billot, a donc réussi à attirer sur elle le principal effort. C'est à ce moment que nous triomphons à Villersexel. L'attaque du 44e échoue, mais le général Robert empêche l'ennemi de gagner au sud de Moimay. Contenus de ce côté, les Allemands prononcent un mouvement à la nuit sur Marast ; c'est le général Glümer qui dirige lui-même les troupes. Les trois compagnies du 42e qui occupent le village se replient sur Esprels ; elles sont ralliées par le général Billot qui se met à leur tête et reprend la position perdue.

La bataille est gagnée ; vers deux heures du matin, le général Werder fait évacuer Moimay ; sur tous les points, l'ennemi est en pleine retraite.

Nos pertes n'ont pas été exactement appréciées, et il est impossible de hasarder un chiffre au milieu de tous les renseignements contradictoires. Celles de l'ennemi étaient moindres en tout cas, et cependant la victoire nous était restée. Le fait bizarre, en apparence, s'explique cependant par l'examen des deux armées. D'un côté, une troupe disciplinée, manœuvrière, sachant profiter du moindre accident de terrain, de l'autre des régiments jeunes, braves sans doute, — ils venaient de le prouver, — mais s'exposant inutilement, perdant par conséquent plus de monde, alors même qu'ils étaient victorieux. Lohlein évalue les pertes des Allemands dans la journée de Villersexel à 14 officiers et 410 hommes ; c'est bien peu : le major Blüme dit 27 officiers, 627 hommes.

Quant aux effectifs qui s'étaient trouvés en présence, il n'est pas facile de les déterminer exactement ; les Allemands, ainsi que nous l'avons dit, étaient environ 28,000, le 18e corps avait mis en ligne deux divisions, le 20e corps environ autant ; en réalité, 45 à 50,000 hommes avaient été engagés de notre côté.

Dès sept heures du soir, en prévision d'une attaque des Français pour le lendemain 10 janvier, le général Werder avait prescrit à la 1re brigade badoise de se porter de grand matin à Arpenans, tandis que la seconde occuperait Oricourt et Oppenans, et que la 3e demeurerait au nord d'Aillevans, à l'entrecroisement des routes de Lure et d'Arpenans. La division Schmeling avait l'ordre de remonter à Longevelle, en passant l'Ognon sur deux ponts de bateaux, et de tenir à Villafans, au nord de Saint-Sulpice ; la brigade Goltz, enfin, à l'aile droite, avec les Badois, dans la direction d'Aillevans. Le matin, les instructions furent modifiées :

(1) Lohlein. — *Die Oper. des corps von général Werder.*

la division badoise marcha sur Lure, le détachement de Goltz fut dirigé sur Leval, pour soutenir la 4e division de réserve, si elle était attaquée ; le général Schmeling fut invité à se porter sur Lyoffans par Athesans, en observant les débouchés de la forêt de Grange. Le général Werder devait admettre, en effet, que les Français pouvaient avoir Héricourt pour objectif, ou bien s'élever jusqu'à la grande route d'Esprels, Wy-les-Lure, Lure et Belfort, et tourner la position d'Héricourt. La division badoise fut échelonnée de Lure à Ronchamp ; de là elle pouvait faire front à l'ouest et au sud ; l'ennemi tenait ainsi les trois routes qui remontent vers le nord, au contraire, il laissait libre celle d'Héricourt, comme pour nous inviter à prendre cette direction.

Le général Werder reçut le 10 au soir, des nouvelles du détachement envoyé vers Arcey par le général Treskow ; il avait eu un engagement, d'ailleurs sans importance, avec quelques troupes du 15e corps, tandis qu'à l'extrême gauche (allemande) une colonne (du corps Debschitz) poussait jusqu'à Abévillers et Bondeval, où elle perdait 1 officier et 44 hommes.

Les instructions du grand quartier général, parties de Versailles le 7, et arrivées le 10 au soir, faisant connaître l'arrivée prochaine du général Manteuffel (1), le commandant du 14e corps avait tout intérêt à gagner du temps, et à se tenir sur la plus stricte défensive. La position d'Héricourt acquérait donc une nouvelle importance, puisqu'elle pouvait arrêter pendant quelques jours au moins la marche des Français. Le 11 janvier, le général Werder se rendit à Argiésans, pour conférer avec le général Treskow. Dans cet entretien, d'importantes résolutions furent arrêtées.

Dès le 1er janvier, le commandant des troupes d'investissement devant Belfort avait commencé à fortifier la vallée de la Lisaine : 4 canons de six étaient en position au château de Montbéliard ; une forte batterie était construite sur la hauteur d'Héricourt ; à l'ouest du village enfin, une tête de pont était ébauchée.

Ces travaux furent jugés insuffisants, et il fut décidé qu'ils seraient poursuivis avec la plus grande activité. Le contrefort sud du mont Vaudois s'avance en forme de bastion sur la Lisaine ; il fut fortifié de façon à former un solide appui pour l'aile droite. Le long de la Lisaine, les hauteurs furent renforcées par des batteries et des tranchées abri ; le village de

(1) Ces instructions étaient ainsi conçues :

« Jusqu'au moment où le général de Manteuffel prendra d'une manière effective le commandement de l'armée du Sud, Votre Excellence continuera à diriger les opérations des troupes qui ont été placées jusqu'alors sous ses ordres. Les communications seront, comme par le passé, adressées directement au grand quartier général.

« J'appellerai de plus l'attention de Votre Excellence sur les points suivants :

« 1° Quoiqu'il arrive, le siége de Belfort doit continuer à être couvert. Sa Majesté espère que Votre Excellence, après avoir assuré ses derrières à l'ouest des Vosges, pourra, en appelant au besoin toutes les forces qui ne seront pas absolument nécessaires au blocus, repousser ou contenir l'offensive de l'ennemi contre Belfort jusqu'au moment où les deux autres corps d'armée pourront entrer en ligne à leur tour. Votre Excellence aura à se préoccuper seulement de bien couvrir son flanc droit ; à cet effet, il paraît essentiel de détruire à fond, et en faisant surveiller cette opération par un détachement, les routes qui traversent la partie sud des Vosges.

« 2° Votre Excellence ne perdra pas de vue les mouvements que l'ennemi pourrait tenter à l'ouest des Vosges, dans la direction du nord ; et à cet effet, elle aura à se maintenir constamment en communication avec le gouverneur général de la Lorraine, qui de son côté, reçoit des instructions dans le même sens.

« 3° Le gouverneur général d'Alsace est invité à étouffer, par tous les moyens, toute tentative d'insurrection qui viendrait à se produire sur les derrières de votre armée. Si pareil cas se produisait dans les pays

Chagey fut mis en état de défense, « *quoique l'attaque parût au général Werder peu à redouter de ce côté, les épaisses forêts à l'ouest de la Lisaine étant impraticables.* » Les pionniers du corps de siége reçurent l'ordre de faire sauter les passages de Bethoncourt et de Bassurel, et d'occuper les ponts situés en arrière à Sochaux et jusqu'à Delle. En même temps, — et dans la prévision d'un mouvement des Français sur la grande route de Lure — un détachement de pionniers, protégé par un peloton de cavalerie et 2 compagnies d'infanterie, s'assembla à Chaux muni de cinq quintaux de poudre. Sa mission consistait à couper la route par le ballon d'Alsace, vers Saint-Maurice, au nord de Giromagny.

Le 12, tous ces travaux étaient en voie d'exécution : une forte batterie était construite à l'est de Montbéliard, de façon à battre la vallée près de Bethoncourt. A la gauche (allemande) de la position de combat, la défense de l'Allaine était préparée de Sochaux à Delle : Six batteries avec 4 pièces de 6, quatre pièces de 12, et huit de 24 furent établies. Deux pièces de 24 furent placées au château de Montbéliard, et la garnison reçut vingt et un jours de vivres. Les travaux sur la droite étaient plus importants encore : au mont Mougnot, des tranchées et des abatis assurèrent une protection sérieuse à l'infanterie; comme Chagey, le village de Luze fut mis en état de défense; de Luze à Héricourt, les obstacles furent multipliés, et cinq batteries établies à l'est de Luze jusqu'à Héricourt.

Le 12, les canons étaient en position :

Cinq pièces de 24, de siége, à la Grange-Dame (nord de Montbéliard);

Quatre pièces de 6, de siége, et deux de 12 au château de Montbéliard;

Sept pièces de 12, de siége, sur la hauteur, au nord-est d'Héricourt (mont Vaudois).

A Luze, Ronchamp, Frahier, Brevilliers et Bourogne, des stations télégraphiques furent installées, des colonnes de munitions préparées en nombre suffisant pour assurer le réapprovisionnement au moment de l'action.

Jusqu'à la dernière heure, les travaux furent continués.

En même temps qu'il fortifiait les positions de combat, déjà si formidables, qu'il avait choisies dès le premier jour de la marche du général Bourbaki, le général Werder disposait

occupés par vos troupes, leur propre intérêt, aussi bien que celui de la population elle-même, exigerait que ces tentatives fussent réprimées avec la dernière rigueur.

« 4° Dans le cas où un mouvement rétrograde deviendrait momentanément nécessaire, Votre Excellence devra, néanmoins, s'efforcer de se maintenir étroitement en contact avec l'ennemi, afin que, dans le cas où celui-ci viendrait à fléchir, on puisse immédiatement reprendre l'offensive, et l'empêcher de se jeter avec des forces supérieures sur le 2e et le 7e corps qui marchent vers vous.

« 5° Les opérations de l'armée ennemie étant forcément et constamment liées aux chemins de fer, par suite de l'organisation très-défectueuse de son service des transports tant pour les vivres que pour les munitions, on pourra l'inquiéter beaucoup en menaçant les voies ferrées sur les derrières des corps qui pourraient s'avancer contre votre front ; cette attaque aura un grand effet; et vous indiquera le moment de prendre l'offensive. Le gouverneur-général de Lorraine est chargé de faire préparer et même exécuter, si c'est nécessaire, la destruction des sections ferrées, Langres-Chaumont et Epinal-Saint-Loup. Quant à la section Belfort-Mulhouse, comme elle est impraticable pour longtemps encore, Votre Excellence voudra bien veiller, le cas échéant, à ce que la section Mulhouse-Bâle soit mise hors d'usage, de telle sorte que son rétablissement exige de 8 à 15 jours.

« 6° Le ministère de la guerre grand-ducal badois est invité à faire arriver dans la partie sud du Grand-Duché, des troupes de dépôt, pour le cas où, dans la suite, il deviendrait momentanément nécessaire de surveiller le Rhin et de s'opposer au passage et aux incursions de partis ennemis. »

ses troupes. Le 11 janvier, à sept heures du soir, les ordres suivants étaient donnés :

Le détachement Debschitz conservera sa position près de Delle et Beaucourt-Exincourt; la division Schmeling relèvera, le 12 au matin, le détachement du colonel Bredow (colonne de la 1re division de réserve venue de Belfort) à Arcey. Les troupes de la 4e division de réserve, employées jusqu'ici au siége de Belfort, rejoindront le général de Schmeling. Le 13, à midi, la 4e division doit tenir la position près d'Héricourt, avec une brigade d'infanterie et quatre batteries, pendant qu'une brigade, trois batteries occuperont les avant-postes de Montbéliard à Sochaux, le château, Béthoncourt. Si le général Schmeling veut placer ses avant-postes à Arcey ou sur le Rupt, il en sera libre. Au nord, le détachement Goltz se joindra à la division Schmeling, son avant-garde à Couthenans, le gros à Chagey et Luze. La 1re brigade badoise (avec deux batteries et un escadron) occupera les villages d'Échenans, Mandrevillars, Buc et Chalonvillars. En cas d'alarme, concentration à Mandrevillars. La 2e et la 3e brigade se tiendront autour de Frahier, en liaison par Ronchamp avec le colonel Willisen à Lure (trois régiments de cavalerie, deux batteries, un bataillon, deux compagnies de troupes de réserve), et pousseront leurs avant-postes à Étobon, vers Beverne. Quatre batteries badoises se tiendront à Chalonvillars, et éventuellement à Frahier. — Quant au colonel Willisen, il se maintiendra à Lure, surveillant la route ; s'il est trop vivement pressé, il se retirera sur Ronchamp et ensuite sur Giromagny.

Tandis que l'ennemi se préparait ainsi à la lutte, les Français se fortifiaient à Villersexel ! des tranchées étaient creusées le long de l'Ognon, des épaulements construits pour les pièces. Les troupes gardaient leurs positions : le 18e corps appuyait seulement un peu à droite, et franchissait la rivière ; la fraction disponible du 15e corps recevait l'ordre de se porter sur Bournois, de façon à pouvoir soutenir les 20e et 24e corps.

Il était entendu que, dans le cas où l'ennemi chercherait à déborder notre droite, le 15e corps se dirigerait sur Arcolans.

La division Cremer, un moment retardée par l'appel des généraux Pellissier et Garibaldi, avait repris son mouvement à l'extrême gauche de l'armée; elle atteignait Gray d'après les instructions du commandant en chef; elle devait gagner Vesoul, et s'élever par la route jusqu'à Lure.

L'ordre de marche pour le 13, daté du château de Bournel, quartier général du général Bourbaki, était ainsi conçu :

L'armée quittera ses positions actuelles après-demain 13 du courant, au point du jour, pour occuper celles qui vont être indiquées ci-après.

La partie disponible du 15e corps s'établira dans le village d'Arcey ; elle occupera également la position d'Onans, les villages de Sainte-Marie et de Montenois.

Les troupes de ce corps qui n'auront pas encore pu rejoindre celles arrivées jusqu'à ce jour passeront par Médière, et y prendront la route d'Arcey.

Le 24e corps occupera Convillars, et, par sa gauche, Corcelles et Marvelise, en se reliant avec le plus grand soin au 15e corps, qui devra trouver dans le 24e un appui des plus efficaces. Les routes conduisant sur le plateau entre Doubs et Ognon, et celles permettant de communiquer des positions du 24e corps avec celles du 15e, seront soigneusement reconnues.

Le 20e corps s'établira à la gauche du 24e, en se reliant avec lui ; il occupera les villages



LE GÉNÉRAL BILLOT

de Crevans, Secenans, Grange-la-Ville, Senargent, Mignafans et Vellechevreux; il se couvrira dans la direction de Saulnot, en occupant Grange-le-Bourg.

Le 18e corps prendra position de Senargent à Villersexel, le long du ruisseau du Scey, en occupant Saint-Ferjeux, Villargent et Villers-la-Ville, et faisant garder Pont-sur-Ognon.

Les 15e et 18e corps, qui formeront la droite et la gauche de l'armée, se feront éclairer au loin sur leur front et sur le flanc extérieur; la cavalerie du 15e corps battra tout le pays, notamment la partie comprise entre le Doubs et la route d'Arcey à Montbéliard.

La réserve de l'armée occupera Onans et Faimbe, de façon à pouvoir se porter facilement, soit sur Crevans, soit sur Arcey, soit sur Sainte-Marie ou sur tel autre point plus à droite encore qu'il serait jugé utile d'occuper.

Des ordres supplémentaires contenaient les dispositions suivantes :

« Le général Peytavin, outre sa division, aura la brigade Questel sous ses ordres : cette dernière brigade occupera aujourd'hui même, s'il est possible, le village de Montenois.

Le général Dariès, avec sa division, soutenue en arrière par la réserve commandée par le général Pallu, sera à gauche du 15e corps occupant le plateau en avant d'Onans, se reliant avec le 24e corps dont la droite est à Marvelise.

L'attaque commencera par Gonvillars et le bois du Mont. Ce mouvement sera exécuté par les 2e et 3e divisions du 24e corps, l'une entrant immédiatement en action, l'autre étant tenue en réserve.

Les troupes du 15e corps (division Peytavin et brigade Questel) exécuteront l'attaque en se dirigeant d'abord sur Sainte-Marie et se gardant avec soin du côté de Montbéliard.

La division Dariès, soutenue par la brigade de réserve, n'attaquera Arcey de front que lorsque les deux autres attaques seront déjà fortement dessinées.

Le général Clinchant balaiera Saulnot et les environs, de manière à bien couvrir la gauche du général Bressolles ; il chargera ses tirailleurs d'occuper Saulnot, et aura soin de porter du côté de Crevans ses réserves d'infanterie et d'artillerie.

Le général Billot appuiera à droite si le général Clinchant est obligé de dégarnir sa gauche; il enverra des tirailleurs, et fera de nombreuses reconnaissances en avant de son front et sur son flanc extérieur.

Les troupes du 15e corps qui sont encore en arrière et qui pourront arriver passeront par Médière, comme l'ordre en a été déjà donné, et continueront par Beutal, Montenois et Sainte-Marie, observant avec le plus grand soin ce qui pourrait se passer sur leur droite.

L'artillerie de réserve du 15e corps, si elle peut arriver, prendra la grande route d'Arcey par Faimbe, à partir de Médière. »

L'intention du général Bourbaki était, dès ce moment, de livrer bataille sur la Lisaine (1), mais il jugeait avant tout indispensable de s'emparer d'Arcey pour assurer ses communications avec Clerval : l'attaque avait été réservée aux 24e et 15e corps « afin de les préparer par ce combat à l'action prochaine. »

Le 13, les mouvements s'opérèrent conformément aux instructions du général en chef. Du côté de l'ennemi, le colonel Loos se tenait autour d'Aibre s'étendant jusqu'à Arcey et Sainte-

(1) Il télégraphiait dans ce sens au ministre de la guerre, le 11 janvier.

Marie avec le 25e régiment, 1 bataillon du 67e, 2 escadrons, 2 batteries. Il se reliait avec le colonel Nachtigal qui occupait Chavanne et Villers sur Saulnot, avec 2 bataillons et 1 compagnie du 3e régiment, 1 escadron et 1 batterie.

Le 24e corps attaqua Villers sur Saulnot, vers deux heures : un mouvement enveloppant dessiné de Saulnot et de Corcelles, força l'ennemi à se replier sur Champey puis sur Couthenans avec une perte de 110 hommes dont 6 officiers.

En même temps, le général Peytavin se portait sur Sainte-Marie, tandis que la division Dariès (1re du 24e corps) enlevait Arcey. Le colonel Loos se retira sur Aibre, et tenta vers 3 heures de prendre position sur la ligne du Rupt, mais il fut bientôt obligé de remonter jusqu'à Tavey, laissant sur le terrain 3 officiers et 145 hommes (1).

A notre extrême droite, sur la route Vaudoncourt-Dasle, ainsi que près de Croix, le détachement du général Debschitz était également attaqué.

Le 14, de son quartier général d'Onans, le général Bourbaki adressa aux chefs de corps ses instructions que nous reproduisons textuellement :

« L'armée continuera demain sa marche offensive. Toutes les troupes devront avoir mangé la soupe et prendre les armes à six heures et demie du matin.

Dès que le jour commencera, le 15e corps se dirigera sur Montbéliard, en faisant fouiller tous les bois avec le plus grand soin, s'avançant avec précaution et surveillant la route qui longe le Doubs sur son flanc droit ; il s'emparera du bois Bourgeois, de la ferme de Monchevis et des positions avoisinantes de la rive droite de la Lisaine ; il fera ouvrir contre la citadelle et la ville le feu de son artillerie. Le 24e corps, se laissant un peu devancer par le 15e, occupera le bois dit Montévillars, le Grand-Bois, le bois de Tavey et celui de Chanois ; ils se portera jusqu'à la Lisaine, et s'emparera des différents points de passage de cette petite rivière. Il disposera son artillerie sur la rive droite de la Lisaine, de manière à battre le mieux possible l'autre rive.

Le 20e corps marchera sur Héricourt, en passant par Tavey, dont il s'emparera, s'il est necessaire, en se reliant avec le 24e dans le bois de ce nom et avec le 18e dans les bois communaux qui couvrent les hauteurs entre Coisevaux et Byans ; il aura pour mission d'occuper Héricourt ; mais il ne s'emparera de ce village qu'après que l'effet voulu aura été produit par le 18e corps et la division Cremer, comme par les mouvements tournants à plus court rayon, qu'il devra exécuter par sa propre gauche.

Le 18e corps, se reliant par sa droite, comme il a été dit, avec le 20e corps, occupera Couthenans, Luze et Chagey.

La division Cremer, venant de Luze, opérera à la gauche du 18e corps ; elle se mettra en route assez tôt pour arriver sur la Lisaine dès 6 heures du matin, en évitant de suivre, s'il est possible, la partie de la route de Luze à Chagey, la plus voisine de ce dernier village qui est affectée spécialement au 18e corps ; cette division exécutera un mouvement tournant à notre extrême gauche, en passant, s'il est possible, la Lisaine, à deux kilomètres en amont de Chagey, en laissant le pont de ce village à la disposition du 18e corps. Elle se dirigera sur Mandrevillars et Echenans, et subordonnera son action à celle du 18e corps, qui passera par Chagey et Luze ; elle observera avec grand soin les routes ou chemins permettant de

(1) L'auteur allemand Löhlein que nous avons souvent cité, commet une erreur en attribuant cette double attaque aux 18e et 20e corps.

se porter de Belfort sur notre flanc gauche, notamment par Frahier et Chalonvillars.

La réserve ne se mettra en marche qu'après que tout le 24e corps sera tout entier à droite de la route d'Arcey à Héricourt, de façon à ne pas entraver le mouvement de ce corps; elle s'établira entre les villages d'Aibre et de Trémoins, en ayant le plus grand soin de laisser la route libre et de se tenir prête à se porter en avant partout où sa présence serait jugée nécessaire.

L'action devra s'engager par la droite, c'est-à-dire par le 15e corps, que soutiendra le 24e en se portant sur la Lisaine. Le rôle du premier de ces corps sera d'occuper Montbéliard, mais sans brusquer le mouvement, de façon à réduire les chances de pertes, et à bénéficier du mouvement de notre extrême gauche destiné à rendre plus aisées les opérations du reste de l'armée. Sa mission sera d'ailleurs facilitée par le mouvement de quatre bataillons qui, par ordre du général Rolland, commandant la division militaire de Besançon, ont quitté la position de Blamont et doivent menacer la retraite des défenseurs de Montbéliard, en descendant le Doubs sur la rive droite, en se portant sur Exincourt et Sochaux. Le 15e corps ne perdra pas de vue qu'il sert de pivot, et que le mouvement de conversion doit être exécuté par les autres corps.

Le 24e corps, dans le même but, ne hâtera pas trop sa marche en avant; il occupera les points de passage de la Lisaine, et jettera des tirailleurs sur la rive gauche de cette rivière, ne la franchissant complétement qu'autant qu'il en recevra l'ordre.

Le 20e ne lancera sa droite et son centre sur le village d'Héricourt qu'après l'avoir fortement canonné, et avoir laissé se produire les effets du mouvement de sa propre gauche et ceux du 18e corps et de la division Cremer.

Le 18e corps quittera ses bivouacs au point du jour, mais il ne s'engagera qu'après avoir entendu le canon du 15e corps; il fera prévenir le général Cremer du moment où sa division devra se porter en avant, afin de bien coordonner le mouvement de cette division avec le sien. Si le mouvement général de l'armée réussit, la division Cremer occupera à la fin de la journée le village d'Argiesans et les positions avoisinantes; le 20e corps occupera Héricourt et les positions en avant de ce village; le 18e corps sera entre le 20e et la division Cremer; le 24e corps tiendra le cours de la Lisaine à partir d'Héricourt, en se reliant par sa droite au 15e qui occupera Montbéliard; la réserve recevra sur le terrain même les ordres relatifs à la position qui lui sera assignée. »

Ces instructions étaient complétées par un ordre général adressé à Besançon au général Rolland et lui prescrivant de faire agir sur notre droite la garnison de la place, et notamment le 54e de marche (1).

En prenant ces dispositions, en arrêtant une offensive générale sur la ligne de la Lisaine, le général Bourbaki ne se dissimulait pas les difficultés de l'entreprise: « Je connaissais le pays, a-t-il déposé devant la commission d'enquête, je l'avais bien étudié. La configuration du terrain, le cours de la Lisaine, le remblai du chemin de fer parallèle à la Lisaine facilitaient beaucoup la défensive de l'ennemi. » Malheureusement, le général Bourbaki ignorait que ces positions déjà si fortes avaient été renforcées avec le plus grand soin par l'ennemi, il

(1) Dans sa déposition devant la commission d'enquête, le général Rolland déclare qu'on lui avait pris toutes ses troupes pour former la division Dariès (1re du 24e corps) et qu'il ne lui resta jusqu'au moment de a retraite de la 1re armée que deux bataillons de mobilisés.

n'était pas instruit que, de Belfort, une partie de l'artillerie de siége avait été envoyée sur le mont Vaudois et à Montbéliard, de telle sorte que c'était moins une bataille à livrer qu'un siége à entreprendre. Avant de risquer une si redoutable aventure, avec des troupes jeunes, promptes à se décourager à la suite d'un échec, il eût été nécessaire de se renseigner, d'envoyer des reconnaissances, de tâter le terrain. Si le général Bourbaki avait été informé de ces formidables préparatifs, peut-être, au lieu de porter toutes ses forces sur Montbéliard et sur le mont Vaudois, eût-il donné l'ordre à la division Cremer appuyée par une autre division de suivre directement la route de Lure. A ce moment, les troupes allemandes primitivement cantonnées de Lure à Ronchamp, s'étaient rabattues sur Chenebier; il ne restait plus, pour défendre la route, que deux régiments de cavalerie commandés par le colonel Willisen, qui avait pour instruction de rester à Lure et de surveiller les mouvements des Français. Qu'aurait fait l'ennemi si de Lure où il se trouvait le 14 — nous verrons plus tard à déterminer l'heure — le général Cremer s'était, avec 30,000 hommes, avancé jusqu'aux portes de Belfort, dont l'investissement était presque abandonné, coupant ainsi toutes les communications des Allemands? On a reproché au colonel Denfert — et non sans raison — lorsque le général Bourbaki lui faisait entendre son canon, de ne pas avoir tenté une vigoureuse sortie avec le tiers de sa garnison ; on a insisté sur les effets qu'aurait pu produire cette démonstration. N'eût-elle pas eu une toute autre gravité, si, au lieu des 5 à 6,000 hommes du colonel Denfert, le général Werder avait été menacé sur ses derrières, par un corps de 30,000 hommes arrêtant ses convois.

N'était-ce pas cette considération qui guidait le commandant du 14ᵉ corps allemand lorsque, malgré ses canons, ses tranchées, ses formidables travaux de défense, il télégraphiait à Versailles, le 14 au soir : « De nouvelles troupes ennemies marchent du sud et de l'ouest contre Lure et Belfort. Des détachements nombreux sont signalés à Port-sur-Saône. Sur ce front l'ennemi a attaqué aujourd'hui les avant-postes à Bart et à Dung. Je vous prie instamment de considérer si je dois tenir encore devant Belfort, *après une telle attaque tournante,* faite avec des forces si supérieures. Je crois pouvoir conserver l'Alsace, mais non maintenir l'investissement de Belfort... La conservation de Belfort gêne ma liberté de mouvement (1). »

Ce mouvement tournant que redoutait le général Werder, qu'il signalait avec anxiété à Versailles, n'était-ce pas la marche du général Cremer qui, à ce moment même, arrivait à Lure?

Pour prouver à quel point l'état-major allemand se préoccupait d'assurer ses communications, il nous suffira de citer ce passage d'une dépêche du général de Moltke, reçue par le général Werder, à six heures du soir : « Il faut attendre l'attaque dans une forte position couvrant Belfort, et accepter la bataille. *Il est de la plus grande importance de conserver la route de Lure à Belfort.* Il serait à désirer qu'il y eût des postes d'observation à Saint-Maurice. Dans peu de jours, l'approche du général Manteuffel se fera déjà sentir... »

Les positions sur lesquelles l'action allait s'engager le 15 janvier, positions fortifiées avec soin par les Allemands, sont naturellement formidables. Elles s'étendent sur une étendue de près de 18 kilomètres, de Montbéliard à Chenebier, le long de la Lisaine, qui servait de front

(1) La première réponse du général de Moltke arrivait le lendemain à 6 heures du soir, alors que la bataille était engagée sur toute la ligne. Elle était ainsi conçue : « se battre dans les positions choisies. »

aux Allemands ; leur aile gauche, de Montbéliard à Delle, s'appuyait au canal du Rhône au Rhin et au cours de l'Allaine. La Lisaine coule du nord au sud dans une étroite vallée, et se jette dans le Doubs, au-dessous de Montbéliard. L'eau étant gelée par le froid excessif, l'ennemi, qui avait eu soin de détruire les ponts, avait chargé ses pionniers de casser la glace.

La rive droite de la rivière est formée par une région montagneuse, couverte d'épaisses forêts, séparées les unes des autres par de rapides mouvements de terrain.

Cette disposition du sol devait nous être doublement fatale : elle obligeait nos troupes à se servir exclusivement des grandes routes, — les chemins vicinaux étant rendus presque impraticables par la neige et le verglas ; — elle condamnait, en outre, nos corps d'armée isolés par d'épais massifs de roches à ne pouvoir que difficilement communiquer entre eux.

Cette disposition n'avait pas échappé à l'ennemi : il avait jugé inutile de barrer les forêts, qu'il avait reconnues « infranchissables ; » seulement, il avait eu soin de bien repérer toutes les distances, de façon à assurer son tir, et à pouvoir accabler nos colonnes, alors qu'elles viendraient à déboucher par les routes qu'elles étaient obligées de prendre. Au sortir des bois, le terrain s'abaisse pour donner passage à la Lisaine, puis il se relève brusquement. Le mont Vaudois domine tous les alentours. Du côté de Chenebier seulement, les versants de la vallée ont moins de relief ; le bassin est plus large, et offre aux troupes un champ de bataille moins désavantageux.

A la gauche des Allemands, à Montbéliard, les positions sont moins fortes : à l'ouest cependant se trouve le mont Chevis, et à l'est le château, mis en état de défense et protégé au nord par une batterie de position à la Grange-Dame.

Le 14, le général Werder avait disposé ses troupes :

A Chenebier, le général Degenfeld, avec 2 puis 3 bataillons, 1 escadron, 2 batteries.

Depuis Chagey jusqu'au cimetière d'Héricourt, le général Goltz, avec 7 bataillons, 4 escadrons, 5 batteries.

D'Héricourt jusqu'à la pointe sud-ouest du bois du mont Dannin, la brigade Knappstaedt (brigade combinée de la 4e division de réserve), 7 bataillons, 2 escadrons, 4 batteries.

De là jusqu'à Montbéliard, la brigade Zimmermann (landwehr), 8 bataillons, 2 escadrons, 3 batteries. En outre, un bataillon était détaché sur les hauteurs, à l'est de Bussurel et au tronçon du chemin de fer.

De Sochaux jusqu'à Delle, le détachement Debschitz : 8 bataillons, 2 escadrons, 2 batteries.

Comme réserve, derrière Héricourt, la 3e brigade badoise, avec 2 escadrons et 5 batteries, sur les hauteurs, à l'ouest de Brévilliers. Sur le mamelon, au nord du village, le 2e dragons ; le 4e régiment d'infanterie, avec une batterie, sur la chaussée Brévilliers-Héricourt ; enfin la brigade Wechmar (1re badoise) avec 3 bataillons, 1 escadron, une batterie à Chatenoir, 3 bataillons au sud-est de Brévilliers. En résumé, de 50 à 55,000 hommes (1).

Le 15 au matin, quelques modifications furent apportées par le général Werder. Toute

(1) Toutes les forces du général Werder comprenaient d'après Löhlein, 75,000 hommes. En faisant abstraction des troupes de la 1re division laissées devant Belfort, des régiments de cavalerie poussés plus au nord, on arrive au total que nous indiquons. Le major Blume ne porte que 48 bataillons : il y en avait en réalité 55.

la brigade du colonel Wechmar fut retirée à l'aile gauche, vers Grand et Vieux-Charmont; 2 bataillons de la 3e brigade et 2 batteries furent dirigés sur les hauteurs, près de Bussurel.

Suivant les instructions du général Bourbaki, le 15, à sept heures du matin, tous les corps se mettent en route pour attaquer l'ennemi. A la gauche, les trois divisions du général Billot sont : à Courmont 1re (général Pilatrie); à Moffans 2e (amiral Penhoët); à Lomont et sur les hauteurs qui dominent Beverne, la 3e (général Bonnet; la cavalerie à Moffans, avec la division Penhoët. Le général Cremer se trouve à Lure avec sa division (1).

La 1re brigade de la 1re division du 18e corps se dirige sur Couthenans à travers les bois; vers midi, elle occupe en force le village. La 2e brigade prend la route de Lure à Héricourt jusqu'au débouché des bois où elle est accueillie par une violente canonnade. La 3e division (Bonnet) traverse Beverne dont elle chasse les avant-postes allemands, et marche sur Chagey en deux colonnes. La 2e division (Penhoët) demeure en réserve à Beverne. Nos troupes sont, dès leurs premiers pas, assaillies par les batteries du mont Vaudois. L'infanterie rentre aussitôt dans le bois, et l'artillerie engage une lutte inégale avec les pièces de siége ennemies. A gauche et au sud de Couthenans, deux batteries prennent position ; au bout de deux heures de combat, elles sont réduites à ne pouvoir maintenir en ligne que deux pièces chacune. Sur le plateau de Luze, deux batteries de la réserve du 18e corps, soutenues par quelques bataillons de la brigade Perrin déployés en tirailleurs, canonnent le Vaudois. A la gauche, Chagey est attaqué par la 1re brigade (Goury) de la 3e division. L'historien allemand Löhlein va nous indiquer les heures exactes: « La première attaque d'infanterie, écrit-il, a lieu dans la direction de Chagey... De forts détachements ennemis du 18e corps avaient été poussés *depuis les* 9 *heures* vers le nord. *Vers* 10 *heures*, environ quatre bataillons français s'avancèrent vers le village... » L'attaque réelle ne se produit cependant que plus tard ; à cette

(1) De longues discussions se sont engagées, après la guerre, au sujet de la marche du 18e corps et de la division Cremer dans la matinée du 15. L'insuccès de la bataille d'Héricourt devait amener ces récriminations qui se produisent toujours après la défaite. Et, cependant, il n'était pas besoin ici de longues explications. Une double faute avait été commise, suffisante à coup sûr pour amener un désastre. Une faute stratégique : contrairement aux sages préceptes de Napoléon Ier, nous avions attaqué les Allemands dans la position qu'ils avaient choisie et fortifiée. Une faute tactique enfin : au lieu de déborder l'ennemi sur sa droite, nous nous étions heurtés de front à « une montagne armée de pièces de siége. » Mais cette question a pris trop d'importance, elle a donné lieu à de trop longs développements pour que nous puissions la passer sous silence.

« Le 18e corps et la division Cremer, a-t-on dit, sont arrivés trop tard sur le lieu du combat, de là l'insuccès. »

Avant tout, il faut rechercher si les troupes pouvaient exécuter dans le temps indiqué par le général en chef les mouvements prescrits. A la réception de l'ordre de marche, le général Billot avait écrit au général Bourbaki pour l'informer qu'il était nécessaire de compter sur un retard de deux heures. Dans sa déposition devant la commission d'enquête, l'aide-de-camp du général, colonel Leperche a déclaré qu'il n'avait pas connaissance de cette lettre. « Je ne sais à quelle heure le général Billot a pu prévenir le général Bourbaki : j'affirme qu'à douze heures et quart, par conséquent cinq heures après que le mouvement devait être commencé, le général en chef n'avait pas reçu un seul officier porteur de nouvelles du général Billot. » Nous aurons malheureusement à montrer plus loin, que le chef d'état-major n'était pas toujours informé (*a*)

(*a*) « Quant aux ordres du mouvement, dépose le général Borel, ils étaient conçus en dehors de moi, et je les recevais par l'aide de camp du général. »

heure les Allemands n'ont devant eux que des avant-gardes divisées en trois colonnes, la brigade Goury s'élance vers deux heures sur Chagey. Le village n'est occupé que par un bataillon du 3e régiment badois, mais la défense a de solides points d'appui ; les renforts sont proches d'ailleurs ; un bataillon du 6e régiment badois avec deux pièces, puis les fusiliers du même régiment, accourent au secours des Allemands, tandis qu'une batterie s'établit sur les hauteurs à l'est. Après une lutte acharnée, quelques maisons sont enlevées, mais nos troupes, prises de flanc par l'artillerie prussienne, sont forcées de reculer, et parviennent seulement à se maintenir à l'entrée du bois. Pendant que se livre ce combat, la 2e brigade de la 3e division borde les crêtes du mamelon en avant et à l'est de Changey, et repousse un mouvement tournant que l'ennemi dessine vers trois heures et demie.

A notre extrême gauche, la division Cremer, partie de Lure à six heures du matin, arrive à Lyoffans vers huit heures et arrête la division Penhoët qui vient prendre le chemin d'Héricourt ainsi que l'artillerie de réserve du corps, et le gros des divisions Bonnet et Pilatrie qui se portent en avant pour soutenir leurs têtes de colonne. L'encombrement des routes, le mauvais état des chemins n'expliquent que trop ces retards. Dans sa marche sur Etobon, le général Cremer est obligé de mettre ses pièces en batterie pour résister à la puissante artillerie du général Degenfeld établie à Chenebier, et parvient à prendre position sur une hauteur de la route de Chenebier à Chagey. La nuit mit fin au combat.

Notre aile gauche (division Cremer, 18e corps) s'est donc emparée de Couthenans et d'Etobon ; elle est concentrée en face de Luze et de Chagey, mais la canonnade du Vaudois l'a empêchée de pousser plus avant.

Durant ces trois journées d'Héricourt, la lutte a un caractère particulier, ce n'est pas une bataille générale, mais un ensemble de combats individuels : chaque corps d'armée s'engage isolément, sans même communiquer avec ses voisins. Nous suivrons donc une à une toutes ces actions décousues, mal reliées, par suite de la disposition du terrain.

des ordres envoyés, il faut donc admettre également que l'aide-de-camp du général en chef n'était pas toujours instruit des dépêches reçues. Voici, en effet, le texte de la lettre adressée par le commandant du 18e corps au général Bourbaki : « Faymont 15 janvier au matin. Je n'ai reçu qu'à minuit, l'ordre de mouvement qui m'était destiné et celui qui était destiné au général Cremer. Pour ce qui me concerne, je suis prêt à entrer en ligne, et mes ordres sont donnés à cet effet, mais le général se trouvant en retard sur vos prévisions d'au moins 2 heures, ainsi que le constate sa lettre dont je vous envoie ci-jointe la copie, mon mouvement se trouvera forcément retardé. » En même temps qu'il prévenait le général en chef, le général Billot avertissait son voisin de droite le général Clinchant par la dépêche suivante : « J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une lettre que j'adresse au général en chef avec copie d'une dépêche du général Cremer. Il résulte de renseignements qui me sont donnés par lui, que le mouvement de l'aile gauche sera forcément retardé. »

Mais, comment la division Cremer pouvait-elle se trouver ainsi en retard ? « Cet ordre, (l'ordre de marche) n'aurait peut-être pas pu être exécuté à la lettre, dépose le colonel Leperche, si le général Bourbaki s'était contenté de l'expédier par écrit au général Billot, avec mission de le transmettre au général Cremer. Mais il avait eu soin d'expédier les mêmes instructions, directement au général Cremer, à Lure, par un télégramme spécial, dès le 14 janvier, *à deux heures après midi*... « J'attaquerai demain 15. Reliez-vous avec le général Billot. Mettez-vous en route assez tôt pour arriver sur la Lisaine dès six heures du matin. Suivez la ligne directe de Lure à Héricourt le moins longtemps possible, afin de ne pas vous rencontrer avec la gauche du 18e corps. Quittez-le dans ce but, s'il est possible, avant Béverne. » Etait-il vraiment possible d'exécuter cet ordre? La dépêche devait arriver à Lure vers deux heures et demie, il fallait rassembler les troupes en route depuis le matin, et partir vers les 4 heures, c'est-à-dire à la nuit, pour arriver

Le 20e corps, à la droite du 18e, s'est, dès sept heures du matin, porté sur ses positions de combat. Tavey et Byans sont successivement occupés par nos troupes, et, à onze heures et demie, l'avant-garde de la 4e division de réserve est en retraite sur Héricourt. Les batteries du 20e corps ouvrent aussitôt le feu contre l'artillerie du Vaudois, dont la supériorité est bientôt évidente. Sur l'ordre du général Bourbaki, la réserve, conduite par le général Pallu de la Barrière, s'établit à la gauche du 20e corps, près de Coisevaux, pour combler le vide que le retard forcé du 18e corps apporte dans notre ordre de bataille. Vers trois heures, le général Clinchant ordonne l'attaque du Mougnot, au sud d'Héricourt; mais tous les efforts de nos tirailleurs sont facilement repoussés par des détachements de deux bataillons de landwehr (4e division de réserve), grâce à l'appui des batteries de position.

Devant Bussurel, le 24e corps, qui prolonge au sud la ligne de bataille du 20e corps, n'a pas été plus heureux.

Ce village, situé sur la rive droite de la Lisaine, n'était pas occupé. Vers deux heures, nos troupes, protégées par cinq batteries, s'avancent et gagnent du terrain; mais, dans la tranchée, à l'est du chemin de fer, se tient un bataillon de landwehr bien abrité. En outre, sur la hauteur à l'est, deux bataillons et deux batteries entretiennent un feu violent. Toutes nos tentatives pour franchir la rivière sont inutiles.

A notre aile droite, le 15e corps a eu à soutenir une lutte plus sérieuse. La colonne d'attaque de droite (3e division et cavalerie) s'est portée sur les villages de Bart et de Dung, dont elle s'est emparée vers onze heures. A deux heures, notre artillerie débouche sur le plateau de

à 6 heures du matin, avant le jour sur la Lisaine à 22 kilomètres de Lure. Et la grande route était à peu près interdite, il fallait suivre des chemins vicinaux par quatorze degrés de froid *réaumur*, dans un pays de montagne, avec de l'artillerie : puis, ce trajet accompli durant la nuit, combattre. Mais une autre question vient encore compliquer le problème. Cette dépêche expédiée *à deux heures* à Lure, a-t-elle été reçue ? Le général Cremer n'a malheureusement pas été interrogé sur ce point, il n'a pas précisé à quelle heure il était arrivé à Lure le 14 janvier. Le général Billot dit à la nuit. L'écrivain allemand Löhlein donne une indication semblable : « Lure fut occupé à quatre heures de l'après-midi par l'infanterie ennemie, derrière laquelle on annonçait de fortes colonnes en marche sur Leval. » Et l'historien allemand ajoute que devant ces troupes, le colonel Willisen fut obligé de se replier avec ses deux régiments de cavalerie de Lure sur Ronchamp. A l'heure donc où la dépêche devait arriver à Lure, la ville était occupée par l'ennemi. Cet ordre aurait-il eu pour unique conséquence de donner l'éveil aux Allemands ? Mais, en supposant même que la dépêche ait bien été reçue par le général Cremer, ce ne peut, en aucun cas, être avant quatre heures. Il était nécessaire de faire manger les troupes en route depuis le matin, ce qui conduisait à six heures. Était-il possible, nous le demandons encore, de continuer, de prendre des chemins vicinaux, d'engager l'artillerie la nuit dans ce pays presque impraticable avec le froid et la glace ? Pouvait-on enfin exiger, avant le combat, un tel effort de troupes jeunes, à peine formées ?

Le retard était donc inévitable pour la division Cremer, et par conséquent pour le 18e corps, leurs opérations étant fatalement liées. Si ce retard a eu des conséquences fâcheuses, s'il faut voir là la cause du désastre, la faute en est au manque de préparation, à la précipitation avec laquelle étaient adressés les ordres dont on ne discutait même pas la possibilité. Mais, nous ne pensons pas que ce retard ait eu les conséquences qu'on lui prête. Arrivé deux heures, trois heures plus tôt même, le 18e corps trouvait devant lui les mêmes positions du Vaudois, et elles étaient *inabordables*. On eût risqué une attaque de plus, un millier d'hommes eût été tué : le résultat devait être fatalement le même. Pour comprendre ces conséquences funestes, il faudrait admettre que la nuit du 15 au 16, ait servi aux Allemands à se fortifier, à faire venir leurs pièces de siége, à rendre inexpugnables leurs positions, en un mot, et nous avons vu que, plus clairvoyant malheureusement qu'on ne le suppose, l'ennemi s'y était pris à l'avance. Les obstacles n'étaient pas plus redoutables le 16 que le 15, mais ils l'étaient autant hélas ! et c'est pour cela que la bravoure de nos soldats, le dévouement des chefs, l'héroïsme du général Bourbaki, qui ne s'est jamais montré plus admirable, n'ont pas pu les surmonter.

Sainte-Suzanne, et tire sur le château de Montbéliard d'abord, sur la batterie de la Grange-Dame ensuite. En même temps, la 1re division enlevait Allondans et s'emparait du bois Bourgeois, ainsi que de la ferme de Montchevis. Par les soins du général de Blois, quarante pièces, placées sur le plateau de Montchevis, engageaient la lutte avec les batteries de la Grange-Dame, sans parvenir à éteindre leur feu. Vers le soir cependant, nos tirailleurs avaient pénétré dans la ville de Montbéliard; mais l'ennemi tenait toujours le château. A l'extrême droite enfin, à Vaudoncourt et à Montbouton, des attaques partielles étaient facilement repoussées par le général Debschitz.

En résumé, nous n'étions parvenus sur aucun point à entamer sérieusement l'ennemi. Nos troupes avaient conquis quelques villages, notre artillerie avait intrépidement lutté; mais cette première journée était absolument négative.

A l'issue du combat, des deux côtés, on se prépara à recommencer l'action. Après s'être transporté à notre gauche, le général Bourbaki, jugeant que les formidables positions du Vaudois ne pouvaient être utilement attaquées de front, prescrivit au général Billot de porter sa seconde division, jusqu'alors tenue en réserve, à l'extrême gauche, de façon à tenter un mouvement tournant sur la droite ennemie.

De son côté, le général Werder ne restait pas inactif. Dès quatre heures du soir, le 15, il donnait les instructions suivantes : *à l'aile gauche*, la brigade Wechmar relèvera la brigade de landwehr de la Prusse orientale. Des troupes tirées de la réserve, le détachement du colonel Sachs demeurera près de Bussurel; le 1er bataillon du 25e régiment et une batterie légère de la 4e division de réserve seront envoyés d'Héricourt à la réserve générale, sous le général Keller, de façon qu'il reste encore, le 16 au matin, sous les ordres directs du général en chef : 5 bataillons, 4 escadrons, 3 batteries. Dans l'intérêt de l'unité de la défense, les bataillons badois qui se trouvent à Chagey seront placés sous les ordres du général de Goltz. Le général Glümmer (chargé du commandement de l'aile gauche) recevra, comme renfort, 4 canons du corps de siége. »

Il ressort clairement de ces dispositions que, loin de songer à fortifier sa droite, le général Werder s'occupait surtout de sa gauche. « L'ennemi, écrit Löhlen, paraissait vouloir prononcer l'attaque sur notre *aile gauche*, et se renforcer dans cette direction. »

Nous trouvons enfin, dans le même ouvrage allemand, une explication très-naturelle des préoccupations du général Werder pour sa gauche : « Si les Français avaient su s'orienter, ils auraient pu échapper, le 17, par une marche forcée, à la menace du général Manteuffel. Mais, Bourbaki n'était pas informé de la marche des 2e et 7e corps : ce qui le prouve, c'est la concentration qu'il fit lui-même, le 17, sur sa gauche; car, s'il l'eût connue, il eût bien certainement réuni ses troupes au sud, à proximité du chemin de fer (1). »

(1) Il y a là la réponse la plus catégorique aux dépositions du colonel Leperche et du général Bourbaki dont nous transcrivons ici les passages essentiels :

« Le mouvement du 18e corps et de la division Cremer ayant aussi complétement manqué, dit le colonel Leperche, il en est résulté cette fâcheuse conséquence : c'est que l'ennemi a été amené à constater, sans en être autrement incommodé, l'arrivée de forces considérables à notre gauche, et, par conséquent, menaçant son extrême droite, et *qu'il a pu, dans la suite, renforcer* SA DROITE d'un chiffre de troupes relativement considérable. Le lendemain 16, les difficultés que l'ennemi nous opposait à son extrême droite étaient des difficultés nouvelles qui n'existaient pas dès le premier jour. »

De son côté, le général Bourbaki s'exprime ainsi :

« J'ordonnai pour le lendemain (16) le renouvellement de l'attaque; ***mais l'ennemi avait renforcé*** SA

Dans la nuit du 15 au 16, l'action recommence à notre gauche : vers onze heures du soir, un bataillon et une batterie de la division Cremer se trompent de route, et vont se jeter dans les avant-postes allemands, près de Courchamp. Au bout de trois quarts d'heure, l'action s'arrête.

Vers 8 heures du matin, la division Penhoat quitte Beverne, et arrive à Etobon à 11 heures. « L'ennemi s'étendait sur les mamelons du village de Chenebier, et en partie dans le bois des Envers, écrit l'amiral Penhoat dans son *Journal des marches*. Il avait deux fortes batteries au pied du bois, à gauche du cimetière protestant de Chenebier, et une autre sur un plateau en avant de la position du village appelé La Caroline. Celle-ci prenait à revers les positions de la division Cremer placée à notre droite, et nous menaçait de front. » Nos pièces prennent position sur le plateau au sud d'Etobon, et engagent le feu. Au bout de deux heures d'une violente canonnade, le général Billot donne l'ordre à la division Penhoat d'attaquer le village : Le 12e bataillon de chasseurs et un bataillon du 92e l'abordent de front tandis que 2 bataillons du 92e et 2 du 52e passent par la route de Ronchamp pour tourner l'ennemi par sa droite. En même temps, le général Cremer lance contre la gauche des Allemands le 86e soutenu par le bataillon de la Gironde que conduit le colonel Poullet. Menacé de tout côté, le général Degenfeld télégraphie au général Werder pour demander du secours, et ne reçoit que cette laconique réponse « *renforts impossibles !* » A 4 heures 1/4 enfin, le général allemand évacue Chenebier occupé aussitôt par la division Penhoat, et se replie sur Frahier.

Le général Werder ne pouvait en effet disposer d'aucun renfort : sur tous les points, il était vivement pressé. Dès huit heures du matin, le général Clinchant avait porté plusieurs

DROITE, et les efforts de l'aile gauche, qui auraient réussi la veille, s'ils avaient été faits en temps opportun, demeurèrent sans succès. »

Nous venons de montrer que ces deux appréciations des mouvements de l'ennemi sont inexactes : ce n'est pas *la droite*, mais *la gauche*, que les Allemands avaient renforcée par deux raisons également sérieuses. La première, c'est qu'ils s'attendaient à une attaque décisive dans la direction de Béthoncourt, qu'ils jugeaient le point faible, car de là on pouvait prendre à revers Héricourt et les batteries de la Grange-Dame, et enfin parce qu'ils devaient supposer le commandant en chef de l'armée française instruit, — le 16 comme le 17, — de la marche du général Manteuffel, et disposé, par conséquent, à ne pas s'éloigner de sa ligne de retraite. Ce n'est, nous le verrons plus loin, que dans la nuit du 16 au 17 que l'ennemi, averti par la prise de Chenebier, du danger qu'il courait sur sa droite, songea à appeler de ce côté les renforts qu'il avait jusqu'alors réservés aux troupes combattant dans la direction opposée. Le major Blume confirme absolument ce fait : « Il n'était plus probable, écrit-il, que des engagements se renouvelassent au centre dans la journée du 17 janvier, *et dès lors le général Werder pouvait porter toute son attention sur son aile droite.* »

L'historien allemand ajoute, il est vrai : « *Dans la matinée du* 16 *janvier déjà*, le général Keller y avait été dirigé, emmenant avec lui des renforts considérables. Il avait pour mission d'empêcher l'ennemi de continuer son mouvement offensif par Frahier et de reprendre Chenebier. » Mais, il y a là une erreur de traduction évidente : ce n'est pas le 16 au matin, mais le 17 au matin, ou mieux dans la nuit du 16 au 17, que le général Keller s'est porté à la droite (dans la journée du 16, il combattit à Bussurel). Le fait ressort d'abord de la lecture de Löhlein, et surtout de l'examen des faits : le général Keller ne pouvait avoir, *le* 16 *au matin*, « la mission de reprendre Chenebier, » puisque les Français ne se sont emparés du village que le 16 dans la journée (de deux heures et demie à quatre heures, d'après le *Journal des Marches* de l'amiral Penhoat).

C'est donc ailleurs qu'il faut chercher la raison de l'insuccès des trois batailles d'Héricourt : la force de la position qu'attaquaient des troupes jeunes, dans de déplorables conditions, par suite de la température, suffit bien à faire comprendre notre échec.

bataillons du 20e corps sur Saint-Valbert défendu par deux compagnies du 34e prussien et de la landwehr, mais l'attaque avait échoué sous le feu des schrapnels. En même temps, un détachement se dirigeait de Tavey sur le mont Mougnot, et un mouvement était prononcé plus à l'est, mais les Allemands parvenaient à nous repousser.

Ces attaques n'étaient d'ailleurs pas poussées à fond ; à midi, l'offensive est reprise dans une nouvelle direction, au nord de Bussurel, mais le brouillard, qui depuis le matin paralyse le tir des batteries allemandes, s'est dissipé ; nos troupes bientôt écrasées se retirent précipitamment, et se bornent, jusqu'à la nuit, à soutenir une vive fusillade avec les avant-postes ennemis.

Ce mouvement sur Bussurel pouvait d'autant moins réussir que déjà, le matin, le 24e corps s'était porté sur la Lisaine, et avait attiré sur ce point d'importants renforts allemands : le général Keller avait amené de la réserve 2 bataillons de fusiliers et 2 batteries pour soutenir les troupes engagées. Vers une heure, Bussurel fut incendié par les obus, l'artillerie prussienne put alors tirer sur Bethoncourt menacé par le 15e corps. Massées en colonnes par bataillons dans un large ravin parallèle à la Lisaine, les troupes s'étaient engagées dans les bois, et, enlevées par le général Minot, étaient arrivées jusqu'à la rivière. Mais, le feu écrasant de l'ennemi ne tarda pas à nous rejeter en arrière, malgré le dévouement des mobiles de la Savoie et de leur commandant M. Costa de Beauregard, qui fut blessé et fait prisonnier ; quarante hommes furent pris sur la Lisaine même. Une seconde attaque n'eut pas un meilleur résultat.

Dans Montbéliard même, la 3e division du 15e corps, après avoir crénelé les murs, et canonné vigoureusement les batteries de la Grange-Dame, avait, à diverses reprises, tenté de s'emparer du château ; mais ces attaques étaient demeurées infructueuses.

Sur toute la ligne donc, nos efforts avaient encore une fois été inutiles. Dans la nuit, vers sept heures et demie, et à deux heures du matin, l'offensive fut reprise ; nos troupes se portèrent sur Héricourt et Bethoncourt, mais ne purent arriver jusqu'à la Lisaine.

L'ennemi allait, à son tour, se jeter sur nous. Informé de la prise de Chenebier et de la retraite du général Degenfeld, le général Werder fut en même temps averti que, sur la route de Ronchamp, le colonel Willisen avait cru utile de se retirer. « La situation ne parut pas dangereuse au général en chef. Puisque l'ennemi n'occupait pas Frahier, on pouvait en conclure qu'il n'avait pas l'intention de se porter sur Chalonvillars et de débloquer Belfort ; il était plus probable qu'il voudrait tourner Chagey par le nord (1). » Tout en ne jugeant pas la situation dangereuse, le général allemand prit alors (*nuit du 16 au 17 seulement*) toutes ses dispositions. 2 bataillons du 4e régiment badois, 1 escadron et 1 batterie de réserve furent envoyés au général Degenfeld ; en même temps, lesréserves, qui avaient combattu à Bussurel avec le général Keller, furent appelées. Vers deux heures du matin, le général Degenfeld avait sous ses ordres : 8 bataillons, 4 escadrons, 4 batteries. Le général de Goltz était

(1) La proposition de faire un mouvement tournant, car en s'élevant seulement jusqu'à Chenebier, on faisant plutôt « *un mouvement tourné* » puisque l'aile gauche était débordée par l'ennemi, avait été faite au général Bourbaki « que voulez-vous, avait-il répondu. On m'avait dit que je trouverai 40,000 hommes, et j'en trouve près de 80,000. Pour déborder la ligne, je ne puis pas m'exposer à mourir de faim, en m'éloignant du chemin de fer ; les Prussiens qui sont à Montbéliard, se jetteront sur mes communications, et je serai coupé de ma ligne d'opérations. » (*Déposition du général Billot devant la commission d'enquête.*)

prévenu d'avoir à appuyer l'attaque sur Chenebier par une démonstration de

'e Chenebier s'étend en longueur sur deux mamelons séparés par un ravin, au 'e un ruisseau qui se jette dans la Lisaine ; un pont, situé dans le village rser ce ruisseau. Sur le mamelon nord, près d'Echavanne, se trouve le toute cette partie est entourée de bois, sauf à l'est. Un second cime- ıre, existe sur le point culminant du mamelon sud.

'TAILLE D'HÉRICOURT

NORD



Un peu avant cinq heures du matin, nos mobiles de grand'garde, surpris par l'ennemi, sont rejetés sur le village ; les Allemands pénètrent dans Chenebier, et s'avancent entre les deux màmelons près du pont, tandis qu'une seconde colonne, formée du bataillon de fusiliers du 5e régiment badois, de 2 compagnies de fusiliers du 57e, de 6 compagnies du bataillon Eupen (landwehr du Rhin) et d'une batterie, prend la grande route d'Echavanne au nord, et s'empare de la lisière du bois. Le premier détachement est commandé par le général Degenfeld, le second sous les ordres du major Jacobi. L'amiral Penhoat organise rapidement la résistance ; au nord, le 92e, deux bataillons du 52e, et quelques compagnies du 12e chas-

seurs tiennent tête à l'ennemi, le chargent à la baïonnette, lui disputent obstinément la lisière du bois ; au sud, le bataillon des mobiles du Tarn, posté derrière les murs du cimetière, et soutenu par deux compagnies du 12e chasseurs, des dragons et une compagnie du génie, dirige une vive fusillade sur le 4e régiment badois conduit par le général Degenfeld. Au bruit du combat, le général Billot accourt avec son état-major et, grâce à l'obscurité, va donner dans le village au milieu des Prussiens, qui l'accueillent par un feu de salve inoffensif.

Les Allemands ne parviennent pas à gagner du terrain au sud ; et au nord, après cinq assauts donnés au village, ils battent en retraite dans le bois, laissant à terre leur chef, le major Jacobi blessé. Le général Degenfeld, protégé par trois batteries arrivées de Frahier, retire le 4e régiment badois vers le bois Fery, et se transporte à l'aile droite où des renforts d'infanterie ont été envoyés. Les Allemands s'avancent dans le bois, et regagnent la lisière ; mais lorsqu'ils veulent déboucher pour se jeter sur Chenebier, ils sont arrêtés par des décharges de mitrailleuses bien postées derrière des barricades (1). Tous les efforts de l'ennemi, renouvelés jusqu'à midi, demeurent infructueux. Le général de Goltz avait cependant, dès le matin, appuyé le mouvement, en portant le 2e bataillon du 3e régiment et deux compagnies du 30e de Chagey sur Chenebier, mais cette attaque avait été repoussée. Nos troupes avaient poursuivi les Prussiens à deux reprises jusqu'à Chagey, mais avaient dû reculer à leur tour sous le feu des batteries placées sur le mamelon à l'ouest d'Echenans. L'ennemi avait mis en ligne 8 bataillons, 4 escadrons, 4 batteries, renforcés sur leur gauche par les détachements de Chagey. Nos pertes étaient minimes : 4 officiers tués, 8 blessés, 70 hommes hors de combat, auxquels il faut ajouter un certain nombre de mobiles disparus au début de l'action (2). Les Allemands avaient perdu beaucoup de monde : « Pour les seules parties qui combattirent à Chenebier le 16 et le 17, les pertes atteignaient 28 officiers et 570 hommes (3). »

Sur les autres points, la lutte avait été moins vive : le 20e et le 24e corps s'étaient bornés à canonner les positions ; le 15e corps seul avait détaché quelques colonnes sur Bethoncourt ; mais, comme les jours précédents, l'artillerie allemande avait facilement triomphé de cette attaque.

Le général Bourbaki avait ordonné un suprême assaut : les trois divisions du 18e corps, soutenues par la division Cremer, devaient attaquer Chagey, et en cas de succès, pousser sur Mandrevillars, Échenans et le Vaudois, attaqué en même temps du côté de Luze par la division Pilatrie (1re du 18e corps). Un peut avant l'heure fixée pour l'assaut, le général Bourbaki vint sur le front des troupes, et un conseil de guerre fut tenu.

Le général Billot, dans sa déposition devant la commission d'enquête, nous fournit des détails intéressants sur ce conseil :

« J'insistai, dit-il, pour continuer le mouvement, je lui disais : « Je ne réponds pas de « la prise du Vaudois, c'est une position très-formidable, mais nous pouvons faire une « chose, masquer notre mouvement et infléchir à gauche vers la trouée de Belfort. » Le général Bourbaki me prit à part, et me dit à peu près ces paroles : « Les Prussiens sont à

(1) « On put constater là, écrit Löhlein, un coup de mitrailleuse comme il ne s'en présenta guère pendant la campagne : 21 hommes du 3e régiment furent mis hors de combat par la décharge d'une seule mitrailleuse. »

(2) *Journal des marches (de l'amiral Penhoat).*

(3) Löhlein. — *Die operationen des armee—corps von général Werder.*

« Gray, et ils marchent sur Dôle. Si j'étais sûr du succès, j'attaquerais Werder, mais si « j'échouais, nous serions pris : les troupes seraient démoralisées, et auraient derrière elles « les troupes de Manteuffel. »

« Le commandant d'artillerie Brugère dont le général Bourbaki appréciait beaucoup la vigueur, l'intelligence et la franchise, était là ; il insista beaucoup pour attaquer. Le général Bourbaki lui dit à peu près ces paroles : « Vous êtes un fou ; à votre âge j'aurais peut-être « pensé comme vous, mais je suis général en chef, j'ai la responsabilité...» Et, un instant après : « Commandant, les généraux devraient avoir votre âge. »

La retraite fut alors ordonnée.

Dans les trois journées d'Héricourt, les pertes des Allemands atteignaient, d'après le major Blume, 81 officiers et 1,847 hommes : les nôtres dépassaient 6,000 hommes. En se reportant aux chiffres indiqués plus haut pour le combat de Chenebier, il sera facile de s'expliquer comment les Allemands combattant, excepté le 17 au matin, dans des positions couvertes, ont eu moins à souffrir que nos troupes (1).

Quant aux effectifs en présence à Héricourt, nous avons, d'après l'ouvrage de Löhlein, porté celui des troupes allemandes à 45,000 hommes, celui des Français atteignait à peine 100,000 hommes (le général Bourbaki dit même 90,000) : depuis le début de la campagne, les corps s'étaient singulièrement amoindris. La fatigue, la maladie, le découragement, le froid excessif (18° *Réaumur*), avaient semé la route de traînards : le 18e corps, le plus solide de tous, ne comptait plus que 25,000 hommes, le 20e, 20,000, le 24e et le 15e étaient notablement plus réduits.

Avant de suivre l'armée dans son mouvement sur Besançon, il est nécessaire de dire quelques mots des tentatives faites par la garnison de Belfort, pendant la bataille des trois jours.

Le canon d'Héricourt se faisait distinctement entendre dans la ville, où la nouvelle de l'arrivée d'une armée de secours s'était promptement répandue. De Belfort à Couthenans, il n'y a guère plus de 12 kilomètres. Le 15 janvier, le colonel ordonna trois reconnaissances qui, entreprises avec quelques compagnies, n'amenèrent aucun résultat. Le 16, 2 bataillons furent poussés dans la direction d'Essert, mais se replièrent sur la ville après quelques instants de combat. Les forces dont disposait le colonel Denfert lui permettaient, cependant,

(1) D'après Löhlein, les pertes des Allemands *dans la campagne* de l'Est, ne dépassent pas 2,158 hommes ; elles se décomposent ainsi :

CORPS	OFFICIERS			SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS		
	Tués	Blessés	Disparus	Tués	Blessés	Disparus
Division Badoise	8	29	»	142	546	104
Détachement Goltz	1	10	3	31	186	10
1re division de réserve	1	5	»	19	131	42
4e division de réserve	4	6	»	67	384	123
Détachement Debschitz	1	10	»	41	171	24
Troupes d'étapes	»	»	»	2	30	27
TOTAL	15	60	3	302	1448	330

un plus sérieux effort : aussi les historiens allemands se sont-ils à juste titre étonnés de l'inaction du gouverneur de Belfort qui avait déjà donné de si réelles preuves de sa tenacité.

Il ne semble pas, il est vrai, qu'une vigoureuse sortie de la garnison eût, en quoi que ce soit, modifié l'issue de la lutte engagée devant Héricourt : 5,000 au plus (le tiers des troupes), pouvaient être mis en ligne, et ce renfort n'eût pas été d'un grand secours aux 100,000 hommes du général Bourbaki. Ajoutons, en outre, que cette tentative, en cas de succès, aurait amené cette conséquence imprévue de hâter, sans doute, la chute de Belfort, car il est certain qu'après avoir percé une première fois, la colonne expéditionnaire n'aurait pas pu rentrer dans la place. Enfin, il faut tenir compte de ce fait que le colonel Denfert ne pouvait disposer que d'une très-faible quantité d'artillerie de campagne.

Mais, si ces réserves peuvent faire comprendre que la garnison n'ait pas tenté de rejoindre l'armée française devant Héricourt, on ne s'explique pas que le colonel Denfert n'ait pas profité de l'occasion qui s'offrait à lui pour bouleverser les travaux ennemis. Il obtenait ainsi ce double résultat d'empêcher la 1re division de réserve de se porter au secours du général Werder, et de rendre le siége plus difficile, dans le cas où la tentative du général Bourbaki viendrait à échouer. Opérant sous le canon de la place, dans un rayon limité, il pouvait espérer des résultats satisfaisants, et créer aux Allemands de sérieux embarras.

Dès 4 heures du soir, le 17, les Allemands purent constater la retraite de l'armée française : notre artillerie ne tirait plus avec la même vivacité, et quelques tirailleurs se montraient seulement là où des divisions entières étaient en ligne le matin. La ville de Montbéliard était bientôt évacuée, et le général Degenfeld pouvait occuper Chenebier sans combat. Enfin, partout des positions prussiennes, on apercevait les Français creusant des retranchements, élevant des barricades pour soutenir la retraite. Le général Werder ne songea pas à nous poursuivre et, cependant, un télégramme du général Manteuffel indiquait clairement qu'il ne pourrait atteindre l'armée française avant son arrivée à Besançon. Ces hésitations du général allemand prouvent bien que l'attitude de nos soldats devant les formidables positions du Vaudois avaient enlevé à l'ennemi le désir d'en venir aux mains en rase campagne. L'officier allemand qui a écrit l'histoire des opérations du 14e corps énonce enfin une raison caractéristique. « Une poursuite avec toutes nos forces, écrit-il, eût été impossible le 18 et le 19 ; *avant tout, il fallait manger chaud,* car depuis quatre et même cinq jours, pour certaines troupes, on n'avait pas pu faire cuire. »

La journée du 18 ne vit que des engagements sans importance. Près de Saint-Valbert, cependant, un demi-bataillon du 34e régiment perdit 46 hommes ; à Clairegoutte, à l'ouest d'Etobon, le détachement du colonel Villisen se heurta à quelques compagnies de zéphirs, qui se défendirent énergiquement. L'ordre du jour du 18 portait : « Le lieutenant-général Glümer, avec 18 bataillons, 8 escadrons et 9 batteries, formera l'avant-garde et se lancera, le 19, à la poursuite de l'ennemi par Beverne. Toutefois, je désire qu'elle n'engage aucun combat sérieux, mais qu'elle se contente de garder le contact, d'attaquer les convois, de canonner les cantonnements français pendant la nuit, et d'y jeter l'alarme. » Il était trop tard, à ce moment, pour pouvoir inquiéter notre retraite. La droite s'était repliée par l'Isle sur le Doubs, Pompiéré, Clerval et Baume-les-Dames sur Besançon ; la gauche (18e corps) chargée de soutenir la retraite, par Champey, Melecey, Rougemont, Marchaux et Besançon. Le 22, presque toutes les troupes étaient réunies autour de la ville.

Mais déjà l'armée avait perdu sa principale force : exténués par la fatigue, sans distribution régulière de vivres, découragés par l'insuccès d'Héricourt, par ce froid excessif, les hommes se débandaient, s'arrêtaient dans chaque village, et toute l'énergie des chefs ne pouvait les retenir dans le rang.

Tandis que le général Bourbaki, « plus découragé lui-même que ses soldats, » suivant l'expression d'un écrivain suisse, cherchait à Besançon un moyen d'échapper à l'armée du général Manteuffel, qui s'avançait à sa rencontre, le général Werder recevait du roi la dépêche suivante :

« L'héroïque défense de vos positions pendant trois jours, ayant une place forte à dos, est un des plus grands faits d'armes de tous les temps. Je vous envoie, pour votre conduite personnelle, et j'adresse aux troupes, pour leur abnégation et leur persévérance, mon royal remercîment, ma très-haute reconnaissance, et je vous confère la grand'croix de l'Aigle Rouge comme témoignage de cette satisfaction.

« Votre roi qui vous remercie,

« GUILLAUME. »

La campagne de l'Est n'était malheureusement pas finie ; de plus grands désastres attendaient encore notre armée.

CHAPITRE XVI

L'armée française au Mans. — Projets du général Chanzy.— Instructions du ministre de la guerre. — Les colonnes mobiles. — Le général Rousseau marche sur la Ferté-Bernard. — Mouvement du général de Jouffroy sur Vendôme. — Marche en avant des Allemands. — Retraite successive des divisions françaises sur le Mans.— Combats livrés dans les journées des 6, 7, 8, 9 et 10 janvier. — Bataille du Mans. — L'amiral Jaurès et le grand-duc de Mecklembourg. — Retraite des Français sur Laval. — Combat de Sillé-le-Guillaume.

I

Dès son arrivée au Mans, le général Chanzy s'était occupé d'assigner aux divers corps les positions qu'ils devaient garder autour de la ville, et de réorganiser ses troupes, épuisées par les combats et les fatigues de la retraite.

Le 19 décembre, les instructions du commandant en chef établissaient le 21ᵉ corps entre l'Huisne à droite et la Sarthe à gauche, « sur les positions indiquées par la ligne de crêtes qui, partant d'Yvré-l'Évêque, domine le chemin de Parance jusqu'à la route du Mans à Savigné-l'Évêque, et de là se continue jusqu'aux châteaux du grand Montauban et de Chapeau. » Au sud de la ville, le 16ᵉ corps fut chargé d'occuper les crêtes du plateau, de façon à couvrir les trois routes d'Angers par Arnage, de Tours par Ecommoy et du grand Lucé par Parigné; sa droite à la Sarthe, sa gauche à l'Huisne, en face d'Yvré.

Le 17ᵉ corps, enfin, eut ses trois divisions placées : « la 1ʳᵉ, perpendiculairement aux routes d'Alençon et de Conlie, à hauteur de Saint-Saturnin ; la 2ᵉ, perpendiculairement à la route de Laval, à hauteur de Chauffour; la 3ᵉ, appuyant sa droite à Pruillé-le-Chétif et sa gauche à Allonnes. »

Les chefs de corps reçurent l'ordre de s'éclairer soigneusement, et de fortifier les positions qui leur avaient été assignées; en même temps, il fut possible de distribuer aux troupes les effets d'équipement dont elles étaient privées; les munitions étaient complétées, et notre artillerie renforcée par l'envoi de pièces de 7.

Après avoir pourvu aux besoins urgents, et paré à un mouvement offensif de l'ennemi, le général Chanzy s'occupa d'arrêter un plan de campagne pour le jour prochain où ses soldats seraient en état de continuer utilement la lutte. A ses yeux, les hostilités devaient être

reprises d'autant plus vite, que la situation de Paris exigeait une plus prompte solution. Le capitaine d'état-major de Boisdeffre, parti en ballon le 22, avait fait connaître au général Chanzy que la résistance de la capitale ne pourrait se prolonger au delà du 20 janvier. Aussi, dès le lendemain de l'arrivée de cet officier, le commandant de la deuxième armée envoyait-il à Bordeaux un de ses aides de camp, et ne cessait-il de réclamer du ministre l'ordre de marcher en avant.

« Il me paraît indispensable, écrivait-il encore le 2 janvier, que la première, la deuxième armée et celle du général Faidherbe se mettent en marche en même temps : la deuxième armée, du Mans pour venir s'établir sur l'Eure, entre Evreux et Chartres, couvrant sa base et ses lignes d'opération, qui sont la Bretagne et les lignes ferrées d'Alençon à Dreux et du Mans à Chartres; la première armée, de Châtillon-sur-Seine, pour venir s'établir entre la Marne et la Seine, de Nogent à Château-Thierry, prenant sa base et ses lignes d'opération sur la Bourgogne, la Seine, l'Aube et la Marne; l'armée du Nord, d'Arras, pour venir s'établir de Compiègne à Beauvais, avec sa base d'opération sur les places du Nord, et sa ligne principale par le chemin de fer de Paris à Lille.

« ... Nos trois principales armées une fois sur les positions indiquées, se mettre en communication avec Paris, et combiner dès lors les efforts de chaque jour pour se rapprocher de l'objectif commun, avec des sorties vigoureuses de l'armée de Paris, de façon à obliger les troupes ennemies d'investissement à se maintenir tout entières dans leurs lignes. Le résultat sera, dès lors, dans le succès d'une des attaques extérieures, et si ce succès est obtenu, si l'investissement peut être rompu sur un point, un ravitaillement de Paris peut devenir possible, l'ennemi peut être refoulé et contraint d'abandonner une partie de ses lignes, et de nouveaux efforts, combinés entre les armées de l'extérieur et de l'intérieur, peuvent, dans la lutte suprême, aboutir à la délivrance. »

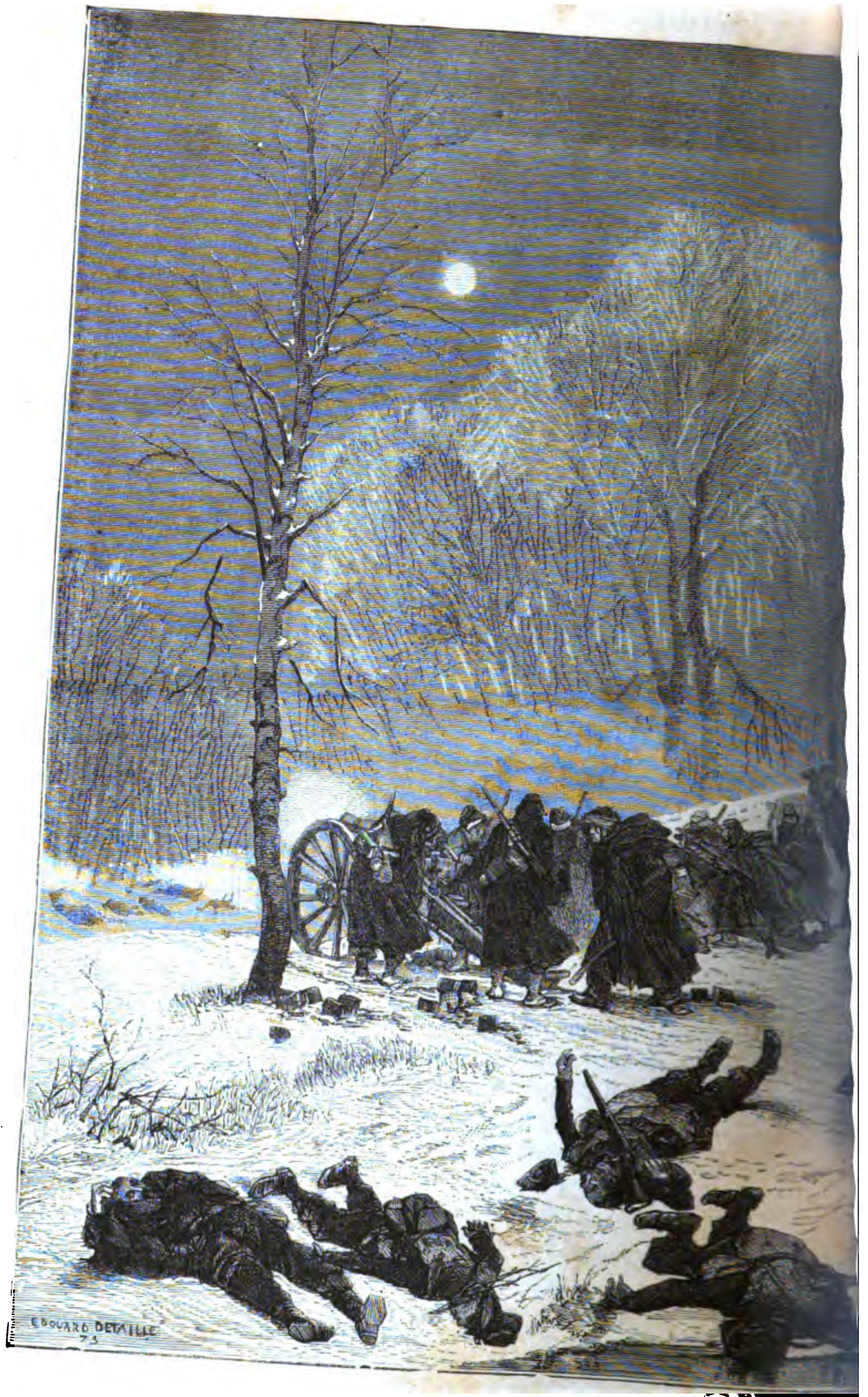
Le général Chanzy terminait en insistant plus particulièrement sur la marche de la deuxième armée, et en indiquant dans quelles conditions elle pouvait s'opérer.

Le 5 janvier, le ministre de la guerre répondait en exposant l'opération de l'armée de l'Est, en insistant sur les avantages qu'elle pouvait présenter, et en faisant connaître au général Chanzy qu'avant d'agir il était nécessaire d'attendre quelques jours pour permettre l'entrée en ligne de deux nouveaux corps, le 19e et le 25e, « l'un à Cherbourg, l'autre à Vierzon, qui vous sont destinés, et qui formeront en quelque sorte l'aile droite et l'aile gauche de votre armée... Ils seront prêts à marcher le 12 courant (1). »

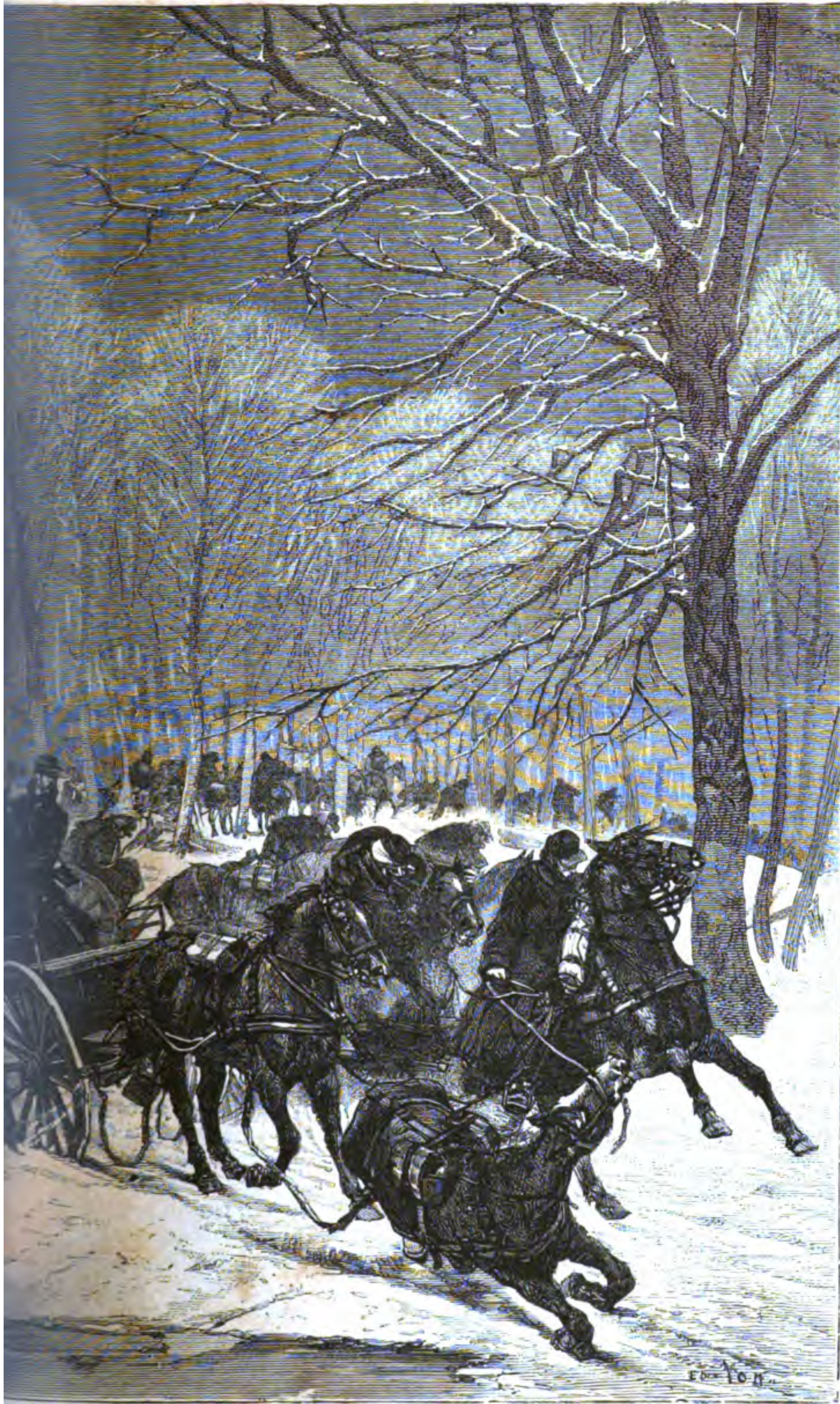
Le général Chanzy insistait néanmoins pour avancer le jour de l'action, et recevait la réponse suivante :

« ... Nous croyons que votre armée, pour arriver au but, a absolument besoin d'être appuyée du 19e et du 25e corps. Vous reconnaissez vous-même, dans une dépêche de ce jour midi, que l'ennemi qui vous attaque veut vous attirer hors de vos positions : c'est donc qu'il a espoir de vaincre. Comment, d'après cela, iriez-vous heureusement à Paris avec vos

(1) Nous avons plus d'une fois fait remarquer avec quelle activité le ministre de la guerre organisait de nouvelles troupes. Si les hommes ne manquaient pas, il n'en était malheureusement pas de même des cadres : de là, la nécessité de recourir aux corps déjà formés et de les affaiblir, en leur empruntant quelques-uns de leurs plus vigoureux officiers. Ces mutations constantes, opérées surtout dans l'armée de l'Est, alors qu'elle était au feu, ont eu de déplorables conséquences.



EN



ITE

seules forces actuelles?... Enfin, nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de prendre à la lettre l'échéance du général Trochu. Cette échéance a déjà varié plusieurs fois de plusieurs semaines, et tous nos renseignements s'accordent à la mettre à une date plus reculée. »

En attendant que l'ordre du ministre lui permît d'agir, le général Chanzy avait résolu de pousser en avant des colonnes mobiles pour surveiller et inquiéter l'ennemi. Informé que le détachement du général Ferri-Pisani, à Langeais, et celui du général de Curten, à Poitiers, étaient placés sous ses ordres, il avait prescrit à ces deux généraux de se porter sur Château-la-Vallière, de façon à pouvoir menacer les Allemands, s'ils voulaient descendre dans le Val, et à se relier, en cas de défaite, avec le général Barry, qui gardait tous les passages du Loir depuis Pont-de-Braye par la Chartre jusqu'au Lude. En même temps, les francs-tireurs de Lipowski étaient lancés dans la direction de Nogent-le-Rotrou, et ceux du colonel Cathelineau étaient dirigés sur Vibraye, pour explorer le Perche du côté de Montmirail, d'Authon et de Brou.

Deux fortes colonnes étaient, en outre, organisées sous le commandement des généraux Rousseau et de Jouffroy. La première (2,000 hommes d'infanterie du 21e corps, auxquels se joignaient à Sceaux deux bataillons, une batterie de 4, deux mitrailleuses et deux escadrons) devait se porter sur la Ferté-Bernard, et de là sur le Theil, pour pousser sur Nogent, et se rabattre soit sur Authon, soit sur Bellême, suivant la situation et les forces de l'ennemi.

Le 30 décembre, le général Rousseau atteignait la Ferté-Bernard, et un détachement du 58e de ligne, renforcé de francs-tireurs, d'un escadron de hussards et d'une section d'artillerie, livrait aux Allemands un combat heureux à Courtalain.

Le général de Jouffroy disposait de troupes plus importantes : avec les renforts qu'allait lui envoyer le général Barry, il devait bientôt mettre en ligne 27 bataillons et 32 pièces. Il avait ordre de marcher sur la Braye, de surveiller le Loir et de menacer Vendôme (1).

Le 27 décembre, le général de Jouffroy était sur la Braye, à Bessé et à Lavenay. Il avait à Montoire un engagement avec un détachement ennemi, fort de 6 compagnies, 1 escadron et 2 pièces, et le forçait à reculer dans la direction de Château-Renault, avec une perte d'environ 100 hommes.

Le 30, le général de Jouffroy divisait ses troupes en trois détachements, qui devaient atta-

(1) L'envoi de ces colonnes mobiles devait, nous le verrons plus loin, avoir de funestes conséquences. Il est incontestable qu'en disséminant ses troupes, en leur faisant prendre, dès la fin de décembre, le contact avec l'ennemi, le général Chanzy s'exposait à ne pas avoir dans la main pour le jour décisif des forces suffisantes à opposer à l'ennemi. En poussant en avant les colonnes des généraux Rousseau et de Jouffroy, le commandant de la seconde armée n'avait-il en vue que des reconnaissances? Ces détachements, le second notamment, étaient trop forts. En cas de succès, il allait devenir nécessaire de faire avancer l'armée ; en cas de revers, il faudrait soutenir et dégager les colonnes : dans les deux hypothèses, on était conduit à engager l'action plus sérieusement qu'il ne l'eût fallu peut-être. Dès le 30 décembre, le général de Jouffroy signalait au général Chanzy un des côtés de la question : « Permettez-moi, écrivait-il, de vous exprimer la pensée qu'il faut que toutes les troupes dont vous pouvez disposer se préparent à suivre et à seconder le mouvement hardi pour lequel je ne constitue qu'une avant-garde. » Lié par les instructions du ministre de la guerre, le général en chef répondait le 4 janvier : « Je répète au général de Jouffroy que la mission que je lui ai confiée ne doit point entraîner un mouvement général de l'armée dans la direction où il opère. Il avait à déloger l'ennemi de Vendôme, si cela lui avait été possible, et, dans ce cas, à le repousser de Blois... » Mais les événements allaient donner tort au général Chanzy. Le 9 janvier, il écrivait : « Si l'ennemi avance aussi effrontément, c'est, il est pénible de l'avouer, parce que nous ne lui opposons nulle part une résistance sérieuse, alors que nous disposons partout de forces au moins égales

quer Vendôme de divers côtés. Une vigoureuse offensive nous rendait maîtres du plateau de Bel-Air; en même temps, le 46e de ligne poussait sur Courtiras, et poursuivait l'ennemi jusqu'à la gare. Le général de Jouffroy évaluait les forces de l'ennemi à 20,000 hommes. Elles étaient de beaucoup moindres en réalité, puisque les Allemands n'avaient gardé à Vendôme que la 20e division du 10e corps, et qu'une partie de ces troupes combattait à la même heure à Danzé. Un des détachements du général de Jouffroy, commandé par le colonel Thierry, avait en effet été attaqué dans ce village par une colonne sous les ordres du général de cavalerie de Luderitz, composée d'escadrons du 2e cuirassiers, du 9e uhlans, de quelques compagnies du 17e régiment et d'une batterie (1).

Après avoir perdu trois de ses pièces, le colonel Thierry ralliait le gros des troupes françaises, et le général de Jouffroy, inquiet pour sa gauche, battait en retraite jusqu'à la Braye, laissant seulement ses avant-postes dans la direction de Fortan-Espéreuse.

Tandis que le général de Jouffroy opérait sur le Loir, le général de Curten, appelé au commandement de la 3e division du 16e corps (en remplacement du général Maurandy), avait amené ses troupes (une dizaine de mille hommes) de Poitiers à Neuillé-Pont-de-Pierre.

Le 30 décembre, le général de Jouffroy se portait sur Château-Renault, où il était rejoint par le général Cléret (successeur du général Ferri-Pisani), qui s'était avancé de Monnaie sur Villedomer.

Le 31, enfin, la portion de la 3e division du 16e corps, restée avec le général Barry, et des renforts importants furent conduits à Château-Renault par le chef d'état-major de l'amiral Jauréguiberry, lieutenant-colonel de Lambilly.

Avant de suivre les opérations, il est nécessaire de quitter pour un instant ces diverses colonnes, et d'étudier les dispositions prises par l'ennemi.

Le 1er janvier 1871, le général de Moltke, informé des mouvements de l'armée française sur le Loir, et d'un combat livré à Cosne par la brigade Rantzau à un détachement du 25e corps qui s'était avancé de Nevers, fut conduit à penser que les deux armées du général

aux siennes. » Et, à la suite, il prescrivait « de prendre, dès le lendemain, l'offensive dans toutes les directions. »

Si l'on réfléchit que ces deux détachements ont été mis en route le 23 décembre, alors que le général Chanzy était décidé à marcher sur Paris, on s'explique leur force : c'était bien là une avant-garde précédant l'armée. La réponse du ministre modifia forcément les résolutions d'abord adoptées, et il ne s'agit dès lors que de reconnaissances. Nous avons tout lieu de croire que c'est ainsi qu'il faut expliquer le mouvement ordonné le 23 décembre.

Cette offensive a conduit certains écrivains à établir une comparaison entre la situation du général d'Aurelle à Orléans après Coulmiers, et celle du général Chanzy au Mans, et à conclure, d'après les résultats obtenus dans les premiers jours de janvier que le général de Paladines avait eu raison de résister aux injonctions du ministre, et de ne pas vouloir sortir de ses lignes.

Il ne semble pas que la conclusion soit bien justifiée. Le 10 novembre, nos troupes sont victorieuses, elles sont à 30 lieues de Paris, elle n'ont pas besoin de se refaire, puisqu'elles sortent du camp de Salbris; enfin, elles ont dix jours devant elles avant l'arrivée du prince Charles. Le 23 décembre, au contraire, une réorganisation de l'armée épuisée par sa retraite est indispensable; la 2e armée allemande est autour d'Orléans, entre Paris et nos troupes. Il est donc au moins téméraire d'établir une comparaison, alors que les conditions sont si dissemblables.

(1) *Le Militair-Wochenblatt* du 8 juillet 1874 consacre un long travail à ce combat, qui coûta aux Allemands 19 hommes tués ou blessés.

Bourbaki et du général Chanzy allaient entreprendre une campagne commune (1). Il adressa donc au prince Charles les instructions suivantes :

« Versailles, 1er janvier 1871.

« Les nouvelles reçues de deux côtés font connaître que l'armée de Bourbaki se trouvait il y a quelques jours, sinon tout entière, du moins en grande partie, autour de Bourges. La marche en avant de ces troupes est imminente, aussitôt que l'offensive commencera à l'ouest contre Vendôme et Courtalain. Il serait imprudent d'attendre la réunion des deux armées, encore bien éloignées l'une de l'autre ; il paraît de beaucoup préférable de se jeter avec des forces importantes sur l'armée ennemie la plus proche, et de l'anéantir avant que l'autre soit en état de prendre part à la lutte.

« Sa Majesté le Roi ordonne, en conséquence, à la 2e armée de prendre aussitôt l'offensive contre les forces ennemies de l'ouest..... Il appartient à la 2e armée d'occuper Orléans, et d'observer, au moins pendant quelques jours, les routes qui sur la rive droite de la Loire se dirigent vers Nevers... Pour faciliter la tâche de la 2e armée, Sa Majesté a ordonné la marche du 2e corps d'armée sur Montargis, en même temps qu'elle portait le général Zastrow dans la direction ouest... Comme préambule, on devra ordonner la concentration vers le Loir, de Vendôme à Illiers, concentration qui devra être opérée en deux jours.

« Comte Moltke. »

En conséquence de ces ordres, le prince Charles fit parvenir aux chefs de corps des instructions qu'il faut reproduire :

Quartier général d'Orléans, 2 janvier.

« La 2e armée réunie au 13e corps et aux 2e et 4e divisions de cavalerie... prendra immédiatement l'offensive contre l'armée de Chanzy. Plusieurs divisions de cette armée ont attaqué le 31 octobre la 20e division à Vendôme, et se sont retirées hier jusqu'à Azay. Le succès des opérations projetées exigeant surtout que l'ennemi reste le plus longtemps possible dans l'ignorance de nos mouvements, je recommande la plus grande circonspection.

« Je prescris donc :

« Le 10e corps d'armée atteindra, le 5 janvier, la ligne Vendôme-Saint-Amand.

« Le 6 janvier, le corps d'armée aura son quartier général à Montoire. Un régiment de la division de cavalerie Hartmann, restée avec le 10e corps, sera préalablement détaché à Blois.....

« La division de cavalerie duc Guillaume de Mecklembourg (6e) marchera également sous les ordres du général Voigts-Rhetz, la 15e brigade de cavalerie gagnera demain, 3 janvier, la route Ormes-Coulmiers, où elle logera en quartiers, la 14e brigade à Oucques et aux environs ; la 15e brigade de cavalerie avec la division d'état-major marchera ensuite, le 4 janvier, sur Oucques et les environs, et le 5 janvier, la division ralliera le 10e corps.

« Le 3e corps d'armée atteindra demain, 3 janvier, Mer avec la tête et avec la queue Meung-sur-Loire... Le 4 janvier, ce corps s'avancera jusqu'à la Cisse et jusqu'à Marchenoir ; le 5 janvier au delà d'Oucques jusqu'à Villeromain et à droite ; le 6 janvier à Vendôme et jusqu'au ravin d'Azay.....

(1) Le quartier général allemand n'a connu que très-imparfaitement les premiers mouvements du général Bourbaki. Ce n'est que dans la nuit du 6 au 7 janvier que le prince Charles fut informé par une dépêche de Versailles de la marche de la première armée française vers l'Est.

« La 25e division (9e corps) a pour mission de garder Orléans, de s'y défendre longtemps, s'il le fallait, et d'observer le cours de la Loire en amont, avec le détachement du général major Rantzau qui est poussé en avant.

« Liaison sera prise avec le 2e corps d'armée qui doit arriver à Montargis dans 3 ou 4 jours.



LE GÉNÉRAL DE COLOMB.

« ..... Le général d'infanterie Manstein avec la 18e division et l'artillerie du corps (9e), atteindra le 5 janvier Ouzouer-le-Marché, le 6 janvier Morée.....

« La 2e division de cavalerie sera sous les ordres du général Manstein.

« S. A. R. le grand-duc marchera avec le 13e corps d'armée et la 4e division de cavalerie

que je place sous ses ordres, de façon à atteindre le 5 janvier Illiers et les environs au nord, et le 6 Brou et ses environs à l'ouest.

« Un fort détachement de flanc droit sera dirigé sur Nogent-le-Rotrou, de manière à pouvoir attaquer les forces ennemies qui s'y trouveraient.....

« La 2e division de cavalerie placée sous les ordres du général Manstein établira la liaison entre le 13e et le 3e corps avec une de ses brigades... La 5e division de cavalerie a pour mission d'assurer le flanc droit de la 2e armée.

« Mon quartier général sera le 3 à Orléans, le 4 à Beaugency, le 5 à Oucques, le 6 à Vendôme.

« ..... Les dispositions ultérieures étant subordonnées aux mouvements de l'ennemi, je ne puis qu'indiquer les directions générales des marches futures :

« Pour le 10e corps, La Châtre, Parigné-L'Évêque.

« Pour le 3e, Saint-Calais Ardenay.

« Pour le 9e, Epuisay, Saint-Calais, Bouloire.

« Pour le 13e, Authon, La Ferté-Bernard, Saint-Mars-la-Bruyère.

« *Le feld-maréchal général.*

« Frédéric-Charles. »

Les forces totales de la 2e armée comprenaient :

3e corps...........	17,235 hommes d'infanterie.	1,038 chevaux.	84 canons.
9e » »	16,503 » »	1,470 »	90 »
10e » »	15,716 » »	1,003 »	84 »
13e corps (avec les 2e et 5e divisions de cavalerie).	16,150 » »	7,478 »	84 »
1re division de cavalerie.	» » »	2,952 »	6 »
6e » »	» » »	2,472 »	6 »
	65,614	16,413	354

Mais, de cet effectif, il faut défalquer la 25e division et le 8e uhlans restés sur la Loire, ci : 7,517 hommes d'infanterie, 1,488 chevaux, 36 canons. Il restait donc disponibles pour la nouvelle campagne dans l'Ouest :

58,097 *hommes d'infanterie*, 14,925 *chevaux*, 318 *canons*.

Le 5 janvier au soir, l'armée allemande occupait les emplacements prescrits, et le 6 le prince Frédéric-Charles donnait de nouveaux ordres.

Le 13e corps devait s'avancer sur Unverre avec la 17e division, et porter un fort détachement vers Chapelle-Royale, tandis que la 22e division atteindrait Beaumont-les-Autels, et la 4e division de cavalerie Thiron-Gardais, un second détachement poussant sur Nogent-le-Rotrou.

Le 9e corps, avec la 2e division de cavalerie, avait pour objectif Morée; le 3e, Vendôme; le 10e avec les 1re et 4e divisions de cavalerie, Montoire.

Dès le matin, les troupes se mirent en marche.

Au moment même ou les Allemands exécutaient ce mouvement, le général de Jouffroy, qui depuis le 1er janvier s'était borné à quelques escarmouches, se décidait à menacer

Vendôme, pour opérer une diversion en faveur du général de Curten, qu'il croyait vivement pressé. Le général de Curten à la suite de quelques combats d'avant-postes avait, à cette date, occupé Saint-Amand.

Le 6 au matin, nos troupes se portent sur Fortan et Lunay, engagent partout l'action et gagnent rapidement du terrain : nous n'avons affaire en ce moment qu'à de faibles détachements du 10ᵉ corps : le 74ᵉ régiment français occupe le village d'Espéreuse, le 66ᵉ (1) la forêt de Vendôme. Le 16ᵉ de ligne, le 33ᵉ de marche, trois compagnies de discipline et le 4ᵉ bataillon des Bouches-du-Rhône prennent position vers le village d'Azay, situé au fond d'une vallée large de 5 à 600 mètres qu'arrose un petit ruisseau, le Boulon. La 1ʳᵉ brigade du général de Jouffroy tient la droite vers Mazangé.

Cependant, le 3ᵉ corps allemand a atteint la ligne du Loir : la 5ᵉ division passe la rivière à Vendôme et se dirige sur Villiers, tandis que la 6ᵉ, après avoir traversé à Meslay, marche sur Azay. Au bruit du canon, l'ennemi se hâte, la colonne de droite entre la première en ligne : la 11ᵉ brigade détache deux compagnies du 20ᵉ régiment, puis un bataillon du 35ᵉ sur la lisière du bois. Après un violent combat de tirailleurs dans lequel le bataillon allemand subit des pertes importantes, nos troupes évacuent le bois, et 6 compagnies du 20ᵉ régiment soutenues par deux bataillons du 35ᵉ prussien, se portent sur la ferme de la Charbonnerie, dont elles s'emparent. Mais, le colonel Thiéry a placé au nord, à la ferme Georgeat, un bataillon qui prononce un vigoureux mouvement dans le flanc de l'assaillant qui recule et appelle à son aide le 3ᵉ bataillon du 35ᵉ et une batterie. Les obus nous obligent à rétrogader sur le ravin d'Azay. A 4 heures, le général de Rothmaler, qui commande la 11ᵉ brigade, donne l'ordre d'attaquer sur toute la ligne : six compagnies du 20ᵉ régiment tournent la position par le nord, tandis que la 11ᵉ brigade marche sur le front. Une à une, les fermes sont enlevées, et après un sérieux combat dans lequel le général de Rothmaler est blessé, Azay est emporté. Le colonel Thiéry rassemble alors ses troupes, reprend l'offensive, et parvient à faire reculer l'ennemi, mais la 12ᵉ brigade prussienne est à son tour arrivée, et les troupes françaises assaillies par des forces supérieures sont forcées de battre en retraite sur Fortan, qu'elles atteignent à 11 heures du soir.

A l'aile droite (française) la lutte n'est pas moins vive : nous avons en ligne de ce côté le 38ᵉ, le 46ᵉ et le 70ᵉ, tandis que plus au sud, sur la rive même du Loir, le 45ᵉ et les chasseurs à pied tiennent les Roches.

La 9ᵉ brigade de la 5ᵉ division prussienne marche sur Villiers, et sur l'ordre du général de Stulpnagel, attaque à la fois des deux côtés de la route : deux compagnies du 48ᵉ allemand soutenues par une batterie enlèvent le Briard, tandis que le bataillon de fusiliers du 48ᵉ appuyé par les grenadiers du corps s'empare de Gué du Loir. L'ennemi porte alors les forces d'infanterie et deux batteries vers le Briard, d'où il attaque Mazangé. Un instant notre artillerie, nos mitrailleuses notamment, tiennent les Allemands à distance, mais quatre batteries de la réserve du 3ᵉ corps arrivent au galop et obligent promptement les Français à la retraite. A six heures du soir, le combat est terminé; il coûte aux Allemands 35 officiers et 493 hommes tués ou blessés (2).

(1) Ces différents détachements ne comprenaient que des fractions de régiments réunis depuis la retraite d'Orléans ; l'effectif total ne dépassait pas 4,000 hommes.

(2) Von Twardowski. *Die Gefechte des III Armee-Corps bei le Mans von 6 bis 12 Januar* 1871.

Tandis que le 3ᵉ corps combat en avant de Vendôme, le 10ᵉ corps s'avance sur Montoire-Prunay en deux colonnes; la 20ᵉ division marche par la route des Roches, la cavalerie Mecklembourg et la 38ᵉ brigade prennent celle d'Ambloy-Sasnières. Aux Roches, le 45ᵉ de marche et nos chasseurs à pied n'opposent pas une vive résistance, et se replient promptement, derrière la Braye. Tandis qu'à Lavardin, la 37ᵉ brigade force le passage du Loir, la seconde colonne allemande rencontre une énergique résistance dont elle ne parvient pas à triompher. Le général Chanzy ne faisant pas mention d'un combat livré à *la date du* 6 par les troupes du général Curten, nous nous en tenons aux documents allemands. A trois heures de l'après-midi, le prince Frédéric-Charles recevait à son quartier général, à Vendôme, la dépêche suivante : « Le général Baumgarth (commandant la 2ᵉ brigade de la 1ʳᵉ division de cavalerie), qui devait, ce matin, rejoindre le détachement vers Château-Renault, pour marcher ensuite sur Prunay, a été attaqué par des forces ennemies supérieures, et forcé d'abandonner la chaussée de Longpré; il s'est établi, pour le moment, à mille pas au nord, sur une position que l'ennemi couvre d'obus. Il ne croit donc pas possible d'exécuter sa mission de marcher sur Prunay, en couvrant le flanc gauche du 10ᵉ corps. Il cherchera plutôt à se maintenir sur la chaussée vers Château-Renault. S. A, le duc Guillaume, avec sa division, est également sur la position...

« *Signé* : Von Saldern, major à l'état-major de la 1ʳᵉ division de cavalerie. »

Après avoir rallié la 38ᵉ brigade, le général Baumgarth rejoignit la cavalerie du duc Wilhelm de Mecklembourg, qui prit le commandement supérieur, et battit en retraite jusqu'à Huisseau en Beauce (1).

Malgré cet échec, l'ennemi avait atteint un résultat considérable: « La préoccupation d'une opération décisive sur Vendôme, écrit le général Chanzy, au lieu de rester complétement dans sa mission, qui était d'inquiéter l'ennemi sur les deux rives du Loir, en gardant fortement tous les passages, et en se reliant d'une façon continue au général de Curten, avait fait négliger au général de Jouffroy la protection si nécessaire des deux routes. » Et plus loin, le commandant en chef de la 2ᵉ armée française ajoute : « Le général de Curten pouvait donc être seul à soutenir les efforts de l'ennemi; un défaut d'entente avait amené cette situation, et le général de Jouffroy, qui avait la direction générale des opérations, pour n'avoir pas combiné suffisamment ses mouvements avec ceux des généraux appelés à lui fournir du soutien, allait voir échapper le fruit de succès réels. » L'historien allemand de Goltz, qui écrit d'après les documents officiels, arrive à une conclusion analogue : « On apprit avec étonnement que le 10ᵉ corps n'avait pas trouvé de résistance sérieuse, ni livré de combat important... On demeura très-surpris que l'ennemi n'eût pas attaché plus de prix à la position de Montoire, point si important pour assurer la liaison des troupes restant sur la rive droite du Loir avec celles qui sortaient de Château-Renault. *On en conclut que la direction des parties de l'armée française que la 2ᵉ armée avait devant elle manquait d'unité.* »

A la suite de ces divers combats, le prince Charles prescrivit au grand-duc de Mecklembourg, dans le cas où l'offensive sur Nogent-le-Rotrou réussirait, de pousser sur Montmirail : « Je ne vous donne d'autre ordre, sinon que le 13ᵉ corps avec la 4ᵉ division de cavale-

(1) De Goltz. *Die Sieben Tage bei le Mans.*

rie devra marcher le 8 et le 9 sur le Mans, et cela aussi vite que le permettra la résistance de l'ennemi. »

Au général Manstein, le prince ordonnait « de commencer le lendemain, de très-bonne heure, sa marche sur Danzé et Epuisay. Il est vraisemblable que la principale ligne de défense de l'ennemi est sur la Braye. Il est de la plus grande importance de gagner un débouché sur cette ligne, avant que l'ennemi y ait concentré toutes ses forces. »

En même temps, le 3e corps revevait l'ordre d'attaquer vigoureusement le lendemain ; dans la soirée, ces instructions durent être modifiées, et l'offensive générale ajournée après réception de la dépêche suivante :

« Le grand-duc Wilhelm a devant lui des forces si considérables, et qui doivent être arrivées en partie par le chemin de fer, qu'il a ordonné la retraite sur Vendôme. Je demande qu'on me dise le plus tôt possible si je dois demain marcher de Montoire vers le nord, ou bien aller soutenir le duc Wilhelm.

« Voigts-Rhetz. »

Le prince Charles répondit au commandant du 10e corps qu'il devait, avant tout, dégager le prince Wilhelm, et il prescrivit de vive voix à ce dernier, qui était venu à Vendôme, de reprendre l'offensive sur Saint-Amand.

Le jour même, 6 janvier, le grand-duc de Mecklembourg, à l'aile droite de l'armée allemande, s'était porté sur les positions occupées par le général Rousseau du 21e corps à la Fourche (1).

Malgré une vive résistance du 58e de marche, des mobiles des Deux-Sèvres et du 13e bataillon de chasseurs, nous avions été délogés, et obligés de nous retirer en avant de Nogent, à hauteur de Margon, abandonnant trois de nos pièces à l'ennemi. A Nogent, les Allemands avaient été repoussés par le 58e appuyé par une section d'artillerie.

Sur tout le front, les colonnes mobiles étaient donc vivement pressées par l'ennemi. Cette lutte inégale devait malheureusement se prolonger jusqu'au Mans, et nos divisions, épuisées par ces combats soutenus souvent avec vigueur, n'allaient plus avoir la force de lutter à l'heure décisive. Il ne semble pas, malheureusement, que le général Chanzy ait eu à ce moment une idée entièrement exacte de la situation. L'armée ennemie marchait tout entière au devant de nous ; il n'était plus besoin de la provoquer à venir nous attaquer, elle arrivait sur les positions que nous avions choisies et fortifiées. Dès lors, n'était-il pas indiqué de cesser ces actions décousues, forcément inégales, et de réserver toutes ses troupes pour une grande bataille défensive devant le Mans? Mais l'énergie, la ténacité du général Chanzy s'ac-

(1) Le 6 janvier au soir, le grand-duc envoyait de son quartier général de Brou la dépêche suivante au prince F. Charles :

« Je m'empresse de communiquer au commandant en chef royal que je n'ai pas réussi aujourd'hui à prendre Nogent-le-Rotrou. La 43e brigade, 8 escadrons et 2 batteries ont rencontré, au point fortifié de la Fourche, une vigoureuse résistance, dont ils n'ont pu triompher qu'à la tombée de la nuit. L'ennemi s'était retranché, et avait mis en ligne une batterie de canons et une de mitrailleuses. La 17e division est arrivée à Unverre, avec un fort détachement de flanc à la Chapelle-Royale, 6 bataillons, 4 escadrons, 3 batteries à Beaumont-les-Autels..... La brigade de cavalerie Bredow a trouvé de la résistance tant à Madelaine qu'à Logné et n'a pas pu aller de l'avant.... Demain Nogent-le-Rotrou sera attaqué énergiquement par la 22e division d'infanterie et la 4e division de cavalerie, la 17e division marchera sur Beaumont-les-Autels....

FRÉDÉRIC-FRANZ,

Grand-duc de Mecklembourg.

commodaient mal de ces lenteurs, et, au lieu de prescrire la retraite que la situation rendait peut-être nécessaire, il ordonnait à ses généraux de reprendre les positions perdues, et il envoyait à Château-du-Loir l'amiral Jauréguiberry « pour mettre un peu d'ordre et ramener une unité d'action indispensable (1).

Le 7, au matin, l'armée allemande continue son mouvement en avant : le général Alvensleben envoie la 9e brigade et l'artillerie de corps occuper fortement les positions conquises sur le plateau de Mazangé, tandis qu'il se porte avec les 12e, 11e et 10e brigades sur Epuisay, pour tourner le flanc gauche du général Jouffroy et jeter nos troupes dans le Loir; le 10e corps d'armée tient prête, à Montoire, une division pour appuyer le mouvement du 3e corps. En même temps, le général Manstein, avec la division du 9e corps, se dirige sur Epuisay pour se relier à l'aile droite du général Alvensleben. A huit heures du matin, une dépêche du général Voigts-Rhetz annonce la retraite des Français de Saint-Amand; à onze heures, le prince Charles adresse, en réponse au commandant du 10e corps, le télégramme suivant : « Le 3e corps marche en avant avec une brigade d'infanterie et six batteries, sous le général Stulpnagel de Mazangé sur Savigny ; le reste du corps par Epuisay. L'ennemi est en retraite derrière la vallée de la Braye, le 9e corps en marche de Morée sur Epuisay; le 13e corps doit attaquer aujourd'hui Nogent-le-Rotrou... Je vous prie de faire diriger sur la Chartre la 20e division ; cette marche devra être poursuivie sans relâche. » Ce mouvement de la 20e division était ordonné dans l'hypothèse d'une vive résistance des Français sur la Braye.

A dix heures du matin, trois brigades du 3e corps arrivent devant Epuisay, où elles sont rejointes par l'avant-garde du général Manstein. Un court combat livré à l'est du village, vers les Bordes, livre la position aux Allemands; nos troupes sont insuffisantes pour lutter contre ces cinq brigades.

Sur l'ordre du prince Charles, le 9e corps ou du moins la 18e division (la 25e étant restée à Orléans) a l'ordre de forcer les défilés au nord de la grande route d'Epuisay-Saint-Calais, tandis que le 3e corps agira sur la route même.

A la suite de l'engagement d'Epuisay, le général Manstein arrête ses troupes pour leur donner un moment de repos; le 3e corps continue son chemin; la 6e division sur la grande route, la 5e vers Savigny. Aux environs du Poirier, l'avant-garde de la 6e division est accueillie par un violent feu de mousqueterie, la cavalerie qui tient la tête et une compagnie du 64e allemand sont repoussées, mais la 12e brigade entre tout entière en ligne ; le 64e attaque de front, tandis que le 24e dessine un mouvement tournant, et le colonel Thiéry, parti

(1) Dans son ouvrage, le général Chanzy écrit : « L'amiral Jauréguiberry avait ordre de prendre..... la direction des opérations sur les deux rives du Loir, *et celle de la retraite générale qui devait ramener nos troupes sur les positions préparées en avant du Mans.* » Cette dernière phrase n'est pas exacte : au bas de la page même le général renvoie à la note 13, qui comprend plusieurs dépêches télégraphiques adressées le 8 au général Barry et à l'amiral Jauréguiberry : elles ordonnent toutes, non de battre en retraite, mais de résister à outrance, et même de prendre l'offensive. — Au général Barry : « Vos hommes, de fait, doivent être moins fatigués que les Prussiens. Les positions sont toutes à notre avantage : nos forces de ce côté sont nombreuses. Je ne mets pas en doute qu'une résistance vigoureuse ait du succès. » — A l'amiral Jauréguiberry : « Il est de toute nécessité de reprendre les passages du Loir. Faites bien comprendre à tous qu'il n'est aucun cas où l'on doive quitter des positions, sans avoir essayé de les défendre... » Au ministre de la guerre, enfin, le général Chanzy écrivait que l'amiral Jaurès allait soutenir la division Rousseau, tandis que la division Pâris du 17e corps se portait en avant sur la route de Saint-Calais, pour appuyer le général de Jouffroy.

de Fortan avant le jour avec sa brigade, est obligé d'abandonner le Poirier, et de continuer sa retraite sur Saint-Calais. Sargé tombe aussitôt aux mains de l'ennemi.

La 5e division prussienne n'avait pas eu de combat à livrer, et occupait Savigny. Averti à 9 heures du soir du mouvement des Allemands et de l'échec essuyé à son aile gauche par le colonel Thiery, le général de Jouffroy se mit en retraite. Malheureusement, il crut dangereux de se servir de la route directe Saint-Calais-le-Mans menacée par l'ennemi ; il se retira donc vers le sud-ouest par d'étroits chemins, faisant ainsi de grands détours, de telle sorte qu'il ne put arriver au Mans que dans la nuit du 10 au 11 janvier. Cette retraite livrait au 3e corps prussien la route directe que la brigade Thiery allait seule défendre.

Tandis que le général Alvensleben marchait en avant, le 10e corps demeurait aux environs de Montoire. Seule, la brigade Lehmann s'avançait sur Saint-Amand, et revenait prendre ses positions, après avoir constaté la retraite des Français.

A l'aile droite allemande, le grand-duc de Mecklembourg avait continué son mouvement, et en donnait connaissance au prince Charles par la dépêche suivante : « Nogent-le-Rotrou est pris, et les avant-postes poussés dans la vallée de l'Huisne, jusque sur la route le Theil-Ceton. La 17e division occupe Authon, un fort détachement est un peu en deçà de Montmirail. L'ennemi, environ une division du 21e corps, s'est retiré sur la Ferté-Bernard. J'ai l'intention de me porter demain avec 2 divisions sur ce point, et de pousser en avant le détachement de flanc gauche fort de 3 bataillons, 3 escadrons et 2 batteries par Vibraye-sur-Berfay. La 4e division de cavalerie marche sur Béllême, je lui ai indiqué pour après-demain la direction du Mans. La brigade Bredow assurera l'aile droite de la 4e division de cavalerie. »

Le 8 au matin, la situation des troupes françaises était celle-ci :

A l'aile gauche française, la division Rousseau, abandonnant la Ferté-Bernard dans la nuit, se repliait sur Conneré. Elle avait devant elle toutes les forces du grand-duc de Mecklembourg.

Au centre, le général de Jouffroy sur la route de Grand-Lucé était poursuivi par le 3e corps et la 18e division du 9e.

A la droite enfin le général de Curten se trouvait au sud de Saint-Amand, tandis que le général Barry abandonnait les Ermites, pour marcher sur Chahaignes et Jupilles.

Le général Chanzy, résolu à ne pas céder le terrain aussi facilement, avait envoyé l'amiral Jauréguiberry à Château-du-Loir pour prendre la direction des forces Jouffroy-Curten-Barry. Par son ordre, enfin, l'amiral Jaurès allait soutenir le général Rousseau à Connerré.

Quant aux Allemands, ils continuaient leur marche. Le prince Frédéric-Charles semble, il est vrai, s'être un instant préoccupé des forces françaises rassemblées sur sa gauche. Il pouvait craindre, en effet, que cette troupe, qui jusqu'alors n'avait pas été sérieusement entamée, prît l'offensive, en se portant dans le flanc du 10e corps, ou tout au moins en menaçant sérieusement les communications de la 2e armée en marche sur le Mans. Une concentration rapide des divisions Curten et Barry sur le flanc gauche des Allemands pouvait modifier la situation. Mais les forces françaises avaient été si étrangement engagées, que le prince ne s'arrêta pas à cette considération.

Le 3e corps se mit en marche à sept heures du matin. A Montaillé, quelques coups de canon furent tirés par le colonel Thiéry sur la 6e division, mais cette démonstration ne put arrêter les Prussiens : la 6e division prit ses cantonnements à Bois-des-Loges, au nord

de la grande route, la 5ᵉ s'avança à Écorpain : le général Manstein était à Saint-Calais (1). Vers midi, le prince Frédéric-Charles reçut la dépêche suivante du général Voigts-Rhetz : « Je n'ai pas trouvé la ligne de la Braye occupée près de Sougé : 150 cavaliers seulement et quelques fantassins se retiraient devant mon avant-garde... Je continue ma marche vers Chartre-sur-le-Loir. » Parti de Sougé apès midi, le général Voigts-Rhetz se heurtait dans le défilé de Poncé au 8ᵉ mobiles qui, après une courte résistance, se repliait sur Chahaignes, non sans avoir mis hors de combat 3 officiers et près de 100 hommes. Les dépêches du grand-duc de Mecklembourg portaient : « Le 13ᵉ corps s'avancera demain sur la route le Mans-Saint-Mars-la-Bruyère. Le détachement de flanc gauche sera poussé de Berfay-sur-Saint-Calais ou plus à l'est, la 4ᵉ division de cavalerie sera dirigée de Béllême sur Bonnétable. »

Aucun combat sérieux n'avait donc été livré à l'aile droite allemande et au centre; à l'extrême gauche le général Hartmann, auquel le général Voigts-Rhetz avait donné le commandement général sur la rive gauche du Loir, avait rencontré les troupes du général de Curten aux environs d'Authon et de Villeporcher. Les Allemands s'étaient emparés de ces deux positions, mais tous leurs efforts avaient échoué devant Villechauve, défendu par le colonel Jobey. Ce succès ne devait avoir d'ailleurs aucune conséquence : instruit de la retraite successive des généraux de Jouffroy et Barry, le général Curten ordonna de se replier vers Château-Vallière.

A dix heures du soir, le prince Charles adressait aux divers chefs de corps les instructions suivantes :

La 2ᵉ armée continuera demain, 9 janvier, la marche en avant sur le Mans. Le 13ᵉ corps atteindra la hauteur de Montfort, et s'assurera le passage de l'Huisne par un détachement sur la rive droite. L'avant-garde du corps sera poussée jusqu'à Saint-Mars-la-Bruyère. Le quartier général à Connerré. Un détachement du corps coupera la ligne ferrée et le télégraphe du Mans à Alençon.

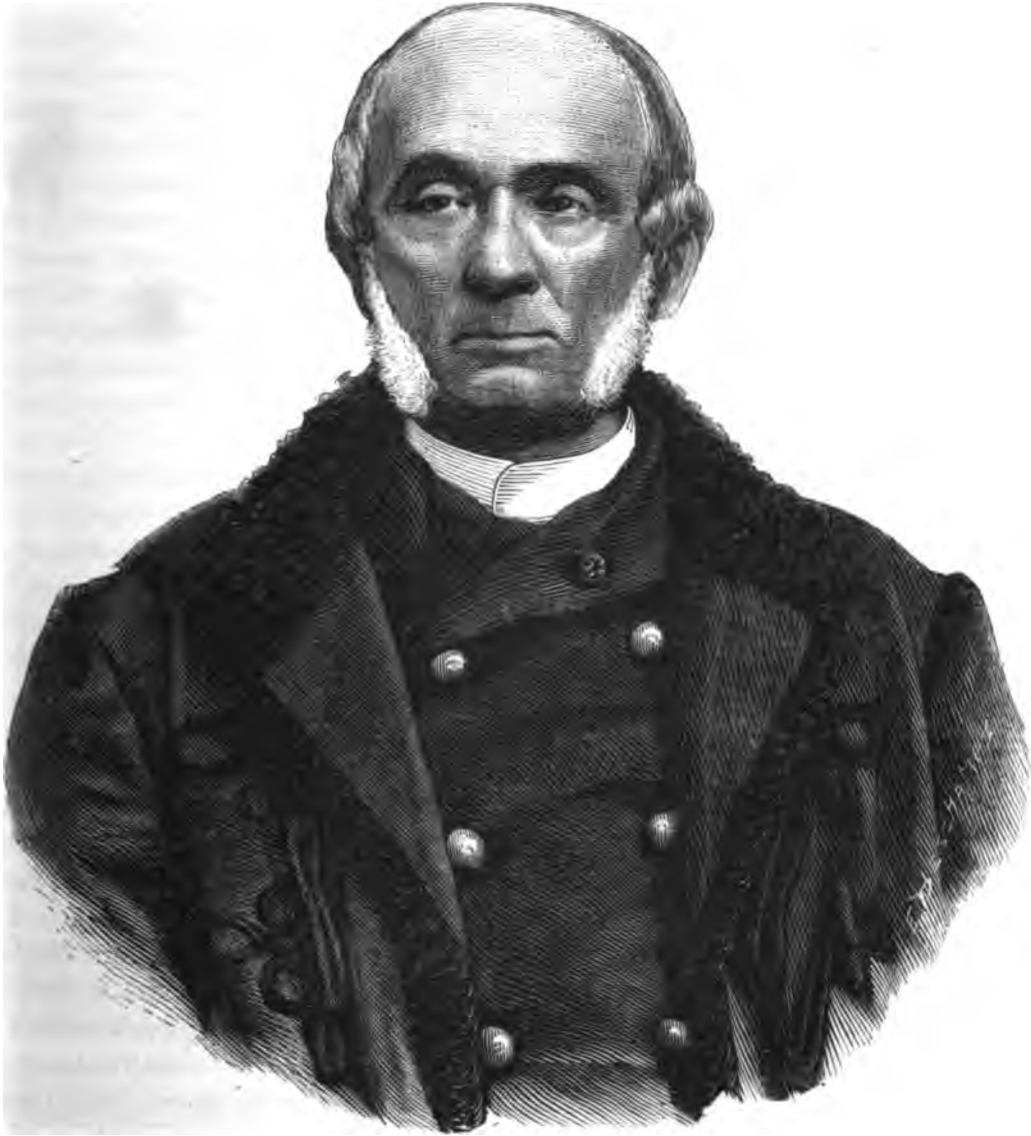
Le 3ᵉ corps atteindra demain Ardenay et se répartira en arrière jusqu'à Bouloire exclusivement.

La 2ᵉ division de cavalerie poussera des reconnaissances de grand matin vers Connerré, soutenue par une section d'artillerie, et verra si les colonnes ennemies sont en marche sur la route la Ferté-Bernard-le-Mans. Le résultat de cette reconnaissance sera transmis d'abord au lieutenant général Alvensleben, qui lancera un détachement mixte pour inquiéter la retraite des Français... Le 9ᵉ corps occupera Bouloire... Le 10ᵉ corps devra essayer d'atteindre Parigné-l'Évêque... Un détachement de flanc coupera le chemin de fer et le télégraphe du Mans à Tours... Mon quartier général sera demain à Bouloire. »

D'après les instructions du général Chanzy, l'amiral Jauréguiberry, arrivé à Château-du-Loir à quatre heures et demie, s'efforçait de rallier quelques-unes des troupes dispersées dans toutes les directions. Il était informé par le général Barry qu'il était impossible de tenir à Chahaignes. L'amiral ordonna cependant de défendre énergiquement la

(1) « Signalons ici un fait curieux, écrit de Goltz (*Die Sieben Tage bei le Mans*) : Saint-Calais resta encore longtemps en communication télégraphique avec le Mans, et nous reçûmes ainsi des renseignements. On s'empressa de transmettre au général Chanzy une dépêche dans laquelle on lui faisait connaître des événements imaginaires, mais cette dépêche ne reçut pas de réponse, à cause de la rupture de la ligne qui eut lieu dans l'intervalle. »

position pour permettre au général Curten de continuer sa retraite. Quant au général de Jouffroy, il se trouvait à Courdemanche : l'amiral lui prescrivit de remonter au nord vers



L'AMIRAL JAURÉGUIBERRY.

Bouloire où il devait trouver la division Pâris du 17e corps envoyée du Mans pour rallier et soutenir les colonnes.

Le 9 au matin, le général Alvensleben, conformément aux instructions du feld-maréchal,

détacha de la 6ᵉ division, un bataillon et deux escadrons, sous les ordres du comte Lynar, pour se relier vers Saint-Mars et le Breil avec le 13ᵉ corps. La 6ᵉ division suivit la route Saint-Calais-le-Mans, et la 5ᵉ, la route parallèle Écorpain, les Forges-Changé. Vers deux heures, la 12ᵉ brigade qui tenait la tête se heurta près de la route du Breil, non loin de Surfond, à un bataillon du 48ᵉ qui formait l'avant-garde de la division Pâris du 17ᵉ corps (1). Six compagnies du 64ᵉ régiment allemand parvinrent après un court combat à déloger nos tirailleurs du bois d'Ardenay; le 24ᵉ dessinait alors un mouvement tournant sur notre gauche, et après une vigoureuse défense du 51ᵉ de marche, s'emparait du château, tandis que le 64ᵉ attaquait de front. Quelques mitrailleuses placées sur la Butte empêchaient cependant l'ennemi d'avancer. A la nuit, les Allemands détachaient deux bataillons du 35ᵉ sur notre droite vers Surfond et la Cahainière, tandis que la 12ᵉ brigade se portait ur la Butte.

A sept heures et demie du soir, le général Pâris donna l'ordre de battre en retraite sur le plateau d'Auvours. Nous avions perdu, dans cet engagement, 250 hommes; l'ennemi comptait 163 hommes hors de combat (2). Informé de ce mouvement, le général Chanzy prescrivit au général de Colomb de faire reprendre le lendemain l'offensive sur Ardenay. Mais cet ordre ne put être exécuté. La 5ᵉ division avait atteint la rivière le Narrais, mais la 10ᵉ brigade n'avait pu, à cause de la fatigue, dépasser Volney.

Sur la gauche allemande, le 10ᵉ corps avait eu à soutenir plusieurs combats. Aux environs de Montreuil-le-Henri, le général Schmidt, chargé de tenir la droite du 10ᵉ corps, et de se relier avec le 3ᵉ corps, avait rencontré la brigade Thiery que le général de Jouffroy avait dirigée vers le nord, dans l'espoir qu'elle pourrait rejoindre la division Pâris, dont la marche sur Bouloire avait été annoncée par l'amiral Jauréguiberry. La résistance des Français avait été vive, et le général allemand avait fait savoir « que sa brigade ne pouvait pas aller de l'avant comme elle le désirait, dans un terrain si coupé de haies. »

La 20ᵉ division du 10ᵉ corps s'était portée sur Chahaignes, que le général Barry avait reçu l'ordre de défendre à tout prix. Le général Chanzy donne une assez longue description du combat engagé sur ce point: « Nos troupes, dit-il, montrèrent une grande vigueur et surent résister pendant longtemps à 8,000 hommes d'infanterie allemande, soutenus par une nombreuse artillerie. Nous comptions de notre côté 12 officiers et 350 hommes tués, blessés ou disparus. » Le général Voigts-Rhetz adressait la relation suivante au prince Charles: « La 20ᵉ division a subi ce matin le feu de l'artillerie ennemie postée sur les hauteurs de Chahaignes, et le combat d'infanterie s'est bientôt engagé. L'ennemi a été repoussé, et 200 prisonniers faits ; nous avons perdu environ 20 hommes; le combat a duré jusqu'à midi. » La lutte n'était cependant pas terminée dans cette direction ; tandis que le général Barry se mettait en retraite par Jupille sur Ecommoy, la brigade française du colonel Bayle accourait, par ordre du général de Jouffroy, de Courdemanche. Elle avait dépassé Saint-Pierre-du-Lorouer et atteignait Brives, lorsqu'elle fut vivement attaquée par la brigade Leehmann, et rejetée dans la direction de Saint-Pierre et Saint-Vincent-du-Lorouer.

A notre droite, du côté du 21ᵉ corps, l'action était plus vivement engagée; l'amiral Jaurès avait rejoint la division Rousseau, et lui avait amené des renforts.

(1) Cette division avait reçu l'ordre de s'avancer jusqu'à Bouloire, mais sa concentration avait été retardée, et elle n'avait pu dépasser Ardenay, lorsqu'elle fut attaquée.

(2) Twardowski. *Die Gefechte des III Armee-Corps bei le Mans.*

La 1[re] division se tenait en avant de Connerré.

La 2[e] couvrait les route de Bonnétable et de la Ferté-Bernard, commandant la vallée de l'Huisne et le chemin de fer de Chartres.

La 3[e] division avait sa 1[re] brigade à Savigné-l'Évêque, la 2[e] en avant sur la route de Ballon. La division de Bretagne à Montfort avec une brigade, l'autre à la Belle-Inutile.

Les Allemands s'avançaient en plusieurs colonnes : à leur extrême droite, la 4[e] division de cavalerie atteignait Bellême, et marchait sur Bonnétable ; elle était vigoureusement attaquée par les francs-tireurs. Au centre, sur la grande route de la Ferté-Bernard au Mans, le grand-duc de Mecklembourg conduisait la 17[e] division d'infanterie, la 22[e] se trouvant en réserve. Après avoir dépassé Sceaux, les Allemands rencontrèrent une vive résistance, ils s'emparèrent cependant de Vouvray détruit par leurs obus. La 17[e] division prussienne se trouvant trop engagée, la 22[e] dessina un mouvement tournant sur notre gauche, vers Tuffé. A notre droite, le 26[e] de ligne, attaqué à Thorigné par le détachement du général Rauch, commandant la brigade de cavalerie du grand-duc, s'était replié sur Connerré ; à la Belle-Inutile enfin, le 62[e] de ligne de la division de Bretagne avait affaire au détachement du comte Lynar (de la 6[e] division du 3[e] corps) que nous avons vu précédemment appuyer sur la droite, d'après les ordres du prince Charles. Quatre pièces vinrent soutenir l'attaque des Allemands qui s'emparèrent de la position. A l'entrée de la nuit, les Français et les Prussiens reprirent en même temps l'offensive ; les fusiliers marins et le 19[e] de ligne attaquèrent inutilement Thorigné ; l'ennemi se jeta sur Connerré et fut repoussé par le 5[e] bataillon de fusiliers marins. Accablées de fatigue, nos troupes durent se rabattre sur Pont-de-Gennes et Montfort.

Des deux côtés, on se disposa à reprendre la lutte avec plus d'acharnement encore : le général Chanzy prescrivit à tous ses chefs de corps d'attaquer sur tous les points à la fois. « Si l'ennemi avance aussi effrontément, écrivait-il, c'est, il est pénible de l'avouer, parce que nous ne lui opposons nulle part une résistance sérieuse, alors que nous disposons partout de forces au moins égales aux siennes. »

A la suite, le commandant en chef de l'armée française énumérait les mouvements suivants :

1° Une brigade de la 1[re] division du 16[e] corps reprendra Parigné ;

2° La cavalerie se portera sur Grand-Lucé, pour rallier le général de Jouffroy ;

3° Sur la rive droite du Loir, l'amiral Jauréguiberry dirigera une attaque dans le flanc gauche de l'ennemi, marchant de la Chartre sur le Mans ;

4° Sur la route de Saint-Calais, le général de Colomb reprendra Ardenay, à la pointe du jour ;

5° Sur l'Huisne, le général Jaurès attaquera Thorigné et Connerré.

A toutes les observations de ses généraux sur la fatigue et l'épuisement, — malheureusement trop réels de ces jeunes troupes, le général Chanzy ne répondait que par ces mots : « Je maintiens mes ordres : qu'on reprenne les positions (1). »

Les instructions du prince Charles portaient le 7 au soir :

(1) Cette fermeté indomptable, cette énergie que chaque défaite accroît, ne fait-elle pas involontairement songer au début de la guerre ? Que n'eût pas fait, à Rézonville et à Saint-Privat, un tel homme de guerre avec les héroïques troupes de Metz !

« Le 13e corps continuera son offensive sur les deux rives de l'Huisne : à droite, sur la route de Bonnétable-le-Mans; à gauche, par Saint-Mars-la-Bruyère. Le 3e corps devra se porter directement d'Ardenay sur le Mans, mais agir en même temps, par un détachement de flanc gauche, sur la route Grand-Lucé, Parigné-l'Évêque. Le 9e corps sera prêt à soutenir le 3e vers Bouloire, et poussera en même temps un détachement sur Thorigné. Le 10e corps poursuivra par la route Grand-Lucé-le-Mans. »

Après avoir communiqué son projet d'opération au prince Charles, le commandant du 3e corps allemand, général Alvensleben, résolut d'attaquer avec une seule brigade Yvré-l'Évêque, et de dessiner avec ses trois autres brigades un mouvement tournant sur Changé (une dépêche reçue le matin l'autorisait à ne pas envoyer de colonne sur Parigné).

La 12e brigade fut désignée pour se porter sur notre front, tandis que la 11e, venant d'Ardenay, la 9e de Gué-de-l'Aune, et la 10e de Challes, prendraient Changé comme objectif. Les quatre brigades se mirent en marche par quatre chemins différents. La 9e brigade s'avançait, un bataillon du 48e en avant-garde, lorsqu'elle fut attaquée, à la pointe sud du bois de Loudon, par la brigade Pereira, que le général Deplanque dirigeait sur Parigné, d'après les instructions du général Chanzy.

En un instant, le 3e chasseurs à pied, qui formait tête de colonne, eut repoussé l'avant-garde allemande; mais le général Stulpnagel détacha deux autres bataillons du 48e, puis un du régiment de grenadiers n° 8 sur sa gauche, laissant à la 10e brigade, qui s'avançait de Challes, la tâche de défendre Parigné. Notre artillerie, placée en haut du village, ouvrit le feu contre la brigade Schwérin, qui accourait au combat, tandis qu'au nord les tirailleurs du 39e et du 75e contenaient les Allemands dans le bois de Loudon. Un peu avant midi, trois batteries prussiennes se plaçaient au nord des Grenouillères et tiraient sur nos pièces, tandis que 3 bataillons de la 10e brigade (2 du 12e régiment, 1 du 52e) se portaient au nord, et qu'un bataillon du 52e attaquait Parigné par la route de Challes. A midi et demi, la brigade Pereira était presque entièrement rejetée dans le village. Les instructions du général Chanzy prescrivaient au général de Jouffroy de se porter à Parigné pour se rallier à la brigade du 16e corps. Ces ordres ne furent qu'imparfaitement exécutés : le 70e mobiles seul rejoignit vers onze heures et demie.

A une heure, sur l'ordre du général Schwérin, 2 bataillons du 12e régiment allemand, 2 du 52e, soutenus par un bataillon du 3e chasseurs (10e brigade) et un de grenadiers, se jetèrent sur Parigné au nord et à l'est. Le colonel Pereira rallia quelques compagnies dans la grande rue du village, et parvint à reprendre à l'ennemi quatre mitrailleuses. Mais les pertes étaient telles, que la retraite était forcée. La brigade se replia en désordre sur Ruandin, tandis que le 70e mobiles rejoignait le général de Jouffroy vers Brette. La journée nous coûtait 1,386 hommes tués, blessés ou disparus (1).

A l'aile droite de la 5e division allemande, la 12e brigade s'était avancée à 11 heures par la grande route d'Ardenay sur Yvré-l'Evêque. Un bataillon du 64e fut dirigé sur la droite, et s'empara facilement du village de Saint-Mars. Aux environs de Saint-Hubert, la 12e brigade

(1) Il est permis de croire que les disparus entraient pour les 4/5 au moins dans ce total, nous trouvons, en effet, dans l'intéressante relation allemande du capitaine von Twardowski (*Die Gefechte des III Armee-Corps bei le Mans*), attaché pendant la guerre à l'état-major du 3e corps que la 5e division s'empara de 2,000 prisonniers (en comptant ceux du 70e mobiles non compris dans le total ci-dessus).

ut vivement attaquée par la division de Bretagne du général Gougeard : tous les efforts de l'ennemi pour pousser en avant demeurèrent infructueux, et ce n'est qu'à grand'peine que ses compagnies déployées en tirailleurs purent demeurer dans le bois. Vers le soir, les Allemands, reconnaissant l'inutilité de leur tentative, appuyèrent sur la droite : quelques compagnies du 24ᵉ, soutenues par un bataillon du 64ᵉ, se précipitèrent de trois côtés sur Champagné, et s'emparèrent de ce village.

Au centre (*des positions du* 3ᵉ *corps*) la 11ᵉ brigade conduite par le colonel Flatow avait incliné à droite de la route d'Ardenay sur Changé. A 3 heures, le bataillon de tête (2ᵉ bataillon du 35ᵉ) se heurta à l'est de Gué-la-Hart, à la brigade Ribell qui occupait une ligne continue de Changé jusqu'à l'Huisne, par la Brosse, la Ronde et les Arches. La ferme de la Pelouse fut rapidement enlevée, et l'ennemi poussa jusqu'à 2 kilomètres de Changé ; mais le 62ᵉ de marche qui tenait nos avant-postes ne recula que pas à pas, donnant le temps à 2 bataillons du 33ᵉ mobiles et à quelques compagnies du 37ᵉ d'accourir.

Les Allemands ne purent alors se maintenir : successivement, ils appelèrent sur le front un bataillon du 20ᵉ et un du 35ᵉ, tandis qu'un bataillon du 35ᵉ, appuyé par 3 compagnies du 20ᵉ, tournait notre aile gauche, à Amigné-le-Château, et qu'un bataillon du 20ᵉ se dirigeait sur notre droite. Toutes ces attaques étaient vigoureusement contenues, lorsque la 9ᵉ brigade arriva de Parigné, et attaqua au sud, tandis que la 11ᵉ brigade s'avançait au nord et à l'est. Devant de telles forces, la brigade Ribell, après avoir inutilement attendu les renforts que devait lui envoyer le général de Roquebrune, dut céder Gué-la-Hart, et se replier sur Changé. Des barricades furent élevées dans toutes les rues par les soins du lieutenant-colonel Mallet du 32ᵉ de marche. Aux 11ᵉ et 9ᵉ brigades du 3ᵉ corps, se joignit bientôt la 10ᵉ accourue à son tour de Parigné. La nuit était venue, lorsque l'ennemi attaqua Changé avec toutes ses forces. La lutte dura longtemps : il fallut enlever chaque maison, et emporter les barricades. A 8 heures enfin, nos troupes étaient en retraite. La brigade Ribell avait perdu environ 1,500 hommes. Sur ce nombre, il est vrai, plus de 1,000 étaient prisonniers (Dans le seul village de Changé, 800 hommes étaient restés aux mains de l'ennemi.)

La journée coûtait au 3ᵉ corps qui avait combattu à Parigné, à Yvré, Champagné et Changé, 33 officiers et 483 soldats.

Tandis que le 3ᵉ corps s'avançait ainsi au centre, la division du 9ᵉ corps était concentrée à Bouloire, prête à soutenir le 3ᵉ corps ou suivant le cas, le 13ᵉ à l'aile droite.

Au sud, le 10ᵉ corps n'avançait que lentement. Le général Voigts-Rhetz adressait la dépêche suivante au prince Charles : « La marche d'aujourd'hui a été très-dure. J'ai atteint Grand-Lucé, sans éprouver de résistance. J'ai poussé une avant-garde vers Parigné et j'établirai les troupes qui en partie ne sont pas trop en arrière autour de Grand-Lucé, y compris le général Woyna et l'artillerie de corps. »

De son côté, le grand-duc de Mecklembourg écrivait au quartier général : « Je n'ai pas de nouvelles de la 4ᵉ division de cavalerie qui devait atteindre Bonnétable par Cosmé. Le détachement de flanc droit de la 22ᵉ division, composé de 3 bataillons, 2 escadrons, une batterie, qui devait prendre la direction de Savigné-l'Évêque, pour soutenir la 4ᵉ division de cavalerie, s'est dirigé sur Bonnétable contre mes intentions. Arrivé seulement vers onze heures, il ne lui a pas été possible d'établir sa liaison avec la 4ᵉ division de cavalerie, Roupereux étant occupé par de nombreux francs-tireurs. La 22ᵉ division d'infanterie (7 bataillons, 6 batteries, 8 escadrons) a passé l'Huisne aujourd'hui à Sceaux, pour marcher ensuite

sur Lombron, par Beillé. Le détachement du général Rauch, de la 17e division, qui avait atteint en même temps Connerré, devait s'avancer en liaison avec elle. Après que la division eut chassé l'ennemi de Beillé et de la plus grande partie de la forêt qui se trouve à l'ouest, elle a été attaquée de La Chapelle par des forces bien supérieures, de sorte qu'elle n'a pu s'avancer davantage.

« La 17e division se trouvait, depuis huit heures du matin, en marche sur Saint-Mars. Mais, comme le détachement du comte Lynar (3e corps) se portait en même temps sur ce point, elle résolut de passer l'Huisne avec l'avant-garde, et tenta le passage vers Pont-de-Gennes. Ce point étant, comme Montfort, occupé fortement par l'ennemi, elle ne réussit pas à emporter le passage... Pour demain, j'ai l'intention de tenir simplement devant Pont-de-Gennes, pour continuer l'offensive sur la rive droite avec la 22e division. »

Tous les efforts du 13e corps avaient donc été inutiles : de ce côté, au moins, les Allemands avaient été contenus ou repoussés par le 21e corps, que cette lutte incessante avait malheureusement épuisé.

« Je voudrais, écrivait au général Chanzy leur chef, l'amiral Jaurès, je voudrais pouvoir répondre à votre désir de nous voir prendre promptement l'offensive ; mais la division Rousseau est vraiment presque une division à reformer. En ce moment même, les chefs de corps les plus énergiques viennent dire que leurs hommes ne peuvent *se lever,* et ils me supplient de ne pas leur demander plus que les forces humaines ne peuvent supporter. Je ne sais vraiment comment je m'en vais faire pour les faire marcher ce soir. Enfin, si c'est possible, ça se fera. Tout le monde me dit que non : nous le verrons bien. »

Le soir du 10 janvier, toutes nos troupes étaient donc rejetées sur le Mans, à l'exception du général de Curten, qui n'avait pu rejoindre. L'amiral Jauréguiberry allait arriver dans la nuit avec trois faibles brigades, débris épars de nos colonnes mobiles. Une bataille était imminente pour le lendemain.

Le terrain sur lequel elle allait se livrer était favorable à la défense : au nord s'étend un vaste plateau dont le centre est la commune de Sargé. Les pentes de ce plateau, dirigées vers Savigné-l'Évêque, sont à 6 ou 7 kilomètres du Mans. Celles qui descendent sur l'Huisne, entre Parance et Yvré, sont escarpées, et rendent l'accès difficile. Au centre, le plateau d'Auvours commence au village de Champagné, et se termine à 1 demi-kilomètre d'Yvré. Son étendue est de 3 kilomètres, son altitude de 113 mètres, tandis qu'au nord de Champagné, le terrain s'abaisse à 53 mètres et à 84 au sud du chemin de fer et de la route d'Yvré-l'Évêque. Partout le sol est coupé de chemins creux, bordés de haies épaisses, obstacles naturels derrière lesquels pouvaient s'abriter nos tirailleurs. Trois plates-formes avaient été établies pour l'artillerie (1) : la première au-dessus du hameau du Polucan ; la seconde à 400 mètres plus à gauche ; la troisième au-dessus du château d'Auvours. Ces batteries devaient être reliées entre elles : le temps, — les bras plus probablement, — avaient manqué pour achever les travaux. Au sud du Mans, se trouve la hauteur du *Tertre-Rouge* (*la Tuilerie*), qui doit son nom à la couleur du sable. « C'est véritablement la clef de la ville (2), » car on domine de là les routes importantes qui viennent aboutir au carrefour de

(1) Rapport de M. le baron de Laborde, maire d'Yvré-l'Evêque publié dans la *Bataille du Mans*, par D. Mallet.

(2) *La bataille du Mans*, par D. Mallet.

Pontlieu, en face d'un très-beau pont qui forme de ce côté le passage le plus sûr pour entrer au Mans.

Le général Chanzy avait fait établir deux batteries; l'une, à droite de la route de Mulsanne, comptait quatre pièces de 12 et deux mitrailleuses, la seconde à la gauche deux pièces et six mitrailleuses. Notre canon pouvait fouiller les bois de sapins entre les Mortes-Aures et Ruandin; l'ennemi obligé de franchir à découvert un vaste espace pour aborder le plateau, devait être arrêté par nos tirailleurs abrités derrière des épaulements.

Le 10 au soir, le général Chanzy donnait ses instructions aux chefs de corps :

« L'armée française, écrivait-il, devra occuper :

« 1° En avant de Pontlieue, les hauteurs qui vont d'Arnage jusqu'au dessus de la gare d'Yvré-l'Évêque, et que borde le chemin aux Bœufs. La défense en sera assurée entre la Sarthe et la route de Tours, par les troupes de Bretagne aux ordres du général Lalande (1). De la route de Tours à la route de Parigné, par la division Deplanque du 16° corps, laissant toutefois la brigade Ribell sur les hauteurs au-dessus de Changé qu'elle a défendues aujourd'hui si vigoureusement, jusqu'à ce qu'elle ait pu être remplacée sans inconvénient par les troupes du 17° corps. De la route de Parigné, jusqu'à la gare d'Yvré par les divisions Roquebrune et Jouffroy du 17° corps, la 1re à droite s'appuyant à la route de Parigné, et menaçant ce village qu'il serait important de reprendre à l'ennemi; la 2° (Jouffroy) à hauteur de Changé, se reliant par sa gauche avec la division Pâris établie sur le plateau d'Auvours.

« Lorsque les 2° et 3° divisions du 16° corps seront rentrées dans leurs lignes, elles s'établiront en réserve autour de Pontlieu, et l'amiral Jauréguiberry prendra le commandement supérieur de tout le secteur qui vient d'être indiqué.

« 2° Entre l'Huisne et la route de Saint-Calais par les troupes de la 2° division du 17° corps, sous les ordres directs du général de Colomb, occupant fortement le plateau d'Auvours, conjointement avec les troupes de la division Gougeard du 21° corps, en partie sur ce plateau et en partie le long de l'Huisne, pour garder les ponts et les villages de Champagné et de Saint-Mars-la-Bruyère.

« Tout ce secteur sera sous le commandement supérieur du général de Colomb, qui devra faire tous ses efforts pour refouler l'ennemi au delà d'Ardenay, et pour occuper de fortes positions sur les routes de Paris et de Saint-Calais.

« 3° Entre l'Huisne et le cours supérieur de la Sarthe, à partir des hauteurs qui dominent Connerré sur la rive droite par le 21° corps, selon les dispositions que prendra le général Jaurès pour conserver ces hauteurs, Pont-de-Gennes, Montfort, défendre les mamelons qui dominent Yvré-l'Évêque sur la rive droite, et parer à toute attaqne venant des directions de Bonnétable ou de Ballon, sur les positions assignées au 21° corps, en avant de Sargé.....

« Il faut sur ces positions, disait le général Chanzy, résister à l'ennemi aussi longtemps que dureront ses efforts.... Les fuyards seront ramenés sur les positions et maintenus sur la première ligne des tirailleurs.... Ils seront fusillés s'ils cherchent à fuir.... Le général en chef n'hésiterait pas, si une débandade venait à se produire, à faire couper les ponts en arrière des lignes pour forcer à la défense à outrance....»

(1) Mobilisés bretons venant du camp de Conlie.

Dans le camp ennemi, le prince Frédéric-Charles prenait les dispositions suivantes :

« Quartier général de Bouloire, 9 heures soir.

« Le 13ᵉ corps qui a marché aujourd'hui par la rive droite de l'Huisne sur Savigné-l'Évêque se portera demain, 11 janvier, de Savigné sur le Mans. Au 13ᵉ corps échoit la mission de couper la ligne du chemin de fer du Mans à Alençon, et s'il est possible, celle du Mans à Laval.

« Le 3ᵉ corps... reconnaîtra demain le terrain vers le Mans.

« Le 9ᵉ corps s'avancera demain sur la route Bouloire-le-Mans, et sa tête sera à 11 heures du matin à Saint-Hubert-les-Rochers pour prendre part à la lutte, s'il le faut. La 2ᵉ division de cavalerie assurera la liaison, à travers la vallée de l'Huisne, avec le 13ᵉ corps. Le 10ᵉ corps qui a atteint aujourd'hui Grand-Lucé continuera demain vers le Mans par la route de Château-du-Loir au Mans.

« Une brigade de cavalerie avec du canon et un détachement d'infanterie restera en marche sur la route de Grand-Lucé au Mans.

« Un détachement de flanc gauche reconnaîtra le pays vers la Sarthe, au dessous du Mans. A lui revient la tâche de couper le chemin de fer du Mans à Tours (1). Il devra ensuite essayer de détruire la voie importante du Mans à Angers. »

En adressant ces instructions à ses généraux, l'intention du prince Charles n'était pas de livrer une bataille décisive : la situation ne lui était pas entièrement favorable ; ses deux ailes étaient trop en arrière, pour qu'il pût espérer des résultats complets. Au nord, le 13ᵉ corps ne gagnait pas de terrain : il était depuis deux jours retenu à peu près sur place par le 21ᵉ corps français.

Au sud, le 10ᵉ corps n'était encore qu'à Grand-Lucé, c'est-à-dire à 25 kilomètres environ du carrefour de Pontlieu.

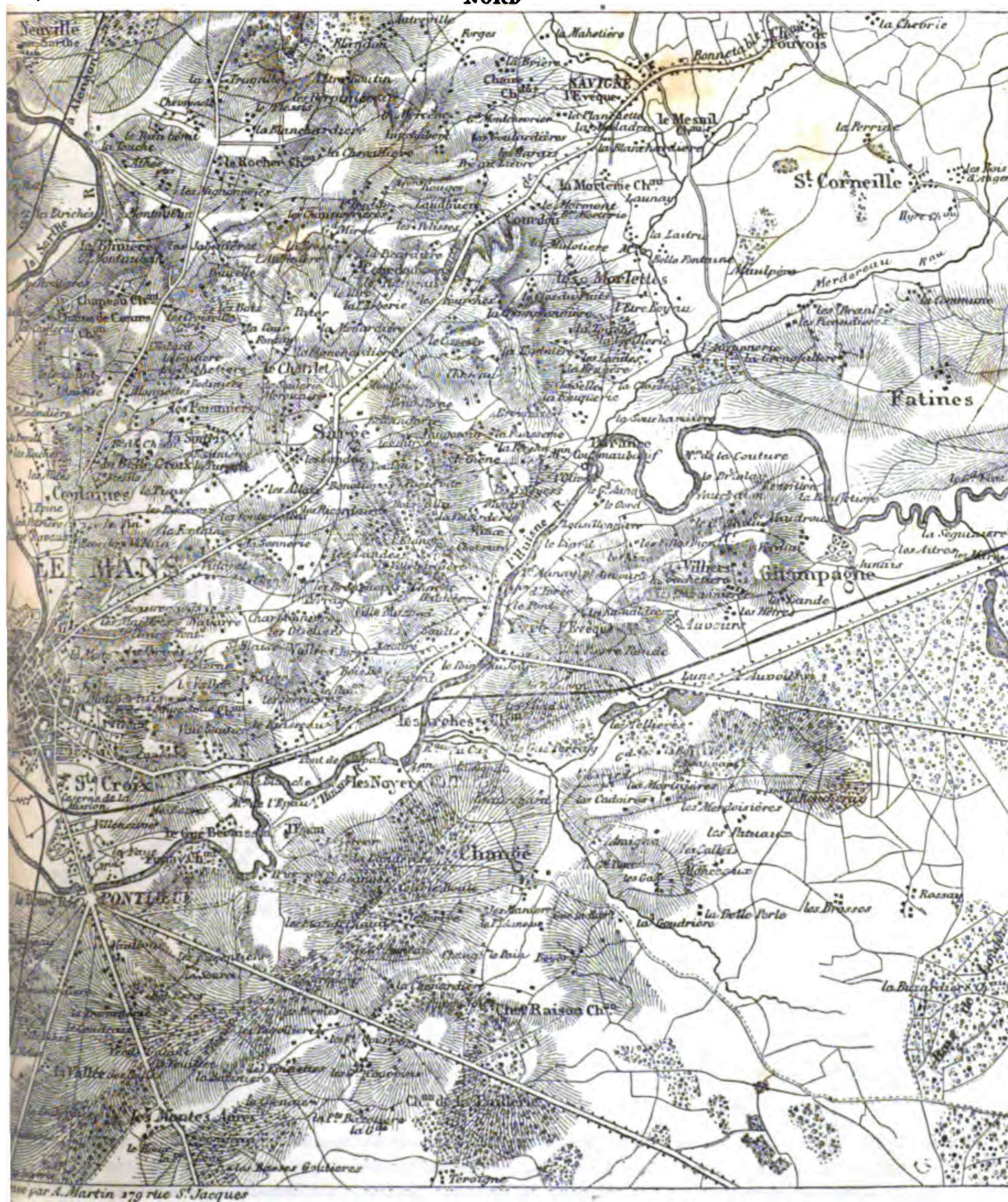
Le plan du prince Charles était de déborder le Mans par le nord et le sud, et de pousser ensuite une attaque à fond. Coupés de la route d'Alençon par le 13ᵉ corps, les Français n'auraient plus alors que les deux routes de Sillé-le-Guillaume et de Saint-Jean-sur-Erve, menacées de flanc par les 13ᵉ et 10ᵉ corps. Il était donc indiqué d'attendre un jour, d'autant plus que le 3ᵉ corps, enfoncé en coin au milieu de l'armée française, pouvait être très-exposé. Il n'était pas probable qu'une attaque de flanc vînt du 21ᵉ corps, qui avait devant lui le grand-duc de Mecklembourg ; mais le retard du général Voigts-Rhetz permettait à l'amiral Jauréguiberry de tenter ce mouvement.

A toutes ces considérations, venait s'ajouter encore cette dépêche du chef d'état-major du 3ᵉ corps : « Comme le 3ᵉ corps a combattu deux nuits durant, occupant ses journées à marcher, je prie Votre Excellence de ne pas ordonner une marche de bonne heure demain, afin de donner un peu de repos aux troupes, en vue surtout de l'effort qu'elles vont avoir à faire bientôt. »

Quant à l'hypothèse d'une offensive générale prise par les Français, le prince Charles

(1) La ligne du Mans allait être coupée dans la nuit même par le capitaine du génie Neumeister qui était parti de Saint-Vincent et, après une marche de 26 kilomètres, arrivait, après avoir traversé les colonnes françaises avec 40 hommes à Ecommoy. Le télégraphe détruit, les rails enlevés, le détachement rentrait au point du jour à Saint-Vincent, et repartait aussitôt. « Ainsi, écrit le capitaine Gœtz, du 10 au matin jusqu'au 11 au soir, ils parcoururent 105 kilomètres. »

BATAILLE DU MANS



Echelle de $\frac{1}{80.000}$

ne s'y arrêtait sans doute pas. Nous trouvons, d'ailleurs, cette phrase dans ses instructions antérieures de plusieurs jours : « ... Ces combats isolés livrés par les troupes françaises ne leur permettront pas de risquer une grande bataille. »

Mais, dans la nuit, une dépêche du grand-duc de Mecklembourg avertit le prince qu'il s'attendait à une lutte importante. Le commandant de la deuxième armée allemande écrivit aussitôt au général Alvensleben : « Votre Excellence aura reconnu, par les nouvelles du 13e corps (1) de cette nuit, qu'un sérieux combat est imminent pour lui aujourd'hui à l'ouest de Connerré, pour pouvoir marcher sur Savigné. Il ne peut y avoir d'autre soutien que si le 3e corps engage lui-même demain, aussitôt que possible, une action décisive sur le Mans. Le 9e corps agira également dans le même but (2). »

La bataille s'engage sur notre gauche : un détachement de la 22e division allemande (3 bataillons, 2 escadrons, une batterie), sous les ordres du colonel Beckedorff, marche sur Savigné-l'Évêque par la route de Bonnétable, et se heurte à la 3e division du 21e corps, qui l'empêche de pousser plus avant.

A la droite du 21e corps, la 2e division livre un combat plus sérieux : la 17e division prussienne, après avoir remonté jusqu'à Connerré, se relie à la 22e, et s'avance contre la ligne La Chapelle-Lambron.

A midi, l'action est générale de ce côté : le 56e de marche, soutenu par quatre compagnies du 10e bataillon de fusiliers-marins, tient vigoureusement; mais notre front semblant trop étendu, le général Colin donne l'ordre de se replier sur les positions de seconde ligne qui lui ont été indiquées à l'avance. La 1re brigade s'échelonne sur les crêtes, à l'ouest des Grands-Vaux, tandis que la seconde occupe les hauteurs et les bois que traverse la route de Saint-Célerin à Lambron.

A la fin de la journée, la 1re brigade recule jusqu'aux coteaux de Lambron; l'amiral Jaurès tente de lui faire reprendre les positions perdues; mais la nuit rend cette tentative inutile.

A Pont-de-Gennes, la 1re division du 21e corps n'est pas attaquée; le soir seulement, un fort détachement de la 17e division allemande traverse le pont du chemin de fer et marche sur Montfort.

Le 58e de marche tient d'abord tête aux assaillants; mais, accablé sous le nombre, il va céder et livrer la route, lorsque l'amiral Jaurès détache quelques compagnies du 94e de ligne et du 5e bataillon de marins, qui se jettent sur l'ennemi, le repoussent, et s'abritent derrière une barricade pour parer à toute surprise.

A notre gauche donc, le grand-duc de Mecklembourg n'a pu accomplir les ordres du prince Charles : le mouvement tournant au nord du Mans a complétement échoué (3).

Au centre, le 3e corps allemand débute, vers huit heures du matin, par l'attaque de Champagné, qu'il a dû évacuer dans la nuit, après l'avoir pris la veille. Une colonne de

(1) La dépêche du grand-duc de Mecklembourg était arrivée par le quartier général du 3e corps.

(2) Les résolutions du prince Charles avaient peut-être été modifiées également par un télégramme reçu de Versailles, et qui portait : « Les journaux de Bretagne parlent d'une retraite possible de Chanzy sur la Bretagne. Le camp de Conlie serait transporté plus loin. »

(3) Vers deux heures, le grand-duc écrivait au feld-maréchal : « ... Le corps d'armée n'a plus que cinq bataillons de troupes fraîches... Il n'a pas été possible de livrer aujourd'hui une action décisive, et il ne faut pas attendre cela du 13e corps encore demain. »

6 compagnies du 64e régiment, avec 4 canons, se porte par la forêt sur le village que défend le colonel Bell avec quelques détachements du 25e de marche et des mobiles de la Loire-Inférieure.

Au début de l'action, le colonel Bell est tué, et le commandant du bataillon de Saint-Nazaire tombe à côté de lui. Après une heure et demie de lutte, l'ennemi est maître du village : il maintient sa position, attendant l'arrivée de la 18e division.

Le prince Charles s'était empressé d'envoyer au général Manstein l'ordre suivant : « Faire marcher sur le champ l'avant-garde sur Champagné, et chercher à se rendre maître des hauteurs à l'ouest de ce village, où l'on pourra sans retard établir l'artillerie sur des emplacements favorables (1). »

Tandis que le combat s'arrête un instant devant Champagné, il s'engage avec une extrême violence plus au sud, au château des Arches. L'action débute par une vive canonnade : 10 pièces se placent près du château, et ouvrent le feu sur notre batterie du Luart; mais les Allemands ont une infériorité visible ; en quelques instants, plusieurs de leurs canons sont démontés, « la position ne parut plus tenable, dit le capitaine Twardowski, et la retraite s'opéra en très-bon ordre. » Le général Gougeard lance aussitôt une colonne d'infanterie sur le château des Arches, rempli de blessés prussiens (2).

Cependant, la 18e division, obéissant aux ordres du feld-maréchal, a hâté sa marche ; l'avant-garde, composée de 2 bataillons du régiment de grenadiers n° 11, 1 bataillon du 85e, 2 batteries, 1 escadron de hussards et 2 compagnies du 9e chasseurs, atteint Champagné, et prononce l'attaque par trois côtés différents : du village même, de la Lune-d'Auvours et du Polucan. Le général Manstein conduit lui-même ses troupes soutenues, en réserve, par le détachement du 3e corps qui a le matin enlevé Champagné. Les hauteurs sont bientôt gravies : le 51e de marche à l'est, le 48e au sud résistent d'abord, puis cèdent, et la division Pâris, prise entre deux feux, recule, et se replie précipitamment sur Yvré-l'Evêque. L'ennemi profite de cet instant : il amène une batterie sur la hauteur au nord-est, et dirige son feu vers le sud-ouest.

La position perdue, nul obstacle n'arrêtera plus les Allemands ; ils vont pouvoir pousser sur Changé, puis sur le Mans, l'armée française sera coupée en deux tronçons : la bataille est perdue.

A ce moment, le général Gougeard, comprenant qu'une résolution énergique peut encore tout sauver, fait braquer sur la masse confuse qui s'enfuit deux canons chargés à mitraille, et menace de tirer. « Rappelée à elle-même par l'imminence du danger, écrit le général Gougeard, elle s'arrête hésitante ; quelques malheureux, affolés de terreur, essayent de passer la rivière sur la glace, et s'y noient. » Plusieurs bataillons sont bientôt rassemblés, les mobilisés de Rennes, ceux de Nantes, les zouaves pontificaux qui vont renouveler une fois encore la charge de Patay. A cheval, en tête de sa troupe, le général Gougeard fait sonner la charge, puis, se tournant vers les zouaves, il répète leur devise : « En avant, pour Dieu et la patrie ! » L'ennemi est abordé à la baïonnette, pas un coup de feu n'est tiré. « L'extrême gauche, écrit le capitaine Jacquemont (3), essaya en vain de franchir les parapets d'une

(1) Ch. Mengin. *La bataille du Mans.*

(2) Général Gougeard. *Deuxième armée de la Loire. Division de l'armée de Bretagne.*

(3) Jacquemont. *La Campagne des Zouaves pontificaux en France.*

grande redoute que l'ennemi avait occupée, mais le centre emporta les positions. Ce fut là, derrière quelques maisons, dans un champ planté d'arbres, au sommet du plateau, que la lutte fut le plus acharnée. » A huit heures du soir, le général Gougeard, après avoir été relevé par la division Pâris, revenait à Yvré, où il recevait du général Chanzy la juste récompense de sa bravoure : la croix de commandeur, avec un billet portant ces mots : « Je vous remercie pour aujourd'hui, et je compte sur vous pour demain. »

Malheureusement, le succès n'était pas complet: Sur plusieurs points du plateau, les Prussiens s'étaient, malgré tout, maintenus; du moins la journée avait été sauvée.

Descendons plus au sud maintenant : de ce côté, se livrait depuis le matin un sérieux combat entre le 3e corps allemand et les troupes du général de Colomb.

A Changé, où étaient réunis le matin trois brigades du 3e corps prussien, le général Alvensleben avait décidé, à 9 heures, que la 11e brigade se dirigerait sur le château des Noyers, puis qu'inclinant sur son flanc gauche, elle attaquerait le flanc gauche des Français, de façon à soutenir l'offensive de la 5e division sur le Tertre. A 11 heures, un bataillon du 20e régiment occupe Noyers-Château, tandis qu'un second bataillon lutte contre les tirailleurs français de la division de Jouffroy qui, un moment ébranlés, reprennent bientôt l'offensive, et obligent l'ennemi à appeler à l'aide un nouveau bataillon du 20e, puis deux bataillons du 35e. Voyant sa gauche menacée, l'amiral Jauréguiberry dirige de Pontlieu la brigade Desmaisons sur Noyers-Château, tandis que les deux brigades de la division Le Bouëdec (1) sont avancées vers le chemin aux Bœufs. Le chef d'état-major de l'amiral, colonel de Lambilly, mène lui-même au feu la brigade Desmaisons, qui prononce une vigoureuse offensive de l'Epau, et empêche jusqu'au soir l'ennemi d'avancer. Le colonel de Lambilly est tué à la tête de ses troupes.

A l'aile gauche du 3e corps, la 10e brigade conduite par le général de Schwerin rencontrait une vigoureuse résistance. La division Roquebrune maintenait ses positions de la chaussée de Parigné à l'Epau; vers trois heures, l'arrivée de la brigade Bérard permettait à nos tirailleurs d'avancer à 1,500 mètres des pièces. A quatre heures et demie, le général Schwerin demandait du renfort à Changé, d'où le lieutenant-colonel prussien de Lestoc amenait quelques compagnies de grenadiers, au moment même où de notre côté la brigade Jobey entrait en lutte. A la nuit, l'action s'arrêtait; vigoureusement contenu sur tout son front, le 3e corps ne s'était pas avancé; à six heures du soir, ses avant-postes étaient au nord, près du Château-des-Arches, au centre près du Tertre (2); au sud, la gauche avait été obligée de reculer

(1) Les troupes ralliées de la division Barry avaient été formées en trois faibles brigades; la 1re était commandée par le général Desmaisons : les deux autres (colonel Bérard, colonel Jobey) étaient endivisionnées sous les ordres du général Le Bouédec, nouvellement arrivé.

(2) Nous devons signaler ici une contradiction importante entre le récit du général Chanzy et la version allemande. D'après l'ouvrage du commandant en chef de l'armée française, la position dominante du Tertre ne fut pas prise par les Allemands : « Il paraît, écrivait, dans la nuit, l'amiral Jauréguiberry, que le général de Jouffroy n'a pas conservé ses troupes sur ses positions, car le général de Roquebrune m'informe que le Tertre est occupé maintenant par les Prussiens, et que son flanc gauche est menacé. » D'un autre côté, le capitaine Twardowski écrit : « Après que vers 3 heures, la batterie Knobbe eut pris position sous le feu du Tertre, le major Lehmann fut engagé avec les 7e et 8e compagnies du régiment n° 12, avec mission de s'emparer du Tertre. Cet ordre fut exécuté avec énergie, et à quatre heures et demie, cette ferme tomba en notre pouvoir, et fut gardée contre les retours offensifs. »

Nous ne pouvons que reproduire les deux versions.

jusqu'au château de la Paillerie, après une tentative infructueuse de 2 bataillons du 79e (10e corps) arrivés au dernier moment avec le général Schmidt.

La journée coûtait au 3e corps 39 officiers et 536 hommes.

La division Deplanque, qui continuait la ligne de bataille française au sud, n'avait pas



M. DE KÉRATRY.

été attaquée. Peut-être une vigoureuse offensive dans le flanc gauche du 3e corps eût-elle, de deux heures et demie à quatre heures, forcé l'ennemi à reculer, et nous eût-elle menés à Changé; mais la fatigue des troupes ne permettait, sans doute, pas ce mouvement que les Allemands semblent avoir, d'ailleurs, plus particulièrement redouté sur leur droite.

Vers midi, au moment où le combat était engagé sur toute la ligne, le prince Charles

avait adressé au général Voigts-Rhetz, commandant du 10e corps, la dépêche suivante : « L'ennemi tient bon sur la rive gauche de l'Huisne devant le 3e corps. Votre Excellence voudra bien arriver le plus vite possible sur le champ de bataille. »

Cette dépêche activa la marche du général Voigts-Rhetz : il existait, en effet, entre le 10e et le 3e corps une réelle confraternité d'armes : à Rézonville, ils avaient combattu ensemble ; à Beaune-la-Rolande, le 3e corps était venu à l'aide du 10e. Vers trois heures, les têtes de colonnes de la 20e division arrivaient vers Mulsanne sur la grande route d'Écommoy au Mans. Après un léger combat, contre un détachement de la division Curten, qui cherchait à rejoindre l'armée, et fut forcé de se replier sur La Flèche, le général Kraatz continua son chemin avec dix bataillons. Un peu avant la nuit, l'avant-garde se trouvait en face de la position de la Tuilerie défendue par les mobilisés d'Ille-et-Vilaine. Le bataillon de Saint-Malo, posté en avant, était déployé parallèlement à la route de Mulsanne, occupant avec sa droite le passage d'un étang situé un peu au sud du château des Hunaudières, et couvrant de son extrême gauche le château du Houx. Le premier bataillon de Redon était massé comme réserve près de la batterie de droite, en arrière du chemin aux Bœufs, les deux autres, échelonnés en avant de cette ligne, avaient devant eux leurs grand'gardes et leurs tirailleurs placés le long du ruisseau de l'Anetie, et dans les bois de sapins qui bordent la plaine de l'Hippodrome (1).

Vers trois heures et demie, les batteries de la Tuilerie ouvrirent le feu sur les Allemands. Le général Kraatz disposait de 8 bataillons (il en avait envoyé deux du 79e soutenir le 3e corps à hauteur du château de la Paillerie). Le 17e régiment prussien et deux bataillons du 92e s'avancèrent sur la route, mais ne purent gagner du terrain : deux compagnies de chasseurs à pied venant de Pontlieu et trois compagnies de ligne dirigés d'Arnage, — 400 hommes environ — étaient accourus au secours des mobilisés, et tenaient l'ennemi à distance. « A l'aile gauche — nous croyons devoir copier textuellement (2) — le 1er bataillon du régiment n° 17 s'était avancé jusqu'au pied de la hauteur. Le premier lieutenant de Casimir, qui avait été envoyé en avant *avec la 4e compagnie*, pour établir le contact avec l'ennemi, put, en se servant habilement du terrain, et en chassant les Français de point en point, s'emparer de la chaussée. Il tomba là sur de forts détachements de mobilisés de Bretagne qui, complétement surpris, prirent la fuite. Une ferme à gauche, *la Tuilerie*, abandonnée par eux, tomba en notre pouvoir, ainsi qu'un chemin creux en avant. »

Ainsi, la Tuilerie était prise par une compagnie commandée par un lieutenant !

Le général de Kraatz, aussitôt averti, envoya des renforts, pour parer à un retour offensif des Français : le 1er bataillon du 56e, suivi de détachements des 17e et 92e, vint appuyer la compagnie du 17e.

Le général Chanzy fut informé dans la soirée de ce malheureux événement (3) par cette

(1) *Rapport au ministre de la guerre sur les opérations de la 4e brigade des mobilisés d'Ille-et-Vilaine.*

(2) Twardowski. *Die Gefechte des III Armee-corps.*

(3) Cette panique des mobilisés de la Bretagne a donné lieu à de longues discussions qui ne sont pas terminées aujourd'hui encore : la commission du 4 septembre a consacré un rapport spécial à cette question ; il nous est donc impossible de la passer sous silence, et nous devons résumer très-brièvement les faits principaux.

Les mobilisés de la Bretagne venaient du camp de Conlie, où, depuis plusieurs mois, ils campaient dans la boue, mal équipés, très-imparfaitement nourris et attendant des armes. Ce camp de Conlie était la création de

dépêche de l'amiral Jauréguiberry : « J'apprends que l'importante position de la Tuilerie (route de Mulsanne) a été abandonnée après un échange de quelques coups de canon. Les troupes de Bretagne ont évacué la droite qu'elles occupaient, et le général Isnard de Sainte-Lorette, voyant cela, a évacué la gauche. Il paraît que cela s'est fait si promptement que le général Deplanque ne s'est aperçu de rien. J'envoie le général Le Bouëdec, que j'ai ici sous la main avec quelques troupes, reprendre immédiatement la position, car cette aventure extraordinaire compromet le succès de la journée. .

M. de Kératry qui, parti de Paris en ballon, avait sollicité et obtenu du gouvernement de Tours l'autorisation de réunir une armée en Bretagne dans un camp d'instruction. Il avait indiqué Conlie, et cet emplacement avait été adopté. Pendant un mois environ, les résultats furent satisfaisants : la saison des pluies n'était pas encore arrivée ; l'administration, très-habilement dirigée par M. Carré-Kérisouët et par M. Charlon, arrivait à pourvoir à tous les besoins des mobilisés. Mais, les conditions ne tardèrent pas à être modifiées : les administrateurs des premiers jours furent changés ; le froid et la pluie survinrent ; les misères de ces malheureux devinrent excessives.

M. de la Borderie, dans son rapport, en a tracé un lugubre tableau :

« Aux brumes et aux premières pluies d'hiver avaient succédé les glaces, les neiges, les verglas, et ensuite d'affreux dégels, dont les eaux ruisselantes, inépuisables, ne pouvant être absorbées par un sous-sol argileux, détrempaient si complétement la couche supérieure du sol, que cet humus semi-liquide, remué déjà par un labour récent, délayé par les pieds de cinquante mille hommes, finit par former un vrai cloaque. On n'y pouvait faire un pas sans enfoncer à mi-jambe. Non-seulement l'exercice y était impossible, mais les corvées indispensables pour les vivres, l'eau, le bois, la paille, y devenaient d'une difficulté extrême.

« L'humidité pénétrait sous toutes les tentes, dont plusieurs furent envahies, en diverses circonstances, par de véritables inondations. Les officiers chargés de dresser les états et autres pièces indispensables à l'administration militaire, avaient peine à découvrir un coin sec pour y faire et y conserver leurs écritures. »

Dans ces conditions, le moral de ces malheureux mobilisés ne put résister. Il est une observation qui n'a pas été faite, croyons-nous, et qui a cependant son importance. Le soldat breton, dont les qualités et le courage sont si admirables, demande néanmoins plus de temps qu'un autre pour se former au régiment. A la caserne, cependant, il trouve un bien-être qui lui manquait auparavant ; malgré cela, pendant près d'une année, il est triste, n'apprend pas ce qu'on lui enseigne, ne pense qu'au pays. Si ce sentiment est très-réel chez le conscrit, combien ne dut-il pas être plus impérieux chez le mobilisé, plus âgé, plus attaché au foyer ? Conlie, ce n'était pas encore la caserne lointaine, il est vrai ; mais ce n'était plus le clocher et la chaumière. Le découragement devait donc être immense et, au bout de peu de temps, il fut évident qu'il n'y avait rien à espérer de ces hommes, braves à coup sûr, mais abattus, minés par la fièvre et les privations.

Mais le général Chanzy avait reculé de Vendôme sur le Mans ; chaque jour rapprochait l'ennemi de ville, il fallait songer à utiliser toutes les forces disponibles : le général Lalande qui, à la suite de la démission de M. de Kératry, avait pris la direction du camp, fut invité à se mettre *avec ses troupes* à la disposition du commandant en chef. Le premier soin du général fut d'avertir le général Chanzy de la situation dans laquelle se trouvaient ses soldats ; ils étaient incapables d'un effort sérieux, et pour comble de malheur, ils avaient reçu, la veille seulement, des armes très-défectueuses. Le général Chanzy semble avoir prêté peu d'attention à ces réclamations ; que de fois, en effet, il en avait entendu de semblables ! il ne savait que trop, par expérience, ce que valaient au juste ces levées précipitées, mais à cette heure même, il menaçait ses soldats de faire couper les ponts derrière eux pour les forcer à se battre ; à défaut de la qualité, de la valeur individuelle des troupes, il s'efforçait, du moins, d'avoir le nombre. D'ailleurs, il pensait que ces nouveaux venus se formeraient vite au feu ; il leur confia donc un poste auquel il n'attribuait *momentanément* qu'une valeur secondaire : la Tuilerie. C'est là, nous l'avons vu, la clef de la ville au sud, mais le combat ne pouvait pas gagner jusque-là ; la division du général Curten se repliait sur la route de Mulsanne, elle allait venir couvrir la position. Les mobilisés ne couraient par le fait aucun risque. Ils entendraient le bruit de la bataille, parviendraient à s'aguerrir ainsi, et enfin feraient nombre pour prolonger notre ligne de combat. On sait comment le retard apporté dans la marche du

« Je fais aussi prévenir le général de Roquebrune, qui, manœuvrant par la hauteur, favorisera le mouvement. »

Sur l'ordre de l'amiral Jauréguiberry, le général Le Bouëdec réunit les troupes campées aux environs de Pontlieu, le 39e de marche, le 36e, et un bataillon de mobiles de la Charente. Après plusieurs tentatives infructueuses, le général Le Bouëdec réclama du canon; l'amiral lui prescrivit alors d'attendre le jour. La division Deplanque se formait pendant ce temps en colonne d'attaque dans le chemin aux Bœufs, à droite de la route de

général Curten vint modifier la situation, et permit aux avant-postes du 10e corps allemand de s'emparer de la Tuilerie.

Le général Chanzy annonça l'événement en ces termes au ministre de la guerre : « .... Nous coucherions sur toutes nos positions, sans une panique des mobilisés de Bretagne du général Lalande qui, cédant sans résister devant un retour offensif tenté à la tombée de la nuit par l'ennemi, ont abandonné la position importante de la Tuilerie. » Le ministre de la guerre adressa aussitôt aux préfets une dépêche dans laquelle il attribuait la déroute aux mobilisés bretons. C'était là, par conséquent, la répétition du télégramme du général Chanzy. Cette nouvelle produisit une profonde et pénible sensation ; les journaux bretons protestèrent, et aujourd'hui encore, au sein même de l'Assemblée, de vives discussions sont engagées à ce sujet. Nous nous sommes borné à présenter le récit exact des faits, et nous avons même publié une version allemande que l'on peut considérer comme exacte, sinon même comme officielle, puisqu'elle émane d'un officier attaché au grand état-major. Le fait n'est donc que trop certain ; les mobilisés bretons, victimes d'une panique, ont abandonné sans combat la Tuilerie. Mais, faut-il de là conclure à la lâcheté des Bretons ? Ce serait folie à coup sûr ; car, durant cette guerre, la Bretagne a noblement combattu, et dans nos armées de province, comme à Paris, dans l'armée même du général Chanzy, elle a montré que s'il pouvait se produire quelques défaillances, le courage dominait toujours chez ses enfants.

Les conditions physiques et morales dans lesquelles se trouvaient les mobilisés du camp de Conlie suffisent à expliquer leur panique. On a mis en avant une autre cause : l'armement, et de nombreux rapports ont été publiés à ce sujet; nous n'en dirons qu'un mot.

M. Gambetta, ministre de la guerre, a-t-il *volontairement* refusé aux Bretons des armes de choix, leur a-t-il fait distribuer des fusils se chargeant par la bouche, défectueux, pour amener une défaillance et conclure de là « *à la lâcheté de monarchistes ?* » Mais, il faudrait aller jusqu'au bout, et admettre alors que le ministre de la guerre, « *pour atteindre ce but politique* », n'a pas reculé devant l'idée de faire écraser nos armées par les Prussiens, car ou bien les mobilisés demeuraient au camp de Conlie, et alors des fusils à chargement rapide leur étaient assez inutiles, ou bien, ils étaient envoyés à l'armée, et leur panique prévue, calculée, voulue par le ministre, entraînait évidemment la ruine d'une armée jeune, prompte à l'enthousiasme, mais aussi accessible au découragement.

Les armes étaient médiocres? mais tous les régiments de mobiles n'ont-ils pas reçu au début le fusil à piston? Elles étaient encrassées, et l'on n'avait pas de nécessaires d'armes? Hélas ! au commencement de la guerre, notre armée régulière n'était pas mieux pourvue, et cela n'a pas empêché les chassepots de servir. N'était il donc pas possible de mettre ces armes en état, n'y avait-il donc pas là un chasseur pour apprendre aux mobilisés qu'avec de la graisse, du sable, on peut arriver à nettoyer une arme, non sans doute au point de lui donner la propreté réglementaire, mais suffisamment pour permettre de tirer? La vérité est, croyons-nous, qu'au milieu du découragement profond, nul n'a tenté de réagir; nous en trouvons la preuve dans la déposition de l'amiral Jauréguiberry. On lui présenta plusieurs de ces armes ; il lui fallut un effort vigoureux pour séparer la baïonnette rouillée du canon. Cet effort n'avait donc pas été fait antérieurement ? Mais, plusieurs cheminées n'étaient même pas percées? Plusieurs, combien? Deux ou dix sur cent ? La proportion n'a pas été constatée, et cela seul suffit à prouver qu'elle était minime; dans ce cas, quelque regrettable que fût le fait, il ne désarmait que bien peu d'hommes, et n'empêchait pas les autres de combattre.

Nous n'insisterons pas davantage : la question a fait assez de bruit pour qu'il nous ait été impossible de la passer sous silence. Il ne semble pas que la question des fusils ait eu l'importance qu'on lui prête : la véritable cause de cette défaillance, c'est la misère, les privations constantes du camp de Conlie et, avant tout, le choix déplorable de ce terrain argileux.

Quant à l'honneur de la Bretagne, il n'a pas besoin d'être défendu : à Paris comme en province, il s'est suffisamment affirmé.

Parigné. Il fallut bientôt renoncer à agir : la fatigue des troupes était extrême, et la nouvelle de la prise de la Tuilerie les avait frappées de stupeur.

A quatre heures du matin, enfin, après des efforts désespérés, l'amiral écrivait au général



L'AMIRAL JAURÈS.

Chanzy : « Tout mon état-major est sur la place depuis quatre heures du matin, occupé à réorganiser les fuyards, mais n'y réussit pas. Je suis désolé d'être obligé de dire qu'une prompte retraite me semble *impérieusement commandée.* »

« Il fallut se rendre à l'évidence », écrit le général Chanzy. La démoralisation gagnait : partout nos troupes se repliaient ; le général de Jouffroy annonçait que ses soldats épuisés ne se battraient pas ; le général Deplanque, que si la fusillade venait à reprendre, la débandade serait générale. Le général Barry, enfin, adressait cette laconique dépêche : « Toute l'artillerie partie à cinq heures pour le Mans et Laval. Grand nombre de mobilisés décampent. Attends des ordres. *On ne tiendra pas une demi-heure.* »

Faut-il croire, comme la plupart des écrivains l'ont avancé, que la prise de la Tuilerie seule amenait ce désastre général? Non, à vrai dire, la panique des mobilisés de la Bretagne n'eut pas les conséquences qu'on lui prête : elle fut déplorable sans doute, mais elle ne suffit pas à expliquer la retraite. Depuis cinq jours, il ne faut pas l'oublier, ces troupes se battaient dans de déplorables conditions, puisque *partout*, sauf dans la dernière journée, elles avaient combattu en nombre inférieur. Elles venaient de faire un dernier effort : elles ne pouvaient aller au delà.

Après la bataille, la victoire de Bapaume, le général Faidherbe n'avait pas profité de son succès, parce qu'il estimait qu'avec des troupes aussi jeunes on ne pouvait combattre deux jours de suite : c'était là une exagération.

Le général Chanzy avait commis la faute opposée, il avait demandé à ses troupes plus qu'elles ne pouvaient donner. Il avait eu cette gloire, nous l'avons déjà précédemment montré, nous le prouvons encore ici, d'épuiser les forces de l'ennemi, de le mettre presque à bout : il était impossible d'exiger de l'armée française, levée d'hier, qu'elle montrât plus de ténacité, de force de résistance que l'armée allemande de Rézonville.

Voici ce que le capitaine de Goltz, qui nous a, dans un autre écrit relatif à la campagne de Josne, fourni d'intéressants détails sur la situation des Allemands au 15 octobre, écrit à la date du 12 janvier : « Depuis sept jours, la plus grande partie des troupes réunies sous le commandement du prince Frédéric-Charles soutenait des combats incessants..... Chaque matin, c'était une marche pénible à faire sur des chemins unis comme des miroirs... Et toujours, aussitôt le brouillard dissipé, on passait l'après-midi à se battre. Il fallait alors refouler l'ennemi bien posté dans des positions choisies, préparées à l'avance, et disposant d'une arme à tir rapide et à longue portée. Il ne fallait pas songer, dans ce pays coupé, à faire agir utilement l'artillerie. Notre infanterie s'avançait alors, n'ayant dans la main qu'une arme sans portée, et à feu très-peu rasant. Elle se frayait un chemin dans la neige épaisse, au milieu des haies, des ouvrages en terre, des murs des jardins, et souvent d'inextricables vignes. Mais ce n'était pas tout : il fallait ensuite enlever de vive force des positions derrière lesquelles l'ennemi se tenait bien abrité, ne révélant sa présence que par la fumée de ses fusils. De près, le combat était bientôt terminé, car le fusil à aiguille retrouvait ses avantages. Mais l'ennemi n'attendait pas souvent l'attaque à la baïonnette, il s'échappait à travers ce dédale d'obstacles, pour reparaître quelque cent ou mille pas plus loin, dans des positions semblables. La lutte se prolongeait ainsi jusqu'à la nuit close, jusqu'à ce que l'obscurité permît aux Français de se dérober. Le fruit de notre victoire nous échappait en partie : les résultats obtenus se bornaient à ceux du champ de bataille. Enfin, arrivait la terrible nuit de bivouac glacial. Nos troupes emmêlées par les haies, les buissons, les obstacles de toute sorte, passaient leur temps à se chercher et à se rassembler..... Le service des avant-postes employait tous les hommes, puisqu'il fallait attendre l'attaque souvent de trois, quelquefois de quatre côtés à la fois. Jusqu'au matin,

ce n'était qu'alarme sur alarme. Les instants que les soldats auraient dû employer à se reposer, ils les passaient dans la neige, groupés autour de feux de bivouac, sans parvenir à se réchauffer : toutes les fermes, envahies en un instant, ne donnaient asile qu'à un bien petit nombre. Quant à ce qu'on pouvait faire cuire dans la neige, en plein air, avec du bois trempé d'eau, il est facile de se l'imaginer. Les vêtements imbibés se glaçaient sur le corps des hommes, se dégelaient partiellement auprès du feu, pour se couvrir bientôt d'une croûte de glace.

« Pour donner une idée de l'état de dénûment auquel ce régime avait réduit nos troupes, disons que le 10e corps rentrait plus tard au Mans, après avoir poursuivi l'ennemi, en fuite sur la Mayenne. Ce corps d'armée, en mouvement continuel depuis la chute de Metz, avait plusieurs compagnies dans lesquelles les hommes portaient tous les uniformes possibles de l'armée française, à l'exception toutefois du pantalon rouge, qui eût attiré trop facilement à son porteur une balle de *zündnadel*. La chaussure variait, depuis les sabots jusqu'aux grandes bottes à l'écuyère.

« A l'exception du manteau et de la cotte d'armes (*waffenrock*) que tout le monde portait, à peine aurait-on pu découvrir deux soldats habillés de la même façon. *Environ un tiers des hommes marchaient, le jour du Mans, par* 5 *à* 6 *degrés Réaumur au-dessous de zéro, en pantalons de toile...*

« Quant aux cadres, voici ce qu'ils étaient devenus. Prenons pour exemple le 10e corps :

Le régiment	d'infanterie	n° 56,	de 63 officiers,	n'en avait plus que	15
»	»	n° 57,	»	»	15
»	»	n° 16,	»	»	18
»	»	n° 79,	»	»	20
»	»	n° 92,	»	»	21
»	»	n° 91,	»	»	27
»	»	n° 78,	»	»	28
»	»	n° 17,	»	»	30

« Le 10e corps en entier possédait encore 286 officiers d'infanterie et de chasseurs.

« Les fatigues et les maladies avaient rempli les hôpitaux d'officiers. Ainsi le régiment n° 56 avait laissé 30 officiers malades à Blois.

« Le 3e corps comptait au 5 janvier, au début de la marche sur le Mans, 359 officiers d'infanterie et de chasseurs. Il avait perdu 105 officiers ; et quand cette série de combats fut close, le 13 janvier, malgré un renfort de 22 officiers reçus, il n'en possédait plus que 305.

« La 18e division d'infanterie avait, pour ses quatre régiments d'infanterie et son bataillon de chasseurs, 172 officiers ; la 17e, 131 ; la 22e, 108 seulement, état-major compris. Quant au manque d'officiers subalternes, on peut se le figurer, quand on saura que des compagnies, des demi-bataillons même, furent menés au feu par de tout jeunes officiers de réserve, et même par des vice-feldwebel... »

Dans le camp allemand, les dépêches arrivées de tout côté prouvaient la résistance acharnée des Français. « A l'entrée de la nuit, écrit de Goltz, on dut reconnaître que, malgré l'importance de combats partiels, et quelques heureux faits d'armes isolés, on n'avait pas gagné de résultats décisifs, puisque l'ennemi, quoique ayant perdu du terrain, se tenait partout encore devant le front de l'armée. »

Aussi, dès quatre heures un quart, de son quartier général de Saint-Hubert, le prince Charles adressait les instructions suivantes :

« D'après le peu de résultats décisifs obtenus aujourd'hui, j'ai décidé que le 3e corps occuperait ce soir, avec sa brigade de l'aile droite, la chaussée le Mans-Ardenay, et que ce corps serait placé de telle sorte, que demain il puisse être employé à l'aile droite de l'armée si l'on y a besoin de lui... Le 9e corps, qui a pris aujourd'hui la ligne des hauteurs, entre Champagné et Yvré, se répartira dans cette position, et autour de Champagné, pour tenir le débouché de la vallée de l'Huisne.

« Le 9e corps doit chercher à se lier avec le 13e, et garder la liaison... La tâche prescrite au 13e corps reste la même. »

Le prince voulait porter le principal effort sur son aile droite, pour continuer le mouvement enveloppant, et briser le 21e corps qui, se tenant enfoncé en coin au milieu des forces ennemies, paralysait tous ses projets. On peut dire que la vaillante résistance opposée par l'amiral Jaurès, dans ces derniers jours, aux troupes du grand-duc préserva l'armée française d'un immense désastre.

A dix heures du soir, le prince Charles adressa au grand-duc la dépêche suivante :

« ... Demain matin, les 10e et 3e corps continueront leur mouvement offensif, et le 9e corps, débouchant par Champagné, facilitera l'attaque du 13e. Votre Altesse Royale voudra bien, demain 12, reprendre l'offensive dans la direction du Mans avec une division d'infanterie s'avançant du Lombron, et l'autre plus loin à l'ouest. La 4e division de cavalerie continuera à éclairer le terrain à l'aile droite, vers la Sarthe.

« La destruction de la ligne le Mans-Alençon est très-importante. A cause de la brièveté des journées d'hiver, il faut se mettre en mouvement dès le point du jour. Les nouvelles me trouveront demain à Champagné. »

A quatre heures du matin, arriva ce télégramme du grand-duc : « La 22e division marchera demain matin de Saint-Célerin sur Chanteloup et Savigné; la 17e du Lombron sur Saint-Corneille, et ensuite les 2 divisions sur le Mans. »

A 7 heures et demie du matin seulement, le 12, le feld-maréchal fut informé par une dépêche du général Voigts-Rhetz du succès de la Tuilerie. Après avoir relaté la marche de la 20e division dans la journée du 11, le commandant du 10e corps ajoutait en post-scriptum : « A l'instant, je reçois une dépêche qui m'annonce que le général Kraatz est au ravin de les Mortes-Aures, et qu'il a poussé des bataillons jusque sur les hauteurs du Vert-Galant, sur la route du Mans. Environ 5 bataillons ennemis se tiennent encore dans la forêt, à l'est de cette ferme. »

Les Allemands se disposaient donc à attaquer le 12 au matin, mais le général Chanzy avait ordonné la retraite; à 8 heures du matin, il écrivait à l'amiral Jauréguiberry : « Le

(1) Cette dépêche et les instructions précédemment citées du prince Frédéric-Charles répondent à une opinion assez généralement répandue, d'après laquelle les Allemands étaient décidés à battre en retraite le 11 au soir : le succès inattendu de la Tuilerie aurait seul modifié leurs résolutions. La vérité est que le prince Charles ignorait la prise de la Tuilerie, et que, considérant la journée du 11 comme indécise, — elle ne lui avait, en réalité, pas été favorable, — il se disposait à reprendre, le lendemain, l'offensive. Les chances de victoire devaient lui paraître d'autant plus grandes, que, pour cette dernière et décisive bataille, il allait pouvoir disposer, à son aile gauche, du 10e corps, qui n'avait pas encore combattu le 11.

BATAILLE DU MANS



Echelle de $\frac{1}{400.000}$

LÉGENDE.

16e Corps.	16	En retraite sur la route de Laval.
17e Corps.	17	En retraite sur la route de Sillé-le-Guillaume et d'Evron.
21e Corps.	21	Placé entre le corps d'armée du grand-duc de Mecklembourg et l'armée du prince Frédéric-Charles qui occupe le Mans, le 21e corps arrête l'ennemi jusqu'à la nuit, et opère ensuite son mouvement de retraite sur Beaumont.
Divisions.	I II III	
Réserve.	R	

4	4e Division de cavalerie.	XIIIe Corps Mecklembourg.
17	17e Division d'infanterie.	
22	22e Division d'infanterie.	
III	Brigade du IIIe corps (Alvensleben).	
IX	Division du IXe corps (Manstein).	
X	Divisions du Xe corps (Voigts-Rhetz).	
2	2e Division de cavalerie (Stolberg).	

cœur me saigne, mais quand vous, sur qui je compte le plus, vous déclarez la lutte impossible et la retraite indispensable, je cède. Préparez donc tout pour cette retraite ; qu'elle se fasse le plus lentement, et avec le plus d'ordre possible. Faites tout pour détruire le pont de l'Huisne, dès qu'il ne vous sera plus nécessaire. Mais, disputez, je le répète, le plus longtemps possible l'entrée de la ville à l'ennemi. Il faut que nous ayons le temps de sauver les autres corps d'armée. » Des instructions étaient, en même temps, envoyées à tous les chefs de corps ; le quartier général devait être le soir à Domfront-en-Champagne, le 16ᵉ corps à Chauffour, le 17ᵉ avec sa droite à Lavardin, sa gauche à la Chapelle-Saint-Froy.

La difficulté la plus grande consistait à évacuer la gare du Mans : le 11 au soir, *elle ne contenait pas moins de* 1,200 *wagons ;* jusqu'à la dernière heure, avec son inflexible énergie, le général Chanzy avait résisté aux sollicitations des agents de la compagnie qui le pressaient d'autoriser le départ. Le 12, à cinq heures et demie du matin seulement, le directeur fut prévenu « qu'il était prudent de replier de suite le matériel (1). » Déjà, quelques obus tombaient aux environs de la gare. Dans la nuit même, les difficultés s'étaient encore accrues : 1,450 *wagons étaient sur la voie couverte de* 30 *centimètres de neige !* Enfin, les fuyards envahissaient la gare, « montant sur les marchepieds, les toitures et même les tampons. » Le télégraphe ne fonctionnait plus : les employés avaient quitté leur poste. On parvint, cependant, à former vingt-cinq trains, comprenant plus de mille véhicules ; le dernier s'échappa sous une grêle de projectiles, au moment même où les Allemands pénétraient dans la gare. Il ne tomba dans les mains de l'ennemi que 212 wagons d'approvisionnement, 6 machines. Un seul accident eut lieu, à Louverné (4 kilomètres de Laval) ; on eut à regretter 12 morts et 10 blessés.

Depuis le matin, la bataille était engagée sur toute la ligne, une partie de nos troupes disputait énergiquement le terrain, tandis que le gros des forces se retirait sur les routes indiquées.

Vers midi un quart, le général Manstein faisait savoir au prince Charles « que vraisemblablement déjà, les derniers groupes ennemis étaient repoussés du plateau d'Auvours, et que la brigade Blumenthal, renforcée de 2 batteries, occuperait Fatines et s'avancerait sur Saint-Corneille, prête à venir en aide au 13ᵉ corps. »

A deux heures et demie, le commandant allemand des forces du plateau d'Auvours, général Beyer von Karger, écrivait : « Sur le plateau, et près de la ferme des Ramaldières, qui se trouve au nord, sont en position 4 batteries de la 18ᵉ division ; celle de gauche tire sur Yvré, pendant que les trois autres font feu sur les colonnes ennemies qui se retirent vers Sargé.

De ce côté donc, les Allemands n'avaient, malgré la retraite du gros de nos forces, gagné que peu de terrain.

Au centre, le commandant du 3ᵉ corps, général Alvensleben, après avoir considéré les dangers du mouvement qui lui était ordonné, crut devoir modifier entièrement les dispositions d'attaque : il lui était prescrit de porter son principal effort sur l'aile droite, il jugea plus utile de se tenir sur une vigoureuse défensive aux Noyers et aux Arches, et de s'engager à fond à l'aile gauche, de l'Epau à Pontlieu, en se reliant fortement au 10ᵉ corps.

A neuf heures, déjà les Français, pour que leur retraite ne fût pas remarquée, avaient

(1) Baron Ernouf. *Histoire des Chemins de fer français pendant la guerre.*

très-vivement attaqué au centre : la 10e brigade allemande parvenait difficilement à se maintenir autour du Tertre. A onze heures et demie seulement, le 3e corps se rabattit sur Pontlieu, et établit une forte batterie au château de Funay ; à trois heures et demie, une brigade était à Pontlieu. A midi, déjà le 10e corps s'était avancé sur ce point ; le général Woyna, avec la 19e division, avait canonné la ville, et à trois heures, passé le pont. La brigade de gauche du 3e corps se joignit aux troupes du 10e corps, et l'ennemi pénétra dans la ville. Le général Le Bouëdec avait été chargé de soutenir la retraite avec les gendarmes et deux mitrailleuses. Pendant près d'une heure, il tint bravement, et ne se retira que lorsqu'il fut averti que l'armée était hors d'atteinte ; il avait malheureusement été impossible de faire sauter le pont. Les Allemands se divisèrent en plusieurs colonnes, et poursuivirent dans le Mans un combat acharné ; le maire et les adjoints se rendirent enfin auprès du général Voigts-Rhetz, qui déclara « que la ville payerait une contribution *pénale* de 4 millions. » (La somme fut, tard, réduite de moitié.)

A ce moment, l'armée française était en sûreté : le 16e corps se trouvait à Chauffour ; le 17e près de Domfront, sur la route de Sillé le-Guillaume.

La retraite s'était donc fort heureusement opérée. Dans ces deux journées, l'ennemi avait fait preuve d'hésitations constantes, et cette incertitude prouve bien le respect que l'attitude énergique de nos troupes avait inspiré aux Allemands. Le 12, au matin, le 10e corps, soutenu par l'aile gauche du 3e corps, pouvait entrer dans le Mans par Pontlieu avant midi : la moitié de nos soldats, tous nos wagons tombaient en son pouvoir.

Mais, au quartier général même, on ne croyait pas à un succès aussi prompt : le prince Charles n'était que très-imparfaitement renseigné : l'importance de la Tuilerie lui échappait ; il ne pensait pas qu'une offensive générale sur sa gauche pût avoir le moindre résultat, et il portait toute son attention sur sa droite, prescrivant au 3e corps d'appuyer dans cette direction. Malheureusement, le général Alvensleben avait, comme nous l'avons vu, été mieux inspiré : en se portant sur la gauche (allemande), en se reliant au 10e corps, il avait permis au général Voigts-Rhetz d'entrer dans le Mans. Si les ordres du prince avaient été littéralement exécutés, la ville ne serait tombée que le lendemain au pouvoir de l'ennemi (le 10e corps, trop faible, n'osait attaquer qu'avec l'appui du 3e corps), et tout notre matériel échappait aux Prussiens.

Cette incertitude du feld-maréchal, cette ignorance des résultats obtenus était telle, que, le 12, à quatre heures du soir, alors que ses troupes étaient, en réalité, maîtresses de la ville, le prince Charles ne croyait pas qu'une action décisive fût encore possible le lendemain, et il s'était arrêté à l'idée de faire reposer ses troupes le 13 ; il faut ici citer textuellement : « Il parut, écrit de Goltz, que, ce jour-là, le résultat décisif n'avait pas été atteint ; le combat s'était tenu sur l'aile droite, au pied des hauteurs, entre Huisne et Sarthe. Que ces hauteurs aient été prises dans l'obscurité, et que, d'un autre côté, on eût pu réussir à franchir l'Huisne, cela était fort douteux..... Le commandant en chef résolut de faire du 13 une journée de repos, et de livrer une bataille décisive le 14. »

A quatre heures, à Saint-Hubert, il arrêtait les dispositions suivantes : « Pour livrer combat à l'ennemi qui occupe les positions du Mans, et le faire avec des troupes entièrement concentrées et reposées, la journée du 13 sera employée, par la 2e armée, à se réunir, à faire avancer les convois indispensables, et à faire reconnaître, par des officiers d'état-major, le terrain à attaquer et les passages favorables de l'Huisne et de la Parance. Dans tous les

corps, de forts avant-postes seront placés pour observer l'ennemi, en se soutenant mutuellement. Si les Français troublent notre repos par une attaque, ils nous donneront ainsi l'occasion de combattre sur un terrain non préparé. Le 13[e] corps se concentrera autour de Savigné-l'Évêque, l'aile gauche jusqu'à Saint-Corneille, les avant-postes au delà de la Parance, la 4[e] division de cavalerie couvrant le terrain jusqu'à la Sarthe..... Le 9[e] corps occupera, avec une brigade dans les fermes et avec l'artillerie de corps, le plateau d'Auvours, et préparera le plus d'emplacement de batteries qu'il lui sera possible. Comme, surtout vers Yvré, il se trouve plus de positions favorables que de batteries disponibles, ces emplacements seront à l'occasion cédés au 3[e] corps. L'autre partie de la 18[e] division d'infanterie se répartira autour de Champagné jusqu'à Fatines... Le 3[e] corps demeurera dans son rayon, occupera fortement Château-des-Arches, et reliera ses avant-postes avec ceux du 9[e] corps devant Yvré. La ligne de démarcation, entre le 3[e] et le 10[e] corps, sera laissée au choix respectif des commandants. Le 10[e] corps poussera ses avant-postes jusqu'à l'Huisne, et se tiendra le plus possible en avant. Le 10[e] corps doit faire demain, avec des pionniers et un équipage de pont, une démonstration, aussi ostensible que possible, pour un passage de la Sarthe. » Ces derniers mots suffiraient à eux seuls à prouver le peu d'importance que le prince attachait à ses positions de gauche ; il recommandait de faire une démonstration *aussi ostensible que possible* de ce côté, pour attirer nos forces sur ce point et faciliter l'attaque sur la droite.

Ces ordres ne furent pas expédiés ; au moment même où ils allaient partir, arrivèrent au quatier général les dépêches suivantes :

« Changé, le 12 janvier, 3 h. 1/4.

« Pontlieu est atteint par les têtes de colonne de la division Voyna (19[e]), celles du général Schmidt, et aussi par la 10[e] brigade d'infanterie. Des batteries de la 5[e] division d'infanterie tirent sur le Mans (à 1,200 pas à l'est de Pontlieu). Je fais avancer mon artillerie de corps pour m'emparer, sous sa protection, des hauteurs de l'autre côté de l'Huisne, à l'est du Mans, en supposant que l'ennemi veuille défendre la ville de ce côté ; autrement, les batteries prépareront l'attaque du Mans et des faubourgs. L'Epau est occupé. Aussitôt que j'aurai acquis la certitude qu'aucune attaque ennemie n'est à craindre sur le front, je ferai avancer la brigade de réserve, pour attaquer la ville...

« V. VOIGTS-RHETZ (1). »

A 8 heures du soir, arriva au château d'Ardenay, où s'était transporté le feld-maréchal, la dépêche suivante adressée par le général Stulpnagel au général Alvensleben, son chef de corps : « Je préviens Votre Excellence que je me trouve avec un bataillon du régiment d'infanterie n° 12, le 2[e] et le bataillon de fusiliers du 52[e], au point où la route de Pontlieu-le-Mans traverse le chemin de fer. La 19[e] division, ainsi que des parties de la 20[e], sont déjà arrivées dans la ville même du Mans, jusqu'à la place du marché ; mais il se livre encore un vif combat de rues et de maisons. Je me trouve avec mes troupes entre celles du 10[e] corps, et je me joindrai à elles pour entrer dans la ville... J'attends de nouveaux ordres de Votre Excellence. »

A 8 heures et demie, nouvelle dépêche :

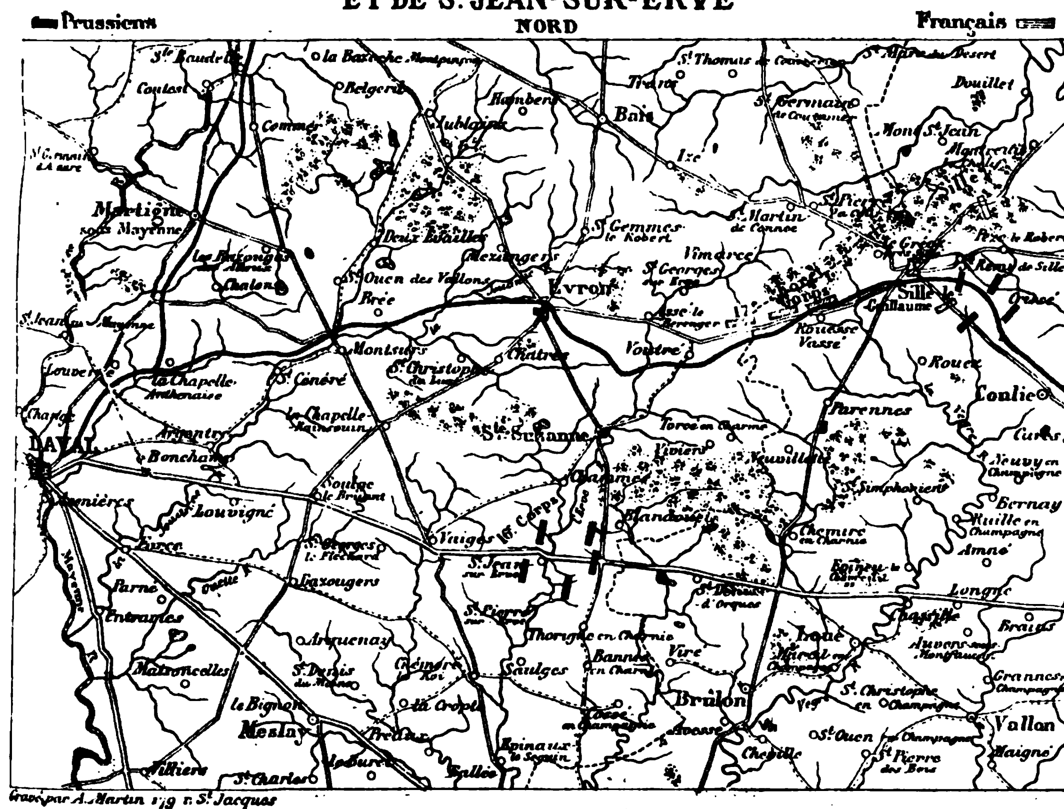
(1) Chef d'état-major du 3[e] corps, et frère du commandant du 10[e] corps.

« Le Mans, 7 heures 3/4 du soir.

« Je suis entré au Mans vers quatre heures avec le 10° corps, après une canonnade d'une heure. Le combat de rues dure encore dans les faubourgs, de l'autre côté. Des milliers de prisonniers, de colossales provisions, des armes et les bagages de l'ennemi sont en notre pouvoir. Arrive en ce moment la tête de la 5° division. L'artillerie de corps est devant la ville.

« V. VOIGTS-RHETZ. »

COMBATS DE SILLÉ-LE-GUILLAUME
ET DE S^T^ JEAN-SUR-ERVE



Ce n'est donc qu'à huit heures du soir que le prince Charles eut connaissance de la prise du Mans. Cette circonstance peut seule expliquer comment la retraite des 16° et 17° corps ne fut pas inquiétée. La résistance vigoureuse de l'amiral Jaurès attirait toute l'attention du feld-maréchal et assurait le salut de notre armée.

A notre gauche, en effet, le grand-duc de Mecklembourg avait eu à livrer un sérieux combat.

Dans la nuit du 11 au 12, l'amiral Jaurès, qui occupait la ligne Pont-de-Gennes, Saint-Corneille, Savigné-l'Évêque, avait reçu l'ordre de replier sa droite sur Auvours et Yvré,

pour soutenir la division Gougeard et le général de Colomb. Le mouvement était commencé, et la division Rousseau se préparait à passer l'Huisne au-dessous de Champagné, lorsqu'arriva l'ordre de retraite : l'amiral Jaurès était prévenu que les 16e et 17e corps se retiraient au delà du Mans. Il devait, avec toutes ses troupes, prendre la direction d'Alençon.

La situation était grave pour le commandant du 21e corps : il avait devant lui toutes les forces du grand-duc de Mecklembourg, qu'il tenait en échec depuis trois jours. Derrière lui, dans quelques heures, les 9e, 3e et 10e corps allaient entrer dans la ville. S'il ne se hâtait pas, l'attaque pouvait se produire de tous les côtés. Mais aussi, marcher sur Alençon, c'était permettre au grand-duc de tourner le Mans au nord, et de se jeter sur les colonnes des 16e et 17e corps, après avoir pris nos bagages et notre artillerie. Enfin, battre en retraite précipitamment, c'était avouer sa défaite, abandonner la journée tout entière à cet ennemi si vigoureusement maintenu jusqu'alors. Sûr de ses troupes qui n'avaient pas été entamées, l'amiral Jaurès prit une résolution vraiment héroïque : il décida qu'il tiendrait jusqu'au soir dans ses positions, de façon à permettre à nos convois débandés de s'écouler, et qu'il reculerait seulement la nuit venue.

Les impedimenta furent envoyés au Mans, avec une partie de l'artillerie, pour ne pas embarrasser la marche. Au moment où les batteries pénétraient dans le faubourg de la Croix-de-Pierre, les Allemands entraient dans la ville. Nos pièces étaient menacées, lorsque le 3e bataillon de chasseurs à pied se jeta sur l'ennemi, et dégagea le convoi, qui put circuler librement.

Un examen attentif du terrain avait, pendant ce temps, montré à l'amiral Jaurès les dispositions qu'il fallait prendre. Un seul pont lui restait pour franchir la Sarthe : celui de Montbizot. Il était donc indispensable de garder la route de Ballon. Enfin, le grand-duc allait attaquer par Sillé-le-Philippe; mais les Prussiens, dont on entendait le canon au Mans, pouvaient remonter, et prendre le 21e corps entre deux feux. Les ordres furent aussitôt donnés et exécutés : le général de Villeneuve dut s'établir, avec la 3e division, sur la route de Bonnétable, à la fourche de Sillé-le-Guillaume ; un détachement de réserve fut placé en arrière, à cheval sur la route faisant front au Mans, pour parer à une attaque de ce côté; la 1re division (Rousseau) et la division de Bretagne (Gougeard) passèrent par Montreuil, la Guerche et Montbizot, pour s'élever de là à Beaumont, et garantir ainsi la possession des deux routes parallèles ; puis la 2e division (Collin), revenant de Saint-Corneille, défila en colonne par sections sur la route de Savigné-Courcebœuf, remontant vers Ballon en culbutant la 4e division de cavalerie du grand-duc.

Vers onze heures, l'action était commencée. Sur la route de Bonnétable, près de Sillé-le-Philippe, se trouve le hameau de Chanteloup, situé sur un mamelon ; à peu de distance, la position est dominée par des collines très-élevées, qui portent le nom de *tertre Rapicault*. Les Prussiens voulurent établir leurs pièces sur ces hauteurs, mais ils ne purent y parvenir : dans ce terrain coupé de profonds ravins, nos tirailleurs tenaient ferme; le 78e mobiles résista énergiquement à Chanteloup; la 22e division allemande, malgré tous ses efforts, ne put déboucher. La 17e division s'empara de Saint-Corneille, qui n'était que faiblement défendu ; mais elle rencontra plus loin une vigoureuse résistance : les mobiles du Calvados, au château de Touvoie, l'empêchèrent de pousser plus avant.

A six heures du soir, le général Villeneuve se trouvait encore à la fourche, ses mitrailleuses postées derrière une barricade, ses bataillons déployés en arrière. Le but était atteint : l'ar-

mée française tout entière était en sûreté. L'amiral Jaurès donna alors à la 3e division l'ordre de battre en retraite par Savigné. L'ennemi n'osa pas nous poursuivre.

« Le général Jaurès, écrit M. de Freycinet, s'était distingué à la retraite de Josnes ; il se distingua plus encore à celle du Mans. Il supporta seul, pendant deux journées, tout l'effort du duc de Mecklembourg, et grâce à sa résistance, l'armée put être sauvée. »

« C'est, dit le général Chanzy, des trois corps d'armée, le 21e qui a de beaucoup le mieux tenu. »

Le grand-duc de Mecklembourg rendait compte de la journée au prince Frédéric-Charles par ces deux dépêches :

Saint-Corneille, 5 heures du soir.

« Les 2 divisions du corps sont arrivées après un vif combat jusqu'au château de Touvoie. L'ennemi fait encore de la résistance, mais il est à supposer que la tête atteindra Savigné. Il n'est pas encore constaté si la 22e division a pu atteindre en partie la route Souligné-le-Mans. Une brigade de la 4e division de cavalerie est envoyée aujourd'hui sur Ballon pour continuer la destruction du chemin de fer, à laquelle on n'a pas réussi hier. Le quartier général du corps est à Montfort... La liaison est établie avec le 9e corps, depuis 1 heure de l'après-midi. »

Montfort, 2 heures du matin.

« Le 13e corps s'est mis en route le 12 janvier à 8 heures du matin : la 22e division de la Chapelle par Saint-Célerin et Torcé sur la route Bonnétable-le-Mans, la 17e par Lombron et de Pont-de-Gennes sur Saint-Corneille. Les deux se sont heurtées à une vive résistance. La 22e division commença le combat près de Chanteloup, et après une lutte acharnée, se trouva en possession de la position de la Croix ; au delà de laquelle, elle poursuivit l'ennemi environ 2,000 pas. La 17e trouva l'ennemi en avant de Saint-Corneille, s'empara de ce village, ainsi que des positions en arrière, après un violent engagement, et continua, la nuit venue, au delà du pont de Château-Touvoie. »

Enfin, une dépêche du général Manstein informait le prince Charles que la brigade Blumenthal du 9e corps avait également pris part à la lutte contre le 21e corps, ou plutôt contre la 3e division du 21e corps, en se joignant à la 17e division. « La 35e brigade, disait textuellement la dépêche, a attaqué les Français dans le flanc. Un détachement de la brigade *a réussi à passer la Parance, sur un pont barricadé, mais non défendu.* »

C'était là, en résumé, à peu près le seul *succès* de l'ennemi sur notre gauche.

Dans la nuit, le prince Charles arrêta les dispositions suivantes :

« Le 13e corps poursuivra l'ennemi, au delà de la Sarthe, en passant cette rivière au dessus du Mans.

« Le 9e corps suivra de grand matin le 13e au delà de l'Huisne et de la Parance, et nettoiera le terrain au nord du Mans.

« Le 10e corps surveillera l'ennemi sur la rive droite de la Sarthe, et de grand matin aussi, se lancera sur sa ligne de retraite avec de forts détachements mixtes.

« Enfin, le 3e corps occupera le Mans et s'assurera de là, en éclairant le pays, à quelle distance au nord ou à l'est se trouvent encore des fractions de l'armée française, sur la rive gauche de la Sarthe, et les poursuivra. »

En outre, le général Hartmann, qui avait reçu l'ordre de couvrir l'extrême droite allemande vers Château-Renault, de façon à surveiller les Français dans la direction de Blois

et de Tours, fut invité à se diriger sur cette dernière ville, après qu'il aurait bien constaté la dispersion de tous les détachements à l'ouest de Blois. Le 19 janvier, le général Hartmann entrait à Tours.

Les pertes des Allemands dans cette dure campagne de 7 jours atteignaient 180 officiers et 3,470 hommes, sans compter les malades, et la citation du capitaine de Goltz que nous avons antérieurement produite, montre qu'ils étaient pour le moins aussi nombreux que les blessés, ce qui donnerait un total approximatif de 8,000 hommes.

II

Dans sa lettre du 5 janvier, le ministre de la guerre, en dissuadant le général Chanzy de reprendre immédiatement sa marche vers Paris, avait écrit : « Pour préparer votre action et l'appuyer, nous formons depuis quelque temps deux nouveaux corps, le 19ᵉ et le 25ᵉ, l'un à Cherbourg, l'autre à Vierzon, qui vous sont destinés, et qui formeront, en quelque sorte, l'aile droite et l'aile gauche de votre armée..... Ils seront prêts à marcher le 12 courant. »

L'entrée en ligne de ces deux corps vers le 8 janvier eût pu changer la situation : le général Pourcet s'avançant de Vierzon sur Tours ou sur Blois avec le 25ᵉ corps, et le général Dargent ralliant l'armée de la Loire au Mans avec le 19ᵉ. Malheureusement, la retraite du Mans était effectuée, avant que la formation de ces deux corps d'armée fût achevée.

Le 19ᵉ, cependant, pouvait déjà envoyer au feu quelques-uns de ses régiments. Le général Chanzy prescrivait donc aussitôt de les porter sur Alençon, mais il lui était répondu qu'il ne pouvait compter sur ce renfort avant quatre ou cinq jours. L'intention du général était de porter sa droite à Alençon, sa gauche à Prez-en-Pail, de réorganiser rapidement son armée, puis de marcher « sans perdre un jour, et sans presque allonger les distances à parcourir, sur Dreux et Evreux, dans la pensée d'appuyer sa gauche à la Seine, et de forcer l'Eure dans une partie moins préparée pour la défense que celle de Chartres à Dreux. » Suivant sa propre expression, le général Chanzy « ne pouvait se séparer de l'idée que Paris était aux abois, il se *cramponnait* à l'idée d'un mouvement dans cette direction, son but suprême. » Le ministre de la guerre n'adoptait pas ce projet d'opérations qui, après les batailles du Mans, lui semblait impraticable : « Je vous ferai remarquer, écrivait-il à la date du 13, que cette tentative généreuse était de nature à amener la perte de votre armée. D'une part, en effet, vous auriez couru le risque de ne point refaire vos troupes, avant de reprendre votre marche, et, d'autre part, vous auriez infailliblement rencontré sur votre chemin l'armée de Frédéric-Charles, commandant général des forces prussiennes dans l'Ouest, laquelle parcourant, du Mans à Dreux ou à Mantes, une corde dont vous-même parcourriez l'arc, vous aurait nécessairement gagné de vitesse. »

La retraite sur Laval fut donc décidée.

Les instructions du 13 janvier faisaient connaître aux divers chefs de corps les directions qu'ils devaient suivre :

1° Pour le 16° corps, route du Mans à Laval;

2° Pour le 17°, Parennes, Neuvillette, Sainte-Suzanne, la Chapelle-Rainsouin, Argentré, Saint Jean-sur-Mayenne;

3° Pour le 21° corps, la route qui longe le chemin de fer de Laval, par Rouessé, Assé-le-Bérenger, Evron jusqu'à Montsurs, et de là par Châlons et Montflours.

« Dans quatre jours, écrivait le général Chanzy au ministre, je serai à Laval, où je vais concentrer l'armée, et hâter sa réorganisation. Telle va être désormais mon unique pensée, et j'y réussirai. Si le suprême bonheur de sauver Paris nous échappe, je n'ai pas oublié qu'après lui, il y a encore la France dont il faut sauver l'existence et l'honneur. »

La situation des troupes ne rendait, cependant, guère possible une reprise prochaine des hostilités : « La cohue des fuyards est inimaginable, écrivait l'amiral Jauréguiberry au commandant en chef, ils renversent les cavaliers qui s'opposent à leur passage; ils sont sourds à la voix des officiers. On en a tué deux, et cet exemple n'a rien fait sur les autres... Je trouve autour de moi une telle démoralisation que les généraux du corps d'armée m'affirment qu'il serait très-dangereux de rester ici plus longtemps... Je ne me suis jamais trouvé, depuis trente-neuf ans que je suis au service, dans une situation aussi navrante pour moi. ». De son côté, le général de Colomb, commandant le 17° corps, ne donnait pas, sur l'état moral de ses troupes, des renseignements plus satisfaisants. Seul, le 21° corps n'était pas débandé, et se trouvait encore capable d'un effort énergique.

Le 14, le général Le Bouëdec fut attaqué à Longne, et forcé de se replier sur Chassillé, où l'ennemi l'atteignit à deux heures. Un instant contenus par le feu de deux mitrailleuses, les Allemands s'avancèrent bientôt et nous forcèrent à la retraite.

La prise de Chassillé nous faisait perdre la ligne de la Vègre ; le général Barry voulut reprendre la position. Une colonne d'attaque fut lancée, mais elle ne put réussir. En même temps que les Prussiens se portaient sur Chassillé, ils tentaient un mouvement tournant par Vallon et Loué. Devant cette menace, l'amiral Jauréguiberry fit continuer sur Saint-Jean-sur-Erve, où il arriva avec le 16° corps le 14 au soir. Le 17° corps tenait le centre de l'armée et le 21° corps se trouvait à Sillé-le-Guillaume.

Suivant les instructions du prince Frédéric-Charles, le 3° corps demeurait provisoirement au Mans, le 13° corps marchait sur Alençon; aux environs de Beaumont, la 22° division livrait un sérieux combat aux francs-tireurs Lipowski. Le 16, le grand-duc entrait dans Alençon, et se dirigeait sur Rouen, où il arrivait le 25.

Le 10° corps recevait l'ordre d'envoyer de forts détachements combinés sur la rive droite de la Sarthe; la brigade Leehmann, soutenue par de la cavalerie, occupait le camp de Conlie, puis continuait sa route sur Sillé-le-Guillaume, dès que les têtes de colonne du 9° corps eurent atteint Conlie. Le général Schmidt, avec une brigade de cavalerie et un détachement d'infanterie, prit la route de Laval où, comme nous l'avons dit, il se heurtait, dans la journée du 14, aux troupes du général Le Bouëdec.

Le 15 au matin, le 21° corps avait donc devant lui le général Leehmann; le 16°, le général Schmidt.

Dès 8 heures, les éclaireurs algériens annoncèrent à l'amiral Jaurès qu'il allait être attaqué. La division de Villeneuve, qui avait fourni, le 12, une si vigoureuse résistance, fut aussitôt établie sur les crêtes qui dominent la ville à l'est. Le 78° mobiles se tenait à l'embranchement de la route de Crissé et de celle de Conlie; au centre, la 1re brigade se reliait avec la division

Rousseau, tandis que la 2e brigade surveillait le chemin de traverse de Conlie et la voie ferrée : « Les marins, déployés en tirailleurs dans les chemins creux qui bordent la route, formaient une première ligne, écrit le général Chanzy, les autres bataillons groupés et abrités derrière des plis de terrain, formaient la deuxième ligne ; l'artillerie, en colonne sur la route, sur la pente du côté de Sillé et hors de portée des projectiles, détachant une section de mitrailleuses à 200 mètres en avant de la coupure de la crête, une section de quatre tirant par-dessus ces mitrailleuses, et enfin, sur la crête même, une section de huit dominant le champ de bataille, et ayant des vues sur tout le développement de la route et sur le terrain que l'ennemi allait parcourir, en débouchant du camp de Conlie. Enfin, plus en arrière et à la gare même de Sillé, deux pièces de quatre enfilant la voie ferrée. »

Les Allemands s'avançaient en toute confiance, persuadés que l'armée française était incapable de la moindre résistance. Déjà, ils n'étaient plus qu'à 1,500 mètres lorsque les mitrailleuses ouvrirent le feu et les forcèrent à se disperser des deux côtés de la route. L'artillerie prussienne arriva aussitôt au galop, choisit ses positions, et commença à contrebattre nos pièces de quatre, qui, ne pouvant plus prendre part à la lutte, furent remplacées par des pièces de huit.

Tandis que se continuait la canonnade, une colonne, débouchant de Crissé, cherchait à gagner la chaussée du chemin de fer. Le général Rousseau, établi à Saint-Remy-de-Sillé avec la 1re division, détacha aussitôt le 22e de ligne et le 5e bataillon de la Sarthe, qui parvinrent à contenir les Allemands. Un moment surpris par cette vigoureuse défensive, l'ennemi se préparait pour un nouvel effort, lorsqu'il fut attaqué par un bataillon du 58e de ligne, repoussé et poursuivi jusqu'à un kilomètre au delà de Crissé. A quatre heures, l'amiral Jaurès venait d'ordonner au général Rousseau de tourner la droite des Prussiens, lorsqu'une lettre du général de Jouffroy vint l'arrêter : le 17e corps, qui couvrait la droite, n'avait pas tenu, et s'était mis en retraite sur Sainte-Suzanne.

Le succès n'en était pas moins très-réel : le 21e corps donnait ainsi, jusqu'au dernier jour, l'exemple de la fermeté et de la discipline.

A l'aile gauche, le 16e corps avait eu aussi à combattre : averti par l'engagement de la veille à Chassillé que l'ennemi était proche, l'amiral Jauréguiberry s'était arrêté à Saint-Jean, village situé dans un bas-fond, sur les bords de l'Erve, et dominé par des hauteurs en amphithéâtre du côté de Laval. Les batteries furent postées sur le plateau ; la 1re division forma l'aile gauche, au-dessus et en arrière de Saint-Jean, quelques bataillons de la 2e division se placèrent sur la droite, et de nombreux tirailleurs se déployèrent derrière les haies en avant du village. L'ensemble de ces troupes ne dépassait pas 6,000 hommes : c'était là tout le 16e corps.

L'action s'engagea à onze heures et demie : après une vive fusillade, l'ennemi fit avancer son artillerie (un obus, après avoir traversé le cou du cheval de l'amiral Jauréguiberry, vint frapper à mort le colonel Béraud, qui avait remplacé le colonel de Lambilly tué au Mans, comme chef d'état-major du 16e corps.)

Vigoureusement contenus par le feu de nos pièces qui occupaient une position dominante, les Allemands prononcèrent un mouvement tournant sur notre droite aussitôt renforcée par quelques mitrailleuses. Vers cinq heures et demie, l'action s'arrêtait, et l'amiral Jauréguiberry pouvait se croire victorieux, lorsqu'à six heures il fut informé que le régiment qui gardait l'entrée du village avait abandonné ses positions, laissant la route libre.

Dès lors, il fallait battre en retraite : le 16e corps se replia le soir même sur Saint-Jean-le-Bruant.

Laval fut indiqué comme objectif par le général Chanzy et les positions suivantes étaient assignées pour le 17.

Le 16e corps à cheval sur la route de Laval à Vitré, sa gauche à Changé, son centre à Saint-Berthevin.

Le 17e corps avec son centre à Saint-Germain le Fouilloux, observant la Mayenne.

Le 21e corps, sa gauche à la ville de Mayenne, sa droite à Contest, relié par sa cavalerie à la gauche du 17e corps.

Ces mouvements furent opérés sans lutte.

Très-éprouvé par les deux combats du 18 janvier, le 10e corps allemand n'avait pas poussé au delà de Vaiges ; quelques faibles détachements de cavalerie avaient seuls continué sur Laval, se bornant à observer notre marche. Le 3e corps fut alors envoyé du Mans par le prince Charles pour relever les troupes du général de Voigts-Rhetz ; mais les instructions données par le feld-maréchal au général Alvensleben lui interdisaient tout engagement sérieux. Les nouvelles transmises de Versailles faisaient craindre, en effet, des complications prochaines du côté d'Orléans.

A plusieurs reprises, la division du 9e corps et le détachement du général Rantzau, laissés comme garnison dans la ville, avaient été menacés, et le quartier général allemand, mal renseigné sur l'état de nos forces, n'était peut-être pas éloigné de supposer qu'une nouvelle armée française était en formation du côté de Bourges. En réalité, il n'y avait à Nevers que le 25e corps, dont l'organisation était loin d'être terminée (1).

Le 21 janvier, enfin, un ordre du général de Moltke prescrivit au commandant de la 2e armée allemande de ne laisser au Mans et sur la route de Laval que le 3e corps, le 10e (moins la brigade Hartmann détachée à Tours) et les 2e, 4e, 6e division de cavalerie. La 18e division avec l'artillerie de réserve du 9e corps devaient être aussitôt dirigées sur Orléans.

Cet ordre fut exécuté et, à partir de ce jour, l'ennemi se borna à envoyer des patrouilles de cavalerie et de faibles détachements d'infanterie vers les positions occupées par notre armée.

Le général Chanzy avait mis à profit ces quelques jours de repos : une fois encore, il s'était efforcé de réorganiser ses troupes. Le général de Curten était arrivé le 17 à Laval avec quelques débris de la 3e division du 16e corps ; le 19e corps, enfin, était presque entièrement réuni. Dans la pensée du général, la trêve ne devait être que de courte durée, et il avait combiné un nouveau plan de campagne qu'il avait de vive voix soumis au ministre de la guerre à Laval.

Deux armées devaient être formées : l'une, sous le général de Colomb, avait pour mission de défendre la Bretagne. Elle se composait de deux divisions du 17e corps. En outre, les généraux Charette et Cathelineau devaient faire des levées importantes et protéger le terrain. On pouvait espérer une vigoureuse résistance dans ce pays difficile, avec les Bretons pour soldats.

(1) Dans les derniers jours de janvier, le général Pourcet s'était mis en marche avec plusieurs détachements de son corps d'armée pour attaquer Blois. Il livra aux Allemands quelques combats sans importance : la conclusion de l'armistice vint l'arrêter aux portes de la ville.

D'ailleurs, en étendant indéfiniment ses lignes, l'ennemi s'affaiblissait; il n'avait pu grand'peine protéger ses convois dans la dernière campagne, il devait rencontrer là obstacles plus grands encore.

L'armée *active*, celle qui était destinée à reprendre une fois encore la marche sur P demeurait sous le commandement du général Chanzy. Elle comprenait le 19e corps, le réorganisé et renforcé par une division du 17e, et enfin le 21e qui, dans ses combats pres toujours heureux, s'était aguerri et représentait une force réelle.

Toutes ses dispositions prises, le général Chanzy devait se porter en avant de Caen, façon à atteindre la Seine par la gauche et à se tenir prêt à marcher sur Paris.

Cette fois, les mouvements de nos troupes devaient être combinés entre eux, le géné Chanzy se reliant aux troupes du général Faidherbe.

Le 27 janvier, la réorganisation de l'armée était achevée ; les forces de Bretagne att gnaient 100,000 hommes, et l'armée du général Chanzy dépassait 120,000 hommes.

Tout annonçait une prochaine entrée en campagne et la reprise des hostilités.

L'armistice vint déjouer tous ces calculs.

CHAPITRE XVII

...ation des troupes françaises et allemandes sur les deux rives de la Seine, du 9 janvier à l'armistice. — ...e général Faidherbe reprend l'offensive dans le Nord.—Marche de l'armée française sur Saint-Quentin. - Prise de Saint-Quentin par la brigade de mobilisés Isnard. — Mouvement de la 1re armée allemande. — Combat de Vermand. — Bataille de Saint-Quentin. — Retraite de l'armée française. — Siége de Longwy.

I

Le 9 janvier, le général Manteuffel fut appelé au commandement de l'armée allemande ...Sud, chargé de rallier dans l'Est le général Werder, et de s'opposer avec lui à la marche ... général Bourbaki. Le général von Gœben, chef du 8e corps, eut la tâche de diriger les ...érat... dans le Nord.

Son premier soin fut de faire diriger de Rouen sur Amiens six bataillons et deux batteries ... 1er corps, pour en former un détachement sous les ordres du général Memerty. Le dé...art de ces troupes réduisait le général Bentheim à 16 bataillons et 16 escadrons, avec les...els il fallait garder à la fois la rive gauche et la rive droite de la Seine.

Dans ces conditions, les Allemands étaient évidemment réduits à se tenir sur la ...ensive en avant de Rouen, tout en envoyant quelques reconnaissances, pour se tenir au ...urant des mouvements des Français.

Les troupes françaises étaient, depuis peu de temps, réunies sous le commandement du général Loysel qui, après avoir suivi le général Bourbaki dans le Nord, avait été promu chef d'état-major de l'amiral Jaurès, et dirigé ensuite sur le Havre. La garnison était destinée d'abord à former la 3e division du 19e corps et à être transportée de Caen sur Argentan; mais le ministre revint sur cette décision, attacha au nouveau corps la division du général Saussier, et donna pleins pouvoirs au général Loysel pour organiser la défense de la place.

Le nouveau commandant s'empressa de dédoubler ses cadres, et, avec la division du général Pelatingeas, d'en former deux. L'organisation et l'instruction des mobiles furent poussées avec une louable activité. Il était bien tard, malheureusement, pour songer à une telle besogne, et peut-être eût-il été préférable de continuer activement les hostilités, et de profiter du départ des bataillons ennemis réclamés par le général de Gœben pour tenir en éveil les troupes du général Bentheim.

Le major Schell nous apprend, en effet, que, le 12 janvier, le général de Bentheim

prévenait le général Gœben qu'il n'avait pas de forces suffisantes pour résister à une attaque sérieuse, et le commandant de la première armée allemande avertissait, de son côté, son lieutenant « que, dans le cas d'une attaque faite par des forces supérieures, il devait abandonner Rouen, et se retirer dans la direction de Paris. »

Afin de mieux préparer cette retraite éventuelle, le général de Bentheim envoya, le 14 janvier, un détachement de deux compagnies d'infanterie, d'un escadron, d'une section de pionniers et de deux pièces, pour faire sauter le viaduc de Merville, l'un des ouvrages importants de la ligne du Havre à Paris. Après avoir livré quelques petits combats et frappé la ville de Bolbec d'une contribution, les Allemands accomplirent l'œuvre de destruction.

Le 18 janvier, le général de Gœben, en prévision d'une bataille imminente dans le Nord, fit encore porter de Rouen à Amiens un régiment et une batterie.

Sur la rive gauche de la Seine, le général Saussier, qui, le 5 janvier, avait remplacé le général Roy, avait reçu l'ordre, le 12, de marcher sur Lisieux, puis sur Mézidon, afin de se joindre au 19e corps.

Cet abandon de la ligne de la Rille livrait aux détachements du général Bentheim, et surtout aux patrouilles de cavalerie du général de Rheinbaben, le département de l'Eure et la lisière de celui du Calvados. L'arrivée prochaine du grand-duc de Mecklembourg rendait, d'ailleurs, la résistance impossible.

Les gardes nationaux de Bernay tentèrent, cependant, de s'opposer à la marche des Allemands. Ils tinrent bravement, le 21 janvier, contre l'avant-garde du général de Bredow, et tuèrent quelques hommes à l'ennemi, qui se vengea par de sanglantes représailles. Le 23 janvier, les têtes de colonne du 13e corps opéraient à Saint-Denis-des-Monts leur jonction avec les avant-postes de la première armée allemande, et, le 25, le grand-duc de Mecklembourg entrait à Rouen.

La ville du Havre pouvait, dès lors, être sérieusement menacée; mais la capitulation de Paris allait se produire, et arrêter les hostilités.

Dans le Nord, avec le général Faidherbe, les opérations militaires avaient eu, pendant ce temps, une tout autre importance.

A la suite de la capitulation de Péronne, l'armée française avait, un instant, suspendu son mouvement; mais une dépêche de M. Freycinet vint, le 15, avertir le général Faidherbe qu'il était nécessaire de prendre vigoureusement l'offensive, pour attirer le plus de forces possible de l'armée d'investissement, et permettre au général Trochu de risquer une dernière et décisive sortie. « Le général Faidherbe, intimement convaincu de cette nécessité, crut qu'il arriverait à ce but en se dérobant à l'armée qui était devant lui par quelques marches forcées vers l'est et le sud-est, de manière à arriver rapidement au sud de Saint-Quentin, menaçant ainsi la ligne de la Fère, Chauny, Noyon et Compiègne. Il était sûr d'avoir bientôt affaire à des forces considérables; mais le moment de se dévouer était venu, et il pouvait espérer d'avoir le temps, lorsqu'il se verrait menacé par des forces supérieures, de se rabattre vers le nord, en les attirant à lui, et d'aller les attendre sous la protection des places fortes de Cambrai, Bouchain, Douai et même Valenciennes, où il pourrait leur tenir tête, quel que fût leur nombre, si elles osaient l'attaquer (1). »

(1) Général Faidherbe. *Campagne de l'armée du Nord.*

Le 16, l'armée française se met en marche d'Albert pour Sailly-Saillisel. Les chemins étaient rendus presque impratiquables pap le verglas : la route fut pénible, et les troupes n'arrivèrent que tard dans leur cantonnement. Le lendemain 17, le mouvement fut continué sur Vermand. Un premier engagement avec l'ennemi eut lieu près de Templeux : la 2e brigade de la division Derroja repoussa un détachement de la division Barnekow.

Malheureusement, la marche du général Faidherbe ne pouvait demeurer longtemps secrète : la nombreuse cavalerie allemande, en contact constant avec nos troupes, renseignait exactement le général Gœben sur tous nos mouvements.

En outre, la brigade de mobilisés Isnard se portait de Cambrai sur Saint-Quentin, repoussait à Bonavy, puis à Bellicourt et à Noroy, un détachement des troupes du comte de Lippe, et entrait le 16 dans la ville.

Le général Gœben prit aussitôt des dispositions pour porter son armée sur la droite. Le général Gœben reçut l'ordre d'arriver le 17 au soir entre Péronne et Combles ; la division Kummer dut occuper Villers-Carbonnel, Marché-le-Pot et Licourt ; le général Barnekow fut poussé sur Ham, le prince Albrecht avancé à Nesle. Le 17 au soir : la 16e division avec 9 bataillons, la 15e avec 12 bataillons et la division du prince Albrecht se trouvaient sur la rive gauche de la Somme entre Nesle, Ham et Brie. A la droite, la division de cavalerie du comte de Lippe assurait les communications avec la Fère, tandis qu'à l'aile gauche, sur la rive droite de la Somme, le détachement du général Memerty (8 bataillons du 1er corps d'armée) et la 3e division de cavalerie suivaient pas à pas la marche de l'armée française. Dès que des renseignements positifs firent connaître le mouvement du général Faidherbe, le général Gœben prévint le général de Moltke qu'une bataille était imminente.

La première rencontre sérieuse entre les deux armées eut lieu le 18 à Vermand.

L'armée française s'était avancée sur deux colonnes ; le 23e corps par la route du Nord qui traverse Vermand ; le 22e au sud par le chemin qui de Beauvais mène à Grand Séraucourt. Vers 8 heures du matin, les têtes de colonne du 22e corps dépassaient Beauvais avec le général Derroja ; la division du Bessol était plus en arrière.

Du côté des Allemands, la division Kummer s'était portée la veille 17 janvier sur la ligne Péronne-Nesle. Le 18 au matin, elle franchit cette rivière, la brigade de Bock formant l'aile droite, au Petit Saint-Christ pour s'avancer de là sur Tertry ; à l'aile gauche, la brigade de Strubberg devait marcher de Brie sur Estrées. A dix heures, l'avant-garde du général Bock atteignait Tertry, et les reconnaissances de cavalerie faisaient connaître le mouvement des Français de Caulaincourt sur Trefcon. Deux escadrons du 7e hussards furent aussitôt lancés par le général de Bock : ils arrivèrent jusqu'à Trefcon, après avoir culbuté quelques mobiles du Gard ; mais, le feu d'un bataillon de Somme-et-Marne les força bientôt à rétrograder : Trefcon fut cependant occupé par deux bataillons ennemis du 65e. La brigade Strubberg avait, pendant ce temps, gagné Estrées, et se reliait sur sa gauche avec les troupes du général de Gœben qui marchaient sur Vermand : elle dirigea aussitôt sur Vraignes un bataillon pour couvrir son flanc gauche puis, sur l'ordre du général Kummer, elle inclina vers Tertry pour servir de réserve à la brigade de Bock. En même temps, le général de Gœben, qui s'était porté le 17 de Querrieux sur Albert et avait atteint Doingt, reçut l'ordre de pousser la brigade de cavalerie Dohna sur Vermand, tandis que le détachement du général de Memerty, fort de 8 bataillons et de 4 batteries, avec 5 escadrons et 4 pièces de la 1re division

de cavalerie, se rabattrait au delà de Vraignes et de Pouilly. A 1 heure, le général Memerty ouvrait le feu contre Pouilly.

L'action allait donc s'engager sur toute la ligne : mais, de notre côté aussi, des renforts étaient arrivés. Au bruit du canon, le général du Bessol qui, avec sa 2e brigade, avait déjà atteint Roupry, au sud-ouest de Saint-Quentin, rétrograda en toute hâte avec un bataillon et 4 pièces, pour dégager sa première brigade à Beauvois, où le 43e de ligne et le 20e bataillon résistaient énergiquement. Avant même l'arrivée du général du Bessol, la 1re division du 23e corps était accourue de Vermand sur Caulaincourt. A notre droite, Pouilly était enlevé par le 4e régiment de grenadiers, qui cherchait inutilement à s'avancer plus loin. A notre gauche, deux batteries allemandes, bientôt renforcées par quelques pièces de la brigade Strubberg, ne parvenaient pas à nous chasser de Beauvois ni de Trefcon, réoccupé par nos soldats. Cependant, le général Paulze-d'Ivoy, reconnaissant que l'ennemi avait la supériorité du nombre, se décida à ramener ses troupes entre Caulaincourt et Vermand, tandis que la division du Bessol, se retirant du combat, abandonnait Beauvois, pour gagner les cantonnements qui lui avaient été indiqués au sud de Saint-Quentin. A 4 heures, deux bataillons prussiens du 65e occupaient Beauvois, évacué par nous; mais à notre droite le combat continuait. Les Allemands avaient successivement amené toutes leurs batteries en face de Caulaincourt, et le général Paulze-d'Ivoy n'avait pour leur répondre que 6 pièces établies sur le plateau au nord des bois de Caulaincourt. Après une violente lutte d'artillerie, l'assaut fut donné par l'ennemi au village de Caulaincourt : le 8e bataillon de chasseurs prussiens attaqua de front, soutenu par un bataillon du 68e, tandis qu'au nord, un détachement du général Memerty appuyait le mouvement. Un peu après 4 heures, Caulaincourt était aux mains des Allemands.

Pendant ce temps, la cavalerie du général Dohna s'était avancée sur notre extrême droite, au nord de Soyécourt, mais elle fut contenue par les mobilisés du général Robin, et dut renoncer à tourner notre droite.

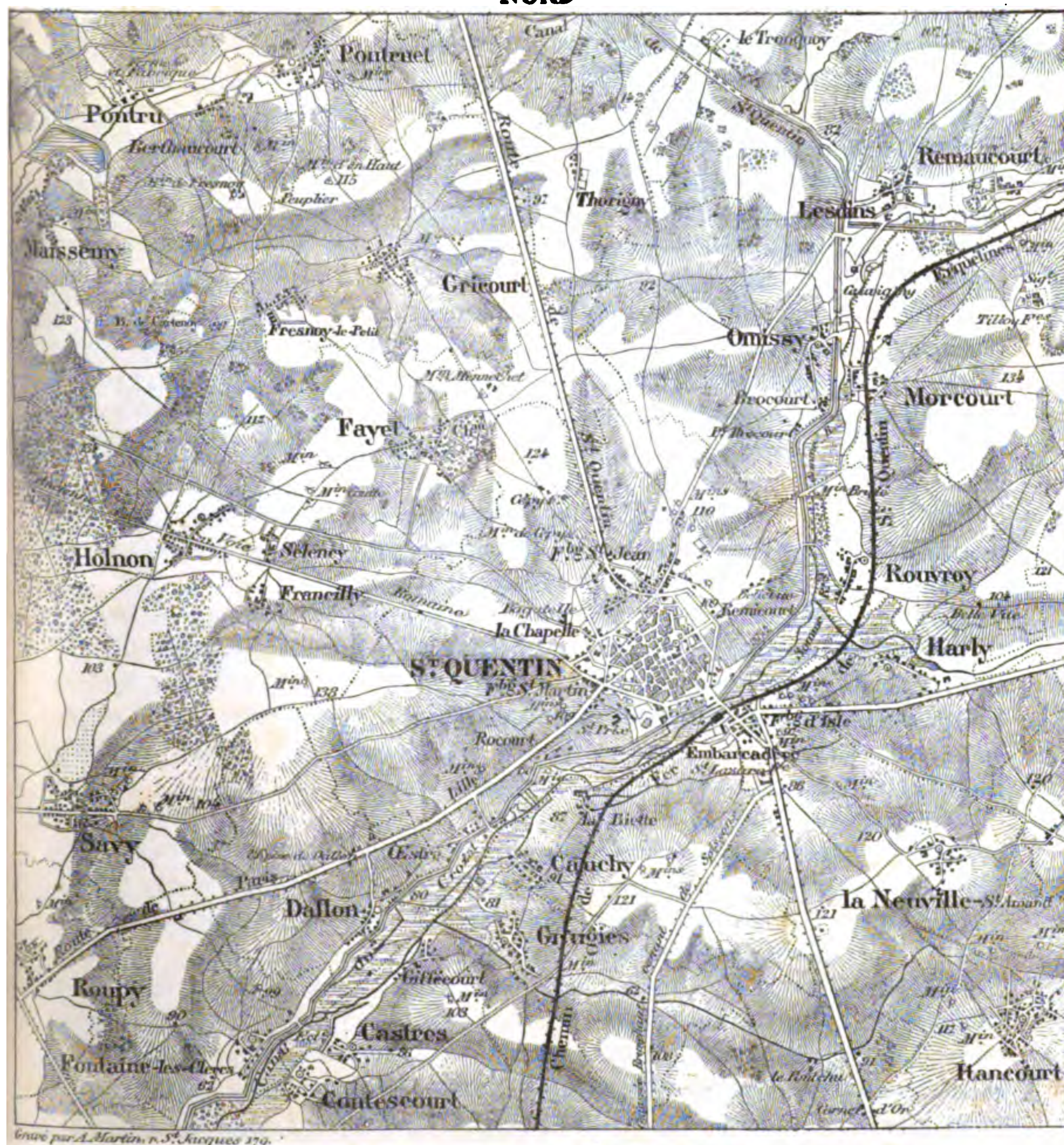
A cinq heures, l'ennemi ne pouvant, malgré tous ses efforts, gagner du terrain en avant de Caulaincourt, se mit en retraite ; le général Memerty venait d'être grièvement blessé. Nous avions perdu environ 500 hommes (parmi lesquels de nombreux prisonniers), le major Schell accuse 219 hommes hors de combat.

« Relativement à l'affaire de Vermand, dépose le général Paulze-d'Ivoy, quand le général Faidherbe dit que j'ai repoussé l'ennemi, cela n'est pas exact. Je ne l'ai pas repoussé, j'ai seulement pris de bonnes positions, et je m'y suis maintenu toute la journée. J'avais à lutter avec 5,000 hommes contre 30,000, et certainement je ne voudrais pas recommencer ce que j'ai fait ce jour-là. » De son côté, le général Faidherbe écrit (1) : « Dans le combat de Vermand, le général Paulze-d'Ivoy avait eu le tort de laisser inactives deux batteries sur trois qu'il avait sous la main ; le feu de ces deux batteries eût écrasé l'ennemi. »

Les Allemands avaient inconstestablement des forces et une artillerie supérieures; on pourrait donc s'étonner qu'ils n'aient pas fait de plus sérieux efforts pour enlever Vermand, mais les instructions du général de Gœben portaient : « Si l'ennemi fait mine de tenir à Saint-Quentin, on se bornera à le reconnaître, sans l'attaquer encore.» Avant de livrer une action décisive, le commandant de la 1re armée allemande voulait attendre les renforts qu'il faisait

(1) Général Faidherbe. *Note supplémentaire adressée à la Commission d'enquête du 4 septembre.*

BATAILLE DE S^T QUENTIN



Echelle de $\frac{1}{80.000}$

venir de Rouen, et ceux que le général de Moltke lui annonçait dans cette dépêche : « Une brigade d'infanterie de l'armée de la Meuse partira aujourd'hui (17 janvier) et demain de Gonesse sur Tergnier, pour se mettre à votre disposition. Fixez le point où elle doit s'arrêter. » .

Le combat de Vermand prouvait l'impossibilité pour l'armée française de tenter une marche vers le nord ; il était donc nécessaire de livrer bataille sous les murs de Saint-Quentin. La position était d'ailleurs favorable. Au sud et à l'ouest, à trois ou quatre kilomètres de la ville, s'élève une série de hauteurs qui permettent une vigoureuse défense. C'est là que le général Faidherbe établit ses troupes. Le 23e corps, renforcé de la brigade Isnard, fut placé le dos tourné à la ville, sa gauche au moulin de Rocourt, et sa droite au village de Fayet. Il s'étendait du canal à la route de Cambrai, sa 1re division formant la droite, la 2e la gauche, la brigade Isnard au milieu. Le 22e corps prit position de l'autre côté du canal de Gauchy à Grugies jusqu'à la route de Paris, face au sud. L'armée française formait ainsi une demi-circonférence autour de Saint-Quentin, au sud et à l'ouest. Malheureusement, les deux corps, séparés par un canal sans ponts, ne pouvaient communiquer que par la ville, en arrière. Notre armée comprenait : 24 bataillons de marche, 18 bataillons de garde mobile, et 14 bataillons de mobilisés en partie armés de fusils à percussion : 56 bataillons, plus 5 escadrons de dragons et 98 pièces d'artillerie. Le général Faidherbe estime à 40,000 hommes l'ensemble de ces forces ; il n'est que juste de faire remarquer que sur ce chiffre 25,000 à peine pouvaient entrer sérieusement en ligne.

Tandis que l'armée française se préparait à livrer bataille, le général Gœben arrêtait ses dispositions : « Il faut terminer la guerre dès demain, » écrivait-il à ses généraux. Et, à la suite, il leur indiquait les emplacements à occuper :

« Le général von Kummer s'avancera à huit heures du matin avec ses troupes par les routes de Vermand et d'Etreillers, et se portera vigoureusement en avant sur Saint-Quentin. « Les forces que nous avons de ce côté suffisent pour attaquer avec succès l'armée du Nord tout entière. Ces troupes auront pour mission de culbuter tout ce qu'elles trouveront devant elles en avant de Saint-Quentin, d'attaquer cette ville en la tournant, et de l'enlever. A cet effet, le général de Gœben s'étendra sur sa gauche jusqu'à la route de Cambrai.

« Le général-lieutenant de Barnekow se portera de même, à huit heures, sur Saint-Quentin avec la 16e division d'infanterie et la division prince Albrecht par la voie ferrée et par la route d'Essigny-le-Grand. Le général conte de Lippe, avec sa division et la 16e division d'infanterie, soutiendra ce mouvement, en se portant également en avant par la route de la Fère à Saint-Quentin, et en cherchant à tourner l'ennemi vers la droite...

« La réserve, sous le colonel de Bocking, quittera Ham à 9 heures, pour marcher sur Saint-Quentin... Dans le cas où l'ennemi n'attendrait pas notre attaque, on le poursuivrait énergiquement en employant la totalité de nos forces. L'expérience a appris, en effet, que contre des troupes si faiblement organisées, c'est moins par le combat lui-même que par le profit qu'on sait en tirer, que l'on obtient les plus grands résultats. »

Le général Gœben, on le voit, bien différent en cela du général Manteuffel, avait le plus profond mépris pour un adversaire qui, dans trois rencontres précédentes, à Bapaume notamment, avait prouvé une sérieuse force de résistance. Il ne parlait pas d'attaquer, mais de « *culbuter* » et s'occupait moins du combat que de la poursuite.

Les forces de l'ennemi se montaient à 39 bataillons, 48 escadrons et 161 bouches à feu ;

23,400 hommes d'infanterie, 6,200 sabres, soit en comptant l'artillerie 33 à 34,000 hommes. Si l'on tient compte, en outre, des renforts arrivés pendant l'action, on doit reconnaître que l'effectif de l'armée allemande ne s'éloignait pas beaucoup du nôtre (1).

A 8 heures du matin, l'aile droite de l'armée prussienne (général de Barnekow) marche sur Essigny-le-Grand et Grand-Séraucourt, au sud-ouest et au sud de Grugies. La 31e brigade s'avance dans cette direction avec un régiment de uhlans et 2 batteries, tandis que plus à gauche, un détachement remonte vers Castres, pour déboucher sur Grugies. A 9 heures, 2 batteries allemandes prennent position à l'est de la chaussée Brunehaut, et ouvrent le feu pour soutenir l'infanterie. Sur l'ordre du général Derroja, une batterie s'établit au moulin (coté 121) entre Gauchy et Grugies, et répond coup pour coup. Nos tirailleurs, bien couverts par les replis du terrain, abrités au centre par la tranchée du chemin de fer, haute de 12 mètres, tiennent les Allemands en respect. Après une tentative inutile pour déboucher, le général Barnekow, qui commande l'aile droite ennemie, donne l'ordre d'attaquer vigoureusement Grugies. Si cette offensive réussit, en effet, notre retraite est, dès le début de l'action, menacée, et nos détachements poussés jusqu'à Contescourt n'ont qu'à se replier en toute hâte.

Un peu avant 10 heures, la 31e brigade soutenue par un bataillon, une batterie et un régiment de la division prince Albrecht sont dirigés sur Grugies, tandis que la 32e brigade se place au nord d'Essigny-le-Grand, et la division prince Albrecht au sud de ce village. Devant cette démonstration, deux de nos batteries viennent prendre position au moulin 121, tandis que deux autres s'établissent au sud de Giffécourt, au moulin coté 103. Un bataillon du 69e régiment allemand s'avance d'abord sur la voie ferrée, et parvient jusqu'à une fabrique qui se trouve près du chemin de fer; mais, de cette position dominante, les Français repoussent tous les efforts de l'assaillant; quatre fois l'attaque est renouvelée, quatre fois elle échoue complétement.

A 10 heures et demie, l'ennemi fait venir des renforts; trois batteries s'établissent à l'est de la chaussée Brunehaut, au point coté 108, tandis que la 32e brigade accourt à l'aide de la 31e. Mais, nos forces se sont accrues à Grugies, par l'entrée en ligne de la 1re brigade Aynès qui, au bruit du canon, arrive de Saint-Quentin. Aussi, au moment même où les Allemands vont se porter en avant, nos soldats prennent l'offensive : 6 bataillons s'avancent des deux côtés de la voie ferrée, et repoussent un bataillon prussien qui s'est maintenu près du chemin de fer. A son tour, l'ennemi engage de nouvelles troupes, et nous oblige à reculer jusqu'à la fabrique. Sur la droite, le général de Lippe est au Cornet-d'Or; plusieurs de ses bataillons enlèvent la ferme cotée 91, à l'est de la chaussée, tandis que son artillerie ouvre le feu contre nos batteries au sud de Gauchy. Bientôt, le comte de Lippe donne l'ordre de remonter plus au nord, et de s'emparer de la ferme 121, au sud-ouest de la Neuville-Saint-Amand; mais, devant ce mouvement qui menace notre extrême gauche, la division du Bessol, d'abord resserrée entre la Somme et la chaussée, s'étend jusqu'à la grande route avec la brigade Aynès; l'attaque de l'ennemi est vigoureusement repoussée et, du même élan, nos troupes atteignent la ferme 91, au nord du Cornet-d'Or, et en chassent les détachements saxons de la 12e division.

(1) « L'armée française se trouvait bien être ainsi deux fois plus nombreuse que l'armée allemande », écrit le major Schell. Il y a là une erreur évidente : même en comptant les mobilisés pour des soldats, les deux armées étaient sensiblement égales *en nombre*.

D'ailleurs, en étendant indéfiniment ses lignes, l'ennemi s'affaiblissait; il n'avait pu q grand'peine protéger ses convois dans la dernière campagne, il devait rencontrer là c obstacles plus grands encore.

L'armée *active*, celle qui était destinée à reprendre une fois encore la marche sur Pari demeurait sous le commandement du général Chanzy. Elle comprenait le 19e corps, le 1 réorganisé et renforcé par une division du 17e, et enfin le 21e qui, dans ses combats presqu toujours heureux, s'était aguerri et représentait une force réelle.

Toutes ses dispositions prises, le général Chanzy devait se porter en avant de Caen, d façon à atteindre la Seine par la gauche et à se tenir prêt à marcher sur Paris.

Cette fois, les mouvements de nos troupes devaient être combinés entre eux, le généra Chanzy se reliant aux troupes du général Faidherbe.

Le 27 janvier, la réorganisation de l'armée était achevée ; les forces de Bretagne attei-gnaient 100,000 hommes, et l'armée du général Chanzy dépassait 120,000 hommes.

Tout annonçait une prochaine entrée en campagne et la reprise des hostilités.

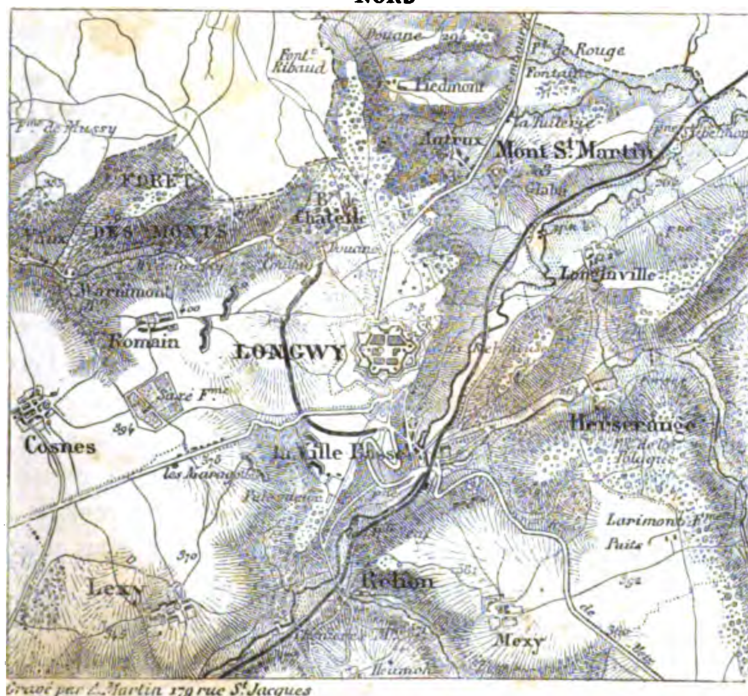
L'armistice vint déjouer tous ces calculs.

Le général Kummer avait, le matin, prescrit à la 15e division de s'avancer sur les positions occupées par les Français : la brigade Bock en tête, la brigade Strubberg en seconde ligne. Plus à gauche (allemande) le général Gœben devait marcher de Vermand sur Saint-Quentin avec la division du 1er corps ; à l'extrême gauche enfin, le général Dohna avec sa cavalerie avait pour instruction de tourner les Français sur la droite, et de gagner la grande route de Saint-Quentin.

A dix heures du matin, 2 bataillons du 65e régiment prussien et une batterie débouchent

SIÈGE DE LONGWY

NORD



Echelle de $\frac{1}{80000}$

de Savy, et s'engagent contre les tirailleurs de la brigade Isnard, dispersés dans les deux bois au nord-est et au nord de Savy. L'ennemi, ne se sentant pas assez fort, fait venir deux nouvelles batteries qui prennent position près du moulin au nord-est. A midi, la lutte est engagée dans les bois, mais nos soldats résistent à toutes les attaques.

Tandis que se poursuit ce combat, l'avant-garde de la division du 1er corps prussien (3 bataillons, 3 escadrons, 1 batterie), arrive près du bois à l'ouest d'Holnon, repousse un bataillon de mobilisés que le général Robin a détaché dans le village, et bientôt secondée par quatre batteries à cheval, s'empare de la partie ouest du village de Selency, sur la voie romaine. Pour triompher de la résistance des mobilisés, le général Kummer envoie quel-

ques bataillons qui enlèvent la position, puis remontent vers le nord sur la ligne des hauteurs qui s'étendent de Selency à Gricourt, et parviennent à occuper le moulin voisin de Selency. Le général Dohna s'est, en même temps, avancé sur Pontru, mais il se heurte à des détachements de la brigade Pauly que le général Faidherbe a chargés de couvrir la grande route.

Sur toute la ligne du canal à Pontru, le combat est donc engagé vers midi.

Jusqu'à 3 heures, l'action se continue dans les bois de Savy avec des chances diverses : la brigade Bock est tout entière au feu ; elle reçoit des renforts de la brigade Strubberg. De notre côté, la brigade Isnard et une partie de la brigade de La Grange tiennent vigoureusement de Francilly à Dallon.

A 1 heure et demie, 2 bataillons prussiens se portent de Selency sur Francilly dont ils s'emparent ; puis, les Allemands se dirigent sur Fayet, et parviennent à occuper une partie du village, mais sur l'ordre du général Paulze-d'Ivoy, la 1re brigade de la 1re division du 23e corps, jusqu'alors tenue en réserve, accourt en toute hâte, rejette les Prussiens de Fayet et les poursuit jusqu'au moulin au nord de Selency.

Vers trois heures, l'ennemi lutte donc péniblement à sa droite vers Savy ; au centre, il s'est emparé d'Holnon, de Selency, de Francilly ; à son extrême gauche, enfin, il a devant lui les mobilisés de la brigade Pauly, soutenus par deux batteries qui ont pris position au nord de Fayet. Près du canal, les Allemands ont gagné du terrain : vers deux heures et demie, ils se sont rendus maîtres de l'Épine de Dallon.

A trois heures et demi, nos forces se trouvent principalement à notre extrême droite : outre la brigade Michelet, la brigade Pauly s'est rabattue sur Fayet. L'occasion semble propice au général Paulze-d'Ivoy qui commande le 23e corps, il donne l'ordre de prononcer une vigoureuse offensive sur la gauche ennemie. Pour résister à ce choc, les Allemands font exécuter à leur droite un mouvement de conversion à gauche, et 36 pièces tirent à outrance sur nos colonnes et sur le village de Fayet. Notre attaque réussit d'abord, les premiers détachements sont rejetés sur Selency ; mais bientôt des renforts arrivent aux Prussiens qui prennent l'offensive à leur tour, nous repoussent, et nous obligent, un peu avant la nuit, à évacuer le village de Fayet incendié par les obus.

Pendant ce temps, la 15e division avait pu remonter sur les hauteurs qui courent de Dallon à Francilly, elle avait ramené nos colonnes sur Saint-Quentin, et du moulin (coté 138) canonnait vigoureusement nos soldats en retraite et le faubourg Saint-Martin.

Depuis le commencement du combat, le général Faidherbe se tenait de ce côté : lorsqu'il vit les Allemands s'engager sur la route qui de Dallon mène à Saint-Quentin, il fit venir en toute hâte quelques bataillons et toute l'artillerie disponible : mais, tous ses efforts furent inutiles ; à 4 heures, les Prussiens enlevaient OEstre, à 5 heures, Rocourt.

La bataille était donc perdue à la fois sur les deux ailes repoussées, l'une sur le faubourg d'Isle, l'autre sur le faubourg Saint-Martin.

Le général Faidherbe a lui même tracé le récit des derniers instants du combat (1) :

« Il était évident que nous allions être rejetés sur Saint-Quentin ; seulement, j'espérais que cela n'aurait lieu qu'à la nuit, qui allait venir dans une heure. Que faire après? nous demandions-nous.

« Pour moi, j'étais convaincu que mes troupes, harassées par deux jours de marches

(1) *Note supplémentaire adressée à la Commission d'enquête.*

forcées et deux jours de combat, étaient incapables de tenter une retraite; qu'il serait impossible de les mettre en marche. D'un autre côté, je repoussais absolument l'idée d'une capitulation.

« Sans rien conclure, je rentrai en ville pour retourner au 22ᵉ corps. Peut-être, l'aurais-je trouvé en état de détacher quelques bataillons pour renforcer le 23ᵉ sur la route de Ham? — Grand fut mon étonnement de trouver ce 22ᵉ corps traversant la ville, en pleine retraite.

« Voici ce qui s'était passé : pendant que j'étais à reconnaître la route de Cambrai, l'ennemi, lançant sa réserve, avait gagné tant de terrain sur la route de Ham contre le 23ᵉ corps, que le 22ᵉ s'était trouvé débordé sur sa droite par des batteries prussiennes. Alors, le général Lecointe, jugeant la journée perdue, avait cru n'avoir que juste le temps de se mettre en retraite en m'expédiant un officier, pour m'en avertir.

« Si j'avais été très-étonné de rencontrer le 22ᵉ corps dans la ville, lorsque je le croyais encore sur ses positions, j'avais été agréablement surpris de le voir en aussi bon état : bataillons et batteries défilaient par les rues en ordre parfait.

« La retraite était donc possible! Arrêtant le mouvement pour m'aboucher avec le général Lecointe, j'adoptai une retraite sur Cambrai et le Cateau comme la meilleure mesure à prendre, et j'expédiai immédiatement mon premier officier d'ordonnance, ainsi qu'un maréchal des logis de gendarmerie choisi, pour porter l'ordre au 23ᵉ corps de se mettre en retraite sur Cambrai. Je vis défiler la plus grande partie du 22ᵉ corps, puis la nuit tombant, je suivis le mouvement sur la route du Cateau. J'étais persuadé que le plus grand danger était devant nous sur la route du Cateau où, suivant moi, devait nous avoir précédés la cavalerie du prince Albert de Prusse et la cavalerie saxonne du comte de Lippe.

« Mon officier d'ordonnance, après avoir cherché pendant trois quarts d'heure le commandant du 23ᵉ corps sur ses positions en avant de la ville, le trouva en dedans du faubourg Saint-Martin, lequel se défendait encore, grâce à sa barricade. Mais le général, en ce moment, était déjà tourné par les Prussiens, qui étaient entrés à la suite du 22ᵉ corps dans Saint-Quentin par le faubourg d'Isle. Les quelques troupes qu'il avait avec lui furent faites prisonnières, et lui-même ne dut son salut qu'à un habitant de la ville qui lui indiqua une issue non occupée par l'ennemi.

« Le général Paulze-d'Ivoy s'est plaint amèrement, devant la commission d'enquête (1), d'avoir été sacrifié, et avec intention, par le général en chef; le récit qui précède prouve qu'il n'en est pas ainsi, et que ce sont des circonstances indépendantes de la volonté du général en chef qui ont fait peser sur le général Paulze-d'Ivoy tout le poids de la retraite

(1) « Quant à Saint-Quentin, dépose le général Paulze-d'Ivoy, tout le monde m'a assuré que le général Faidherbe avait quitté le champ de bataille vers cinq heures du soir, et je n'ai été prévenu qu'on battait en retraite qu'à six heures moins un quart.

« Je suis allé un peu avant cette heure sur la place de la ville pour prendre ses ordres, et quand j'y suis arrivé avec mon état-major et celui du commandant Payen, alors général de division, il y a eu un hurrah de Prussiens et des coups de feu.

« Nous nous sommes alors repliés vivement sur le carrefour d'où nous venions, et c'est là seulement que j'ai appris qu'on battait en retraite par un officier qui prétendait qu'il me cherchait depuis longtemps. Si vous voulez savoir toute ma pensée là-dessus, je crois que j'ai été sacrifié : je ne m'en plains pas; en temps de guerre, il faut quelquefois sacrifier du monde; mais on aurait pu me prévenir; j'avais prouvé qu'on pouvait s'en rapporter à moi, et si on m'avait dit qu'il fallait soutenir la retraite, je l'aurais soutenue. »

de l'armée. Si le général Lecointe eût tenu sur ses positions trois quarts d'heure de plus, ce qu'il pouvait faire, car, s'il était pris en flanc par quelques pièces de l'ennemi sur sa droite, il avait le canal pour le protéger de ce côté, et la terrible fusillade qu'on entendait au faubourg Saint-Martin lui prouvait que le 23e corps résistait encore sur ce point, si, dis-je le général Lecointe eût tenu trois quarts d'heure de plus, la retraite eût pu être concertée entre lui et le général en chef qui se rendait justement auprès de lui; le 23e corps en eût été averti à temps, et le général Paulze-d'Ivoy ne se fût pas trouvé dans une situation aussi critique. »

Le 22e corps opéra sa retraite par la route du Cateau, et le 23e par celle de Cambrai. L'ennemi ne poursuivit pas. « Quant à entreprendre la poursuite, dès la nuit même qui suivit le combat, écrit le major Schell, on ne put y songer, à cause du manque absolu de réserve intacte, et de l'épuisement complet des troupes. Les forces de l'armée avaient été épuisées aussi bien par les marches fatigantes exécutées les jours précédents sur des routes en partie impraticables que par le combat livré le jour même sur un terrain profondément détrempé. »

La bataille de Saint-Quentin avait coûté aux deux armées des pertes importantes : le major Schell accuse 2,506 Allemands hors de combat (le major Blume indique, — pour les deux journées de Vermand et de Saint-Quentin, — un chiffre bien supérieur : 94 officiers et 3,000 hommes hors de combats), le général Faidherbe un peu moins de 3,000 Français. A ce chiffre, il faut ajouter un nombre très-élevé de prisonniers. Le major Schell dit 10,000; le général Faidherbe « plus de 6,000. » Il fut facile, en effet, à l'ennemi, après la prise du faubourg d'Isle, de s'emparer de nos soldats débandés, des mobilisés surtout. « Le 20 au matin, écrit le major Schell, nos clairons ayant sonné dans la ville l'appel français, dit la générale, les débris de troupes encore cachés dans les maisons accoururent en partie à ce signal, de sorte que le nombre de nos prisonniers s'accrut encore d'un millier d'hommes environ. »

L'armée du Nord, à la suite de la bataille de Saint-Quentin, put se retirer sans être inquiétée autour des villes de Cambrai, Douai, Valenciennes, Arras et Lille. Le 22 janvier, le général Gœben somma inutilement la place de Cambrai de se rendre, et le 23, le comte de Lippe fit bombarder Landrecies pendant deux heures, par deux batteries de campagne, mais sans résultats. Le général Gœben donna alors à ses troupes l'ordre de se replier derrière la Somme : le 25, le prince Albrecht était au sud-ouest de Péronne, le général Kümmer occupait Bapaume, le général Gœben Masnières, au sud de Cambrai, le comte de Lippe le Cateau-Cambrésis.

La conclusion de l'armistice vint arrêter les opérations dans le Nord.

II

La première armée allemande, en même temps qu'elle luttait contre le général Faidherbe, avait, on s'en souvient, était chargée de faire le siége des places fortes françaises situées sur ses lignes de communication. Déjà, Thionville, Verdun, Montmédy et Mézières avaient

succombé. Mais, les événements survenus dans l'Est, au commencement de janvier, ayant nécessité l'envoi dans cette direction de la 14[e] division du 7[e] corps, le gouvernement général de Lorraine fut chargé d'observer la place de Longwy située à 64 kilomètres de Metz, sur la rive droite de la Chiers. L'importance de Longwy n'est pas grande; aussi jusqu'à la fin de la guerre, l'ennemi se borna-t-il à détacher quelques escadrons, à peine suffisants pour observer la place. Lorsque la ligne des Ardennes fut réparée, la prise de la ville fut jugée nécessaire, pour protéger l'exploitation contre les entreprises de la garnison. Le 19 décembre, une reconnaissance envoyée de Metz conduisit à cette conclusion que huit bataillons et 42 pièces de gros calibre seraient suffisants pour amener promptement la chute de la place.

La fortification se compose d'un hexagone bastionné de 315 à 400 mètres de côté : toutes les escarpes sont revêtues et très-élevées (elles ont de 9 à 25 mètres de hauteur), mais les positions à l'ouest de la ville permettent de faire brèche de loin, en assurant à l'attaque de sérieux avantages.

La garnison était forte d'environ 2,000 hommes de toute provenance, parmi lesquels 150 artilleurs, 280 canonniers de la garde nationale sédentaire, et 29 sapeurs, sous les ordres de trois officiers d'artillerie, et d'un seul officier du génie.

120 bouches à feu existaient dans la place : 97, seulement, furent mises en batterie (11 de 24 et 18 de 12 étaient rayées).

Les munitions étaient en quantité suffisante : malheureusement, les affûts ne permettaient pas de tirer assez loin.

Presque toute la population civile avait évacué la ville.

Le 7 janvier, les troupes destinées à faire le siége de Longwy (10 bataillons et demi, 2 escadrons, 7 compagnies et demie d'artillerie de forteresse, 2 batteries de campagne, 4 compagnies et demie de pionniers), furent dirigées sur la ville. Le parc d'artillerie comprenait en pièces prussiennes; 17 canons de 15 centimètres long, et 83 canons de 12 centimètres envoyés de Thionville et de Montmédy; en pièces françaises 30 mortiers et 6 mitrailleuses.

Le 10 janvier, la reconnaissance de la place fut faite, et les Allemands s'arrêtèrent à l'idée d'attaquer par le sud-ouest, tandis que des batteries établies sur la rive gauche de la Chiers prendraient en flanc les défenses. Les emplacements des batteries furent fixés à 1,200 et 2,000 mètres.

Sur le plateau de Mexy, deux batteries furent mises en état; à la gauche, 6 batteries furent construites : en outre, on décida de placer deux batteries de mitrailleuses à l'extrême gauche des attaques, l'une près de la route de Verdun, en avant des Maragolles, l'autre en avant de Romain.

Dès le 16 janvier, les deux batteries de campagne commencèrent à inquiéter l'assiégé pour distraire son attention des travaux : on poussa la précaution jusqu'à recouvrir de neige, tous les matins, les tranchées faites durant la nuit.

Le 19, le feu est ouvert du plateau de Mexy, et se continue les jours suivants : dans la nuit du 19 au 20, une tranchée-abri d'environ 750 mètres de longueur est creusée à l'ouest : on doit l'élargir ensuite pour la transformer en parallèle.

Le 21, la place qui a jusqu'alors faiblement répondu, active son tir : 5 pièces sont successivement démontées sur le plateau de Mexy, mais, bientôt la supériorité des 36 canons de

gros calibre avec lesquels l'ennemi soutient la lutte devient évidente : le 23, un violent incendie se déclare dans la ville; enfin, dans la nuit du 24 au 25 janvier, les négociations sont entamées ; elles aboutissent promptement à la capitulation.

Les batteries de siége avaient tiré 6,381 projectiles : aucune brèche n'était faite à l'enceinte.

« Quoique notre artillerie ait très-vigoureusement soutenu une lutte inégale, écrit le lieutenant-colonel du génie Prevost, nous persistons à penser que, dans une ville privée d'habitants, il eût été préférable de se laisser canonner de loin, sans riposter avec autant d'énergie qu'on le fit, et d'attendre l'ennemi de près. »

CHAPITRE XVIII

Situation à Paris à la fin de l'année. — Conseil de guerre du 31 décembre. — Proclamation du 7 janvier. — La mortalité à Paris pendant le siége. — La sortie est fixée au 19 janvier. — Bataille de Buzanval. — Dépêche du général Trochu. — Révocation du gouverneur. — Le général Vinoy nommé général en chef. — Emotion à Paris. — Troubles sur la place de l'Hôtel-de-Ville. — M. Jules Favre à Versailles. — L'armistice.

I

La situation ne s'était pas modifiée à Paris : l'ennemi continuait le bombardement, et la garde nationale, plus enfiévrée encore qu'au début, réclamait à grands cris une sortie. La popularité du gouverneur était bien ébranlée, non pas seulement dans les clubs de Belleville, mais au sein même du gouvernement de la défense. A la suite de l'inutile tentative du 21 décembre, la démission du général Trochu avait en vain été réclamée par MM. Picard et Jules Favre.

Le 30 décembre, les généraux furent réunis en conseil de guerre. Le ministre des affaires étrangères leur exposa la situation en ces termes :

« Les généraux doivent se rappeler qu'ils ne sont pas seulement les défenseurs d'une citadelle, ils sont aussi, et surtout, les champions d'une grande cité, renfermant une population considérable, dont les passions, les mouvements politiques et sociaux imposent leurs exigences. La ville de Paris veut être défendue à outrance. Il est impossible de ne pas tenir compte de ces impressions, qu'il faut seulement chercher à concilier avec la raison et avec l'opportunité. »

Ce simple énoncé montre bien que l'on était loin de la confiance des premiers jours. Ce que le vice-président du conseil réclamait des généraux, c'était moins la victoire qu'un moyen d'échapper à cette responsabilité écrasante, dont on ne se rendait un compte exact que depuis nos dernières défaites.

Le général Ducrot s'éleva vivement contre l'idée d'une nouvelle sortie : pour lui, l'échec était certain. Le général Vinoy prit ensuite la parole, mais sans proposer un plan de campagne : il se bornait à critiquer les opérations antérieures.

Le général Frébault, enfin, posa nettement la question :

« Le corps auquel j'appartiens, l'artillerie, a toujours bien fait son devoir, pendant le siége comme ailleurs ; il le fera encore : il ira donc à l'ennemi, quand il en recevra l'ordre. Mais, il ne faut pas donner comme raison, pour livrer une nouvelle bataille, l'espoir de

percer les lignes ennemies : on ne les percera pas. Il ne faut pas donner, davantage, le bombardement comme raison. Le bombardement ne peut être assez sérieux pour amener la reddition de Paris. Quant à l'opinion publique, et à ce que pourront penser la France et l'Europe, ce ne sont pas là des motifs qui doivent dicter nos résolutions : c'est au sentiment de notre devoir seul que nous devons obéir.

« On dit que la population de Paris, comme celle de Strasbourg, comme celle de toute place assiégée, doit payer de sa personne, et aller au feu. Soit, je le reconnais. Qu'elle livre donc bataille, et comme elle ne peut combattre seule, que l'armée marche avec elle.

« Mais nous marcherons à l'ennemi sans aucun espoir de succès, pour accomplir un devoir, et avec la froide énergie qu'inspire l'esprit de sacrifice. »

Le conseil décida donc, malgré l'opinion contraire du général Ducrot, qu'une sortie suprême serait tentée, et, quelques jours plus tard, le 7 janvier, le gouverneur de Paris adressait à la population une proclamation pour annoncer que le gouvernement de la Défense nationale ne violerait pas son serment, et résisterait jusqu'à la dernière heure.

« Au moment où l'ennemi redouble ses efforts d'intimidation, disait-il, on cherche à égarer les citoyens de Paris par la tromperie et la calomnie. On exploite contre la Défense nos souffrances et nos sacrifices. — Rien ne fera tomber les armes de nos mains. — Courage, confiance, patriotisme.

« Le gouverneur de Paris ne capitulera pas. »

La résolution de livrer bataille arrêtée, il importait de ne pas perdre de temps, et de hâter les préparatifs, car les vivres allaient bientôt manquer. Les distributions dans les boucheries n'étaient plus qu'illusoires, et les 300 grammes de ce composé que l'on débitait sous le nom de pain ne pouvaient plus durer que quelques jours (1).

Enfin, il était malheureusement indispensable de ne pas attendre jusqu'au dernier jour, et de se souvenir de cet avertissement formulé par M. de Bismarck dans un mémorandum célèbre :

« Dans l'éventualité d'une capitulation, il serait absolument impossible au chef des armées allemandes de subvenir à l'approvisionnement d'une population de près de deux millions d'âmes, même pour un seul jour. Les environs de Paris, dans un rayon de plusieurs journées de marche, ne pourraient pas non plus offrir les moyens de secourir les Parisiens, tout ce qui s'y trouve étant absolument nécessaire pour la nourriture des troupes. Nous ne pourrions pas davantage transporter une portion de la population à la campagne par les routes ordinaires, les moyens de transport nous manquant pour cela. Il en résultera infailliblement que des centaines de milliers d'individus devront mourir de faim. Il est impossible que le gouvernement français ne voie pas cela aussi clairement que nous-mêmes. »

Cependant, le général Trochu, bien persuadé de l'insuccès de cette suprême tentative, avait, dans le conseil de guerre du 31 décembre, déclaré qu'il fallait attendre pour livrer ce combat « dont l'issue pouvait amener la prise de la place » l'épuisement complet des vivres. Le 10 janvier, il répétait encore dans le conseil qu'il fallait durer à tout prix, pour laisser se produire le résultat du mouvement de Bourbaki. « On veut une bataille, ajoutait-il, en supposant toujours qu'elle réussira ; mais, si l'on est vaincu, jusqu'où

(1) Il ne sera pas sans intérêt de faire connaître à quels chiffres s'est élevée la mortalité pendant cette période. Le tableau suivant est extrait de l'ouvrage de M. Krantz sur la mouture des grains dans Paris, pen-

l'ennemi poussera-t-il son succès ? » N'était-il pas évident, cependant, que les Prussiens, sûrs que c'était bien là notre dernier effort, que les armes allaient nous tomber des mains, ne risqueraient pas une tentative de vive force pour avancer la reddition de quelques jours, alors qu'ils avaient reculé devant cette éventualité le 19 septembre, c'est-à-dire à un moment où les chances de succès étaient plus grandes pour eux ? Enfin, en attendant l'épuisement des subsistances, ne se mettait-on pas dans l'impossibilité de profiter d'une victoire, bien improbable sans doute, mais possible, après tout ? Et comment alors avouer à la population que, malgré le succès, il fallait se rendre, car le temps devait manquer pour faire venir des approvisionnements ? Le gouverneur de Paris réfléchissait-il bien qu'en temporisant jusqu'au dernier jour, il devait être amené fatalement à *désirer* une défaite plutôt qu'un succès, car l'une préparait, excusait la capitulation, tandis que l'autre la rendait moralement impossible, alors cependant que le manque de subsistances devait la faire considérer comme matériellement nécessaire ?

Envisagée ainsi, la sortie suprême n'était plus « *qu'une satisfaction donnée à l'opinion publique.* » Le mot a été dit malheureusement, et il a été pour beaucoup dans l'indifférence de la population vis-à-vis des actes criminels de la Commune.

Ce ne fut que dans la nuit du 15 au 16 janvier, dans un conseil de guerre tenu au ministère des affaires étrangères, que le projet de bataille fut adopté : Primitivement, le 1er janvier, on s'était arrêté à l'idée de livrer assaut sur le plateau de Châtillon, où l'ennemi avait placé ses principales batteries ; mais les dangers de l'entreprise avaient fait reculer devant ce

dant le siége. Les chiffres sont donnés par semaines, et chaque semaine est comparée à la semaine correspondante de l'année précédente :

Semaines.		1870-71	1869-70
Du 18 septembre	au 24 septembre	1.272	820
25 —	1er octobre	1.134	718
2 octobre	8 —	1.483	747
9 —	15 —	1.610	752
16 —	22 —	1.746	825
23 —	29 —	1.878	880
30 —	5 novembre	1.762	921
6 novembre	12 —	1.885	877
13 —	19 —	2.064	900
20 —	26 —	1.927	933
27 —	3 décembre	2.023	846
4 décembre	10 —	2.435	882
11 —	17 —	2.728	955
18 —	24 —	2.728	980
25 —	31 —	3.380	921
1er janvier	6 janvier	3.680	1.006
7 —	13 —	3.983	998
14 —	20 —	4.465	980
21 —	27 —	4.376	1.044
28 —	3 février	4.671	1.105
4 février	10 —	4.451	1.139
11 —	17 —	4.103	1.292
18 —	24 —	3.941	1.362
TOTAL des décès pendant cette période		63.725	21.883

plan, et on s'était décidé à engager la lutte à l'ouest, sur le champ de bataille même du 21 octobre : le 19 fut fixé sur la demande expresse de M. Jules Favre.

Nous verrons plus loin que dans la journée de Buzanval, notre aile droite ne put entrer à temps en ligne. Dans sa déposition devant la commission d'enquête, le général Ducrot fait peser la responsabilité de ce retard sur M. Jules Favre : après avoir expliqué, en effet, comment les mouvements n'avaient pu être suffisamment préparés par suite du manque de temps, entre le 17 et le 19, le général ajoute :

« Voici comment l'influence de M. Jules Favre venant faire hâter le mouvement, et avancer l'attaque de deux ou trois jours, empêcha la préparation des ordres, la régularité dans leur transmission, et amena finalement un retard de deux ou trois heures suivant les distances. »

Ce reproche est-il bien fondé, et ne serait-il pas plus juste de s'étonner que, la sortie ayant été définitivement résolue le 31 décembre, on ait cru devoir attendre jusqu'au 17 janvier pour en discuter les détails? Lors des batailles de la Marne, le général Trochu s'était plaint amèrement de la modification arrêtée par M. Gambetta qui l'obligeait en moins de 15 jours « à transporter tous ses préparatifs » de l'ouest à l'est : cette fois, pour la sortie dernière, on avait 17 à 18 jours, n'est-il pas surprenant, si la préparation semblait si urgente dans le premier cas, qu'elle ait paru si peu nécessaire dans le second?

En tous cas, s'il était inutile de profiter de ces journées pour construire des batteries, armer des redoutes, etc., n'eût-il pas été sage avant d'envoyer au feu ces bataillons de nouvelle formation, de les engager d'abord dans des luttes de moindre importance, de compléter leur éducation militaire, bien sommaire encore, par quelques escarmouches?

20 régiments de la garde nationale (à 4 bataillons de 500 hommes) étaient embrigadés avec des régiments de ligne : l'ensemble des forces atteignait 80,000 hommes environ, divisés en trois colonnes.

L'aile gauche, sous les ordres du général Vinoy, devait attaquer à la fois Saint-Cloud, les villas qui l'entourent et la redoute de Montretout.

Le centre, commandé par le général de Bellemare, avait pour objectif la crête qui, de Montretout, s'élève à l'ouest, une maison crénelée, dite « *Maison du Curé,* » qui se trouve sur cette crête, le château et le parc de Buzanval, et enfin l'enclos de la Bergerie, position dominante qui commande les environs jusqu'au Mont-Valérien (1).

Enfin la droite, dirigée par le général Ducrot, était chargée d'enlever les bois qui s'étendent au delà du parc de Buzanval, depuis la porte dite *de Longboyau* jusqu'à la Bergerie, le vallon boisé de Saint-Cucufa et les pentes de la Jonchère. Elle devait aussi refouler l'ennemi le long de la Seine, depuis la Malmaison jusqu'à Bougival, et protéger l'armée contre les retours offensifs qui pouvaient être à craindre.

L'objectif sur lequel toute l'armée devait converger était le Butard. Les villages de Marnes, de Vaucresson, de Roquencourt une fois pris et solidement occupés, on devait canonner et attaquer Versailles.

Quelle était l'importance du terrain sur lequel allait se livrer la bataille? C'est ce que nous indique le capitaine Gœtze (2).

(1) Les cotes indiquées sur la carte d'état-major, sont ici inexactes ; l'altitude du plateau de la Bergerie est, comme celle du Mont-Valérien, de 161 mètres.
(2) *Opérations du corps du génie allemand.*

« Quelque magnifique que soit, pour la défense de Paris, la position du Mont-Valérien, position telle, que le siége régulier de cet ouvrage présenterait des difficultés extraordinaires, il n'en est pas moins vrai que la configuration du terrain oppose les obstacles les plus sérieux à une grande opération offensive tentée par l'assiégé dans cette direction. Les hauteurs de la Bergerie, prolongées par celles de Saint-Cloud et de Bougival, donnent, du côté du nord et de l'est, une excellente ligne de bataille, distante de 3 à 4 kilomètres du Mont-Valérien, et, par conséquent, en dehors de la portée la plus efficace de son artillerie. Cette ligne trouve un bon point d'appui pour sa droite dans le parc de Saint-Cloud, qui commande toute la vallée de Sèvres. Les hauteurs au sud-ouest de Bougival et le plateau de Jardy donnent une deuxième ligne ou position de retraite, dont le flanc est bien assuré par le bois de Fausses-Reposes.

« Une attaque contre le flanc gauche de ces positions est des moins probables, attendu que la vallée de la Seine est complétement maîtrisée par les hauteurs dominantes de Carrières et de Chatou, sur la rive droite, hauteurs protégées par le fleuve lui-même contre toute agression. Une attaque par l'étroit défilé de Sèvres présente tout autant de difficultés, et n'est admissible que si l'on s'est rendu maître des hauteurs au sud de Sèvres qui commandent toute la vallée.

« Il ne reste donc d'autre alternative à l'ennemi que d'aborder le front de la position par le plateau de la Bergerie; mais, ce plateau une fois emporté, une percée dans la direction de l'ouest se heurte à de nouveaux obstacles, et l'assaillant, pris en flanc par le plateau de Jardy, est obligé de l'attaquer à son tour. Dans cette région montueuse, déchiquetée, couverte de châteaux et de parcs faciles à défendre pied à pied, l'attaque ne peut déployer ni de grandes masses de troupes, ni de grandes masses d'artillerie; tandis que la défense trouve sur le plateau de bons emplacements pour ses batteries. Enfin, les nombreuses et bonnes routes, qui sillonnent le terrain dans toutes les directions, donnent toute espèce d'avantages à l'armée d'investissement, sans compter que les nombreux villages et châteaux, situés à l'intérieur des lignes, peuvent loger toutes les troupes chargées d'occuper la position. »

Nous avons, précédemment, à propos de l'investissement, montré que, sur ce terrain si difficile, les Allemands avaient multiplié les obstacles avec une profusion que le capitaine Gœtze déclare excessive et même nuisible.

Le 5e corps allemand, contre lequel nous allions avoir à combattre, occupait les positions suivantes : à l'aile droite, la 9e division s'étendait depuis le parc de Meudon jusqu'au mur de clôture du parc de Buzanval ; à sa gauche, la 10e division tenait la ligne de Buzanval par la Jonchère jusqu'à la Seine. Les réserves principales de ces deux divisions se trouvaient sur le plateau de Jardy et à Beauregard. D'après les instructions du général Trochu, le combat devait être engagé avant le jour (1).

(1) *Ordre pour la journée du* 19 *janvier*.

MM. les officiers généraux commandant les colonnes d'attaque devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les têtes de colonne soient arrivées et prêtes à se porter en avant *à 6 heures du matin*, sur leurs positions respectives, savoir :

Celle de gauche, à la Briqueterie ;
Celle du centre, derrière la Fouilleuse ;
Celle de droite, auprès de Rueil.

Trois coups de canon précipités, tirés à 6 heures du matin du mont Valérien, après un silence de toute la nuit, donneront le signal du départ des points de concentration, pour l'attaque des positions.

Le Gouverneur de Paris,

A six heures et demie du matin, le général Noël, commandant du Mont-Valérien, sous les ordres duquel est placée une brigade mixte de la colonne de gauche (Vinoy), se porte rapidement en avant, et attaque la redoute de Montretout, défendue par un faible détachement du régiment n° 58 et par un poste du 2e chasseurs. Après un vif combat, le 139e de marche s'empare de la position : 70 Prussiens du 58e tombent entre nos mains. Nos soldats veulent pousser plus loin : ils atteignent la crête entre la redoute et le parc de Buzanval. En même temps, un second détachement atteignait les villas de Béarn et Armengaud, et pénétrait dans Saint-Cloud, après avoir refoulé les avant-postes de chasseurs silésiens.

Un peu après l'attaque du général Vinoy, le général de Bellemare, qui commande le centre, se jette à son tour sur l'ennemi, enlève la maison du Curé et les crêtes boisées situées à l'ouest ; il canonne Garches, et se prépare à l'attaque de la Bergerie, tandis que quelques zouaves, soutenus par des gardes nationaux des 11e et 14e régiments, devancent les colonnes et combattent dans les rues de Garches, contre les tirailleurs du 3e régiment d'infanterie de Posen ; trois batteries d'artillerie allemandes, établies sur la hauteur nord-ouest du parc de Saint-Cloud, tirent sur nos troupes ; malgré tout, nous gagnons du terrain à gauche et au centre. Nos régiments abordent la Bergerie, où s'engage un violent combat contre les fusiliers du 47e régiment silésien.

Mais, bientôt l'ennemi amène des renforts sur tous les points ; nos bataillons sont énergiquement contenus par le feu des tirailleurs et écrasés par une formidable canonnade. Au milieu de cette série de hauteurs boisées, on ne peut distinguer les pièces ; elles sont enterrées ou protégées par des épaulements ; mais les distances ont été soigneusement repérées, et le tir préparé sur tous les débouchés.

Dans toute l'armée, il n'y a qu'un cri : l'artillerie ! elle accourt au galop, puis, arrivée aux pentes, elle ralentit son allure ; dans ce terrain détrempé, les pièces s'embourbent. Tous les efforts demeurent inutiles : les hommes poussent, les chevaux tirent au milieu d'une grêle de projectiles, pas un canon ne peut gravir cette côte. Par une inconcevable fatalité, le général Trochu a prescrit de la façon la plus formelle de n'employer que du 7 et du 12 ; les pièces de 4, plus légères, auraient pu passer. Au centre, le général Bellemare ne peut parvenir à placer *une seule* batterie sur la hauteur ; c'est avec le chassepot seul qu'il va falloir lutter contre cet ennemi invisible qui, bien abrité dans des tranchées derrière des murs, vise à coup sûr.

A gauche, le général Vinoy n'est pas plus favorisé : depuis le matin, il a envoyé ordres sur ordre pour faire avancer son artillerie, afin d'armer la redoute. De cette position, en effet, il serait possible de contrebattre efficacement les Prussiens ; une puissante batterie réduirait vite au silence le canon de la Bergerie, et forcerait l'entrée du parc, devant lequel nos tirailleurs s'épuisent en vain. Mais, toutes les routes sont encombrées par les troupes du général de Bellemare, qui se rendent à la Fouilleuse, pour appuyer les têtes de colonne. A midi seulement, le défilé est terminé, l'artillerie va arriver sans doute, mais il est trop tard : l'ennemi nous a devancés, le feu de ses canons converge sur la redoute, et nos soldats peuvent à peine s'abriter dans les casemates. Malgré tout, le général Vinoy ordonne de faire avancer quatre pièces de douze, et de les mettre en batterie, mais à trois heures, après des efforts surhumains, le général Guillemaut écrit au commandant de l'aile gauche « qu'il est impossible de monter les quatre pièces sur les parapets. »

L'action est générale au centre et sur la gauche ; les Allemands redoublent la violence du

feu; bientôt, tout l'indique, ils vont prendre l'offensive, et nous forcer à évacuer les positions conquises.



LE GÉNÉRAL DUCROT.

Déjà, la brigade Colonieu, qui forme la droite du corps de Bellemare, a été obligée de demander du renfort; la division Valentin a été envoyée. Le 110e de ligne s'est porté sur la gauche du parc, le 18e de Paris sur la droite, le colonel Langlois en tête. Les gardes natio-

naux passent par une brèche, traversent le parc, et s'arrêtent devant un mur crénelé derrière lequel les Prussiens tirent à coup sûr. Pendant cinq heures, les gardes nationaux vont rester là, couchés dans la boue, attendant de l'artillerie pour renverser cet obstacle. Pas un casque ne se fait voir, mais les balles pleuvent. « C'était, dit un témoin (1), comme si on vivait au milieu d'un essaim de mouches. »

Depuis 7 heures du matin, le combat est engagé : les trois colonnes devaient commencer le feu en même temps, et cependant ce n'est, d'après l'ouvrage du général Vinoy, qu'à une heure que l'artillerie du général Ducrot arrive à la redoute des Gibets (2); quelques régiments seulement tiraillent de ce côté, en attendant l'arrivée des colonnes. Les bataillons de la garde nationale de Montrouge ont occupé vivement le bois Préau, entre Rueil et la Malmaison, pendant que, vers onze heures, 12 bataillons se déployaient sur le front de la 10e division du 5e corps prussien. 6 bataillons s'avancent contre l'angle saillant du bois, deux bataillons se portent sur la Malmaison, tandis que les quatre autres, soutenus

(1) Charles Habeneck. *Les Régiments martyrs.*

(2) Nous avons eu déjà précédemment l'occasion de dire quelques mots de ce retard dont le général Ducrot fait remonter la responsabilité à M. Jules Favre. Nous reproduisons ici la partie de la déposition du général qui se rapporte à cet incident :

« Quand je reçus cet ordre (celui que nous avons précédemment cité), je dis : C'est matériellement impossible, cela ne peut se faire ainsi. J'allai trouver immédiatement le général Trochu, et je lui dis : « Mon cher « ami, je connais le terrain mieux que toi, je suis resté trois mois dans la presqu'île de Gennevilliers, et je « te déclare qu'il est impossible que les têtes de colonne soient à 6 heures au lieu du rendez-vous ; au « rond-point de Courbevoie, il va se produire un encombrement de voitures, d'infanterie, de cavalerie, « dont tu ne te fais pas une idée, parce que cela dépasse l'imagination. »

« Le général Trochu parut frappé de mes observations, et alors je lui dis : « Il n'y a qu'une chose à « faire, envoie une dépêche au Mont-Valérien, pour prescrire de ne pas faire le signal avant 6 heures 1/2, « nous serons à notre poste à cette heure ; si nos têtes de colonne ne sont pas arrivées, nous t'enverrons « une dépêche pour faire suspendre le signal. » Il me dit : « C'est très-sage. » En effet, des ordres furent donnés en ce sens au Mont-Valérien.

« Je rentrai à la porte Maillot à 10 heures, je réunis mes généraux de division, pour donner mes dernières instructions, je ne me couchai pas ; à 4 heures, je montai à cheval.

« Dès l'avenue de Neuilly, je trouvai un encombrement effrayant ; je fus près d'une heure pour passer sur le pont. De l'autre côté du pont, je trouvai toute l'artillerie du général Vinoy qui était venue de ce côté, au lieu de passer par Puteaux et Suresnes, pour arriver à la briqueterie du Carrefour du Roi.

« A 6 heures, voyant que mes colonnes n'arrivaient pas, j'envoyai, de la redoute du Moulin-des-Gibets, un télégramme au Mont-Valérien : « Les colonnes ne sont pas là, j'attends. »

« Néanmoins à 6 heures 1/2, le mont Valérien donne le signal convenu : trois coups de canon et trois fusées. Personne encore ! Comment cela se faisait-il ? je n'en savais rien.

« Voici ce qui s'était passé.

« Le général Trochu était parti du Louvre de très-bonne heure, mais il était en voiture, et n'avait pu passer au pont de Neuilly, de sorte qu'il n'était arrivé au mont Valérien qu'à 7 heures 1/4. Le signal avait été donné à 6 heures 1/2 ; les troupes du mont Valérien, sous les ordres du général Noël, avaient engagé l'affaire, mais aucune des têtes de colonne n'était encore là.

« A 7 heures 1/4, je reçus enfin une dépêche du général Trochu, elle disait : « Nos têtes de colonne ne « sont pas encore arrivées. Le général Noël s'est engagé seul, je fais courir après lui pour l'arrêter, « s'il en temps encore ; pressez la formation de nos troupes, je ferai donner un nouveau signal dans une « heure. »

« Mais Noël était tellement engagé qu'il ne put revenir sur ses pas. Le général de Bellemare le fit donc appuyer, aussitôt qu'il eut sa première brigade formée, c'est-à-dire à 8 heures ; quant à moi dont les troupes venaient de Saint-Ouen, c'est-à-dire de 12 kilomètres, j'avais un retard proportionnel et, par suite de l'encombrement, ma tête de colonne ne put arriver qu'à 10 heures, et c'est à cette heure seulement, que je pus engager ma première brigade. »

bientôt par des réserves, couvrent l'espace compris entre la Malmaison et le fleuve.

Mais l'ennemi a placé de puissantes batteries sur le plateau Saint-Michel, et au nord de Chatou (4e corps) : nos troupes sont accablées de projectiles, et nos pièces ne peuvent se mettre en batterie. Deux wagons blindés s'avancent sur la ligne du chemin de fer, et canonnent les batteries allemandes, sans parvenir à éteindre leur feu.

Cependant, nos tirailleurs se jettent en avant; ils pénètrent dans le parc de la Malmaison, tandis que le général Ducrot attaque la porte de Longboyau : mais ses soldats sont bientôt en presence d'un mur crénelé. Le général Tripier, voyant notre droite arrêtée, envoie en avant, pour faire brèche, une brigade de dix sapeurs; « ni les dix hommes, ni l'officier n'ont reparu (1). » Le 50e régiment allemand, soutenu par quatre compagnies du 37e, nous empêche d'approcher du *rendez-vous de chasse*, qui est l'objectif du général Ducrot. Un peu après midi, des renforts nous arrivent, mais le commandant du 5e corps, général von Kirchbach, qui s'est transporté sur le plateau de la Celle-Saint-Cloud, détache au secours du général Monbary 2 compagnies du 50e régiment silésien et 4 compagnies du 37e. Sur l'ordre du général Ducrot, nos troupes prennent vigoureusement l'offensive, elles s'avançent jusqu'à 200 pas du mur, entraînées par ce cri insensé : *A la baïonnette!* mais là, décimées par les balles de l'ennemi, elles sont obligées de reculer, puis de prendre position derrière quelques abris insuffisants, pour continuer jusqu'au soir un violent feu de tirailleurs.

A la Malmaison, nos efforts ont été inutiles, le mur Est du parc reste en notre pouvoir jusqu'à cinq heures; à ce moment, le général allemand Schmidt fait attaquer nos soldats épuisés par quelques compagnies du 37e qui nous forcent à la retraite sur notre extrême droite.

Cependant, à une heure de l'après-midi, le général Trochu avait envoyé la dépêche suivante au général Vinoy : « Appuyez énergiquement le général de Bellemare avec votre canon et une part de vos effectifs. Le général Ducrot, qui est à la droite avec peu de monde, souffre beaucoup. Si vous aidez Bellemare, Bellemare pourra aider Ducrot. » Mais, privées du secours de l'artillerie, les colonnes de gauche et du centre ne peuvent que se maintenir à grand'peine, jusqu'à trois heures et demie, sur les positions conquises. Un moment, cependant, on espère emporter la Bergerie. Le mur contre lequel se brisent tous nos assauts depuis le matin, est attaqué à la pioche et au pic à roche. Nos sapeurs travaillent sous une violente fusillade; ceux qui tombent sont aussitôt remplacés. Enfin, une brèche est ouverte, mais elle est tellement étroite qu'elle ne peut donner passage qu'à quelques soldats qui font à peine quelques pas.

Vers quatre heures, enfin, l'ennemi prend l'offensive, il a eu le temps de rassembler toutes ses réserves : ses batteries nous enserrent dans un cercle de feu, et le roi de Prusse, ou plutôt l'empereur d'Allemagne (2) est accouru de Versailles à Marly, pour assister au combat.

Deux compagnies du 4e régiment de Posen n° 59, deux compagnies de chasseurs et le 1er bataillon de grenadiers du roi s'avancent sur les crêtes situées au-dessus de Garches. Ils sont soutenus à gauche, à la hauteur de la Bergerie, par le bataillon de fusiliers du 17e silésien. Appuyées par les batteries de Vaucresson, ces troupes, après un violent engagement

(1) Major de Sarrepont. *Défense de Paris.*

(2) Le roi de Prusse, Guillaume, avait été la veille couronné empereur d'Allemagne au château de Versailles.

contre les zouaves, les mobiles de Seine-et-Marne et les 11e et 14e régiments de Paris (général Fournès), enlèvent les positions, abordées de front et de flanc.

Sur la crête qui s'étend près de la Maison du Curé, l'attaque des Prussiens échoue. Trois fois nos lignes fléchissent, trois fois elles sont ramenées. Une brigade de la division de Courty a été envoyée au secours du général de Bellemare, et elle maintient le combat. Enfin, toute notre artillerie, massée entre la Briqueterie et la ferme de la Fouilleuse, ouvre le feu dès que les Allemands arrivent sur la hauteur. Devant cette formidable canonnade, l'ennemi s'arrête, puis recule.

Mais la nuit va venir, et le général Trochu, après avoir consulté tous les chefs de corps, s'est décidé à ordonner la retraite. L'opération est difficile, car les chemins de communication sont peu nombreux, et, en arrière de nos troupes, les voitures, les caissons et les pièces se sont rassemblés, et obstruent la route. Il faut près de deux heures pour mettre un peu d'ordre dans cette cohue...

Si, à ce moment, l'ennemi, profitant de l'obscurité, avait avancé quelques batteries; s'il avait tiré sur ces soldats, découragés par l'ordre qu'ils venaient de recevoir, le désastre eût pu être immense. Mais, les Allemands, satisfaits du résultat obtenu, convaincus que l'armée de Paris venait de livrer sa dernière bataille et que la capitulation était proche, n'inquiétèrent pas cette retraite.

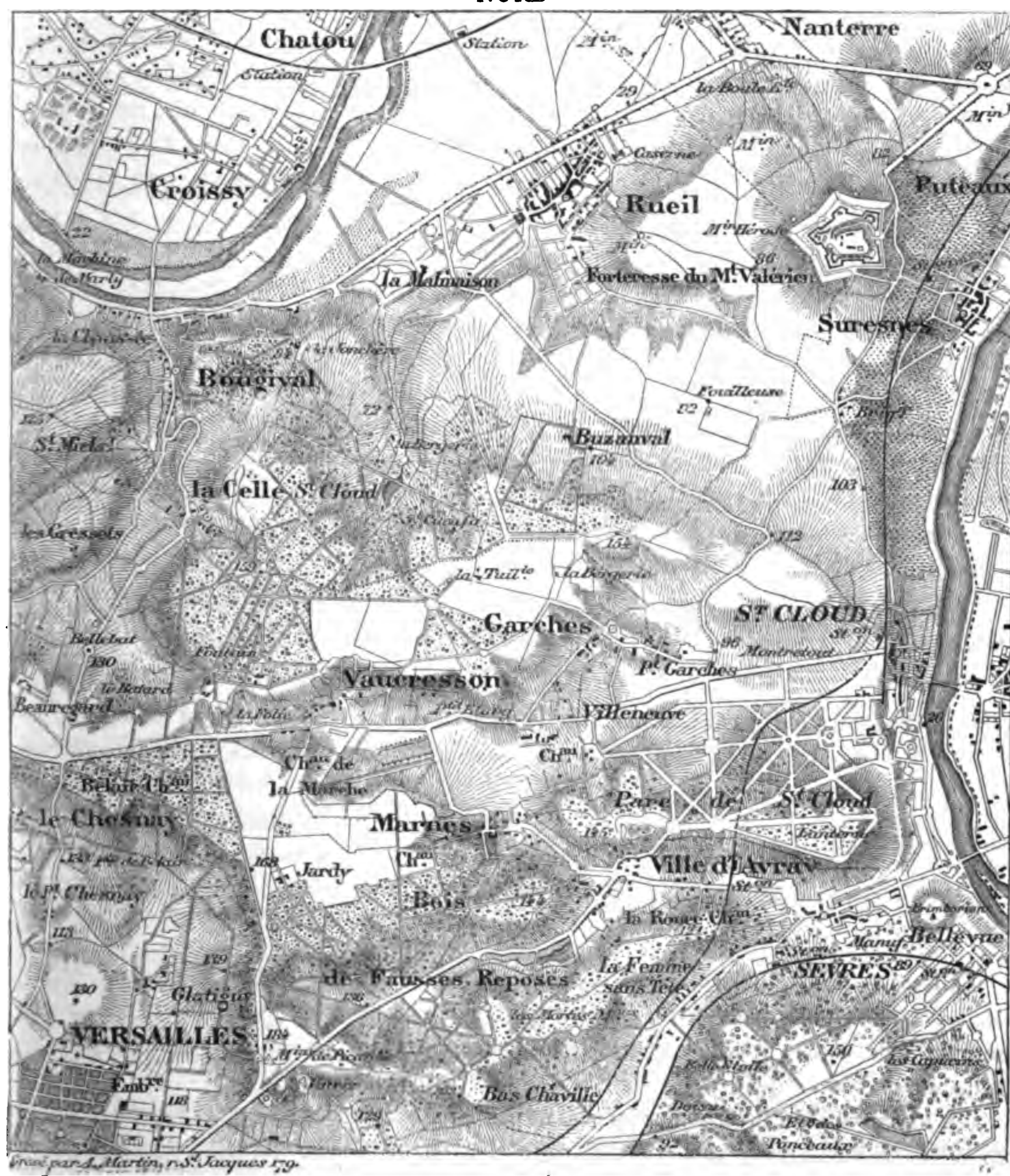
D'ailleurs, dans la ville même de Saint-Cloud, la lutte continuait. Au milieu du désarroi général, les ordres n'avaient été que très-imparfaitement transmis. La colonne Monneron-Dupin (3e bataillon d'Ille-et-Vilaine, 6e regiment de Paris), forte de 3,000 hommes environ, n'avait pas été avertie du mouvement, et elle tenait bravement ses positions. Repoussés de la ville par les Allemands, qui s'étaient empressés de réoccuper Montretout, menacés de tous côtés, les mobiles et les gardes nationaux s'étaient repliés sur les dernières maisons, les villas Béarn et Armengaud, et de là, ils continuaient à tirailler. A une heure du matin, le général Vinoy fut averti à Suresnes. Il envoya aussitôt l'ordre de battre en retraite, qui fut exécuté. Mais plus loin un autre bataillon des mobiles de la Loire-Inférieure, commandant Lareinty, avait également été oublié dans la villa Zimmermann. Le lendemain, cette troupe, n'ayant ni vivres ni munitions, fut obligée de se rendre.

Cette bataille, mal préparée, mal dirigée, nous coûtait 3,000 hommes hors de combat. L'ennemi n'avait perdu que 664 hommes. La garde nationale, engagée pour la première fois, avait montré qu'il eût été possible d'attendre d'elle de vigoureux efforts; quelques bataillons avaient fléchi : on eût pu en citer un ou deux qui s'étaient débandés; mais presque tous avaient donné l'exemple de la fermeté et du courage. Et cependant, c'était une dure bataille pour des conscrits : un terrain détrempé où l'on enfonce à mi-jambe, un ennemi invisible qui vous couvre de projectiles sans qu'il soit possible de riposter, des murs crénelés! Paris devait longtemps pleurer ses morts : Regnault, le peintre déjà célèbre, qui s'était des premiers engagé dans les bataillons de marche, Lambert, Mitchell, un enfant de dix-sept ans, que sa nationalité dispensait cependant du service, et tant d'autres encore!

Il a été dit et répété, — et il est aujourd'hui presque généralement admis, — que ce sont « les bataillons des quartiers du centre qui ont montré le plus de courage et de discipline. » « En revanche, écrit le géneral Vinoy, les coupables exemples de lâcheté ont été donnés surtout par des hommes appartenant aux bataillons de Belleville. »

BATAILLE DE BUZANVAL

NORD



N'y a-t-il pas un peu de parti pris dans ce jugement?

Le général Ducrot, plus qu'aucun autre, a contribué à l'établir par la description qu'il a donnée de la garde nationale dans sa déposition devant la commission : « Et ici, je dois vous dire ce qu'étaient ces régiments de marche de la garde nationale :

« Lorsqu'ils arrivaient dans nos lignes, on était prévenu de leur arrivée par le bruit de leur musique, jouant invariablement *la Marseillaise*.

« La tête de colonne apparaissait entourée d'une foule de gamins et de femmes, et puis alors les gardes nationaux, en désordre, plus ou moins ivres, faisant porter leurs fusils par leurs femmes, et, derrière tout cela, les omnibus portant les matelas, les lits, les batteries de cuisine, des *cheminées à la prussienne* pour ces messieurs. Je les ai vus s'installer dans les tranchées, en y établissant leurs cheminées à la prussienne. Eh bien, *cela* m'arrivait par bandes de 5, de 6, de 8,000 hommes. »

Ceci n'est que de la fantaisie mais, à la suite, le général Ducrot ajoute : « Il y a dans la garde nationale quelques personnalités d'élite qui se font tuer, mais c'est le petit nombre. Tous indisciplinés, nous les avons vus à Buzanval se débander, courir à un quart de lieue les uns des autres, tirer dans toutes les directions. » Et, pour prouver l'exactitude de ses paroles, le général Ducrot invoque le témoignage du colonel de Brancion qui, ainsi interpellé, répond quelques jours après : « ... Quand j'ai parlé de l'élite de la population, mon général, j'entendais désigner les hommes de tous rangs et de toutes conditions, et non spécialement les personnalités de rang social plus élevé, car je ne pouvais pas oublier que ces braves gens que je commandais étaient, à peu d'exceptions près, des ouvriers de toute profession... »

La bataille de Buzanval avait produit dans Paris une émotion indiscible ; malgré tout, on espérait, on croyait à la victoire ; mais le lendemain matin, on eut connaissance de la dépêche suivante adressée par le gouverneur à son chef d'état-major :

Mont-Valérien, 20 janvier, 9 heures 30, matin.

« Le brouillard est épais. L'ennemi n'attaque pas. J'ai reporté en arrière la plupart des masses qui pouvaient être canonnées des hauteurs ; quelques-unes dans leurs anciens cantonnements.

« Il faut à présent parlementer d'urgence à Sèvres pour un armistice de deux jours, qui permettra l'enlèvement des blessés et l'enterrement des morts. Il faudra pour cela du temps, des efforts, des voitures très-solidement attachées et beaucoup de brancardiers. Ne perdez pas de temps pour agir dans ce sens. »

La lecture de cette étrange dépêche produisit dans Paris une immense stupeur. Quelle était donc l'étendue du désastre, l'immensité de nos pertes, pour qu'il fût nécessaire de recourir à de semblables moyens? Quelques heures plus tard, on allait apprendre, en outre, la défaite du Mans.

Les membres du gouvernement n'étaient pas les moins irrités contre le général Trochu : un conseil fut tenu et, après une courte discussion, il fut décidé que l'on demanderait au gouverneur de Paris de donner sa démission. A trois heures, une réunion eut lieu au ministère des affaires étrangères avec les vingt maires de Paris et le général Trochu.

M. Jules Favre exposa l'état des approvisionnements : on avait encore du pain jusqu'au 1er février, en comptant les ressources que le ministre de la guerre pourrait céder à la ville ; il ne resterait plus ensuite que de l'avoine et de la viande de cheval.

Il communiqua les nouvelles reçues de province : la déroute du Mans, la tentative désespérée proposée par le général Chanzy pour se jeter sur Paris après cette défaite, l'ordre donné par M. Gambetta de renoncer à une entreprise aussi téméraire, enfin la retraite derrière Laval. Tout espoir de secours en temps utile était donc perdu, car le général Bourbaki, dût-il réussir, arriverait trop tard, et Paris serait mort de faim avant d'être débloqué ; le général Faidherbe n'avait de son côté qu'une armée insuffisante comme nombre et comme qualité.

Le général Trochu, après avoir exposé aux maires les causes de nos malheurs, et raconté les efforts qui avaient été faits pour la défense, leur annonçait qu'il fallait s'attendre à une attaque de vive force que rendait probable le redoublement du feu de l'ennemi. Le dernier acte de vigueur de Paris serait, sans doute, de repousser cette attaque ; on resterait ensuite en face de la famine : il n'y aurait plus d'autre tâche à remplir que celle de sauvegarder la vie de la population, désormais impuissante, et cette tâche lui paraissait devoir appartenir à la municipalité parisienne.

Le conseil décida que la résistance serait poursuivie à outrance, et quelques heures plus tard, M. Jules Favre fut envoyé auprès du gouverneur pour réclamer sa démission : le général refusa énergiquement, disant « que le poste où on l'avait mis était plus dangereux que jamais, et que se retirer de ses fonctions, ou en abandonner une partie, serait un acte de faiblesse qu'il regarderait comme une lâcheté. »

Le 21, à midi, le conseil réunissait les principaux généraux de l'armée de Paris, et les consultait sur les chances d'une nouvelle sortie. A l'unanimité, les chefs de l'armée déclarèrent qu'une dernière tentative « ne pouvait amener qu'un échec, et qu'on ne devait pas la tenter. » Cette décision communiquée aux maires ne modifia pas leurs résolutions ; la *révocation* du gouverneur fut alors décidée, et une lettre adressée par M. Jules Favre au général Vinoy lui apprit qu'il venait d'être nommé commandant en chef de l'armée de Paris.

En confiant, à cette heure tardive, ces fonctions au général Vinoy, les membres du gouvernement et les maires savaient que la situation militaire ne serait en rien modifiée, puisque le nouveau commandant en chef était ouvertement opposé à l'idée d'une sortie. Mais, ils espéraient calmer ainsi l'effervescence populaire, éviter les dangers d'une sédition. Aussi, le 22, les membres du gouvernement réunirent, au ministère de l'instruction publique, un certain nombre d'officiers, choisis avec soin, non d'après leurs grades ou leurs fonctions, mais sur leur réputation d'audace et d'énergie. Tous furent d'avis, après s'être rendu de la situation un compte exact, qu'une sortie suprême ne pourrait amener qu'un inutile massacre, et déclinèrent la responsabilité terrible qui leur était offerte avec le commandement (1). Dans son rapport sur les opérations de l'armée de Paris, M. Chaper retrace à ce sujet un émouvant épisode, confirmé par la déposition de M. Garnier-Pagès :

(1) Le procès-verbal de cette réunion a été rédigé par M. Tirard, maire de Paris : nous le reproduisons ici. Après un exposé de M. Jules Simon, chacun de MM. les officiers est appelé à faire connaître son opinion sur les opérations militaires qui pourraient être entreprises.

« M. le général *Lecomte* demande que les avis soient exprimés ainsi qu'il est d'usage dans les conseils de guerre, en commençant par les grades les moins élevés.

« M. *Bourgeois*, chef d'escadron, est absolument contraire à une grande action, elle serait désastreuse, et dans tous les cas stérile au point de vue du débloquement, mais même au point de vue de l'honneur militaire auquel elle n'ajouterait rien. Il pense, au contraire, que l'on devrait harceler l'ennemi par des opéra-

« Un officier général touché jusqu'aux larmes de l'appel fait à son dévouement, et cédant à l'ardeur patriotique que témoignaient les orateurs pour une nouvelle sortie, consentait, dans sa loyale abnégation, à y prendre part. « J'irai, disait-il, j'irai, puisque vous me le demandez, mais j'irai en bourgeois; je ne peux pas faire cela en uniforme. »

Le nom du général n'est pas cité : mais il est facile de le deviner, puisqu'à cette réunion il ne se trouvait que le général Lecomte, qui devait être avec le général Clément Thomas la première victime de la Commune !

Cette proposition d'une sortie suprême, d'une lutte *torrentielle*, était impossible, insensée si l'on veut; mais n'avait-elle pas aussi sa grandeur, et n'est-ce pas un spectacle qui mérite qu'on s'y arrête que celui de cette population, suppliant par la bouche de ses conseillers, les officiers de l'armée, de recourir une dernière fois aux armes, de la guider dans les combats, d'ajouter des milliers de victimes aux morts de la veille? Quelle réponse à ceux qui ont cherché à tourner en ridicule la garde nationale, à ceux qui ont oublié que l'on ne tombait pas seulement à Buzanval ou sous les obus du bombardement, mais que la faim et la maladie avaient fait ample moisson, sans que la fermeté de cette population pût être, un moment, ébranlée !

Malheureusement, le sang devait couler non plus sur le champ de bataille, mais dans les rues de Paris! Excités par quelques meneurs, quelques gardes nationaux du 101e bataillon, notamment, se présentèrent devant l'Hôtel-de-Ville, et, après divers pourparlers, commencèrent le feu : l'émeute fut promptement balayée.

tions simultanées et assez fréquemment répétées pour l'inquiéter sérieusement; on devrait chercher à profiter de ces attaques répétées pour se maintenir dans les positions conquises, au lieu de battre chaque fois en retraite, s'y retrancher, et enfin tenter un dernier effort au cas où une armée de secours nous arriverait de province. M Bourgeois fait le plus grand éloge de la tenue de la garde nationale à Buzanval.

« M. le colonel *Warnet* s'associe à l'opinion du préopinant. Il repousse l'idée de livrer une grande bataille. Les officiers généraux n'inspirent pas une suffisante confiance à l'armée. Les chefs sont jeunes, nouveaux pour leurs soldats. L'armée manque de cohésion. Sans doute, la garde nationale est pleine d'élan, mais elle manque d'expérience, et on ne peut pas compter sur sa solidité. »

« M. le colonel *Boulanger* n'est pas non plus d'avis de tenter une grande action. Les petites attaques dont il vient d'être parlé et qui eussent été excellentes dès le début, lui paraissent tardives. Son régiment est excellent. — « Je le tiens dans la main, dit le colonel, et il est prêt à se faire tuer avec moi. Mais, comme le reste de l'armée, il est fatigué, découragé, et je doute que la garde nationale soit capable de supporter seule un grand choc. »

« M. le colonel *Colonieu:* Les petites sorties ne feront que satisfaire les ambitions et les vanités personnelles; elles seront sans résultat. Une opération gigantesque bien conduite, et sans rien livrer au hasard, aurait eu quelque chance de réussite. Mais, il ne faut plus y songer aujourd'hui. Les Prussiens sont formidablement retranchés dans leurs positions. Ils occupent une double ligne qu'il faudrait franchir et en supposant que l'on pût faire une trouée, il faudrait soutenir le choc de leur cavalerie qui ne manquerait pas de se jeter sur notre armée exténuée par l'effort qu'elle aurait fait. — « Je suis prêt, s'écrie le colonel, « à me jeter avec mes hommes au-devant de l'armée ennemie, si l'on veut tenter de nouveaux efforts; « mais je crains que ce soit un inutile sacrifice de l'armée et de la garde nationale, et au profit des gredins « qui n'attendent que leur écrasement pour se livrer au pillage et à la dévastation. »

« M. le colonel *Brancion* fait l'historique de la journée de Buzanval-Montretout, et se livre à d'amères critiques contre la direction des opérations de cette journée. Le général en chef n'avait pris aucune mesure sérieuse ; l'artillerie est restée hors de portée de l'ennemi, sans que rien ait été tenté pour la mettre en position. L'on a inutilement sacrifié un grand nombre de gardes nationaux et de soldats, sans que jamais on ait eu la pensée de tirer un parti quelconque de cette attaque. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'à se faire tuer pour l'honneur, dit le colonel en terminant.

« M. le colonel *Germa*, comme le précédent orateur, se livre à de violentes récriminations contre la direc-

« Le gouvernement était en permanence pendant ces déplorables scènes, écrit M. Jules Favre, à chaque minute lui parvenaient d'inquiétants messages ; à la première nouvelle d'une attaque à main armée, M. Jules Ferry nous quitta, et courut à son poste, où il fit bravement son devoir. Nous écoutions en silence les détonations de la fusillade, lorsqu'un chef de division de la ville, M. Pelletier, insista pour être admis auprès de nous. Il avait, nous disait-il, une communication très-grave à nous faire. En effet, sa figure trahissait une vive émotion : — « La Commission chargée de l'alimentation a, nous dit-il, commis une erreur sur la quantité de farines qui sont à sa disposition. Elle n'a pu en réunir pour après-demain, mardi, que trois mille quintaux. Il lui en faut au moins cinq mille six cents. Je viens vous faire part de son anxiété et de la mienne, et prendre vos ordres. »

« Il n'y a pas de mots dans la langue humaine qui puissent peindre l'effet de ces paroles. A quelques pas de nous, la guerre civile, à quelques heures la famine..... Paris à son lever n'ayant pas même son rationnement de 300 grammes de pain par adulte, de 150 par enfant! On refit les calculs, on repassa les états, la sentence était irrévocable! Elle aurait été exécutée, et Dieu seul peut savoir avec quels désastres, si le ministre de la guerre n'avait consenti à laisser entamer les réserves qui étaient destinées à son armée, et à prolonger de deux ou trois jours le délai pendant lequel il fallait faire vivre Paris pour le ravitailler.....

« La leçon était terrible ; il n'y avait pas d'intelligence si rebelle qu'elle ne dût toucher ».

Dans cette solennelle séance, de graves mesures furent prises : la suppression du *Réveil* et du *Combat*, demandée par le préfet de police, M. Cresson, fut votée, la nécessité fut reconnue en même temps d'arrêter Delescluze et Félix Pyat (1).

tion des opérations militaires de la journée de Buzanval. Jamais, plus d'insouciance n'a été jointe à plus d'incapacité. — Contrairement aux avis précédemment exprimés, M. Germa pense qu'il est impossible de songer à la capitulation, sans une nouvelle tentative de débloquement; mais, il faudrait retirer le commandement aux chefs incapables qui nous ont perdus ; bien conduite, bien organisée, une dernière et héroïque tentative pourrait nous sauver.

« Le général *Lecomte* examine la situation de l'armée française au-delà de Paris, et constate que nous n'avons à espérer aucun secours en temps utile. « Je suis Lorrain, dit le général, mon pays est occupé par l'ennemi, et pour de longues années peut-être ; nul plus que moi n'a donc intérêt à chasser cet ennemi de notre territoire, mais que pouvons-nous en l'état actuel des choses ? Le manque de vivres nous impose une prompte capitulation. — Les petites sorties seront donc sans utilité ; elles ne feront que nous affaiblir, et elles entretiendront la population dans la pensée d'une prolongation de résistance possible, tandis qu'il faut l'habituer peu à peu à la résignation que commande notre douloureuse situation.

« (L'émotion du général gagne l'auditoire).

« Pas d'efforts inutiles, dit-il en terminant, et « traitons avec l'ennemi, tandis que nous avons encore la « main sur le pommeau de l'épée ».

« Le colonel *Colonieu* et divers autres officiers reprennent encore la parole et confirment les précédentes déclarations.

« Ce court procès-verbal ne donne qu'une imparfaite idée de la physionomie de cette réunion. La vie de ceux qui parlent ne compte pour rien dans les opinions qu'ils expriment. Ils sont prêts à tous les sacrifices. Un souffle patriotique règne dans l'atmosphère, mais ce n'est plus ce patriotisme irréfléchi des premiers jours du siége. C'est la réalité qui se dresse devant les yeux de chacun, et qui impose aux plus résolus le rude devoir de la résignation et du sacrifice. Cette séance a été l'une des plus émouvantes auxquelles le soussigné ait assisté pendant le siége. »

Signé : P. TIRARD,
Maire du 2e arrondissement de Paris.

(1) Nous ne reproduirons pas ici des extraits de ces numéros du *Réveil* et du *Combat*, mais pour donner une idée de l'influence qu'exerçaient certains journaux au milieu de cette effervescence, nous emprunterons au *Réveil* un de ses articles les plus curieux sur la défense de Paris :

Enfin, après avoir minutieusement examiné la question des subsistances, la capitulation fut admise comme inévitable, et M. Jules Favre fut désigné pour se rendre auprès de M. de Bismarck. Ses pouvoirs étaient ainsi conçus :

« Paris, le 25 janvier 1871.

« Le gouvernement de la Défense nationale donne à M. Jules Favre, l'un de ses membres, ministre des affaires étrangères, pleins pouvoirs à l'effet d'arrêter, en se conformant aux instructions qui lui ont été remises, les conventions relatives à la ville et à l'armée de Paris, ainsi qu'à la garde nationale, et de conclure un armistice général, ayant pour objet des élections en France en vue de la convocation d'une Assemblée nationale. »

Le 23 janvier au soir, M. Jules Favre arrivait à Versailles.

« M. de Bismarck l'attendait. Il était « ivre de joie, » au dire des officiers qui l'entouraient, et il manifesta cette joie en sifflant l'hallali et en s'écriant : *La bête est morte!* (1). »

On s'est étonné que M. Jules Favre n'ait pas cru devoir se faire accompagner d'un officier général, pour une négociation à la fois militaire et politique ; le général Trochu répond à cette objection (2) : « Le ministre des affaires étrangères, vice-président du gouvernement, en était le négociateur naturellement désigné, et non-seulement l'autorité militaire n'avait pas à en fixer les conditions, mais elle n'avait pas à intervenir. Son rôle ne pouvait commencer que lorsque, après l'armistice conclu, les situations respectives des armées devraient être déterminées... Voilà pourquoi dans les premiers jours, M. de Bismarck reçut seul M. Favre (hors de la présence du chef d'état-major général, général de Moltke), discuta seul avec M. Favre les conditions de l'armistice, et pourquoi M. Favre écrivit, le 26 au soir, au Gouvernement : « J'arrive, je suis tombé d'accord avec M. de Bismarck sur les principales questions de l'armistice, sans avoir pu, ni dû (en dehors de certains faits généraux) traiter des questions militaires proprement dites, par la raison décisive que l'armée prussienne n'avait pas là de réprésentant. »

« On nous annonce qu'un Américain a, ces jours derniers, offert au Gouvernement un *télégraphe aérien* qui assurerait les communications de Paris avec les départements. Il a été répondu par l'éternelle balançoire en usage dans la bureaucratie : on a promis de nommer une commission..... C'est donc une question enterrée, et nous continuerons à rester sans nouvelles, à la discrétion du Gouvernement. »

Après quelques réflexions sur le mauvais vouloir des bureaux, sur la routine, etc., l'écrivain donne la description de l'invention si criminellement repoussée. Un ballon captif, maintenu à mille ou quinze cents mètres de hauteur (!), recevrait le câble électrique, qu'un ballon voyageur viendrait ensuite prendre (!!). Le câble se déroulerait « tout naturellement » dans l'espace, jusqu'au point où la descente s'effectuerait au delà du territoire occupé par l'ennemi (c'est-à-dire à 25, 30 ou 40 lieues (!!). Grâce au procédé de l'inventeur, le câble se maintiendrait à une hauteur suffisante pour défier les atteintes des Prussiens, etc.... « C'est simple, c'est facile, ajoutait le journaliste ; en quelques jours, le câble serait prêt à fonctionner, ainsi que les ballons. Malheureusement, il faut l'avis préalable de la commission ; autant dire qu'on ne fera rien (*a*). »

(1) Déposition du général Trochu.

(2) *Pour la vérité et pour la justice.*

(*a*) Un journal du temps avait relevé l'absurdité de cette invention ; il la discutait au point de vue du poids à emporter seulement et faisait observer qu'un fil de fer de 2 millimètres de diamètre pesait 24 grammes par mètres, soit 24 kilogrammes par kilomètre ; cent kilomètres auraient donc pesé 2,400 kilos ou le poids de 32 hommes ordinaires. Quant aux 1,500 mètres de corde, ils pèseraient, en supposant la corde pas plus grosse que le pouce d'un homme, 1,500 kilog. au moins, ou le poids de 20 hommes de plus. Avec l'équipage de manœuvre, la nacelle, les agrès, etc., on voit qu'il aurait fallu un ballon de force à porter 60 hommes au moins. Que serait-ce, si on examinait la tension et la courbure des fils de la corde, sous l'effort du vent et de la pesanteur, la portée des projectiles ennemis, etc.?

Cette première entrevue eut, et devait fatalement avoir des résultats : livrés à l'ennemi, nous ne pouvions qu'accepter ses conditions (1).

Dans les séances ultérieures, M. Jules Favre fut accompagné d'un plénipotentiaire militaire : le général de Beaufort, d'abord, le général de Valdan ensuite. Le 23 janvier, enfin, une convention d'armistice fut signée. En voici le texte :

« Entre M. le comte de Bismarck, chancelier de la Confédération germanique, stipulant au nom de S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, et M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères du gouvernement de la Défense nationale, muni de pouvoirs réguliers,

« Ont été arrêtées les conventions suivantes :

« Art. 1er. — Un armistice général, sur toute la ligne des opérations militaires en cours d'exécution entre les armées allemandes et les armées françaises, commencera pour Paris aujourd'hui même, pour les départements dans un délai de trois jours; la durée de l'armistice sera de vingt et un jours, à dater d'aujourd'hui, de manière que, sauf le cas où il serait renouvelé, l'armistice se terminera partout le 19 février à midi.

« Les armées belligérantes conserveront leurs positions respectives, qui seront séparées par une ligne de démarcation. Cette ligne partira de Pont-l'Évêque, sur les côtes du département du Calvados, se dirigera sur Lignières, dans le nord-est du département de la Mayenne, en passant entre Briouze et Fromentet ; en touchant au département de la Mayenne, à Lignières, elle suivra la limite qui sépare ce département de celui de l'Orne et de la Sarthe, jusqu'au nord de Morannes, et sera constituée de manière à laisser à l'occupation allemande les départements de la Sarthe, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, du Loiret, de l'Yonne, jusqu'au point où, à l'est de Quarré-les-Tembes, se touchent les départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre et de l'Yonne.

« A partir de ce point, le tracé de la ligne sera réservé à une entente qui aura lieu aussitôt que les parties contractantes seront renseignées sur la situation actuelle des opérations militaires en exécution dans les départements de la Côte-d'Or, du Doubs et du Jura.

« Dans tous les cas, elle traversera le territoire composé de ces trois départements, en

(1) Les procès-verbaux des réunions des membres du gouvernement ont été tenus par M. Dréo. La commission parlementaire du 4 septembre a fait faire par un de ses membres, M. Chaper, un résumé de ces procès-verbaux. Ce résumé n'a pas, sans doute, la valeur d'un texte précis, mais il n'en contient pas moins des renseignements intéressants. Nous lui empruntons l'exposé de la séance du 24 janvier.

Dans la séance du 24 janvier au soir, M. J. Favre rend compte de son entrevue avec M. de Bismarck ; il a reçu de lui les plus tristes renseignements sur les armées de province, qui sont battues partout, a-t-il dit. M. Favre n'a pu obtenir, cependant, de journaux français. — Mais, le général Chanzy serait poursuivi. *Laval occupé, l'armée en retraite sur Rennes*; le général Faidherbe, battu à Saint-Quentin, se serait retiré à Lille avec Gambetta ; le général Bourbaki serait dans une situation plus mauvaise encore, coupé par deux armées.

Il donne lecture de sa première conversation avec le chancelier. — Elle a duré trois heures et demie et il en a dicté le résumé en rentrant.

Ils se sont séparés en désaccord sur trois points : 1° l'occupation de Paris ; 2° le désarmement de la garde nationale ; 3° les élections.

Dans une seconde entrevue, la question de la garde nationale a été vivement débattue. M. de Bismarck s'était imaginé que les 60 bataillons de garde nationale formés par l'Empire ne demanderaient pas mieux que de se joindre à l'armée prussienne, pour maintenir l'ordre et faire la police dans Paris. M. J. Favre a dû le détromper.

M. de Bismarck a consenti à ajourner les négociations commencées par lui et qui avaient pour but de

laissant à l'occupation allemande les départements situés au nord, à l'armée française ceux situés au midi de ce territoire.

« Les départements du Nord et du Pas-de-Calais, les forteresses de Givet et de Langres, avec le terrain qui les entoure à une distance de dix kilomètres, et la péninsule du Havre, jusqu'à une ligne à tirer d'Étretat, dans la direction de Saint-Romain, resteront en dehors de l'occupation allemande.

« Les deux armées belligérantes et leurs avant-postes, de part et d'autre, se tiendront à une distance de dix kilomètres au moins des lignes tracées pour séparer leurs positions.

« Chacune des deux armées se réserve le droit de maintenir son autorité dans le territoire

reconstituer le Corps législatif de l'Empire, sans recourir à de nouvelles élections. Il a demandé, à cet égard, l'avis de M. Jules Favre. Celui-ci lui a répondu qu'une Assemblée déjà discréditée, si elle était reconstituée par la Prusse et pour la Prusse, provoquerait une résistance désespérée, et amènerait une nouvelle révolution.

M. de Bismarck a fait observer qu'un tiers des soldats prisonniers étaient décidés à défendre l'Empire, « comme des prétoriens qu'ils sont: » qu'un autre tiers est républicain ou orléaniste; enfin un troisième tiers indifférent. « Nous amènerons avec nous, a-t-il dit, le tiers bonapartiste, et il nous aidera à mâter les autres. »

M. Jules Favre déclare avoir eu, d'ailleurs, à se louer de la courtoisie de M. de Bismarck. — Il raconte les étranges révélations du chancelier sur les négociations déjà entamées avec M. le marquis de..... (a), sur le caractère duquel M. de Bismarck lui a demandé son avis.

On n'avait pu se mettre d'accord sur l'occupation de Paris.

Dans une nouvelle entrevue qui a eu lieu dans la journée, M. de Bismarck a déclaré consentir à un armistice de trois semaines, avec liberté de faire des élections, moyennant la reddition de Paris. Sans cela, il annonçait un bombardement tellement violent qu'il serait intolérable.

L'armée de Paris serait prisonnière, et divisée en deux corps; les officiers seraient internés à Saint-Denis.

Enfin, à l'égard de la garde nationale, M. de Bismarck manifeste la crainte qu'elle ne se répande en province pour y fomenter la continuation de la lutte.

Le chancelier est convenu du pillage des maisons par les voituriers de l'armée allemande, mais il fait observer que l'armée française en faisait tout autant. Après avoir reconnu que le grand honneur et le grand titre de gloire dans cette guerre, c'était qu'une grande ville comme Paris se fût défendue, tout en maintenant l'ordre dans ses murs, il a fini par consentir à ce que la garde nationale restât dans Paris, en y conservant des armes. Cependant, il insistait toujours pour l'occupation de Paris.

Sur l'observation qu'on ne pourrait mettre les troupes allemandes en présence de cette population pleine de patriotisme et armée, M. de Bismarck a répondu : « Eh bien ! laissons au temps le soin d'apaiser ces colères, et quand ces deux populations auront été plus longtemps en relation l'une avec l'autre, les préventions disparaîtront. » Il a ajouté : « Mais êtes-vous sûr que vous serez obéi en province ? » M. Jules Favre lui a répondu franchement : « Non, » mais il s'est offert à se rendre lui-même en province, pour y faire cesser les hostilités.

M. de Bismarck ne consent, d'ailleurs, à ne pas occuper Paris durant l'armistice qu'à la condition qu'on lui livrera tous les forts, que l'armement des remparts sera livré ou détruit, les officiers internés à Saint-Denis, et les troupes cantonnées dans un autre endroit.

Quant au ravitaillement, il ne peut assurer la libre circulation que sur les chemins de fer du Nord et d'Orléans.

Après cet exposé, le Conseil délibère ; nous aurions voulu pouvoir reproduire en entier les opinions de chacun des membres du Gouvernement, dans cette longue discussion, sur les résolutions les plus graves ; et c'est avec regret que nous les résumons. — Les conditions proposées par M. de Bismarck ont paru acceptables à MM. Favre, Picard, Ferry, Trochu, Simon, Pelletan, Le Flô, Vinoy, Cresson. — Elles ont semblé même, à plusieurs d'entre eux, moins cruelles que celles dont on croyait le vainqueur résolu à frapper la France.

(a) Le nom est en blanc dans l'original.

qu'elle occupe, et d'employer les moyens que ses commandants jugeront nécessaires pour arriver à ce but.

« L'armistice s'applique également aux forces navales des deux pays, en adoptant le méridien de Dunkerque comme ligne de démarcation, à l'ouest de laquelle se tiendra la flotte française, et à l'est de laquelle se retireront, aussitôt qu'ils pourront être avertis, les bâtiments de guerre allemands qui se trouvent dans les eaux occidentales. Les captures qui seraient faites, après la conclusion et avant la notification de l'armistice, seront restituées, de même que les prisonniers qui pourraient être faits de part et d'autre, dans des engagements qui auraient lieu dans l'intervalle indiqué.

« Les opérations militaires sur le terrain des départements du Doubs, du Jura et de la Côte-d'Or, ainsi que le siége de Belfort, se continueront indépendamment de l'armistice, jusqu'au moment où on se sera mis d'accord sur la ligne de démarcation dont le tracé à travers les trois départements mentionnés a été réservé à une entente ultérieure.

M. Magnin, au contraire, croit la remise des forts inacceptable. Ce ne serait pas, dit-il, un armistice, mais une capitulation, et il croit que Paris doit être laissé maître de l'accepter ou de la refuser. De plus, l'Assemblée que nommera la France, durant l'armistice, ne sera peut-être pas libre dans ses délibérations.

M. Arago veut également que la capitulation soit conclue par des mandataires nommés à cet effet par la population. — Paris ne croit pas, dit-il, que les vivres soient épuisés, et lui-même partage cette manière de voir.

M. Dorian est convaincu que la population bien renseignée admettrait le traité, mais elle n'est pas au courant de la situation vraie; l'annonce des négociations fera reparaître des provisions cachées, ce qui confirmera l'illusion et une émeute emportera le Gouvernement.

Sur la question des communications à faire à la population, à part MM. Magnin, Arago, Dorian et Clément Thomas qui voudraient apprendre à la population les nouvelles des armées de province et la situation des subsistances, le conseil reconnaît le danger de publier la vérité sur les subsistances. En effet, l'ennemi, sachant à quelles extrémités Paris est réduit, augmenterait ses exigences.

Il n'est, d'ailleurs, douteux pour personne que le mouvement populaire ne soit menaçant et peut-être très-violent. On hésite donc beaucoup pour savoir comment il convient d'avertir la population; lui dire la vérité complète, c'est l'apprendre en même temps à l'ennemi; ne pas la lui dire, c'est augmenter les chances d'insurrection, car le public se fait encore de très-grandes illusions.

Plusieurs membres sont d'avis de réunir les journalistes et de leur dire la vérité entière, en leur faisant comprendre la nécessité d'y préparer l'esprit public.

La conservation des armes de la garde nationale paraît une condition honorable, et de nature à calmer les esprits. Quand on lui fait observer que M. de Bismarck n'aurait pas pu désarmer la garde nationale, lors même qu'il l'aurait voulu, M. J. Favre répond que le chancelier trouvait, au contraire, cette opération très-facile; il n'aurait donné un morceau de pain que contre la remise d'une arme entière ou brisée.

Quant à la remise de tous les forts, M. J. Favre déclare que cette condition lui a été imposée nettement et qu'il n'a pas pu la faire modifier; il n'a pas pu obtenir, non plus, un engagement relativement à l'entrée des troupes allemandes dans Paris, après l'armistice; ce n'est que pour la durée de l'armistice qu'il a pu se faire promettre qu'elles resteraient hors des murs.

Aux membres qui se refusent à accepter les conditions de l'ennemi, M. Pelletan répond qu'il s'agit, avant tout, de savoir si la défense peut-être prolongée, et M. J. Favre demande quelles conditions ils stipuleraient. Et, lorsqu'on l'interroge sur un nouvel effort, M. le général Vinoy répond que la défense active lui paraît désormais impossible, surtout à cause du manque de vivres; il voudrait d'ailleurs que tous les partisans de nouvelles batailles se fissent inscrire, en s'engageant à prendre personnellement part aux dangers.

La clause qui enlève les armes à l'armée, en les laissant à la garde nationale, paraît bien dure pour l'armée et d'ailleurs, comme la gendarmerie en fait partie, il ne restera, sous les armes, dit le général Clément Thomas, que des troupes aussi insuffisantes au point de vue de l'ordre qu'en face de l'ennemi. Aussi le

« Art. 2. — L'armistice ainsi convenu a pour but de permettre au gouvernement de la Défense nationale de convoquer une Assemblée librement élue, qui se prononcera sur la question de savoir si la guerre doit être continuée, ou à quelles conditions la paix doit être faite.

« L'Assemblée se réunira dans la ville de Bordeaux.

« Toutes les facilités seront données par les commandants des armées allemandes pour l'élection des députés qui la composeront.

« Art. 3. — Il sera fait immédiatement remise à l'armée allemande, par l'autorité militaire française, de tous les forts formant le périmètre de la défense extérieure de Paris, ainsi que de leur matériel de guerre. Les communes et les maisons situées en dehors de ce périmètre, ou entre les forts, pourront être occupées par les troupes allemandes, jusqu'à une ligne à tracer par des commissaires militaires. Le terrain restant entre cette ligne et l'enceinte fortifiée de la ville de Paris sera interdit aux forces armées des deux parties. La manière de rendre les forts et le tracé de la ligne mentionnée formeront l'objet d'un protocole à annexer à la présente convention.

« Art. 4. — Pendant la durée de l'armistice, l'armée allemande n'entrera pas dans la ville de Paris.

« Art. 5. — L'enceinte sera désarmée de ses canons, dont les affûts seront transportés dans les forts à désigner par un commissaire de l'armée allemande (1).

« Art. 6. — Les garnisons (armée de ligne, garde mobile et marins) des forts et de Paris seront prisonnières de guerre, sauf une division de douze mille hommes, que l'autorité militaire dans Paris conservera pour le service intérieur.

« Les troupes prisonnières de guerre déposeront leurs armes, qui seront réunies dans des lieux désignés, et livrées suivant règlement par commissaires, suivant l'usage; ces troupes resteront dans l'intérieur de la ville, dont elles ne pourront pas franchir l'enceinte pendant l'armistice.

« Les autorités françaises s'engagent à veiller à ce que tout individu appartenant à l'armée et à la garde mobile reste consigné dans l'intérieur de la ville.

« Les officiers des troupes prisonnières seront désignés par une liste à remettre aux autorités allemandes.

« A l'expiration de l'armistice, tous les militaires appartenant à l'armée consignée dans

général demande-t-il que l'on insiste pour que deux divisions au moins restent armées. M. J. Favre espère l'obtenir.

M. le général Trochu demande que le second voyage de M. J. Favre à Versailles soit différé, d'abord pour donner le temps à l'opinion de se prononcer, et aussi pour ne pas faire croire à M. de Bismarck à une nécessité trop pressante de notre part. L'ennemi cherche à nous effrayer, et par des menaces et par l'exagération de fausses nouvelles. Déjà, il a fait tomber des bombes dans le 3e secteur.

La majorité du Conseil croit, au contraire, qu'il faut se hâter; sans cela une émeute nouvelle servira de prétexte à l'ennemi pour aggraver ses conditions, ou même pour tout rompre, comme il l'a fait au 31 octobre. Le Gouvernement doit assumer la responsabilité de résolutions qui sont devenues nécessaires; tout retard peut encore empirer les choses.

Il est convenu que les maires et les journalistes seront avertis du véritable état des choses.

(1) Dans le protocole, cette condition du transport des affûts dans les forts a été abandonnée par les commissaires allemands, sur la demande des commissaires français.

Paris auront à se constituer prisonniers de guerre de l'armée allemande, si la paix n'est pas conclue jusque-là.

« Les officiers prisonniers conserveront leurs armes.

« Art. 7. — La garde nationale conservera ses armes; elle sera chargée de la garde de Paris et du maintien de l'ordre. Il en sera de même de la gendarmerie et des troupes assimilées, employées dans le service municipal, telles que garde républicaine, douaniers et pompiers; la totalité de cette catégorie n'excédera pas trois mille cinq cents hommes.

« Tous les corps de francs-tireurs seront dissous par une ordonnance du gouvernement français.

« Art. 8. — Aussitôt après la signature des présentes, et avant la prise de possession des forts, le commandant en chef des armées allemandes donnera toutes facilités aux commissaires que le gouvernement français enverra, tant dans les départements qu'à l'étranger, pour préparer le ravitaillement, et faire approcher de la ville les marchandises qui y sont destinées.

« Art. 9. — Après la remise des forts, et après le désarmement de l'enceinte et de la garnison, stipulés dans les articles 5 et 6, le ravitaillement de Paris s'opérera librement par la circulation sur les voies ferrées et fluviales. Les provisions destinées à ce ravitaillement ne pourront être puisées dans le terrain occupé par les troupes allemandes, et le gouvernement français s'engage à en faire l'acquisition en dehors de la ligne de démarcation qui entoure les positions de l'armée allemande, à moins d'autorisation contraire donnée par les commandants de ces dernières.

« Art. 10. — Toute personne qui voudra quitter la ville de Paris devra être munie de permis réguliers délivrés par l'autorité militaire française, et soumis au visa des avant-postes allemands. Ces permis et ces visas seront accordés de droit aux candidats à la députation en province et aux députés à l'Assemblée.

« La circulation des personnes qui auront obtenu l'autorisation indiquée ne sera admise qu'entre six heures du matin et six heures du soir.

« Art. 11. — La ville de Paris payera une contribution municipale de guerre de la somme de deux cents millions de francs. Ce payement devra être effectué avant le quinzième jour de l'armistice. Le mode de payement sera déterminé par une commission mixte allemande et française.

« Art. 12. — Pendant la durée de l'armistice, il ne sera rien distrait des valeurs publiques pouvant servir de gage au recouvrement des contributions de guerre.

« Art. 13. — L'importation dans Paris d'armes, de munitions ou de matières servant à leur fabrication, sera interdite pendant la durée de l'armistice.

« Art. 14. — Il sera procédé immédiatement à l'échange de tous les prisonniers de guerre qui ont été faits par l'armée française depuis le commencement de la guerre. Dans ce but, les autorités françaises remettront, dans le plus bref délai, des listes nominatives des prisonniers de guerre allemands aux autorités militaires allemandes, à Amiens, au Mans, à Orléans et à Vesoul. La mise en liberté des prisonniers de guerre allemands s'effectuera sur les points les plus rapprochés de la frontière. Les autorités allemandes remettront en échange, sur le même point, et dans le plus bref délai possible, un nombre pareil de prisonniers français, de grades correspondants, aux autorités militaires françaises.

« L'échange s'étendra aux prisonniers de condition bourgeoise, tels que capitaines de

navire de la marine marchande allemande, et les prisonniers français civils qui ont été internés en Allemagne.

« Art. 15. — Un service postal pour les lettres non cachetées sera organisé, entre Paris et les départements, par l'intermédiaire du quartier général de Versailles.

« En foi de quoi les soussignés ont revêtu de leurs signatures et de leur sceau les présentes conventions.

« Fait à Versailles, le vingt-huit janvier mil huit cent soixante et onze.

« *Signé :* Jules Favre. Bismarck. »

Deux reproches ont été adressés à M. Jules Favre, à propos de cette convention :

1° En insistant auprès du chancelier pour que la garde nationale conservât ses armes, il a rendu la Commune possible ;

2° En excluant les troupes du général Bourbaki de la convention, il a été la cause de la ruine de notre dernière armée.

Nous n'insisterons pas sur le premier point : c'est là, en effet, un pénible sujet, et la discussion ne saurait utilement aboutir. Au moment où M. Jules Favre traitait à Versailles, la garde nationale cherchait partout des chefs pour tenter une dernière sortie. Il y avait, sans aucun doute, une large part à faire aux menées des hommes de la Commune dans ce mouvement, mais il y avait aussi un sentiment profondément respectable ; était-il possible de faire rendre les armes sans recourir aux Prussiens ? Fallait-il, enfin, accepter le moyen proposé par M. de Bismarck : un morceau de pain en échange d'un fusil ? Ces questions se posent, mais elles ne se discutent pas (1).

Quant à l'armée de l'Est, il est hors de doute que le négociateur a fait preuve d'une très-médiocre habileté, d'une inintelligence complète de la situation : on a dit — et le colonel allemand Wartensleben a répété depuis cette explication — que M. Jules Favre était, à ce moment, persuadé que le général Bourbaki était victorieux, et qu'il a voulu lui laisser continuer ses opérations. Mais, par le résumé que nous avons précédemment publié, on a vu que M. Jules Favre était très-exactement renseigné sur la situation de l'armée de l'Est.

Dans la séance tenue le 1er février par les membres du gouvernement, M. Jules Favre — d'après le compte rendu de M. Dréo — déclare, il est vrai, qu'il ne connaissait pas la vérité; mais cette excuse ne peut évidemment être admise après ses déclarations antérieures. Nous reproduisons ici cet extrait de la séance du 1er février :

« Il explique pourquoi l'armistice n'avait pas été étendu à l'armée de l'Est. M. de Bismarck, dès le début des négociations, exigeait la reddition de Belfort, qui devait, disait-il, tomber comme Strasbourg dans un nombre de jours déterminé et fort court. M. Jules Favre,

(1) Dans la déposition de l'honorable général de Beaufort, nous trouvons les lignes suivantes :

« C'est alors que M. Jules Favre refusa de désarmer la population parisienne qui s'était admirablement conduite pendant cinq mois.

« Je déclare que je partageai complétement son avis.

« C'eût été déshonorer Paris que de lui enlever ses armes. Paris a contribué à sauver l'honneur de la France; personne ne croyait qu'il tiendrait cinq mois, nous trouvions que c'était un honneur à lui rendre que de ne pas le désarmer ; plus tard, on a dit qu'on avait commis une faute, mais je répondrai qu'il était du reste impossible à qui que ce fût de désarmer Paris.

« Il ne faut pas juger les choses après coup, quand on connaît les faits qui ont suivi ; il faut les voir telles qu'elles étaient au moment où l'on se trouvait. »

dans l'ignorance où il était de la situation de l'armée de Bourbaki, n'avait pas voulu céder Belfort, pas plus que comprendre l'armée de l'Est dans l'armistice. »



HENRI REGNAULT.

A ce fait si profondément regrettable — et sur les conséquences duquel nous aurons à revenir dans le chapitre suivant — il n'y a qu'une explication : M. Jules Favre portait presque exclusivement son attention sur les questions politiques ou sur celles qui se rattachaient

à Paris. Pour le reste, il devait s'en rapporter naturellement au général qui lui était adjoint. A la suite de la déposition du général de Beaufort devant la commission d'enquête, nous trouvons le récit certifié exact de l'aide de camp du général. Il contient le passage suivant sur l'armée de l'Est :

« A l'Est, l'état-major prussien proposa de laisser la question en suspens, jusqu'à ce qu'il reçût des communications officielles, dont il manquait complétement.

« Or, il ressortait des dépêches apportées à Paris par le dernier pigeon que la situation de Bourbaki était très-périlleuse, par suite de l'échec qu'il venait d'éprouver à Héricourt, en essayant de débloquer Belfort.

« Le général s'éleva donc avec énergie contre la prétention des Prussiens. Il proposa de laisser à Bourbaki l'occupation du département du Doubs, en neutralisant les départements de la Haute-Saône et du Jura.

« Les deux armées sont peut-être en présence, dit M. de Moltke, sur le point d'en venir « aux mains ; il serait donc impossible de les prévenir à temps. D'autre part, les conditions « que vous faites à Bourbaki lui permettraient de se ravitailler, et de recevoir des renforts, « ce que nous ne pouvons admettre.

« Comme l'a dit M. de Bismarck, s'écria le général, en se levant et se rapprochant du chef « d'état-major général prussien, nous traitons *bona fide*, et ne voulons point violer un ter- « ritoire qui sera fait neutre, pour envoyer des renforts à Bourbaki. Laissez-lui au moins « le département du Doubs pour vivre, toute la partie sud-ouest de ce département est très- « montagneuse et presque improductive ; M. de Moltke le sait aussi bien que moi. »

« Sur les observations de M. de Bismarck, la décision sur cette importante question fut renvoyée au lendemain. »

Malheureusement, le lendemain ce ne fut plus le général de Beaufort, mais le général de Valdan qui fut envoyé à Versailles. Fort ignorant de la situation réelle, le général de Valdan dut se borner à laisser faire.

Quant à l'armée de l'Est, *on n'en parla, selon le général de Valdan, que pour ajourner de nouveau la décision.*

« Il fut convenu, dit M. Jules Favre, que la détermination de la zone pour l'armée de l'Est serait faite lorsqu'on connaîtrait mieux les positions respectives des belligérants, et qu'alors cesseraient les hostilités. Le représentant de l'autorité militaire était près de moi, et ne fit aucune observation. » Le général de Valdan déclare qu'il n'avait aucune observation à faire. Soldat, il obéissait à une consigne, et exécutait les ordres qu'il recevait.

Tout en consentant à excepter l'armée de l'Est de l'armistice, M. Jules Favre avait demandé *que le tracé des lignes de démarcation entre les armées belligérantes dans les départements du Doubs, du Jura et de la Côte-d'Or fût effectué aussitôt que les parties contractantes seraient renseignées sur la situation des opérations militaires en cours d'exécution.* Cette concession fut faite, mais elle fut aussitôt annulée par un paragraphe que, d'un commun accord, on inséra dans le traité, et qui était ainsi conçu : « Les opérations militaires continueront dans le Doubs, le Jura et la Côte-d'Or, *indépendamment de l'armistice,* jusqu'au moment où l'on se sera mis d'accord sur le tracé, réservé à une entente ultérieure, des lignes de démarcation. »

L'armistice signé, M. Jules Favre écrivit *sous la dictée* de M. de Bismarck une dépêche pour Bordeaux dont voici le texte :

« Nous signons aujourd'hui un traité avec M. de Bismarck. Un armistice de 21 jours est convenu ; une Assemblée est convoquée à Bordeaux pour le 12 février. Faites connaître cette nouvelle à toute la France. Faites exécuter l'armistice ; convoquez les électeurs pour le 8 février. Un membre du gouvernement va partir pour Bordeaux.

« *Signé*: Jules Favre. »

M. le comte de Bismarck contre-signa cette dépêche pour l'expédition.

Dans cette dépêche, pas un mot n'était dit de l'exclusion de l'armée de l'Est ; elle devait donc tromper le gouvernement de Bordeaux et le général Clinchant, en leur inspirant une complète sécurité.

Le 31 janvier seulement, M. de Bismarck télégraphiait de Versailles à M. Gambetta : « ...Les hostilités continuent devant Belfort et dans le Doubs, le Jura et la Côté-d'Or jusqu'à entente. ». . . . .

La triste nouvelle de la capitulation fut annoncée à la population par la proclamation suivante :

« Paris, le 28 janvier 1871.

« Citoyens, la convention qui met fin à la résistance de Paris n'est pas encore signée, mais ce n'est qu'un retard de quelques heures.

« Les bases en demeurent fixées telles que les avons annoncées hier :

« L'ennemi n'entrera pas dans l'enceinte de Paris ;

« La garde nationale conservera son organisation et ses armes ;

« Une division de douze mille hommes demeure intacte ; quant aux autres troupes, elles resteront dans Paris, au milieu de nous, au lieu d'être, comme on l'avait d'abord proposé, cantonnées dans la banlieue.

« Les officiers garderont leur épée.

« Nous publierons les articles de la convention, aussitôt que les signatures auront été échangées, et nous ferons, en même temps, connaître l'état de nos subsistances.

« Paris veut être sûr que la résistance a duré jusqu'aux dernières limites du possible ; les chiffres que nous donnerons en seront la preuve irréfragable, et nous mettrons qui que ce soit au défi de les contester. Nous montrerons qu'il nous reste tout juste assez de pain pour attendre le ravitaillement, et que nous ne pouvions prolonger la lutte, sans condamner à une mort certaine deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

« Le siége de Paris a duré quatre mois et douze jours ; le bombardement un mois entier. Depuis le 15 janvier, la ration est réduite à 300 grammes ; la ration de viande de cheval, depuis le 15 décembre, n'est que de 30 grammes. La mortalité a plus que triplé. Au milieu de tant de désastres, il n'y a pas eu un seul jour de découragement.

« L'ennemi est le premier à rendre hommage à l'énergie morale et au courage dont la population parisienne tout entière vient de donner l'exemple. Paris a beaucoup souffert ; mais la République profitera de ses longues souffrances, si noblement supportées. Nous sortons de la lutte qui finit, retrempés pour la lutte à venir. Nous en sortons avec tout notre honneur, avec toutes nos espérances, malgré les douleurs de l'heure présente. Plus que jamais, nous avons foi dans les destinées de la Patrie. »

(*Suivent les signatures.*)

Le désespoir fut profond, immense. Au fort de Montrouge, où trois capitaines de frégate avaient été tués, un quatrième blessé, le cinquième se fit sauter la cervelle.

Une seule pensée agitait cette masse confuse : trouver un chef pour se battre. L'amiral Saisset avait perdu son fils, tué par un obus; on courut à lui. Successivement, tous les amiraux, tous les généraux furent consultés, invoqués, suppliés.

Puis brusquement cette fièvre tomba. La sinistre réalité apparut tout entière : après le bombardement, la faim. Ce fut alors une émigration générale.

La moitié de la population s'empressa de quitter Paris, sans se douter qu'elle l'abandonnait à de nouveaux dangers!

CHAPITRE XIX

Marche du général Manteuffel. — Les 2e et 7e corps allemands. — Inaction de l'armée garibaldienne. — Conversion à droite de l'armée allemande. — La brigade Kettler attaque Dijon et est repoussée. — Situation de l'armée française à Besançon. — Abandon du mont Lomont. — Suicide du général Bourbaki. — Retraite sur Pontarlier. — Poursuite des Allemands. — Influence exercée par la nouvelle de l'armistice. — Combat de la Cluse. — L'armée française entre en Suisse.

I

Dès le milieu de décembre, le général Zastrow, qui se tenait à Auxerre avec la 13e division du 7e corps, recevait l'ordre de se porter sur Montbard, pour se rapprocher du général Werder :.on lui adjoignait les 60e et 72e régiments d'infanterie, sous les ordres du colonel Dannenberg.

Les mouvements de la 1re armée de la Loire (général Bourbaki) ayant fait craindre à ce moment au général de Moltke une marche sur Paris, le général Zastrow fut bientôt rappelé à Auxerre, tandis que le 2e corps était retiré de l'armée d'investissement et dirigé sur Montargis. Mais, dans les premiers jours de janvier, l'état-major allemand, jusqu'alors très-imparfaitement renseigné, apprit d'une façon certaine que le général Bourbaki, renonçant à son projet primitif, s'était avancé dans l'Est, et se trouvait déjà en présence du général Werder.

D'importantes modifications furent alors décidées à Versailles. Le général de Manteuffel, remplacé dans le nord par le général Gœben, fut désigné pour le commandement général de toutes les troupes réunies dans l'Est sous le titre d'*armée du Sud.* Au 14e corps du général Werder, devaient se joindre les 2e et 7e corps. Le 2e corps recevait l'ordre de poursuivre sa marche de Montargis jusqu'aux environs de Nuits-sous-Ravières. Il était prescrit à la 13e division de se porter sur Châtillon-sur-Seine; enfin, la 14e division, jusqu'alors occupée à assiéger les places fortes des Ardennes, était, par voie ferrée, envoyée dans la même direction.

D'après les calculs du grand état-major allemand, vers le 12 janvier, les deux corps d'armée devaient atteindre la ligne Nuits-Châtillon. Le 12 janvier, le général Manteuffel rejoignit à Châtillon-sur-Seine les deux corps de l'armée du sud, qui comprenaient 56 bataillons, 20 escadrons, 28 batteries.

Après s'être rendu un compte exact de la situation, le nouveau commandant en chef,

persuadé que le général Werder pourrait résister, au moins quelques jours, au général Bourbaki, chercha à combiner un plan de campagne de nature à donner des résultats omplets.

Deux directions étaient indiquées :

1° Celle de Dijon;

2° Celle de Vesoul.

La première offrait de nombreux avantages : les routes étaient relativement bonnes; l'occupation de Dijon était certaine, et assurait une base sérieuse d'opérations pour les mouvements ultérieurs.

Mais, en prenant par Vesoul, on arrivait plus promptement à assurer le contact avec l'armée de Bourbaki ; et c'était là la considération principale : le reste n'était qu'accessoire.

Le 13 janvier, au matin, le général Manteuffel se décida donc pour une marche sur Vesoul. Cette résolution exposait l'armée allemande à de sérieux dangers. Dans la région accidentée de la Côte-d'Or, entre Dijon et Langres, les voies de communication, allant du sud au nord, font presque complétement défaut. Il devenait donc nécessaire de fractionner les colonnes en petits détachements, incapables de se porter secours en cas d'attaque. Le 14, l'ordre de mouvement prescrivait au 2e corps de prendre la route de Montbard-Chanceaux-Selongey ; le 7e corps, les routes de Châtilon-Recey-Prauthay (13e division) et Montigny-Arc-en-Barrois-Chameroi-Longeau (14e division); le 7e corps devait être, le 16, à Longeau ; le 2e, le 17, à Selongey.

Le général Kettler fut chargé de couvrir le mouvement avec la 8e brigade, en menaçant Nuits et Dijon. Il lui était prescrit de prendre au besoin l'offensive, afin de tromper le général Garibaldi sur l'importance de ses forces, et de masquer la marche de l'armée.

Le 17 janvier, le 7e corps se reformait, après être sorti de la Côte-d'Or dans le rayon de Prauthoy et de Longeau; le 2e atteignait Is-sur-Tille et Selongey. Pendant ce temps, la brigade Kettler avait bombardé Avallon punir la ville d'avoir accueilli les Allemands à coups de fusil, et atteignait Montbard le 17.

Tandis que l'armée allemande exécutait cette dangereuse marche, que faisait donc l'armée de Garibaldi concentrée à Dijon? Plusieurs témoins déposant devant la commission d'enquête, — M. de Serres notamment, — ont dit que le général Garibaldi était très-exactement renseigné sur les mouvements de l'ennemi; mais que, trouvant l'opération trop lourde pour ses forces, il s'était abstenu de l'entreprendre. Nous n'avons pas à discuter cette question ; mais n'est-il pas tout au moins surprenant que le général Garibaldi, si bien renseigné, n'ait pas fait prévenir, dès le premier jour, le général Bourbaki qui n'a, en réalité, été averti que le 17? Un des témoins de la commission d'enquête trace un tableau très-complet de ces quelques journées :

« L'état-major, dit-il, lança aussitôt des reconnaissances à d'assez grandes distances, dans le Semurois et le Châtillonnais. Le rôle de ces détachements peut ainsi se résumer : ils assistèrent à la concentration des corps ennemis qui venaient du sud ou de l'ouest, et quand l'armée de Manteuffel fut formée et qu'elle commença à s'ébranler, ils se retirèrent sans tenter la moindre résistance. Dans la première période, il y eut quelques coups de fusil échangés, aux environs de Montbard notamment. Ricciotti, qui commandait la bande la plus nombreuse, s'y heurta à un détachement que l'ennemi avait envoyé en avant, pour couvrir son mouvement de concentration à Nuits-sous-Ravières. Repoussé, Ricciotti s'éloigna vers le

nord, tira ou reçut encore quelques coups de fusil à Baigneux-les-Juifs, et arriva à Aignay-le-Duc le 12 au matin. Les postes ennemis le plus rapprochés étaient à Aisey-le-Duc et Saint-Marc-Saint-Seine, sur la route impériale de Châtillon à Dijon. Ils envoyaient leurs éclaireurs jusqu'à Cosne, situé à 4 kilomètres ouest d'Aignay, sur un chemin de grande communication qui va de cette bourgade s'embrancher sur la route. Ricciotti envoya aussi des patrouilles de ce côté, qu'il pouvait croire menacé. Mais, en même temps, le soir, à une heure très-avancée, comme s'il eût eu le pressentiment des projets dont les Prussiens allaient entreprendre l'exécution le lendemain, il faisait dire au maire d'Essaroir, M. Félix Bordet, d'avoir, sous peine de mort, à le prévenir au cas où l'ennemi s'avancerait de son côté.

« Essaroir est au nord d'Aignay, dans la direction de la vallée de l'Ource, par où le général Manteuffel devait s'engager le lendemain, et l'ennemi n'aurait pu y arriver que par cette vallée. M. Félix Bordet, apprenant l'arrivée des avant-gardes ennemies dans la vallée, le 13 au soir, envoya un exprès à Aignay de grand matin. Le maire lui fit répondre que les derniers garibaldiens venaient d'en partir. En effet, informés sans doute des mouvements de l'ennemi, ayant devant eux, au nord, le corps qui passait par la vallée de l'Ource, derrière eux, au sud, le corps qui passait par la vallée de l'Ignon, les garibaldiens firent demi-tour à droite, et filèrent par des chemins de traverse, marchant parallèlement aux deux colonnes ennemies par Etalante et Echalot jusqu'à Salives, Barjon et Avot, dans les environs de Grancey : là, tournant au sud, et gagnant de vitesse la colonne de l'Ignon, ils arrivaient le 14 à Is-sur-Tille, à l'entrée du vallon de l'Ignon, en repartaient le 15, un jour avant que les Prussiens débouchassent, et faisaient le même jour leur entrée triomphale à Dijon.

« Dans cette marche, Ricciotti, qui a dû quitter Aignay avec une partie de ses troupes, dès le 13, s'était trouvé le soir du même jour très-près du colonel Lobbia qui occupait Grancey ; mais les deux chefs ne se jugèrent pas sans doute assez forts pour rien tenter, et l'apparition dans la soirée d'une patrouille prussienne venant de Peccy-sur-Ource hâta leur retraite. Tandis que le colonel Prince de Reuss disait, le 14 au soir, aux personnes chez qui il était logé à Peccy : « Demain, vous entendrez le canon à Grancey » ; tandis qu'effectivement les Prussiens, ne supposant pas que les garibaldiens abandonneraient, sans coup férir, d'aussi fortes positions, envoyaient un détachement de 3,000 hommes de ce côté, pour couvrir leur marche sur Auberive, dès le matin du 14, Lobbia avait gagné la plaine dans la direction de Fontaine-Française et Langres, et Ricciotti, comme je l'ai dit, avait gagné Dijon (1).

« Ainsi, l'armée du général de Manteuffel trouva tous les passages libres, et n'eut pas à tirer un seul coup de fusil. Les quelques troupes chargées, sous les ordres du général Kettler, d'attaquer Dijon, pour immobiliser Garibaldi, et couvrir les derrières de l'armée lancée sur le Doubs, n'eurent pas plus de peine. »

Pour le 18 janvier, le général Manteuffel prescrisvit au 7e corps de se porter sur Cham-

(1) Dans sa déposition devant la commission d'enquête le général Bardone explique ainsi l'inaction de l'armée garibaldienne :

« Appuyés sur une ville comme Dijon, opérant à 60 ou 80 kilomètres de cette ville, ayant à Langres 2,500 hommes, pouvions-nous, avec ce qui nous restait de troupes, sortir de Dijon, qu'on nous avait ordonné de défendre inébranlablement ? Nous ne pouvions pas le faire. Nous étions obligés, — le mot est textuel, — de défendre Dijon jusqu'à la dernière extrémité. Dijon était, en effet, la clef, à ce moment-là, de toutes les opérations dans l'Est. »

plitte, avec avant-garde dans la direction de Vesoul, et au 2ᵉ corps d'envoyer ses têtes de colonne à Fontaine-Française. Le gros de l'armée devait se concentrer près de Selongey et d'Is-sur-Tille.

Tandis que ces mouvements s'opéraient, le commandant en chef de l'armée du Sud fut informé, par plusieurs dépêches successives du général Werder, des combats livrés sur la Lisaine et de la retraite de l'armée française.

Cette nouvelle modifiait les projets du général en chef : il ne s'agissait plus, dès lors, de pousser droit à l'est, il fallait, au contraire, incliner au sud pour rejoindre le général Bourbaki. Une conversion à droite des 7ᵉ et 2ᵉ corps fut donc prescrite ; le 7ᵉ corps reçut l'ordre de s'avancer à Dampierre sur Salon, tandis que, sur son flanc gauche, il se mettrait en communication à Vesoul avec un détachement du 14ᵉ corps (colonel Willisen). Le 2ᵉ corps devait se porter sur Fontaine-Française et Autrey, pendant que l'avant-garde s'emparerait de Gray. Ces mouvements furent effectués le 19. L'intention du général Manteuffel était de passer entre Dijon et Besançon, et de couper la retraite à l'armée française. L'opération était pour le moins hasardée, et en Allemagne même, elle a soulevé de nombreuses critiques (1).

Le 20 janvier, le 2ᵉ corps se concentra près de Gray, le 7ᵉ corps arriva à Antoreille, tandis que sur l'ordre du commandant en chef, le général Werder, avec 35 bataillons, 28 escadrons et 19 batteries, se dirigeait sur Villersexel.

Le 21, le 7ᵉ corps atteignit Marnay, Pin et Etuz, le 2ᵉ Montmirey et Pesmes, tandis qu'un détachement d'avant-garde enlevait Dôle, après un court combat.

Le 22, le 7ᵉ corps se trouvait à Dampierre, et le 2ᵉ au sud de Dôle ; le 14ᵉ enfin, avec le général Werder, se tenait de Rougemont à l'Isle-sur-le-Doubs.

Le général Manteuffel avait donc pris le contact avec l'armée française concentrée sous les murs de Besançon.

Pendant ce temps, le général Kettler, inclinant sur Dijon, avait attaqué la ville pour empêcher Garibaldi d'inquiéter les colonnes allemandes qui passaient à peu de distance de ses troupes. L'armée des Vosges comprenait à ce moment (2) environ 25,000 hommes, parmi lesquels 15,000 mobilisés du général Pellissier.

Le général Kettler disposait de 5 bataillons, de 2 escadrons et de 2 batteries. Les garibaldiens avaient, depuis le commencement de janvier, fortifié les environs de Dijon, et notamment les deux hauteurs de Talant et de Fontaine : 20 pièces de gros calibre étaient en batterie.

Le 21, après un court engagement auprès du val Suzon, le général allemand s'empara vers deux heures du village de Daix. Jusqu'à cinq heures, les Prussiens exposés au feu du Talant et de Fontaine ne parvinrent que difficilement à se maintenir. Pendant ce temps, un

(1) Dans son ouvrage sur *Opérations de l'armée du Sud*, le colonel Wartensleben, chef d'état-major du général Manteuffel, ne dissimule pas « que le commandant supérieur et une partie de l'armée se trouvèrent en opposition dans leur manière de voir, dans un petit nombre de cas. » Il publie, en outre, cette note décisive : « Le général Moltke parlant à cette époque à S. M. l'Empereur disait à ce sujet : L'opération du général Manteuffel est excessivement audacieuse et hasardée, mais elle peut amener les plus grands résultats. Au cas où il éprouverait un échec, il ne faudrait pas le blâmer : car, on n'obtient pas d'effets importants sans se risquer un peu. »

(2) Déposition du général Pellissier.

détachement (1 bataillon et 1 escadron) s'avançait aux environ de Messigny, livrait un vif combat à une colonne garibaldienne, et se repliait enfin sur Savigny-le-Sec.

A la nuit, le général Kettler voulut tenter un nouvel effort, mais les pertes essuyées par sa brigade l'obligèrent à s'arrêter : 14 officiers et 322 hommes étaient hors de combat. Le lendemain 22, les Allemands avaient reculé jusqu'à Darois et Messigny. C'était là, pour les garibaldiens et les mobilisés, un réel succès ; ils avaient incontestablement la supériorité du nombre et de la position, mais ils avaient eu affaire à des troupes bien organisées, à ces Poméraniens du 2ᵉ corps qui avaient montré leur valeur le 18 août, dans le ravin de Gravelotte, et il les avaient forcés à la retraite.



LE GÉNÉRAL MANTEUFFEL.

Le 23, le général Kettler renouvela son attaque par le nord ; après une lutte vraiment

acharnée, il pénétra jusqu'au faubourg Saint-Martin, mais les mobilisés de Saône-et-Loire et la brigade Ricciotti accueillirent les Allemands par une vive fusillade, et les rejetèrent sur la route de Thil-Châtel. Le colonel Wartensleben n'indique pas le total des pertes pour cette journée, « le combat, dit-il, fut comme l'autre, très-meurtrier, » et il ajoute plus loin : « Dès lors, le général Kettler, surveillant vers le nord les mouvements de l'ennemi, resta à une distance *convenable* de Dijon, et s'établit dans divers cantonnements. »

Le 61e régiment prussien avait laissé son drapeau sur le champ de bataille.

II

En venant prendre position autour de Besançon avec l'armée de l'Est, le général Bourbaki comptait trouver des vivres, séjourner quelques jours sous le canon de la place, puis avec son armée réorganisée, poursuivre les opérations. « Après s'être reposée quelques jours, dépose le colonel Leperche, elle se serait trouvée en mesure de reprendre l'offensive dans la direction reconnue la plus avantageuse. »

Le général Bourbaki, il est vrai, dit de son côté :

« En ajoutant aux ressources de l'armée celles constituant l'approvisionnement de la garnison, j'aurais été réduit, au bout de 20 jours, à laisser périr mon armée de faim, et à la livrer pour ce motif à l'ennemi avec la place de Besançon. » De telle sorte qu'il est, en réalité, impossible de distinguer si le commandant en chef de l'armée de l'Est voulait demeurer sous le canon de Besançon, comme dans un camp retranché, ou bien ne s'arrêter que quelques jours pour donner un peu de repos à ses troupes.

Les deux résolutions semblaient également dangereuses : l'exemple du maréchal Bazaine prouvait qu'il n'est guère facile de se frayer un passage, et en laissant le temps au général Werder et au général Manteuffel d'atteindre Besançon, et de se concentrer autour de la place l'un au nord, l'autre à l'ouest et au sud, on diminuait singulièrement les chances de succès.

Mais, deux considérations vinrent modifier les résolutions du général Bourbaki : d'une part, la place de Besançon ne renfermait pas la quantité de vivres sur laquelle il avait compté, et de l'autre les positions défensives qu'il avait fait prendre à son armée n'avaient pas été tenues. Le général avait décidé d'établir ses troupes sur le terrain limité au nord par les monts Lomont, à l'est par la Suisse, à l'ouest par le cours du Doubs et la place de Besançon, au sud par la Loue. De tout côté, la défense est facile. Les rives du Doubs sont escarpées, les passages rares. Les monts Lomont ne présentent que peu de défilés, qui peuvent être gardés par quelques détachements. Enfin, la Loue coule entre deux murailles verticales de rochers.

Malheureusement, la division Dastugue, chargée de protéger la gare de Mouchard, se replia, et le 24e corps abandonna les monts Lomont (1).

(1) Cet incident a donné lieu à de vives discussions. Nous ne pouvons mieux les résumer qu'en citant ce passage de la déposition du général Borel :

« L'abandon des positions occupées par le 24e corps, sur la rive gauche du Doubs, était une chose très-

Ce dernier mouvement avait une exceptionnelle importance : le général Billot reçut l'ordre, le 25, d'attaquer sur la rive gauche. Le 18e corps était, en effet, de beaucoup le plus solide, et ce n'était que de lui qu'il était possible d'exiger un vigoureux effort. Malheureusement, il fallait, pour joindre l'ennemi, traverser la ville de Besançon, puis gravir une rampe couverte de verglas. Les bagages des différents corps d'armée obstruaient les routes et les rues de la ville. La nuit du 25 et la journée du 26 suffirent à peine au passage : il était trop tard !

La retraite allait donc s'opérer dans de déplorables conditions, puisque le plus important des défilés était entre les mains des Allemands.

Dès le 24, dans un conseil de guerre tenu à Château-Farine, le général Bourbaki avait consulté ses lieutenants pour arrêter la direction à prendre. Fallait-il marcher sur Auxonne

grave, parce que l'ennemi pouvait se porter désormais sur la route de Pontarlier, et nous couper la dernière voie de communication qui nous restait pour sortir de Besançon. Je suis forcé d'avouer que je ne pouvais pas m'expliquer comment le 24e corps n'avait pas conservé des positions aussi formidables et aussi faciles à défendre. Ce n'est qu'à Pontarlier que j'ai eu l'explication de ce fait par le général commandant en chef le 24e corps, *qui m'a montré la dépêche du commandant en chef de l'armée qui lui avait prescrit ce mouvement, dépêche qui n'avait pas été transmise par mon intermédiaire*. »

Cette dernière phrase du général Borel est en contradiction manifeste avec la déposition du général Bourbaki ainsi conçue : « Le général Bressolles m'annonça quelque chose de bien plus fort : c'est qu'il avait cessé d'occuper les monts Lomont, qu'il n'avait pas pu attendre mes ordres pour prendre ce parti, et qu'il filait jusqu'à Vercel. Je lui ordonnai de la façon la plus impérative d'arrêter son malencontreux mouvement de retraire, et de reprendre immédiatement l'offensive. Il ne me répondit pas, et depuis, je restai sans nouvelles de lui. Il n'avait rien tenté de sérieux pour se conformer à mes instructions formelles, il avait continué sa retraite. »

En présence de cette contradiction, nous ne pouvons que reproduire les explications du général Bressolles :

« J'ai fait exactement ce qui m'était ordonné. Je reçois le 23, à deux heures de l'après-midi, une dépêche dans laquelle on me dit de me porter sur Besançon, avec le corps d'armée ; je donne des ordres en conséquence, et j'ordonne au général Dariès de laisser deux bataillons à Clerval, et d'en envoyer deux à Baume-les-Dames. Le général Dariès, le même jour, donne les ordres nécessaires. Comment furent-ils exécutés ? là est la question ; toujours est-il que les ordres furent donnés. Maintenant, je reçus le 24 une dépêche dans laquelle on disait que j'avais abandonné sans ordre les positions de Pont-de-Roide et de Blamont ; j'ai montré l'ordre qui me prescrivait d'abandonner ces positions. Enfin, on me disait dans la deuxième : N'abandonnez à aucun prix les défilés du Lomont. » Je donnai aussitôt l'ordre au général de Busserolles de reprendre les défilés du Lomont, et au général Commagny de réoccuper Pont-de-Roide. Le général de Busserolles fit reprendre les positions du Lomont ; quant au général Commagny, il fut introuvable, on ne put mettre la main dessus ; il en résulta que les positions du Lomont furent reprises, mais que Pont-de-Roide ne put être réoccupé. Tous ces ordres prouvent avec la dernière évidence que je me suis scrupuleusement conformé à ceux que j'ai reçus du quartier général. Comment, devant un ordre de laisser Blamont, Pont-de-Roide, le Lomont occupés, aurais-je donné un ordre contraire ? »

En réalité, aucune position ne fut reprise : voici, en effet, le rapport que le général Bressolles adressait au général Bourbaki :

Pour Besançon, de Pontarlier, 27 janvier, 8 h. 27 m.

Général Bressolles à général Bourbaki, Besançon.

Vous ai envoyé dépêche cachetée par un paysan de Vercel, pensant aller plus vite. Aussitôt votre ordre reçu ce matin, je suis parti avec le général Dariès et sa division, ou plutôt son semblant de division, pour réoccuper Passavant. Cette division n'a plus que 2,000 hommes au plus, et la 3e légion du Rhône a disparu. On ne sait où elle a passé après son affaire de Baume.

Arrivé à 2 kilomètres de Passavant, les hauteurs couvertes d'artillerie, soutenue par de l'infanterie, ont

et Chagny, pour regagner le chemin de Nevers, par où l'on était venu, ou bien convenait-il de se porter sur Pontarlier, pour gagner la vallée du Rhône par Gex?

La première opération présentait d'incontestables difficultés : à cette date du 24, le général Manteuffel se trouvait, avec le 2e et le 7e corps, aux environs de Quingey-Vaudrey; l'avant-garde atteignait déjà Villers-Farlay et la route de Besançon à Lons-le-Saulnier; le général Werder avait toutes ses troupes concentrées autour de Baume-les-Dames.

L'armée française avait donc à opérer une longue marche, son aile droite appuyée à l'Ognon, son aile gauche au Doubs, pour atteindre Auxonne. Le général Manteuffel était plus rapproché; le général Werder, au contraire, se trouvait bien en arrière. Il était donc évident que l'on aurait à livrer bataille à mi-chemin, entre Auxonne et Besançon, aux 2e et 7e corps, diminués de la brigade Kettler. Une défaite avait des conséquences terribles; mais aussi une victoire sauvait l'armée de l'Est : elle lui faisait gagner un pays riche, où il devenait possible de réorganiser les troupes.

La retraite par Pontarlier semblait d'abord plus facile : elle évitait le combat, au moins durant les premiers jours; mais, par cette température de 18° Réaumur au-dessous de zéro, elle conduisait nos soldats dans une région pauvre, montagneuse. Elle nous obligeait à gagner les Allemands de vitesse, sous peine d'être jetés en Suisse.

Le général Billot seul se prononça pour la direction Auxonne. Les autres généraux adoptèrent la retraite par Pontarlier. Le ministre de la guerre avait vivement insisté pour que la première combinaison fût choisie.

Découragé par ces échecs constants, désespérant de sauver ses soldats, le général Bourbaki se tira un coup de pistolet le 26 janvier.

« ... La crainte de voir mon armée internée en Suisse, a-t-il dit devant la commission d'enquête, le manque de vivres pour mes troupes, l'appréciation injuste que le ministre de la guerre faisait d'efforts si constants, si soutenus, si désespérés, tentés dans des conditions de température affreuses, toutes ces pensées m'assaillirent, et alors..... l'*accident* est arrivé. »

Le général Clinchant fut appelé au commandement de l'armée de l'Est. Nous emprunterons à son rapport au ministre de la guerre de nombreux renseignements sur les derniers jours de la campagne.

« La position de Pontarlier, dit-il en débutant, est admirablement disposée pour la défense; elle ne peut être tournée que par deux routes : celle des Allemands, au nord,

ouvert contre la colonne un feu fort vif. Les 1,500 ou 1,800 hommes qu'avait le général Dariès, fatigués, usés, et ne se traînant qu'avec la plus grande difficulté, étaient absolument incapables d'enlever de vive force une pareille position. Les chefs de corps consultés, du reste, avant et encouragés, avaient répondu les larmes aux yeux qu'il ne fallait en rien compter sur leurs hommes, même pour tirer un coup de fusil. Cette déclaration était navrante. Le général Dariès a insisté, en disant que nous marchions à un désastre absolu, et que nous ne sauverions ni un homme ni une pièce de canon.

Devant des raisons de cette importance, devant la difficulté presque insurmontable qui se hérissait devant nous, et craignant un désastre certain, j'ai dû ordonner la retraite, et Vercel n'étant pas une position tenable, la troupe n'ayant plus de vivres, je me suis retiré sur Nods, avec intention d'aller ravitailler et rassembler le corps d'armée à Pontarlier. L'artillerie, du reste, ne peut plus aller, et le commandant d'artillerie me déclare que chevaux et canonniers ne marchent plus. Je n'ai pas de nouvelles du général Commagny, aucun de mes émissaires n'a pu le trouver. Nous avons 50 centimètres de neige. Si je n'approche pas d'un centre d'approvisionnement, ma troupe mourra de faim, les convois ne marchant plus.

SIÉGE DE BELFORT

NORD

Fort de la Miotte
Fort de la Justice
Pérouse
Baraquement
Camp de Baraques
Ch.in d'Offemont
Savoureuse R.
Route de Bâle
Bois des Perches
FAUB.G DE FRANCE
Château
Redoute des H.tes Perches
Fort des Barres
FAUB.G DE MONTBÉLIARD
GARE
Route de Lure
Route de Besançon
Redoute des B.ses Perches
Ch.in de fer de Mulhouse
Paris
Chemin de fer de Besançon
Route de Montbéliard
Redoute de Bellevue
Tuilerie
Danjoutin

Gravé par A. Martin, B.d Sébastopol 100.

Echelle de $\frac{1}{20.000}$



et, au sud, celle qui traverse les défilés de Vaux. En toute saison, ces routes, fortement encaissées dans des vallées profondes, sont très-faciles à défendre. Dans les circonstances où nous nous trouvions, avec un terrain couvert de 0m,50 de neige, qui ne permettait pas même à l'infanterie de passer ailleurs que sur les routes, quelques hommes devaient suffire pour arrêter l'ennemi. Quant à l'attaque de front sur Pontarlier, la position, formidable en elle-même, devait être considérée comme inexpugnable, pour peu qu'on la défendît, avec les difficultés que la neige apportait aux mouvements des troupes.

« J'espérais, si j'arrivais à Pontarlier, y tenir aussi longtemps que le permettraient mes ressources en vivres, lesquelles, d'après les promesses de l'intendant, devaient se renouveler fort longtemps, et mes ressources en munitions, qui étaient considérables, car tous les parcs avaient reçu l'ordre de suivre le mouvement général de l'armée. Je préférais assurément me voir immobilisé autour de Pontarlier qu'enfermé dans Besançon, mais j'avais de fortes raisons de penser que je pourrais me retirer par les routes tracées au fond des vallées parallèles au Jura : ces routes sont au nombre de deux, l'une, praticable aux voitures, passe par Mouthe, Chaux-Neuve, Foncine, Saint-Laurent et Saint-Claude, ou Morez et Gex; l'autre, bonne seulement pour l'infanterie et la cavalerie, passe par Mouthe, Chaux-Neuve, la Chapelle-des-Bois, Morez et Gex, et Saint-Claude.

« Avec l'épaisse couche de neige qui couvrait tout le pays, il suffisait, pour tenir complétement la première, de garder le défilé de Bonnevaux à Vaux, le défilé des Planches, celui de Morillon, et enfin la route de Saint-Laurent à Clairvaux, dans le cas où l'ennemi étendrait jusque-là ses opérations. Quant à la seconde, pour la conserver, il suffisait de tenir les gorges de Vaux et les défilés que traverse la première, entre Foncine et Chaux-Neuve. »

Dans la matinée du 27, l'armée prit la direction de Pontarlier, à l'exception de la 1re brigade du 20e corps, et de la 2e division du 15e, laissées à Besançon, pour assurer la défense de la place.

Le 27 au soir, nos troupes étaient établies :

Le 18e corps à Nods et Fallerans;

La 2e division du 20e corps à Ornans;

Le 15e corps à Bolandoz et Sept-Fontaines;

La 3e division du 20e corps à Sombacourt et Bians;

La division Cremer à Levier;

La réserve à Chantrans, Reugney et Amathay;

Le 24e corps arrivait à Pontarlier.

L'ennemi avait atteint les positions suivantes :

Le général Werder était sur la rive droite du Doubs, entre Marnay et Saint-Vit;

La 4e division de la réserve sur la rive gauche, aux environs de Saint-Juan-d'Adam;

Des troupes du général de Manteuffel, le 2e corps était aux environs d'Arbois; le 7e était échelonné depuis le sud de Quingey jusqu'à l'ouest de Salins (1).

(1) Au moment de se mettre à la poursuite de l'armée française, le général Manteuffel avait jugé utile d'envoyer des troupes nombreuses dans la direction de Dijon. Le général Hann von Weyhern, commandant la 4e division, fut désigné pour tenir en respect les garibaldiens; il avait sous ses ordres : 1° le détachement du colonel Willisen (la brigade d'infanterie Knesabeck, autrefois Dannenberg, et une brigade de cavalerie du 14e corps); 2° une brigade d'infanterie du 14e corps (brigade badoise Degenfeld); 3° la brigade

Le 28, l'armée française continua son mouvement sur Besançon : les positions suivantes furent atteintes dans la soirée :

Le 18ᵉ corps, de Bugny à Doubs ;

La réserve, à Goux, Vaux et Bians ;

La 1ʳᵉ division du 15ᵉ corps, à Sombacourt ;

La 3ᵉ division du 15ᵉ corps, à Pontarlier;

La 2ᵉ division du 20ᵉ corps, à Sept-Fontaines et Evillers ;

La 3ᵉ division du 20ᵉ corps, à Chaffois et Bulle;

La division Cremer, à Dommartin et Houtaud ;

Du 24ᵉ corps, deux divisions (Dariès et Commagny) étaient engagées au delà de Pontarlier, sur la route de Mouthe ; la 3ᵉ (Busserolles) se trouvait entre Houtaud et Pontarlier.

La concentration autour de Pontarlier était donc à peu près effectuée. Mais, la place fut trouvée aussi dépourvue de vivres que Besançon. Il devint donc nécessaire de continuer la retraite par la route de Mouthe : une compagnie du génie fut envoyée dans la direction de Vaux, afin de créer des obstacles ; un second détachement eut mission de couper le pont des Planches sur la route de Mouthe ; le général Cremer, enfin, fut lancé en avant avec deux régiments de cavalerie armés de chassepots, pour s'emparer des défilés ; il était suivi de sa 1ʳᵉ brigade, et devait être appuyé par les deux divisions du 24ᵉ corps, déjà engagées sur la route.

Pendant ce temps, les Allemands avaient continué leur mouvement.

Le 7ᵉ *corps* était à Eternoz, Silley, Saiseney.

Le 2ᵉ *corps*, à Champagnole, Montrond, Poligny, Pont-de-Navoy.

Le 14ᵉ *corps*, de Quingey à Franois.

Le 29, le général Clinchant plaça le 18ᵉ corps à Houtaud, Dommartin, Vuillecin, Arçon et Doubs ; la 2ᵉ division du 20ᵉ corps à Chaffois et Bulle ; la 3ᵉ division du 20ᵉ à Dompierre et Frasne. La 1ʳᵉ division du 15ᵉ corps resta à Sombacourt, la réserve à Goux, Vaux et Bians. La 3ᵉ division du 15ᵉ corps laissa une brigade à Pontarlier, tandis que la seconde brigade s'établissait au sud de la ville, aux Granges-Narboz. Le 24ᵉ corps continua sur Mouthe.

Le général Werder poussait avec des détachements du 14ᵉ corps des reconnaissances sur Besançon, tandis que le 2ᵉ corps se cantonnait dans le rayon de Censeau et de Nozeroy, et que le 7ᵉ corps dépassait Levier, et s'avançait sur la grande route de Pontarlier, avec un détachement porté par Sombacourt sur Sept-Fontaines. Une rencontre était donc inévitable.

Entre trois et quatre heures, la 1ʳᵉ division du 15ᵉ corps, qui avait cependant été avertie de la marche des Allemands, et qui occupait un défilé facile à défendre, fut surprise à Sombacourt par le détachement de flanc gauche du 2ᵉ corps. Six canons, deux généraux (d'Astugue et Minot), plusieurs milliers de prisonniers tombèrent entre les mains de l'assaillant. D'après le colonel Wartensleben, les Prussiens ne comptaient là cependant qu'un bataillon et deux canons ! A Chaffois, l'avant-garde de la 4ᵉ division ennemie attaqua la division

Kettler. Le 28, trois compagnies allemandes laissées par le général Kettler à Prauthoy furent attaquées et refoulées avec une perte de 50 hommes. Le général Hann se mit en marche le 27 ; le 31 il s'avança sur Dijon, et après un faible engagement entre Varois et Quétigny arriva à la Motte. Dans la nuit, les garibaldiens évacuèrent la ville qui fut occupée sans combat le 1ᵉʳ février par la brigade Kettler.

Thornton, mais elle fut vigoureusement contenue. A ce moment, le général Clinchant, prévenu de l'armistice, et croyant qu'il s'étendait à l'armée de l'Est, fit cesser le combat, et envoya un parlementaire à l'ennemi : « Pendant qu'on échangeait des pourparlers (1), l'infanterie prussienne, que notre feu n'arrêtait plus, pénétra dans le village sans opposition, profitant ainsi de la surprise causée dans nos rangs par l'ordre de cesser le feu, et de l'inexpérience des officiers de mobiles qui ne surent pas la maintenir à distance, désarma les hommes et les constitua prisonniers. »

Ce fait d'armes n'avait rien de bien glorieux ; il est cependant ainsi raconté par le colonel Wartensleben : « Le colonel Closel fit jeter d'abord des grenades dans le village ; le 53e régiment, engageant l'attaque, l'enleva ensuite à neuf heures du soir, après un combat acharné de deux heures (2). »

Le général Clinchant, aussitôt informé, envoya un parlementaire au quartier général allemand, à Villeneuve, à 28 kilomètres de distance; les pourparlers furent traînés en longueur, et ce n'est que le 31, vers deux heures du matin, qu'une lettre du général Manteuffel annonça au commandant en chef des troupes françaises que l'armistice ne concernait point les départements du Doubs, du Jura et de la Côte-d'Or (3). » Croyant encore à un malentendu, le général Clinchant proposa un armistice de trente-six heures « pendant lequel les gouvernements respectifs pourraient se mettre d'accord. » Cette demande fut repoussée le 31, à deux heures.

La nouvelle de l'armistice avait partout arrêté notre mouvement : l'ennemi en avait profité pour pousser ses troupes en avant. Le découragement de cette armée, qui se voyait ainsi abandonnée, ne permettait plus de lutter. Le général Ségard (20e corps), averti à Dompierre par le général prussien Zimmermann qu'il allait être attaqué, se replia en toute hâte sur Pontarlier, et donna l'ordre à une brigade de la division Cremer de gagner Mouthe.

« Pour résumer en quelques mots la situation, dit le général Clinchant, malgré la triste affaire de Sombacourt, malgré le regrettable malentendu de Chaffois, malgré l'abandon de Dompierre et Frasne, et l'incroyable facilité avec laquelle le général Ségard avait, sans m'en

(1) Rapport du général Clinchant au ministre de la guerre.

(2) Sur la réclamation du général Clinchant, le général Manteuffel reconnut ultérieurement *l'erreur* : il renvoya les hommes et rendit les fusils après notre entrée en Suisse (*a*), mais le village de Chaffois fut gardé par les Allemands.

(3) Le 29 janvier, vers cinq heures du soir, le général de Manteuffel avait reçu à Arbois la dépêche suivante, datée du 28 janvier, onze heures trois quarts du soir :

« Des négociations au sujet d'une capitulation et d'une suspension d'armes viennent d'être conclues avec Paris. L'armistice commence ici de suite, et pour le reste du pays, le 31 de ce mois, à midi. Les départements de la Côte-d'Or, du Doubs et du Jura ne seront compris dans la trêve que lorsque ces opérations commencées de notre côté auront amené un résultat. L'investissement de Belfort doit-être aussi continué.

« Général DE MOLTKE. »

Ce ne fut cependant que le 31 janvier, dans la nuit, c'est-à-dire plus de quarante-huit heures après, que le général Manteuffel fit savoir au général Clinchant « que l'armistice ne le regardait pas. » Jusque-là, le général avait dit qu'il ne savait rien. »

(*a*) Les Suisses ont soigné nos malheureux soldats de l'armée de l'Est avec le plus généreux dévouement, mais il ne semble pas que l'autorité militaire suisse ait été animée à notre égard des mêmes sentiments, à en juger au moins par ce fragment d'une lettre envoyée au général Manteuffel par le général Hans Herzog, à propos de l'envoi des prisonniers et des fusils : «...Puisque nous avons encore à nous occuper de ces 1,000 Français que nous vous aurions volontiers laissés comme prisonniers de guerre, et de leurs fusils, je me permets de vous demander que ces armes soient remises aux Verrières.... »

rendre compte, donné à la 2e brigade de la division Cremer l'ordre de se replier sur Mouthe, en abandonnant le défilé de Vaux, nous étions encore solidement établis autour de Pontarlier dans la soirée du 30. Je dus, pour empêcher la division Thornton cantonnée à Bulle, de rester trop en l'air, la faire replier en deçà du Drugeon, et j'eus toute facilité pour prendre, dans la nuit, mes dispositions pour combattre le lendemain 31 autour de Pontarlier, si l'armistice, sur la réalité duquel je commençais à avoir quelques doutes, était réellement de nulle valeur. »

Dans la matinée du 31, le 18e corps occupait les hauteurs au nord-est de Pontarlier ainsi que celles du sud-ouest, jusqu'en face des Granges-Marboz : il surveillait, en outre, la route de Morteau par *les Allemands*.

La réserve générale était à Pontarlier et aux abords immédiats de la ville.

La division Peytavin (15e corps) tenait la montagne au sud-ouest de Pontarlier, depuis la gauche du 18e corps jusqu'aux environs de Bonnevaux.

Les débris de la division d'Astugue (15e corps), ainsi que la division Ségard, gardaient Vaux et les débouchés en arrière.

Enfin, la division Thornton était en réserve à la Cluse.

Quant au 24e cprps, il restait échelonné sur la route de Mouthe, et le général Commagny recevait l'ordre de faire filer le plus de monde qu'il pourrait par le chemin de la Chapelle des Bois. La division d'Ariès put, dans la journée, prendre la route de Morez.

Malheureusement, sur notre gauche, pendant les négociations entamées entre le colonel Millot et les officiers prussiens, un poste ennemi était venu occuper Foncine-le-Bas. Le général Commagny s'était disposé à reprendre la position, mais il avait été arrêté à son tour par la nouvelle de l'armistice.

Pour effectuer notre retraite, il ne nous restait plus qu'une seule voie, celle de la Chapelle des Bois, étroite comme un sentier, et obstruée par les neiges.

Le 31 au matin, le général Clinchant donna l'ordre de faire filer les bagages et les parcs d'artillerie en arrière du fort de Joux ; à trois heures, un parlementaire fut envoyé au général en chef de l'armée suisse « pour traiter la question de passage, sur le territoire de la Confédération, de notre matériel et de nos malades, dans le cas où nous en serions réduits à cette extrémité. »

Le soir, notre situation se trouva encore aggravée : les troupes chargées de la défense des défilés de Vaux n'avaient pas tenu ; nous étions menacés d'être tournés en arrière de Pontarlier par les Prussiens qui atteignaient le lac de Saint-Point, et nous coupaient la route de Mouthe en occupant les gorges Sainte-Marie.

Un conseil de guerre fut aussitôt réuni, et la situation fut expliquée par le commandant en chef. Abattus par le froid, par les privations (1), nos soldats semblaient incapables de se battre ; l'ennemi nous attendait dans toutes les directions ; enfin, il n'y avait plus que 3 ou 400 quintaux de farine, de quoi faire vivre l'armée pendant un ou deux jours. Il ne restait plus, dès lors, qu'à entrer en Suisse ; les divers généraux furent prévenus qu'ils avaient le droit de chercher à rester en France, en suivant les sentiers des montagnes, et le

« (1) Les traînards, dit le général Clinchant, étaient d'abord le cinquième de l'armée, puis ils sont devenus le quart, *puis la moitié. puis davantage*, et il est clair que ces hommes ne pouvaient toucher des vivres. »

général Clinchant se rendit aux Verrières, où il signa une convention avec le général Herzog (1).

Mais il était nécessaire de combattre pour opérer cette retraite ; le 18e corps sous le général Billot et la réserve furent chargés de contenir l'ennemi. A cette date du 31 janvier, le 14e corps allemand était établi devant Besançon, le 7e atteignait Chantrans, la Grange-d'Aleine ou se concentrait à Sept-Fontaines ; le 2e corps était aux Planches, à Jougne et Bonnevaux. Dans la soirée, le général Manteuffel donna les instructions suivantes : Le 7e corps s'établira dans la région comprise entre les routes de Levier et de Saint-Gorgon à Pontarlier, et le 2e à cheval sur la route de Frasne à Pontarlier..... En même temps, s'effectuera la marche sur Pontarlier des avant-gardes du 2e et du 7e corps, tandis qu'en arrière, les forces principales, inactives jusqu'ici, prendront des dispositions de combat.

Le 1er février à 10 heures, la 2e division du 18e corps, suivie par la réserve, quitta la ville ; la 1re division était à la Cluse, la 3e occupait les Fourgs ; le général Bremont d'Ars était à Oye avec la cavalerie et les zéphyrs. Derrière nos troupes, les Prussiens entraient dans Pontarlier, poussaient plus avant, et attaquaient l'arrière-garde de la réserve. Le général Pallu de la Barrière, dans son rapport au ministre de la guerre, donne ces indications : « Au pied de la montagne, et partant de l'ouest la route d'Oye, le Doubs, la chaussée du chemin de fer et la route de Pontarlier. La réserve faisait face désormais à l'ennemi, c'est-à-dire à Pontarlier. L'infanterie de marine occupa le versant de gauche et cette garde échut au bataillon du 2e régiment. L'arrière-garde prit position sur le flanc du village de la Cluse, sous le fort de Joux, derrière un vieux mur, d'où l'on découvrait les ponts, le chemin de fer, la rivière, la route, enfin tous les détails de la vallée. Le 29e de marche occupa le versant de droite. »

(1) Voici le texte de cette convention :

« Entre M. le général Herzog, général en chef de l'armée de la Confédération suisse,

« Et M. le général de division Clinchant, général en chef de la 1re armée française,

Il a été fait les conventions suivantes :

« 1° L'armée francaise demandant à passer sur le territoire suisse déposera ses armes, équipements et munitions, en y pénétrant.

« 2° Les armes, équipements et munitions seront restituées à la France après la paix, et après le règlement définitif des dépenses occasionnées à la Suisse par le séjour des troupes françaises.

« 3° Il en sera de même pour le matériel d'artillerie et ses munitions.

« 4° Les chevaux, armes et effets des officiers seront laissés à leur disposition.

« 5° Des dispositions ultérieures seront prises à l'égard des chevaux de troupe.

« 6° Les voitures de vivres et de bagages, après avoir déposé leur contenu, retourneront immédiatement en France, avec leurs conducteurs et leurs chevaux.

« 7° Les voitures du trésor et des postes séront remises avec tout leur contenu à la Confédération helvétique, qui en tiendra compte, lors du règlement des dépenses.

« 8° L'exécution de ces dispositions aura lieu en présence d'officiers français et suisses désignés à cet effet.

« 9° La Confédération se réserve la désignation des lieux d'internement pour les officiers et pour la troupe.

« 10° Il appartient au conseil fédéral d'indiquer les prescriptions de détail destinées à compléter la présente convention.

« Fait en triple expédition.

« Verrières, le 1er février 1871.

« *Signé :* CLINCHANT

« *Signé :* général HANS HERZOG. »

En arrière des derniers régiments français, de longs convois avançaient péniblement. Une attaque subite des Prussiens du 2e corps jeta le désordre, et de nombreux fuyards arrivèrent au village de la Cluse, au moment même où se montraient les têtes de colonne ennemies. Après un instant de panique vite réprimée, un combat très-vif s'engagea, et les brigades Pallu de la réserve et Robert du 18e corps tinrent vigoureusement tête aux Allemands. Au bruit du canon, le général Billot accourut avec le 44e de marche qui s'élança à la baïonnette, fit reculer l'assaillant, le forçant d'abandonner de nombreux prisonniers. Le colonel Achilli, qui tant de fois déjà avait donné l'exemple du plus impétueux courage, fut malheureusement tué dans cette charge.

« Les troupes allemandes entassées dans l'espèce d'entonnoir qui, à partir de Pontarlier, aboutit au col de la Cluse, où il n'y a guère que la largeur de la route, étaient dans une position critique ; cependant, au moment le plus vif de l'engagement, les Prussiens firent cesser le feu, et arborèrent le pavillon parlementaire. Dans officiers s'avancèrent vers nos troupes, et l'un d'eux, s'adressant au général Robert, lui déclara qu'il était tourné, que toute résistance était inutile, et qu'il n'avait plus qu'à se rendre. Le général Robert fit à cette proposition une vigoureuse réponse, et donna au parlementaire dix minutes pour rejoindre ses lignes. Le combat, suspendu pendant dix minutes, reprit avec une grande énergie ; les Prussiens furent décidément repoussés, et nous restâmes maîtres de la croisée des routes (1) ».

Tandis que l'action était ainsi engagée dans le défilé de la Cluse, l'ennemi menaçait de tourner sur la droite les troupes françaises qui défilaient sur la route de Verrières.

L'amiral Penhoat se porta aussitôt de ce côté ; le 52e tenait vigoureusement ; mais les mobiles du 77e pliaient ; l'ordre fut aussitôt donné au 92e d'entrer en ligne. Ce brave régiment atteignait la frontière lorsque cet avis lui parvint ; il accourut aussitôt, chargea intrépidement, et repoussa l'ennemi du plateau où nos troupes demeurèrent jusqu'à neuf heures du soir.

Sur la route d'Oye, le général Brémont d'Ars, dont la division de cavalerie était appuyée par le régiment de zéphyrs et la 1re brigade de la 1re division du 18e corps, arrêtait les Allemands et protégeait le défilé.

La nuit venue, le 18e corps et la réserve qui venaient de donner de telles preuves de vigueur, et dont l'intrépide défense avait sauvé l'armée, entrèrent à leur tour en Suisse.

Le général Clinchant, en terminant son rapport au ministre, résume ainsi les événements :

« Malgré l'état misérable où elle se trouvait le 27 janvier, et qui résultait bien plus des vices de son organisation et des souffrances qu'elle avait endurées que de la situation fâcheuse où l'avaient mise les mouvements de l'ennemi, je crois que j'aurais pu ramener presque toute mon infanterie, sans le manque de vivres où je me suis trouvé, en arrivant à Pontarlier, d'où a résulté une grande gêne dans les mouvements de l'armée, à partir du 29, et qui a rendu tout à fait impossible une défense prolongée autour de Pontarlier, et surtout sans la fatale nouvelle de l'armistice, qui, pendant quarante-huit heures, a paralysé mes mouvements, tandis que l'ennemi continuait les siens, et qui a tellement abattu le moral de toutes les troupes, que le 31 au soir, quelques bataillons à peine étaient capables de soutenir

(1) *Journal des marches de l'amiral Penhoat.*

la présence de l'ennemi, et encore comptaient-ils à peine le tiers de leur effectif. »

Le 1er février, au moment où la moitié de l'armée était en Suisse, arriva au général Clinchant une dépêche du général Garibaldi ainsi conçue : « Je me propose de faire une démonstration sur les derrières de l'ennemi. »

C'était un peu tard.

III

Malgré l'arrivée de l'armée du général Bourbaki, les Allemands n'avaient nullement renoncé au siége de Belfort : tout au contraire, dans les premiers jours de janvier, le bombardement fut poussé avec une nouvelle vigueur. Le 7, une nouvelle batterie de douze pièces fut démasquée sur le flanc du Bosmont, du côté de Danjoutin ; en outre, des mortiers de 21 centimètres, établis dans la première tranchée ouverte en travers du ravin de Bavilliers, ouvrirent le feu contre Bellevue. La disposition des batteries, et plusieurs reconnaissances qui eurent lieu sur l'ordre du gouverneur, donnèrent à penser que l'ennemi renonçait à attaquer Bellevue, et allait concentrer tous ses efforts sur les Perches. « C'était là, de sa part, dit le colonel Denfert, une grande faute ou une grande faiblesse qui l'obligeait à prendre pour ainsi dire, et après une énorme perte de temps, le taureau par les cornes, en attaquant les Perches uniquement de front. »

Ce bombardement n'était que le prélude d'une tentative plus sérieuse : dans la nuit même du 7 ou 8 janvier, Danjoutin, dont la possession était indispensable aux Allemands, fut assailli et pris, grâce à la faiblesse de deux compagnies de mobiles de Saône-et-Loire, dont la retraite précipitée abandonna aux Allemands les approches de la position, et leur permit de faire la garnison prisonnière.

C'était là un grand échec pour la défense, le premier depuis le début du siége, et il est permis de croire que c'est à lui surtout qu'il faut attribuer le peu d'importance des sorties ordonnées par le colonel Denfert, au moment où l'armée du général Bourbaki livrait bataille à Héricourt.

Du 7 au 18 janvier, les attaques furent moins vives : tout entier à l'armée de l'Est, l'assiégeant se bornait à continuer le bombardement, et à se fortifier dans Danjoutin, mais lorsque après l'insuccès de ces trois journées de combat, l'armée française se fut mise en retraite, les Allemands reprirent les travaux du siége avec une nouvelle activité. La tentative du général Bourbaki venait de leur prouver en effet l'importance que l'on attachait en France à la conservation de Belfort. Tout indiquait, en outre, une paix prochaine, et l'ennemi se montrait désireux de n'entrer en arrangement que lorsqu'il tiendrait en son pouvoir une place d'une si réelle valeur stratégique.

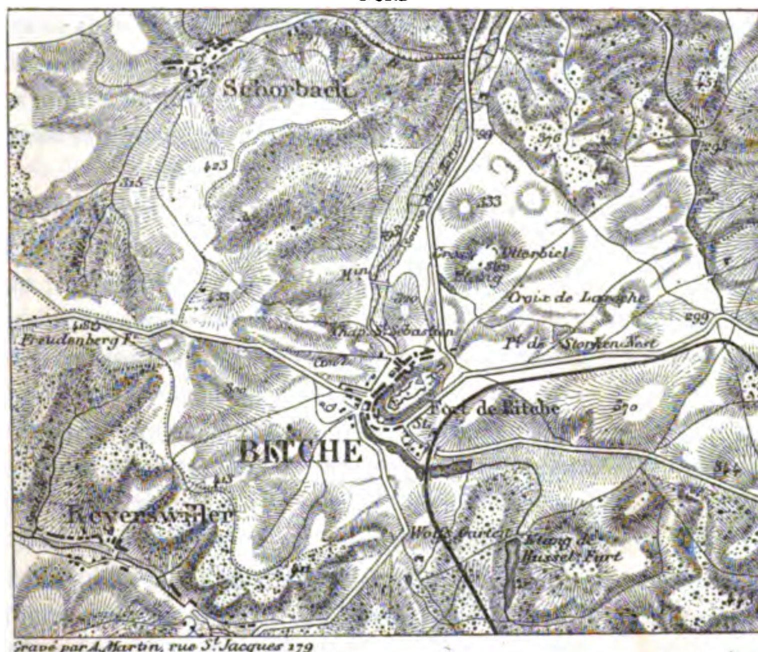
Dès le 20, les attaques furent reprises, cette fois sur Pérouse ; la vigoureuse défense de nos troupes, du détachement du 84e principalement, empêcha l'assaillant de s'emparer du village, mais il était maître du bois en avant des Perches et de la lisière extérieure du bois

sur Merveaux : la position ne sembla plus tenable ; elle fut évacuée sur l'ordre du colonel Denfert.

Le moment approchait où les Allemands allaient tenter de plus sérieux assauts : dans la nuit du 21 au 22, ils ouvrirent, à 700 mètres des Perches, une parallèle bien dessinée, partant du passage à niveau du chemin de fer, près de Danjoutin, suivant d'abord la voie, puis s'en éloignant vers la droite des Hautes-Perches. Le 26 au soir, enfin, les Prussiens se décidèrent à attaquer de vive force plusieurs de nos ouvrages avancés. Un bataillon était disposé

SIEGE DE BITCHE

NORD



pour marcher sur les Basses-Perches, à gauche, un sur les Hautes-Perches, à droite, un troisième au centre, deux autres restant en réserve dans la tranchée.

A sept heures, un détachement ennemi parvient en rampant jusqu'aux Basses-Perches, et se jette dans le fossé; mais nos sentinelles, placées à l'intérieur de la redoute, donnent l'alarme ; en un instant, les Français garnissent les parapets, et dirigent une violente fusillade sur les Prussiens qui, après avoir descendu la contrescarpe, cherchent à gravir l'escarpe. En même temps, l'artillerie du Château ouvre le feu sur des colonnes de soutien qui s'avancent pour soutenir l'assaillant. Après quelques instants de lutte, les Allemands qui ont pénétré dans le fossé sont pris : les autres s'éloignent en toute hâte. Aux Hautes-Perches, l'assaut n'a pas eu plus de succès.

A la suite de cette tentative infructueuse, l'assiégeant reprit ses travaux d'approche : une

deuxième parallèle fut creusée à moins de 500 mètres des Hautes-Perches. Quant au tir, il continuait avec la même régularité, « c'est-à-dire, écrit le colonel Denfert, qu'il s'élevait à 10 ou 12,000 coups par jour. »

La situation devenait de jour en jour plus critique pour les défenseurs. Ils n'avaient, il est vrai, perdu aucun de leurs ouvrages; mais les munitions manquaient : depuis longtemps déjà, on en était réduit à ne répondre que faiblement au feu de l'ennemi. Toutes les tentatives pour fondre des projectiles avaient été à peu près inutiles; en outre, nos pièces, exposées à cette incessante canonnade, avaient, pour la plupart, été atteintes par ces monstrueux obus que les soldats appelaient des *enfants de troupe*.

Le mois de février était commencé, et le bruit de la capitulation de Paris se répandait dans la place : l'assiégeant prenait le soin de faire tenir à nos avant-postes des billets donnant tous les détails; des déserteurs prussiens vinrent les confirmer; enfin des habitants des villages environnants pénétrèrent dans la ville. Cette nouvelle jeta dans la garnison un profond découragement : « A quoi bon continuer à se battre, se disaient les soldats, puisque nous sommes les seuls! » Mais, le colonel Denfert se refusait à toute entente, à tout compromis : la place de Belfort avait été confiée à son honneur militaire, il devait la défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Nous ajouterons ce détail, qui répondra à bien des calomnies, et dont nous pouvons certifier l'exactitude : il était convenu entre le colonel Denfert et le maire de Belfort, M. Mény, qui donna jusqu'à la reddition l'exemple du plus héroïque dévouement, que lorsque la résistance deviendrait impossible, lorsqu'il ne resterait plus un obus à envoyer à l'ennemi, le château sauterait avec ses défenseurs, au moment même où les Prussiens entreraient dans la ville.

Tout indiquait, d'ailleurs, que la défense allait entrer dans une nouvelle phase : nos redoutes des Perches, écrasées par le feu incessant d'une artillerie supérieure, n'étaient plus tenables. Il était de toute nécessité d'abandonner ces ouvrages avancés : le 8 février, les Allemands les occupaient sans combat.

« Ainsi, écrit le colonel Denfert, après quatre-vingt-dix-huit jours d'investissement, dont soixante-huit de bombardement, l'ennemi se trouvait juste aussi avancé qu'il l'eût été au premier jour du siége, sans l'établissement de cette fortification passagère, créée depuis la guerre, et sur une position dont le colonel Denfert avait demandé, dès 1865, l'occupation par deux forts permanents. »

Soixante-huit jours de bombardement! Pour se rendre un compte exact des ravages causés par cette incessante canonnade, il nous suffira de reproduire ici une lettre adressée au colonel Denfert par les officiers prussiens prisonniers dans la ville : « Au nom des officiers prussiens internés ici, je me crois obligé de vous présenter les lignes suivantes : La situation des officiers prussiens internés à Belfort est telle, qu'ils sont exposés à être massacrés à tous les moments. Vous le savez, il n'existe plus le moindre abri; par conséquent, nous devons vous prier, monsieur le capitaine, de proposer à M. le commandant supérieur, en lui expliquant cette situation intenable, ou de donner aux prisonniers de guerre un refuge à l'abri des bombes, ou de les rendre au général von Treskow.

« Comme vous le savez, monsieur le capitaine, le maréchal Bazaine, à la suite des batailles de Gravelotte, Courcelles, etc., avait entre ses mains des milliers de prisonniers allemands. Ne pouvant pas les nourrir, il s'est empressé de les rendre au prince Frédéric-Charles, son

adversaire. Ici, mon capitaine, il ne s'agit pas de nourriture, mais d'une chose aussi importante, d'un logement pour des malheureux soldats prisonniers, qui sont aujourd'hui complétement en dehors de la situation actuelle de la place... »

Le colonel Denfert répondit simplement que, dans la ville de Belfort, les femmes et les enfants étaient exposés tout autant que les officiers prussiens. « Je suis prêt, disait-il en terminant, à ne conserver comme prisonniers de guerre que les officiers et les soldats que je pourrai mettre à l'abri, si M. le général de Treskow veut autoriser la sortie de Belfort des femmes, des enfants et des vieillards. » Le général ennemi refusa d'accéder à cette demande et répondit au capitaine prussien Heinsius, qui lui avait écrit au nom de ses camarades internés dans la ville : «... Il dépendait de vous de vous rendre prisonniers ou non. Ayant pris le premier parti; vous devez aussi en supporter les conséquences. »

Cependant, on ne pouvait plus douter dans la place assiégée de l'étendue de nos malheurs : la nouvelle à peu près officielle en était arrivée ; le colonel Denfert se résigna à demander au commandant ennemi un armistice qui fut repoussé en ces termes : «... Il m'est impossible de consentir à l'armistice proposé, attendu que j'ai pour mission de m'emparer de la forteresse le plus tôt possible, et qu'en conséquence, il m'est interdit de perdre du temps. »

On se prépara donc à continuer la lutte avec une suprême énergie, et toutes les précautions furent prises pour empêcher M. le général von Treskow « d'accomplir sa mission. » Un seul fait prouvera avec quelle opiniâtreté se continuait la défense : il ne restait plus qu'une minime provision de projectiles rayés, aussi ne répondait-on plus à l'ennemi qu'avec des boulets sphériques. « Il y avait au Château un mortier du calibre de 22 centimètres qui était servi par le maréchal des logis L'herrou, du 7e d'artillerie, et qui, toutes les nuits, tirait de 120 à 130 bombes. Il était placé au milieu même de la cour, on le mettait en batterie à l'aide de câbles entrant dans les casemates, et le maréchal des logis restait seul dehors. Il fut dans une même nuit blessé trois fois, sans vouloir abandonner son rude service, ni quitter ce poste si périlleux. » Quant à la ville, elle était faite au bombardement, et le colonel Denfert en donne une preuve bien éloquente : il n'y avait plus rien à détruire.

Le 13 février, le général Treskow somma le colonel Denfert de se rendre, le menaçant d'un bombardement plus énergique. « Mes nouveaux moyens d'attaque, disait-il, coûteront énormément de sang, et beaucoup de personnes civiles seront atteintes..... »

A cette sommation, le gouverneur ne répondit pas.

Cette menace de l'ennemi ne devait pas être exécutée : le 13, au soir, une dépêche de M. de Bismarck arriva au quartier général prussien, et fut aussitôt communiquée au colonel Denfert; elle était ainsi conçue :

« Versailles pour Bourogne, 11 heures du matin, 13 février.
Reçue à 4 heures 1/2 du soir.

« Le gouvernement français, à Paris, m'envoie pour le commandant de Belfort le télégramme suivant que je vous prie de lui faire parvenir par un parlementaire :

« Le commandant de Belfort est autorisé, vu les circonstances, à consentir à la reddition de la place. La garnison sortira avec les honneurs de la guerre, et emportera les archives de la place. Elle ralliera le poste français le plus voisin.

« *Pour le ministre des affaires étrangères,*
« PICARD.
« BISMARCK. »

Le colonel Denfert refusa de s'en rapporter à une dépêche ennemie, il consentit seulement à une suspension d'armes, et envoya à Bâle un officier de la garnison, pour se mettre en rapport avec notre consul, et correspondre directement avec le gouvernement français, qui confirma simplement la dépêche précédente.

Le 16 février, la convention suivante fut enfin signée :

Entre M. Denfert-Rochereau, colonel du génie, commandant supérieur à Belfort;

Et M. de Treskow, lieutenant général de S. M. le roi de Prusse, commandant en chef l'armée assiégeante de Belfort;

Il a été convenu ce qui suit :

« 1° Le colonel Denfert, sur l'autorisation spéciale qui lui a été donnée, vu les circonstances, par le gouvernement français, remet au lieutenant général de Treskow la place avec les forts.

« 2° La garnison, en raison de sa valeureuse défense, sortira librement, avec les honneurs de la guerre, et elle emmènera les aigles, drapeaux, armes, chevaux, équipages et appareils de telégraphie militaire qui lui appartiennent spécialement, ainsi que les bagages des officiers et ceux des soldats, et enfin les archives de la place.

« La garnison comprend : les troupes de ligne, la garde nationale mobile et la garde nationale mobilisée, les douaniers et la gendarmerie.

« La garde nationale sédentaire restera à Belfort, et remettra ses armes à la mairie, avant la remise de la place.

« 3° Tout le matériel de guerre, les vivres et munitions, en tant qu'ils ne sont pas, sans conteste, nécessaires à la garnison, et de plus les approvisionnements de toute nature de la place, et les propriétés de l'État en entier seront remis dans l'état où ils se trouvent, au moment de la signature de la présente convention.

« Cette remise sera effectuée par un commissaire à nommer par le commandant de la place. Elle aura lieu le 18 février, à dix heures du matin.

« 4° Le 18 février, à dix heures du matin, des officiers allemands d'artillerie et du génie seront introduits dans les forts et le château, pour prendre possession des magasins à poudre, et des mines, en présence d'officiers français des mêmes armes.

« 5° La garnison française devra avoir terminé l'évacuation de la place le 18 à midi, heure à laquelle les troupes allemandes en prendront possession. L'ordre de marche sera réglé dans une pièce annexe.

« 6° Les blessés et les malades restant dans la place seront, dès leur rétablissement, menés par convois jusqu'à la ligne de démarcation la plus voisine ; ils emporteront leurs armes. Ceux qui seront impropres au service militaire seront renvoyés dans leurs foyers.

« 7° La garnison laissera dans la place les médecins et les infirmiers nécessaires au service des hôpitaux. Ce personnel sera traité suivant les conditions de la convention de Genève.

« 8° Les prisonniers allemands, soit blessés ou non, qui sont internés dans Belfort au nombre de 7 officiers et 243 hommes, seront remis aux troupes allemandes, le 18 février à dix heures du matin, dans leurs casernements actuels.

« 9° La propriété privée des officiers qui quittent la forteresse sera respectée au même titre que le reste des propriétés privées.

« 10° Le colonel Denfert fera remettre au lieutenant général de Treskow, aussitôt que

possible, une situation d'effectif des troupes qui quittent la place, pour permettre le règlement de l'ordre de marche, et les commissaires chargés de la remise des malades des deux nations et des prisonniers devront être munis de situations semblables.

« 11° L'administration allemande favorisera de tout son pouvoir l'apport de vivres et de secours pour les habitants de la ville, ainsi que la visite de médecins du dehors... »

« Le siége de Belfort, écrit le lieutenant-colonel Prevost, sera toujours cité comme un modèle de belle défense éloignée. Il prouve qu'entre les mains d'un gouverneur intelligent, habile et énergique, la lutte de loin est aussi possible avec des fortifications construites dans le système bastionné qu'avec tout autre tracé, bien qu'on ait soutenu le contraire... Le colonel Denfert nous a affirmé qu'il aurait pu tenir encore près de trois mois, à moins que les maladies, qui avaient commencé à sévir, ne fussent devenues trop intenses. »

Belfort n'est pas la seule ville qui ait résisté jusqu'au dernier jour aux Allemands : Bitche ne s'est rendue également que sur un ordre du gouvernement français. Entourée de collines à 2,000 mètres environ, la place se compose de la ville avec son enceinte presque demi-circulaire, et du château qui forme comme le diamètre, aux deux extrémités duquel elle vient s'appuyer. Perchée au sommet de glacis à pic, cette forteresse domine de 78 mètres le fond de la vallée : une population de 1,800 âmes habitait la ville. La garnison ne comprenait que 800 hommes, bientôt portés à 2,500 par les débris du 5e corps et les blessés de Wœrth. L'artillerie consistait en cinquante-trois pièces sur lesquelles six de vingt-quatre et six de douze étaient rayées.

Heureusement, dans son départ précipité, le général de Failly avait laissé des approvisionnements de vivres considérables. Le 7 août, le canon de la place commençait à se faire entendre; la veille, au lendemain de Wissembourg, le ministre de la guerre envoyait l'ordre de ne pas tendre les inondations, de ne pas déblayer les glacis, enfin de ne prendre aucune mesure de défense pouvant donner lieu plus tard à des indemnités!

Le maire, Bavarois d'origine, proposa de se rendre au premier coup de canon, mais cette demande fut repoussée avec indignation, et M. Lautenschlager (redevenu maire depuis l'annexion) passa à l'ennemi.

Le 23 août, la canonnade fut reprise contre Bitche, sans plus de résultats que la première fois.

La ville n'avait que peu souffert de ces deux bombardements, mais au mois de septembre les Bavarois vinrent de nouveau l'attaquer. Fortement inquiétés, d'abord, par les sorties de la garnison, ils ouvraient le 11 septembre un feu terrible; dès le 12, l'incendie éclatait de toutes parts, et l'on ne pouvait songer à le combattre utilement sous la pluie de bombes et d'obus qui couvrait la ville, malgré la riposte vigoureuse du château. Un jour même le feu prit au magasin à poudre : l'étage souterrain contenait 10,000 kilogrammes de poudre; heureusement on s'en aperçut à temps, le dévouement et le sang-froid de quelques canonniers sauva le fort et la ville d'une destruction complète. Plus de la moitié de Bitche fut réduit en cendres.

L'ennemi soutenait la lutte avec cinq batteries de quatre pièces chacune, quatre mortiers et quelques pièces volantes. Le 22 septembre, enfin, les Allemands renoncèrent à un bombardement que l'énergie du gouverneur et de la garnison rendaient inutile. A partir de ce jour, le blocus devint moins rigoureux.

« Ainsi, dit une relation publiée dans le *Bulletin de la réunion des officiers,* attaquée

dès le 7 août, la place, bloquée, bombardée, brûlée et détruite, n'ouvrit ses portes que le 27 mars, sur l'ordre formel du gouvernement français. La garnison refusa de se laisser rendre les honneurs, elle voulût partir entièrement libre. Les Bavarois se tinrent en dehors des vues de la place, et ne firent leur entrée que lorsque le dernier homme fut parti. La garnison, malgré la convention de Versailles, qui livrait tout à l'ennemi, emmenait ses drapeaux, ses armes, ses munitions, ses bagages, ses chevaux, ses voitures et 14 pièces de canon. »

CHAPITRE XX

L'Assemblée à Bordeaux. — Mission de M. Thiers à Versailles. — Préliminaires de paix. — Prolongation de l'armistice. — Situation de la France. — Etat de l'Europe. — La guerre était-elle possible? — Opinion du général Chanzy. — Préliminaires de paix. — Le vote de l'Assemblée. — Conclusion.

I

L'Assemblée nouvelle, qui allait décider du sort de la France, avait été élue le 8 février et s'était réunie le 12 à Bordeaux. Son premier soin fut d'envoyer à Versailles un représentant pour apprendre de M. de Bismarck à quelles conditions la paix pouvait être signée.

Pour remplir cette délicate et douloureuse mission, le choix ne pouvait être douteux : il devait se porter sur l'illustre et prévoyant citoyen qui, au mois de juillet 1870, s'était opposé de toutes ses forces à la déclaration de guerre, qui avait successivement parcouru toutes les capitales de l'Europe, pour éveiller quelques sympathies en faveur de la France amoindrie, sur M. Thiers enfin, élu à la fois par vingt-six départements.

Le 21 février, le député de Paris arrivait à Versailles, et commençait avec M. de Bismarck cette longue discussion qui devait aboutir aux préliminaires de la paix. « Lutte intime, poignante, dit justement M. de Mazade, où un homme seul, désarmé, représentant d'une nation vaincue, n'ayant d'autre force que la raison, son éloquence, son patriotisme désespéré, avait à se débattre sous l'étreinte du vainqueur. Triste drame, où il fallait compter, non plus avec des illusions, mais avec une réalité faite pour dominer les cœurs les plus fermes en les révoltant! »

Chaque jour se renouvelait ce combat, et plus d'une fois, le chancelier allemand dut appeler à son aide M. de Moltke. « M. Thiers, dit l'écrivain que nous citions plus haut, restait comme le roseau pensant de Pascal, obligé de plier, mais sachant qu'il plie, et encore de force à inquiéter son interlocuteur par la clarté impérieuse de la raison et du droit, à lui faire sentir l'excès de ses arrogances et de ses prétentions. » Nous ne retracerons pas toutes les phases de cette lutte douloureuse.....

Le 26 février, les préliminaires de paix étaient arrêtés; mais du moins la patriotique obstination du négociateur avait arraché au vainqueur une concession importante, capitale :

Belfort demeurait à la France. Placé au dernier moment par l'empereur Guillaume en présence de cette alternative : Belfort à la Prusse, ou les Allemands entrant dans Paris, M. Thiers avait résolûment pris son parti : « Non, non, s'était-il écrié, plutôt que de perdre notre frontière, j'aime mieux toutes les humiliations qu'il vous plaira de nous infliger. Entrez dans Paris si vous voulez ; mais je garde Belfort. »

Et la ville, si héroïquement défendue par le colonel Denfert, avait été définitivement conquise.

M. Thiers retournait alors à Bordeaux pour soumettre à l'Assemblée souveraine le traité dont voici le texte :

« Article premier. — La France renonce en faveur de l'empire allemand à tous ses droits et titres sur les territoires situés à l'est de la frontière ci-après désignée :

« La ligne de démarcation commence à la frontière nord-ouest du canton de Cattenom, près du grand-duché de Luxembourg, suit, vers le sud, les frontières occidentales des cantons de Cattenom et de Thionville, traverse le canton de Briey, en longeant les frontières occidentales des communes de Montois-la-Montagne et de Roncourt, ainsi que les frontières orientales des communes de Sainte-Marie-aux-Chênes, Saint-Ail et Hablonville, atteint la frontière du canton de Gorze, qu'elle traverse le long des frontières communales de Vionville, de Bouxières et d'Onville, suit la frontière sud-ouest et sud de l'arrondissement de Metz, la frontière occidentale de l'arrondissement de Château-Salins, jusqu'à la commune de Pettoncourt, dont elle embrasse les frontières occidentale et méridionale, pour suivre la crête des montagnes, entre la Seille et le Moncel, jusqu'à la frontière de l'arrondissement de Sarrebourg, au sud de la Garde. La démarcation coïncide ensuite avec la frontière de cet arrondissement, jusqu'à la commune de Tanconville, dont elle atteint la frontière au nord ; de là, elle suit la crête des montagnes, entre les sources de la Sarre-Blanche et de la Vezouze, jusqu'à la frontière du canton de Schirmeck, longe la frontière occidentale de ce canton, embrasse les communes de Saales, Bourg-Bruche, Colroy-la-Roche, Plaine, Ranrupt, Saulxures et Saint-Blaise-la-Roche, du canton de Saales, et coïncide avec la frontière occidentale des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, jusqu'au canton de Belfort, dont elle quitte la frontière méridionale, non loin de Vourvenans, pour traverser le canton de Delle, aux limites méridionales des communes de Bourogne et de Froide-Fontaine, et atteindre la frontière suisse, en longeant les frontières orientales des communes de Jonchery et de Delle.

« L'empire allemand possédera ces territoires à perpétuité, en toute souveraineté et propriété. Une commission internationale, composée de représentants des hautes parties contractantes, en nombre égal des deux côtés, sera chargée, immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, d'exécuter sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière conformément aux stipulations précédentes.

« Cette commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui jusqu'ici ont appartenu à des districts ou des communes séparées par la nouvelle frontière ; en cas de désaccord sur le tracé et les mises à exécution, les membres de la commission en référeront à leur gouvernement respectif.

« La frontière, telle qu'elle vient d'être décrite, se trouve marquée en vert sur deux exemplaires conformes de la carte du territoire formant le gouvernement général d'Alsace, publiée à Berlin, *en septembre* 1870, par la division géographique et statistique de l'état-



M. DE BISMARCK.

major général, et dont un exemplaire sera joint à chacune des deux expéditions du présent traité.

« Toutefois, le tracé indiqué a subi les modifications suivantes, de l'œuvre des deux parties contractantes : dans l'ancien département de la Moselle, les villages de Marie-aux-Chênes, près de Saint-Privat-la-Montagne, et de Vionville, à l'ouest de Rézonville, seront cédés à l'Allemagne. Par contre, la ville et les fortifications de Belfort resteront à la France avec un rayon qui sera déterminé ultérieurement.

« Art. 2. — La France payera à S. M. l'empereur d'Allemagne la somme de cinq milliards de francs.

« Le payement d'au moins un milliard de francs aura lieu dans le courant de l'année 1871, et celui de tout le reste de la dette dans un espace de trois années, à partir de la ratification du présent traité.

« Art. 3. — L'évacuation des territoires occupés par les troupes allemandes commencera après la ratification du présent traité par l'Assemblée nationale siégeant à Bordeaux. Immédiatement après cette ratification, les troupes allemandes quitteront l'intérieur de la ville de Paris, ainsi que les forts situés sur la rive gauche de la Seine; et dans le plus bref délai possible, fixé par une entente entre les autorités militaires des deux pays, elles évacueront entièrement les départements du Calvados, de l'Orne, de la Sarthe, d'Eure-et-Loir, du Loiret, de Loir-et-Cher, d'Indre-et-Loire, de l'Yonne, et, de plus, les départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, de l'Aube et de la Côte-d'Or, jusqu'à la rive gauche de la Seine. Les troupes françaises se retireront en même temps derrière la Loire, qu'elles ne pourront dépasser avant la signature du traité de paix définitif. Sont exceptées de cette disposition la garnison de Paris, dont le nombre ne pourra pas dépasser 40,000 hommes, et les garnisons indispensables à la sûreté des places fortes.

« L'évacuation des départements situés entre la rive droite de la Seine et les frontières de l'Est par les troupes allemandes s'opérera graduellement après la ratification du traité de paix définitif, et le payement du premier demi-milliard de la contribution stipulée par l'art. 2, en commençant par les départements les plus rapprochés de Paris, et se continuera au fur et à mesure que les versements de la contribution seront effectués; après le premier versement d'un demi-milliard, cette évacuation aura lieu dans les départements suivants : Somme, Oise, et les parties du département de la Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, situés sur la rive droite de la Seine, ainsi que la partie du département de la Seine et les forts situés sur la rive droite.

« Après le payement de deux milliards, l'occupation allemande ne comprendra plus que les départements de la Marne, des Ardennes, de la Haute-Marne, de la Meuse, des Vosges, de la Meurthe, ainsi que la forteresse de Belfort avec son territoire, qui serviront de gage pour les trois milliards restant, et où le nombre des troupes allemandes ne dépassera pas 50,000 hommes. (*Voir la carte des zones d'évacuation à la fin du volume.*)

« S. M. l'empéreur sera disposée à substituer à la garantie territoriale, consistant en l'occupation partielle du territoire français, une garantie financière, si elle est offerte par le gouvernement français dans des conditions reconnues suffisantes par S. M. l'empereur et roi pour les intérêts de l'Allemagne. Les trois milliards, dont l'acquittement aura été différé, porteront intérêt à cinq pour cent, à partir de la ratification de la présente convention.

« Art. 4. — Les troupes allemandes s'abstiendront de faire des réquisitions, soit en argent, soit en nature, dans les départements occupés. Par contre, l'alimentation des troupes allemandes qui restent en France aura lieu aux frais du gouvernement français, dans la mesure convenue avec l'intendance militaire allemande.

« Art. 5. — Les intérêts des habitants des territoires cédés par la France, en tout ce qui concerne leur commerce et leurs droits civils, seront réglés aussi favorablement que possible, lorsque seront arrêtées les conditions de la paix définitive.

« Il sera fixé, à cet effet, un espace de temps pendant lequel ils jouiront des facilités particulières pour la circulation de leurs produits. Le gouvernement allemand n'opposera aucun obstacle à la libre émigration des habitants des territoires cédés, et ne pourra prendre contre eux aucune mesure atteignant leurs personnes et leurs propriétés.

« Art. 6. — Les prisonniers de guerre qui n'auront pas déjà été mis en liberté par voie d'échange seront rendus immédiatement après la ratification des présents préliminaires. Afin d'accélérer le transport des prisonniers français, le gouvernement français mettra à la disposition des autorités allemandes, à l'intérieur du territoire allemand, une partie du matériel roulant de ses chemins de fer, dans une mesure qui sera déterminée par des arrangements spéciaux, et aux prix payés en France par le gouvernement français pour les transports militaires.

« Art. 7. — L'ouverture des négociations pour le traité de paix définitif à conclure sur la base des présents préliminaires aura lieu à Bruxelles, immédiatement après la ratification de ces derniers par l'Assemblée nationale et par S. M. l'empereur d'Allemagne.

« Art. 8. — Après la conclusion et la ratification du traité de paix définitif, l'administration des départements devant encore rester occupés par les troupes allemandes sera remise aux autorités françaises ; mais ces derniers seront tenus de se conformer aux ordres que les commandants des troupes allemandes croiraient devoir donner dans l'intérêt de la sûreté, de l'entretien et de la distribution des troupes. Dans les départements occupés, la perception des impôts, après la ratification du présent traité, s'opérera pour le compte du gouvernement français, et par le moyen de ses employés.

« Art. 9. — Il est bien entendu que les présentes ne peuvent donner à l'autorité militaire allemande aucun droit sur les parties du territoire qu'elles n'occupent point actuellement.

« Art. 10. — Les présentes seront immédiatement soumises à la ratification de l'Assemblée nationale siégeant à Bordeaux, et de S. M. l'empereur d'Allemagne. »

En même temps que les préliminaires de paix étaient arrêtés, on concluait à Versailles une convention ayant trait à la prolongation de l'armistice et au développement de l'article 3 des préliminaires de paix. En voici le texte :

« Article 1er. — Afin de faciliter la ratification des préliminaires de paix conclus aujourd'hui par les soussignés, l'armistice stipulé par les conventions du 28 janvier et du 15 février est prolongé jusqu'au 12 mars prochain.

« Art. 2. — La prolongation de l'armistice ne s'applique pas à l'article 4 de la convention du 28 janvier, qui sera remplacé par la stipulation suivante, sur laquelle les soussignés sont tombés d'accord :

« La partie de la ville de Paris à l'intérieur de l'enceinte, comprise entre la Seine, le faubourg Saint-Honoré, l'avenue des Ternes, sera occupée par des troupes allemandes dont le nombre ne dépassera pas 30,000 hommes. Le mode d'occupation et les dispositions pour le

logement des troupes allemandes dans cette partie de la ville seront réglés par une entente entre deux officiers supérieurs des deux armées, et l'accès en sera interdit aux troupes et aux gardes nationales armées pendant la durée de l'occupation.

« Art. 3. — Les troupes allemandes s'abstiendront à l'avenir de prélever des contributions en argent dans les territoires occupés. Les contributions de cette catégorie dont le montant ne serait pas encore payé seront annulées de plein droit; celles qui seraient versées ultérieurement, par suite d'ignorance de la présente stipulation, devront être remboursées. Par contre, les autorités allemandes continueront à prélever les impôts de l'Etat dans les territoires occupés.

« Art. 4. — Les deux parties contractantes conserveront le droit de dénoncer l'armistice à partir du 3 mars, selon leur convenance, et avec un délai de trois jours pour la reprise des hostilités, s'il y avait lieu.

« *Fait et approuvé à Versailles, le* 26 *février* 1871. »

II

Avant de discuter le traité qui nous était imposé par l'Allemagne victorieuse, avant de se résigner à ce douloureux abandon de deux de nos plus chères provinces, il était nécessaire de bien étudier la situation, de se rendre un compte exact de nos ressources, de rechercher, en un mot, si la guerre était encore possible.

Il nous semble utile d'insister sur cette question, de retracer fidèlement l'état de la France au mois de février 1871, de reproduire des chiffres précis, officiels, pour permettre sur ce grave sujet un jugement éclairé.

Et d'abord, quelle était la situation financière de la France? Nous emprunterons au rapport de la commission instituée par l'Assemblée quelques passages, d'autant que l'impression de ce document semblant dangereuse au moment même où se discutait la question de paix ou de guerre, a été arrêtée par ordre de la Chambre.

« Il est cruel, mais il est nécessaire d'avouer que l'ennemi victorieux occupe le tiers de notre territoire, et que dix millions de Français vivent sous l'administration allemande. Vingt-sept départements composent les quatre gouvernements dont la Prusse a établi le siége à Strasbourg, à Nancy, à Reims et à Versailles. Des préfets, et même des sous-préfets administrent les pays occupés au triple point de vue des finances, de l'armée et de la police. Faire exécuter les réquisitions, faire rentrer les contributions, empêcher toute levée d'hommes, tout armement, toute organisation militaire, telle est leur mission, et cette mission ne rencontre plus d'obstacles. Devant eux, se sont repliés peu à peu les agents de l'administration française; devant eux, il ne reste plus debout que les municipalités fidèles à leur devoir, fidèles à l'honneur, et couvrant les populations irritées et épuisées de toute l'autorité de leur courage et de leur dévouement.

« Quelles ressources ces vingt-sept départements et neuf autres, qu'il n'a pas encore plu

à l'ennemi d'administrer officiellement, quelles ressources la France envahie peut-elle fournir à la défense nationale?

« S'il est très-difficile, sous les regards de l'ennemi, de trouver dans les départements envahis les éléments d'une défense armée, du moins il semble qu'on puisse, en toute sécurité, compter sur des secours en argent. Veuillez remarquer que l'invasion s'est abattue sur des pays qui venaient de s'engager dans un emprunt de 750 millions, dans des souscriptions patriotiques, pour les soldats, les blessés et les mobiles; sur des pays, en un mot, qui avaient mis leur épargne dans l'enjeu de la guerre. Tout à coup, les revers se précipitent avec une rapidité foudroyante. Le vainqueur n'a pas encore paru, qu'il dicte ses lois. Les villes qui opposent une résistance payent une contribution de guerre (1). Sur des prétextes, même sans prétexte, des amendes sont imposées. L'arbitraire commande, les réquisitions

(1) Nous empruntons au remarquable rapport de M. Passy sur les départements envahis, et nous réunissons en un tableau les chiffres des impôts, contributions, réquisitions, etc., exigés par les Prussiens :

DÉSIGNATION des DÉPARTEMENTS.	MONTANT des impôts, contributions et amendes payés aux Allemands.	MONTANT des réquisitions en nature *justifiées*.	DÉPENSES relatives au logement et à la nourriture des troupes.	MONTANT des dommages résultant de vols, d'incendies, et de faits de guerre de l'occupation.
Aisne	8.405 532 55	5.734.909 68	5.497.988 09	8.555 543 16
Ardennes	3 587.993 »	11.119.176 76	» »	28.076.060 71
Aube	4.538.022 68	3.835.306 65	91.724 92	635.234 43
Calvados	257.022 31	37.199 92	44.081 85	445.226 52
Cher	17.000 »	35.254 60	204 37	387.931 04
Côte-d'or	231.932 75	5.786.579 89	3.626.816 80	4.823.181 85
Doubs	1.115.021 »	2.984.777 »	450 225 »	1.491.773 »
Eure	2.630.262 75	2.568.180 04	954.455 71	4.355.301 70
Eure-et-Loire	1.668.730 12	1.035 613 55	11.060.724 24	13.292.870 21
Indre-et-Loire	1.117.879 45	312.860 94	3.410.184 28	286.988 34
Jura	693.509 56	1.900.720 18	3.665.827 17	2.853.965 37
Loir-et-Cher	658.252 59	3.624.685 92	» »	11.513.689 18
Loiret	2.032.627 59	9·263.868 80	» »	27.908.587 16
Marne	11.929.944 09	7.679.623 01	7.594.951 »	6.398.920 43
Marne (Haute)	916.656 68	2.483.230 95	2.783.966 90	1.949.868 34
Mayenne	49.681 »	» »	» »	595.636 92
Meurthe-et-Moselle	3.775 437 92	10.307.867 92	5.130 829 36	12.233.065 78
Meuse	4.591.721 64	10.487.378 53	8.165 243 55	7.014.423 11
Nièvre	1.600 »	4.018 »	» »	» »
Nord	783 550 75	315.962 17	471.696 »	347.676 35
Oise	4.504.054 30	4.098.199 82	3.202.115 52	1.981.835 56
Orne	1.009.916 91	1 332.056 63	339.497 79	1.425.737 78
Pas-de-Calais	175.005 »	670.465 »	469.055 »	700.368 »
Rhin (Haut-), Belfort	3.140 »	1.199.309 75	» »	4 811.468 73
Saône (Haute-)	481.978 83	4.238.728 94	3.767.745 35	5.668.449 71
Saône-et-Loire	» »	» »	» »	30.292 27
Sarthe	1.873.861 20	2.284.929 95	2.024.199 72	10.897.339 99
Seine (a)	» »	» »	» »	69.894.439 46
Seine-Inférieure	5.376.200 80	4.165.806 20	5.640.542 49	2.094.515 51
Seine-et-Marne	3.081.946 19	12.658.452 53	6.206.609 52	31.106.207 81
Seine-et-Oise	5.721.431 98	11 932.462 91	12.289.434 07	121.912.662 87
Somme	4.238.439 86	7.090.328 »	7.395.410 »	8.098.749 »
Vosges	3.747.988 58	3.370.212 »	2.338.761 »	1.026.186 »
Yonne	341.940 »	1.596.325 »	2.823.034 »	944.300 »
TOTAUX	79.558.282 08	134.154.491 24	101.445.323 70	393.658.496 29

(a) Les 200 millions payés par la ville de Paris ne sont pas portés dans ce tableau.

sont de droit : réquisitions de toute sorte, de toute nature, réquisitions de chevaux et de voitures; réquisitions d'armes, de foin, de paille, non pas seulement pour entretenir les troupes qui passent, mais pour alimenter les armées en campagne; réquisitions de denrées alimentaires, de couvertures, de draps, de flanelle; et, comme il ne s'agit pas seulement de se procurer les choses nécessaires à la vie, mais de toucher de l'argent, on condamne les villes qui ne peuvent pas livrer au jour fixé, on les condamne à payer amende, ou à faire monter le prix des denrées dans des proportions énormes. Aux contributions de guerre, aux amendes, aux réquisitions, joignons le logement et la nourriture des troupes. Nulle charge n'est plus lourde, nulle charge n'est plus odieuse : plus lourde, car elle n'a ni règle, ni mesure, et vous soumet, par des exigences imprévues, à des frais considérables; plus odieuse, car elle vous associe, par les nécessités de la vie, à un contact contre lequel le cœur et la raison protestent. Il faut pourtant céder, souffrir, payer, et, peu à peu, la guerre durant, les bourses se vident, l'argent sort des cachettes, les petits emprunts se contractent.

« Ainsi, depuis le commencement d'août jusqu'à la fin de janvier, les départements envahis ont tour à tour porté le poids des plus lourdes charges, le poids de tous les désastres. Ils se plaignaient, alors, et ne prévoyaient pas leurs destinées.

« L'armistice est conclu : et les exactions recommencent. Les armées ennemies n'abandonnent nos soldats que pour se tourner contre nos populations. Jadis le foin, l'avoine, les blés, les denrées étaient requis, pour l'alimentation et le service des troupes : c'était le temps de la guerre; aujourd'hui, des sommes énormes sont exigées pour remplir les coffres du gouvernement prussien. Que dirons-nous ? On demande une indemnité d'un million par département pour les Allemands expulsés, des indemnités pour des dommages causés à la marine marchande, pour augmentation du traitement des officiers, pendant l'armistice, pour l'éclairage des forts de Paris, pour l'approvisionnement des places fortes! On demande le payement du premier ou des deux premiers douzièmes des contributions directes de 1871 avec une augmentation de 100 ou bien de 150 pour cent, afin de suppléer aux contributions indirectes dont l'exercice a été suspendu. On demande, par département, le payement immédiat de contributions extraordinaires de 10, 15, 20, 25 millions, comme si ces sommes pouvaient être véritablement recueillies et livrées. On demande tout cela, tout de suite, d'un bout à l'autre de la France envahie, sous peine d'être emprisonné, fusillé, incendié. »

« En vérité, messieurs, il faut s'arrêter. Ces menaces cruelles ne sont peut-être qu'un moyen d'abattre et de réduire l'opinion publique. Si la Prusse veut nous imposer la paix par la force ou par la terreur, nous ne voulons pas vous y entraîner par l'émotion et la pitié. »

Dans les départements qui n'avaient pas eu à souffrir de l'invasion, la situation n'était guère plus prospère. Depuis six mois, le commerce et l'industrie s'étaient arrêtés, l'argent avait disparu, le crédit était mort ; les bras manquaient, et le gouvernement n'avait pu qu'à grand'peine faire fabriquer une partie du matériel et des équipements nécessaires. Les provisions de toute nature avaient été épuisées pour l'entretien des armées et le ravitaillement de la capitale. Enfin, les souscriptions nationales avaient enlevé les dernières ressources.

Il ne fallait donc pas compter sur la France pour subvenir aux besoins de la défense, pour

fournir les dix millions nécessaires chaque jour. L'étranger, du moins, était-il disposé à venir à notre aide? La question était tout au moins douteuse : alors que Paris tenait encore et que nos armées de province n'avaient pas été dispersées, nous n'avions pu qu'après de longues négociations emprunter dans des conditions relativement favorables. Mais, l'opération Morgan avait évidemment suspendu notre crédit.

Seule, la Banque de France pouvait et devait soutenir le gouvernement; mais il ne fallait pas espérer de ce côté d'inépuisables versements.

A côté de la question financière, la question militaire devait attirer l'attention. La lutte était-elle matériellement possible? Dans quelles conditions fallait-il l'entreprendre ?

Au lendemain même de la conclusion de l'armistice, le général Chanzy avait envoyé à Bordeaux le projet suivant :

Laval, 2 février 1871.

« La capitulation de Paris, les conditions dans lesquelles la convention du 28 janvier « place chacune de nos armées, créent une situation toute nouvelle qu'il est important de « bien étudier, et de bien définir. Il est urgent, en effet, de déterminer quels devront être, « à la reprise des hostilités, le meilleur plan de défense, et enfin le mode de résistance le « plus efficace.

« Dans le Nord, l'armée de Faidherbe, obligée de se renfermer dans les places fortes, va « évidemment retrouver devant elles les troupes de Manteuffel, renforcées par une partie de « celles qui investissaient Paris, sans préoccupation dès lors sur leurs derrières.

« Au Havre, le corps Loysel, refoulé dans une pointe étroite, sera tenu facilement en échec « par le corps allemand qui menace cette ville.

« Dans l'Est, la première armée, qui paraît vivement pressée par celle de Werder, ne « semble pas, quant à présent, dans des conditions à reprendre l'offensive ; tout ce qu'elle « pourra tenter, s'il lui est donné de sortir de cette situation difficile, sera de se rabattre sur « le Jura, et de là sur la Saône, pour couvrir Lyon, et s'opposer à la marche de l'ennemi vers « le Midi.

« Sur la rive gauche de la Loire, le corps ennemi qui est à Orléans, tirant des renforts de « Paris, tentera évidemment sa marche sur Bourges et sur Nevers, avec d'autant plus de faci- « lité qu'occupant, par suite de la convention, le département de Loir-et-Cher, il peut se « masser devant le 25e corps, près de Vierzon.

« Dans l'ouest, la deuxième armée, jointe aux forces locales et aux troupes du général « Cléret, couvre la Bretagne et la Normandie, de la Loire à la Seine, en face des armées du « prince Charles et du grand-duc de Mecklembourg. Elle ne saurait désormais avoir le « même objectif pour ses opérations ultérieures, puisque Paris est au pouvoir de l'ennemi, « Les efforts des Allemands contre cette armée seront probablement les suivants : au nord, « le grand-duc de Mecklembourg cherchera à occuper la Normandie ; au sud, le prince « Charles, libre de masser ses troupes dans le département d'Indre-et-Loire, qui lui a été « donné par l'armistice, essayera sans doute de couper, de Bordeaux et au sud-ouest de la « France, la deuxième armée. Enfin, au midi, aucune force sérieusement organisée ne « semble prête à empêcher une marche de l'ennemi sur Bordeaux, s'il venait à la tenter.

« Les troupes dont nous disposons, il ne faut pas se le dissimuler, n'ont encore ni orga- « nisation assez solide, ni une cohésion suffisante, ni une assez grande habitude de la vie « militaire, pour constituer des armées pouvant manœuvrer et lutter avec constance et per-

« sistance contre celles que l'ennemi va pouvoir leur opposer, en nombre au moins égal. Il « faut donc éviter les engagements qui peuvent être décisifs. Le but à atteindre est d'affirmer « l'idée de la résistance, et de la produire sur tous les points à la fois, de façon à forcer « l'ennemi à se disperser, d'obliger l'Allemagne à maintenir en France une armée d'au « moins 500,000 hommes, de lui imposer des sacrifices qui finiront par la lasser, et « d'atteindre ainsi le moment où, solidement organisés, nous pourrons, par un suprême « effort, entreprendre dans de bonnes conditions de refouler l'ennemi de notre territoire.

« Ce que les Allemands redoutent le plus, c'est la guerre de détail, la défense du sol pied « à pied, la résistance derrière tous les obstacles. C'est ce qu'il faut obtenir du véritable « patriotisme de nos populations. Les armées, les corps formés ne doivent être que des points « d'appui, des moyens ménagés pour profiter habilement des fautes de l'ennemi, de ses « échecs et de sa dispersion. Il faut donc organiser partout la défense locale, en faisant appel « à tous les gens de cœur, en les groupant autour de personnalités influentes dans leur « propre pays, habituant la nation à l'idée des sacrifices qu'elle doit faire. Il faut qu'après « avoir disputé le terrain pied à pied, on le cède à l'ennemi, en faisant le vide autour de lui, « en le privant de toute ressource. Dans cet ordre d'idées, l'armée du Nord, en s'appuyant « sur les places fortes, peut, aidée par les habitants armés, forcer l'ennemi à maintenir « devant elle au moins 100,000 hommes. Les soulèvements dans les départements envahis, « de Paris au Rhin, doivent nécessiter une même force, pour assurer aux Allemands leur « ligne de communication et leur occupation du pays. Les forts et la surveillance de Paris « exigent au moins 50,000 hommes de leurs troupes. Il leur faut devant la première « armée, et pour menacer Lyon, 100,000 hommes. A l'ouest, pour se maintenir devant la « Normandie et devant la Bretagne bien défendue, cent autres mille hommes; et une résis« tance bien organisée par nous sur la rive gauche de la Loire, les entraîne inévitablement « à se montrer de ce côté et sur cette vaste ligne avec au moins 100,000 hommes; soit « 550,000 hommes, ou tout au moins 500,000.

« Ces conditions admises, on ne peut songer à laisser dans ses positions actuelles la « deuxième armée, qui constitue aujourd'hui la force la plus sérieuse et qui, je le répète, ne « peut plus rien pour Paris. Il faut donc, ne laissant sur la ligne de la Mayenne que le strict « nécessaire pour donner aux forces organisées de Bretagne une base solide, faire passer le « reste sur la rive gauche de la Loire, en l'établissant sur des positions choisies, de façon à « couvrir tout l'intérieur du pays.

« L'ennemi va, évidemment, comme je le disais plus haut, mettre à profit le temps de « l'armistice pour masser des forces considérables dans l'Indre-et-Loire, de façon à pouvoir, « à la reprise des hostilités, se porter sur Nantes, et isoler ainsi la Bretagne du reste de la « France. Si ce mouvement réussissait, alors que toute la deuxième armée serait encore au « nord de la Loire, cette armée menacée de front par les troupes du duc de Mecklembourg « et du prince Charles, menacée de flanc par un corps ennemi manœuvrant, dans le val infé« rieur de la Loire, pourrait être refoulée successivement, et obligée de jeter son aile gauche « derrière les lignes de Carantan, son centre et sa droite derrière la Vilaine; et, tenue dès « lors en échec, elle deviendrait inutile pour la défense du pays. C'est ce qu'on doit éviter à « tout prix; il faut donc couvrir solidement la Bretagne et la Normandie, rendre disponible « la deuxième armée, garantir le sud-ouest de la France.

« La défense de la Normandie et de la Bretagne, sur la ligne de Honfleur à Angers, peut

« être organisée de la façon suivante : en renforçant l'armée du général de Colomb de deux « divisions, celles des généraux Saussier et Goujard, composées en grande partie des forces « locales, et en disposant ces troupes à peu près comme il suit :



M. THIERS.

« 1° Dans le Calvados, la division Saussier, du 19e corps, formée en grande partie des « mobilisés du Calvados et de l'Eure, derrière l'Orne, de Ouistreham à Harcourt, défendant « Caen ;

« 2° 15,000 mobilisés bretons sous les ordres du général Lipowski, avec ses francs-tireurs, « et défendant le pays jusqu'à Argentan ;

« 3° D'Argentan à Domfront, la division Goujard, formée au camp de Conlie, et distraite « du 21e corps ;

« 4° De Domfront à Mayenne, la division bretonne du général Charette ;

« 5° A Laval, les deux divisions du 17e corps aux ordres directs du général de Colomb, « avec les 8,000 mobilisés de la Mayenne ;

« 6° A Château-Gonthier et sur le cours inférieur de la Mayenne, le corps Cathelineau, « soutenu par les légions de la Loire-Inférieure du général Bérenger.

« Les 14,000 hommes du général Cléret passeraient sur la rive gauche de la Loire. Chacun « de ces groupes devrait être rendu et établi sur ses positions pour le 15 février. Pendant ce « temps, le 19e corps (2 divisions), le 21e corps (3 divisions) et le 16e corps (4 divisions) « s'achemineraient sur la Loire, de façon à venir s'établir, avant l'expiration de l'armistice, « sur la ligne qui, partant de Vihiers où se trouverait la droite de la division Cléret, passe- « rait par Thouars, Poitiers, Montmorillon, Châteauroux, Issoudun, se reliant de là au « 25e corps établi de Bourges à Nevers.

« Les forces disponibles dans le Midi, renforçant le corps d'armée du général de Pointe, « tiendraient le pays entre Nevers et Chagny ; le reste jusqu'à la frontière, étant défendu « par les troupes de Garibaldi et la première armée.

« Cette disposition de nos forces obligerait, je le répète, l'ennemi à une dispersion qui « l'affaiblirait, et qui pourrait nous ménager des chances de succès si, harcelé constamment « par la résistance locale, il lui devenait impossible de se grouper sur un point donné.

« Nos corps organisés, établis sur de fortes positions préparées pour la défense, pour- « raient résister le plus longtemps possible, cédant le terrain s'ils y étaient obligés, pour « se reporter sur de nouvelles positions disposées à l'avance, obtenant ainsi le résultat « que nous devons tout d'abord chercher, celui de prolonger la défense.

« Cette résistance pourrait se produire successivement dans des contrées de plus en plus « difficiles pour l'ennemi, et acquérir, notamment en Auvergne, une solidité d'autant « plus grande, que nous aurions eu d'ici là le temps d'organiser, dans de bonnes con- « ditions, les ressources que le pays peut encore donner.

« En résumé, organiser partout la défense locale, forcer l'ennemi à se disperser, mettre « l'Allemagne dans la nécessité de maintenir en France une armée d'au moins 500,000 « hommes qu'elle ne peut plus fournir sans imposer à sa landwehr et à ses dernières « réserves l'obligation de rester sous les armes, alors qu'elle n'a obtenu cet effort qu'en « propageant l'idée que la chute de Paris serait la fin de la guerre ; éviter les grands enga- « gements, avant l'organisation solide de nos troupes ; défendre, enfin, le sol pied à pied « et amener la nation à comprendre que, pour sauver son honneur et son intégralité, « elle n'a d'autre moyen que le sacrifice de ses intérêts matériels du moment, et la résis- « tance à outrance. »

« *Le général en chef,*
« *Signé :* CHANZY. »

Le plan du général Chanzy était évidemment le seul admissible ; à tout prix, il fallait éviter les grands engagements ; mais dès lors, l'ennemi était maître d'aller au centre, au sud, partout ; nous pouvions retarder sa marche, non l'arrêter. Les conditions indiquées par le commandant de l'armée française ne pouvaient plus, d'ailleurs, être réalisées ; l'armée du général Bourbaki avait disparu.

En réalité, il nous restait 354,000 hommes dans les camps, en Afrique ou dans les dépôts, et 534,000 hommes répartis en 8 corps et quelques divisions indépendantes (1), soit un total de 880,000 hommes. Mais, dans ce chiffre étaient compris les mobilisés appelés de la veille : d'armée proprement dite, il ne restait que les 2 corps du général Faidherbe, les 16ᵉ, 17ᵉ et 21ᵉ corps du général Chanzy, 150,000 hommes environ. Il fallait tenir compte, il est vrai, de ce fait que l'armée de Paris fournirait ses sujets les plus vigoureux et un grand nombre d'officiers qui, n'étant liés par aucun engagement personnel, avaient pu gagner la province.

Mais, en regard de ces forces, l'ennemi pouvait disposer de plus de 700,000 hommes au 1ᵉʳ mars : (d'après le major Blume, 570,000 fantassins, 63,500 cavaliers, 35 à 40,000 artilleurs, sans compter les services divers). Il restait, en outre, en Allemagne 250,000 soldats instruits et prêts à franchir le Rhin.

Le plan de campagne des Allemands était tout indiqué :

1° L'armée du général de Manteuffel marchait sur Lyon.

2° L'armée du général Gœben (1ᵉʳ et 8ᵉ corps, soutenus par les troupes du grand-duc de Mecklembourg) faisait le siége des places du Nord, et attaquait le Havre.

3° 2 corps suffisaient pour tenir en échec les forces mal organisées de l'armée de Bretagne, insuffisantes pour prendre l'offensive.

4° 150,000 hommes (de landwehr principalement, et des troupes d'étapes) étaient nécessaires pour assurer les communications et garder — non Paris — mais les forts.

Il restait donc à l'ennemi, pour faire une campagne active, — en dehors de Lyon, de la Bretagne et du Nord, — huit ou neuf corps d'armée présentant un effectif réel de 280,000 combattants.

La lutte était-elle donc impossible? Au point de vue militaire, la question ne peut se discuter. Maintenant, avions-nous le patriotisme ardent, l'inflexible énergie qui font les Saragosse, les Moscou, les Châteaudun? Chacune de nos villes était-elle résolue à se défendre? Des embuscades étaient-elles préparées dans nos villages? Le vide était-il fait autour de l'ennemi? A cette guerre inégale de batailles rangées pouvions-nous faire succéder la guerre des chouans, où le moindre obstacle est utilisé? Étions-nous sûrs de la fermeté de nos maires, du courage implacable de nos populations? Alors, les conditions changeaient : les effectifs de l'ennemi, ses plans de campagne pouvaient être impuissants. Là où le génie de Napoléon Iᵉʳ avait échoué, la fortune du général de Moltke pouvait être emportée.

Dans son intéressant rapport, que nous avons précédemment cité, la commission traçait le tableau suivant :

« Et maintenant, à cette question : Quelle est la situation morale de la France envahie? ne faut-il pas répondre simplement : Elle est envahie. Invasion, ce mot dit tout : douleur et désastre. Qui ne l'a pas subie ne peut en parler.

« Depuis le commencement d'août, le fléau souille nos villes, et balaye nos campagnes. Le 4 septembre, l'Empire s'effondre et disparaît. Un gouvernement déclare qu'il disputera à l'étranger le sol de la patrie. L'invasion s'étend et pénètre. Le patriotisme local s'exalte dans des efforts inutiles; mais la résistance se disperse dans l'indiscipline; elle s'use par des tentatives isolées; elle s'évanouit devant la toute-puissance d'une force supérieure. Les villes

(1) Ces chiffres avaient été relevés à une revue d'effectif, passée le 5 février.

sont occupées, les armes sont brisées. Le cœur se brise en même temps. L'invasion s'installe. On croit à une épreuve passagère; on se raidit sans perdre confiance. L'épreuve dure et se transforme en supplice. Malgré soi, l'on s'affaisse; l'indignation des premiers jours fait place à l'accablement. Où aller? que faire? Les postes marchent mal. Les lettres sont prises; les chemins de fer interrompus; les voitures publiques n'existent plus. Les voitures privées se cachent. Partout, des coups de canon, des coups de fusil; partout des soldats étrangers qui passent et repassent. On ne sait rien! on veut tout savoir! Tout est sauvé aujourd'hui! tout est perdu demain! La nuit, une nuit noire obscurcit toutes les intelligences, éteint tous les courages. L'invasion s'organise et pèse. Les réquisitions s'aggravent. C'en est trop. Le mot de trahison vole de bouche en bouche. En vain, les municipalités rivalisent d'abnégation et de zèle : elles deviennent suspectes. Pourquoi ne pas les supposer faibles, maladroites et coupables? Cela ne coûte rien et cela soulage. Quand on est malheureux, on est injuste. Le pauvre s'en prend au riche, le riche à son voisin. Le temps s'écoule dans des plaintes et des récriminations, sans que les périls de la grande patrie parviennent à distraire des misères locales. Ce qui l'emporte enfin, c'est la lassitude. On se lasse, on souffre d'entendre débiter des mensonges, d'ajouter foi à des divagations, et de se promettre à soi-même des victoires décisives. On se lasse, on souffre de nourrir, d'entretenir, de payer des ennemis, quand nos enfants, nos mobiles, nos soldats prisonniers ou combattants ont faim et froid. On se lasse, alors même que les ennemis répètent avec une singulière entente qu'ils sont las eux-mêmes de la guerre, qu'ils détestent et maudissent Napoléon et Bismarck, qu'ils pleurent de rester chez nous, et fatalement, sans qu'on s'en doute, on s'habitue à cette pensée que la guerre, commencée sans préparation, poursuivie sans succès; que la guerre, poussée de revers en revers, de ruines en ruines, touche à son terme, que la paix est forcée! »

Il est encore une question que l'on a jusqu'ici passée sous silence, et qui mérite cependant qu'on s'y arrête : Quelle allait être, en cas de continuation de la lutte, la situation de Paris?— Nous ne parlons, bien entendu, ici que de la situation matérielle, des approvisionnements.

Si l'on examine notre réseau de chemins de fer, on se rendra compte facilement que les lignes principales, celles qui concourent le plus activement à l'alimentation de la capitale, étaient en partie en notre pouvoir; comment, dès lors, les Prussiens auraient-ils pu subvenir aux besoins de cette population de deux millions d'âmes? Il est hors de doute qu'ils avaient pu à grand'peine nourrir leurs troupes, durant les mois précédents : le pays occupé était partout épuisé.

La question était-elle insoluble? Nous n'avons pas à le discuter; mais, en tout cas, il y avait là une difficulté dont les Allemands étaient maîtres de faire une impossibilité absolue.

Pour nous faire tomber les armes des mains, ils gardaient peut-être ce suprême argument : la faim nous avait obligés à capituler; la faim n'allait-elle pas faire cesser la lutte, alors qu'elle devait avoir de telles conséquences?

L'Europe eût-elle protesté? Mais M. de Beust l'avait dit déjà : « Il n'y avait plus d'Europe. » — « La Prusse, écrivait le roi au czar, la Prusse n'oubliera jamais qu'elle vous est redevable de ce que la guerre n'ait pas pris des dimensions extrêmes. Soyez-en béni de Dieu! » Alexandre répondait au nouvel empereur, couronné à Versailles : « Je partage votre joie...



M. J. FAVRE.

Je suis heureux d'avoir été en situation de vous prouver mes sympathies, comme un ami dévoué. »

L'Italie et l'Autriche étaient muettes : les États-Unis avaient adopté le parti de la Prusse. Le 16 février 1871, le général Grant adressait au Congrès de Washington un message qui célébrait les victoires allemandes. On se souvenait, de l'autre côté de l'Atlantique, de l'expédition du Mexique ; on n'avait pas oublié que dans la guerre de Sécession les vœux et l'appui moral de l'empire avaient été pour les confédérés.

L'Angleterre, enfin, humiliée par les récentes revendications de la Russie, impuissante à agir, reconnaissait tardivement qu'elle avait été atteinte par le coup qui venait de frapper la France ; mais, lord Granville n'osait même pas intervenir pour faire prolonger l'armistice : « J'ai informé le duc de Broglie (ambassadeur de France), disait-il, qu'en ce qui regarde la proposition que le gouvernement de la reine pressât l'Allemagne de prolonger l'armistice, le cabinet était d'avis qu'une pareille démarche n'atteindrait pas le but qu'il avait en vue. »

La France ne pouvait donc pas compter sur l'appui d'une seule puissance : elle était seule en face du vainqueur.

Dans ces conditions, le vote de l'Assemblée de Bordeaux ne pouvait être douteux.

Et cependant, on comprend qu'au moment décisif, alors que les députés de l'Alsace suppliaient la Chambre de ne pas les abandonner, alors qu'il s'agissait d'aliéner deux provinces, un million et demi d'hectares, 1,600,000 habitants, Metz et Strasbourg, on comprend que quelques-uns aient refusé de s'associer à ces conditions !

Mais le temps manquait pour approfondir ces questions multiples : l'armistice se terminait, en effet, le 3 mars. En outre, les Allemands étaient entrés dans Paris, et M. de Bismarck avait annoncé que la ratification des préliminaires pourrait seule abréger l'occupation de la capitale.

Chaque heure perdue pouvait entraîner des complications terribles, faire naître un conflit peut-être ; le 1er mars, tout était fini.....

III

Quelque douloureuse que fût la situation, la France devait éprouver encore de nouvelles douleurs, de plus poignantes humiliations. Le 18 mars, commençait la criminelle insurrection de la Commune ; criminelle, non pas seulement parce qu'elle était la révolte armée contre le gouvernement légalement institué par la nation, parce qu'elle augmentait nos ruines et faisait nos désastres plus irréparables, mais encore, mais surtout parce qu'elle traitait avec les Allemands établis autour de Paris, parce qu'elle amenait ce moment *psychologique* si ardemment désiré par M. de Bismarck.

L'heure n'est pas venue de rapprocher ceux qui faisaient « flamber Paris » de ceux qui brûlaient Saint-Cloud, au lendemain de l'armistice, de rechercher quels liens unissaient les assassins des otages et les héros de Bazeilles.....

Mais en tous cas, cette insurrection arrivait fort à propos pour l'ennemi, elle rendait particulièrement difficiles pour nous les négociations relatives à la paix définitive.

La première conférence eut lieu à Bruxelles le 27 mars; le 10 mai à Francfort-sur-le-Mein, le traité de paix définitif fut arrêté entre MM. de Bismarck, Thiers et Pouyer-Quertier : la ratification eut lieu le 20 mai.

Grâce à la Commune, les conditions étaient plus dures encore que celles exposées dans les préliminaires. Nous résumerons ici les principales dispositions de ce traité :

Dans l'article premier, le gouvernement allemand élargissait le territoire autour de Belfort et laissait à la France les cantons de Belfort, de Delle et de Giromagny, ainsi que la partie occidentale du canton de Fontaine; par un article additionnel, nous restions maîtres en outre des villages de Rougemont, Leval, la Petite-Fontaine, Romagny, Félon, la Chapelle-sous-Rougemont, Angeot, Vauthiermont, la Rivière, la Grange, Reppe, Fontaine, Frais, Foussemagne, Cunelière, Montreux-le-Château, Bretagne, Chavannes-les-Grandes, Chavanatte et Suarce.

En revanche, l'Allemagne exigeait un accroissement au nord, sa frontière étant figurée par une ligne partant de la frontière du Luxembourg entre Hussigny et Redingen, laissant à la France les villages de Thil et Villerupt, se prolongeant entre Errouville et Aumetz, entre Beuvilliers et Boulange, entre Trieux et Lameringen, et joignant l'ancienne ligne de frontière entre Avril et Moyeuvre.

Les articles 2, 3, 4, 5, 6 traitent du droit laissé aux habitants des provinces cédées à l'Allemagne de choisir leur nationalité, de la remise des archives, caisses, de la navigation sur la Moselle et les canaux de la Marne au Rhin, du Rhône au Rhin et de la Saar, enfin de nouvelles conditions à faire aux diverses églises des provinces cédées.

L'article 7 est relatif à la contribution de guerre et à l'évacuation progressive de la France. Le payement de 500 millions aura lieu dans les trente jours qui suivront le rétablissement de l'autorité du gouvernement français dans la ville de Paris. Un milliard sera payé dans le courant de l'année, et un demi-milliard au 1er mai 1872. Les trois derniers milliar[...] ront payables au 2 mars 1874, ainsi qu'il a été stipulé par le traité de paix pr[...] partir du 2 mars de l'année courante, les intérêts de ces trois milliards de [...] payés chaque année le 3 mars à raison de cinq pour cent par an.

Tous les payements ne pourront être faits que dans les principales villes de [...] l'Allemagne, et seront effectués en métal or ou argent, en billets de la Banque [...] billets de la Banque de Prusse, billets de la Banque royale des Pays-Bas, billets [...] nationale de Belgique, en billets à ordre ou en lettres de change négociabl[...] ordre, valeur comptant.

Après le payement du premier demi-milliard et la ratification du traité de [...] les départements de la Somme, de la Seine-Inférieure et de l'Eure seront évac[...] qu'ils se trouveront encore occupés par les troupes allemandes.

L'évacuation des départements de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne [...] Seine, ainsi que celle des forts de Paris, aura lieu aussitôt que le gouvernement all[...] jugera le rétablissement de l'ordre, tant en France qu'à Paris, suffisant pour assurer l'e[...] cution des engagements contractés par la France.

Dans tous les cas, cette évacuation aura lieu lors du payement du troisième demi-milliard.

Les stipulations du traité du 26 février, relatives au payement des trois derniers milliards, resteront en vigueur. Aucune des déductions que le gouvernement français serait en droit de faire ne pourra être exercée sur le payement des cinq cents premiers millions.

Article 8. — Les troupes allemandes continueront à s'abstenir des réquisitions en nature et en argent dans les territoires occupés. Cette obligation de leur part étant corrélative aux obligations contractées pour leur entretien par le gouvernement français, dans le cas où ce gouvernement serait en retard d'exécuter lesdites obligations, les troupes allemandes auront le droit de se procurer ce qui sera nécessaire à leurs besoins, en levant des impôts et des réquisitions.

Dès que l'effectif de l'armée allemande sera réduit au-dessous du chiffre de cinq cent mille hommes, il sera tenu compte des réductions opérées au-dessous de ce chiffre, pour établir une diminution proportionnelle dans le prix d'entretien des troupes payé par le gouvernement français.

Article 9. — Le traitement exceptionnel accordé maintenant aux produits des territoires cédés pour l'importation en France sera maintenu jusqu'à la fin d'août 1871.

L'article 10 porte que le gouvernement allemand continuera à renvoyer en France les prisonniers.

L'article 11 constate que les traités de commerce avec les différents États allemands ont été annulés par la guerre, et qu'ils ne seront pas renouvelés. Il spécifie cependant que dans les relations commerciales avec la France, l'Allemagne ne serait pas traitée plus défavorablement que l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche et la Russie.

L'article 12 réserve les droits des Allemands expulsés de France depuis le 28 août 1870.

L'article 13 est relatif aux navires allemands capturés.

Article 14. — Chacune des deux parties continuera sur son territoire les travaux de canalisation de la Moselle, de Frouard à Thionville, commencés en 1870.

15. — Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à étendre aux
ifs les mesures qu'elles pourront juger utile d'adopter en faveur de ceux de leurs
i, par suite des événements de la guerre, auraient été mis dans l'impossi-
en temps utile à la sauvegarde ou à la conservation de leurs droits.
— Les deux gouvernements français et allemand s'engagent réciproquement à
et entretenir les tombeaux des soldats ensevelis sur leurs territoires res-

Quelque doul ons indiquées dans ce contrat furent votées par l'Assemblée nationale à une
douleurs, de plu ité le 18 mai.
tion de la Commo sérieuse, approfondie, était impossible au moment où la Prusse nous
contre le gou traiter avec la Commune. Avant tout, il fallait obtenir de l'Allemagne qu'elle
ruines et fa nir nos prisonniers, de façon à permettre de triompher promptement de cette
traitait av insurrection.
psycholo concession, malheureusement indispensable pour nous, M. de Bismarck la fit
L'h : il ne négligea pas cette occasion de rendre plus onéreuse, plus douloureuse pour
brûl cette paix, qu'il était impossible de ne pas accepter, et qui ne comportait ni discus-
ass n ni même examen.

En écrasant ainsi la France, en exigeant d'elle cette somme de cinq milliards, l'Alle-



FIN.

Les stipulations du traité du 26 février, relatives au payement des trois-
liards, resteront en vigueur. Aucune des déductions que le gouvernement
en droit de faire ne pourra être exercée sur le payement des
millions.

Article 8. — Les troupes allemandes continueront à s'ab
et en argent dans les territoires occupés. Cette obligation
obligations contractées pour leur entretien par
gouvernement serait en reta
le droit de se procurer ce q
réquisitions.

Dès que l'effectif de l'ar
mille hommes, il sera ten
établir une diminution pr
vernement français.

Article 9. — Le trait
cédés pour l'importatio

L'article 10 porte
prisonniers.

L'article 11 cons
été annulés par la
les relations com
ment que l'Angl

L'article 12

L'article 13

Article 14

lisation de

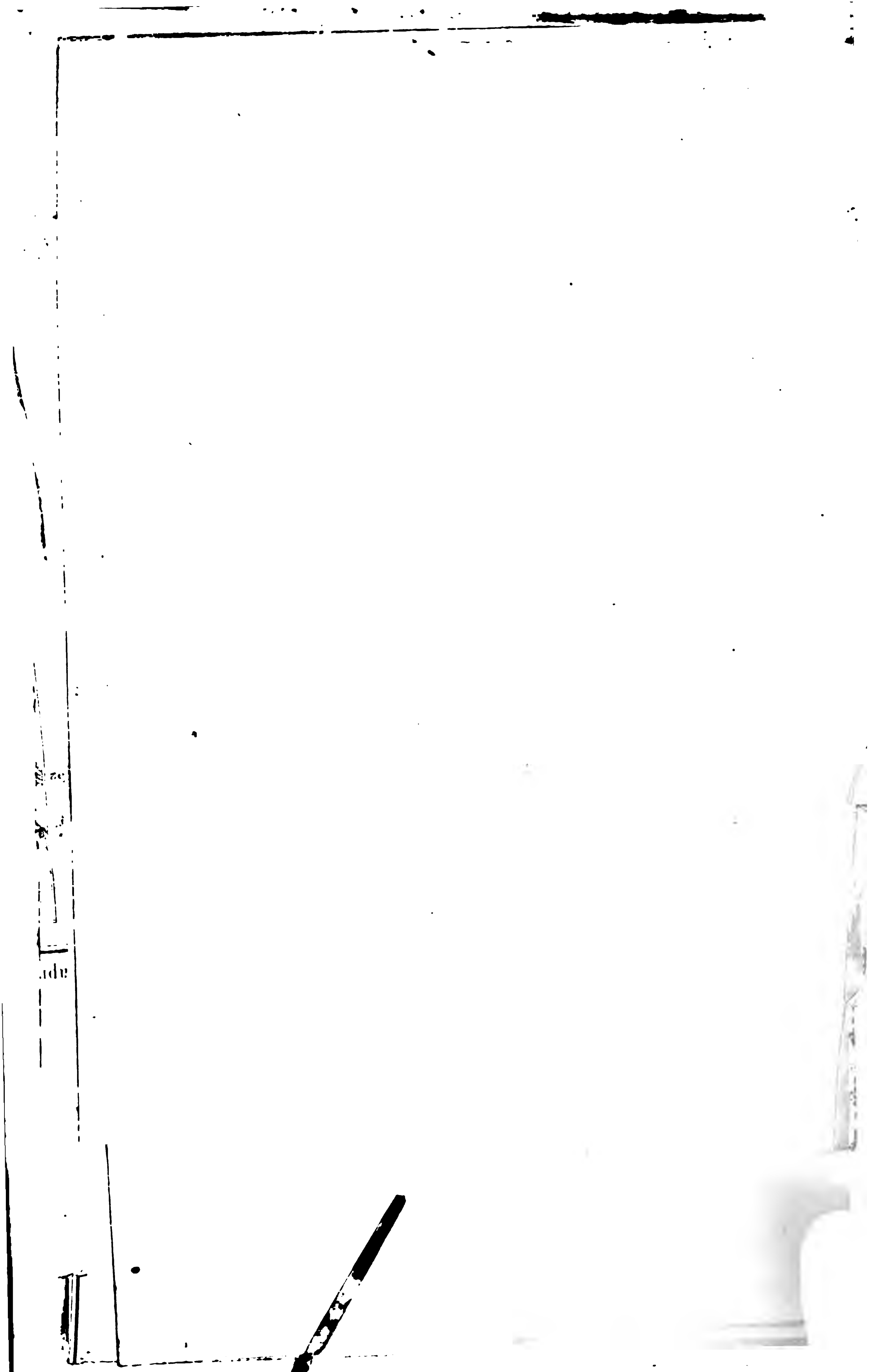




TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES CARTES

TABLE DES GRAVURES

